SOUVENIRS

DU

BARON DE BARANTE

3775-90. — Corbeil. Imprimerie Ed. Crété.

SOUVENIRS

DU

BARON DE BARANTE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

1782-1866

PUBLIÉS PAR SON PETIT-FILS

CLAUDE DE BARANTE

III

17147
12/5/22

PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1893

Droits de reproduction et de traduction réservés.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

SOUVENIRS

DU

BARON DE BARANTE

I

Décembre 1821-Décembre 1822 (1).

DE M. GUIZOT.

Bois-Milet, 21 mai 1822.

Mon cher ami, voilà nos élections à peu près terminées ; elles nous laissent exactement comme nous

(1) Événements de décembre 1821 a décembre 1822. — Formation d'un nouveau cabinet pris exclusivement dans la droite : MM. de Villèle, Corbière, le duc de Bellune, de Peyronnet, de Montmorency, de Clermont-Tonnerre. — Il n'a pas de président du conseil (14 décembre 1821). — Le nouveau ministère retire le projet de loi relatif à la censure. — Prompte rupture de la coalition formée entre la droite et la gauche. — Position difficile et embarrassée du cabinet qui essaye de se concilier les exagérés de l'extrême droite en leur distribuant de nombreux emplois, mais qui ne peut les satisfaire tous. — La majo-

étions, sauf l'effet moral des élections de Paris qui est très grand et nous sera bon sous plus d'un rapport.

rité de l'ancien centre ministériel se rallie à lui. — Influence de la congrégation. — Complots révolutionnaires. — Conspirations tramées par le carbonarisme à Saumur, à Belfort, à Marseille et découvertes avant d'avoir éclaté. — Complicité de MM. de La Fayette, d'Argenson, Manuel, de Corcelle, etc. — Délibérations de la Chambre des pairs sur sa compétence comme cour de justice. — Présentation à la Chambre des députés d'un projet de loi sur la police des journaux (2 janvier 1822). — Indignation qu'il excite dans le parti libéral. — La commission propose, entre autres amendements, d'enlever au jury le jugement des délits de presse. — Longue et violente discussion de ce projet de loi. — Malgré la résistance opiniâtre de la gauche, toutes les dispositions du projet sont adoptées, y compris l'amendement contre le jury qui, combattu par M. de Serre, a été adopté par le gouverment. — On vote également un amendement de M. Bonnet qui, en cas de poursuites pour diffamation contre un fonctionnaire public, interdit à l'accusé de faire la preuve des faits par lui allégués. — Sur le rapport de M. de Martignac, on vote aussi, après des débats non moins vifs, la loi relative à la police des journaux. — Seconde conspiration de Saumur. — Tentative infructueuse du général Berton pour s'emparer de cette ville, après avoir proclamé à Thouars un prétendu gouvernement provisoire (24 février). — Un conseil de guerre de Tours condamne à mort trois élèves de l'École de Saumur pour la conspiration précédente. Ce jugement est cassé pour vice de forme. — Troubles à Paris à l'occasion d'une mission. — L'École de droit est fermée pour six mois. — Troubles à Lyon, à Toulouse, etc. — Élections partielles à Paris et dans quelques départements, généralement favorables à la gauche. — Discussion et vote à la Chambre des pairs des deux lois sur la presse. — La première n'y passe

Le parti s'en trouvera bien dans son intérieur comme dans ses relations extérieures. C'est là ce qui m'en

qu'avec un amendement considérable. — Formation dans cette Chambre d'une opposition puissante et habile à laquelle se rallient les membres du précédent ministère. — Discussion et vote du budget de 1822. — Violentes attaques de la gauche contre la politique intérieure et extérieure du cabinet. — Clôture de la session (1er mai). — Emportements du parti ultra-royaliste. — Incendies multipliés dans plusieurs départements. — Élection d'un cinquième de la Chambre des députés (9-16 mai). — L'opposition, victorieuse à Paris, est vaincue dans les départements. — Mort du duc de Richelieu. — M. Frayssinous, évêque d'Hermopolis, est nommé grand maître de l'université. — Progrès de l'influence ecclésiastique. — Faibles efforts de M. de Villèle pour contenir la réaction politique et religieuse. — Procès politiques. — Condamnation et exécution du maréchal des logis Sirejean à Tours et du capitaine Vallé à Toulon. — Troubles à Paris par suite du refus de laisser célébrer l'anniversaire de la mort du jeune Lallemand. — Ouverture de la session de 1822 (4 juin). — La Chambre des députés demande, dans son adresse, le châtiment des conspirateurs. — Discussion et vote d'une loi de douane conçue dans l'esprit du système protectionniste le plus exagéré, et d'une loi relative à la construction de plusieurs canaux. — Exigences croissantes des ultra-royalistes, malgré les faveurs dont on ne cesse de les combler. — Continuation des conspirations et des procès politiques. Violences du ministère public. — Arrestations du général Berton et du lieutenant-colonel Caron. — Vifs débats sur la question d'Espagne, sur la police, sur la manière dont sont conduits les procès politiques. — M. Mangin, procureur général à Poitiers, ayant, dans l'acte d'accusation du général Berton et de ses complices, désigné plusieurs députés comme complices de la conspi-

frappe surtout. Dans le système du centre, les deux sections centrales gravitaient nécessairement vers l'ex-

ration, M. de Sainte-Aulaire demande qu'il soit appelé à la barre et jugé pour offense envers la Chambre. La proposition est rejetée à la majorité de 226 voix contre 127 (5 août). — Suite des procès politiques. — Nombreuses condamnations capitales. — Exécution de Maillard à Pau, — des sergents de La Rochelle à Paris, — du lieutenant-colonel Caron à Colmar, — du général Berton et de ses complices à Poitiers et à Thouars. — Fin des sociétés secrètes. — Innombrables condamnations pour délits de la presse, pour propos et cris séditieux. — Dissolution et réorganisation de l'École de médecine à la suite de manifestations contraires à l'influence du clergé (2 novembre). — Suppression de l'École normale. — Suppression du cours d'histoire de M. Guizot. — Ordonnance qui règle d'une manière définitive le système de la comptabilité financière. — Élection d'un cinquième de la Chambre des députés. Sur quatre-vingt-six nominations, la gauche n'en obtient que sept (13-20 novembre). — Négociations sur les affaires d'Orient. — L'empereur Alexandre, ne pouvant se décider à la guerre contre la Porte, se livre entièrement à l'Autriche et à l'Angleterre pour essayer d'obtenir d'elles quelques concessions.

L'insurrection grecque se soutient. — En Espagne, après diverses alternatives, le parti révolutionnaire prend le dessus sur le parti modéré. — Insurrection absolutiste dans les provinces du Nord. — Établissement de la régence d'Urgel. — En France, le parti ultra-royaliste presse le gouvernement d'intervenir pour renverser la constitution des Cortès. — Préparatifs du congrès de Vérone où cette question paraît devoir être l'objet principal des délibérations. — Suicide de lord Londonderry. — M. Canning le remplace comme ministre des affaires étrangères. — M. de Villèle devient président du conseil. — Son désir d'éviter la guerre. — Réunion préliminaire de Vienne avant le

trême droite et l'extrême gauche ; dans l'état actuel l'extrême droite et l'extrême gauche gravitent nécessairement vers le centre droit et le centre gauche. C'est un grand progrès. Du reste, d'après ce qu'on me mande et ce qui doit être, rien ne changera ; le ministère et son parti vont au contraire s'efforcer d'être encore plus modérés qu'auparavant. A tout prendre, ils regardent le résultat électoral comme une défaite. Ils se disent très

congrès (septembre). — La Russie pousse à la guerre contre la révolution espagnole. L'Angleterre s'y oppose ouvertement. M. de Metternich essaye de la détourner sans mécontenter l'empereur Alexandre. M. de Montmorency y incline malgré les instructions de M. de Villèle. — Congrès de Vérone (20 octobre). — Question d'Espagne. — Continuation des efforts de la Russie pour décider la France à la guerre contre la révolution espagnole. Efforts en sens contraire de l'Angleterre. — Jeu double de M. de Metternich. — M. de Montmorency se laisse entraîner à des démarches qui rendent la guerre presque inévitable. — A Paris il n'est pas approuvé, et la France demande à ses alliés, sans pouvoir l'obtenir, l'ajournement des communications hostiles à faire au cabinet de Madrid. L'Angleterre se sépare des autres puissances. — Délibérations du congrès sur les moyens de réprimer la traite, sur les colonies espagnoles, sur la Grèce, sur l'Italie. — Évacuation partielle du Piémont et des Deux-Siciles par les forces autrichiennes. — Tentative de M. de Metternich pour augmenter, dans la péninsule, l'ascendant du cabinet de Vienne. — Clôture du congrès par une circulaire des cours d'Autriche, de Prusse et de Russie qui frappe d'anathème toutes les révolutions (14 décembre). (D'après les sommaires des chapitres LXIII, LXIX, LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXVIII, LXXIX de l'*Histoire de la Restauration*, par M. Louis de Viel-Castel.)

décidés à ne présenter à la session que le budget et les canaux, et craignent assez peu leur montagne, parce que, pour les attaquer avec quelque force, elle est obligée de se faire libérale et qu'ils sont décidés à l'être eux-mêmes tant qu'ils pourront. Lisez le *Journal des Débats*; la politique des meneurs est là tout entière. Voilà ce qu'on voit de plus clair à vingt lieues de Paris (1).

Que faites-vous? Avez vous posé votre esprit quelque part? Pour moi, je me trouve à merveille dans le repos où je vis, et j'y passerais volontiers un an. Paris m'a ennuyé cet hiver; je prends une grande aversion du mouvement sans but et de la parole sans dessein. J'aime mieux attendre que remuer en ne marchant pas. En attendant je me suis donné un mois pour recueillir et rédiger quelques idées sur l'emploi de la peine de mort en fait de crimes politiques. La question m'intéresse depuis longtemps et peut-être, au milieu de leurs procès de complots, publierai-je ce que j'écris pour prouver que la peine de mort, en politique, si l'on n'est la Convention, n'est aujourd'hui qu'une vieillerie, une routine empruntée à des temps tout autrement faits que les nôtres, et où elle avait une efficacité qu'elle n'a plus du tout. Quand cela sera fait, que je le publie ou non, j'entreprendrai un grand travail sur les principes et la pratique du gouvernement représentatif et il me mènera où il voudra.

(1) Bois-Milet, propriété de M. de Meulan, située près de Montereau. C. B.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 27 mai 1822.

Je reçois une lettre de vous, cher Prosper, à laquelle je réponds bien vite comme vous voyez, mais c'est une grande joie qu'une lettre de ses amis dans la solitude où je suis et on les en remercie tout de suite. J'aurais bien aimé aussi vous voir ici; mais je comprends que vous êtes enchaîné; ce que vous dites sur l'augmentation des chaînes est bien vrai; une femme ne sent pas cela, mais cela est compensé par d'autres choses; il semble que la Providence ait ajouté une petite privation à chaque accroissement de bonheur, c'est ce qui arrive pour les enfants : ils entravent à mesure qu'ils rendent heureux; il y a comme une espèce de dîme à payer de tout ce qu'on reçoit, soit en inquiétudes soit en gêne, il y a une façon de jouir de la vie, qu'il est certain que la Providence n'approuve pas même dans le légitime, il faut que la pensée de celui qui donne et de l'instabilité du don se mêle à tout, et c'est ce qu'on oublierait bien vite si la jouissance était complète. Voilà du mysticisme, mais je trouve que le lac y porte un peu; et puis je me suis mise à en relire, pourtant le méthodisme me va mieux (1), il est plus étroit dans son centre mais beaucoup plus large dans les résultats, c'est-à-dire que ses principes sont dogmatiques et exclusifs, mais qu'il appelle dans l'action le développement de toutes nos facultés, tandis que le mysticisme, après avoir admis tout ce qu'on

(1) Madame la duchesse de Broglie appartenait à la religion protestante. C. B.

veut en fait d'idées, aboutit à une paresse et à un détachement des autres qui devient bien vite de l'égoïsme rêveur. J'ai cédé à votre anathème sur ma pauvre préface (1) j'ai ôté toutes ces pages et j'ai raccommodé le reste tant bien que mal, mais je persiste dans la conviction que mon idée était sublime si le fond avait été un peu différent et la forme tout autre. Aussi la reproduirai-je dans quelque autre ouvrage théologique, parce que je ne ferai jamais que de cela, c'est là ma voie.

Victor me paraît très gai : ce spectacle de l'Angleterre l'amuse vivement; on l'y reçoit à merveille et je jouis de le sentir là autant qu'on peut jouir quand on ne voit pas les gens. Je ne sais rien de rien ici; on croit toujours à la paix à Genève : les nouvelles d'Odessa sont dans ce sens, pourtant les journaux paraissent bien différents. Ce que je sais, ce sont des détails sur les atrocités d'Italie. A Milan tous les grands seigneurs, les hommes distingués, sont en prison. Gonfalonieri, Pallavicini, Visconti, etc., toute l'élite du pays ; au moins ils ne se plaindront pas de n'avoir pas d'aristocratie, ils l'ont toute dans leurs cachots : le peuple est d'une parfaite indifférence au milieu de tout cela.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 27 mai 1822.

Nathan le Sage (2) est imprimé depuis longtemps, et va paraître; cela m'a fait relire *Emilia Galotti* que

(1) Préface de la traduction en français, par mademoiselle Sobry, de l'ouvrage de M. Erskine intitulé : *Réflexions sur l'évidence intrinsèque de la vérité du christianisme.* C. B.

(2) La traduction par M. de Barante de *Nathan le Sage*,

j'avais trouvée ridicule, quand je l'avais lue, étant au collège. C'est toujours un drame outré et bourgeois, malgré la présence du prince (1), mais il y a beaucoup d'esprit; c'est du reste, ce me semble, le caractère du théâtre allemand; il brille par le piquant.

Vous demandez des nouvelles, il n'y en a guère; il court bien divers bruits, mais de ces bruits tout à fait déraisonnables tels qu'il y en a toujours aux approches d'une session; le plus consistant est celui d'une destitution de quatre pairs, ministres d'État, MM. Molé, de Dalberg, de Jaucourt et Roy. Mais cela ne me paraît pas assez sérieusement motivé. On dit aussi que Corbière retournera à l'instruction publique et fera place à Ravez, je n'en crois rien. Il est question aussi de porter le nombre des pairs à mille ou douze cents, en y faisant entrer les notables de l'opposition de la Chambre de députés et ensuite de leur faire élire une Chambre des pairs temporaire et périodiquement renouvelée, comme s'élisent les pairs d'Écosse. On absorberait ainsi les deux oppositions. Voici ce qui est plus réel : la scission de la droite et de l'extrême droite se fera certainement sentir au commencement de la session. M. de La Bourdonnaye le promet; je ne crois pas que le ministère en soit compromis, mais au moins en sera-t-il gêné.

Ç'a été un événement, non pas chez les nations mais dans les cabinets, que la mort de M. de Richelieu. Ses anciens collègues et tous leurs amis en ont été désappointés de la manière la plus visible : ils tour-

de Lessing, a paru dans les *Chefs-d'œuvre du théâtre étranger*. C. B.

(1) Hector de Gonzague, prince de Guastalla, un des principaux personnages de la pièce. C. B.

nent fort au découragement, et il n'y a pas grand mal. Cette mort, presque subite, donne lieu à beaucoup de contes : ce qui est sûr, et ce que dit sa famille, c'est que le chagrin en est la grande cause. Les mots de *trahison* et d'*ingratitude* sont prononcés à tout propos, et les ultras proprement dits commencent à se tenir pour offensés des regrets qu'on lui peut donner. Au fait, ils profitent de cette mort qui rend au ministère actuel une partie au moins des cabinets de l'Europe.

Il faut bien vous dire un mot de la guerre. Depuis huit jours, tout était à la paix ; tout a changé depuis vingt-quatre heures, et les dernières nouvelles semblent assez invraisemblables. Il se pourrait, cependant, que cela traînât encore. Il paraît, au reste, qu'une des bases du traité de la Russie et de l'Autriche est le maintien de la Porte ottomane comme puissance européenne.

Voilà assez de gazettes, je me reproche presque de vous avoir parlé nouvelles comme vous me le demandiez. Je n'aurais pas mieux demandé que de respecter, que de seconder cette ignorance insouciante de toutes choses, prête, dites-vous, à vous envahir. Ce repos-là est meilleur et moins stérile que cette activité rapide et vague qui nous dévore à Paris. Je vous envie votre retraite, un intérieur doux et surtout posé, un lieu qui plaît et cher à plus d'un titre : ce doit être une vie rafraîchissante pour l'esprit.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 1er juin 1822.

Vos impressions sur la mort du duc de Richelieu sont justes et naturelles, comme je m'y attendais. Je

l'ai bien plus connu que vous ne l'avez fait, et il avait payé d'un étrange retour mon véritable dévouement, mais mon estime pour lui était inébranlable; c'est moins la France qui doit le pleurer que l'humanité dont il faisait l'ornement. Il n'avait pas assez d'esprit pour ses vertus et ces dernières nous ont fait bien du mal. Je crois, comme vous, qu'il a entraîné tous les ministères du prétendu milieu au tombeau. Dieu veuille maintenant que le problème ne soit pas résolu par la violence au profit d'un parti. C'est ce que l'avenir nous apprendra. En attendant, l'opposition forme les plus beaux projets de sagesse et de fusion dans le centre gauche. Je crains bien que les provocations de ses adversaires ne la mettent promptement à mal.

La guerre d'Orient paraît s'éloigner; celle avec l'Espagne semble imminente. Il y a des gens ici assez insensés pour la désirer, et si ce ne sont pas ceux qui gouvernent, ce sont ceux par lesquels ceux qui gouvernent sont gouvernés.

Les journaux vous auront appris que les ministres avaient retiré à Dessoles, à Dalberg et à moi tout traitement pour donner notre dépouille aux ministres d'État qu'ils avaient nommés (1). Vous entendrez aussi bientôt parler de moi à une autre occasion. J'avais eu la velléité de parler sur le budget; puis, en voyant l'ennui et la fatigue qui accablaient la Chambre, j'y avais renoncé. Depuis que je me suis avisé de lire le rapport de Portal au roi, en présentant son budget, j'ai vu qu'il avait la loyauté d'attaquer, en la dénaturant, mon ordonnance sur le

(1 Duc de Narbonne-Pelet, duc de Laval-Montmorency, duc de Doudeauville, vicomte de Bonald. C. B.

personnel, à laquelle il avait tant applaudi autrefois. Cela m'a mis en train et je me suis laissé entraîner à écrire quelques observations sur le budget, que j'ai montrées à Royer. Royer en a été content et il veut que je les publie. Je regrette que nous n'ayons pu les lire ensemble et de ne pouvoir m'appuyer de vous.

Du reste Paris est solitaire, un grand nombre de nos amis sont dispersés. Si vous y revenez, n'oubliez pas que vous logez chez moi.

P.-S. — On dit que le discours royal sera pacifique à l'extérieur, et annoncera des économies au budget.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, juin 1822.

Vous devez avoir depuis un mois votre *Dix-huitième Siècle* (1). L'ouvrage réussit. Comme nous en étions convenus, j'avais fait un article. Ladvocat en a fait mettre un autre dans le *Constitutionnel*, que vous avez vu; le mien est réservé pour le *Courrier*, où il sollicite, depuis longtemps, l'honneur d'être admis. J'aurais voulu avoir mes coudées franches, beaucoup de place, un journal grave et complètement bienveillant, pour vous discuter un peu, car j'ai des objections, et j'avais même juré de me dédommager en vous les écrivant; mais ce sera pour une autre fois; vous aimez mieux des nouvelles.

(1) Troisième édition du *Tableau de la littérature française pendant le* XVIIIe *siècle*, revue et augmentée d'une préface. C. B.

Victor est revenu d'Angleterre, il y a quinze jours, et reparti mercredi dernier pour Coppet. Il est très amusant à entendre sur son voyage; il a vu énormément de choses et il les a jugées avec plus d'impartialité encore que vous n'en auriez attendu peut-être. Il est du reste dans la conviction, que je crois très fondée, que l'Angleterre, nullement menacée, profondément assurée, prospère, est tout à fait étrangère aux destinées du reste de l'Europe. Il prétend même que c'est le pays où l'on sait le moins les nouvelles étrangères; personne n'en parle. La préoccupation de soi a toujours été le partage de la liberté et de la fortune.

L'attention publique, et surtout, dit-on, dans les départements, est beaucoup plus captivée par les procès de conspiration que par les débats de la Chambre. L'affaire de Nantes fait grand bruit; les jurés, quoique fort ultras, ont eu, à ce qu'il paraît, le bon esprit d'avoir peur. Des lettres très menaçantes les avaient avertis, et c'était un propos courant, un bruit général sur la place du Bouffay où vingt-cinq mille personnes étaient, dit-on, réunies, que si un seul accusé était condamné, il ne sortirait pas un juré en vie de la place. Du reste, point de menaces publiques, point de tumulte, point de cris. L'autorité militaire se plaint fort d'avoir été requise après le rassemblement formé. Despinoy (1) accuse le préfet; il serait plaisant qu'il fît destituer encore celui-là. Du reste, il paraît que Villèle et Corbière se félicitent très haut du résultat de cette affaire; et le dernier en donne pour raison

(1) Lieutenant général, commandant la 12e division militaire à La Rochelle. C. B.

que le lendemain de la condamnation d'un accusé, la guerre civile eût commencé en Bretagne. Restent maintenant les affaires de Poitiers, de Paris et de Belfort qui, toutes, ont leur gravité.

C'est comme *à propos* à toutes ces affaires, que Guizot vient d'arriver avec un manuscrit. C'est un ouvrage un peu grave; mais très ferme, très complet et, à mon avis, péremptoire. Je ne sais cependant s'il servira beaucoup. L'affaire de Nantes avance, plus qu'un livre, la cause qu'il veut gagner, et il se pourrait qu'à Berton près, il n'y eût pas un seul de ces imbéciles qu'on veut nous donner pour des conspirateurs, qui fût condamné, ou du moins exécuté. Je le souhaite fort. Quant à Berton, son arrestation inquiète assez de monde, et même ceux qui l'ont faite. Il n'y a rien de plus gênant pour les ministres que le zèle de quelques-uns de leurs serviteurs.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 28 juin 1822.

J'ai grande envie que vous veniez juger de tout ce que je fais ici. Ce genre d'occupation ne m'offre pas toutefois un très vif plaisir. J'aimerais mieux jouir au milieu de mes vieux arbres d'une maison achevée, afin de ne me mêler de rien. Le plaisir de la propriété nuit beaucoup au plaisir de la rêverie. Tout fait naître en vous des idées d'économie et de soin qui dérangent les impressions naturelles. Pour le propriétaire, le gazon est du foin ; le soleil, de la sécheresse ; l'ombre d'un beau chêne représente une somme d'argent. Puis on a des jardiniers à gronder, des ouvriers à diriger.

On porte un plaisir d'amour-propre à avoir des allées bien ratissées et bien peignées. Bref, on ne retrouve rien ou peu de chose de ce que l'on éprouve en se promenant dans la campagne, ou dans le jardin d'autrui. Cependant tout cela est une condition de la vie, à laquelle on ne peut échapper, et ne m'empêche pas de me croire fort heureux ici, sauf que je ne suis pas assez occupé et que je m'en hébète chaque jour. J'ai encore six mois devant moi ; je réussirai peut-être bientôt à arranger enfin mon temps. Entre le travail mécanique de quelques traductions, j'ai un peu étudié l'histoire du XIVe siècle, assurément un des plus hideux de l'histoire de France, mais il faudrait plus de livres que je n'en ai; il faudrait avoir sous la main toutes les grandes collections, et des manuscrits.

Je suis aise que vous soyez maintenant mieux habituée avec votre tristesse (1) et qu'elle vous ait laissé la faculté de reprendre un train de vie calme et solitaire. Ces douleurs vives et sincères ont beau se cicatriser, il en reste toujours une mutilation plus ou moins profonde. On ne se retrouve plus comme on était. La vie de l'âme s'use et se détruit par les pertes successives qu'on est condamné à subir. Chacune d'elles épuise une substance qui ne se répare pas, et l'on arrive à la fin, par cette route, en même temps que par la dégradation du corps.

(1) Madame Anisson avait perdu un enfant quelques mois auparavant. C. B.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 1er juillet 1822.

Je ne vous ai pas répondu aussi exactement cette fois-ci, mon cher Prosper, c'est que j'ai été malade, j'ai pris une bête de fluxion dans la tête et dans l'oreille qui m'a fait souffrir comme un chien : du reste cela n'a pas d'autre inconvénient que celui-là et c'est une maladie perdue, parce qu'elle ne donne d'émotion ni à soi-même ni aux autres, mais elle m'a entièrement empêchée de m'occuper depuis quinze jours, ce qui est fort désagréable dans une vie où l'occupation tient la principale place. Victor est revenu en très bonne santé, très content de son voyage, et pourtant moins en train de croire que tout cela puisse s'appliquer à nous ; cela lui a paru une admirable aristocratie, mais plus aristocratie que cela ne lui convenait, et surtout plus que cela ne pourrait être établi chez nous, où cela ne peut pas l'être du tout. Il n'y a ni hauteur dans les grands ni bassesse dans les petits, et pourtant il y a une distance réelle entre les hommes qui nous choquent toujours, nous autres qui ne sentons plus cela. Il croit ensuite que l'opposition commence à se dissoudre comme la nôtre et que l'ancien système *whig* et *tory* est à sa fin. Du reste il vous dira tout cela beaucoup mieux lui-même quand il vous verra. Il a rapporté le roman de Walter Scott qu'on dit n'être pas bon (1), mais, s'il vous tombe entre les mains, je vous recommande la préface : il n'y a rien de plus spirituel et de plus original que cette peinture de son talent par lui-même.

(1) *Nigel.* C. B.

Nous l'avons bien deviné, il se montre comme nous l'avons dit, comme un homme qui s'amuse lui-même sans s'inquiéter de nous qui le lisons et qui suit sa loi instructive en faisant des poèmes comme les vers à soie font de la soie, sans s'embarrasser de ce qu'on en fera après. Ce qui est bizarre, c'est que ce qui l'amuse le plus lui-même dans ses romans, c'est souvent ce qui nous ennuie le plus : ce sont ces longs développements de caractères comiques qui se répètent toujours. Il y des êtres à qui le bon Dieu a donné comme cela la vie comme un charmant spectacle, tandis que d'autres pauvres créatures s'y traînent en prenant tout au grave et en n'y trouvant juste que ce qu'il faut pour se tourmenter.

Cela me rappelle que j'ai reçu une lettre de Benjamin depuis son duel (1), il s'est laissé aller à me montrer tout ce profond ennui, cette insouciance des choses et des personnes qui fait le fond de sa vie à présent, aussi Victor m'a dit qu'il avait montré un grand sang-froid dans toute cette affaire, et qu'il s'était fait beaucoup d'honneur chez les ultras. Il prétend qu'il avait envie de tuer M. de Forbin, je crois qu'il se vante et qu'il aurait dit après, comme lord Queensbury : *cela ne m'a pas fait de plaisir*. Il voit la politique fort en noir, il y a de quoi, mais pourtant pas autant qu'il le dit. Je ne sais si vous êtes comme moi, mais je me fâche encore plus de loin que de près,

(1) Duel survenu entre M. le marquis de Forbin des Issarts et M. Constant, à la suite d'une polémique de presse. M. Constant ne pouvant se tenir debout à cause de son état de santé les deux adversaires assis sur des chaises, à vingt pas l'un de l'autre, échangèrent quatre balles sans résultat. C. B.

cette effronterie et cette impudence s'aperçoivent mieux à une certaine distance, comme les tableaux dont on saisit mieux l'ensemble de loin. Adieu, cher Prosper, ne vous découragez pas de m'écrire, car vous me procurez un des plus grands plaisirs que je puisse avoir. Figurez-vous que Victor a oublié d'apporter votre nouvelle édition avec votre préface : cela me donne beaucoup d'humeur ; il m'a pourtant dit qu'elle était très spirituelle. Il vous dit mille tendres amitiés comme à moi.

On dit que M. de Bastard ne va pas trop bien à Lyon (1), qu'il retourne aux ultras. Écrivez-lui donc pour le ranimer ; louez-le, encouragez-le, car il ne faut pas qu'il nous échappe ? Qu'avez-vous dit du soufflet de Suchet et de Belliard (2) j'oublie de vous dire que

(1) M. de Bastard était premier président de la cour royale de Lyon. C. B.

(2) Le maréchal Suchet et le général Belliard avaient été exclus en 1815 de la Chambre des pairs pour avoir fait partie de la Chambre haute des Cent-Jours. Ils y étaient rentrés en 1819, mais en vertu d'une nomination nouvelle qui leur faisait perdre leur rang d'ancienneté. Comme ils déclaraient n'avoir pas siégé à la Chambre des pairs de Napoléon ni prêté serment, et qu'ils invoquaient pour le prouver leur absence de Paris à cette époque, deux ordonnances annulèrent l'exclusion prononcée contre eux en 1815 et firent remonter leur nomination à 1814. Quelque temps après, devant le mauvais effet produit par cette déclaration parmi ceux qui n'avaient pas agi de la sorte, et devant les conséquences qu'en tirait la presse ultra, le maréchal Suchet et le général Belliard observèrent que s'ils avaient été absents pendant les Cent-Jours, c'est qu'ils remplissaient l'un un commandement militaire, l'autre une mission diplomatique. Le gouvernement, blessé de ce

M. de L*** est ici depuis deux ou trois jours; il est vraiment très bien à la campagne, mais je sens que si j'étais Walter Scott je m'amuserais fort à peindre cet homme qui a fait sa part à tout dans la vie, met le sérieux dans un tiroir, la gaieté dans un autre, la probité, la générosité dans celui-ci et les tire à mesure, suivant les circonstances, verse une larme au point juste et s'essuie de même sans pourtant que cela soit de l'affectation, mais plutôt une petite existence régulière que la nature s'est amusée à faire, comme elle s'amuse à faire des petits carrés géométriques avec des pierres dans les montagnes. En voilà assez de folie! Adieu encore.

DE M. GUIZOT.

Bois-Milet, 1er juillet 1822.

Je viens de passer quinze jours à Paris, mon cher ami, j'y ai fait imprimer ma *Peine de mort* et j'en suis reparti le jour même de la publication. Mandez-moi si vous en êtes content. J'ai bien pris mon moment. La session sera nulle; il y a même une sorte de convention tacite entre les partis pour ne pas se provoquer vivement sur la politique. Leur situation est singulière. Jamais le travail de leur dissolution intérieure n'a été si évident. Cela ne changera rien aux grands événements futurs, mais quand ils arriveront, quels qu'en soient le mode et l'époque, ils auront affaire à des partis fort modifiés et produiront des combinaisons

procédé, rapporta aussitôt ses dernières ordonnances de réintégration et les deux généraux ne purent plus dater leur nomination que de l'année 1819. C. B.

toutes nouvelles. Les hommes d'esprit de la droite essayent de se rapprocher du centre gauche et le disent tout haut ; les ventrus du même côté se serrent autour de Villèle; les vrais ultras sont mécontents, mais disciplinés; si rien ne venait du dehors les pousser, ils suivraient sans oser demander beaucoup plus. La gauche est très abattue, étonnée de son impuissance sur le peuple, comme la droite de son impuissance contre la société. Tout ce monde-là est stationnaire, comme des gens qui font leur éducation et s'aperçoivent qu'ils en avaient besoin. Au milieu de cette atonie, la guerre d'Espagne est probable, très probable et peut donner à toutes choses une bien autre physionomie. C'est la Sainte-Alliance qui la veut, la Russie n'y pousse pas moins que l'Autriche. On assure que Villèle y est décidé et ne s'inquiète que de ce qu'on fera quand on sera à Madrid. Il lui faut un Villèle espagnol, et il ne l'a pas encore trouvé. Tout cela me paraît si fou que je n'ai pas voulu y croire. J'en doute encore. Cependant les probabilités sont là. Le fond du parti s'en promet de la force; on dirait qu'il cherche partout un principe de fièvre qu'il ne trouve plus en lui-même. Les affaires d'Orient ne sont point terminées, l'évacuation des deux principautés n'a pas eu lieu. On dit beaucoup que si la guerre d'Espagne s'engage, cent mille Allemands se porteront sur le Rhin pour aller plus loin au besoin. Vous voyez quelle série d'événements peut naître de là. Du reste, quoi qu'il arrive, rien n'éclatera avant l'automne. Decazes est revenu chercher sa femme et va repartir. Il croit à la guerre d'Espagne. Royer en doute toujours; Molé y croit. Sa petite brochure est bien; cela l'engage.

Les destitutions recommencent et on en annonce beaucoup après la session.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 17 juillet 1822.

Je vous arriverai dans quinze jours. A dater du 1er août, fixez-moi le jour qui vous conviendra et je me mets en route. Je serai bien heureux de vous revoir. Je suis ici fort privé du *pain spirituel de la parole de vie*. J'ai grand besoin de vous entendre.

Eh bien donc! voilà un bel événement en Espagne, et, la donnée d'une révolution étant admise, une belle page d'histoire. Je regarde comme une circonstance infiniment heureuse que la popularité de cette journée (1) appartienne surtout aux modérés du parti révolutionnaire, Morillo, Ballesteros, Alava. Ils n'en auront que plus de puissance. Plusieurs choses me rassurent sur cette révolution; d'abord, c'est qu'elle est beaucoup plus politique que sociale, et puis c'est la constitution même des Cortès. Il n'y a point divi-

(1) Aux troubles révolutionnaires du midi de l'Espagne, que le ministère constitutionnel Martinez de la Rosa venait de réprimer, avait succédé une insurrection absolutiste dans les provinces du Nord. Les 6 et 7 juillet, deux régiments de la garde royale, avec la complicité assez peu dissimulée de Ferdinand VII, impatient de se soustraire au joug de la constitution de 1820, tentèrent de s'emparer de Madrid pour disperser les Cortès et renverser le ministère. La garde nationale et quelques régiments de ligne repoussèrent victorieusement cette agression. Le parti constitutionnel usa avec la plus grande modération de sa victoire. Il mit hors de cause le roi, dont il feignit d'ignorer l'attitude pendant ces événements. C. B.

sion de pouvoirs; l'Assemblée est prépondérante, légalement comme de fait; les ministres relèvent d'elle. Le roi n'est que le roi, il n'est point le pouvoir exécutif. Il n'y a donc point lutte entre des pouvoirs rivaux quoique inégaux, comme dans notre révolution. L'Assemblée, exécutive et législative, réunit tous les droits comme tous les pouvoirs. De l'autre côté, il n'y a rien que la personne du roi, et quelques intérêts de cour. D'ailleurs, ce roi est si lâche que, jusqu'à présent, le parti opposé, non seulement ne le craint pas, mais n'a pu parvenir à le haïr. Mais je raisonne, et vous voulez des faits. On croit généralement que l'insurrection de la garde royale avait été, sinon conseillée, du moins attendue et espérée ici, comme un signal. Quant au ministère proprement dit, il est cependant vrai qu'il ne pousse point à la guerre. Villèle même se vante, et le fait parait vrai, d'avoir fait écrire, par le roi, à Ferdinand, une lettre en quatre pages, pour l'engager à traiter avec les modérés des Cortès, et à regagner légalement quelques prérogatives constitutionnelles. Mais Ferdinand n'est point en position d'avoir même une ligne de conduite à suivre; et le beau régime à offrir que la charte à une révolution naissante! A peine peut-il suffire à une révolution accomplie.

Ç'a été une grande affaire que la loi des canaux; la division de la droite a pensé éclater jusque dans le vote. Le ministère a déclaré qu'il attachait à cette loi son existence et il a fait agir les autorités les plus hautes. Mais ces difficultés se reproduiront, en s'accroissant, à la session prochaine. D'ici là, il est vrai que le ministère peut être emporté ou affermi. Supposez que l'insurrection de Madrid eût réussi seule-

ment à mettre le roi en campagne à la tête d'un parti armé, tout devenait possible ici, et les tentatives de la droite n'avaient plus de terme. Les conspirations occupent beaucoup aussi, et cette affaire de Colmar surtout est bien étrange. J'ai plusieurs raisons de croire qu'il y a beaucoup plus de mauvaise intention que de bêtise dans cette bizarre manière d'arrêter deux hommes, et il y a, sous tout cela, quelque odieux mystère.

Le gouvernement redoute fort l'exemple des jurés de Nantes, et il redoute, presqu'autant, des jugements rigoureux, que deux pensées diverses lui interdisent de commuer et d'exécuter. Je crois cependant qu'il prendra le dernier parti.

DU BARON DE VANDEUVRE (1).

Paris, le 17 juillet 1822.

Je vous ai promis, mon cher ami, de vous donner des nouvelles pendant mon séjour à Paris, et je craignais de n'en avoir que de bien mauvaises à vous mander, lorsque les événements d'Espagne sont venus changer la face des affaires. La contre-révolution vient d'y être vaincue d'une façon si belle et si heureuse à la fois, que nous en ressentons déjà et que nous en ressentirons de jour en jour encore davantage, les bienfaits. Il était temps.

(1) Auditeur au conseil d'État sous l'empire, puis maître des requêtes au début de la restauration, le baron de Vandeuvre [1779-1870] représenta à la Chambre des députés le département de l'Aube de 1820 à 1824 et de 1829 à 1837, époque à laquelle il fut créé pair de France. C. B.

A mon arrivée, je dois l'avouer, j'avais trouvé le découragement extrême, l'opposition fatiguée, inquiète, l'opinion inattentive aux débats de la Chambre; on pouvait aisément lire dans tous les esprits comme un parti pris de se soumettre au vainqueur et de le laisser jouir et bientôt abuser de sa victoire. Mais la grande bataille qu'il vient de perdre à Madrid aura une immense influence en France, témoin le *Journal des Débats* et les doctrines modérées qu'il prêche depuis quelques jours.

On dit notre ministre plénipotentiaire Lagarde fort compromis; on assurait même qu'Édouard de La Grange (1) avait été arrêté à Irun.

Il faut convenir que cette révolution d'Espagne est admirable en tous points. Ne jamais abuser de la victoire, ne jamais se venger de tant de bassesse et de perfidie; ne les punir que par le mépris, et voir constamment à la tête du parti constitutionnel les hommes les plus raisonnables et les plus modérés; que ce soit eux qui dirigent un mouvement de cette nature, c'est un rare bonheur et un phénomène que la nation espagnole pouvait seule présenter! Il me semble qu'on peut bien à juste titre l'appeler une grande nation.

Les nouvelles du 10 sont que Madrid est toujours dans la plus parfaite tranquillité, et que le roi reste seul dans son palais, abandonné de tous ses ministres qui tous ont donné leur démission. Quel peuple, quelle leçon!

(1) Le marquis de La Grange, attaché à la mission du comte de Lagarde. C. B.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 23 juillet 1822.

A présent que mon oreille est guérie, mon cher Prosper, je peux mieux continuer notre correspondance. Je le fais d'autant mieux que je vois s'en aller notre espérance du Mont-Dore. Victor est bien, et M. Batmy nous conseille d'essayer de se reposer une année des eaux. J'y ai pourtant un grand regret; j'aurais eu grand plaisir à voir ce pays-là avec vous, à nous retrouver hors du cercle de nos éternelles agitations et je pense que cela aurait été une diversion pour vous dans votre solitude. Enfin il n'y faut plus penser.

Je vois, cher Prosper, que vous êtes pris par cette maladie du découragement des choses et de soi-même qui est une des situations que je connaisse le mieux, mais dont j'espérais que vous étiez le plus exempt. Notre position politique est faite pour le donner; nous sommes dans une bien mauvaise ornière, n'ayant ni le pouvoir ni la popularité, mécontents de nos amis plus indignés qu'opprimés, heurtés dans tous nos sentiments moraux, sans être assez tourmentés pour que cela ranime le courage et l'enthousiasme. Rien n'est plus triste que cet état, joint au spectacle honteux de l'Europe. Je vous avoue que je ne suis pas étonnée que quand on a pris vivement à l'espérance pendant quelques années on retombe douloureusement sur soi-même; alors on attribue le tort des circonstances à ses propres facultés; on croit vieillir parce qu'on ne sent pas en soi le mouvement que l'espérance ou le malheur seuls peuvent donner. Je ne veux pas vous

dire le contraire de ce que vous me dites, puisque vous le repoussez d'avance, pourtant vous devriez remarquer que vous n'avez jamais rien fait ni écrit qui n'ait eu son plein succès, mais que dans la carrière politique les événements arrêtent net le résultat, puisqu'ils empêchent d'exercer sa force. Il n'en est pas de même dans la carrière d'écrivain, qui peut aller malgré tout. Peut-être ne faites-vous pas assez d'usage de votre talent pour celle-là. Pourtant il y a des situations différentes, et, sans mettre du tout de point de vue aristocratique dans ce que je dis, je trouve que M. Guizot est plus appelé, par sa situation, à une existence d'écrivain politique que vous ne le seriez. Le genre de vie qu'il mène lui donne une popularité chez les jeunes gens du tiers état que ni vous ni nous ne pourrions avoir; il fait sa route par là, et puis il se soutient par une merveilleuse faculté d'espérer et une foi en lui-même inébranlable. Cependant je me demande pourquoi vous n'employez pas votre été à écrire quelque chose de théorie politique applicable en même temps à notre temps, dans le genre de celui des *Communes* qui a eu un si prodigieux succès Il me semble qu'à présent c'est le temps de semer des idées; il n'y a que cette voie-là pour ceux qui ne se mettent pas dans les intrigues ou dans les folles tentatives. Victor écrit, sur les lois pénales quelque chose, qui serait très bien, mais il est trop paresseux pour que cela devienne jamais rien. Je me décourage bien aussi souvent sur notre position politique, sur le peu d'influence qu'on a sur les autres, sur le peu de bien qu'on fait : j'en accuse quelquefois à tort son caractère et puis je vois qu'il y a dans notre situation à nous autres des obstacles insurmontables et que nous

ne pouvons attendre d'être tirés de là *que par le progrès des lumières.*

Je ne conçois pas par exemple comment vous pouvez vous faire scrupule de ne pas donner tout votre temps à l'éducation de vos enfants : il me semble que jamais un homme n'a été obligé à cela et qu'il est dans la volonté de la Providence que les mères pour les filles et l'éducation publique pour les garçons laissent aux hommes le temps d'employer leurs facultés au bien et au perfectionnement général. Je me souviens d'avoir entendu ma mère s'élever beaucoup contre le système de Rousseau, comme obligeant un homme à donner toute sa vie à l'éducation d'un autre : les enfants s'élèvent plus aisément que cela, heureusement. On dit que vous faites trop travailler les vôtres, est-ce vrai ? Alphonse (1) est un enfant à part, il est vrai, à cause de sa santé, mais il est certain que, depuis qu'il est libre de toute étude, il s'est développé dans son esprit une originalité et une vivacité qui n'y étaient pas : je ne donne pas cela comme une règle générale ; je crois l'étude très bonne pour les enfants, mais je voudrais aussi qu'on les laissât un certain temps livrés à eux-mêmes. En général je voudrais savoir ce qui ôte aux enfants de dix ou douze ans toute couleur originale et individuelle. Est-ce la nature ou l'éducation ? Mais tandis que, tout petits, ils sont pleins de vie et d'imagination, à cet âge-là ils se ressemblent tous et n'ont pas l'air de vivre pour leur compte, mais pour celui des autres. Nous parlerions bien éducation ensemble, si nous nous voyions un peu

(1) Alphonse de Rocca, frère utérin de madame la duchesse de Broglie. C. B.

de suite, car c'est un sujet qui me préoccupe fort. Au reste je me reconnais sans aucun talent, n'ayant ni précision dans la volonté ni netteté dans l'esprit, deux qualités indispensables. Si j'entamais le chapitre du découragement sur moi-même aussi, j'allongerais trop ma lettre. Voici les événements d'Espagne pour nous remonter. La Sainte-Alliance est là bien battue : c'est peut-être le commencement de notre prospérité qui nous reviendra par l'Espagne encore une fois.

Je vous enverrai *Nigel*, de Walter Scott, mais c'est très mauvais : il n'y a que quelques scènes de Jacques Ier qui sont charmantes par la peinture de cette vulgarité royale qui se familiarise avec les autres, non par amitié pour eux mais par la jouissance de se mettre bien à l'aise. Il y a aussi certains traits sur Charles Ier qui sont très remarquables. Du reste c'est de la décadence : tous les défauts ordinaires de ses romans sont forcés dans celui-là, sans compensation.

J'aurais bien envie de lire ce que vous écrivez sur le XIVe siècle; j'ai bien besoin qu'on me rende l'histoire amusante, car sans cela j'ai de la peine à la lire.

DE M. ROYER-COLLARD.

Paris, 1er août 1822.

Dans la profonde solitude où vous êtes, où je serai dans quinze à vingt jours, on fait cas des correspondances de Paris ; pour moi, je fais plus de cas, à Paris, des correspondances qui viennent de loin; je les trouve plus instructives et plus véridiques ; elles n'ont point d'égard à une foule de petites choses qui préoccupent notre attention et qui trompent notre

jugement. Aussi, si nous venions à nous rencontrer miraculeusement sur un grand chemin, moi allant et vous revenant, c'est vous qui parleriez le premier.

La crise du ministère a commencé ; vous en voyez beaucoup d'indices. Devant le gouvernement du parti il est aussi compromis et plus menacé que le dernier ministère, il y a an. Le mécontentement, le mépris, la haine éclatent. Nous avons le pouvoir et nous n'avançons pas. On cherche donc un ministère plus entreprenant; le retour de M. de Blacas et les événements de Madrid sont des circonstances favorables. Dans ce mouvement tout s'use, le parti, la majorité, la parole, et ce qu'on appelle les institutions, et bien d'autres choses encore ; ce sera à reprendre par le fondement. Mais le jour où de nouveaux ouvriers seront à l'œuvre est encore loin, sauf l'imprévu.

On dit que vous travaillez : j'en suis charmé ; c'est pour mon instruction et pour mon plaisir. Le dernier ouvrage de Guizot m'a paru excellent. Écrivez, messieurs, faites des livres ; il n'y a pas autre chose à faire en ce moment. Au point où le ton de la discussion est monté, la tribune n'est pas tenable, au propre ni au figuré. Vous avez sans doute remarqué combien Foy s'éloigne de la gauche et se rapproche de nous. Si la session prochaine contient ce que les uns et les autres y renvoient, elle sera mémorable. Les anciens ministres sont inconsolables ; nous avons au moins, nous autres, la consolation de leur chagrin. Ces gens-là sont bien morts; mais qui est-ce qui ne l'est pas, si ce n'est ceux qui ne sont pas encore nés?

AU VICOMTE DE HOUDETOT.

Barante, 15 août 1822.

Venez nous voir l'an prochain, puisque vous ne le pouvez cette année. Beaucoup de choses vous plairont ici, et moi je serai heureux de deviser avec vous sous nos tilleuls, en face de nos montagnes. Vous nous trouverez un peu mieux arrangés que cette année, où nous vivons dans la poussière et le bruit. C'est au milieu d'un ménage remué que nous avons reçu l'autre jour la visite de M. Decazes et de sa femme, arrivant du Danemark par la Suisse. Vous savez qu'il est bon enfant et facile à vivre. Elle, que nous connaissions moins, l'a été beaucoup aussi. Elle est fort naturelle; elle a du sens et de la finesse. Maintenant nous avons M. de Rémusat. Quoiqu'avec lui on converse de toutes choses, sa présence m'a mené un peu plus positivement à notre triste et incertaine politique.

Aucuns disent que la situation actuelle, toute déplaisante qu'elle est à tant de gens, doit se prolonger indéfiniment : ils n'y découvrent nul motif de renversement. Pour moi je n'y vois aucun signe de stabilité. Tout me semble positif, progressif et non pas stationnaire. Le parti, bien que peu ardent, le ministère, bien qu'avec répugnance, obéissent à leur tendance. La possession du pouvoir ne leur suffit pas, il leur faut l'employer à tenter de périlleuses choses. En même temps, malgré une soumission très complète et une inertie en apparence inaltérable, les haines s'avivent chaque jour. Bref, je ne conseille pas à ce gouvernement d'éprouver un embarras sérieux, car sa situation deviendrait à l'instant très dangereuse.

Il ne sait où il va et son succès tient précisément à la parfaite insouciance de ceux qui le dirigent.

On dit que la session sera tardive. Je l'attendrai; ma présence hâtera ici mes petites réparations, et quelques modestes améliorations d'agriculture. J'avancerai aussi mes *Ducs de Bourgogne*, que nos chaleurs et nos visites ont un peu écartés de ma table. Quand l'automne et les gelées vont arriver, je reprendrai ma tâche avec plaisir. A mon retour, je m'occuperai de la publication : ce me sera un intérêt que, de tout mon cœur, je désire se trouver plus grand pour moi que celui de la session car, tout en jugeant la domination actuelle détestable, sans amour du pays, sans vue pour l'avenir, j'aimerais mieux encore son sommeil que son délire.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 16 août 1822.

Vous êtes bien aimable, cher Prosper, de me dire tant de bien de moi-même, cela me fait un très grand plaisir; mon méthodisme ne peut m'empêcher de penser qu'il n'est rien de plus agréable que les éloges des gens dont on prise très haut le jugement et l'opinion. Quand les gens médiocres vous louent on en conclut seulement qu'ils vous voient favorablement, mais les gens distingués en vous louant vous donnent l'idée de ce que vous êtes, on se sent beaucoup plus sûr de soi, c'est celui d'être rassuré sur ses propres facultés.

J'ai vu passer ici madame de La Briche et madame de Bazancourt (1). Je lui ai montré scrupu-

(1) Une des sœurs de madame de Barante. C. B.

leusement tout ce qu'il y avait à voir, à madame de La Briche, et pendant tout le temps je pensais à cette scène de votre roman sur le bord de la mer et à cette peinture que vous faites d'une personne semblable. C'est une chose bizarre que, tandis qu'il y a tant de diversités dans la vraie façon de sentir des personnes, il y ait tant de ressemblance dans la superficie des impressions et que tout le monde éprouve avec une certaine sincérité une même admiration pour les mêmes choses. Nous vivons du reste fort solitaires; il y a ici quelques Italiens, un ou deux Grecs dont nous entendons parler plus que nous ne les voyons, car Coppet n'est plus un centre ni un objet de curiosité pour personne. L'un de ces Grecs, qui paraît homme d'assez bon sens, dit qu'ils se défendront dans la Morée; qu'ils en possèdent toutes les forteresses; il dit que l'abandon des puissances leur a été utile en ce qu'elle les a forcés à s'armer tous, et a redoublé leur énergie; il ne met pourtant point d'exagération dans ces récits et dans ses espérances, car il dit que leur flotte est nulle, qu'ils se soutiennent par la supériorité des marins grecs sur les Turcs : leur conduite avec le Capitan-Pacha est vraiment d'un sublime courage et l'on viendra nous dire après qu'ils sont avilis ! Sir Thomas Maitland (1) continue toujours à habiter sur nos bords. On lui a fait à Genève une espèce d'affront public assez grossier; on a écrit sur un livre de registre de la

(1) Nommé haut commissaire dans les îles Ioniennes placées en 1815 sous le protectorat de la Grande-Bretagne, Sir Thomas Maitland s'était montré, en 1821, des plus rigoureux dans la répression de quelques mouvements séditieux des habitants de ces îles, dont l'esprit national se réveillait devant les événements de Grèce. C. B.

Société de lecture, que l'on demandait à la Société de déclarer d'avance qu'elle n'admettrait jamais le général Maitland : cela n'était pas très convenable, mais on dit que cela lui a causé de la peine et j'en suis fort aise. Il dit, comme vous comprenez, *pis que pendre* des Ioniens, puis qu'il leur a fait pis que cela, mais je ne le sais que par ouï dire. Je ne voudrais pas le rencontrer.

Je serais bien curieuse de lire le morceau d'histoire dont vous me parlez : ce que vous m'en dites me donne l'idée que ce sera charmant. Je crois, toute réflexion faite, que vous avez beaucoup plus raison que moi de ne pas écrire sur la politique. Actuellement, plus on la voit aller plus on voit que la vérité y est impossible à dire, je suis persuadée que vous devez avoir éminemment le talent de faire revivre les tableaux du temps passé, tout en gardant pourtant, comme Walter Scott, l'indépendance de notre temps. Ce genre de peinture, qui permet de réunir le sérieux et le grave, ira, je crois, merveilleusement à votre esprit, car vous avez une certaine manière de saisir vivement les objets et les événements, de les faire voir aux autres mieux qu'ils ne les ont vus, qui ne peut pas se manifester complètement dans les ouvrages de réflexion, ni même dans les discours politiques ; pourtant il est essentiel de montrer son esprit sous toutes ses faces. Le public, en vous voyant un talent nouveau, en prend plus de considération même pour ceux qu'il vous connaissait déjà. Du reste vous avez bien montré ce genre de talent dans les *Mémoires* de madame de La Rochejaquelein, mais il est toujours resté une certaine incertitude entre ce qui était de vous et d'elle, et puis vous avez été lié par les opinions et les impres-

sions d'un autre jusqu'à un certain point. Je voudrais vous envoyer *Vigel*, mais je ne sais pas si la diligence pourrait vous le porter, car vous ne me donnez pas d'adresse précise, et, en mère de famille, j'ai réfléchi qu'en vous l'envoyant par la poste je vous ferais payer le double de son prix. Si vous pouvez m'indiquer un autre moyen ou si vous le voulez, malgré cet inconvénient, je vous l'enverrai. Nos projets de l'hiver sont toujours indécis : le climat m'attire en Italie, mais les amis m'attirent bien à Paris. Victor pense beaucoup à vous malgré sa paresse.

DU DUC DE BROGLIE.

Coppet, 16 août 1822.

Je ne veux pas, mon cher Prosper, laisser partir cette lettre sans vaincre ma paresse et vous dire un petit mot. Je vous admire d'avoir l'espérance que l'état où nous sommes finira bientôt. Quant à moi, je ne vois aucun moyen actuel, et je ne prévois aucune chose possible, aussi je me reproche bien amèrement le peu que j'ai fait en 1819, pour la conservation d'un tel ordre de choses. Je suis convaincu que le sentiment était bon, et que le résultat que nous avons empêché était inévitable; mais, en vérité, il aurait bien mieux valu le laisser arriver. Il aurait fallu sentir, plus que nous ne l'avons fait, que ce n'était que par miracle qu'on pouvait trouver sous ce gouvernement-ci une route qui ne fût ni atroce ni extravagante, et que dès qu'on se relâchait un peu, dès qu'on inclinait le plus légèrement du monde vers la droite, on était inévitablement entraîné dans le précipice où nous sommes. Je m'afflige

beaucoup d'avoir mérité les reproches qu'on nous a adressés, sans croire pour cela que ceux qui nous les adressaient ne méritassent pas à leur tour beaucoup de mépris et d'aversion.

Je vous parlerai, quand nous serons à Paris, du peu que j'ai vu en Angleterre. Cela commence à devenir bien vieux au milieu des événements qui nous pressent, et les méditations philosophiques sont terriblement troublées par les réquisitoires et les échafauds. J'ai essayé assez vainement, depuis quelque temps, d'écrire quelque chose qui pût être utile dans les circonstances actuelles : ce n'est pas assurément la matière qui manque, mais il y a une sorte de contradiction entre ma haine et ma raison et je me trouve toujours entraîné à faire à des scélérats des concessions qu'on ne doit qu'aux honnêtes gens; ce qui me décourage beaucoup.

Adieu, donnez-nous de vos nouvelles, nous verrons si nous pouvons faire quelque chose cet hiver.

DE M. DE RÉMUSAT.

Lyon, 16 août 1822.

J'ai besoin, mon cher ami, de vous redire à tous deux combien j'aime et je regrette le temps que je viens de passer près de vous. Tout me rendait, depuis longtemps, impossible et nécessaire le doux repos que je vous ai dû. Je vous en remercie. Le calme et le bonheur de votre vie s'étendait jusqu'à moi. Soyez bien heureux, puisque cela fait du bien à ceux qui vous aiment.

Je suis venu ici plus lentement que je ne croyais.

Il a fallu coucher une nuit. A cela près, et à l'ennui d'une société bruyante qui me troublait fort dans un moment où j'avais tant à rêver et à me souvenir, j'ai fait un joli voyage ; j'ai eu continuellement sous les yeux, du haut d'une corniche de trente lieues, des vallées très vertes et très fraîches, arrosées par une éternelle Durolle. Cette ville-ci a de grandes beautés, mais elle est incomplète et incohérente comme toutes les villes de France, et peut-être, d'ailleurs, si j'étais empereur, je me donnerais le divertissement de Néron, et je brûlerais, par occasion aussi, le *Bulletin des lois*, afin de construire, d'un seul coup, une ville et un gouvernement au cordeau.

J'ai trouvé les esprits bien occupés des tristes scènes de nos assises. Il y a là un intérêt qui saisit tout ce qui a un cœur ou de la curiosité. J'apprends, par ouï dire, le résultat de l'affaire de Poitiers. Fera-t-on rouler ces dix têtes ? et laquelle épargner ? Ces gens de La Rochelle ont pris leur sort avec orgueil et exaltation. Aucun ne demandera grâce, puisqu'ils ne veulent pas même du pardon de M. Barris (1). Et pour combler la mesure, voilà la publicité des débats judiciaires supprimée. Le même prétexte va servir pour les débats législatifs. Nous n'y avions pas pensé et le ministère, peut-être, non plus. Mais avec quelle justesse, avec quelle précision chaque iniquité révèle et produit l'iniquité qui en est le remède. Ces procès n'avaient qu'un inconvénient aux yeux du pouvoir, c'était, en le faisant craindre, de le faire haïr et de soulever la pitié publique ; aussitôt le remède est trouvé : c'est le silence, c'est le secret. Comme tout se tient !

(1) Président de chambre à la Cour de cassation. C. B.

qu'il y a de conséquences dans les choses humaines! que le monde est une œuvre logique! — En vérité, ce n'est plus une phrase ni une injure que de comparer notre justice au tribunal révolutionnaire. La liste des jurés de Poitiers et de Paris, les deux réquisitoires, et l'arrêt contre les journaux, je ne sais pas ce qu'il y manque pour que la restauration soit complète.

Ceci doit produire grand effet ici, car on y respire l'opposition. J'ai été dans nombre de lieux publics, et je n'ai point aperçu un journal ministériel. Je n'ai pas encore vu de café qui eût seulement le *Journal des Débats*, en revanche, j'en ai trouvé un où était suspendu, *coram populo*, le portrait de Sa Majesté le roi de Rome. Ce n'est là qu'un petit fait, mais il peint une ville.

DE M. GUIZOT.

Paris, 24 août 1822.

Je ne vous écrivais pas, n'ayant rien de neuf à vous dire et sachant que vous aviez Charles pour interrompre un peu votre solitude. Il ne vous aura rien conté que vous ne sussiez, et quoique lord Londonderry soit mort (1) depuis son départ, je ne vous dirai pas grand'-chose de plus. Rien n'est certain sur le successeur de lord Londonderry, mais, quel qu'il soit, vous pensez bien que la politique du cabinet ne changera point ; depuis un an, elle s'était formellement opposée à toute entreprise sur l'Espagne, lord Londonderry surtout, fort prononcé

(1) Robert Stewart, vicomte de Castlereagh, marquis de Londonderry, s'était suicidé le 12 août. C. B.

à ce sujet et employant son crédit dans la Sainte-Alliance pour tout contenir. Si la mort a quelque effet, ce sera de rendre cette intervention de l'Angleterre contre la guerre moins décidée ou moins efficace. D'autre part, le nouveau ministère espagnol a l'énergie de la passion, notre ambassadeur est déjà fort embarrassé pour répondre aux pressantes questions qu'on lui adresse; on demande expressément la rupture du cordon (1); la partie active de la révolution a décidément les affaires en main. Vous savez où tout cela tend. Tout ce qu'on peut prévoir arrivera; la providence conduit toujours ses arguments jusqu'au bout, mais tout sera lent et réagira sur nous avec encore plus de lenteur. Je doute que le procès de Paris se termine comme celui de Colmar. M. de Villèle commence bien à être attaqué, mais les attaques sont prématurées, le parti le sent et s'y prêtera peu. Après la clôture de la session, il y a eu chez Victor (2) une réunion très orageuse où La Bourdonnaye a dit que ce ministère-ci était le Veau d'or qu'on avait élevé pour l'adorer sans en rien obtenir. C'est cette comparaison qui a valu aux trois ministres le titre de comte (3). On annonce

(1) On avait pris prétexte de quelques cas de fièvre jaune en Catalogne pour établir le long de la frontière espagnole un cordon sanitaire composé de troupes de toutes armes. Ce cordon sanitaire fut dissout par une ordonnance du 22 septembre 1822 qui déclara, en même temps, constituer avec les troupes qui le formaient un corps d'observation destiné à parer aux éventualités que pourraient amener les événements d'Espagne. C. B.

(2) Le duc de Bellune. C. B.

(3) Une ordonnance royale, en date du 17 août, venait de créer comtes MM. de Villèle, Corbière et de Peyronnet. C. B.

toujours les élections pour le 4 novembre et la session pour le 5 janvier. Comme vous, j'espère peu des élections. Celles de mon département ne sont pas douteuses. Nous n'en avons qu'une d'assurée et une possible. Si on me mande qu'on a besoin de moi, j'irai. Mais les partis sont là si nettement séparés qu'il est fort peu besoin d'agir. On se compte, dès à présent, comme on le fera la veille. Le seul dédommagement que je puisse avoir d'une si longue course serait de vous voir en passant.

Je suis rentré dans le seul travail qui puisse m'enlever absolument aux intérêts du dehors; j'ai repris les *Principes de philosophie politique*, que j'avais entamés il y a longtemps. J'ai le projet d'exposer, d'une part, en la cherchant dans ses racines, la philosophie du gouvernement représentatif; de l'autre, son développement de fait, en écrivant son histoire en Angleterre. Voilà ce qui m'occupe. Tout cela, vous voyez, marchera aussi lentement que ce qui pourrait m'en faire sortir.

Quand reprendrons-nous nos bonnes conversations? Quoiqu'elles me manquent beaucoup, je suis moins découragé que jamais. J'aime les situations simples, quoiqu'elles soient presque nécessairement des situations inactives. On peut encore agir sur les esprits par ce qui sera un jour, et il faut le faire ; quand ce jour viendra, nous trouverons que c'était bon.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, septembre 1822.

Vous nous avez enfin envoyé M. de Rémusat, cher

Prosper, j'aurais bien voulu le voir arriver avec vous : il dit que vous resterez en Auvergne jusqu'au mois de janvier; ainsi nous serons encore longtemps sans nous revoir, car nous avons renoncé à ce voyage d'Italie dont vous avez la bonté de vous fâcher : il serait impossible de songer à s'éloigner dans de tels moments. J'avais tourné un instant mes regards vers le midi de la France, mais je crois qu'il faut tout simplement demeurer à Paris, au centre des événements, pour être au moins auprès de ses amis si des furieux s'en emparent. Ce sera une grande joie de retrouver notre petit cercle, mais en même temps le degré d'irritation dans lequel nous sommes est pour moi, du moins, une véritable souffrance. Songer qu'on a passé son enfance et sa jeunesse à soupirer pour la fin d'une tyrannie pourtant un peu grande et un peu glorieuse, et qu'il faut retomber dans cette monarchie universelle de *Lilliputiens*, voir l'Europe tellement livrée à eux, qu'un pauvre malheureux réfugié ne peut trouver asile nulle part; car ils ne dédaignent rien en fait de persécution : ils ont l'arrogance du fort et la défiance du faible. C'est une pensée qui me revient constamment, et elle a un mélange de douleur et de consolation, c'est de me dire qu'il a été épargné à ma mère un spectacle qui lui eût été plus pénible que tous ceux dont elle avait été témoin, l'indignité des Anglais qu'elle aimait, l'abandon des Grecs au nom de l'hypocrisie religieuse, la persécution et l'outrage en France des anciens amis et des noms qu'elle révérait, l'effronterie de l'injustice, tout cela mené ou du moins suivi par le plus ancien compagnon de sa vie (1), je me représente

(1) Le vicomte Mathieu de Montmorency. C. B.

une telle quantité de sentiments poignants et amers pour elle, qu'il y a des instants où je remercierais presque la Providence du plus horrible malheur de ma vie. Et l'épanchement avec ses amis n'est pas un adoucissement, au contraire; on aurait besoin de rencontrer ses ennemis et de leur dire la vérité dans toute sa force, et puis on pense qu'on n'aurait pas même la jouissance d'élever le plus petit trouble dans leur âme, car le parti se compose de deux sortes de gens, ou des gens qui n'ont point de conscience du tout, ou des gens qui en ont une pervertie et impénétrable à tout scrupule naturel et il n'y a pas d'intermédiaire.

Pour sortir de ce triste sujet, je vous dirai que M. de Rémusat nous a parlé de votre *Histoire des ducs de Bourgogne* de manière à exciter ma vive curiosité; tout ce qu'il en dit est si original, si nouveau. Je viens d'entendre un peu de celle de Sismondi (1), qui n'est rien de tout cela; il est bien découragé, ce pauvre homme, et puis pourtant très persévérant. C'est une réunion touchante, il n'espère rien des affaires politiques, pas beaucoup de sa réputation, peu de son bonheur intérieur, médiocrement de l'autre monde, et puis pourtant il va son train et continue à semer sans compter sur la moisson.

Adieu, cher Prosper. J'aurais encore bien des choses à vous dire, mais les lettres sont un bien mauvais moyen de communication. Écrivez-moi pourtant, car les vôtres sont charmantes et me causent une grande joie.

(1) *Histoire des Français.* C. B.

DE M. GUIZOT.

Paris, 22 septembre 1822.

Mon cher ami, quoique rien ne soit changé, le nouvel aspect qu'a pris ce qui était vaut la peine qu'on vous en écrive. Ces procès, ces exécutions, la poursuite de Benjamin Constant, le parti évidemment pris de mettre à la publicité des journaux toutes sortes d'entraves, tout cela a donné à toutes choses une physionomie sombre très remarquable. Les agents subalternes disent, à qui veut l'entendre, qu'il faut qu'un des deux partis succombe et succombe tout à fait, qu'ils ne peuvent pas vivre ensemble, etc.

En supposant qu'on ne veuille pas davantage, ce que je suis porté à croire, il est clair qu'on voudrait inspirer à quelques personnes assez de craintes pour les décider à quitter la France ; on dit tout haut : « Ils nous ont forcés d'émigrer, qu'ils s'en aillent aussi, nous ne leur prendrons pas leurs biens, c'est mieux qu'ils nous ont traités! » Voilà ce qui paraît. Au dedans le parti est fort agité; il avait sollicité à Vienne la permission d'entrer en Espagne, on la lui a refusée ; tout annonce que le congrès ne veut pas procéder militairement. M. de Metternich lui-même paraît s'en soucier fort peu. Que fera le congrès s'il ne fait pas cela? je n'en sais rien; on parle de mesures contre la tribune et la presse françaises. J'en doute ; cependant il faudra bien en venir là, et à tout. Villèle fait toujours le bon apôtre. Il a fort bien calculé, ce me semble, ce qu'on pouvait gagner avec les paroles quand on s'obstinait à les dire bonnes, quels que fussent les faits. Je suis convaincu que, du reste, il se

fera l'instrument de tout. Quand on a pu se faire premier ministre on s'est ôté le droit de dire qu'on déplore mais qu'on ne peut empêcher. Il est au mieux avec Chateaubriand qui compte bien, en revenant de Vérone, prendre la place de Mathieu (1). Villèle a découvert, dit-on, une correspondance de celui-ci avec M. de Blacas dirigée contre lui et dont il s'est servi auprès du roi pour se faire nommer président du conseil.

Vous avez vu la nomination de Canning (2). C'est insi-

(1) Le vicomte de Montmorency. C. B.

(2) George Canning [1770-1827], dont les débuts au barreau et dans la presse avaient été fort brillants, entra au Parlement sous les auspices de Sheridan, Fox, et autres *whigs* illustres, cependant il s'en sépara bientôt pour devenir un des principaux lieutenants de Pitt. Après la mort de Pitt, Canning continua à figurer, à de courts intervalles près, dans la plupart des ministères anglais, mais son rôle devint surtout prépondérant à partir de sa rentrée aux affaires étrangères, dans le cabinet Liverpool, en 1822. De nombreuses réformes libérales en législation politique et commerciale signalèrent son administration. Il se montra le champion de toutes les nobles causes : l'abolition de l'esclavage, l'émancipation des catholiques en Angleterre, l'indépendance de la Grèce. Toutefois il est permis de douter que son hostilité contre la Sainte-Alliance, contre notre intervention en Espagne en faveur du parti absolutiste, que son attitude favorable à la séparation des colonies esgagnoles lui fussent uniquement dictées par les sentiments de libéralisme que notre opposition voulait seule voir en lui. Une Europe divisée, notre influence en Espagne paralysée, la puissance coloniale de ce dernier pays ruinée, répondaient trop bien aux intérêts de l'Angleterre pour que son ministre n'agit pas ainsi. C. B.

gnifiant. Il continuera lord Londondery avec moins d'aplomb et d'autorité. Le duc de Wellington est tout à fait opposé à la guerre d'Espagne et a écrit au roi pour l'en détourner. Auguste (1) est revenu de Londres, très bon à entendre sur le pays, et convaincu que les *whigs* n'avaient, dans aucun cas, chance d'arriver au pouvoir. Je le suis encore plus que lui. C'est un parti mort. Où diable se placerait-il dans la question actuelle? Les deux seules opinions en progrès en Angleterre, sont, à ce qu'il dit, les dévots et les radicaux. Cela doit être. Du reste aucune crainte ni aucune probabilité de grande secousse.

Voici ma dernière nouvelle. Le voyage de Pasquier en Italie n'est qu'un prétexte pour aller à Vérone, où il a été appelé, à ce que je crois, par l'empereur Alexandre. Rien pourtant ne nous viendra de là.

Je suis charmé de la manière dont vous prenez votre *Histoire des ducs de Bourgogne*. Ce sera neuf et piquant. Si, après les bourrasques de ce moment-ci, nous retombons dans quelque intervalle plus pacifique, ne doutez pas du succès. Quant à moi, je vais suspendre mon grand travail pour m'occuper de mon cours. Je ne sais trop si je pourrai le reprendre, mais je veux être prêt. La suppression de l'École normale est un événement assez grave. On veut détruire toute pépinière laïque pour les collèges. Cela a fait de l'effet. Le public est, sur tout ce qui rappelle le clergé, plus irritable que sur tout autre point. Je lui conseille pourtant de s'y accoutumer. C'est un singulier spectacle que celui d'une révolution si longtemps victorieuse et qui se voit traitée de la sorte. Elle n'y

(1) M. Auguste de Staël. C. B.

peut pas croire, et passe sans intermédiaire de la surprise à l'abattement.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 24 septembre 1822.

Il est malaisé de se résigner à passer la vie sans impressions vives, sans émotions nouvelles, et cependant il le faut, lorsqu'on veut s'engager dans une route raisonnable et ne pas risquer son repos et celui des autres. Alors, s'imposer un but, suivre une direction avec volonté, devient un régime presque nécessaire, dès qu'on a l'esprit un peu actif et développé. Mais quel but, quelle direction? Voilà le difficile. La maudite question « A quoi bon? » revient sans cesse. On ne peut pas non plus se priver tout à fait d'encouragement. Il est presque indispensable de se proposer plus que sa propre et solitaire satisfaction. C'est l'avantage des occupations dont j'ai pris l'habitude. Elles me sont agréables pour le moment, et ce qui me porte à leur donner de la suite et de la régularité, c'est la perspective de recevoir l'approbation de quelques personnes dont le suffrage me plait, et d'avoir un peu de succès dans le public. Sûrement, il y a une vie plus vivante, et la mienne est sans doute trop calme pour faire naitre le talent. Mais j'aime mon repos. Je ne sais pas jouir des plaisirs achetés par l'agitation. Aussi je m'arrange ici. Je pense souvent combien de choses et de personnes m'inspireraient du dégoût et de l'irritation, si je les voyais de près, et je m'applaudis de sentir seulement de loin et en masse ce que le temps actuel a de rebutant et

de méprisable. J'ai bien assez de lire les réquisitoires des procureurs généraux et les comptes rendus des procès infâmes, qu'on laisse encore les journaux nous faire connaître, sans avoir à rencontrer des gens qui trouvent tout cela bon et qui ont assez peu d'âme et d'esprit pour ne pas apercevoir ce qu'il y a là dedans d'indigne et de menaçant pour l'avenir. Je reviendrai donc le plus tard possible. D'ici là, on pourra lire plus clairement dans les circonstances. Le congrès décidera du cours prochain qu'elles auront à prendre, et nous saurons peut-être si c'est tout à fait à une lutte violente des forces opposées que nous devons nous attendre. Pour moi, à la fin de la saison, j'aurai terminé, je crois, un volume de l'*Histoire des ducs de Bourgogne*. Avez-vous lu *Nathan*? On va aussi imprimer *Venise sauvée* (1). Vous avais-je montré un article Pasquier (2), pour la *Biographie*? Il était tout simple et impartial. Les jésuites se sont opposés à son insertion et ont requis la suppression, non pas d'aucune réflexion, mais des faits, qui sont patents et incontestés. Alors j'ai retiré mon article.

DU COMTE DE SESMAISONS.

Paris, 4 octobre 1822.

Je voudrais bien, mon cher ami, vous voir revenir

(1) La traduction, par M. de Barante, de cette tragédie d'Otway a paru dans les *Chefs-d'œuvre du Théâtre étranger*. C. B.

(2) Le jurisconsulte et historien Étienne Pasquier (1529-1615). C. B.

sans cet esprit de mécontentement que vous avez emporté et qui, tout en honorant votre caractère, détourne quelquefois du but votre bon esprit. Vous êtes si bien fait pour réussir par votre bon cœur et vos moyens, il vous appartient si bien d'être utile aux autres, que l'on gémit doublement en vous voyant persévérer à vous faire tort à vous-même. Ne m'en veuillez pas si je vous dis cela. Vous savez que ce n'est en moi ni passion ni intérêt. Encore aussi peu est-ce indiscrétion. Je ne vous en parle guère, et peut-être est-ce d'écrire qui m'encourage. J'éprouve une véritable peine de vous voir sacrifier beaucoup à des opinions qui ne sont pas les vôtres. Admettons que celles que l'on voit ne soient pas non plus ce que vous approuviez, vous avouerez du moins qu'elles sont moins dangereuses et qu'il vaut mieux partir de ce point-là que de l'autre. Je ne vous dirai même plus qu'il y a des gens avec qui il faut se noyer, à condition que vous ne me le disiez pas non plus. Mais il y a des marques auxquelles on peut reconnaître le choix que l'on a à faire de son parti. On reconnaît assez les hommes et les actions honorables et désintéressés.

Mais que parlé-je de faire un choix!

Il y a sans doute des âmes qui sont conquises d'avance à ce qui est beau et généreux, et la vôtre est de ce nombre. Peut-être même désespérez-vous parce que vous voulez une perfection que vous ne trouverez nulle part. Vous voudriez des supériorités de condition sans fierté. C'est ce que vous ne trouverez pas plus que de la vertu sans rudesse, un gouvernement sans écarts. Si celui d'un seul n'en peut être exempt, qu'espérer de celui de la foule, plus ou moins grande.

soit d'un peuple, soit des conseillers publics qui cherchent moins à frapper l'oreille du prince, qu'à faire retentir la tribune des paroles qui flattent la multitude? La perfection, dans son sens abstrait, n'existe pas, et Dieu seul la possède. Il n'a pas voulu donner à ses ouvrages ce qui le distingue lui-même. Je suis sûr qu'il manque quelques plumes aux ailes des anges.

Votre absence a cela d'heureux qu'elle vous ménage la facilité de faire remarquer votre retour, et si vous ne témoignez pas de désaffection, on vous en saura gré. Pensez, mon cher ami, que les personnes qui vous engagent à rester dans cet éloignement ne veulent pas de ce conseil pour elles-mêmes. Mon Dieu, je les vois. Toutes leurs paroles tendent à ménager la transition. Et vous valez cent fois mieux qu'eux. On le sait. Encore une fois, mon cher ami, ne voyez dans tout ceci que mon intérêt pour vous. A mesure que je me trouve mieux et que je reprends des forces, je retrouve la vivacité de mes affections et vous ne pouvez pas m'en vouloir si elles m'occupent vivement de vous.

On parle ici sérieusement de la guerre d'Espagne, Il faut voir comme chacun en raisonne, selon qu'il a un parent à faire tuer ou un fils à conserver, selon qu'il espère avoir des fournitures ou qu'il craint la baisse des fonds.

DE M. GUIZOT.

Paris, 20 octobre 1822.

Ne songez pas à vous dispenser de venir cet hiver.

Je ne sais pas ce que nous ferons, ni si nous ferons quelque chose, ni même s'il y aura quelque chose à faire. Mais il faut être ici pour la session. Il ne se peut qu'elle soit insignifiante, quoique presque tout le monde en ait envie. Jamais aucun temps n'a été marqué comme celui-ci de l'empreinte de la fatalité; pas un parti, pas un homme qui fasse ce qu'il veut, qui veuille ce qu'il fait; point de passions fortes, et toutes les fautes, toutes les folies que font faire les passions; point de croyances de part ni d'autre et pourtant, de part et d'autre, on se conduit comme si l'on avait encore les croyances pour lesquelles on s'est divisé jadis; des prétentions qui ne correspondent plus aux situations et n'en sont pas plus traitables; des paroles qui n'émanent plus des pensées et qu'on n'en répète pas avec moins d'assurance. Les événements arrivent comme d'eux-mêmes, sans que les hommes qui s'y associent soient capables ni de les faire ni de les éviter; jamais la conduite des choses humaines n'a plus complètement échappé aux hommes. On cherche qui fait, qui veut ce qui se fait; on ne le trouve point; et pourtant tout se fait, tout se fera, comme si des volontés puissantes, des forces déterminées l'avaient résolu et accompli. C'est un bizarre et monotone spectacle. Il faudra bien du temps et quelque chose de bien nouveau pour rendre aux individus quelque consistance personnelle, pour qu'on puisse voir en eux, dans leurs passions, dans leurs idées, le principe des événements. Ils ne sont aujourd'hui que de vieilles marionnettes effacées, absolument étrangères aux scènes que la Providence leur fait jouer.

Toute généralité à part, je n'ai rien à vous dire

quoique tout marche et même assez fort. Le parti se débat toujours dans ses intrigues au congrès, à la cour; mais, quel que soit le résultat des intrigues, rien ne sera changé et M. de Polignac n'en fera ni plus ni moins que M. de Villèle. Ils sont inquiets de leurs nouvelles d'Espagne. Le baron d'Eroles (1) leur fait dire que, s'il n'est pas secouru avant un mois, il sera complètement écrasé. Ils s'en désespèrent et n'en sont pas plus décidés à le secourir. Ils attendent des ordres de Vérone où, d'après ce qu'on me dit, on n'est pas plus décidé qu'ils ne le sont eux-mêmes. De Serre a pourtant envoyé de Naples un beau mémoire où il prouve que le *statu quo* est impossible, du moins pour l'Italie, qu'il faut absolument donner à Naples et au Piémont des chartes, ou remettre toute l'Italie à l'Autriche, à titre de province. Il sera élu (2) dans la Moselle; personne ne paraît en douter; je le voudrais presque. S'il revient à la Chambre, il portera le trouble dans les combinaisons obscures du parti. On croit en général à la réélection des trois députés de l'extrême gauche. Nous nous tenons pour assurés de celle de Sainte-Aulaire dans le Gard. Du reste je suis convaincu que nous serons battus.

On vient de suspendre mon cours. Je m'y attendais comme vous. Je regrette un peu cette petite tribune d'où j'exerçais encore quelque action directe sur des hommes qui se mêleront de l'avenir. Cependant j'ai pour dédommagement tout mon temps et toute ma

(1) Un des principaux généraux de l'armée de la Foi. C. B.

(2) M. de Serre ne pût se présenter aux élections de 1822, ses impositions ne montant pas au chiffre exigé par la loi pour être éligible. C. B.

liberté. Nous verrons ce que j'en ferai. Il est impossible et absurde d'écrire sur la politique actuelle et j'y ai bien renoncé ! Je continuerai probablement mon grand travail de *Philosophie politique*. J'ai corrigé, il y a quinze jours, les épreuves de votre traduction de *Venise sauvée*; elle est à merveille.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 21 octobre 1822.

Votre lettre est bien bonne et bien aimable pour moi. Je voudrais que tout ce que votre amitié me dit fût vrai, mais du moins tout est sincère, et c'est déjà beaucoup, et je vous remercie de le penser. La bienveillance et l'affection des cœurs comme le vôtre sont à peu près les seules récompenses temporelles où j'aspire, et vraiment, au tour que prennent les choses, je crois que j'ai bien fait de n'en point ambitionner d'autres : j'aurais pu longtemps attendre. Cependant je n'ai point renoncé à tout avenir, et ce n'est pas même ma jeunesse qui me rassure. Je crois à un avenir prochain, car tout est prochain dans ces temps de rapidité. Renoncer à tout espoir ne me semblerait guère plus sage que de s'y trop fier ; ce serait une autre espèce de crédulité. Tout est possible maintenant dans l'incomparable mobilité de nos esprits et de nos sociétés. La chance favorable, dans une pareille situation, est assurément pour ceux qui sont du parti du cours naturel des choses, ils ont pour eux de plus que leurs adversaires la nécessité, et ils ont droit égal aux accidents.

Votre lettre est triste, je le conçois ; ces derniers

temps ont été bien sombres. On m'assure qu'on l'a vivement senti ici, pas assez, ce me semble. C'est un spectacle effrayant que ces indignités, au milieu d'une société douce, rangée, joyeuse. Nos mœurs sont si peu violentes, le danger si peu immédiat, les distractions si faciles et si fréquentes. Ces meurtres ne sont point l'effet d'une passion forte; non, ce sont des hommes futiles qui passent les trois quarts et demi de leur vie dans la sécurité, l'indifférence, le plaisir et qui, de temps en temps, sortent de là pour sacrifier des hommes à des passions ou à des inquiétudes d'une minute, qu'ils prennent et quittent à volonté, et qui ne les accompagnent point hors de leur cabinet. Ce sont des gens qui ont entendu dire dans les salons, qui ont répété, en prenant du thé, qu'il fallait de l'énergie et qui agissent cruellement pour satisfaire à un lieu commun... Mais il vous faut des nouvelles.

On ne regarde pas ici M. de Villèle comme aussi exposé que je l'avais cru de loin d'après sa brochure (1), cette brochure cependant a été faite sous ses yeux, je ne sais par qui. Figurez-vous que quelques-uns ici ont voulu que ce fût par vous. Ce bruit n'a aucune consistance : rassurez-vous, s'il en prenait, je vous l'écrirais, et même je trouverais bien le moyen de le démentir indirectement et implicitement, par exemple, en faisant, moi-même, dans un journal, un article sur cette brochure où je vous citerais parmi ceux avec qui M. de Villèle ne peut espérer de traiter. Mais, je vous le répète, ne vous inquiétez ni de la brochure ni de cet article, car la première est presque oubliée, et si le second devenait nécessaire, je vous promets que

(1) Cette brochure était intitulée : *De M. de Villèle.* C. B.

tout cela serait traité d'une manière satisfaisante, mais fine et légère. Quoi qu'il en soit, M. de Villèle désavoue de temps en temps la brochure et avoue d'ailleurs le *Journal des Débats* qui est dans le même esprit et multiplie les doubles jeux, les mensonges et contre-mensonges. Toutefois, au fond, il n'est pas aussi brouillé ni aussi brouillable avec le parti que quelques-uns se le figurent. Il ira très loin, aussi loin que qui que ce soit, et sa prétendue modération ne lui sert qu'à se faire un mérite des concessions qu'il fait à l'extrême droite. Il leur dit, par exemple : « Vous voyez que je » ne suis pas de si mauvaise volonté, j'ai fait couper » quatre têtes à Paris. Ce n'est pas mal pour moi, » sachez-m'en gré, et, en récompense, permettez-moi » de ne pas présenter, cette année, de loi sur les » biens nationaux. » Je suis convaincu que si ce ne sont pas là ses termes, c'est là son marché avec le parti.

Les habiles ne croient pas à la guerre d'Espagne, les souverains ne la désirent pas, l'Angleterre s'y opposera de tous ses moyens ; une grande portion du parti dit qu'il est trop tard pour la commencer. M. de Montmorency avait envoyé M. Durand de Saint-André (consul d'Espagne) à Vienne, auprès de M. de Metternich pour obtenir la guerre ; celui-ci a écrit dans un sens contraire au roi, directement. Sur ces entrefaites, on a délibéré de la question au conseil. Cinq ministres ont été pour la guerre, Villèle seul contre, et le roi s'est joint à lui, en montrant la lettre de M. de Metternich comme un argument de plus. C'est ainsi que Villèle a appris toute cette manœuvre, et telle a été l'occasion de son avènement à la présidence. Il est président pour ne pas faire la guerre d'Espagne. De-

puis, on dit qu'il s'est raccommodé avec M. de Montmorency. Cependant M. de Chateaubriand est, s'il y va, son véritable représentant au congrès. On annonce aussi qu'il sera ministre de l'intérieur. Tout le monde est excédé de Corbière. En général, les combinaisons ministérielles de l'extrême droite ne sont plus à l'ordre du jour. L'armée de la Foi est battue, et l'on s'attend d'un jour à l'autre à la voir écrasée. C'est ce qu'avouait, il y a deux jours, encore, Castelbajac. On croit donc que, tant au congrès qu'à la Chambre, il ne se fera rien de significatif; que le travail de l'un se bornera à offrir une constitution fade à l'Espagne, pour gagner du temps, et celui de l'autre à faire passer deux ou trois articles du règlement sur la police de la tribune.

Voilà les prévisions des gens bien instruits; je dois convenir que tout les justifie, et c'est pour cela que n'y crois guère. Tout peut changer d'un moment à l'autre. Les élections auront leur effet; les ultras comptent y gagner; les libéraux feront des pertes. Le côté gauche est plus désorganisé et plus divisé que jamais. On compte pourtant, toujours, sur la Sarthe et la Vendée. Mais là, on pourra bien voter à coups de fusil. On ne croit pas que les députés inculpés soient poursuivis à nouveau. On dit que le ministère veut assoupir cela, mais je l'en défie. Vous voyez que Marchangy et Broë ont déjà reçu le prix du sang (1). On assure que M. Mangin va être procureur général à Lyon. Je le voudrais pour Courvoisier. Les destitutions dans l'université font quelque effet. Notre ami est suspendu,

(1) M. de Marchangy avait été nommé, le 2 octobre, avocat général à la cour de cassation, et M. de Broë avocat général à la cour d'appel. C. B.

mais c'est le cours qui est suspendu et non pas le professeur; au reste, cela le trouble peu, non plus que le reste, c'est un homme dont on peut dire philosophiquement ce que le peuple dit des hommes à large poitrine : *Il fera l'épitaphe du monde.*

Paris, novembre 1822.

N'ayez aucun souci de cette brochure : on n'en parle plus, et l'on n'a même jamais assez parlé de vous pour qu'il y ait quelque chose à faire. Le peu qui a été dit l'a été par les ultras, jamais par les libéraux. Parmi les premiers, les uns par niaiserie, les autres pour écarter les soupçons ; d'autres, par tactique, ont attribué la brochure au centre gauche; on a nommé d'abord M. Guizot, et vous ensuite. C'est Bertin, je crois, qui a dit cela, apparemment parce qu'il est l'homme du monde qui sait le moins à quoi s'en tenir sur l'auteur. Mais, je vous le répète, personne ne le croit dans le parti libéral.

On a de bonnes espérances, non des élections en général, mais des trois principales. On croit même que M. de La Fayette sera nommé dans deux départements. La nomination de M. Constant est la plus importante, car, selon toute apparence, il sera condamné, ce qui ne sera pas une petite infamie. Quelques-uns disent qu'il faudra prendre prétexte de sa condamnation pour élever la question d'indignité. Je ne sais si nous en sommes déjà là. Cela se pourrait. Regardons-y bien pourtant. Voilà M. Constant avec deux procès, — M. de Pradt avec un, — Courier avec un, — et les deux journaux de l'opposition, chacun avec trois ; — il

me semble que cela commence à prendre figure; et, en vérité, toute prévention à part, il n'y a pas une de ces poursuites qui ait un fondement raisonnable et quelques-unes sont odieuses.

Une chose dont on parle beaucoup aux Tuileries, c'est de l'état du roi : on le trouve abattu et affaibli. Les courtisans font de sinistres pronostics. En attendant je ne sais si vous avez lu, dans le *Moniteur*, un étrange article sur le pavillon de Saint-Ouen. Tout ce scandale ne fait que croître et enlaidir.

Faites-vous envoyer les *Mémoires de O'Meara*, et en anglais, si vous pouvez. Ils sont d'une grande vérité. Les petites souffrances de son héros y sont présentées avec une minutie qui n'a point grande dignité, mais qui rend Sir Hudson Lowe fort odieux. La conversation de l'empereur y est bavarde et vulgaire. Il savait qu'il ne parlait pas à un homme d'esprit et il semble qu'il ait voulu en faire son truchement vis-à-vis de tous les imbéciles de l'Europe. Il ne lui parle que le langage des préjugés les plus communs des libéraux ; il semble n'avoir voulu aller qu'à l'utile, et c'est uniquement dans l'intérêt de la popularité de sa mémoire et de son fils qu'il semble avoir dicté l'ouvrage. Madame de Broglie s'étonnait et triomphait de le voir si vulgaire. Elle ne savait pas qu'on obtient plus de pouvoir sur les hommes quand on a tous leurs préjugés et du génie, que lorsqu'on a plus de lumières qu'eux. J'imagine que la supériorité des hommes d'exécution doit être d'avoir des idées communes et des facultés extraordinaires.

DU COMTE DE BASTARD D'ESTANG.

Lyon, novembre 1822.

Je vous dirai que M. de Montmorency passa ici avant-hier : il resta une heure ou une heure et demie avec M. de Tournon. Voici la substance de ses paroles : « Rien n'est décidé au congrès sur l'Espagne, ou plutôt le congrès n'a rien à décider. Ce n'est pas une affaire européenne, c'est à la France seule à examiner la question de la guerre. Veut-elle? doit-elle la faire? L'Europe fait des vœux ardents pour elle et l'appuiera au besoin. L'Europe peut penser que la guerre est juste, légitime, nécessaire, mais elle laisse la France maîtresse de la question. » Quant à M. de Montmorency, en écoutant les objections que l'on lui faisait ici contre la guerre, il paraît que de ses vœux, il l'appelle, il la désire, et qu'il sera dans le conseil de ceux qui y pousseront.

Il y avait ici le baron de Damas, de Marseille, qui veut la guerre, qui y pousse. Il m'a avoué être, ou du moins avoir été en relation avec le baron d'Eroles, qu'il exalte beaucoup; il est en rapport avec le général Laguna qui vient d'aller à la Seo de Urgel, et avec tous les réfugiés espagnols. Il m'a dit que j'exagérais quand je disais que le gouvernement avait envoyé au moins dix millions à la régence. « Pas dix! » m'a-t-il dit. Il croit à un immense appui en Espagne si nous y entrons, et c'est dans ce sens qu'il écrit, à Paris, à ses amis du pavillon. Je suis persuadé qu'il y a en Espagne des émissaires de France qui poussent aux violences pour en prendre prétexte pour déclarer la guerre.

Du reste, le gouvernement, au moins Peyronnet, est tout dans la main des députés. Il ne se donne aucune place, il ne se fait rien que par les députés. On répond : « Quand les députés seront arrivés, alors nous nommerons. » Moi, qui suis moins doctrinaire que vous, je trouve que cette puissance donnée aux députés, quelque opinion qu'ils puissent avoir, est funeste. Préfet pour prévôt général, on n'est plus rien, l'autorité royale est nulle. Or je crois qu'en France, il en faut beaucoup.

Qu'augurez-vous de la session prochaine?

Je crois la partie perdue pour nous, pour notre âge. La vérité, les idées vraiment libérales triompheront ; oui, mais quand?... Quand nous aurons appris les secrets de l'éternité.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 15 novembre 1822.

Je vous écris au moment de mon départ, cher Prosper, je m'afflige d'être depuis longtemps sans nouvelles de vous. Je vous écrirai très exactement de Paris tout ce qui pourra vous intéresser. J'ai bien envie que vous y arriviez car j'y vais bien tristement, le plaisir de voir ses amis est bien nécessaire dans ce temps. On nous effraye partout de bruits de guerre. M. de Rémusat me l'écrit comme sûre. Avec quel chagrin je quitte ceci où j'ai vécu six mois paisible, indignée sans doute, mais indignée en face d'une belle nature, ce qui donne à tous les sentiments plus d'harmonie et d'élévation, tandis que, maintenant, il faut appliquer cela à des petits êtres et à de honteuses actions. Je n'aime pas

à m'irriter contre les créatures humaines et pourtant comment vivre d'autre chose que d'irritation aujourd'hui.

Nous attendons des nouvelles de nos élections de l'Ain. Je veux vous conter un trait d'un sous-préfet du département. Il y a à Bourg le père de ce Marinet, qui a été condamné à mort pour l'affaire de lord Wellington (1) et qui est contumace : le sous-préfet a dit à ce père que s'il procurait *six voix* au gouvernement son fils aurait sa grâce. C'est de notoriété publique à Bourg et l'homme qui me l'a dit le savait d'un cousin que le père avait engagé à voter par cette raison. Je les croyais capables de bien des choses, mais pourtant ceci m'a étonné. La petite pièce de cela c'est que le préfet a fait louer un carabas pour y mettre tous les électeurs paresseux qui ne se souciaient pas de venir, et qu'après leur avoir promis de les mener il leur a déclaré qu'ils seraient obligés de payer chacun *vingt francs* pour leur place !

DE M. BENJAMIN CONSTANT.

Paris, novembre 1822.

Je vous remercie bien, mon cher Prosper, de votre bonne et aimable lettre. J'étais convaincu d'avance de l'intérêt que vous me conserviez. La petite persécution que j'éprouve, les persécutions plus vives qui peuvent m'attendre m'affligent moins que la position morale de ce malheureux pays. Il est impossible, avec la con-

(1) Tentative d'assassinat, du 11 février 1818, contre lord Wellington. C. B.

centration de chacun dans ses propres intérêts, de rien espérer de bon, de noble, ni même de raisonnable. On sent que ce qui a lieu est infâme. Quand ce qui est infâme est de plus féroce, on a un quart d'heure d'émotion ; puis on retourne à des affaires ou à ses jouissances et le souvenir des victimes et le spectacle des vexations ne produisent plus une seule manifestation de blâme, ni un seul acte de courage, quand pourtant il serait si facile et si peu compromettant d'en montrer.

Vous aurez vu que je n'ai pas été réélu. D'autres crieront à la fraude, et je crois, comme ceux qui crient, qu'il y a eu de la fraude, mais il y a eu encore beaucoup plus de lâcheté. La terreur d'argent est plus forte dans ce pays que la terreur du sang, et depuis que chacun craint la destruction de son cousin, de son frère ou de son gendre, chacun a un motif d'humanité et de parenté pour voter contre sa conscience et on en profite.

Au reste, je ne dis pas combien peu je suis fâché de sortir de la Chambre, parce que personne n'y croirait, et j'en ai l'air triste, pour n'être pas soupçonné d'affectation. Mais, au fond, mon désir, depuis assez longtemps, est de sortir honorablement d'une route qui ne peut mener qu'à un abîme. Quand on a des fous derrière soi, et des tigres en face, la position n'est pas regrettable. J'ai rempli tolérablement mes cinq sessions législatives ; je voudrais finir ce que la députation m'a fait interrompre, et, pour cela, vivre paisible et solitaire pendant deux ou trois ans. C'est là ce dont je m'occuperai quand tous mes procès seront finis. Jusqu'alors je remplirai ma mission d'accusé comme j'ai rempli celle de député.

Adieu, mon cher Prosper, nous avons eu des époques

sinon plus heureuses, au moins les unes plus brillantes, les autres moins ennuyeuses. Celle-ci a l'avantage de réunir tout ce qu'il y a de vil à tout ce qu'il y a de violent, et de combiner le dégoût et le danger. Si vous revenez dans quelques semaines, vous me trouverez ou en prison ou à Montmorency, où je passerai l'hiver.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 23 novembre 1822.

Qu'avez-vous dit des élections? Nul ne s'attendait à pareille chose et nous y sommes toujours pris. C'est au reste un résultat factice et qui atteste l'oppression, et personne ne croira que naturellement l'opinion libérale soit à l'autre comme 6 est à 80. Mais, après tout, on peut se rappeler qu'il n'y avait qu'un seul membre de l'opposition dans le premier Parlement de Jacques II.

Victor est revenu très animé et très décidé. Tout le monde l'est et ne sait que faire. M. Royer-Collard hésite et parle à tout le monde de ses terres de Berry pour ne pas parler d'autres choses. Mais cependant le grand chambellan (1) est venu l'autre jour pour le voir officiellement, dans sa rue d'Enfer.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Paris, 5 décembre 1822.

J'ai attendu quelques jours, cher Prosper, avant de

(1) M. de Talleyrand. C. B.

vous écrire. Je voudrais pouvoir vous raconter quelques détails qui vous intéressent, mais je crains de vous dire bien des choses qu'il faudra démentir après. Depuis deux jours l'alternative qui nous ballotte entre la guerre et la paix semble se décider tout à fait pour la guerre. Mathieu est arrivé ravi, enchanté; vous savez qu'il a tourné la tête de l'empereur Alexandre. Ils se sont entendus sur le mysticisme et Alexandre lui a dit : « Je voudrais n'avoir jamais traité les affaires de France qu'avec vous depuis 1814 ». C'est gracieux pour M. de Richelieu. Il y a une correspondance entière dans leurs opinions politiques. Mathieu paraît même avoir trouvé plus de zèle dans le souverain que dans lui-même et en parle comme d'une ardeur à modérer. Du reste la Providence est mêlée à tous les discours et était particulièrement invitée au congrès de Vérone. Pourvu qu'elle *fasse son devoir*, comme a dit l'abbé de Boulogne. Il paraît que Mathieu a pris l'initiative sur la question de l'Espagne, mais qu'il a trouvé la plus grande correspondance dans tous les cœurs. On paraît avoir décidé que la France seule ferait la guerre, mais qu'en cas de revers elle serait secourue par une armée russe, autrichienne et prussienne. L'Angleterre ne se mêle de rien, mais ne s'oppose pas activement; on dit pourtant que le duc de Wellington a été plus mou que ne le voulait M. Canning et qu'on le blâmera en Angleterre. On a envoyé un *ultimatum* à l'Espagne et là-dessus les dires varient : les uns croient que l'on a proposé la charte, mais d'autres, bien instruits, prétendent qu'il a été décidé à Vérone qu'on rétablirait le gouvernement tel qu'il était en 1819 et qu'on demanderait aux Espagnols de n'évoquer d'autres droits que la démence de Ferdi-

nand VII. M. de Chateaubriand a été fort mal reçu à Vérone; on l'a traité en artiste, on lui en a voulu de ses propos de constitution qu'il a tenus en Angleterre, bien qu'il soit bien injuste de les prendre au sérieux.

Le roi a reçu Mathieu à bras ouverts; il l'a fait duc (1) comme vous voyez, et le voilà disposant de notre sort, et nous apportant en présent la dévastation pour l'Espagne et l'invasion étrangère pour la France. M. de Villèle fait pauvre mine, il a, dit-on, renoncé à sa modération depuis quinze jours et prêche la guerre tout comme les autres, mais il n'y gagnera rien, car les ultras l'accablent d'injures; ils l'accusent d'avoir laissé perdre l'armée de la Foi, ils l'appellent un fourbe, un sot, et pas une voix du camp ennemi ne s'élève pour les contredire. Ils sont aussi mécontents de M. Corbière que de M. de Clermont-Tonnerre. L'un d'eux a dit à ce dernier : « Vous avez bien tort de ne pas vouloir la guerre, car elle est si facile que quand vous commanderiez l'armée nous irions à Madrid. » Ils croient faire l'expédition de Naples : cependant la guerre est loin d'être populaire dans tout le parti. Le duc et la duchesse d'Angoulême sont contre, Monsieur pour, la duchesse de Berry enragée pour et surtout le clergé, les dévots, les confesseurs. D'après cela il paraîtrait probable qu'elle se déclarera d'ici à six semaines et que Jules de Polignac remplacera M. de Villèle, mais tout peut se contredire d'un jour à l'autre. Les débris de l'armée de la Foi sont ici, mais tous les émigrés espagnols demandent à

(1) Le vicomte de Montmorency avait été fait duc Mathieu de Montmorency par ordonnance royale du 1er décembre 1822. C. B.

grands cris que l'on n'entre pas en Espagne, parce que la nation se ralliera contre les étrangers. Dans cette position que sera la session? Je l'ignore bien. Il y a de l'indifférence et de la terreur. Chacun a envie de prendre son congé; nous en sommes au moment où l'on croit qu'en se mettant à l'écart on sera tranquille, mais quand arrivera le moment de la souffrance on poursuivra les gens tranquilles; ils retrouveront peut-être de l'énergie. Mais souhaiter les maux les plus affreux pour un bon résultat douteux me paraît bien impossible. Souffrir, s'indigner, exprimer la vérité dans toute sa force (et elle est terrible aujourd'hui), je ne crois pas que nous puissions faire autre chose maintenant. M. Molé est très ardent, M. de Talleyrand se remue beaucoup. Son parti est peu nombreux; ils me paraissent être les *doctrinaires de l'intrigue*, mais celle-ci a plus besoin du succès que des principes.

Adieu, cher Prosper, je vous écrirai souvent ce que je saurai. Benjamin est assez triste, mais courageux : son parti ne lui a pas témoigné le moindre intérêt, ne s'est pas donné la moindre peine pour sa réélection; on peut même croire que les plus marquants des libéraux sont très contents qu'il l'ait manquée. Aussi est-il à présent d'une raison, d'une perspicacité sur eux tous, c'est un peu tard! Venez-nous bientôt.

DU GÉNÉRAL FOY.

Paris, 5 décembre 1822.

C'est bien aimable à vous, monsieur, de penser à moi dans vos montagnes d'Auvergne. Je vous remercie du sentiment de bienveillance qui vous a porté à

m'écrire et à me dire des choses si flatteuses. Ce n'est pas d'hier que j'ai attaché un grand prix à votre opinion. Nous parlons ici souvent, presque tous les jours, de vous avec vos amis. Nous vous devinons ; et cela est tout simple. Les événements se déroulent comme tous les bons esprits l'ont prévu. On peut même sans présomption se hasarder à prédire un avenir de deux ou trois mois.

Vous m'avez écrit sous l'influence de nouvelles de guerre. Depuis le retour du duc Mathieu, nous sommes ultra-pacifiques. Il n'y a plus guère au faubourg Saint-Germain que les femmes et les prêtres dont l'imagination passe les Pyrénées; M. de Montmorency est provisoirement très soigneux pour M. de Villèle. Pozzo di Borgo arrive hostile contre les Espagnols, mais non belliqueux. Les ordres donnés à la frontière sont préservateurs contre tout accident propre à amener trop tôt la guerre. Le duc de Wellington, qui est attendu demain, doit renforcer de son influence le parti modéré, si tant est qu'il y ait parmi les fous un parti modéré. Comme il est le dernier héros en date et qu'il regarde l'Espagne comme son domaine de gloire, une guerre nouvelle ne convient ni à sa position ni à ses goûts. Il conseille chaudement de retirer l'armée d'observation.

Ce conseil ne sera pas suivi. On est aujourd'hui à la paix. Demain les bruits de guerre recommenceront, Le *Moniteur* et l'*Étoile* tiendront la balance entre les deux hypothèses. On attendra les Chambres. Là de graves intérêts se débattront. Une opposition furieuse se prépare contre M. de Villèle. Marchangy doit en être l'un des principaux organes. On reprochera au premier ministre la guerre qu'il n'a pas su faire en

temps opportun, la paix qu'il a rompue sans motifs, les jeux de Bourse, le crédit, les intérêts nationaux compromis, l'éclat de la couronne terni... Que ne lui reprochera-t-on pas? Villèle tiendra ou sera renversé. S'il tombe, il est possible que la guerre soit le résultat immédiat de sa chute. Mais si on n'a pas la guerre, on peut assurer que le ministère, quel qu'il soit, ne pourra tenir qu'en faisant des avantages énormes à la faction sur laquelle il s'appuie. Indemnités, places, argent, mesures violentes, exagérations, cruautés, c'est la condition nécessaire de son existence.

Il y a encore pour la guerre d'autres chances. La question était, il y a un mois, à Vérone ; elle est maintenant à Paris ; peut-être sera-t-elle bientôt à Madrid! Le gouvernement espagnol se conduit en ce moment avec une sagesse admirable. Il veut se défendre et non pas attaquer. Qui peut assurer que sa volonté sera constante? N'est-il pas à craindre que les menaces de l'étranger ne troublent les meilleures résolutions?

Quant à nous, notre rôle n'est pas agréable, mais il est facile. Nous sommes tant avec les intérêts nationaux, nous avons tant raison, que nous pourrions jusqu'à un certain point nous passer de direction et de conduite. Les faiseurs de pointe et les fanatiques ne nous accuseront pas cette fois d'être révolutionnaires, turbulents et belliqueux. Moins nombreux que les années précédentes, il y aura plus d'accord parmi nous. Au reste, les divisions intestines de la faction ne l'empêchent pas d'être plus furieuse que jamais contre tous ceux qui, fidèles à l'esprit de la charte, veulent asseoir la monarchie sur le nouvel ordre social.

II

Année 1823 (1).

DU DUC DECAZES.

La Grave, 6 janvier 1823.

Plantez-vous, semez-vous, courez-vous du matin au soir comme moi? Alors je ne vous plains pas, ou

(1) Événements de 1823. — M. de Montmorency, ne pouvant obtenir que l'envoyé de France à Madrid soit rappelé en même temps que ceux de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, donne sa démission et est remplacé au ministère des affaires étrangères par M. de Chateaubriand. — Néanmoins le parti de la guerre l'emporte, et l'accueil fait par le gouvernement des Cortès aux représentations des puissances ayant déterminé le départ des envoyés des trois cours, M. de La Garde est rappelé peu de jours après. — Continuation des efforts de l'Angleterre pour empêcher la guerre. — Ouverture de la session des Chambres françaises (28 janvier). — Le discours du roi annonce la guerre contre l'Espagne constitutionnelle. — Indignation que ce discours excite en Angleterre. — Discussions des Chambres françaises sur les adresses en réponse au discours du roi. Malgré la vive résistance de l'opposition, ces adresses donnent une pleine approbation à la guerre projetée. — Préparatifs

plutôt je ne vous plains qu'autant que vous vous croirez condamné à quitter vos montagnes pour la

de guerre en Espagne. — Nouveaux efforts de M. Canning pour empêcher les hostilités. — La Chambre des députés discute un projet de loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 100 millions pour les dépenses de la guerre. Discours de M. Royer-Collard et de M. de Chateaubriand. Discours de M. Manuel. La droite, feignant d'y voir l'apologie du régicide, l'exclut des séances après des débats d'une extrême violence. M. Manuel, refusant de se soumettre à cette exclusion, est expulsé par la gendarmerie. La gauche proteste et cesse de siéger. Le centre gauche ne prend plus part aux discussions. Vote de la loi du crédit des 100 millions par les deux Chambres. — Préparatifs de guerre. Manifestations en Angleterre en faveur de l'Espagne constitutionnelle. Le cabinet anglais déclare sa neutralité. — Les Cortès obligent le roi d'Espagne, malgré sa résistance, à se transporter avec elles à Séville, Madrid étant trop exposé à tomber promptement au pouvoir des Français. Organisation de quatre armées destinées à repousser l'invasion. Le duc d'Angoulême part pour l'armée. Sa largesse et sa modération calment les mécontentements qui y fermentaient. — Vaines tentatives des réfugiés et des révolutionnaires français pour la soulever contre le gouvernement. — Complot de quelques ultra-royalistes pour enlever au général Guilleminot les fonctions de major-général. La fermeté du duc d'Angoulême l'y maintient. — Embarras créés par l'impéritie de l'administration de la guerre, qui n'a pas su préparer les moyens d'entrer en campagne à l'époque fixée. Pour éviter des retards dangereux, on est obligé de conclure avec Ouvrard un marché onéreux. — Le duc d'Angoulême institue, pour gouverner l'Espagne en attendant la délivrance du roi, une Junte provisoire qui proclame les principes les plus réactionnaires. — Passage de la Bidassoa (7 avril). Dans les provin-

politique de Paris. Et quelle politique! qui nous donne à choisir entre Manuel et M. de Chateaubriand,

ces basques, la Navarre, l'Aragon, les populations accueillent l'armée française avec enthousiasme. — Violents débats dans le Parlement britannique sur l'intervention de la France en Espagne. Sentiments les plus hostiles contre le gouvernement français. L'empereur de Russie déclare qu'il considérerait une attaque contre la France comme dirigée contre l'alliance tout entière. Vote d'une loi qui autorise le gouvernement à lever, par anticipation, la classe de 1823. Discussion et vote de la loi des comptes de 1821 et du budget de 1824. L'opposition de gauche ne prenant plus de part aux débats dans la Chambre des députés, la lutte s'établit entre le ministère et la contre-opposition de droite. — Clôture de la session (9 mai). — Fête de Saint-Ouen, où éclate la faveur de madame du Cayla. — Élections partielles, toutes favorables à la droite. — Progrès incessants de la réaction ultra-royaliste : destitutions, vexations de police, excès impunis de la presse royaliste, rigoureuse répression de la presse libérale. — Succès des *Tablettes universelles*. — Popularité du duc d'Orléans dans le parti libéral. — Hausse des fonds. Élévation du produit des impôts. Conclusion avec la maison Rothschild d'un emprunt de 23 millions de rente, à des conditions inespérées. Suite de l'expédition d'Espagne. — Tiraillements entre l'état-major du duc d'Angoulême et le ministre de la guerre. — Dissentiments entre le prince généralissime et la Junte royaliste espagnole dont il ne peut contenir les passions réactionnaires. Le prince n'est que faiblement soutenu dans cette lutte par le gouvernement français qui craint de mécontenter le côté droit et les puissances continentales. — Tentative contre-révolutionnaire du comte d'Amarante en Portugal. Il est obligé de se réfugier en Espagne. — A Madrid, le comte de l'Abisbal, qui y commande pour les Cortès, essaye de changer la constitution

entre la guerre du printemps et la guerre d'hiver, le rappel de notre ambassadeur et la circulaire de

au moyen d'une transaction, mais il échoue et il est obligé de prendre la fuite. Le chef de bande royaliste Bessières, veut prendre possession de la capitale avant l'arrivée des Français. Il est repoussé. Entrée du duc d'Angoulême à Madrid où il est reçu avec enthousiasme (24 mai). Il y rétablit une régence présidée par le duc de l'Infantado, qui, marchant sur les traces de la Junte, annule tous les actes du gouvernement des Cortès et multiplie les mesures de rigueur arbitraire contre les constitutionnels. — Le roi de Naples, poussé par l'Autriche, réclame la régence de l'Espagne pendant la captivité de Ferdinand VII. On ne tient pas compte de la réclamation. — Le gouvernement français abandonne peu à peu la pensée d'établir en Espagne un gouvernement constitutionnel et se borne à essayer, sans beaucoup d'efficacité, de modérer la violence du parti absolutiste. — Contre-révolution en Portugal, opérée par l'infant dom Miguel. — Les Cortès espagnoles, ne se jugeant pas en sûreté à Séville et ne pouvant décider le roi à se retirer avec elles à Cadix, le suspendent momentanément de son autorité et chargent une régence d'opérer cette translation (11 juin). — Vive sensation produite dans toute l'Espagne par cet acte de violence. Décret de proscription lancé par la régence de Madrid contre ses auteurs. Le duc d'Angoulême empêche qu'on ne décrète aussi une *loi des otages*. Emprisonnements, exils. — Excès effroyables commis dans toutes les provinces de l'Espagne, tant par les royalistes que par les constitutionnels. — En Galice, le général Morillo, abandonnant la cause des Cortès, traite avec les Français et reconnaît la régence de Madrid. En Catalogne, l'infatigable activité de Mina donne à la guerre un caractère sérieux et retarde les progrès des Français. — Le général Ballesteros, poursuivi par le général Molitor, traverse presque sans s'arrêter l'Aragon, les royaumes de Valence,

M. de Villèle qui aurait semblé, dans d'autres temps, une bien formelle déclaration de guerre, et qui, en

de Murcie, de Grenade, et accepte enfin, à Campillo de Arenas, un combat dans lequel il est défait. Il capitule aux mêmes conditions que Morillo. — Résistance de Cadix. Sortie de la garnison, repoussée par le général Bordesoulle. — Le duc d'Angoulême quitte Madrid pour aller diriger les opérations du siège de Cadix. — Ordonnance d'Andujar, par laquelle il prescrit la mise en liberté des détenus politiques, défend d'arrêter personne sans l'autorisation des commandants français, et place les journaux sous leur surveillance. Fureurs qu'elle excite dans le parti royaliste espagnol. Menaces d'un soulèvement contre les Français. Mécontentement du corps diplomatique à Madrid et à Paris. Des ordres de Paris obligent le prince à interpréter l'ordonnance de manière à l'annuler presque entièment. Il somme Cadix de se rendre. Cette sommation est rejetée. Prise du Trocadéro (31 août). Négociations infructueuses pour la reddition de la place. — Vains efforts de Riego pour faire reprendre les armes aux troupes de Ballesteros. Il est lui-même fait prisonnier. — Reddition de la Corogne, de Pampelune, de Saint-Sébastien, etc. Succès des Français en Catalogne où la guerre se poursuit avec activité. — Prise du fort Santi-Petri devant Cadix. Bombardement de cette ville. Les Cortès prononcent elles-mêmes leur dissolution, le roi est mis en liberté et les Français prennent possession de Cadix. — Ferdinand VII, sans écouter les représentations du duc d'Angoulême, rétablit le pouvoir absolu et décrète d'innombrables exils. — Riego est exécuté à Madrid. Toute l'Espagne se soumet. — Pendant la guerre d'Espagne, en Allemagne lutte impuissante du roi de Wurtemberg contre le despotisme de l'alliance absolutiste. Domination absolue de M. de Metternich sur la Diète et le Corps germanique. En Suisse, mesures d'exception contre la presse et les réfugiés politiques,

tout cas, et dans tous les temps, est et sera une pièce bien curieuse.

Pour moi qui ne me pique pas d'être doctrinaire, comme vous savez, et qui réduis les choses et à leurs effets et à leurs conséquences, je suis occupé aussi péniblement que possible de la crainte de cette guerre désastreuse et persuadé que le devoir de tout bon ci-

imposées par les grandes puissances. — Même compression en Italie. Mort du pape Pie VII (20 juillet). Élection de Léon XII (28 septembre). En Orient, suite des efforts faits par les cours alliées pour réconcilier la Russie avec la Porte. Les Grecs continuent à se défendre avec succès contre les attaques redoublées des Turcs. Enthousiasme qu'ils inspirent. — Amélioration de la situation extérieure de la France. — Récompenses accordées aux généraux et officiers qui ont pris part à la guerre d'Espagne. — Le maréchal duc de Bellune, ministre de la guerre, devenu odieux au duc d'Angoulême, est remplacé par le baron de Damas, au grand mécontement des ultra-royalistes (19 octobre). — Entrée triomphale du duc d'Angoulême à Paris. — Le parti royaliste semble définitivement maître du terrain. Bien des gens, jusqu'alors hostiles au gouvernement royal, s'en rapprochent. Tentative maladroite et malheureuse du duc de Rovigo pour gagner la faveur de la cour. — Les ultra-royalistes, dans l'enivrement du succès, réclament des mesures dont l'adoption constituerait une sorte de contre-révolution. — Projet du gouvernement de modifier de système électoral en substituant le renouvellement intégral et septennal de la Chambre au renouvellement annuel par cinquième. — Promotion nombreuse dans la pairie. — Dissolution de la Chambre des députés (23 décembre). (D'après les sommaires des chapitres LXXX, LXXXI, LXXXII, LXXXIII, LXXXIV, LXXXV, LXXXVI et LXXXVII de l'*Histoire de la Restauration*, par M Louis de Viel-Castel.)

toyen est de tout faire pour éviter ce malheur ; j'irai à la Chambre plus tôt que je ne comptais le faire, si je vois qu'il doive y avoir lutte à ce sujet, et que ceux, quels qu'ils soient, qui veulent la paix aient besoin de secours, d'appui.

Sainte-Aulaire est auprès de nous depuis huit jours et nous restera jusqu'au 24. Notre retraite lui a paru si douce qu'il est venu s'y réfugier pour échapper aux irritations et aux mauvaises combinaisons que l'aigreur et l'ambition prennent pour des calculs habiles, et qui, l'an dernier, nous ont donné M. de Montmorency, comme elles vous donneront cette année M. de La Bourdonnaye, pour peu qu'on recommençât.

DE M. BENJAMIN CONSTANT.

Paris, 18 mars 1823.

Je comptais toujours aller vous voir, mon cher Prosper, et j'en avais ce matin un double motif, car je voulais vous remercier de votre excellente opinion (1). Mais une indisposition qui n'est pas tout à fait passée et ma difficulté à marcher m'ont retenu chez moi. Vous avez dit bien éloquemment de bien bonnes vérités. Un moment viendra où ils seront fâchés de ne les avoir pas écoutées. Je désire bien que nous n'ayons pas à nous en affliger aussi. Si les folies ne retombaient que sur ceux qui les font, ou sur

(1) Discours prononcé à la Chambre des pairs, le 14 mars 1823 contre le crédit de 100 millions demandé pour la guerre d'Espagne. (Voir les *Archives parlementaires*, 2e série, t. XXXVIII, p. 592 et suiv.) C. B.

ceux qui en feraient d'autres, il n'y aurait que demi-mal, mais en révolutions, les fous héritent les uns des autres et les gens raisonnables n'héritent que des coups.

L'OPPOSITION ET LA GUERRE D'ESPAGNE.

C'était en toute sincérité que nous nous opposions à la guerre d'Espagne. Nous étions convaincus que le gouvernement de la restauration s'exposait à deux périls très graves. L'exemple de l'invasion de Napoléon, de la résistance populaire qu'il avait rencontrée au delà des Pyrénées nous semblait annoncer pour l'armée royale les mêmes difficultés, les mêmes embarras, la même impossibilité de soumettre le pays. L'état de l'armée nous paraissait plus menaçant encore. Nous savions combien elle était mal disposée et travaillée par les sociétés secrètes, dont tant d'officiers faisaient partie. Ce qu'on nous rapportait nous inspirait, à juste titre, la crainte d'une insurrection militaire. Or presque tous les hommes qui appartenaient à l'opposition parlementaire ne souhaitaient nullement une révolution, et donnaient leurs conseils de très bonne foi. Ils désiraient sauver la restauration, et n'en concevaient pas un autre moyen que de la diriger selon leurs opinions. Voyant que le gouvernement s'obstinait à cette guerre ou plutôt s'y laissait entraîner, le parti libéral commença à s'occuper de ce qu'il y aurait à faire quand surviendrait la catastrophe dont il ne doutait point. Ces arrangements, pris pour un lendemain qui n'est jamais arrivé et dont la probabilité a disparu en un instant, sont restés dans mon souvenir comme très ridicules.

Ils le semblaient déjà à la plupart d'entre nous, pendant que nous les discutions. Je ne sais pourquoi je dis nous, car jamais je ne me suis renfermé plus exactement dans le rôle de spectateur, ne cherchant aucune part dans l'action ne témoignant même aucune curiosité de tout apprendre. Les deux chefs de file adoptés par l'opposition des hommes politiques, étaient M. de Talleyrand et le maréchal Soult. Sans nulle précaution, avec une sorte de publicité, on raisonnait sur la révolution prochaine. On désignait le poste et l'emploi de chacun, mais toujours pour le lendemain, jamais pour la veille. M. de Talleyrand et le maréchal avaient choisi pour lieu de rendez-vous et de réunion le salon d'une vieille comtesse de Bourcke, veuve d'un ministre de Danemark, qui l'avait autrefois épousée en Italie où elle était, si je ne me trompe, danseuse ou chanteuse. C'était une personne toute vulgaire, mais qui ne manquait pas d'une certaine finesse. On ne se gênait pas avec elle, et l'on ne craignait point de la compromettre. Tous les soirs arrivaient le général Sébastiani, le général Foy, le général Belliard, M. Molé, M. de Dalberg, M. Stanislas de Girardin. Chacun répétait ce qu'il avait appris non pas comme à une séance de club, mais par petits groupes, par tête-à-tête dans les coins du salon. Pour mon compte, je n'ai jamais rien su de positif. Je crois qu'on n'avait pas une autre idée que M. le duc d'Orléans, car il n'y avait que celle-là de raisonnable, mais j'ignore s'il se laissait beaucoup parler de tout cela. Cependant M. de Talleyrand commença précisément alors à être en grande faveur au Palais-Royal. Les uns avaient cœur à ces chances, les autres les trouvaient hasardeuses et tristes. Il n'y avait pas une confiance

bien intime et bien complète entre tous ces conjurés amateurs. Je me souviens qu'un soir, après une assez longue conversation de M. de Talleyrand et du maréchal, celui-ci étant sorti, M. de Talleyrand dit à moi et peut-être à M. Molé : « Vous voyez bien cet homme-là : si, pour se réconcilier avec la cour, il fallait nous faire pendre, il n'y manquerait pas. » De toute cette société de madame de Bourcke, c'était avec le général Foy que je m'entendais le mieux. Il avait de grands doutes sur le succès dont on réglait l'exploitation, et plus d'une fois nous avons ri de cette peau de l'ours. M. Guizot ne venait point là, mais il se tenait fort au courant de tout. Il recevait les confidences de quelques *carbonari,* et acceptait peut-être un peu trop leurs illusions. M. de Broglie restait plus en dehors de ces commérages de conspiration, qui allaient mal à son genre d'esprit et à son caractère. M. Casimir Perier vivait dans un autre entourage, mais en communication habituelle avec ce groupe, M. Laffitte aussi, cependant il était beaucoup plus avant dans la partie active et militante, sans toutefois s'y aventurer jusqu'à courir un véritable danger.

Au point où les choses étaient venues, si le gouvernement eût reculé devant la guerre d'Espagne, c'eût été confesser son impuissance et la crainte que lui inspirait sa propre armée. C'eût été se soumettre sans résister à la révolution qui le menaçait. M. de Chateaubriand l'explique avec beaucoup de justesse dans son livre sur *le Congrès de Vérone.* Peut-être ne se rendait-il pas alors un compte aussi net de la situation, ce qui serait tout simple. Quoi qu'il en soit, on avançait de jour en jour vers la guerre; poussé par la nécessité plutôt qu'en vertu d'une détermination bien

prise. M. le duc d'Angoulême était déjà parti pour l'armée, qu'il n'y avait pas encore certitude qu'il dût pénétrer en Espagne. En même temps les machinations des sociétés secrètes, le mauvais esprit des officiers, les intelligences de presque tous les généraux avec le parti libéral, qui donnaient tant d'espoir aux ennemis du gouvernement, inquiétaient de plus en plus le ministère. M. Franchet (1) et sa police redoutaient la trahison! On commença à croire que M. le duc d'Angoulême avait mal placé sa confiance en prenant le général Guilleminot pour chef d'état-major, et en s'entourant de généraux de l'armée impériale. On voulut, avant le début de la campagne, faire des épuration dans l'armée. A cette fin, M. de Bellune fut envoyé à Bayonne comme major; l'arrestation de M. de Lostende, aide de camp du général Guilleminot, était une première mise à exécution des projets de la police sur l'armée. Une telle façon de procéder aurait peut-être amené la catastrophe qu'on prédisait. Par bonheur, dans cette affaire de la guerre d'Espagne se trouvait un homme, à qui, l'on peut dire, appartint le principal rôle de cet épisode politique. M. Ouvrard avait depuis longtemps des intérêts en Espagne, des créances à réclamer du gouvernement espagnol. Après la révolution de 1820, il accourut à Madrid : le gouvernement constitutionnel ne se montra pas mieux disposé à le payer que les gouvernements précédents. Il entra alors en rapport avec certains membres du parti absolutiste, connut leurs espérances et leurs projets, et plaça sur cette carte. Il leur procura de l'argent, il se fit leur homme d'affaires en

(1) Directeur de la police. C. B.

France; lorsque la Junte de la Seo de Urgel se forma, il s'employa activement à la servir et se rendit à Vérone pour y plaider cette cause. Ses grandes affaires d'argent, la haute position que lui avait value sa richesse, ses diverses et célèbres aventures, l'avaient mis en relation avec les principaux personnages politiques de l'Europe. Il était alors un homme fort important. Sa conversation facile, claire, séduisante, lui a donné longtemps beaucoup d'influence, avant qu'il soit devenu par trop décrié. Nul doute qu'il n'ait agi beaucoup sur l'opinion qui se forma au congrès de Vérone, qu'il n'ait réussi à persuader, ce qui s'est réalisé, que la guerre d'Espagne serait chose assez facile et ne rencontrerait pas les mêmes difficultés que l'invasion de Napoléon. Revenu à Paris, il produisait partout les généraux de l'armée de la Foi et s'en allait exaltant par l'espérance du succès, le parti royaliste déjà très porté à cette croisade. La guerre n'était pas pour lui une affaire de conviction politique, mais une spéculation, un jeu de fortune; et il espérait y gagner beaucoup d'argent. Il avait acheté des foins et des avoines sur la frontière des Pyrénées. Le général Guilleminot et les entours de M. le duc d'Angoulême étaient maintenant en grande intimité avec lui, et M. Ouvrard comptait bien être le fournisseur de l'armée. Il se trouvait déjà à Bayonne au moment où l'on arrêtait M. de Lostende, où arrivait M. de Bellune et puis M. le duc d'Angoulême. Si le général Guilleminot était renvoyé, si le début de la campagne était retardé par les inquisitions de la police, si l'armée tourmentée et persécutée par les agents de M. Franchet se soulevait, alors plus de fournitures, et peut-être plus de guerre d'Espagne. M. Ou-

vrard démontra à M. le duc d'Angoulême et aux généraux que, pour tout sauver, il n'y avait qu'à se hâter; qu'après les premiers coups de fusil, il ne serait plus question de sociétés secrètes ni de conspiration; que le soldat français ne trahit jamais en face de l'ennemi; qu'il fallait manifester et avoir confiance, entrer en Espagne et marcher en avant. Quant aux vivres et aux fourrages, on ne devait avoir nulle inquiétude, il s'en chargeait. On n'avait qu'à traiter avec lui et lui confier le service, en lui livrant les magasins de l'administration et lui avançant de l'argent. Ainsi il donna cœur aux généraux, persuada le prince, prit un crédit souverain sur tout cet état-major. Le duc de Bellune reçut l'ordre de quitter l'armée dans les vingt-quatre heures. M. de Lostende fut réclamé; les officiers rassurés. On franchit la Bidassoa, en tirant sur le drapeau tricolore que présentaient quelques réfugiés français. M. Ouvrard paya comptant et fort cher les bestiaux et les grains des paysans de la Biscaye. L'armée ne manqua de rien, et la population, déjà assez mal disposée pour le gouvernement des Cortès, se trouvant ménagée par les Français, fut tranquille et bienveillante.

Lorsque, trois ans après, les marchés passés avec M. Ouvrard aboutirent à une procédure devant la Chambre des pairs, ce que je viens de raconter nous apparut clairement, et je me rappelle qu'ayant à motiver mon opinion, ce fut là mon texte. Reprenant tout ce que M. Ouvrard avait fait pour le succès de cette guerre, je témoignai ma surprise de le voir ainsi poursuivi par un parti qui avait eu tant de joie et de gloire de l'expédition d'Espagne. Je fus très bien écouté, et point contredit, car je n'avais rien exagéré.

Dans cette procédure c'étaient les royalistes excessifs, qui, par attachement au duc de Bellune et par rancune de son renvoi, cherchaient à compromettre le général Guilleminot, sans ménager le dauphin; et c'était le parti libéral qui défendait la façon dont la guerre avait été conduite. Aussi le roi Charles X disait-il : « Ce sont les mauvais qui votent bien ! » Du reste, il y eut très peu d'esprit de parti, dans cette affaire.

DU BARON DE VANDEUVRE.

Vandeuvre, 16 mai 1823.

Je suis content de vous dire combien j'ai été satisfait de votre dernier discours (1); Victor m'a apporté le sien, la fin en est admirable. Celui de M. Molé n'était assurément pas le moins incisif; enfin tous trois vous vous êtes couverts de gloire. Vous n'êtes que trois, mais à vous trois vous valez une armée. Jamais on n'a parlé avec tant de talent et d'énergie et, aux injures près, jamais à notre Chambre on n'a rien dit de plus fort, aussi la vôtre, à ce qu'on m'a dit, a-t-elle été fort émue d'entendre un pareil langage (2). La nation doit vous en savoir gré et si la

(1) Prononcé à la Chambre des pairs, dans la discussion sur l'appel de la classe de 1823. (Voy. *Archives parlementaires*, 2e série, t. XXXIV, p. 998 et suiv.)

(2) En aucun temps, une opposition systématique n'a été possible à la Chambre des pairs; mais il y avait souvent un concert plus ou moins établi entre ceux qui réellement et en conscience étaient contraires à tel ou tel projet du cabinet. Dans les commencements du ministère de

Sainte-Alliance est offensée, vous avez bien mérité de la patrie. Mais quel va être son sort : Nous marchons sur Madrid. On parle de négociations. Pourront-elles avoir quelque résultat? J'en doute; les mêmes hommes ici qui ont voulu la guerre, ne permettront pas la paix.

D'une autre part voilà l'empereur de Russie sur les bords du Rhin : ce voyage est évidemment une menace ; l'Angleterre ne pourra plus longtemps garder

M. de Villèle, M. de Richelieu et ses amis furent les plus vifs à l'attaquer. Ils étaient piqués au jeu et avaient quelque espérance de le renverser; mais c'était justement cette espérance qui les empêchait de se rapprocher de nous. Nous votâmes ensemble sans nous consulter. Plus tard, quand on dut prévoir que le ministère allait durer et après la mort de M. de Richelieu, nous nous concertâmes avec M. Pasquier; nos rapports politiques se renouèrent facilement avec lui et ses amis du centre droit. Lorsqu'il y avait espoir de réussir et d'obtenir la majorité sur une question, nous laissions à M. Pasquier l'initiative et les honneurs de la discussion. Il n'inquiétait pas les cardinalistes; il pouvait en gagner quelques-uns, tandis que la couleur libérale les eût repoussés. Lorsqu'au contraire le ministère était à peu près sûr de la majorité, rien ne nous gênait pour exprimer notre opinion. J'étais en liaison intime avec M. de Broglie et sans nulle différence d'opinion. M. Molé un peu moins à gauche dans les commencements, marcha bien vite du même pas. M. de Talleyrand, que personne ne suivait, s'était mis avec nous. De session en session, la conduite du gouvernement réunissait et recrutait des opposants. Durant les six années de M. de Villèle, la conduite de l'opposition à la Chambre des pairs fut un modèle d'honorable sagesse et de bonne et noble conduite.

son orgueilleuse neutralité, voilà la guerre générale, et, dans ce grand conflit, la France, contre son gré sans doute, et contre son véritable instinct, mais courbée sous le joug d'un gouvernement qui méconnaît l'un et l'autre sera l'alliée des gouvernements absolus, contre les gouvernements constitutionnels, l'alliée de la Russie, esclave et barbare, contre l'Angleterre, libre et civilisée. Quelle est donc cette fatalité, qui toujours et par des moyens si divers amène ce colosse vers nous ! Bonaparte par la violence ; ceux-ci par leur faiblesse, nous causent les mêmes maux ; tout le sert, tout contribue à l'attirer sur nous, à agrandir sa puissance, à soumettre notre civilisation à la barbarie.

Je n'ai pas besoin de vous dire l'effet que produit ici la guerre d'Espagne, il est le même que partout, désapprobation complète, dédain et mépris, mais pas de crainte sérieuse pour le pays. La menace des puissances du Nord est bien autrement alarmante. C'est là le grand sujet de crainte, c'est là ce qui répand le trouble et l'effroi dans toutes les classes, ce qui arrête le développement de toutes les industries, suspend toutes les affaires, paralyse toute force et tout mouvement ; mais il faut pourtant encore l'avouer, quoi qu'il en coûte, cette menace ne ranime pas les courages ; elle comprime, et l'effet de la peur qu'elle inspire est de se taire, de trembler et d'obéir. Et quelles provinces ont plus souffert que les nôtres de la présence de l'étranger, dans quelle contrée est-il plus en honneur ? Les souvenirs sont récents, les plaies à peine cicatrisées : Eh bien, rien de tout cela ne peut donner de l'élan, on souffrira tout en silence.

Le mécontentement est extrême et la misère commence à se faire sentir. Une chose ne contribue pas peu à augmenter l'un et l'autre. Les denrées, comme vous savez, et le blé surtout sont à vil prix, les marchés sont encombrés, les cultivateurs ne trouvent pas à vendre ; ils avaient cru que les besoins de l'armée d'Espagne feraient faire quelques achats, On vient d'apprendre que le gouvernement fait acheter pour envoyer en Espagne des blés venus de la mer Noire, qui étaient en entrepôt à Marseille et ne pouvaient pas entrer en France. Cette nouvelle a porté une grande irritation dans les esprits. Je sais bien qu'il n'est pas plus juste d'exiger des gouvernements que des particuliers d'acheter du blé cher quand il peut en avoir à bon marché, mais nos laboureurs et nos fermiers ne sont pas assez avancés en économie politique pour ne pas faire ce raisonnement bien plus simple et bien plus à leur portée : « Pourquoi donner notre argent aux étrangers quand la France regorge de blés qu'elle ne peut vendre, quand le produit de la terre ne suffit plus à payer l'impôt? » Il est de fait que l'agriculture souffre beaucoup et qu'elle est menacée d'une très prochaine décadence. Nous n'en sommes pas encore au point où en est l'Angleterre à cet égard, mais nous y marchons à grands pas. N'allez pas me dire : « Monsieur Josse, vous êtes orfèvre, » j'en conviendrais tout de suite, mais nous sommes tous orfèvres, dans ce pays-ci, et c'est en définitive la classe la plus nombreuse en France. Elle vaut la peine qu'on y songe, mes champs sont beaux, mes récoltes sont belles, mes troupeaux nombreux, et, au bout de tout cela, je cours grand risque de mourir de faim, car mon blé et ma laine

me coûtent plus cher à faire venir que je ne trouve à les vendre.

Tout en vous occupant de vos *Ducs de Bourgogne*, pensez un peu à cela, cela en vaut la peine, mais en y pensant pensez aussi un peu à moi, qui ai tant d'amitié pour vous et qui donnerai encore la moitié du peu qui me reste pour vivre dans votre voisinage à la campagne comme à la ville et causer pendant une heure avec vous une fois par semaine.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 1er juin 1823.

Que vous êtes aimable, cher Prosper, de m'avoir écrit trois lettres charmantes, je ne puis assez vous en remercier, et je voudrais que vous sussiez combien c'est un charme dans la vie d'avoir un ami tel que vous. Comment se fait-il que je ne vous aie pas encore répondu ?... D'abord j'ai été un peu malade et puis mes petites filles aussi, ensuite je vous ai écrit, il y a quatre jours, une longue lettre, et je l'ai laissée tomber dans les rues de Genève et n'ai pu la retrouver : il n'y avait point encore d'adresse et elle ira épouvanter les syndics par son libéralisme. Tout ce que vous me dites de l'état des choses est bien spirituel, et vaut mille fois mieux que des nouvelles positives, car les faits sont beaucoup plus trompeurs que les impressions des gens distingués. En effet que sont les événements d'aujourd'hui si ce n'est ce que de part et d'autre on a annoncé, mais on est tout époufflé de voir le fait confirmer ce qu'on a dit, tant l'on croyait peu à ses propres paroles. Rien n'est changé

mais il faut attendre, les vanités et les intérêts personnels sont pressés; ils ont besoin du présent, il n'y a que les convictions réelles qui puissent vivre dans l'avenir; c'est pour cela que l'espérance est une vertu.

Nous avons trouvé ce pays-ci plus tranquille, l'alerte est passée. On a sacrifié les proscrits; on a renvoyé jusqu'à de pauvres musiciens qui avaient été, disait-on, jacobins il y a trente ans et qui ne s'en souvenaient plus depuis vingt; on a suspendu cette pauvre et taciturne liberté de la presse qui subsistait, et moyennant cela on espère être tranquille. Malgré toutes ces concessions, qui ne sont pas bien nobles, il y a un sentiment patriotique très vif, et une ferme décision de défendre son indépendance, tout le monde fait l'exercice; rien n'est plus militaire que l'aspect du pays, on entend des tambours de tous les côtés, on fait des revues, et cela est assez touchant quand on songe que le seul sentiment d'amour de la patrie anime tout cela. Il n'y a plus d'ultras, il n'y a qu'une même impression dans chacun : la peur d'être pris par les uns ou les autres. Ce dernier échantillon de liberté paisible sera-t-il conservé au milieu de l'Europe, ou faut-il qu'il subisse cette condition générale de bouleversement et de désordre?

J'ai été bien frappée du malheur de M. de Rémusat (1). Quelle suite de coups terribles, et combien c'est plus affreux d'avoir repris à l'espérance! Il semblait que son courage ne pouvait avoir été inutile. Ce que vous me dites de la vie de ce pauvre Charles est bien bizarre, mais qu'y a-t-il de plus bizarre que les formes

(1) M. de Rémusat venait de perdre son père, qui avait été amputé d'un bras quelques jours auparavant. C. B.

diverses de la douleur ? On se garde le secret sur l'étrangeté de ses propres impressions dans de pareils moments, et l'on fait bien, car on s'effrayerait en se dévoilant les uns les autres tout ce qu'il y a de trouble, de désordre intérieur. Il semble que l'âme soit livrée à une influence étrangère à elle, qui lui fait traverser les dispositions les plus diverses en peu d'instants. D'ailleurs, il y a dans les premiers instants d'une grande douleur un ébranlement général qui soutient, une impossibilité de croire à l'irréparable, une attente continuelle de quelque événement qui vous apportera un secours, la sympathie qu'on rencontre dans tous contribue à cette idée vague, il paraît presque que tout sera changé par ce qu'on éprouve et cela soulage, mais c'est quand chacun a pris son parti de votre peine, que tout reprend son cours habituel ; c'est alors que le chagrin retombe plus durement sur le cœur. Enfin il vient une époque où tout le monde vous croit consolé, où soi-même on croit souvent l'être et où les regrets déchirants reviennent s'emparer de l'âme, ne correspondent plus avec rien autour de soi, ne sont plus entendus, sans qu'on puisse s'en plaindre.

Ce que vous m'avez écrit sur ce morceau de madame Rillet (1) m'a beaucoup touchée : c'est bien ce que j'éprouve et pour ainsi dire tous les jours davantage je trouve quelque chose de terne en moi et

(1) Mademoiselle Necker de Germany, nièce de l'ancien ministre de Louis XVI, avait épousé M. Rillet, d'une vieille famille genevoise dont plusieurs membres ont été des hommes politiques, des littérateurs et des savants distingués. C. B.

dans les autres. Les plus grands événements n'agissent sur personne avec cette vivacité avec laquelle de beaucoup plus petits agissaient sur elle. Et cependant le spectacle est bien frappant! D'où vient que nous sommes des spectateurs si blasés, d'où vient qu'il y a en nous tant d'agitation et d'insouciance réunis ! Dites-moi cela, vous qui éprouvez aussi ce découragement, quoique je ne sache personne dont les impressions soient si originales, si animées, si brillantes, pour ainsi dire. C'est donc la faute du temps et pas la vôtre, et pas la mienne non plus, ce qui me rassure. De loin je sens plus vivement tout ce qui arrive; il faut donc que ce soient les hommes vus de près qui dégoûtent des choses, et pourtant on ne peut guère s'en passer pour faire aller le monde.

P.-S. — Le duc de San Carlos, qui va à la Régence, a passé l'hiver à Genève : c'est un homme sans esprit mais assez modéré. Il compte faire une Chambre des pairs, mais je crois qu'il faudrait la composer de ceux que Quesada aura pendus : ce serait une Chambre sage et tranquille.

Coppet, 6 juin 1823.

Je suis désolée, cher Prosper, de m'y être si mal prise pour vous écrire. J'ai adressé ma lettre à Paris au moment où vous partiez; je me dépêche d'écrire celle-ci afin que vous sachiez toute ma reconnaissance pour vos bonnes et charmantes lettres. Celle-ci est la troisième que je vous écris : comme j'en ai perdu une, cela ne compte pas.

J'ai reçu, en même temps que votre dernière lettre,

une lettre de M. Guizot plus décourageante que la vôtre ; il faut que cela soit bien général, puisque cela gagne jusqu'à lui. Ce que vous dites sur l'entrée à Madrid est tout à fait d'accord avec ce que nous avions conjecturé ; mais si, comme M. Guizot me l'écrit, le roi s'échappe de Séville, le duc d'Angoulême se dépêchera de faire quelque mauvais replâtrage et reviendra. Je crois que le gros du parti ne songe plus du tout à l'Espagne et ne pense qu'à profiter de la certitude qu'ils ont d'avoir une armée, et ils aimeront encore mieux avoir à l'exercer sur leurs compatriotes que sur les autres ; ce genre de charité bien ordonnée commence par soi-même, et, pendus pour pendus, ses concitoyens méritent d'être les premiers. Mais il y en a quelques autres qui veulent avoir les honneurs de la chose et ne rien tenir par aucun traité ; au reste, je pense que si le roi se sauve il n'y aura pas non plus à traiter. Alors tout sera pour le mieux et l'hiver prochain sera rude. Je ne sais si, au milieu de mon chagrin, je ne me sens pas capable de ne pas être fâchée de l'impuissance que montre ce côté gauche, qui nous a si malmenés et qui se croyait le monopole de l'amour de la liberté : il est vrai que nous souffrons cruellement de leur châtiment ; mais enfin, au moins nous persévérons, nous autres, et nous aurons tout ce qu'il y a d'honnête avec nous : c'est une grande consolation. Il y a quelque chose de bien vrai dans cette belle parole de l'Évangile qui dit : *Quand vous souffrez pour la justice, réjouissez-vous et tressaillez de joie.* Cela est vrai pour toutes les causes justes ; il y a une sorte de plaisir grave à sentir que tous les avantages humains sont contre soi quand on sait la vérité de son côté.

Je suis tout affligée de ce que vous me dites de vos enfants; je pense que la campagne les remettra bien; c'est un bonheur de les y voir : les miens sont bien heureux ici; en tout notre vie est pleine de douceur : j'ai passé plusieurs années à croire que je ne devais pas pouvoir supporter la solitude, et puis je je m'en tire à merveille; je m'inquiète quelquefois par l'idée que cela prouve que j'ai moins *d'abîmes dans le cœur*, comme je disais dans mon enfance, mais pourtant je prends mon parti de ce chagrin-là.

Victor voulait vous écrire, mais je ne lui ai pas laissé de place. Merci encore, mille fois merci de vos lettres qui font toute notre joie.

DE M. GUIZOT.

Paris, 14 juin 1823.

Je suis rentré dans une solitude presque aussi complète que la vôtre; j'entends seulement plus de bourdonnement autour de moi. J'ai pourtant vu quelques personnes ces jours-ci; les nouvelles du Portugal et de Séville m'ont mis en mouvement. Autant qu'on peut juger des premières, c'est un 7 juillet manqué à Lisbonne; tout le monde le croit, le gouvernement n'en fait pas grand bruit et la Bourse elle-même en a reçu cette impression. Du reste nous ne savons aucun détail de plus que ce qu'en disent les journaux. Quant à Séville, il est à peu près sûr qu'à force d'argent répandu autour et au dedans des Cortès on en était venu à espérer qu'on aurait une majorité qui s'opposerait au départ du roi pour Cadix et entamerait une négociation avec la régence de Madrid; les gens

achetés ont demandé que la délibération des Cortès sur la première de ces questions fût secrète, afin de pouvoir voter à leur aise; mais les constitutionnels se sont récriés, la séance a été publique, au milieu de spectateurs fort animés, et le départ du roi a été voté à l'unanimité, moins deux voix. Il est parti le 3, tenez-le pour certain. C'est le grand événement depuis votre départ; vous voyez d'ici quel nouveau caractère l'expédition en va prendre; il leur faut beaucoup plus de troupes, d'artillerie, de temps; ils le sentent bien et ont beaucoup d'humeur, d'autant que leurs affaires se gâtent de jour en jour en Catalogne, et assez pour qu'ils y envoient en toute hâte dix mille hommes. Ce ne sera point Lauriston qui ira commander le nouveau corps d'armée qu'on forme à Toulouse... Villèle a besoin de sa voix et le gardera ici. On parle du duc de Raguse.

Dalberg, de retour de Londres, dit que le ministère anglais se tient pour assuré de la neutralité de l'Europe, la Russie comprise; dans cette confiance il se moque de nous et de l'argent que nous dépensons en Espagne, répétant beaucoup que l'affaire sera longue et que nous y trouverons chaque jour de nouvelles difficultés. J'ai vu aussi d'autres arrivants de Londres qui tiennent le même langage; au fond l'Angleterre, peuple et ministres, n'ont jamais voulu s'en mêler activement: le pays est en grande prospérité et veut garder sa paix.

Vous aurez vu qu'on a signifié à madame de Bourcke, à lady Oxford et à Mrs Hutchinson l'ordre de quitter la France. Tout ce qui reste ici de nos amis se remue beaucoup pour madame de Bourke qui souffre pour M. de Talleyrand. On espère quelque chose.

Voilà tout ce qu'il y a de plus nouveau, mon cher ami. J'oublie seulement qu'on recommence à parler du renvoi de Peyronnet et du rappel de de Serre aux sceaux. Je n'en crois rien. Villèle ne peut vouloir s'affubler de de Serre. Cependant il paraît sûr qu'il quitte Naples et revient à Paris.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 19 juin 1823.

Je vous réponds tout de suite, cher Prosper, et je voudrais pouvoir être placée de manière à vous conter quelque chose qui vous amusât, car vous avez été parfaitement aimable pendant votre séjour à Paris. Depuis votre départ nous ne savons plus rien, et nos amis ne se soucient pas de nous instruire de ce qui se passe. Malheureusement cela ne fait pas que nous puissions l'ignorer, et voilà cette affaire de Portugal, qui est venue nous porter un coup terrible. Quel argument pour le vulgaire que les faits, et quelle longue durée cela prépare au joug de la Sainte-Alliance! Nous savons bien que cela ne termine pas l'affaire d'Espagne et que les difficultés restent bien grandes, mais pourtant, quand on ne s'inquiète pas, comme vous le dites, de livrer les uns au poignard des autres, quand on appelle ordre d'un côté ce qu'on appelle anarchie de l'autre, justice ce qu'on aurait appelé férocité, on a vite arrangé les affaires d'un pays. Je crois toujours qu'ils seront impatients de revenir jouir de leur succès chez eux.

On est ici fort inquiet et avec raison de la querelle du roi de Wurtemberg : ce n'est pas là une charte

concédée, c'est attaquer le gouvernement représentatif, parce qu'il est gouvernement représentatif, en se débarrassant des ennuyeux prétextes qu'on avait pris jusqu'à ce jour; le crime est de jouir d'une liberté quelconque. Qu'elle vienne d'un roi, d'un pape ou d'un peuple, elle est toujours coupable. Il semblait difficile de réunir l'impudence et l'hypocrisie; deux défauts qui s'excluent d'ordinaire: c'est pourtant ce à quoi réussissent merveilleusement les maîtres du monde aujourd'hui. Nous avons justement commencé le roman de Walter Scott, et c'est bien le moment d'examiner les diverses formes de la tyrannie. Je trouve bien, comme vous, qu'il semble plutôt avoir essayé de peindre et de comprendre ce temps par son esprit qu'il n'y est entré tout à fait par son imagination; je crois qu'il sait évoquer autour de lui les anciens temps de l'homme et que les souvenirs, les traces qui sont auprès de lui, rendent ces temps vivants, mais que, quand il s'agit d'un autre pays, ce n'est plus qu'une observation fine. Après cela, il y a un goût trop fort qui pèse en lui pour la royauté et qui le suit au milieu des plus grandes horreurs et il serait tenté de nous intéresser à Louis XI parce qu'il avait de nobles manières et quelque chose de royal. En tout il y a pourtant dans Walter Scott un grand fond d'indifférence et sous ce rapport il est symptomatique de notre temps; on ne peut tout raconter, tout peindre avec une sorte d'impartialité naïve sans choquer, mais quand une fois on réfléchit, on examine et on observe tant, il faut faire une plus grande part à l'indignation morale. C'est dégrader un peu l'intelligence que d'en faire un télescope qui regarde tout avec finesse et un miroir qui réfléchit tous les objets indifféremment. Cela même

nuit à son talent, car il y a bien une sorte de monotonie froide dans cette manière de peindre les caractères comme les costumes, sans attacher plus d'importance à leurs qualités morales qu'à la couleur de leurs vêtements.

Victor voulait vous écrire, mais il dit que l'affaire de Portugal lui a coupé bras et jambes et qu'il ne sait plus que dire. Il vous écrira quand il saura un peu plus ce qu'il pense. C'est bien triste; notre jeunesse se passera dans la lutte et notre vieillesse aussi peut-être. Que ne pouvons-nous au moins nous consoler ensemble! Savez-vous qu'il ne faut que deux jours pour venir de Clermont ici : il me semble que cela devrait nous rendre facile de nous voir, et pourtant je sens bien toutes les entraves qui nous arrêtent. Nous ne discuterions pas, je vous assure, car je m'en tire bien mal et j'ai un terrible besoin de m'entendre avec mes amis dans ce moment-ci.

A propos de discussions, on attaque beaucoup ce pays-ci par des discussions religieuses, et l'espoir de la Sainte-Alliance est de se faire demander un protectorat par les cantons catholiques ; l'enseignement mutuel vient d'être solennellement prohibé à Fribourg.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 23 juin 1823.

Je me suis enquis, et j'ai eu la certitude que personne n'a traduit ni ne s'occupe de traduire Reid ; s'il fallait cette circonstance pour vous donner courage à cette grave entreprise, vous pouvez la tenir pour certaine. Ce que cette tâche aurait de bon pour vous,

c'est que la difficulté ne serait pas dans la traduction, mais dans la nature du sujet, qui pour être bien entendu, exige qu'on se mette un peu au courant de la science.

Froissard est un gros in-folio imprimé il y a deux cents ans, sans notes, sans éclaircissements, peut-être est-ce encore une affaire que de le lire d'un bout à l'autre. Si j'étais avec vous, je vous choisirais les chapitres. Je ne sache pas un historien où il y ait rien de plus beau, par exemple, que le siège de Calais. Venez ici, et nous en lirons.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 27 juin 1823.

Le 1er août, nous nous établirons à Champlâtreux. C'est là que je voudrais vous tenir pour y causer et rêver à loisir. J'espère que nous ne nous bornerions pas à la politique, car j'en suis un peu rassasié. C'est pour moi un plaisir d'hiver : l'été j'aime à l'oublier. Le cours que les événements ont suivi et suivent encore ne m'a pas surpris; mais, en revanche, je n'avais pas prévu les hommes et ils m'ont encore beaucoup appris. Je ne savais pas qu'il y eût parmi eux si peu de principes fixes et de conscience politique. Je ne savais pas que l'intérêt et l'ambition fussent leurs uniques mobiles, et qu'au fond de ces phrases si retentissantes il fallût toujours lire ces mots : « Achetez-nous donc ! » *Apparent rari nantes in gurgite vasto.*

Nous sommes toujours dans l'ignorance de ce qui s'est passé en Portugal. En Espagne, les gens de la Foi secouent tous les jours davantage l'autorité de

M. le duc d'Angoulême ; la régence elle-même n'écoute plus ses conseils et réagit avec violence. Le prince donne, en toutes circonstances, de nouvelles preuves de sa sagesse et de sa modération. La réputation qu'il se fait sera le seul profit que la France retirera de cette guerre. Il est très grand, mais nous ne savons pas encore jusqu'où s'élèveront les maux que, d'ailleurs, elle nous attirera. On parle d'une nouvelle tentative à la Bessières, faite sur Madrid le 18, et qui aurait tenu la garnison sous les armes toute la journée. Cela serait d'une grande audace et prouverait qu'une partie des gens de la Foi lèvent déjà l'étendard contre nous. La régence a banni de la péninsule Martinez de la Rosa. Il vient, dit-on, à Paris. Ses collègues sont exilés et mis en surveillance dans différentes parties de l'Espagne. Le ministre anglais est toujours à Séville. On attend avec impatience de savoir s'il recevra de son cabinet l'ordre de se rendre à Cadix ou à Madrid.

DU BARON DE VANDEUVRE.

Coppet, 4 juillet 1823.

Que dites-vous de l'Angleterre qui laisse tranquillement la Sainte-Alliance étendre sa toute-puissance sur le continent, qui consent à voir renaître un Bonaparte en trois personnes, qui renonce à sa politique ancienne et sage qui voulait un système d'équilibre en Europe dans lequel elle pût intervenir et par lequel elle pût exercer son influence en faisant pencher la balance du côté où elle se porterait. M. Canning est bien au-dessous de ce qu'on avait attendu un moment : Ce n'est que le misérable héritier de Londonderry.

Ce pays-ci était pour moi une ancienne connaissance que j'ai eu un plaisir bien vif à revoir; la nature est admirable, mais ce qui me charme plus encore, c'est l'aspect de bonheur et de prospérité que présente le canton de Vaud. C'est pour moi une source inépuisable de réflexions, de comparaisons et de chagrins. De l'autre côté du Jura est la pauvreté et la barbarie, sur le bord du lac, la richesse et la civilisation. Quand on arrive au haut de ces montagnes et qu'on découvre le magnifique spectacle du lac et de ses bords, c'est le paradis terrestre. Toute la route de Lausanne à Genève est l'allée d'un vaste parc anglais dont cette multitude de maisons de campagne qui les bordent sont les fabriques. Voilà les fruits de trois siècles de liberté!

A Genève, Victor m'a fait connaître les personnes les plus marquantes et il y a là une réunion d'hommes telle qu'assurément aucune ville de France, Paris excepté, ne pourrait en offrir de semblable, et je leur ai su gré des honorables souvenirs qu'ils rattachent à votre nom. J'ai été passer quelques jours chez notre ami Châteauvieux, toujours le plus aimable des causeurs.

Je ne vous dis pas en détail toutes les tendresses dont je suis chargé pour vous. Vous savez combien ils vous aiment tous. Victor travaille toujours, il souffre moins qu'un autre; il vit dans l'avenir, et vous savez qu'il aime mieux avoir affaire aux choses et aux théories qu'aux hommes et aux affaires positives. Auguste et sa sœur s'occupent beaucoup de la grande altercation des méthodistes et des moralistes. Il paraît que les premiers ont un peu faibli depuis quelques mois.

DE M. GUIZOT.

Paris, 10 juillet 1823.

Mon cher ami, votre paquet partira demain. Je vous envoie l'*Histoire de Charles VII*, de Godefroy; elle est à moi, ainsi vous pouvez la garder tant que vous voudrez. J'y joins la troisième livraison des *Mémoires anglais* (1). J'aurais voulu vous envoyer aussi mes *Essais sur l'histoire de France*; mais ils ne paraîtront que dans quinze jours. Je chercherai une autre occasion. Il faut bien que les idées, sinon les personnes, aillent vous chercher dans votre solitude.

Je ne puis guère vous expédier que des idées, car il n'y a point de faits. Nous marchons vite, mais ennuyeusement et sans bruit. Hyde de Neuville part pour Lisbonne au lieu de Constantinople; il est chargé d'aller troubler là l'œuvre anglaise et se faire, contre les chartes octroyées, le champion du pouvoir absolu. Il est fort possible qu'il arrive à temps. On n'est pas pressé de donner les chartes et le ministère de Londres pourra bien se trouver déjoué. Hier on n'avait pas encore décidé si M. Hyde irait par mer ou par terre. Il insistait sur la dernière route, et avec raison. Mais on lui a beaucoup dit, cela est certain, qu'elle n'était pas sûre et qu'il lui faudrait un régiment d'escorte. Cela n'empêche pas qu'on ne triomphe et qu'on ait droit de triompher. Il est fort douteux que les Cortès tiennent longtemps à Cadix. Mais qu'y trouvera-t-on quand on y entrera? Personne ne peut le prévoir. Je

(1) *Collection des mémoires relatifs à la révolution d'Angleterre*, publiée par M. Guizot. C. B.

me crois sûr que Villèle, qui fait bonne contenance, est au fond très inquiet de la session prochaine et de l'élan des gens qui l'entourent; on lui demande déjà de faire voter l'impôt et le budget pour cinq ans, et il ne se juge pas en état de refuser au clergé la tenue des registres de l'état civil. Chateaubriand s'est rapproché de nouveau de M. de Blacas, qu'il a voulu faire ministre de la maison du roi à la place de Lauriston. Il a échoué, mais n'en est pas moins un peu compromis contre Villèle (1). Vous saurez par les jour-

(1) M. de Chateaubriand, dans son livre sur le *Congrès de Vérone*, raconte assez exactement ses rapports avec M. de Villèle et sa situation dans le ministère. Ils se convenaient fort mal l'un à l'autre, mais M. de Chateaubriand ne travaillait point à renverser M. de Villèle. Je ne sais s'il le désirait; certainement il ne pouvait en aucune façon l'espérer. M. de Chateaubriand, qui n'avait point une véritable vocation pour les affaires, ne les aimait que comme mouvement d'esprit, comme un intérêt vif dans la vie, un succès, plutôt qu'une occupation suivie. Très peu de temps après son arrivée au pouvoir, le ministère n'avait déjà plus pour lui le même attrait; son ambition était satisfaite, et, sans avoir nulle idée de se retirer, il avait de l'ennui et de l'humeur. Madame de Chateaubriand en avait encore davantage. Son amour-propre souffrait que son mari ne fût pas le maître, le premier. Elle-même, bien que personne de beaucoup d'esprit, ressentait quelque chagrin que madame de Villèle eût le pas sur elle. L'intérieur domestique de M. de Chateaubriand avait de l'influence sur lui, et l'isolait chaque jour davantage de M. de Villèle, à qui il déplaisait précisément par ses bons côtés. Ses relations habituelles avec la haute aristocratie, la société des salons, son entourage d'hommes de lettres et de gens d'esprit, son besoin d'obtenir dans

naux que le roi a été malade hier; il était mieux le soir. Voilà tout ce que je sais.

Vous avez raison de travailler. C'est un refuge et aussi un moyen d'action, bien éloigné, bien indirect, et pourtant réel. On ne peut pas empêcher qu'il n'y ait un public et qu'on n'imprime pour lui à Paris, de vingt mille à trente mille volumes par an. Je suis aussi frappé que vous de la dissolution de la société, de son inertie; je me demande d'où lui reviendra ce qui fait que les hommes agissent et agissent en commun. Je suis hors d'état de me répondre; et pourtant je suis sûr que cela sera, que ce pays-ci n'est point en train de périr, ni de s'asservir. J'ai des impatiences personnelles, des chagrins actuels; il n'est pas en mon pouvoir d'en avoir d'autres. Et même, pensez-y bien; quoique nous n'ayons plus vingt-cinq ans, nous sommes jeunes encore et avons, à coup sûr, la vie plus dure que tout ceci. Il n'y a vraiment pas lieu au découragement; et parmi les hommes dont on se souvient parce qu'ils ne se sont pas découragés, il en est bien peu qui n'aient point passé par de plus rudes épreuves et subi des revers qui semblaient bien plus en possession de l'avenir.

Je le crois bien que vous êtes content des *Tablettes*; elles sont charmantes et font assez d'effet pour qu'on espère qu'elles en feront davantage, si Dieu leur prête

cette région élevée une sorte de popularité, les avances qu'il faisait pour la gagner, la façon large et tolérante avec laquelle il professait les opinions royalistes, tout cela était antipathique à M. de Villèle, et le faisait apparaître sous un aspect de bourgeoisie et de médiocrité qu'il ne voulait pas endurer.

vie. Certainement ces jeunes gens ont beaucoup d'esprit, et vous en verrez poindre de jour en jour quelqu'un de plus. Je me rappelle que Baring me dit un jour que les *whigs* ne recrutaient plus en Angleterre presque aucun jeune homme distingué, qu'ils se faisaient tous *tories* ou radicaux. J'en conclus, et il en convint, que les *whigs* étaient un parti perdu. Tous les jeunes gens distingués viennent à nous.

LES « TABLETTES UNIVERSELLES ».

Les *Tablettes universelles* étaient un journal fort spirituel. M. Thiers y rédigeait un bulletin politique qui avait grand succès. M. de Rémusat, M. de Guizard, d'autres de cette société, y écrivaient des articles. Son directeur, M. Coste, jeune homme arrivé récemment du Midi, Gascon d'esprit et d'accent, plaisait beaucoup à nos jeunes amis, et même à M. Guizot. Il avait toujours quelque projet en tête, toujours quelque entreprise littéraire à proposer, et toute l'activité et le charlatanisme nécessaires pour les faire réussir, ou du moins pour faire croire au succès. Le bureau des *Tablettes universelles* était devenu un point de réunion. M. Coste avait pris un bel appartement ; il y donnait des dîners ; on y était fort gai, animé de conversation et de vin de Champagne. M. Coste est un des premiers modèles de ce caractère journaliste, tant imité depuis. C'est presque lui qui a commencé à faire de l'esprit et du talent de rédaction une industrie et un commerce très profitables. Dès lors les rédacteurs de journaux prirent l'habitude et le besoin de rechercher les jouissances du luxe, de se passer largement leurs fantaisies, d'être ce qu'on a

appelé depuis, des viveurs. Avant tout, il fallait beaucoup d'argent à M. Coste. Il pouvait, sinon changer complètement d'opinion, du moins la modifier de façon à gagner davantage. Du reste, hardi à soutenir la nuance qu'il adoptait, ne ménageant rien, ni personne, courant après le succès et le débit par tous les moyens, ne reculant pas devant un duel dans l'occasion. Sa façon d'être amusait ses collaborateurs et ses convives. De lui date le cynisme de la rédaction des journaux, le marchandage des opinions, la rouerie littéraire et politique qui ont fini par jouer un si grand rôle dans les affaires.

M. Coste, embarrassé d'argent, vendit un jour les *Tablettes* au ministère. C'était une espèce de trahison, mais il sut ne se point brouiller avec ses collaborateurs. Ils fermèrent les yeux sur un tel procédé avec une bienveillante indifférence. Ils n'avaient pas songé à avoir pour lui de l'estime, et leurs relations de camaraderie ne cessaient pas pour cela de leur convenir. Trois ans après, M. Coste fonda le journal le *Temps*, sous le patronage de la gauche modérée. En juillet 1830, il se montra fort courageux dans sa résistance aux ordonnances, et ce fut au bureau de son journal que commença la lutte.

DE LA DUCHESSE DE DINO (1).

Paris, 14 juillet 1823.

Il ne faudrait pas être au moment de monter en voiture pour répondre à la plus aimable lettre du monde;

(1) Voy. à Appendice.

il faudrait avoir et du temps et de la liberté d'esprit pour vous remercier avec détail. Mais je n'ai ni temps ni liberté, et cependant je ne veux point quitter la France sans vous dire à quel point je trouve que vous avez raison lorsque vous m'écrivez que l'on s'y trouve mieux qu'ailleurs, et qu'en dépit de toute l'obscurité des hommes qui se plaisent à la gâter, on ne saurait se trouver à l'aise qu'ici quand on y est arrivé à des habitudes d'esprit, de goût et d'affection. Je pars désolée de m'en aller, de quitter mes enfants, mes amis, et de laisser M. de Talleyrand fort seul. En vérité, tout le bien que l'on me fait espérer des eaux, et celui que mes affaires peuvent retirer de ma présence, ne me paraissent pas valoir tous les ennuis de l'absence. Il y a dans les préparatifs seuls d'un lointain voyage quelque chose de sinistre. Les lettres que l'on déchire, ces papiers brûlés ou cachetés, cet ordre que l'on met à tout; ces adieux, ces recommandations, tout ressemble à ce qui précéderait le plus long des voyages si on avait la connaissance du moment où il faudrait l'entreprendre. L'absence me paraît la mort placée tout à coup au milieu de la vie. Mon Dieu! que je vous écris là des choses qui, peut-être, n'ont pas le sens commun. Mais j'ai un mal au foie dont le plus léger inconvénient n'est pas l'espèce de mélancolie qui en est le résultat.

Je pars fort découragée de santé, d'esprit, de volonté, et j'ai de la peine à me persuader que dans sept semaines je serai revenue à Paris, dans deux mois à Valençay (1), et que dans deux mois aussi j'aurai le vrai

(1) Propriété du prince de Talleyrand, dans le département de l'Indre. C. B.

et très sincère plaisir de vous revoir. Tout ce qui est bien, tout ce qui est doux me semble s'arranger si mal de moi que je n'ose y croire. Adieu, monsieur, je rapporterai de l'Allemagne peut-être un peu de cette force que rend l'air natal, mais bien plus certainement encore une disposition d'esprit et de cœur tout à l'avantage de ma seconde patrie; imposée d'abord, je l'ai adoptée depuis, et ce n'est qu'ici que je veux chercher abri et repos.

J'ai bien peur que cette lettre ne vous paraisse écrite sur le bureau de notre amie madame de C***, tant elle est digne de ses *sombres*.

Adieu donc.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Paris, 15 juillet 1823.

La lettre que vous avez eu la bonté de m'écrire, et dont je vous remercie, a été me chercher à Bourbon-l'Archambault où je n'étais plus et vient de m'arriver à Paris. Solitude pour solitude, j'aimais mieux celle de Bourbon; car à Bourbon j'étais dispensé de parler de nouvelles, et de Paris la décence exige que j'essaye de vous en donner.

L'Espagne fournit à peine à des bulletins. Les tentatives des Anglais pour amener à une transaction sont jusqu'à présent sans succès. On espère beaucoup d'un nouvel effort de M. A. Court (1). Les Rothschild exigent qu'elle réussisse. Le prix qu'ils ont donné de leur

(1) Ambassadeur d'Angleterre en Espagne. C. B.

emprunt prouve que c'est là leur opinion. Le roi a été souffrant la semaine dernière, mais il est sensiblement mieux. Les écoulements de ses jambes ont repris leur cours; et il faut espérer que cette crise-ci n'aura aucune suite; surtout avec le régime auquel il me paraît se soumettre. On vient d'ôter à M. de La Rochefoucauld (1) toutes ses places, conseil des prisons, inspection de l'école des arts et métiers, conseil des hôpitaux, conseil du département de l'Oise; et tout cela par une même ordonnance dont il a reçu hier l'ampliation. La ville de Paris perd là bien du zèle et bien des lumières.

Les élections sont annoncées pour le mois d'octobre. Madame de Dino sera de retour dans tous les premiers jours de septembre; et elle espère, ainsi que moi, que c'est là votre date pour Valençay.

Savez-vous qu'il y a aux archives des affaires étrangères quelques manuscrits qui, à ce que l'on dit, jettent assez de jour sur l'histoire de tel ou tel duc de Bourgogne? Je puis non pas en avoir communication, mais savoir le nom des auteurs. Vous jugerez de la confiance qu'ils méritent.

M. Molé est encore ici pour quinze jours. M. Pasquier prend un peu à rebours l'usage établi. Autrefois, quand on se destinait aux affaires étrangères, on commençait par voyager. M. Pasquier fait tout différemment: il voyage quand il les quitte. Il est à présent en Hollande. M. de Nansouty doit lui donner, pour ses étrennes, un bel exemplaire du traité de Westphalie.

(1) M. le duc de La Rochefoucauld-Liancourt. C. B.

DE M. DE RÉMUSAT.

Benais, 18 juillet 1823.

Je crois un peu plus que vous au progrès de ces gens-ci. Il est bien vrai qu'ils n'ont pu, dans le dernier siècle, maîtriser l'éducation, quoiqu'ils la possédassent, mais il n'y avait point non plus l'expérience de la Révolution, qui donne des craintes aux timides, des scrupules aux honnêtes ; on se jetait dans la nouveauté sans inquiétude et sans restriction. Il n'en est plus ainsi : l'apologie est de notre côté ; je suis fort sûr que l'avenir est à nous, mais la réaction peut être plus ou moins longue, le balancement peut plus ou moins durer. Et c'est là ce qui m'occupe, parce que la vie est courte. On me dit d'ailleurs et je le crois, qu'il y a une décadence universelle dans toutes les écoles, même dans l'étude des innocentes humanités. Jamais, en effet, gouvernement n'a eu, comme eux, sciemment et systématiquement, la haine de tout développement matériel et moral. Nos avocats prétendent que tous ceux qui sortent de l'École de droit sont différents d'eux et que la très jeune génération du barreau est tout affiliée à la Société des bonnes études. Enfin je vois que le succès est de ce côté, et je le redoute dans un pays comme le nôtre.

Les obstacles paraissent cependant s'accumuler en Espagne ; on prétend que les habiles du parti souhaitent que la guerre dure afin de prolonger un état d'excitation au dehors, et de calme au dedans, qui leur donne tous les avantages réunis du désordre et de la tranquillité. Quant aux désertions dont vous me parlez, elles sont probables, mais surtout dans la

masse du parti ; tous ceux qui ont un nom n'oseront pas, hors pourtant dans votre Chambre où la vie publique se passe incognito. Il est bien vrai que les militaires sont fort ébranlés, et ceux qui restent de l'opposition fort embarrassés. Il n'y pas jusqu'aux faiseurs de lithographies patriotiques qui ne sachent comment s'en tirer. Horace Vernet a l'air d'un entêté et d'un radoteur.

En présence de tout cela, je vous félicite de votre repos et du travail qui l'anime. Continuez, c'est un plaisir de le faire, ce sera une gloire de l'avoir fait. Je crois le moment excellent. Je vois depuis quelque temps bon nombre de gens que vous ne connaissez guère, et qui attendent votre ouvrage. Il me paraît qu'il sera compris ; il me paraît qu'il répondra à un certain besoin d'esprit que Walter Scott a développé en le satisfaisant. Walter Scott est un grand exemple, et son succès un événement caractéristique de l'époque à maintenir. Celui de *Quentin* est prodigieux, et, à mon avis, très mérité. On lit *Delphine* ici, quelle différence ! et quelle autre espèce de vérité. C'eût été une chose fort curieuse que l'effet de ces romans-là sur madame de Staël. Elle n'avait rien prévu de semblable, et n'en avait, je crois, nul besoin ; elle était trop vraie pour ne point sentir tant de vérité ; mais elle eût été au premier moment surprise et peut-être un peu fâchée.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 21 juillet 1823.

J'ai été quelque temps sans vous écrire, cher Prosper, parce que la première partie de ce mois amène de si

cruels anniversaires pour nous que je n'ai le cœur à rien faire. L'état des choses aussi me donne assez de découragement, il faut que j'aie plus d'espérances, plus d'ambition même peut-être que je ne le savais moi-même, car je me sens abattue par l'idée que nous voilà établis pour dix ans dans cette situation. Je me représente surtout tristement notre hiver : ce qui m'ennuie le plus ce sont les espérances et les crédulités badaudes que nous reprendrons quinze jours après notre arrivée ; il y aura encore des gens qui s'en iront dans un coin de la chambre pour se dire ce que tout le monde sait, des dîners où l'on se répétera ce qu'il faudrait dire si l'on avait le moyen et le courage de parler, ce qu'il faudrait faire si l'on avait la puissance et l'envie de faire, tout cela m'ennuie d'avance.

Ne faudrait-il pas tâcher de tourner sa pensée vers d'autres objets, tout en restant toujours à son poste pour faire son devoir avec fermeté? La politique dépasse l'intérêt de la conversation, elle est trop âpre entre avis différents, trop monotone entre gens qui pensent de même, quand une fois un sujet devient trop intime et trop pénible la conversation est faite pour en distraire et non pour y ramener toujours, mon goût serait d'en beaucoup moins parler et de rafraîchir l'âme par d'autres pensées, peut-être en sentirait-on plus tôt et plus juste, car, en vérité, le pays a dépensé son énergie en paroles, et peut-être que si on le force au silence, cela lui sera utile sous ce rapport en lui redonnant du ton pour en parler encore. Néanmoins il faut vous dire que la Diète vient de prendre de nouvelles mesures plus sévères contre la *liberté de la presse possible* (car elle n'existe pas) et contre les réfugiés qui ne sont plus. Ils donnent

pour raison qu'ils aiment mieux céder par avance ce que la Sainte-Alliance leur demanderait. Ils trouvent cela plus digne, il me semble que c'est montrer de la peur avant la menace, ce qui n'est pas beaucoup plus noble que d'en montrer après. Les gouvernements suisses ont un reste d'antipathie pour la liberté dont leur amour de l'indépendance ne les guérit pas, et ils voudraient bien pouvoir conserver ce qu'ils aiment aux dépens de ce qu'ils n'aiment pas, mais les deux choses se tiennent de trop près.

Mon admiration pour le roman de Walter Scott a augmenté en le finissant; cette réconciliation des deux rois, cette hardiesse brutale de Charles, cette façon dont Louis XI le gagne par des plaisanteries grossières, tout cela est merveilleusement peint, et si Walter Scott est *tory* son talent est bien comme le prophète Balaam qui dit la vérité malgré lui, car personne n'a inspiré une plus parfaite aversion de tout cela. Je lis à présent Sismondi lentement et avec mesure; j'en suis pourtant plus satisfaite que je ne croyais. Il me paraît égal à nos fameux historiens modernes, tels que Hume et même Robertson, et il ne m'ennuie pas plus que ceux-là ne m'ont ennuyée, mais c'est déjà bien assez; c'est peindre sans couleur, mais une fois ce genre admis il y a plus de noblesse dans les sentiments, de justesse et même d'esprit dans les réflexions que l'on n'en rencontre ailleurs. Sa haine des prêtres est fatigante. Je suis certaine qu'il est véridique et par conséquent il se croit juste, mais comme il n'a pas l'imagination nécessaire pour se transporter dans un autre temps, il voit les actions indépendamment des motifs, des sentiments, des pensées, et il ne leur rend aucune justice; il juge Hugues Capet comme il

jugerait un syndic de Genève au XIXe siècle; il ne peut pas saisir les différences des manières d'être, et la même raison qui l'empêche de peindre l'empêche aussi de juger avec équité. Je crois que les hommes valaient mieux que leurs actes dans ces temps-là, et le contraire est assez vrai aujourd'hui ; les intentions sont plus perverses que les faits ne les manifestent et c'est ce qui explique comment *nous*, qui jugeons les intentions, nous trouvions l'état actuel plus insupportable qu'il ne l'est matériellement. Vous voyez toutes les destitutions du duc de La Rochefoucauld. Quel scandale inouï! Ainsi il faut un certificat d'ultra pour faire la charité comme pour la recevoir!

Adieu, cher Prosper, voilà un long bavardage, je suis bien aise que vous avanciez votre ouvrage. C'est bien vous qui avez cette imagination qui est en même temps la justesse de l'esprit. Victor vous dit mille choses; il travaille toujours *quand même*. Si quelque chose égaye pour moi cette perspective brune de notre hiver, c'est que nous vous y retrouverons.

DE M. ROYER-COLLARD.

Châteauvieux, 22 juillet 1823.

Je suis ici reposé, comme vous, de n'être plus à Paris, de ne plus assister, de ne plus voir, de ne plus entendre. Vous avez, vous, un travail qui vous plaît, et dont les difficultés sont surmontées; je n'ai point de distraction de ce genre, mais j'ai une extrême facilité à recevoir toutes celles que donnent le séjour de campagne et le gouvernement d'une propriété. Il y a de longues portions de ma vie qui répondent à ce

genre d'occupation, et qui me les ont rendues familières et intéressantes. Cependant, quelques pensées m'ont suivi et me préoccupent. Mon attention a été fortement ramenée, en dernier lieu, vers d'autres temps que j'avais presque oubliés, et ces temps éclairent beaucoup ceux où nous vivons, et en sont éclairés à leur tour. On trouve, dans les uns et aussi les autres, la question de la légitimité et des restaurations qui fait précisément tant de bruit dans le monde. Je crois qu'il reste quelque chose à dire là-dessus, et qu'on n'y a pas épuisé ni la morale, ni la politique, ni les rapports si nouveaux des gouvernements avec le peuple.

Ce pays-ci n'est pas en France; on n'y sait rien; on n'y pense à rien; on n'y dit rien. Mais j'ai entendu dire, *à Paris*, que vous viendriez à Valençay; en ce cas vous viendriez à Châteauvieux. Je ne suis pas en état de vous attirer de cinquante ou soixante lieues, mais quand vous en serez à quatre ou cinq j'espère que je suffirai. Je serais heureux de causer quelques heures avec vous. Je voudrais avoir vu votre ermitage et je serais bien heureux que vous ayez vu le mien : Vous me laisserez de la vie et du mouvement pour trois mois.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles (1), 8 août 1823.

Méphistophélès dit qu'il fait le mal de tout son cœur et qu'en dépit qu'il en ait, il concourt au bien général.

(1) Propriété de M. de Sainte-Aulaire dans le département de Seine-et-Oise. C. B.

J'espère que nos ministres feront de même et qu'il sortira quelque chose de bon de l'effroyable confusion où ils ont jeté l'Espagne. Il me paraît bien difficile qu'ils finissent cette affaire et alors ils mourront à la peine; ce sera un bon débarras et s'ils trouvent une issue nécessairement ils se sépareront des plus fougueux du parti. — Vous aurez vu l'attaque du *Journal des Débats* contre le *Drapeau blanc*; elle était vive et promet bonne guerre. Il y a peu de moyens pour être informé de ce qui se passe, même quand on vient quelquefois à Paris, parce qu'il y reste peu de monde et les secrets du ministère n'arrivent au vulgaire que par la transpiration insensible des salons, mais d'ici à peu de semaines tout sera décidé, car si Cadix n'était pas pris, la certitude serait acquise qu'on ne le prendra pas.

Dans l'itinéraire qu'on m'envoie de Hambourg (1), Barante est marqué comme gîte pour le 15 septembre : les voyageurs sont bien heureux; je voudrais bien avoir de telles chances. Plus je vieillis, plus je trouve qu'il est contre toute raison d'arranger ses habitudes de manière à ne pas voir du tout pendant l'été ceux qu'on est si aise de voir souvent pendant l'hiver; le soleil et le beau temps ne me consoleraient pas de mes amis, encore cette année n'ont-ils rien fait pour cela. Si je passais quelques jours à Barante, tout le temps pendant lequel je craindrais de fatiguer le seigneur et la dame du château, je l'emploierais à dévorer votre *Histoire des ducs de Bourgogne*; elle aurait pour

(1) Le duc et la duchesse Decazes revenaient de Copenhague où ils avaient été présenter leurs hommages au roi de Danemark, en qualité de duc et duchesse de Glüksberg. C. B.

moi un double intérêt en ce moment, car je vous confie que la passion m'a pris de lire et d'écrire l'histoire. Sismondi m'intéresse autant que cela est possible quand on m'ennuie. Je suis bien sûr que ce n'est point à ce prix que vous mettez l'instruction.

Au reste, si je me laisse aller à la séduction que j'éprouve en ce moment, je prendrai un petit cadre proportionné à ma paresse; elle s'épouvante des vieilles chartes, des chroniques gauloises et du mauvais latin. Je voudrais prendre, à cent ou deux cents ans de distance, une des époques dont les faits sont les plus connus et prouver que ceux-là mêmes sont les moins compris, parce que l'expérience du présent est souvent nécessaire pour comprendre le passé, parce qu'il ne suffit pas toujours d'avoir été acteur et même homme de génie comme le cardinal de Retz pour bien savoir ce qu'on a fait. Je voudrais analyser les faits et leurs causes, et mettre en lumière entre ces causes celles que nous connaissons comme puissantes et efficaces sur les événements de nos jours; enfin je voudrais me placer en 1823, et interroger, du salon de madame de Broglie, les hommes et les choses du temps passé. Je sais bien que, dans un travail ainsi dirigé, il faudrait se méfier de l'esprit de système et de parti, et prendre garde de ne faire qu'un pamphlet. On perdrait de la couleur locale et la vérité ne serait plus dans les formes, mais elle serait, je crois, plus substantielle. Croyez-vous, par exemple, que si vous vouliez juger des agréments d'Alcibiade, et que vous puissiez l'évoquer, il ne serait pas mieux de l'habiller à la française et de lui faire apprendre à fond la révérence par un danseur de l'Opéra? Croyez-vous qu'il trouvât une femme à Paris qui appréciât

ses agréments sous leur ancienne forme et serait-il bien connu s'il était ridicule? Il en est, je crois, des faits généraux comme des individualités. Des rapports existent dans le fond, dépouillez les formes, les rapports communs apparaîtront et l'histoire aura plus d'utilité pratique. Aujourd'hui les individus se perdent dans les masses : jadis l'ordre social était disposé de telle sorte que les masses se cachaient derrière les individus (qui les représentaient, mais qu'ils dirigeaient à leur insu). A cause de cela on a écrit l'histoire avec des noms propres, et on a raconté comme des anecdotes frivoles et personnelles des faits généraux. Mais, adieu, cher ami, je m'effraye du bavardage auquel je me laisse aller; il n'y a pas de justice, à moi qui crains l'avenir et qui certes n'aurai jamais de revanche à prendre avec vous, à vous écrire de pareilles lettres.

M. de Talleyrand est encore à Paris; j'y ai dîné hier avec Foy, mais tous deux partiront avant la fin du mois. Je crois l'élection du dernier certaine : on en dit autant de celle de Girardin. Entre nous, j'y tiens un peu moins. Du reste, nous serons battus partout, même avec Sébastiani, ce qui est regrettable.

DE M. DE RÉMUSAT.

Lafitte (1), 10 août 1823.

Je ne sais rien et je ne vous rapporterai pas une observation locale. Ce pays n'est pas symptomatique. La guerre n'a presque aucun effet, soit en bien soit

(1) Propriété de M. de Rémusat dans la Haute-Garonne.

C. B.

en mal, sur sa prospérité ; on n'y sait pas les nouvelles. Les ultras sont les maîtres, sans beaucoup tourmenter ; les libéraux sont à peine du centre gauche et d'une platitude infatigable : ils ne s'avouent pas. A Toulouse, il n'y a de réellement puissants que les prêtres. C'est une ville de l'ancien régime, c'est plutôt une ville d'Espagne : on n'y voit que des abbés, sans compter les religieuses et nombre de moines de Catalogne et de Navarre. Il y a une poignée de gens qui crient très fort dans un café fort connu contre M. de Villèle et son opinion ; mais, en fait, le pays est fier de lui ; la masse des libéraux s'y rattache ; la bonne compagnie s'en moque un peu, comme n'étant pas des siens, mais elle est prête à tout faire pour lui. Du reste, il faut lui rendre la justice qu'il a très peu destitué et qu'il n'a presque rien donné à ses parents ni à ses amis.

On assure à Paris qu'il faut compter sur une longue résistance de Cadix. C'est quelque chose de curieux que de voir ainsi un siècle et tout l'avenir de l'Europe acculé et cerné à l'une de ses extrémités, et l'ordre nouveau, comme nous disons, risquant de n'avoir plus qu'à se jeter à la mer, ou peut-être destiné à s'élancer de là, pour reconquérir notre monde. Si pareille chose arrivait, ce seraient cependant dix mille miliciens de Madrid et la bande de Mina qui auraient sauvé l'humanité.

Amen, je ne puis mieux finir.

DU GÉNÉRAL FOY.

Paris, 10 août 1823.

Vous êtes plus heureux que nous, monsieur, avec vos Bourguignons et vos Armagnacs : la passion que

vous portez aux hommes et aux choses du XVe siècle vous désintéresse d'autant des événements du XIXe siècle. J'ai différé de vous écrire presque jusqu'à la veille de mon départ. Que vous aurais-je dit de plus juste et de mieux exprimé que ce que me dit votre lettre? Ils vivent de notre inertie. Eh! oui, sans doute, ils en vivent, et ce qu'il y a de pire, c'est que cette inertie n'est pas un accident, un hasard. Elle a son principe dans notre organisation sociale. D'une part, la puissance publique tout entière concentrée dans les mains d'un parti. De l'autre part, un nombre immense d'individus mécontents, mais isolés les uns des autres et dépouillés de tout moyen de résister légalement à l'oppression. Plus de protection par la justice, plus d'élections, et probablement bientôt plus d'assemblées. Cependant le gouvernement évite ce qui pourrait émouvoir la multitude. L'armée est incomplète et on ne lève pas la conscription de 1823. On sent que les levées d'hommes touchent plus vivement les classes inférieures que l'augmentation de la dette publique.

Paris est désert. Ceux qui restent n'en sont pas pour cela moins actifs à la Bourse et moins alertes aux nouvelles. On passe rapidement d'une impression à l'autre. La semaine dernière, le léger échec éprouvé par le général Bourke (1) devant La Corogne ou plutôt devant Sir Robert Wilson, car sans Wilson (2) Bourke

(1) Le général Bourke commandait une des divisions de notre 1er corps d'armée, placé sous les ordres du maréchal duc de Reggio. C. B.

(2) Général anglais qui avait pris du service dans l'armée constitutionnelle. C. B.

aurait probablement réussi, ce léger échec était le sujet de toutes les conversations. Puis venaient la résistance de la Catalogne, les guérillas autour de Madrid, Ballesteros évitant le combat et se conservant intact dans la Manche. On ne doutait pas que Cadix ne tînt jusqu'à l'hiver. Aujourd'hui c'est tout autre chose. Ballesteros, forcé d'accepter le combat, a, comme de raison, été battu et a reconnu la régence. Bien plus, des négociations paraissent être entamées avec les Cortès par l'influence anglaise. On dit que M. le duc d'Angoulême n'aurait pas quitté Madrid, s'il n'était sûr de trouver au Port-Sainte-Marie les clefs de Cadix. Le roi donnerait, dans l'île de Léon, une constitution à ses peuples. Les Morillo et les Ballesteros seraient les soutiens du nouveau régime constitutionnel.

Nous verrons ce qu'on dira et fera dans huit jours. Au fond la question est nette. Rien ne sera fini en Espagne, tant que Cadix tiendra. Rien encore ne sera fini, après que Cadix aura capitulé. Car, en conséquence de la capitulation, qui aura le pouvoir? Seront-ce les Cortès ou les hommes de la Foi? Les vainqueurs, quels qu'ils soient, feront pendre les vaincus. Certes, ce n'est pas Ferdinand, le Ferdinand de 1814 et du 7 juillet 1822, qui aura le désir et la force de donner à ses peuples la paix et un gouvernement raisonnable. Cet ordre de choses présentera nécessairement de grandes difficultés au ministère actuel. Vers la fin de cette année M. de Villèle retardera l'ouverture de la session prochaine jusqu'au jour où il pourra présenter aux Chambres du définitif ou quelque chose qu'il croira en approcher. M. de Chateaubriand fait dès à présent ses dispositions pour triompher avec M. de Villèle et ne pas tomber avec lui. Il veut mettre à la mode, dans

la haute aristocratie, le constitutionnalisme du *Conservateur*. Le débat sera probablement entre M. de Villèle et M. de Blacas.

Je vais partir pour la campagne. J'y emmène ma tribu qui est plus nombreuse que la vôtre. Je reviendrai à Paris dans les premiers jours de décembre. J'espère vous y retrouver alors, monsieur. Vous y arriverez prêt à nous enrichir de vos travaux. Votre *Histoire de Bourgogne* aura un succès immense. Lorsqu'avec un esprit philosophique et profond on sait se faire chroniqueur naïf à la manière des *Mémoires* de madame de La Rochejaquelein, c'est tout à fait une révolution dans la manière d'écrire l'histoire.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Paris, 11 août 1823.

J'ai lu dans quelque moraliste de second ordre que les personnes qui se vantent avec le plus d'affectation d'une qualité, ont habituellement le défaut contraire : il me semble que cela pourrait se généraliser et que l'on pourrait dire qu'il faut se tenir en garde contre les éloges que les nations se donnent à elles-mêmes. Depuis six mois et particulièrement dans le *Moniteur* d'aujourd'hui, je ne vois rien de ce que les Espagnols nous disaient d'eux. Les nouvelles sont toutes dans les journaux, ils n'en oublient pas une, pas même les vacances de la Diète de Francfort, que je ne savais pas assez fatiguée pour avoir besoin de repos.

On ne voit à Paris que des figures d'été, et celles-là, je ne les connais guère : c'est la première fois, depuis la Restauration, que je passe le mois d'août à Paris.

Toute l'élégance de Paris est à Saint-Germain. C'est là que se font toutes les belles et jeunes réunions anglaises et françaises.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 13 août 1823.

Vous prenez la chose mieux que moi, chère Sophie, elle m'a donné et me donne encore du chagrin et de l'humeur (1). Je sais bien que l'intolérance politique, tout odieuse qu'elle serait, n'est même que le prétexte. C'est de l'envie et rien autre chose. C'est un malheur et une honte de notre temps, que le rôle de l'envie dans tout ce qui se fait. Une position agréable, ou qu'on suppose telle, ne se pardonne guère. M. Mounier m'écrivait l'autre jour, précisément à propos de ceci :

« Dans notre forme de gouvernement, il est naturel ou du moins ordinaire que ceux qui portent les drapeaux d'une opinion triomphent ou succombent avec elle. Mais Anisson n'était pas dans un mouvement politique qui le portât sous les batteries, et il avait, pour se défendre, son nom, les malheurs de sa famille (2), sa capacité et ses excellentes qualités, mais la belle maison d'Aspinum se retrouve dans les destitutions aussi bien que dans les proscriptions. »

Heureusement la destitution est un synonyme fort

(1) Le gouvernement venait de retirer à M. Anisson du Perron la direction de l'Imprimerie royale. C. B.

(2) Le père et la mère de M. Anisson du Perron avaient été guillotinés sous la Terreur. C. B.

radouci de la proscription, et je promets bien de ne point parler des persécutions que j'ai éprouvées, comme faisaient les ultras, quand ils n'avaient point d'appointements.

Je suis dans le bruit, dans la poussière, et, qui pis est, dans l'ennui de mon entreprise d'embellissement. Je n'en ai encore que le dérangement et la malpropreté. Ma consolation pour toutes choses, c'est ma besogne quotidienne : j'y suis exact comme une horloge, et je crains souvent qu'une si longue tâche n'entraîne avec elle une monotonie et une négligence nécessaires. Ce qu'il y a de sûr, c'est que je finirai aujourd'hui, ou demain seulement, le règne de Jean Sans Peur ; et que je supposais en être dehors un mois après mon arrivée ici. Lui seul fera sept cents pages ; aussi vous aurez quelque chose de très complet sur les révolutions de Paris à cette époque-là. C'est un tableau qui n'a rien d'honorable, mais je le trouve curieux. Savoir si le public en pensera de même.

Cette *Histoire de Bourgogne* est un travail qui me plaît. J'aime les récits, et tout mon soin sera de leur conserver le genre d'intérêt que j'y découvre : la peinture vivante des mœurs et des caractères, le pittoresque, le dramatique, tout ce qui frappe l'imagination, tout ce qui est caractère critique aux yeux des gens qui savent observer. Du reste nulle réflexion : pas une dissertation ni une citation. Je garderai pour moi seul toute cette cuisine de l'historien, dont les écrivains ont l'habitude de nous entretenir. Cette manière d'écrire demande plus de recherches encore et d'exactitude. Il faut que l'imagination soit pleine de conscience, qu'elle comprenne tout, mais qu'elle ne supplée à rien. J'en ai donc pour longtemps, et

toute ma peine aboutira peut-être à faire un livre que l'on accusera d'être romanesque.

J'ignore, chère Sophie, où vous aviez pris l'autre jour que j'avais sur l'éducation un esprit d'exigence et d'émulation. Je m'en occupe sans goût, sans grand espoir de succès. Je donne mes leçons en vrai maître pris au cachet. Seulement j'aime que ce que je fais faire soit bien fait : et je suis peut-être trop mécontent lorsque le peu que je montre ne profite pas assez vite. Prosper (1) a beaucoup de mémoire. Son enseignement mutuel a exclusivement cultivé cette faculté. Je suis cette voie parce que, l'hiver prochain, il retournera chez M. Morin et fera là toutes ses premières classes de latin. L'éducation publique lui va parfaitement, il a le caractère écolier et le coin du feu paternel n'est pas fait pour lui. Je montre le latin à Adélaïde, non pour qu'elle le sache très bien, mais comme moyen d'étudier à fond le mécanisme du langage et de se former plus tard une bonne et facile rédaction. Je sais bien qu'il vaudrait mieux le lui enseigner par la conversation que par les leçons, mais je n'en ai pas le loisir et cela m'ennuie. En tout je ne suis pas assez paternel; mes enfants me plaisent; je m'amuse de les voir contents; mais je ne leur consacre pas suffisamment mon temps et mon attention. Je n'ai nulle idée de ce qu'ils seront, et ne me fais pas là-dessus de vaines chimères. S'ils sont au-dessus du bon sens et que je leur voie un peu d'activité d'esprit, cela me

(1) Fils aîné de M. de Barante [1816-1889] : attaché d'ambassade (1837), sous-préfet de Boussac (1840), d'Autun (1842), préfet de l'Ardèche (1845-1848), député du Puy-de-Dôme (1869-1876), sénateur (1876-1882). C. B.

fera un extrême plaisir; mais je ne crois guère que l'on puisse inculquer les qualités positives. On peut, en s'y prenant de bonne heure, empêcher un enfant de devenir un sot; on n'en fait pas un homme d'esprit. L'éducation triomphe dans le négatif. Toutefois on doit créer l'habitude de travailler, afin que si, après l'enfance, le goût de l'occupation vient à naître, ce soit chose facile, et que la bonne volonté, qui surviendrait vers quinze ou seize ans, ne reste pas une inutile velléité.

Voilà une petite dissertation que vous avez provoquée, et qui est tout le fait d'un homme n'ayant pas d'autres nouvelles à envoyer que ses pensées, qui, cette fois, ne sont pas nouvelles.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 21 août 1823.

Il me semble que tout va toujours dans le même sens, nous nous attendons à la prise de Cadix d'ici à peu de jours. Morillo et Ballesteros ne l'ont cédé en honte à aucun de nos maréchaux, et il paraît que cette profonde indifférence pour toutes les causes n'est pas particulière à notre pays, mais appartient à toutes les nations d'aujourd'hui. Voilà notre ami Palmella (1) qui s'efforce à faire quelque semblant de constitution en Portugal; c'était aussi un homme bien insouciant quoique fort aimable, et je ne sais pas si le maniement

(1) Le marquis de Palmella, ministre des affaires étrangères, président de la Junte chargée par le roi d'élaborer un projet de constitution. C. B.

des affaires sera parvenu à le détourner des occupations peu sérieuses auxquelles il donnait son temps. On m'a écrit qu'il faisait tous ses efforts pour être constitutionnel contre le parti de la reine. Il y a des gens aussi qui se flattent d'une forme de constitution donnée à l'Espagne, mais Victor se moque fort de cette espérance. Il travaille et s'occupe toujours; cependant il me semble qu'une teinte de découragement est répandue sur tout ce qu'il fait à présent, ce sentiment se glisse à son propre insu; je crois qu'il ne tient pas tant au non-succès positif qu'au désappointement sur les nations. Si elles étaient opprimées après avoir lutté on souffrirait avec plus d'énergie; mais cette douloureuse comédie qui se joue partout, ce mélange de ridicule dans les vaincus à côté de l'infamie des vainqueurs, tout cela répand un profond dégoût sur tout: on ne sait plus où prendre l'espérance. Il semble que le genre humain ait besoin que la Providence lui tende la main pour le tirer de là; on éprouve pour la généralité des hommes ce sentiment qu'on éprouve souvent pour soi-même, celui d'être engagé dans des liens dont on ne peut se tirer par sa propre impulsion, dont on sait à peine désirer de sortir tout en en souffrant.

Un seul spectacle est beau : c'est la Grèce. J'ai vu ici M. de Capo d'Istria qui réunit en lui la prudence du diplomate russe et le sentiment vraiment patriotique d'un Grec, ce qui est assez bizarre. Il y a dans ses yeux une ardeur, un amour pour la liberté de son pays qui se font jour à travers bien des voiles et des ménagements. Il espère le plus complet succès, mais il dit que la lutte sera longue et qu'il le souhaite, parce que cela seul peut élever la Grèce au rang d'un pays indépendant. Il souhaite par-dessus toutes choses

que les puissances européennes ne s'en mêlent pas : ce vœu est, je crois, raisonnable et sincère, et il lui est en outre très commode parce qu'il se dispense ainsi de blâmer ceux qui n'ont rien fait ; néanmoins ce blâme perce en lui très fortement. Il accuse les Anglais de n'être pas encore de bonne foi aujourd'hui et de retarder la prise des forteresses, mais on voit qu'il a de forts préjugés contre eux et qu'il craindrait l'influence qu'ils pourraient prendre en Grèce. Il dit que le clergé a un grand pouvoir sur les Grecs, un pouvoir très utile : qu'il a fortement contribué à l'indépendance. Enfin il a l'air de croire que les puissances se trouveront, malgré elles, obligées de tourner leurs regards de ce côté ; parce que, selon lui, l'empire turc ne peut pas subsister après l'indépendance de la Grèce, car il attribue le maintien de la puissance ottomane aux ressources trouvées de tout temps chez leurs sujet grecs. Tout cela est assez curieux et on reporte avec plaisir ses pensées sur ce pays.

Coppet, 16 septembre 1823.

Vous aurez eu la visite de M. Decazes depuis votre dernière lettre, cher Prosper ; vous n'en aurez pas tiré beaucoup plus grand projet que nous. Il vous aura sans doute entretenu de ses observations politiques et financières sur le Danemark, ce qui ne va pas beaucoup à nos intérêts du jour. Après lui nous avons eu la visite de lord Harrowby (1), qui vient marier son

(1) Chancelier du duché de Lancastre dans le dernier cabinet de Pitt, président du conseil privé dans le ministère Liverpool, de 1812 à 1827. C. B.

fils en Suisse avec une belle Anglaise. C'est un homme d'un caractère grave et sérieux; et en même temps d'un petit esprit littéraire à l'ancienne mode et étroit, ce qui fait que la plus grande partie de nos questions européennes n'est pas comprise par lui et tout en étant un vrai Anglais par le cœur, il parle de bien des choses comme un diplomate du continent. Il désapprouve pourtant tout ce qui se fait, mais, dans l'embarras de changer de système, il me semble que le ministère anglais voudrait se retirer des affaires du continent; ils veulent réparer le mal qu'ils ont fait par l'insouciance la plus complète, et, après nous avoir livrés à la Sainte-Alliance, ils nous proposent comme remède de nous y laisser. Cette visite de lord Harrowby m'a frappée en ce sens, bien qu'il ait très peu parlé politique; mais on voit ressortir l'impossibilité où ils sont de rien faire; dans le fond ils ne sont ni avec nous ni avec les ultras; ils sentent que les ultras menacent une liberté qu'ils aiment chez eux, et nous des privilèges qu'ils chérissent peut-être encore plus; aussi sont-ils neutres, non seulement pour la forme mais dans la réalité, ce qui les réduit à l'impuissance absolue : ils veulent deux choses à la fois, et chaque chose ils le veulent moins fortement que le parti qui la défend; aussi n'ont-ils plus de poids auprès d'aucun des deux. La plus grande force naturelle, l'argent, la marine, rien ne remédierait à cette impuissance qui est dans l'essence du système anglais aujourd'hui; tout cela n'est que des armes, et le bras, c'est-à-dire la volonté, leur manque; ceux de l'opposition sont de même au fond, avec cette différence que s'ils penchent un peu plus vers nous, ils ne seraient pas davantage nos alliés que les tories ne le sont de la Sainte-

Alliance. Il faut une secousse je ne sais laquelle pour changer cet état-là. M. de Capo d'Istria est venu à Coppet pendant que lord Harrowby y était; leur conversation a été aigre-douce, et c'était curieux et triste de voir un diplomate formé à la cour de Russie défendre la cause de la religion et de la liberté contre un citoyen anglais. Néanmoins, entre les deux hommes, je n'hésiterais pas à donner la préférence au caractère moral de lord Harrowby.

Avez-vous lu Guizot (1), et n'en êtes-vous pas satisfait? Victor le trouve supérieur à tout ce qu'il a encore fait. Conçoit-on un gouvernement qui se voit obligé de défendre qu'on parle à la jeunesse un pareil langage? Platon a bien raison de dire : *Il n'est pas de plus grand malheur que de haïr la raison*, mais, après, celui d'être gouverné par des gens qui la haïssent peut bien compter pour un malheur.

Je voudrais vous envoyer *Quantin*, je cherche une occasion, sinon je vous l'adresserai comme *Nigel*.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Paris, 18 septembre 1823.

Cher ami, je veux depuis plusieurs jours vous écrire. Je différais pour vous annoncer précisément le moment de mon voyage à Valençay et vous supplier d'y venir à la même époque. Si je vous trouve à Valençay, le plaisir du voyage sera double pour moi. Quelques bonnes conversations entre Royer et vous

(1) *Essais sur l'Histoire de France, pour faire suite aux Observations de Mably.* C. B.

sont un passe-temps bien instructif et bien amusant.

Madame de Dino m'a dit que vous lui avez promis les *Ducs de Bourgogne*; je suis bien pressée de faire connaissance avec eux; en attendant je l'ai renouvelée avec *Madame de La Rochejaquelein*. Nous lisions son histoire le soir autour de la table du château, et ma femme vous garde rancune de l'avoir fait pleurer contre son gré. Ma fille et son mari (1) m'ont écrit de chez vous des merveilles de la position et aussi du logis quand il sera fini.

Je ne suis à Paris que depuis peu d'heures, et je ne m'attends pas à y trouver grand monde, mais j'ai ramassé dans la rue que les Cortès rendront le roi et garderont Cadix, se réservant de le défendre si la constitution promise ne leur plaît pas, je crois qu'ils rendront et le roi et Cadix,

... Et l'honneur et Chimène.

Mon pauvre ami, il ne faut pas nous dissimuler qu'en général les libéraux sont peu héroïques; ils se contentent d'être les plus forts devant Dieu, et il semble que leur royaume n'est pas de ce monde.

M. de Lamartine a fait paraître *la Mort de Socrate* : j'espérais mieux de lui. Deux gros volumes de l'abbé de Lamennais, fort ennuyeux (2); tout ce que j'en ai retenu est un argument contre les juifs. Il les trouve absurdes d'attendre encore le Messie, car le Messie doit être de la race de Juda : or les juifs ont brouillé

(1) Le duc et la duchesse Decazes. C. B.

(2) Tomes II et III de l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion*. C. B.

leurs généalogies de sorte que si Dieu descendait sur terre il ne pourrait se faire reconnaître faute de papiers. Quand on raisonne toujours ainsi, il faudrait être plus souvent amusant.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 1er octobre 1823.

Nous avons en ce moment M. de Rémusat qui est d'une société spirituelle et facile. Il n'est ni chasseur, ni agriculteur, ni coureur de curiosités ; il perd même tout son temps, pour peu qu'on le veuille. Ainsi il s'arrange de notre manière d'être, et les journées continuent à passer, je ne sais trop à quoi.

Vous trouvez Reid un peu lent dans sa marche ; je le pense également. Son caractère éminent, c'est de s'appuyer sur les faits observés et de transformer ainsi la métaphysique en une science naturelle.

Je ne lis guère que ce qui rentre dans mon travail ; cependant j'ai suivi tous les livres de Sainte-Hélène, Las Cases, Gourgaud, Montholon. Le dernier est rempli de choses magnifiques. On y voit toute cette imagination active, vaste et tyrannique, qui pénètre avec une sagacité admirable dans les besoins actuels de la société, et prétend la repétrir à son gré, sans qu'elle s'en mêle. Il y a plus de vérité qu'on le croit généralement, dans ces utopies rêvées par le despotisme. Il donnait ce but et ce prétexte à son éternel besoin d'agir. Sans parler de ce qui nous touche, il y a un morceau sur les grands capitaines, qui est admirable de style et de largeur. Tout cela ne me fait pas juger son gouvernement beau, ni surtout possible ;

mais j'admire qu'on puisse aussi bien être tyrannisé dans l'intérêt de la sottise et de l'inertie, que dans celui de l'activité et de l'imagination.

Je lis aussi la suite de l'abbé de Lamennais. Il me paraît confus et monotone, mais parsemé de ces morceaux à effet que les prosateurs d'une certaine école font arriver à la place des raisons. Je doute que ces deux nouveaux volumes aient beaucoup de succès. Aviez-vous lu le fameux premier?

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Valençay, 7 octobre 1823.

Nous avons bien de la peine à vous pardonner, monsieur, le mécompte que votre absence nous a préparé. M. de Sainte-Aulaire, qui est ici, partage nos regrets. Il nous quittera dans huit ou dix jours pour aller à Libourne où il comptait vous entraîner. Royer-Collard voulait aussi entrer en négociations avec Valençay pour que nous vous cédassions à Châteauvieux pendant un jour ou deux. Voyez que de projets changés par des chemins de traverse qui, une fois à Montluçon, n'étaient plus un obstacle. Il fallait prendre par La Châtre, et vous n'auriez plus trouvé ni ornières ni distance. Votre arrivée d'ailleurs nous aurait fait tant de plaisir que par bon caractère vous auriez été consolé de la difficulté de la route. Mes bons comme mes mauvais sentiments me font également désirer que les joues couleur de rose de vos enfants vous reprochent de nous avoir sacrifiés à une fièvre qui, je m'en flatte, les respectera. Malgré notre rancune, préparez-vous à ce que, sans fierté, nous vous sollicitions

pour l'année prochaine, et alors ne trompez plus nos espérances.

Nous sommes fort seuls; votre absence, celle de M. Molé que retient un mariage dans sa famille, et celle du duc de Choiseul occupé d'un procès, nous ont ôté l'espérance de réunir ici nos amis. M. de Sainte-Aulaire seul nous est resté fidèle. Il m'a apporté *Faust* et s'occupe maintenant de mieux que de traduire (1).

Notre vaste et silencieuse demeure, que pendant les fureurs de l'équinoxe nous aurions appelée *unheimlich* (2), a perdu par le départ de mes enfants, retournés au collège, le mouvement et la joie que leurs jeux et leur liberté répandaient autour de moi. Quelques livres et longues courses à cheval me consolent un peu de leur absence et me font attendre, dans une petite léthargie assez douce, le mois de novembre qui nous ramènera à Paris. Vous, messieurs, vous y trouverez une agitation qui, dit-on, sera encore plus forte cette année. Quant à moi, qui depuis quatre mois n'ai pas lu un journal, je vous paraîtrai bien peu au courant, bien indigne des matinées de l'*Entresol* (3), mais mon ignorance tourne, je vous assure, au profit de tout ce qui me touche le cœur, aussi me verrez-vous si aise de vous revoir qu'il faudra bien me pardonner d'être devenue étrangère aux choses de ce monde.

(1) La traduction de *Faust*, par M. de Sainte-Aulaire, a paru dans les *Chefs-d'œuvre du théâtre étranger*. C. B.

(2) En français : lugubre. C. B.

(3) C'était dans un petit salon de l'entresol de son hôtel de la rue Saint-Florentin que M. de Talleyrand recevait tous les jours les personnes de son intimité et passait de longues heures en conversation. C. B.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 20 octobre 1823.

Ce que vous me dites, cher Prosper, de la possibilité que vous soyez si longtemps sans revenir à Paris m'attriste beaucoup. Je n'étais déjà guère encouragée de notre hiver et ceci me décourage encore bien plus. Si j'étais sûre que la session ne commençât qu'au mois de mars, et que je ne craignisse pas le froid, je serais fort tentée de rester ici jusqu'à cette époque. Nous y jouirions plus de la solitude que pendant l'été, car nous n'aurions pas de visites et nous passerions notre temps fort doucement, mais si Victor souffrait du froid, je me tourmenterais trop. Auguste est allé faire une course en Angleterre.

Voilà le premier acte fini. Nous sommes bien battus, mais il me semble qu'on n'est jamais si sûr de la raison que lorsque le succès abandonne de partout. Si les folies des autres étaient une consolation nous l'aurions complète : quand je dis folie je suis trop polie, car de quel terme se servir, pour les décrets de Ferdinand VII depuis sa délivrance. Auguste m'écrit que l'apathie est profonde. Nous trouverons des gens bien différents de ce qu'ils étaient, je pense, mais notre attitude peut être assez noble, je crois; il faut du calme parce que cela est indispensable quand il n'y a plus d'espoir, et que l'agitation qui n'est jamais bien digne est puérile dans une situation aussi décidée, mais en même temps il faut beaucoup de fermeté. Nous leur avons trop dit qu'ils étaient bêtes; ils s'en moquent à présent, mais il faut leur dire qu'ils sont de malhonnêtes gens: leur succès n'y fait rien, et

l'indignation grave et tranquille de personnes honorables est toujours un fardeau pénible. Nous avons l'occasion ici d'exercer ce sentiment; M. Comte, qui était depuis trois ans professeur à Lausanne, vient d'être chassé sans prétexte quelconque. Il est soupçonné de ne pas aimer le despotisme et c'est une raison pour qu'il ne puisse rester dans une république démocratique. C'est triste tout cela, cher Prosper, et quand je me promène dans les corridors de Coppet où j'ai vu éprouver tant de souffrance d'une odieuse tyrannie et que je vois recommencer les mêmes vexations, employer le langage des anciens serviteurs de cette même tyrannie, cela me met un poids sur le cœur. Heureusement que je vis souvent dans d'autres pensées. J'ai rencontré cet été un Anglais — ce M. Erskine dont nous avons fait traduire le livre — dont la conversation et les sentiments religieux m'ont fait un bien prodigieux; j'ai trouvé en lui la réunion de cette rectitude morale des Anglais avec une teinte de mysticisme allemand ; il m'a fait mieux sentir le christianisme que personne. Je vois bien que tout se trouve là. Pourquoi ne me parlez-vous jamais de vos impressions dans ce genre, cher Prosper? Vous n'êtes pas assez catholique pour que nous ne puissions sympathiser, et n'est-ce pas un premier besoin de l'amitié de s'unir dans ce qu'il y a de plus intime et de plus vrai?

Adieu donc. Combien je voudrais que nous puissions passer l'hiver à la campagne, au coin du feu ensemble, en oubliant entre nous tout ce qui se fait de honteux et d'indigne dans ce monde!

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 28 octobre 1823.

Me voilà donc rentré dans Paris, et dans ma demeure. L'un me semble bien peuplé et l'autre bien seule auprès du séjour que je quitte. Il est assez triste de n'avoir point de chez-soi, de n'avoir nulle part quelqu'un qui vous regrette et qui vous attende. Quand je pense à cela, je me sens ramené à la manufacture de toiles peintes (1) car c'est des toiles peintes, comme vous avez pu le voir dans les journaux. Cette médaille d'argent m'a été au cœur.

Je ne trouve ici que ce que nous avions prévu. De la surprise dans le public et, en même temps, une grande disposition à dire : « A la bonne heure » ! Du mécontentement, du découragement, et en même temps un redoublement de niaiserie parmi les chefs des libéraux. Notre ami (2) n'est point abattu, mais il n'a plus que de lointaines espérances. Ce changement du ministre de la guerre n'a eu d'autre but que de satisfaire M. de Villèle et le duc d'Angoulême. Celui-ci avait désigné comme seuls propres à le remplacer Molitor et Guilleminot. Malgré toute leur platitude, cela eût déplu au parti, et Villèle a choisi M. de Damas (3),

(1) M. Augustin Perier (dont une des filles devait épouser l'année suivante M. de Rémusat) avait transformé le château de Vizille en une manufacture de toiles peintes. Il venait d'obtenir une médaille à l'*Exposition des produits de l'industrie française*. C. B.

(2) M. Guizot. C. B.

(3) Ce fut M. de Chateaubriand qui indiqua M. de Damas pour ministre de la guerre, croyant faire un choix agréable à M. le duc d'Angoulême.

afin que les ultras n'eussent rien à dire, puisqu'il est gentilhomme, et comme étranger, et que le prince ne peut se plaindre, puisque c'est son aide de camp. Les grands ultras sont furieux de tout cela, je ne sais trop pourquoi, et bien des gens croient que c'est là un coup de force qui pourrait bien avoir épuisé le crédit du premier ministre. Je n'en suis point d'avis, d'autant plus que je suis persuadé que M. de Damas ne sera point aussi ventru qu'on veut bien le dire. Où en sommes-nous venus, grand Dieu! et comment cette armée s'est-elle dégradée au point que la nomination d'un général allemand au ministère de la guerre passe pour la satisfaire? Du reste, la réaction sera complète en Espagne, et vous le verrez bien. Le ministère s'y est résigné, et je crois que cela lui coûte peu. On assure cependant que ce n'est point l'avis de la Sainte-Alliance et que Pozzo est parti pour s'opposer en même temps à toute espèce d'excès, et à toute tentative de constitution.

On parle beaucoup de la dissolution et de quinquennalité, ce qui me paraît extravagant. Je comprendrais mieux la quinquennalité sans dissolution. Beaucoup de députés de la gauche se retirent, dit-on, de candidature; cependant depuis quelques jours on commence à compter sur l'élection du général Foy. On est fort occupé et fort généralement inquiet de la santé du roi. Son affaiblissement est un bruit populaire : on dit qu'il ne vivra pas deux mois. C'est ainsi que cela se rédige. — Je ne sais ce qu'il en faut croire. — Si ce malheur arrivait, je ne doute guère que M. de Villèle ne fût fort ébranlé. Cependant il est encore assez bien avec Monsieur.

Il est hors de doute que l'on a dépensé pour la

guerre plus de 100 millions, mais les impôts indirects ont donné un fort excédent. De plus, il paraît que le Trésor a joué sur les fraudes au profit de l'État et avec un grand succès. La situation financière est donc fort bonne et l'on croit même qu'elle se présentera toute brillante à la session.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Valençay, 5 novembre 1823.

C'est tout au moment de remonter ici en voiture pour retourner dans le foyer des plus infâmes calomnies, des plus monstrueuses productions d'un esprit de parti hideux, que je veux vous dire encore, monsieur, à quel point je regrette de ne vous avoir pas vu ici dans ces semaines de tranquillité qui vont faire place à un hiver qui se prépare bien mal. Je crains que, plus libre que nous, vous ne retardiez beaucoup le moment qui doit vous conduire à Paris; cependant plus d'une personne sollicite et espère votre retour comme une des meilleures consolations à bien des contrariétés. Nous voulions vous imiter et prolonger notre solitude lorsque ce pamphlet (1) est venu nous donner à penser que ce n'était pas d'ici que l'on pouvait juger ce que permet la loi, ni apprécier ce que demande la société. D'ailleurs nos amis croient la présence de M. de Talleyrand utile et notre grand

(1) Brochure dans laquelle M. le duc de Rovigo, cherchait à établir que le meurtre du duc d'Enghien avait été conçu et mis à exécution, à l'insu de Napoléon, par M. de Talleyrand. C. B.

voisin, qui a été lumineux, amical, excellent enfin, dans cette circonstance, trouve qu'il faut agir, et agir de haut, ce qui offre quelques difficultés qu'il serait malaisé de résoudre d'ici.

M. de Talleyrand est déjà en route; je pars dans quelques heures, avec le cœur tout serré d'échanger un repos peut-être trop complet contre cette foule d'intérêts compliqués; il faudrait pouvoir leur opposer un fonds de bonheur intérieur inépuisable. Vous, monsieur, qui avez cette bonne garantie, ce doux refuge, vous avez bien raison de vous y complaire, égoïsme à part, il faudrait vous dire : « Restez où vous êtes ; » mais mon abnégation ne va pas jusque-là, et je vous dis au contraire : « Venez, arrivez vite! »

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 10 novembre 1823.

Eh bien, oui, voici la guerre d'Espagne finie! Voici le continent livré sans défense et assez docilement à des gens qui ne lui plaisent point, à des opinions qui le choquent, et qui ne savent où elles vont. Jusqu'ici elles n'ont fait guère de progrès en France. Les masses y jouissent si doucement de l'égalité, l'autorité a si rarement affaire aux individus dans ce qui ne touche que leur personne, qu'on ne peut s'étonner de trouver si peu de gens éclairés et prévoyants, ou, quand ils le sont, de les voir si inertes; mais que le gros de la nation n'ait pas encore beaucoup à se plaindre, personne n'en a pas moins une garantie de quoi que ce soit. Il est vrai qu'en France on n'en a jamais eu. Les mœurs, le caractère général y tiennent lieu d'institutions et

enveloppent le pouvoir comme d'une sorte d'atmosphère invisible. Il semble que rien ne le gêne et pourtant il reçoit, même à son insu, l'influence universelle, puis, quand il devient trop incapable et trop bête, elle le jette à bas. Je me considère donc un vaincu d'assez bonne composition, sans aigreur et nullement pressé de dire ce que je pense, attendu que ce n'est bon à rien.

Si je dois passer encore trois mois ici, comme il est probable, les conversations de Paris auront eu le temps de prendre leur assiette. Les paroles qu'il faut dire seront rédigées et apprises par tout le monde. Je voudrais, sans y tenir beaucoup, que les esprits fussent un peu moins tournés aux affaires publiques, et que, grâce au repos de la victoire, nous eussions une reprise de littérature : mais j'en doute. Il me paraît, de loin, qu'on doit parler assez de la brochure de M. de Rovigo. Je savais depuis longtemps ce récit. Dès la première année de la restauration, madame de Nansouty s'était complaisamment chargée de colporter cette version de son innocence. Cela est merveilleusement impudent. Ce qui est plus merveilleux, c'est de succéder à Fouché dans les faveurs de certaines personnes. Avoir de l'indulgence, du goût, de la confiance pour le crime, et une invincible répugnance, une sévérité implacable pour tous ceux qu'on soupçonne d'un motif généreux, n'est-ce pas là une belle combinaison ? Il y a dans les *Mémoires* (1) que

(1) La *Collection des Mémoires relatifs à la Révolution* en cours de publication à cette époque ou peut-être les *Mémoires manuscrits* de Madame de Rémusat que son fils communiquait quelquefois aux personnes de son intimité

vous avez envie de lire, de curieux détails sur cette mort du duc d'Enghien et sur l'intérieur de la Malmaison à ce moment. Il nous en revient plutôt une apologie de l'homme que M. de Rovigo accuse d'une façon si positive, et qui, d'après lui, aurait arraché ce crime à la faiblesse et à l'erreur de ce pauvre empereur Napoléon. J'ai dû vous raconter quelquefois une histoire fort touchante, d'un gendarme qui ne se consolait point d'avoir été l'exécuteur de ce jugement. Le témoignage de ce gendarme était peu favorable à M. de Rovigo (1).

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 11 novembre 1823.

Je ne vous écris que deux mots, cher Prosper, pour vous dire que nous partons dans quatre jours. Quand je serai à Paris, je vous écrirai très régulièrement tout ce que je pourrai vous dire qui n'amusera pas trop ces messieurs des postes. J'ai le cœur serré de penser que je ne vous reverrai pas de plusieurs mois; vous me manquerez pour me faire voir ce que je vois, j'aime à lire les événements dont je suis témoin dans les impressions vraies et originales de votre esprit. Du reste les événements sont bien tristes et les impressions bien graves; néanmoins le spectacle qui se déroule n'est pas sans beauté, la Providence semble se

et qui contenaient des détails particulièrement intéressants sur les incidents auxquels M. de Barante fait allusion. C. B.

(1) Cette anecdote est racontée dans le tome Ier des *Souvenirs*, p. 117 et 118. C. B.

plaire à montrer en relief l'absurdité révoltante du système actuel: elle fait les choses si choquantes que les esprits les plus ineptes doivent en être frappés, *à moins que le cœur des peuples ne soit engraissé, ses oreilles pesantes, et ses yeux bouchés, afin qu'en voyant ils ne voient pas et qu'en entendant ils n'entendent point.* Espérons qu'il n'en sera pas toujours ainsi.

Adieu, cher Prosper, écrivez-moi à Paris. Je vous dirai tout ce que je saurai, mais ce que vous m'écrivez de vos pensées m'intéresse pour le moins autant que tout ce que j'entendrai. Victor vous dit mille choses.

On m'écrit que vous allez à Valençay. Savez-vous que je ne trouve pas Coppet si fort plus loin de vous que Valençay que je ne puisse être jalouse de cette course! D'ailleurs, quoi faire à Valençay? A quoi cela sert-il? Et c'est un endroit où on ne doit aller que par *utilité*, car le *devoir* n'y a jamais mis les pieds. A la bonne heure pour M. Royer-Collard. Enfin je proteste, mais néanmoins je vous dis mille tendres amitiés.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 16 novembre 1823.

Il paraît que M. de Villèle prépare, en ce moment, un projet destiné, attendu l'état du roi, à ménager la transition; il est question de nommer *Monsieur* régent. Beaucoup de personnes croient, en effet, que le roi peut être enlevé avant les élections.

Point de nouvelles d'Espagne. Tous les gens qui en reviennent parlent avec dégoût de ce qu'ils y ont vu et de ce qu'ils ont fait. On assure que le duc d'Angoulême en dit autant. Personne ne s'attend à quelque chose

de durable et de raisonnable. — Il est certain que si, même de la manière la plus indirecte, nous prenions part à une tentative sur les colonies, l'Angleterre s'y opposerait. Aussi ne ferons-nous rien.

Vous aurez suivi avec inquiétude toute cette triste controverse si honorablement soulevée par Savary. La marche de M. de Talleyrand, dans tout cela, n'a pas été maladroite, et sous une feinte oisiveté, il a caché beaucoup de manœuvres. Il n'est presqu'aucune brochure à la publication de laquelle il n'ait contribué, et il me paraît que toute son ambition a été de forcer les juges à parler. Ils viennent de le faire avec assez de convenance. La brochure du général Hulin pourrait être plus forte, un exposé plus détaillé des faits aurait eu, selon moi, plus d'effet, mais telle qu'elle est, elle ne peut produire qu'une bonne impression; elle ôte aux membres de la commission la position de complices, et il est bien évident aujourd'hui qu'ils ont été dans tout cela sans intention, sans calcul. C'était le grand point. Une circonstance curieuse, c'est que Dupin lui-même a composé cette brochure afin de compenser l'effet de celle qu'il avait d'abord publiée sur des documents inexacts.

On dit que la lettre de M. de Talleyrand est très bien. Je ne crois pas que l'enquête qu'il demande soit une chose sérieuse ; il s'est mis sur le terrain d'une dénégation complète, même en ce qui concerne le conseil.

Les *Tablettes* vont, en effet, assez bien leur train. Je suis charmé que cet article sur l'industrie vous ait plu. Est-ce que vous ne lui trouvez pas un goût de terroir? Je l'avais fait près de vous. Vous en aurez vu un autre sur *les Théâtres*, où vous aurez reconnu les rognures de nos conversations. Il fait scandale ici.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Paris, 21 novembre 1823.

J'ai reçu une aimable lettre de vous, cher Prosper, mais qui ne me console pas de penser à votre longue absence. Il y a huit jours bientôt que je suis ici, il me serait bien difficile de vous dire une nouvelle; on ne parle presque plus politique, on s'est établi dans sa situation sans peur, sans découragement, sans faiblesse, mais sans espérance, sans agitation, sans aucun de ces sentiments qui donnent envie de parler. Nous avons trouvé tout le monde préoccupé de cette affaire Rovigo. Il y a une espèce de jouissance à voir le mal que ce misérable s'est attiré à lui-même, cette fatalité qui lui a conduit la main pour se frapper. *Le méchant fait une œuvre qui le trompe*, dit l'Écriture. Cette belle parole a bien reçu son application. Ce qu'il y a de plus curieux, de plus honteux dans l'affaire, c'est que ce *Mémoire*, qui vient de le faire chasser de la cour, avait été lu et approuvé des ministres et de plus haut. Il nous faut leur apprendre ce qu'ils doivent sentir pour leur propre sang, tellement cet égoïsme érigé en dogme détruit non seulement tout sentiment public mais même toute affection naturelle.

Le roi est dans un état de santé déplorable, c'est le moins de vie possible sans la perte totale, il s'endort à chaque mot, il oublie tout; on dit que Monsieur regrette son gouvernement réel et s'effraye d'y ajouter le nominal; les fins disent qu'il sera plus modéré dans les premiers temps; que le duc d'Angoulême sera plus près du trône et obligera à la modération. A en juger par son crédit sur le roi d'Espagne cela

donne bien à espérer; nous pourrons compter sur ses troupes pour garder le bon ordre quand on nous pendra. Il me semble que cette mort du roi ne changera rien à rien, et il n'y a qu'une seule dame 1 qui l'envisage comme un changement. Cette dame se justifie maintenant d'avoir poussé le duc de Rovigo à écrire; elle proteste n'avoir plus rien de commun avec lui depuis qu'il n'est plus ministre de la police. M. de Talleyrand est sorti blanc comme neige de cette affaire : convenez que c'est une bonne fortune pour lui d'être calomnié. Il n'est point abattu; il y a assez de mérite à lui, car nos revers dureront probablement plus que sa vie. M. Molé, qui a plus de temps devant lui, fait aussi très bonne contenance. Je ne trouve pas que la peur ait augmenté! Notre position ne me déplaît pas, elle est très nette et très simple. Pour approuver le roi d'Espagne, il faut s'avouer le dernier des misérables et cela gène pourtant même les plus enragés. Il me semble qu'ils sont un peu honteux de leur succès; ils laissent Ferdinand VII à la critique, et ne le défendent pas, à ce qu'on dit. Ils n'en sont que plus coupables, car livrer une malheureuse nation à un homme auquel on ne confierait pas la garde de sa bourse pendant un jour est une iniquité pour laquelle il n'y a pas de terme. Quoi qu'ils en disent, ils le sentent, le bon sens se glisse partout, il se respire dans l'atmosphère : il n'y a porte si bien fermée qui ne le laisse pénétrer, et je les trouve un peu confus de leur triomphe. L'armée reviendra, dit-on, très constitutionnelle; les derniers soldats écrivent que le peuple espagnol est arriéré de deux cents ans. On

(1) Madame du Cayla. C. B.

croit à la grâce des transfuges, les infamies du roi d'Espagne serviront un peu d'*ilote* pour quelque temps, il y aura peut-être moins de violence ici. En tout on est calme, bien des gens s'arrangent de ne plus avoir d'espérance et les autres ont une sorte d'étonnement de leur stabilité qui les arrête un peu; ils se tâtent encore pour savoir si c'est bien vrai avant d'oser en profiter. La dissolution est sûre, pour le 9 décembre et l'élection de la Chambre pour le 9 mars. Vous savez madame Récamier à Rome pour la santé d'Amélie (1); on prétend qu'elle est chargée d'engager Adrien (2) à céder sa place à M. de Blacas. Le roi d'Espagne pousse le caprice à un tel point qu'il exile les plus dévoués de ses serviteurs pour quelque irrégularité de forme, pour avoir eu un parent qui a acheté un bien qui a appartenu autrefois à l'inquisition; il renvoie Palafox; il ne veut ni de ceux qui ont servi Joseph, ni de ceux qui lui ont résisté, etc., etc. Enfin il faudra faire non pas une liste des coupables mais une liste des innocents, car c'est l'exception. Si les constitutionnels espagnols nous ont déçus, le roi passe nos espérances. L'aurions-nous rêvé? Et que pensez-vous de cette armée qui regarde tout cela, après être venue dix ans avant regarder des infamies dans le sens opposé; se consolant toujours parce qu'elle désapprouve et se moque de tout ce qu'elle fait, se croyant au-dessus du mal qu'elle cause parce

(1) Mademoiselle Amélie Cyvoct, nièce de madame Récamier, mariée le 1er février 1826 à M. Charles Lenormant, archéologue et historien distingué, membre de l'Institut. C. B.

(2) Le duc de Montmorency-Laval, alors ambassadeur à Rome.

qu'elle le juge? Vous les verrez tous revenir, en criant plus fort que nous contre l'état où ils ont réduit l'Espagne. Dans quel degré d'avilissement tombe la créature humaine quand elle se fait machine obéissante sans avoir même l'excuse de l'ignorance, séide sans conviction méprisant l'ordre qu'elle exécute, et se raillant du pouvoir dont elle se fait le docile instrument, ce ramas de soldats, individus pour la plupart tapageurs, jaseurs, qui se rangent sous les ordres d'un confesseur et vont réinstaller ces moines qu'ils faisaient pendre il y a dix ans! Quelle honte! quelle honte! Je me laisse aller à toute mon indignation sans penser que vous en avez autant et plus que moi. Je voudrais vous dire quelques détails; je n'en sais point. On parle de Castaing (1), de Rossini (2); on évite de revenir sur ce monotone et douloureux sujet, cependant les jeunes gens sont, dit-on, toujours fort animés, sérieux et décidés.

Adieu, cher Prosper, voilà une lettre très décousue; ce sont mes premières impressions bien confuses, je suis honteuse d'avoir si peu à vous dire; je n'attendrai pas votre réponse et si j'apprends quelque chose, si ce spectacle change dans sa morne couleur, je vous écrirai. Je vous regrette plus que je ne puis dire, et Victor vous regrette aussi.

(1) La cour d'assises de la Seine avait condamné à mort, le 17 novembre 1823, le docteur Castaing, prévenu d'avoir empoisonné les frères Ballet et soustrait, au profit de l'aîné, le testament du plus jeune de ces frères. C. B.

(2) Rossini venait d'arriver à Paris, où il était reçu avec grand enthousiasme. C. B.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Paris, 22 novembre 1823.

Cher ami, je suis bien en retard avec vous, je suis resté sur la belle lettre que j'ai reçue le jour de mon départ de Valençay. Je m'en suis vanté à madame de Dino qui l'a fort goûtée; elle a eu le même succès à La Grave et puis à Paris où je suis de retour depuis dix jours.

Je ne suis guère au courant de la politique, nous sommes désormais pour si peu dans les grands débats que nous n'avons même pas de moyens d'information; par suite de cette inutilité, l'indifférence nous gagne et nous nous habituons à n'y plus penser. Cela est honteux, je le sens bien, mais que voulez-vous! les détails de la vie privée ont tant de charme ou tant d'amertume, dans les deux cas tant d'intérêt, que chacun jouit ou souffre pour son compte et n'engage que peu de son esprit, moins encore de son cœur dans les questions générales. Ne dites pas cela aux électeurs du Gard, qui goûteraient peu cette philosophie dans leur député. Il est d'ailleurs bien vrai que s'ils me renomment, cette tiédeur ne me suivra pas sur les bancs de la Chambre, et nous pouvons compter sur nos adversaires pour nous réchauffer. J'ai vu Victor, il se porte bien, sa femme aussi. Il a toujours sa belle et froide indignation contre le mal et son mépris du succès quand il se prostitue à la déraison. Je ne puis atteindre ce stoïcisme : je n'estime digne d'un amour absolu que Dieu dans le ciel; pour toutes les choses de la terre je ne saurais me résigner au *quand même*; je me dépite contre les lâches qui se sont abandonnés

eux-mêmes ; j'ai un peu de honte de m'être laissé prendre à leur forfanterie, beaucoup de rancune contre les gens d'ici qui nous ont persuadés de les ménager parce qu'ils se faisaient fort de telles alliances. La question des colonies espagnoles est maintenant en première ligne pour les ultras ; ils peuvent aller fort loin, même dans cette ligne, sans rencontrer l'Angleterre qui cependant se trouverait à la fin. N'arriverez-vous pas bientôt, cher ami ? Votre place reste vide et elle est grande dans notre intimité.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Paris, 22 novembre 1823.

Eh quoi ! monsieur, il faut attendre au mois de mars pour vous revoir ? Il n'y a donc à Paris que les Chambres qui vous intéressent, et hors de là vous ne sauriez y trouver de quoi vous attirer. Voilà un aveu bien humiliant pour nous et dont, pour ma part, je vous sais le plus mauvais gré du monde. Personnalité à part, je ne saurais, il est vrai, vous blâmer. Nous sommes ici de fort sottes gens, et les misères infinies du temps actuel s'y font sans contredit bien plus sentir que dans les solitudes de l'Auvergne et du Berry. Nous y apprenons par exemple le même jour que le ministre de la maison du roi refuse sa loge à madame la duchesse de Berry, tandis que l'ambassadeur de France, à un souper qu'il donne au roi de Naples, sert celui-ci lui-même et qu'il met ses secrétaires d'ambassade derrière les chaises des autres princes. Il n'appartient qu'à ce temps-ci d'offrir un si parfait mélange de bassesse et d'impertinence. Le savoir-vivre,

trop dédaigné maintenant, peut seul nous apprendre ce que nous devons aux autres et à nous-mêmes; mais les uns l'ont oublié, les autres ne veulent pas l'apprendre. Je veux vous parler du retour de madame de Broglie qu'on dit engraissée, belle et très animée sur la mort de Riego. Je ne l'ai pas vue encore et d'ailleurs je ne sais si mon calme ne lui paraîtra pas trop fastidieux pour beaucoup me rechercher, car je suis décidée à être d'un silence parfait; mais si je me tais sur l'histoire de notre temps je me prépare sur celle de Bourgogne; sur ce chapitre-là vous me trouverez aussi bavarde que vous voudrez.

Je ne vous dis rien sur le sujet de votre dernière lettre. J'étais sûre avant de l'avoir reçue de votre intérêt. Je le suis également de votre satisfaction de savoir que tout est terminé, et terminé pour le mieux. Les journaux, les lettres et les brochures qu'on vous aura sûrement envoyés vous auront appris la marche de cette affaire dont l'issue a été aussi agréable à M. de Talleyrand que le début avait été importun.

Adieu, monsieur. Je voudrais que vous attachassiez du prix à une amitié bien sincère, je dirai même bien tendre.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 1er décembre 1823.

Je me suis tenu au courant des *Mémoires sur la révolution d'Angleterre*. C'est une chose curieuse que cette diversité nationale. Il n'y a pas un de ces Anglais qui sache répandre le charme et la vie sur ses récits. C'est de l'histoire écrite avec sérieux, et non

point ce que nous appelons des *Mémoires*. Les Français sont si occupés d'eux-mêmes, que sans cesse ils se mettent en scène et rendent tout vivant autour d'eux. Le manque de conviction les aide aussi à peindre et à juger avec dégagement, eux et les autres. Parmi cette foule de *Mémoires* français, j'ai pris intérêt à ceux de Buzot : C'est un long cri de douleur, partant du cœur d'un honnête homme, qui s'est trompé sur tout, qui a contribué au mal, qui a amené tout ce qui a établi un règne de crime, et qui s'aperçoit de ses erreurs au pied de l'échafaud. Il n'y a point de faits : c'est monotone; mais c'est le type et l'idéal de la Gironde. Je le trouve plus étranger encore à la réalité et plus honnête homme que madame Roland. L'envie ne s'est point glissée dans son âme, même à son insu. A l'autre extrémité sont les *Mémoires* de Méhée. On pense rêver en lisant ce que cet homme nous apprend de lui et du repaire de misérables avec lesquels il vivait. Imprimer cela de soi-même est, certes, le symptôme d'un temps où l'on ne croit à rien, où il n'y a plus de conviction forte, où les partis ne professent pas plus les uns que les autres une opinion sincère et se moquent de leurs propres phrases.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 7 décembre 1823.

Je ne saurais vous dire combien je crois les circonstances favorables pour la publication de votre ouvrage. Il se fait, en ce moment, dans les esprits un mouvement très remarquable, bien entendu parmi ceux

qui ont mouvement et esprit. C'est maintenant, un dire universel, parmi tous nos jeunes gens (et de qui parler, si ce n'est d'eux?) que les moyens politiques étant usés ou ajournés, c'est sur les esprits qu'il faut agir, c'est par la philosophie, les arts, l'histoire, la critique, et, s'il se peut, la création littéraire, qu'il faut les attaquer; et le public, de son côté, m'y semble assez disposé. La nécessité d'un renouvellement fondamental de doctrine est partout reconnue, et s'il y a de l'excès aujourd'hui, c'est dans l'empressement de tous à désavouer tout le passé, opinions, personnes, conduites et patrie. C'est le moment des tentatives originales.

Le duc d'Angoulême, comme vous voyez, parle de la charte tant qu'il peut. Cela ne sert qu'à irriter la portion dissidente du parti ultra. Ceux-ci exaltent la campagne, que le généralissime rabaisse dans ses entretiens familiers. Le ministère le met en avant, sans avoir la moindre envie de résister, par son secours, aux exigences et aux inquiétudes qu'il provoque en l'invoquant. On assure que Guilleminot est assez disgracié, quoique le prince ait reçu très froidement M. de Damas. Il n'y a pas jusqu'à ce grenadier qui a tué un homme, ce dont le duc d'Angoulême s'est plaint amèrement, et auquel on ne fera rien, dit-on, de peur d'offenser la garde.

L'École des vieillards (1) est le chef-d'œuvre du talent dans le commun. Peu de caractères, point de mœurs, aucune nouveauté, et puis un esprit, une chaleur, une force qui entraînent; beaucoup d'art, des situations pathétiques, des vers admirables quelque-

(1) De M. Casimir Delavigne. C. B.

fois par le naturel, toujours par la facilité, l'élégance et la verve. Cependant toute la pièce *sent la planche* : moyens de théâtre, développements prévus, conduite de scène, traits de dialogue, tout cela est à la fois très remarquable et très ordinaire. Mademoiselle Mars joue à ravir, et Talma divinement. Je crois qu'il est encore plus inimitable dans les passages qui veulent de la grâce, de l'esprit ou de la gaieté, que dans ceux qui demandent de la chaleur et de la sensibilité. Ce n'est pas Casimir qui renouvellera la scène, et, en vérité, c'est dommage.

Adieu, point de nouvelles à vous donner de nos amis, ils vont tous à merveille. Quant à moi, je laisse s'échapper les jours sans les compter et comme quelque chose de provisoire qui m'intéresse peu. Hélas ! toute la vie, peut-être, se passe ainsi. C'est une puissance que l'on n'exerce, pour ainsi dire, que par intérim, et qui échappe souvent au moment où on croit s'installer.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Paris, 8 décembre 1823.

Je voudrais vous écrire, cher Prosper, parce que j'ai envie de causer avec vous, parce que vous croyez peut-être qu'il se passe quelque chose ici, mais je suis honteuse de n'avoir rien à vous raconter. C'est pourtant aujourd'hui l'entrée du duc d'Angoulême, mais les honnêtes bourgeois de Paris ne m'en paraissent pas fort émus, ils ont tant vu le soleil des jours de fête ! On disait que M. le duc d'Angoulême avait refusé le triomphe et qu'il avait demandé la grâce des transfuges. L'arc de triomphe est devenu si fort mesquin

qu'on a fini par l'appeler une tente contre la pluie, aussi pleut-il. Nous en sommes toujours au même point pour la dissolution ; pour la septennalité on dit même que M. de Chateaubriand veut changer l'âge il s'est en effet jadis bien engagé là-dessus, je ne sais si cela a quelque empire sur lui. L'apathie est toujours fort grande : le gouvernement n'a pas gagné ; il n'est ni plus estimé ni plus craint, mais on ne voit plus de chances, et beaucoup de gens qui étaient fatigués de ce mouvement continuel sont contents d'un état de choses établi, même qui leur déplaît. Ce qui me paraît un phénomène, c'est que les poltrons ne se rallient point, beaucoup de gens qui positivement n'ont embrassé notre cause que par intérêt y persévèrent, bien qu'elle n'offre plus qu'un avenir très éloigné : bien qu'on se dise que les choses dureront telles qu'elles sont ; elles n'ont pourtant rien de jeune et de réellement solide ; il n'y a rien que de *contingent* dans leur existence, aucune stabilité *nécessaire*, comme disent les métaphysiciens.

A propos de métaphysique il a paru un ouvrage remarquable dans ce genre d'un M. Bérard, médecin de Montpellier, c'est le premier exemple d'une médecine spiritualiste. M. Guizot en fait grand cas. Il y a toujours un grand mouvement dans les jeunes esprits, il est possible que la nécessité de porter son ardeur sur des sujets théoriques et de se détourner momentanément de la politique active ait quelques avantages pour eux. Leurs idées s'étendent et se mûrissent ; ils arriveront à s'occuper des affaires après s'être un peu adonnés à des pensées graves et sérieuses, cela en vaudra mieux ; du reste, toute carrière possible est indignement refusée à ceux qui ne veu-

lent pas être hypocrites et serviles. Vous aurez peut-être entendu l'histoire du refus du fils de M. de Saint-Aignan à l'École polytechnique : Il avait passé les meilleurs examens ; M. Corbière a donné pour raison à M. de Saint-Aignan ses mauvaises opinions à lui et à M. de Vicence, et le plus joli, c'est que lorsque M. de Saint-Aignan lui a cité l'exemple de M. de B***, dont le fils a été admis, M. Corbière a répondu : « C'est bien différent, parce qu'on peut gagner M. de B*** avec une place, et que vous on ne peut pas vous gagner ». C'est l'impudence du vice que nous avons gagné à la publicité. Victor veut vous écrire lui-même et vous remercier de vos bons conseils. Je finis en entendant la musique et les tambours de loin ; c'est une chose désagréable que de ne pas être en sympathie avec de la musique. Je ne verrai rien de tout cela : j'aurais pourtant eu une certaine curiosité de la figure du public, mais comme il faudrait en faire partie je ne m'en soucie pas. Pauvre pays ! que de solennités on lui a faites sans qu'il y ait pris une part quelconque ! Combien de fois ses maîtres lui ont offert de ces honteux spectacles !

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Paris, 10 décembre 1823.

J'ai attendu pour vous répondre que l'attaque de M. de Rovigo eût entièrement échoué. Le public a prononcé son jugement ; le roi a prononcé le sien ; il n'y a plus rien à dire ni à faire. Le degré d'impudence du duc de Rovigo n'a jamais été égalé. Il faut avoir traversé trente ans de révolution pour en arriver à cette

innocence de scélératesse qui fait que l'on croit être irréprochable parce qu'on n'a été qu'exécuteur. Chaque ligne de sa brochure excite de l'horreur. Un mot qui répond à tout c'est la phrase du testament de Napoléon qui déclare qu'il est le seul auteur du meurtre du duc d'Enghien, et que s'il se trouvait dans les mêmes circonstances il agirait encore comme il l'a fait alors. Rien de plus explicite que ce passage, que vous avez pu lire dans le *Journal des Débats* où il est rapporté textuellement.

Madame de Dino a été un peu souffrante ces temps-ci : l'indignation lui fait mal. Quand viendrez-vous nous voir ? On dit l'ordonnance de dissolution pour le 23. Cent soixante présidents sont pris dans la Chambre des députés. L'ouverture de la session est pour la fin de mars.

AU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Barante, 12 décembre 1823.

Chacun m'écrit tout comme vous, mon cher ami, que c'en est fait de tout intérêt aux affaires publiques et que personne ne se soucie plus de rien. Cela ne me console point du tout de ne pas être avec mes amis. J'aime autant, si ce n'est mieux, deviser avec eux, sans but positif, et à part de l'utilité, je m'accommoderais à merveille de la transformation qui ferait de nos opinions politiques des opinions philosophiques. Être de l'opposition est un premier degré de dégagement : être d'une autre nation que les gens qui gouvernent, est un degré de plus. Or le temps arrive où nous n'aurons plus le même langage, ni les mêmes

lois, ni les mêmes notions du juste et de l'injuste, de l'honnête et du déshonnête. Je ne crois pas que cette façon d'aller soit définitive ou même durable. Si on n'est point entraîné à nous opprimer plus lourdement si les cadres d'un gouvernement représentatif subsistent, il s'y formera, avant peu, des combinaisons nouvelles, et sans parler davantage en bien ou en mal de l'ancien régime ou de la Révolution, il se trouvera des gens qui, sincèrement ou non, réclameront de l'économie et des garanties. Si, au contraire, encouragé par les triomphes d'Espagne, poussé par l'empereur de Russie, le parti veut se lancer dans les grandes aventures, détruire les républiques américaines, prendre d'assaut la charte, la raser et semer le sel dessus; alors nous verrons ce qui en adviendra, et les périls seront pour eux plus que pour nous; Quant à un doux et élégant repos, embelli par les lettres et les arts et par une cour spirituelle et imposante, je doute que nous soyons destinés à en jouir par compensation et consolation. Je ne vois pas le dieu qui nous ferait ce loisir, et malgré la Société des bonnes lettres, je crains qu'au temps à venir on ne dise pas le « siècle de Villèle », comme on dit le « siècle de Périclès ».

Je ne sais encore quand je me mettrai en route. Je m'obstine à rester aux élections, peut-être sera-ce seulement pour assister à quelque impudente tricherie, à quelque vingtaine d'électeurs libéraux retranchés de la liste sans plus de façon et autant d'ajoutés de l'autre côté. Et qui peut empêcher cela? Je ris de notre innocence quand nous avons fait cette loi d'élection et de la bonhomie qui nous laissait supposer qu'avec le mécanisme de l'administration

impériale il pouvait y avoir une seule garantie. Pour un peu de confiance qu'on a dans les personnes, on ne devrait pas oublier de se donner toutes les sûretés, et nous ne nous en sommes donnés aucune. Nous avons été un docile parti ministériel, encore qu'on en jugeât autrement.

J'ai lu *Faust* avec un plaisir nouveau. Je n'aurais pas cru qu'il pût ainsi devenir français. Vous l'avez repercé afin de le traduire. La notice est encore bien spirituelle. Madame de Dino m'écrivait, il y a quelque temps, que, sans plus de paresse, vous alliez entreprendre quelque chose. Je suis impatient de savoir de quoi il s'agit. Pour moi, je continue mes *Chroniques*; je pense à cet égard, comme pour les traductions. Je me sens porté non à transporter le temps passé dans nos impressions actuelles, mais à essayer de faire partager au lecteur les impressions du temps passé, comme il me semble que je les ai. C'est une traduction littérale.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Paris, 16 décembre 1823.

Nous sommes encore dans les fêtes jusqu'au cou, cher Prosper; on jette partout du pain et de la viande à dévorer à ce malheureux peuple, et pendant un jour au moins on a la douce illusion de le voir parfaitement semblable à des bêtes à quatre pattes, et n'ayant plus rien de ces *chiens de peuples civilisés*; néanmoins on dit qu'il se moquait lui-même de toutes ces farces; on avait habillé cinq ou six portefaix en généraux espagnols et on les faisait battre par les autres. Vous avez

été indigné de la mort de ce pauvre jeune homme dans la première fête : cela n'a rien fait à personne, les voisins se rangent quand on casse la tête à quelqu'un près d'eux, et il n'y paraît pas. La cour du duc d'Angoulême s'exprime comme nous sur l'Espagne et les royalistes ; nos ministres ne sont pas contents du changement du ministère espagnol, on voulait bien quelque chose de semblable, mais on est effrayé de n'être absolument compté pour rien et que l'influence de Pozzo (1) soit tout. On parle de la guerre contre les colonies espagnoles, on aurait, dit-on, demandé à la France non pas des troupes, mais de l'argent et des vaisseaux, et cela expliquerait la tristesse de nos ministres. Guilleminot va être envoyé à Constantinople, après avoir été reçu avec toute sorte de bonne grâce. Du reste, comme je vous l'ai dit, tout cela ne fait plus rien à personne, qu'on tue les gens, qu'on leur donne des saucissons à manger, qu'on les renvoie, qu'on les fasse danser, cela ne nous sort pas de notre indifférence.

Pour nous mettre à la mode, il faut donc parler de la pièce de Casimir Delavigne parce que c'est de cela dont on parle. Je l'ai vue comme une autre : mademoiselle Mars y est d'une vérité si admirable que cela remue jusqu'au fond l'âme ; il y a deux ou trois belles scènes tragiques, le reste est d'une tristesse mortelle et remarquable surtout par la vulgarité du ton et le peu

(1) M. Pozzo, envoyé par la cour de Russie pour complimenter Ferdinand VII, le détermina à un changement de ministère, modification fort sage, mais qui, faite en dehors du gouvernement français, excita le mécontentement de celui-ci. C. B.

d'élévation du sentiment, c'est bourgeois, mais bourgeois dans le mauvais sens, à un point que vous ne pouvez imaginer ; il n'y a pas une idée de notre temps ; on n'y sent pas un progrès depuis l'ancien régime. Cela aurait pu être écrit par un homme d'il y a cinquante ans, à la condition qu'il n'aurait jamais été en bonne compagnie ; cela dénote quelque chose de si commun dans la nature de l'auteur et encore plus dans la nature du public que cela fait peine à voir. Le mari parle *du ridicule* dont il sera couvert si sa femme le trahit, et le plus beau trait de démocratie, c'est de lui avoir fait dire que quand un duc offense un bourgeois, il *redescend par l'offense au rang de l'offensé* et peut se battre avec lui. Voilà ce que le public applaudit à tout rompre. Le spectacle du public à cette pièce est curieux en ce qu'il prouve notre état, c'est-à-dire qu'il n'y plus d'élégance dans les classes élevées ni de sentiment de leurs droits dans les classes bourgeoises. Les premiers ne s'aperçoivent pas que les grands seigneurs y ont mauvais ton et les seconds que les bourgeois y sont d'une bassesse choquante.

Par bonheur il n'y a eu personne de tué dans la journée d'hier, mais beaucoup de gens ont reçu des coups de crosse des gendarmes. Les gendarmes vont être comptés parmi les chances : on les ajoutera dans les compagnies d'assurances.

Je voudrais bien n'avoir pas à compter dans notre adversité de vous voir si tard. Tâchez que cela soit le moins tard possible. Si vous voulez qu'on vous envoie des livres, je voudrais bien que vous nous le disiez, il a paru les *Mémoires* de Mrs Hutchinson, ceux de Clarendon ; il va paraître un roman de Salvandy, qu'on dit très remarquable. Donnez-nous vos ordres sur tout

cela, nous voudrions bien vous être bons à quelque chose.

Paris, 30 décembre 1823.

Le *Moniteur* nous a fourni assez d'événements cette semaine, cher Prosper; je suppose que vous devez être content, je voudrais savoir vous rendre compte de l'effet que tout cela a produit, mais pour cela il faut voir des ultras car eux seuls ont des impressions aujourd'hui. Notre affaire est trop faite à nous pour que nous soyons sensibles à autre chose qu'au ridicule de qui se passe, mais il me semble que même chez les ultras (que je ne vois pas) le ridicule est senti vivement. D'abord tous les anciens pairs sont choqués de se voir ôter ainsi un vingt-cinquième de leur dignité, ils croient que la pairie a quelque chose à perdre et ils s'affligent; ceux qui ne sont pas nommés sont encore plus mécontents et comme ils voient que tout le monde y a un égal droit, ils regardent comme une injustice de ne pas être choisis et commencent à demander comme les Anglais qui ne sont pas invités au bal de l'ambassadeur d'Angleterre si on a *quelque chose contre leur caractère*. Enfin parmi les nommés il y en a même de mécontents. M. Lainé est furieux et il a dit l'autre jour, chez M. de Villèle, avec son accent sombre et sonore : « Jusqu'ici nous avions conservé la liberté de nos personnes. » Le centre droit se figure qu'on lui a ôté son chef pour l'annuler, et on dit au contraire que depuis qu'il n'aura plus M. Lainé pour le dissoudre il prendra le mors aux dents; enfin on ne comprend rien au but de la mesure d'aucun côté! Vous jugez que la condition aristocratique des douze

mille francs de pension fait un très bel effet ; il n'y a pas d'esprit de parti pour se moquer, ici, et tout le monde rit, de quelque avis qu'il soit. Quant à la dissolution, elle a aussi mécontenté le centre droit ; elle épouffe les ultras de province qui se figurent que M. de Villèle a fait cela pour se débarrasser d'eux.

La nomination de Mangin et de Donnadieu (1) nous révolte sans les contenter ; enfin il me semble que le ministère ne satisfait pas sa *nation*, car pour l'autre qu'on appelle le *pays* il n'a rien à démêler avec elle, et elle ne démêle pas non plus beaucoup avec lui. Pozzo est revenu peu content, dit-on, et, au fait, nous voyons bien qu'il n'a rien obtenu. Guilleminot part pour Constantinople après que Monsieur l'a *reçu* à merveille et lui a dit : — *Ne vous inquiètez pas, vous nous avez rendu de grands services et nous n'écouterons pas vos ennemis*. Quant à nous nous sommes bien désintéressés dans tout cela, aussi nous faisons de la métaphysique ; nous discutons tous les soirs sur M. Cousin, sur M. Jouffroy et cela me paraît rendre notre conversation beaucoup plus intéressante que cet éternel rabâchage de petites affaires et de grandes agitations de l'année dernière, mais, en même temps, c'est un spectacle qui donne souvent le vertige que de voir plusieurs hommes si distingués, qui n'ont pas dans le fond de l'âme une base solide où ils puissent se reposer et c'est la preuve d'une grande dissolution morale que de se redemander tous les soirs : qui sommes-nous ? où allons-nous ? que faisons-nous ? sans que pourtant aucune des affaires et

(1) Le général Donnadieu était désigné pour présider le collège électoral d'Arles et M. Mangin le collège de Jonzac. C. B.

des intérêts de la vie périclitent, bien que le fond soit si mouvant. Au sortir de ces conversations je ne puis me lasser de me répéter toujours à moi-même : *Je te loue, ô mon Père, d'avoir caché ces choses aux sages et aux intelligents et de les avoir révélées aux simples et aux enfants.* Néanmoins il y a de grands pas de faits; il sortira beaucoup de bien de tout cela un jour, mais serons-nous là pour le voir? M. Guizot me parait aller s'affermissant tous les jours dans des convictions que je ne trouve pas suffisantes, mais qui sont plus prononcées, plus réelles que celles de tous les autres. M. de Rémusat, au contraire, me parait s'enfoncer dans le doute, vivre trop uniquement de son esprit, ce qui nuit un peu à l'esprit même (ceci bien entre nous).

Adieu, cher Prosper, il a paru le roman de Walter Scott (1). En français vous ne le voulez pas; comme cela, dès que nous l'aurons en anglais nous vous l'enverrons. Mille amitiés. Vous aurez vu le discours de M. Monroë (2), c'est la plus grande nouvelle!

(1) *Le Puits de Saint-Ronald.* C. B.

(2) M. Monroë, président des États-Unis, venait d'affirmer dans un message (2 décembre) que son gouvernement interpréterait comme une manifestation hostile à son égard toute intervention européenne contre les colonies américaines qui avaient déclaré leur indépendance et dont les États-Unis reconnaissaient les constitutions. C. B.

III

Année 1824 (1).

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 6 janvier 1824.

Nous voilà donc lancés dans les élections ; vous devez voir dans nos journaux qu'on y met ici assez

(1) ÉVÉNEMENTS DE 1824. — Une rupture est sur le point d'éclater entre M. de Villèle et M. de Chateaubriand, à l'occasion de l'ordre russe de Saint-André conféré à ce dernier et de l'ordre du Saint-Esprit donné au président du conseil. — Intrigues de madame du Cayla pour faire remplacer M. Corbière au ministère de l'intérieur par M. de La Rochefoucauld-Doudeauville. — Ce dernier entreprend d'acheter les journaux indépendants pour mettre la presse entière entre les mains du pouvoir. — Condamnation d'un grand nombre d'individus qui ont porté les armes contre la France dans les rangs des constitutionnels espagnols. — Le conseil d'État supprime une lettre pastorale du cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, comme contenant des propositions contraires aux lois du royaume et à l'indépendance de la couronne. — Le ministre de l'intérieur écrit aux évêques pour leur recommander de faire enseigner la déclaration du clergé

d'activité. Il paraît que le ministère a même la bonté de s'en inquiéter. Après beaucoup de découragement,

de 1682. — Négociations ouvertes par M. de Chateaubriand pour réconcilier l'Espagne avec les colonies en y établissant des trônes qui seraient occupés par des princes espagnols. Elles restent sans résultat, parce que l'Angleterre et l'Espagne, dans des vues absolument opposées, repoussent un pareil projet. — Le gouvernement français n'est pas plus heureux dans ses efforts redoublés pour arrêter les excès de la réaction absolutiste qui désole l'Espagne. — Sur les instances pressantes et menaçantes de la France, l'Espagne ouvre ses colonies au commerce étranger. — Dissentiments entre M. de Talaru, ambassadeur de France, et le commandant en chef de l'armée d'occupation, M. de Bourmont, le premier appuyant le ministère et le parti modéré, l'autre le parti réactionnaire. — Le gouvernement français, après avoir pensé un moment à rappeler M. de Talaru, se décide à rappeler M. de Bourmont. — Élections générales (25 février et 6 mars). — Grâce au découragement du parti libéral et aux moyens d'intimidation, aux mesures illégales mises en œuvre par le ministère, le parti royaliste obtient le plus éclatant triomphe et l'opposition libérale se trouve réduite à dix-neuf membres dans la Chambre des députés. — Exaspération croissante de la contre-opposition de droite contre M. de Villèle. — Les questions religieuses prennent plus d'importance. Les prétentions exagérées du clergé rencontrent de la résistance, même de la part de certains royalistes. — Discussions dans le Parlement britannique sur l'occupation militaire de l'Espagne. — Les ministres y rendent hommage à la belle conduite du duc d'Angoulême et de l'armée française. — Ouverture de la session des Chambres (23 mars). — Tentative pour faire annuler l'élection de M. Benjamin Constant. — Discussion à la Chambre des pairs de la loi relative à la répression des crimes et délits commis dans les églises. — Vains efforts du parti

on s'est repris d'un beau zèle pour la chose publique. A force de parler et d'écrire, on croira avoir agi, on

ultra-religieux pour y introduire une disposition spéciale contre le sacrilège. La loi, votée à la majorité de 136 voix sur 147, est portée à la Chambre des députés, mais le ministère la retire, craignant de la voir rejeter comme insuffisante. — Discussion à la Chambre des pairs de la loi qui substitue le renouvellement intégral et septennal de la Chambre des députés à son renouvellement annuel par cinquième. Après des débats animés, elle est votée à la majorité de 117 voix sur 184. — Discussion de la loi qui, modifiant celle du maréchal Gouvion Saint-Cyr sur le recrutement et l'organisation de l'armée, supprime la réserve des vétérans, prolonge la durée du temps de service et élève le chiffre du recrutement annuel. — Vivement combattue par le maréchal Saint-Cyr et le général Foy, elle est votée par la Chambre des pairs à la majorité de 119 voix sur 138 et par la Chambre des députés à celle de 248 contre 70. — La Chambre des pairs rejette, à la majorité de 128 voix sur 222, le projet de loi relatif à la conversion de la rente 5 p. 100 en 3 p. 100, combattu avec beaucoup de force par MM. Roy et Pasquier (3 juin). — Joie publique. — Irritation du roi. — Dépit de M. de Villèle. M. de Chateaubriand accusé d'avoir contribué à ce résultat, est renvoyé du ministère. — Il se jette dans une opposition violente où il entraîne le *Journal des Débats*. — Arrêt de la cour royale qui déjoue la tentative faite par M. Sosthène de La Rochefoucauld pour amortir la presse opposante en achetant les journaux indépendants. — Procès de tendance intenté au *Courrier* et au *Constitutionnel*, dont le ministère public demande la suppression. — La cour royale s'y refuse. — Intrigues engagées à la cour pour modifier la composition du ministère dans lequel M. de Chateaubriand n'est pas encore remplacé. — Affaiblissement de la santé du roi. — Discussion à la Chambre des députés de la loi sur le renouvellement intégral et sep-

finira par concevoir quelques espérances, et comme elles seront déçues, on aura une grande rechute de

tennal. — Elle est votée à la majorité de 292 voix contre 87 (7 juin). — La Chambre des pairs rejette, à la majorité de 85 voix contre 82, un projet de loi qui conférait aux communautés religieuses reconnues par ordonnances royales, le droit d'acquérir et de posséder, et que MM. Siméon, Lainé, Pasquier avaient fortement combattu. — Irritation du parti ministériel, et surtout de la fraction religieuse. — Rejet d'une proposition de M. de La Bourdonnaye tendante à allouer une indemnité aux victimes des confiscations révolutionnaires. — Vote d'une loi qui augmente le fond des pensions militaires, d'une autre qui réduit certains droits d'enregistrement, d'une troisième qui maintient le monopole du tabac. — Présentation d'une loi de douanes conçue dans le sens prohibitif, et que le gouvernement applique par ordonnance, les Chambres n'ayant pas eu le temps de la voter. — Vote d'une loi de crédits supplémentaires pour 1823, à la suite d'une discussion très vive dans la Chambre des députés sur les dépenses de la guerre d'Espagne et les marchés Ouvrard. — Ordonnance royale qui charge une commission de faire une enquête sur cette question. — Vote du budget de 1825. — Débats sur les empiètements du parti ultramontain, sur la Grèce, sur l'affaire des achats de journaux, sur celle des hommes de couleur de la Martinique arbitrairement condamnés soit aux travaux forcés et à la marque, soit à la déportation. — Clôture de la session (4 août). — Le baron de Damas remplace M. de Chateaubriand comme ministre des affaires étrangères ; il est remplacé lui-même comme ministre de la guerre par M. de Clermont-Tonnerre, qui a pour successeur au ministère de la marine M. de Chabrol ; le duc de Doudeauville devient ministre de la maison du roi à la place du maréchal de Lauriston, nommé grand veneur ; M. de Martignac obtient la direction générale de l'enregistrement ; M. Sosthène de

découragement. Quoi qu'il en soit, il faut toujours aller comme si l'on attendait quelque chose des fictions

La Rochefoucauld, qui a définitivement échoué dans ses tentatives pour être ministre de l'intérieur, en est dédommagé par la direction des beaux-arts. — Quelque temps après, l'évêque d'Hermopolis, grand maître de l'université, est nommé ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. — Destitution d'administrateurs et de magistrats contraires à l'opinion dominante. — Arrêt de la cour de cassation qui, en reconnaissant qu'on peut ressusciter, sans autorisation royale, un journal qui a cessé de paraître sans avoir été formellement supprimé, enlève au gouvernement une partie des pouvoirs que la loi de 1822 lui avait conférés sur la presse périodique. — Le ministère en prend occasion de rétablir la censure (15 août). — Pamphlets publiés à cette occasion par MM. de Chateaubriand et de Salvandy. — Négociation ouverte pour arriver à la reconnaissance de l'indépendance de Saint-Domingue moyennant une indemnité en faveur des colons. — Elle échoue. — Progrès de l'industrie manufacturière, accroissement des capitaux. — Élections partielles, presque toutes favorables au ministère. — Acquittement, à Toulouse, d'un bon nombre de sujets français qui, en Espagne ont porté les armes contre la France. — Continuation des efforts du gouvernement français pour amener le gouvernement espagnol à une politique plus humaine et plus sensée. Amnistie dérisoire publiée par Ferdinand VII. — En Portugal, conspiration de l'infant dom Miguel pour enlever le pouvoir au roi son père et faire triompher le parti de l'absolutisme violent. Après un mouvement de succès, elle est déjouée par l'intervention de l'ambassadeur de France, M. Hyde de Neuville. — Nouvelles négociations ouvertes à Saint-Pétersbourg pour mettre fin à la lutte engagée entre la Porte et la Grèce. — Elles restent encore sans résultat, par suite du mauvais vouloir

constitutionnelles. Je présume que cela vous occupe fort dans votre retraite, et vous me feriez plaisir de m'en écrire quelque chose. Quels sont les projets pour chaque arrondissement et pour le grand collège? Quels sont les candidats des deux bords et leurs nuances? Quelles sont les chances ? Quels moyens surtout emploie l'autorité? La peur ou la fraude? Si vous pouviez surprendre et constater quelque manquement de foi, quelques moyens arbitraires dans la composition des collèges, vous nous rendriez service de nous en envoyer le détail et les preuves. Faites de tout cela ce que vous voudrez mais vous sentez que ce n'est point pour le taire que je vous le demande. Écrivez-moi donc en conséquence... Il y a peu de jours encore M. de Villèle était fort content et il n'avait pas tort; je ne crois point sa position

de l'Angleterre et de l'Autriche. — Suite de l'héroïque résistance de la Grèce aux agressions de la Porte. — En Italie, en Allemagne, l'influence de l'Autriche est toujours dominante. — Pendant que l'esprit d'absolutisme pèse sur le continent, en Angleterre l'esprit de liberté et de progrès se réveille. – Mort de Louis XVIII (13 septembre). — Avènement de Charles X. — Rétablissement de la liberté de la presse. — Grande popularité du nouveau roi. — Incidents qui ne tardent pas à y porter de graves atteintes ; mise à la retraite d'un grand nombre de généraux de l'ancienne armée, etc. — Fondation du journal le *Globe*. — Nouvelle convention qui maintient l'occupation de l'Espagne en la modifiant. — L'Angleterre par représailles, reconnait l'indépendance du Mexique et de la Colombie. — Ouverture de la session (22 décembre). (D'après les sommaires des chapitres LXXXVIII, LXXXIX, XC, XCI, XCII, XCIII, XCIV, XCV, XCVI, de l'*Histoire de la Restauration*, par M. Louis de Viel-Castel).

mauvaise vis-à-vis de son parti. Ni le pavillon Marsan, ni l'extrême droite, avec leurs seules forces, ne sont en mesure de le renverser. On est bien fort quand on est décidé à tout céder, excepté sa place ; on satisfait alors tout son parti, sauf les ambitieux qui sont réduits à eux-mêmes, ce qui est fort peu de chose par le temps qui court. Le danger ne peut venir que du dehors, et il est venu. Vous avez vu que l'empereur Alexandre a donné son grand cordon à MM. de Chateaubriand et de Montmorency. Villèle, pour se consoler, s'est fait donner le cordon bleu. Il a bien fait, mais il avait senti le coup. Rien n'est à redouter pour lui que la disgrâce de la Sainte-Alliance. Il parait qu'on veut le punir de ne point consentir à quelque expédition contre l'Amérique. Ce projet est le plus insensé de tous. Et en vérité, il semble tous les jours prendre la consistance que prenait la guerre d'Espagne, quand nous la trouvions impossible et qu'elle devenait inévitable. L'opposition de l'Angleterre et des États-Unis sera-t-elle réelle cette fois ? C'est ce qu'on dit, et ce qu'on ne sait pas, car en vérité, l'on ne sait plus sur quoi compter, et ce temps-ci confond la raison.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Paris, janvier 1824.

Vous voulez des commérages, cher Prosper, et je n'en sais pas beaucoup ; je sors moins que jamais cette année-ci, et le beau monde m'est assez étranger.

Comme divertissement, la société a, en ce moment,

le mariage Beauvau (1). On leur lance force quolibets, calembours, et la famille, pour se justifier, dit que c'est un mariage d'amour, qui ne s'est pas fait sans consulter la demoiselle. M. de Turenne a mené cette affaire et on l'en a remercié tout haut avec un accent très ému la première fois qu'il a paru à la cour pour recevoir le prix de ses services. On parle de créer de nouveaux pairs et d'y mettre le mari et la beau-père, mais le ridicule a fait un peu retarder cette mesure. Les ministres sont en général fort tournés en ridicule dans leur parti, et l'humeur contre leur personne est beaucoup plus forte de leur côté que du nôtre, qui ne nous soucions pas assez des individus pour nous irriter contre l'un plus que l'autre. Pozzo est furieux de l'article des *Tablettes* où on raconte ses conversations. J'ai assisté à celle avec M. Nugent (2) qui n'est pas tout à fait exacte. Il est vrai que M. Nugent a dit que la liberté de la presse irait à Pétersbourg et que Pozzo a répondu: « Pas de mon vivant! » et a ajouté qu'il défiait toutes ces agitations populaires. Son genre est de parler avec grand mépris de l'Espagne et de sa barbarie, de la nécessité de la gouverner du dehors. Les trois résultats qui leur sont nécessaires, l'argent, les gendarmes et les bons cuisiniers, ne se trouvent pas dans ce pays-là et c'est pour cela qu'ils l'appellent arriéré. Il faut aussi vous parler de l'ouvrage de M. Salvandy (3) et de son effet. Il n'a pas de succès

(1) Le mariage du prince Edmond de Beauvau avec mademoiselle du Cayla. C. B.

(2) Membre du Parlement anglais. C. B.

(3) *Don Alonzo ou l'Espagne, histoire contemporaine.* C. B.

en général, malgré le mérite très réel de quelques morceaux historiques et surtout de quelques observations pleines de sagacité et de justesse. Son impartialité a choqué tout le monde ; les bonapartistes en sont très irrités. *Ce n'est pas français*, m'a dit une belle dame de ce bord, parce qu'il trouve que c'est mal fait d'avoir fusillé des milliers de pauvres paysans pour établir Joseph. Les autres ne l'aiment pas mieux, parce qu'il ressort de cette lecture une indignation encore plus forte contre les puissants de ce monde, une profonde estime pour les auteurs de la révolution, et un chagrin poignant pour ce malheureux pays livré aux bêtes. Le roman est très mauvais et donne prise à la moquerie de partout. J'ai aussi entendu (mais en secret) quelques morceaux de l'ouvrage (1) de Benjamin ; cela brille d'éloquence à chaque page : il y a même de l'émotion et de l'entraînement, mais il a si fort craint de se prononcer qu'on ne peut pas savoir après, si Dieu est *subjectif* ou *objectif*; il établit la faculté religieuse et rien de plus, ce qui fait qu'il propose à l'homme son penchant comme satisfaction de son penchant, c'est répondre à une personne qui cherche un objet d'affection : « Contentez-vous du besoin d'aimer, c'est une faculté innée en vous, cela doit vous suffire. » Encore, tel quel, n'ose-t-il pas le faire paraître avant les élections, de peur de perdre une voix de quelque honnête incrédule. S'il est nommé pour sept ans, le bon Dieu y gagnera quelque affirmation de plus. L'ouvrage sera néanmoins fort utile ; il est amer et mordant contre

(1) *De la religion considérée dans sa source, ses formes et ses développements.* C. B.

la philosophie du XVIIIe siècle, et son tableau d'une nation gouvernée par l'intérêt bien entendu est si frappant de vérité qu'on ne peut éviter de s'y reconnaître, mais il dit tant de mal des prêtres que cela fera tout passer.

Il y a un petit mouvement pour les élections; nos jeunes amis ont acquis grande confiance de la part des électeurs, et le plus crotté de nos doctrinaires (1), celui que nous appelons notre futur ministre de la police, est le factotum de tout cela. On se réunit chez lui. Il est curieux que la vieille génération se remette ainsi entre les mains des jeunes, ayant l'air d'avouer qu'elle ne sait rien faire de bon. Les petites haines individuelles durent toujours; Manuel veut empêcher Benjamin d'être élu; Benjamin, après avoir dit qu'il ne s'en souciait pas, en a repris une de ces passions violentes qui viennent de temps en temps s'enter sur son insouciance habituelle. On chicane les électeurs de toute façon; on repousse les niais en leur faisant des difficultés qu'ils ne comprennent pas, on dégrève les autres, on demande des certificats de naissance, de baptême, de domicile, etc. Le résultat de tout cela est bien facile à prévoir. Victor ne compte pas sur plus de vingt voix, et quant

(1) Probablement M. Bourgeois, secrétaire du centre gauche, dont la tenue était fort négligée. M. Bourgeois, riche propriétaire de nombreux immeubles à Paris, se montrait un membre des plus dévoués du groupe des doctrinaires, son rôle dans l'organisation électorale du parti libéral a été considérable pendant la restauration. M. Bourgeois est mort très peu de temps après la Révolution de 1830.

C. B.

à la session il dit que nous ne serons pas de la discussion et que notre affaire se bornera à une ou deux protestations contre tout ce qui se dit et se fait. Je voudrais bien, cher Prosper, vous dire de revenir et il me semble que je trouverais de bonnes raisons, mais M. Guizot me l'a défendu, de son autorité de pape doctrinaire. Il dit qu'il vous a écrit pour vous engager à rester, ainsi j'irais mal à lutter avec lui ; mais ce qu'il y a de sûr, c'est que j'ai bien envie que vous veniez et que je vois le mois de janvier s'écouler avec grand plaisir. Gardez votre *Jeanne d'Arc* (1), je vous en conjure: ce sera charmant. Pourquoi faut-il être encore si longtemps sans l'entendre ?

DE M. GUIZOT.

Paris, 24 janvier 1824.

Que je vous parle d'un projet auquel il faut bien votre approbation, puisque vous y êtes compris. Victor, Auguste, Charles, Cousin, Dumon, M. Lebrun (l'auteur de *Marie Stuart*), quelques autres et moi, nous voudrions former sans bruit, sans titre, une petite société des sciences morales et politiques qui essayât de seconder et de diriger le mouvement naissant vers des idées nouvelles en philosophie, en droit public, en histoire de la littérature; elle proposerait quelques prix, aiderait à l'impression de quelques bons ouvrages ou bonnes traductions, dont les auteurs jeunes et inconnus ne peuvent se faire jour par eux-mêmes,

(1) Les chapitres consacrés à Jeanne d'Arc dans *l'Histoire des ducs de Bourgogne*. C. B.

correspondrait avec les hommes des départements qui prennent intérêt aux mêmes idées, deviendrait un petit centre pour des opinions plus larges et plus libérales auxquelles pas mal de gens commencent à prendre assez de goût, mais qui n'ont encore que des partisans isolés, sans point d'appui et ne se soutenant ni ne s'encourageant entre eux. Nous vous avons, comme vous pensez bien, compté parmi nous. Je ne vous parle pas des moyens d'exécution, quoique fort simples, ce serait trop long et je crois qu'avec un peu de persévérance, on tirera de là quelque chose. Dans le très peu que nous pouvons tenter ou accomplir, nous avons grand besoin de nous soutenir les uns les autres, et je ne puis vous dire combien de fois par semaine je sens que vous nous manquez, sans pouvoir dire bien précisément pourquoi.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 2 février 1824.

Pourquoi supposez-vous, ma chère Sophie, que je serai dans une position embarrassante et fâcheuse aux élections ? Elle n'a rien que de fort simple. Ce qui ne l'eût pas été, c'eût été de partir. Les bonnes gens du pays auraient soupçonné que, jugeant la partie perdue, je cherchais à me rattacher de l'autre côté. Il n'y a nul embarras à être de l'opposition. Lorsque le ministère jette un déshonneur si public sur tous ceux qu'il emploie, ou qui se laissent aller à lui sans conviction, il m'est agréable d'avoir partout, et surtout ici, de la considération personnelle, et de la voir s'accroître encore. En outre, je n'en demeure pas moins solitaire

dans mon coin, et je ne connais ni de figure ni de nom ceux qui voteront avec ou contre moi. L'influence que je puis avoir n'est pas celle d'un chef de comité ou d'un agent de manœuvres électorales, elle tient précisément à ce que je ne me mêle de rien, et à ce que je vis dans d'autres intérêts que ceux de ce département. Quant aux chances de rentrée en fonctions vous savez bien que tout calcul établi sur ma plus ou moins grande inertie serait une duperie des plus gratuites. Nous n'avons pas affaire à des gens qui permettent à leurs ministres de se conduire avec cette largeur-là. A deux ou à trois fois celui d'entre eux qui est le plus capable de cette fantaisie (1) a voulu, m'a-t-on dit, se la passer. J'ai toujours répondu que je croyais son intention sincère, mais que cela ne

(1) Je ne voyais pas plus M. de Chateaubriand que les autres ministres, et je n'ai point causé avec lui une fois pendant qu'il a été au pouvoir. Mais nous avions des amis communs et nous entendions parler l'un de l'autre. L'idée lui vint que je devais avoir une fortune médiocre. D'une façon détournée, et avec un complet ménagement, il me fit savoir qu'il serait content de rendre ma position meilleure. Je pense qu'il voulait se servir du prétexte de ma nomination à Copenhague pour me donner un traitement de non-activité. Je ne pouvais en aucune façon me fâcher de cette offre présentée sans conditions; mais l'idée de l'accepter n'était pas concevable. Je fis semblant de ne pas comprendre, de sorte que la proposition et le refus n'eurent rien d'explicite. Nous nous sommes mutuellement su gré de cette circonstance. Ce fut madame Récamier qui m'entretint de la bonne volonté de M. de Chateaubriand et lui dit ma réponse, qui ne l'étonna pas. Je lui fus reconnaissant de l'avoir prévue.

serait pas. Il faut donc que je suive tout bonnement ma route. Elle est chaque jour plus agréable et plus honorable à mes yeux, et sans cesse je m'applaudis de n'avoir rien de commun avec ce que je ne saurais ni approuver ni estimer. Lorsqu'on a le dégoût de la représentation, le dédain d'une importance factice et le besoin de l'indépendance, que reste-t-il de l'ambition? Un certain plaisir de faire prévaloir ses idées, l'espérance présomptueuse d'être utile au présent et même à l'avenir. Eh bien, ces jouissances-là se rencontrent si rarement et sont d'ordinaire si incomplètes, qu'on ne peut guère les regretter que comme une noble rêverie.

Il me paraît qu'un homme de ma connaissance ne serait point de ce sentiment. J'ai rarement rencontré un goût plus naïf et plus exclusif pour l'argent. C'est une vocation irrésistible. L'an dernier je l'ai un peu aidé à combattre cette passion, et grâce à quelques bonnes raisons, bien à la portée de tous, j'ai retardé l'accomplissement de ses désirs. Au reste, le monde est plein de gens qui, avec cinquante mille livres de rente et plus, se plaignent que leur position ne leur permette pas l'indépendance. Lui aussi dit qu'il recherche de quoi être indépendant.

Je vois approcher, avec grande joie, le moment de mon retour. J'ai été fort contrarié qu'il fût ainsi reculé. Mes affaires littéraires en sont le principal motif. J'arriverai dans la saison où l'on ne publie pas de livres, et je me trouverai peut-être retardé d'un an. Je voudrais pourtant beaucoup consulter le public sur mon entreprise. Longue comme elle est devenue, j'aurais gagné à n'écrire les derniers volumes, qu'après avoir vu l'effet des premiers. Savez-vous que je suis menacé d'aller jusqu'à six?

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Paris, 4 février 1824.

Il y a bien longtemps que je ne vous ai écrit, cher ami, je me le reproche et j'ai bien envie de recevoir l'assurance que vous me le pardonnez, donnez-la-moi promptement si vous êtes généreux. Vous connaissez l'entraînement d'une vie oisive et comme il est difficile de trouver du temps dans une journée remplie de niaiseries. C'est à ce régime que je suis et je me l'administrerais par raison si je n'y étais pas porté par nature. Les choses sérieuses vont si mal que les bons esprits sont rejetés dans les choses frivoles, Celles-ci vont mieux. Un bal chez le maréchal Soult la semaine dernière, hier un autre chez la duchesse de Raguse, m'ont fort rappelé les *Mille et une Nuits*. Entre autres curiosités j'y ai remarqué le duc de Duras et Manuel. Demain il y en a un autre chez le maréchal Suchet : son ambition a été fort excitée par l'éclat du maréchal Soult. C'est comme les trophées de Milthiade. Notre Thémistocle veut avoir autant de ministres et de gens de la cour que le maréchal Soult et il aura fort à faire. Si la pauvre petite maréchale Suchet veut aussi se faire aussi grosse dame que la maréchale Soult, elle en crèvera. A propos de bal je vous conterai encore qu'un prince russe a imaginé de réunir chez lui les grands seigneurs et les actrices. Or, ce prince russe avait quitté mademoiselle Brocard, de l'Opéra, pour une petite danseuse des boulevards. Cette mésalliance l'a entraîné à des mélanges, dont la haute aristocratie des coulisses s'est offensée. De plus, il avait invité les grands seigneurs *à lui faire l'honneur*

et les demoiselles *à lui faire le plaisir*. Mademoiselle Mars a répondu qu'elle ne lui ferait pas cet honneur-là, parce qu'elle n'y trouverait pas le moindre plaisir. Et en résultat il ne s'est trouvé qu'une quinzaine de filles des plus vulgaires, tout au plus bonnes pour des électeurs de petits collèges et qui, dans la confusion du temps actuel, ont fait la chouette aux plus grands personnages de la monarchie. Voilà où nous a menés le progrès des lumières.

Je ne sais trop ce que vont devenir les ministres après les élections. Ils usent en vilenie ce qui leur reste de crédit. Tout ce qui a quelque probité est révolté des procédés employés pour les élections. Le duc d'Angoulême ne s'en cache pas. En général tout ce qui l'approche en rapporte de très bons propos. Il y a assurément de bonnes chances d'avenir de ce côté, mais pour qu'elles fussent exploitées par nous au profit du pays il faudrait abandonner de gros bagages et nous modifier nous-mêmes. Le malheur est que ceux qui sont toujours les plus propres et les plus empressés pour une telle manœuvre sont ceux qui la calculent dans un intérêt personnel et honteux. La grande question pour l'organisation intérieure de notre parti est de savoir si Manuel et autres seront ou ne seront pas nommés députés. On ne saurait le prévoir encore parce que, pour déjouer le ministère, on ne désigne les candidats, pour les arrondissements de Paris, que lorsque les listes seront arrêtées. Ceux qui y ont bien regardé ne croient la majorité sûre pour nous que dans cinq arrondissements. Pour les départements je vois des choses qui me consternent. Ne concluez pas cependant de mon découragement sur ce point que je croie le succès des ultras cer-

tain, je suis, au contraire, plus convaincu que jamais qu'ils crouleront et bientôt. Les deux nécessités de ce parti sont, quant à la politique extérieure, la guerre aux colonies espagnoles, quant à la politique intérieure, la profanation des idées et des formes religieuses, par leur alliance avec tout ce qu'il y a de haineux et de cupide dans la politique du parti. L'état de la société en Europe et de la raison publique en France ne permettra pas de marcher longtemps dans ces voies sans qu'on y rencontre des obstacles contre lesquels on se brisera. Mais la combinaison qui remplacera celle du ministère actuel, je ne la saurais prévoir. Je n'ai pas confiance dans l'avenir de notre parti. Il touche au contraire à la dissolution. A qui observe bien il est évident que la division de la gauche et du centre gauche est plus profonde que jamais, et bien des subdivisions encore existent après celle-ci : chacun est mécontent du résultat de notre conduite, je le conçois ; personne ne se soucie de prendre la part d'un autre dans la solidarité, et ceux qui se trouvent le plus chargés sont en méfiance de ceux qui le sont moins, parce qu'ils supposent, avec raison peut-être, qu'à la première occasion ils en seront abandonnés. L'autre jour, Laffitte proposait d'appuyer quelque part la nomination d'un député du centre gauche attendu la misère des temps; Girardin lui a répondu avec fureur que les patriotes n'avaient pas de plus dangereux ennemis. Mon ami, c'est une belle chose qu'une belle défaite, mais on n'en voit guère; la déroute et le sauve-qui-peut viennent toujours bientôt après. Pour ma part, je ne ferai pas un pas vers la droite, mais, franchement, je m'estime heureux de n'être pas plus avancé dans la gauche et

l'occasion ne me tente pas pour rattraper le temps perdu. Si je ne suis pas renommé je continuerai le travail dont je vous fait part, j'ai pris l'époque de la Fronde; mais je suis presque découragé par les difficultés, attendu que pour être superficiel ce n'est pas la peine, la place est prise, et pour être instructif il faudrait être savant.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 4 février 1824.

Depuis quinze jours j'entends dire qu'il se fait un mouvement dans le parti ultra. Il est certain que M. de Villèle aura tout à l'heure à résister, ou plutôt à échapper à un grand soulèvement dans son propre parti. Je crois pourtant qu'il s'en tirera, et c'est pour cela que je n'accorde point que la dissolution soit une faute. C'est un calcul plus prévoyant, une spéculation à plus long terme qu'il n'en fait ordinairement, mais, après quelques difficultés que je reconnais grandes, il se sera ménagé une situation assurée. Il n'aura plus à craindre le cours naturel des choses, mais seulement les accidents. Vous avez beau dire, il est habile. — Sûrement les infériorités de M. Decazes auprès de lui viennent de ce qu'il avait de bon. On peut l'aimer et l'estimer mieux, mais il n'eut jamais assez de capacité pour compenser ses bonnes qualités. Celui-ci, au contraire, n'a point de bonnes qualités qui le gênent, point de susceptibilité, point de vanité. Il sait attendre, il sait s'ennuyer, d'autant qu'il a moins d'esprit, il ne s'étonne de rien; point de superstitions ni de scrupules. Je suis sûr qu'il

n'a jamais mal aux nerfs et qu'il dort douze heures par nuit. M. Decazes n'a jamais su que contenter les ventrus que tout le monde contente; M. de Villèle contente tous les ventrus et son parti avec. Et puis, comment voulez-vous que je n'admire pas un homme qui a acheté les *Tablettes*? Il y a eu un projet d'acheter ainsi tous les journaux; le ministère a donné à Villèle dix-huit mois et un crédit illimité pour le défaire ainsi de toute opposition. Il a couru de mauvais bruits sur le *Constitutionnel*, mais j'ai la certitude que jusqu'ici ils sont faux.

Nous croyons ici que les élections seront misérables. Je me suis fort mêlé dans ces affaires-là, et vous serez étonné des relations et des confidences au milieu desquelles je vis. Des circonstances non préparées ont, je ne sais comment, dissipé tout à coup mille préventions et me voilà dorénavant dans l'opposition exécutive. J'y apprends beaucoup et je m'y amuse assez. Il y a là peu de choses à faire, mais cela vaut encore mieux que les oisivetés du centre gauche. Au reste, il y a longtemps qu'il n'y a plus rien à attendre ni des moyens ni des fictions parlementaires.

Les projets de faction encyclopédique vont leur train. Cela nous occupe et nous avons, dans ce sens-là, des réunions de divers genres. Celle dont on vous a parlé ne fait que de naître, et son but est encore bien vague. Il est très vrai que vous êtes membre et président d'un comité littéraire avec Lebrun, Thiers et Trognon; et, en attendant votre retour, on m'y a adjoint. Qu'y ferez-vous? Je l'ignore : on n'administre point la littérature; ce qu'il lui faut, ce sont des productions, et, en ce sens, vous êtes de ceux qui la serviront le mieux.

Le mouvement tout spéculatif des esprits est fort remarquable en ce moment; il règne dans tout notre monde une activité singulière; on n'y parle que d'entreprises philosophiques, historiques, littéraires; votre *Histoire* est attendue, et ne peut arriver plus à propos; je vais la prêchant à tout venant; je souhaite bien qu'il soit encore temps de la publier à votre arrivée.

Le carnaval, qui est long cette année, multiplie les bals et les fêtes; les salons sont contents et bien insouciants de la politique. Madame du Cayla est toujours en même posture à la cour. On dit que M. de Serre est révoqué et remplacé par M. de Castellane, le père.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Paris, 4 février 1824.

Le temps s'écoule en effet, cher Prosper, et le moment de nous rejoindre s'approche heureusement. Votre lettre est charmante et nous fait encore plus regretter votre conversation. Qu'aurez-vous dit de ce scandale du collège Louis-le-Grand? Vous en savez l'histoire. On a congédié M. Malleval, celui que les écoliers aimaient, et alors ils n'ont pas voulu achever le *Domine* à la messe et ils ont chanté *Domine fac Malleval*; on en a, là-dessus, renvoyé quarante, sans examiner s'ils étaient les vrais coupables. Le lendemain on a donné un repas pour la Saint-Charlemagne et les élèves n'ont pas voulu boire à la santé du roi et du proviseur; alors, pour leur prouver qu'il fallait aimer son souverain et ses maîtres, on les a mis à la porte, ou on en a embarqué

comme des paquets dans la diligence, avec des gendarmes en guise de mentors, pour être rendus à leurs parents. Le beau de la chose c'est qu'ils ont frappé les ultras comme les autres, pour se donner l'air de l'impartialité; ils ont renvoyé trois enfants à M. Roger, de l'Académie; d'autre part le portier n'a pas voulu laisser entrer le neveu du général Foy, rien qu'en entendant son nom. Tous les petits enfants non renvoyés sont indignés; mais l'abbé Frayssinous dit qu'il n'y a pas eu de complot plus important depuis 89. C'est sans doute un des plus grands scandales que nous ayons vus que cette profanation de l'enfance, cette façon de la précipiter, bon gré mal gré, dans les haines et dans les faveurs dont on devrait la garantir de toutes parts. Que d'immoralité là dedans, que d'indifférence pour le repos et le bonheur des familles! Mais cela ne fera pas plus d'effet que le reste. Néanmoins l'opposition contre le ministère fait d'inconcevables progrès parmi les ultras; leur haine est aussi vive qu'elle l'était contre M. Decazes, jointe à plus de mépris. Ils se donnent pour choqués de cet emploi de corruption, de promesses, de menaces, ils cachent (comme toujours) leur humeur individuelle sous des principes et M. de La Bourdonnaye arrivera avec un paquet de dénonciations sur les élections.

Ce que vous dites de la façon dont on avoue impudemment ce qu'on fait est si vrai que l'autre jour un fils de préfet a dit, devant une personne de ma connaissance, que l'on ne négligerait aucun moyen et que tous les gens pensant bien seraient électeurs cette fois-ci, coûte que coûte. Singulière chose que cette exploitation faite à la manière du chevalier de Grammont, du gouvernement représentatif, et cela en face

au su et au vu du public, la publicité introduite dans un état de choses où toutes les anciennes corruptions, toute l'immoralité du despotisme est conservée! On nous dit beaucoup qu'il y a du mouvement réel dans les électeurs constitutionnels; il paraît bien qu'il y a plus de zèle que les autres années, mais je ne sais pas s'il y aura plus de force. Victor croit assez qu'il sortira de ceci une débâcle ministérielle analogue à celle des autres années, nous n'y gagnerons rien, cela va sans dire.

La société, comme je vous l'ai écrit, s'est fort amusée du mariage; on a prétendu que ce pauvre Edmond de Beauvau nous avait tous contrefaits chez mademoiselle du Cayla : cela s'est réduit à très peu de chose au fond, et je ne lui en veux point. Il paraît que madame du Cayla cherche d'autres conquêtes, et qu'elle doit ramener petit à petit tout ce qui a quelque considération au parti de la morale et de la religion. Ce qui est bon, c'est qu'on ne paraît pas disposé à condamner dans ce moment-ci (à mort, du moins). Il faut rendre à M. de Chateaubriand la justice qu'il a toujours été très bien sous ce rapport : dernièrement encore nous en avons eu la preuve.

Adieu, cher Prosper. Les *mauvaises* lettres vont leur train ; on vous destine à faire un rapport *sur la littérature du XIX*e *siècle*, suite à votre XVIIIe. Vous verrez notre nouvel ami, M. Cousin, *ami* que je n'aime pas encore beaucoup.

AU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Barante, 16 février 1824.

Vous devez avoir goût à l'époque que vous avez choisie. La Fronde est la véritable comédie politique. Rien n'y est sérieux ni tragique, rien de naïf ni de pittoresque. C'est le frivole reste de l'indépendance aristocratique et des franchises bourgeoises. L'activité et la force que Richelieu avait domptées et usées crurent vivre encore lorque celui qui les opprimait eut disparu, mais ce fut une résurrection galvanique, et non plus la vie véritable. Cela ressemblait aux vigoureuses convulsions de la Ligue, comme nos crises actuelles au commencement de la Révolution. Mais la comparaison finit là et je doute que la majesté de M. de Villèle nous subjugue et nous maintienne par une séduction pareille à celle de Louis XIV. D'ailleurs c'était alors un grand bienfait que l'établissement de l'ordre, et ici je ne vois pas que nous le tenions de nos maîtres actuels ; ils travaillent, au contraire, tous les jours à nous l'ôter. Il y a trente ans environ, qu'aucun acte n'a eu aussi bien le caractère de révolution que la circulaire du garde des sceaux (1) et le mouvement dont elle est l'expression. Cela a toute la mise des succès qu'on paye cher. Je ne sais pas comment le châtiment arrivera, mais il me semble qu'il n'est pas habituel de laisser tant de mépris avoir les honneurs et les profits d'un triomphe tranquille.

(1) Cette circulaire prescrivait aux fonctionnaires publics de voter pour des candidats favorables à la politique du ministère. C. B.

On use rudement soi et son parti à faire de tels efforts, et on perd toute force pour résister au tiers. L'on devient si vulnérable qu'on n'a pas trop de tout son monde pour se garantir et qu'on ne peut plus rien refuser. Vous me paraissez en juger à peu près ainsi, et vous êtes posé pour mieux voir que moi, rêveur et solitaire.

Vous dites assez vrai sur les dissensions de feu le centre gauche et de feu la gauche; mais n'est-ce point là de l'inutile passé, et nos querelles ne seraient-elles pas des dialogues entre de pâles ombres? Il n'y a plus que des individus plus ou moins rapprochés par leur caractère ou leurs opinions ; mais ce qui constitue un parti n'existe pas parmi nous. Il n'y a n doctrines communes, ni même langage commun. Les ultras marchent assez grand train vers un résultat pareil. Ils vivent sur leurs intérêts, car leurs opinions sont éteintes ou incohérentes, Si le pouvoir actuel durait un peu, il laisserait, en tombant, la contre-révolution qui l'a produit, dans un état pareil à celui où Napoléon a laissé la Révolution dont il émanait.

Que faire donc? Regarder, attendre, dire sa pensée aussi haut, mais aussi sagement que la position le permet, donner à ce qui nous entoure le spectacle si nouveau en France de l'indépendance tranquille. Si ce n'est pas notre génération qui est destinée à balayer les indignités d'aujourd'hui, au moins les verrons-nous jour à jour s'enfoncer dans la boue. Mais je ne suis point porté à croire que ceci soit longtemps calme. Personne ne gouverne en France, la masse aveugle du parti ultra n'a ni chefs ni but précis. En Russie, l'empereur Alexandre ne me paraît pas un homme dont la marche soit calculée. On peut bien aller vite, mais pour aller où? Je ne sais.

Je partirai aussitôt que la campagne électorale sera terminée. Elle a lieu, ici comme ailleurs, avec l'impudence requise; avec des fonctionnaires épouvantés et faisant peur aux autres; rougissant du métier qu'ils acceptent et parlant de leur bassesse comme d'une fatalité. Il y en a d'autres qui ont cette sorte de zèle qui s'alarme et s'irrite en proportion du mépris dont ils se voient chargés. Au milieu de cela le fond du parti, ce qui n'est pas salarié, est assez froid. Ils sont bien aises qu'on fasse cela pour eux, mais ils ne demandaient pas tant.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Paris, 4 mars 1824.

J'ai bien manqué à mon ancienne exactitude, cher Prosper, et à présent il ne vaut presque plus la peine de s'écrire quand on est, grâce à Dieu, si près de se revoir. Nous avons été passer huit jours dans l'Eure et c'est ce qui m'a empêchée de vous écrire. Notre défaite, comme vous voyez, est complète; les ministres sont dans la joie! M. de Villèle, néanmoins, dit déjà que cette Chambre est une Chambre de valets, et elle représentera alors parfaitement ceux qui ont décidé la majorité. La manœuvre des ultras est de crier autant que nous contre les tricheries, la corruption ministérielle. Ils voudraient profiter du scandale que ces ministres-ci ont donné pour les renverser et recueillir les fruits de la conduite dont ils se disent révoltés. La réunion ultra a décidé qu'on porterait pour la présidence M. de Vitrolles malgré les ministres, et l'autre jour, au bal de M. Rothschild, j'ai rencontré M. de Vitrolles pérorant sur l'in-

dignité des ministres et se jetant presque dans les bras de M. de Sainte-Aulaire. Je vous ai écrit quel spectacle de division de haines et de vanités avait offert notre côté gauche de Paris, et vous avez vu le résultat. Le nom de Manuel n'ayant pas été prononcé, c'est une grande honte! Enfin, cher Prosper, je ne veux pas empiéter sur nos conversations. Vous trouverez la société assez douce; la bonne compagnie est un peu honteuse des moyens dont elle s'est servie pour assurer son pouvoir et voudrait se donner les airs de les mépriser. Il nous faut vivre entre nous et voir les choses de haut, s'il est possible, pour ne pas laisser troubler son âme par trop d'irritation. Ce sera une grande distraction et un grand plaisir de vous revoir à travers tout cela; ainsi, dépêchez-vous le plus possible. J'ai envie de vous dire comme les Irlandais: Si vous ne recevez pas cette lettre de ne pas croire que j'aie oublié de vous écrire et surtout de ne pas douter de notre tendre amitié.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Francfort-sur-le-Mein, 7 juin 1824.

Je dois aux feuilles que vous m'aviez confiées une charmante soirée d'auberge dont je n'aurais aperçu rien de bon sans cette preuve de votre confiance et de votre amitié, à laquelle, je vous assure, je suis bien sensible. Cette charmante préface (1) dans laquelle on trouve tout votre esprit, toute votre grâce, me paraît parfaitement digne de ce qui doit la suivre, et de ce

(1) La préface des *Ducs de Bourgogne*. C.B.

que j'espère trouver à Baden dans trois semaines.

J'ai appris hier, douze heures après mon arrivée chez M. de Metternich, le rejet de la loi de finances (1). Il n'y a maintenant qu'à se vanter d'avoir des amis parmi messieurs les pairs, et en vérité vous croyez bien que le plaisir de la surprise n'est pas le moindre dans cette circonstance. Il me semble que les Rothschild remplissent l'Allemagne de leurs gémissements, et comme celui d'ici est tout franchement un juif bien juif, sa manière d'exprimer ses douleurs est très vraie et fort divertissante. Vous devez être singulièrement en mouvement à Paris, très remuants, très animés; n'est-il pas bien gauche de ne pas s'y trouver, de ne pas être à faire de la tapisserie dans un coin de notre entresol? N'allez pas croire cependant que ce soit cette fantasmagorie politique qui excite mes regrets; non, en vérité, je ne lui en accorde qu'une très petite part; mes affections, mes habitudes les inspirent presque tous, et le manque d'accidents, le soleil, me paraissent fort insuffisants pour appeler mon voyage heureux. Il faut, même sur les grandes routes, plus que cela pour le bonheur.

Voulez-vous bien dire mille choses fort tendres à M. Molé. J'aurais eu envie de lui écrire pour lui faire compliment du brillant de votre Chambre, mais je sais qu'il n'aime guère les lettres qu'il reçoit, encore moins celles qu'il répond; qu'il sache du moins par vous que je pense beaucoup à lui, et avec une bien véritable amitié.

Adieu donc, ne m'oubliez pas, et prouvez-le-moi en

(1) Le rejet, par la Chambre des pairs, de la conversion du 5 p. 100 en 3 p. 100. C. B.

m écrivant des nouvelles, du commérage, mais surtout de bonnes paroles d'amitié.

SUR LE REJET DE LA LOI DE CONVERSION DES RENTES.

Dans le vote de la Chambre des pairs qui rejeta la conversion se réunirent des opinions et des cabales fort diverses, qui ne se concertèrent pas et même se seraient repoussées l'une l'autre, si elles avaient essayé de communiquer. Lorsque nous entrevîmes la possibilité du succès, la gauche renonça à se montrer dans la discussion. M. de Broglie, M. Molé et moi nous gardâmes le silence, encore que nous eussions fort étudié la question pour être prêts à la traiter. Nous abandonnâmes l'attaque à ces messieurs du ministère Richelieu, qui ne faisaient point peur à la droite et avaient des accointances avec quelques-uns des cardinalistes. M. de Talleyrand entraînait peu de suffrages, mais déploya une grande activité dans l'influence qu'il pouvait exercer. Ce fut lui et la duchesse de Dino qui imaginèrent de faire parler l'archevêque de Paris. Il fallut du soin et de l'habileté pour l'amener là, et madame de Dino y mit bien de l'esprit. Tous ceux dont M. de Villèle avait mécontenté l'ambition, ceux que choquait son élévation travaillèrent à lui ôter des voix. M. Mathieu de Montmorency s'en cacha peu, et, à vrai dire, les douze ou quinze votes qu'il décida firent le sort de la loi. M. de Blacas y travailla aussi, mais, par un vrai tour de courtisan, après avoir déterminé des suffrages contraires, il vota pour, en laissant voir son bulletin afin de constater son obéissance au roi. M. de Chateaubriand n'était pour rien dans cette intrigue contre le

projet, mais on savait qu'il n'était pas favorable et il n'essaya point de lui gagner une voix. Le dépouillement du scrutin fut d'un intérêt dramatique. Des deux côtés, il y avait doute sur le résultat. Longtemps les *oui* et les *non* se balancèrent et alternativement se surpassaient. Car alors on ne votait point par boules blanches ou noires, mais par bulletins écrits que le président lisait à haute voix. Ce ne fut que vers la fin du dépouillement qu'on vit la majorité se fixer et s'accroître. M. de Villèle était au banc des ministres, faisant bonne contenance, la physionomie assez calme, mais se frappant le front, comme en jouant, avec un couteau d'ivoire.

M. de Villèle dura encore trois ans; mais, de ce jour, sa décadence était commencée. On put voir aussi quelle était la puissance et la libre action du mécanisme constitutionnel et de l'opinion publique. Le pays sentit sa force, prit confiance en lui-même et en l'avenir.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 26 juin 1824.

Vous êtes bien aimable, cher Prosper, d'avoir pensé à m'écrire le premier, d'autant plus que vous n'avez pas grand agrément à espérer de ma correspondance. En l'absence de Victor je suis encore plus *ours* dans Coppet qu'à l'ordinaire. Je passe dans le pays pour *méthodiste*, donc pour ne pas aimer les visites, cette conclusion est juste plus peut-être que la cause, qui est, je crains, plus frivole; mais je ne sors point et ne reçois point. Je vis de mes propres pattes, et je mène une vie très régulière, ce qui, à travers beaucoup

d'avantages, a un peu l'inconvénient d'éteindre le mouvement de l'esprit. On s'habitue à faire sa tâche machinalement, sans trop regarder au développement intérieur. C'est un grand sujet d'incertitude pour moi, de me demander si l'accomplissement de tous les petits devoirs réguliers de la vie, peut marcher de front avec le développement de toutes les facultés intellectuelles. J'entends d'ici nos *doctrinaires* s'indigner de ce doute, mais notre société bien distinguée a un peu l'inconvénient de ne pas tenir compte des bizarreries des personnes et de l'existence. Au fait et au prendre dans la pratique, il est certain qu'il faut beaucoup de soin pour entretenir le foyer intellectuel. Quand on donne à l'aspect de la vie une grande régularité et, par conséquent, une grande monotonie, cela se peut sans doute, mais cela demande beaucoup de peine; il en faut autant pour défendre la partie *animée* de soi-même contre l'envahissement de la règle, le combat ne finit jamais, et encore est-il difficile d'en sortir sain et sauf de toutes parts.

Votre roman d'*Élisa Rivers* (1) m'a fait penser à tout cela. Elle tranche la question, votre dame; elle met l'ennui du côté de la vertu et le mouvement moral du côté de l'irrégularité; elle a tort, je crois, mais il faut se lever assez haut pour voir qu'elle a tort : dans les régions inférieures elle pourrait avoir raison. Il y a beaucoup de naturel dans ce roman et beaucoup d'esprit dans la préface; néanmoins vous avez eu tort de le comparer même de loin à *Corinne*; cela nuit au roman en lui donnant l'air d'une copie, ce qu'il n'est

(1) Roman de madame Brunton, traduit de l'anglais par la comtesse Molé, avec une préface de M. de Barante. C. B.

pas : il a son originalité à lui, mais il y a dans cette Élisa une dureté et une vanité qui sont insoutenables et dont elle ne se repent pas assez ; il y a beaucoup de vérité dans les sentiments ; bien que ces sentiments soient exaltés et quelquefois *invraisemblables*, leur expression est toujours très *sincère*, il y a de plus une grande pureté d'âme : je voudrais en connaître l'auteur ; le second, *Osmond* (1), est plus mauvais, il est extravagant ; elle a entassé des folies sur son héros pour faire ressortir la morale ; les fautes et les violences des passions sont plus nuancées, plus compliquées, et la Providence n'arrange pas nos torts de *façon* à nous faire ainsi une *leçon* en grosses lettres. Néanmoins il y a la même vérité, un grand charme de sensibilité, l'union d'une tendresse très passionnée avec une grande pureté et réserve, chose assez peu commune chez nous et que les Anglais ont beaucoup ; la fin est très belle. En tout, cela m'a très bien fait passer mon voyage. J'ai relu aussi madame de Rémusat (2). C'est très remarquable d'esprit et d'une raison éclairée, mais, si je puis m'exprimer ainsi, c'est plus sérieux de pensées que cela n'est au fond grave de sentiments ; elle n'a pas d'assez puissants mobiles pour obtenir ce qu'elle demande. Quoique la religion y ait une *part* très respectable ; quoique le mot de *mission* soit très répété pourtant les vraies questions de l'existence des femmes, leurs véritables difficultés n'y sont pas traitées. Les êtres que l'on doit élever pour *un autre* et qui ne s'ac-

(1) Du même auteur qu'*Élisa Rivers*, *Osmond* a été également traduit en français par la comtesse Molé. C. B.

(2) *Essai sur l'éducation des femmes*, ouvrage de madame de Rémusat, publié en 1824. C. B.

coutument que trop à cette idée, peuvent pourtant et ne pas trouver cet *autre* ou le perdre et le trouver inférieur à elles, et enfin passent la *plus* grande partie de leur vie à ne pas être pour cet *autre* un intérêt constant; alors tout ce désir de perfectionnement dont le motif seul est de plaire passe un beau jour. Il y a donc quelque chose d'incomplet dans cette manière d'élever les femmes et il est très difficile d'y suppléer. Madame de Rémusat ne satisfait pas complètement à tout cela, elle veut bien que les femmes soient des créatures *raisonnables*, mais la difficulté c'est de leur en donner le désir, c'est de leur offrir un véritable intérêt. Les enfants une fois élevés (et les fils s'en vont très vite), l'existence active des femmes n'a plus de but. On peut avoir un mari médiocre qui ne se soucie guère du développement de sa femme, et si l'on n'a pas existé par soi-même, le découragement s'empare intérieurement de l'âme. Prononcer les mots de *mission*, de *devoir*, si vous n'allumez pas l'étincelle, c'est comme rien.

Voilà une bien longue lettre sans un mot d'aucune nouvelle de nulle part, mais c'est que je ne sais rien du tout. Les querelles religieuses de nos cantons ne vous intéressent guère; ce qui est triste, c'est de voir à quel point le véritable esprit de liberté existe peu dans ces soi-disant républiques : le peuple trouve tout simple d'opprimer ce qui lui déplaît, et croit seulement avoir fait cette découverte à lui tout seul; il ne se doute pas que ces moyens ont été employés partout. Ils ne sont pas aussi joyeux que je l'attendais du rejet de la loi des rentes à Genève ; ils avaient déjà spéculé là-dessus et sont plutôt dérangés. Du reste leur gouvernement est beaucoup plus sage que celui du canton de Vaud.

Adieu, cher Prosper, je me réjouis aussi beaucoup de pouvoir vous voir à la campagne à mon aise, mais j'aurais voulu que ce fût à Coppet, où tant de liens et de souvenirs nous réunissent.

En relisant ma lettre je la trouve *immorale*. Ce doute sur l'accomplissement des devoirs et du développement actuel pourrait être mal interprété, mais je n'ai pas achevé ma pensée: cela serait vrai s'il n'y avait que de la *morale*, mais c'est précisément ce qui rend la religion indispensable, elle seule met de l'enthousiasme au fond de l'âme en mettant du calme dans la vie extérieure.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Bourbon-l'Archambault, 3 juillet 1824.

Je vous remercie de votre petite lettre, d'abord parce qu'elle m'a fait plaisir, et de plus elle me mettra dans le cas de satisfaire la curiosité de quelques amis que j'ai en Angleterre qui, j'en suis sûr, vont par le premier courrier me demander de votre écriture. On fait là des collections de lettres comme nous faisons ici des albums. J'en ai déjà envoyé trois : une de Mirabeau, une de madame de Staël ; j'ai oublié de qui était la troisième. Les eaux, malgré le mauvais temps, me font du bien. Quoique la pluie laisse bien peu de moments au régime du dehors, je n'en ai pas moins fait une assez bonne rencontre : j'ai trouvé hier, sur la grande route, un gendarme qui trottait à l'anglaise ; pour nous autres constitutionnels, qui sommes un peu réduits, c'est quelque chose. Chateaubriand y verrait le frontispice d'une nouvelle édition de *la Monarchie selon la charte*.

Quoique je doive être à Paris quinze jours ou trois semaines avant la clôture, je ne compte pas aller à la Chambre : la session est finie pour moi.

Puisque M. Molé se porte si bien, dites-lui que le 14 nous devrions bien dîner ensemble.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 12 juillet 1824.

J'ai voulu vous avoir lu, cher Prosper, avant de vous écrire, et je ne puis assez vous remercier des journées que vous nous avez fait passer. Cela est ravissant ; on ne peut pas voir passer devant ses yeux les anciens temps avec plus de vivacité, de vie, de vérité, il me semble que l'on n'a jamais senti ce que c'était que le passé jusqu'à présent. Je ne vous parle pas du talent de récit parce que vous le savez de reste, mais ce qui nous a beaucoup frappés, c'est à quel point cela fait masse devant les yeux, comme on voit l'ensemble nettement tracé, comme on emporte une idée claire et frappante de tout un temps, de toute une époque, de la situation d'un peuple, il y a plus que n'en diraient vingt résumés les plus méthodiques, ensuite les résultats généraux sortent si saillants, si frappants. Je veux bien que vous soyez impartial, et néanmoins vous avez fait plus de mal à la cause adverse que toutes les diatribes n'en auraient pu faire ; je ne puis croire que les ultras s'y trompent : cela leur fait tant de mal, on voit tellement ce pauvre peuple foulé, méprisé, écrasé, dont l'existence semble ignorée si ce n'est pour payer et pour souffrir ; traité comme une espèce de *crétin*, de *lépreux*, il paraît si

simple qu'un beau jour ce peuple se soit levé et se soit mis à dévorer, tout autour de lui, ce qui lui avait fait tant de mal! Vous voyez que vous m'avez rendue bien jacobine, et pourtant c'est sans ôter la plus petite qualité aux hommes de ce temps-là : c'est en leur conservant tout ce qui, à travers leur férocité, nous attire et nous charme, cette force de vie intérieure, cette jeunesse d'impression, cette bonne foi dans les opinions bonnes ou mauvaises, ce besoin de mouvement, cette croyance en eux-mêmes et en toutes choses. Ils nous plaisent comme des gens qui vivaient bien fort; cela fait tout pardonner et on les regarde avec l'espèce d'attrait avec lequel on se rappelle les plus grandes sottises de sa première jeunesse.

Je ne vous parle pas des morceaux particuliers qui nous ont ravis, et les guerres de Flandre que je connaissais et les tournois de Paris et la démence du roi et Nicopolis, et ces croisés si brillants, si frivoles, si débauchés, et mourant le lendemain comme des martyrs, etc. Que le monde serait amusant s'il était vu et conté comme cela! Vous voyez que les réflexions ne sont pas nécessaires pour ajouter à l'effet, si elles l'étaient ce serait plutôt pour adoucir un peu, pour pallier ce qu'on raconte bien plus que pour le faire ressortir. Victor, qui vous avait lu deux fois, vous a relu tout d'une traite, et Auguste, qui est un grand chien de paresseux et qui passe sa journée à marier ses moutons et ses chevaux pour acquitter ses dettes envers la population, vous a lu en une matinée ne pouvant pas vous quitter. Voilà des faits et vous m'avez convaincue que cela vaut mieux que des réflexions. Je ne vous dirai rien de plus aujourd'hui, si ce n'est qu'il est bien agréable d'avoir pour ami

un homme qui a tant de talent et que nous vous prions, du milieu de vos succès, de rester *affable* et amical pour nous.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 29 juillet 1824.

Je vous dirai donc que vos épreuves sont corrigées. Celles de votre nouvelle édition (1) de la *Littérature du* XVIIIe *siècle* n'avaient guère de fautes que des contresens, mais point de grand désordre ; aucun remaniement à faire. Et quant à l'*Histoire de Bourgogne*, elle était à merveille. En vérité, sans les *u* pour les *n*, et réciproquement, c'était une sinécure que vous m'aviez laissée. Du reste, je ne réponds pas d'une parfaite exactitude ; j'étais un peu comme le souffleur qui pleure un drame; j'oubliais de lire sans comprendre, et je me passionnais vraiment comme un lecteur. Franchement cette dernière partie du volume est admirable et je défie qu'on s'interrompe en la lisant.

J'aurais été bien aise d'aller vous voir ces jours-ci, et d'admirer ce beau château, mais il n'y faut point penser; mes affaires m'appellent et mon voyage est comme ces médecines qu'il ne faut pas trop longtemps laisser sur sa table si l'on veut les avaler. Je pars aujourd'hui. Mais que ferai-je après? En vérité je ne le sais. C'est une triste situation que celle où l'on n'a pas en soi-même les éléments de la décision. J'agirai selon la circonstance; ma fan-

(1) Quatrième édition du *Tableau de la littérature française pendant le* XVIIIe *siècle*. C. B.

taisie actuelle est d'aller en automne en Angleterre.

Remarquez-vous que voilà deux pages et point de nouvelles, ni de politique; c'est que je suis plus ignorant de tout cela que jamais. Une nouvelle qui serait grande et que vous avez, peut-être, vu naître, ce serait la dissolution de la Sainte-Alliance, à la suite de laquelle se mettent tous les États de l'Ouest. Suivant cette version, la liaison de M. de Chateaubriand avec l'empereur de Russie serait la principale cause de son renvoi. De là aussi le silence et la mauvaise humeur de Pozzo. Si la chose était vraie, Canning aurait habilement manœuvré d'enlever l'Europe à l'empereur Alexandre, et de nouvelles chances s'ouvriraient pour tout le monde. Mais que faut-il penser de tout cela? Ce qui paraît vrai, cependant, c'est que M. de Talleyrand a eu une conférence avec les ambassadeurs de Russie et de Prusse. Il serait plaisant de le voir se liguer contre le système de politique qu'il soutient depuis dix ans.

Adieu, féodal Hérodote, pensez à moi.

AU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Barante, 6 août 1824.

En nous écrivant, mon cher ami, nous nous trouvons plus rapprochés que lorsqu'il y a quinze jours, j'étais encore à sept lieues de vous. Vous étiez retenu assidûment à Étiolles, et moi cloué à Paris par une tâche journalière si exigeante, que jamais nous n'avons entendu parler moins l'un de l'autre. Je n'apprends rien de vous que par madame Decazes; elle m'a dit que vous étiez fort en train de travailler

et que *la Fronde* allait tout au mieux. Nous nous replions sur le passé puisque nous sommes repoussés du présent. On verra du moins que si nous ne voulons pas qu'on fasse confusion de l'un avec l'autre, c'est en pleine connaissance de cause. Quant à nos adversaires politiques, ce sont gens qui masquent des intérêts personnels bien positifs avec un certain nombre de phrases de rhéteur tant sur le passé que sur le temps actuel. Aussi combien sont-ils stériles dans le pouvoir; sauf l'argent ils ne savent ce qu'ils désirent; les uns n'ont pas d'autre habileté qu'un despotisme indigne, les autres, quand ils ne sont pas contents, parlent de liberté, en tremblant qu'on ne les prenne au mot. En attendant, on jouit de la pire et de la plus dangereuse des libertés, le mépris de ceux qui gouvernent. Cela est arrivé quelquefois en France, et la nation a le mauvais goût d'aimer assez cette situation. Elle a, ce me semble, l'effet certain de créer une opposition frivole, présomptueuse et ignorante des affaires. On m'écrit que la Sainte-Alliance est aussi en grand train de se dissoudre et de mourir faute d'occasions d'agir. Mais ce doit être une prophétie plutôt qu'une nouvelle, les choses ne vont pas si vite. Je suis parti peu curieux et peu empressé de toute cette politique. Le moment actuel me paraît un intervalle placé entre des situations finies et un ordre de circonstances nouveau qui commencera je ne sais quand. Alors nous pourrons bien être des voltigeurs incapables de nous mettre au courant, et je me prépare d'avance à cette idée.

N'avez-vous pas été frappé de la mort de M. de Serre? Les journaux me l'ont apprise aujourd'hui, et j'en demeure péniblement affecté. Il y a quatre ans

que j'ai causé avec lui pour la dernière fois, lorsqu'il rompit avec nous et nos amis. Cet abandon de ses opinions et de ses attachements n'était pas réparable, mais lorsque la mort survient, on découvre que les mots « irréprochables et définitifs » ne sont faits que pour elle. Je songe à tant de conversations que nous avons eues ensemble, à tant d'idées que nous avons échangées avec plaisir, à cet admirable talent dont j'ai été si souvent ému et charmé. Enfin il a été pour moi plus vivant qu'un autre, et sa fin agit plus puissamment sur mon imagination qui se le représente si bien.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 6 août 1824.

Je commence à me sentir pressé du besoin de causer avec vous. Vous êtes de ceux qu'on aime un peu mieux à chaque fois qu'on les retrouve et qu'on regrette un peu plus à chaque fois qu'on les perd. Je n'ai point encore reçu votre seconde livraison, quoiqu'elle paraisse, et je m'apprête à la réclamer chez Ladvocat. Plus j'y pense et plus la réflexion confirme et justifie l'impression que m'a causé votre ouvrage, et je me réjouis de vous voir l'auteur d'un livre qui restera. Vous avez choisi, avec un rare discernement, le genre d'écrire auquel, peut-être, vous étiez le plus propre, et l'époque de nos annales à laquelle cette manière d'écrire s'appropriait le mieux.

Le *Moniteur* nous a donné hier le nouveau ministère; je ne sais trop pourquoi je l'appelle nouveau, puisqu'il est composé des mêmes éléments, disposés seulement selon la bienveillance du chef et le degré

d'obscurité qu'il attend de chacun. Puisse ce chef être aussi habile dans l'art de gouverner que ses partisans le prétendent, puisqu'il est maître plus absolu que Richelieu (le cardinal) ne l'a jamais été. C'est du fond du cœur que je le souhaite, car la France et chacun de ses habitants en particulier ne sauraient qu'y gagner. Quoi qu'il en soit, il est certain que les hommes importants ont tous refusé d'entrer dans ce ministère et que ces refus nombreux et insurmontables ont forcé de s'arranger entre soi. Le duc de Doudeauville et Chabrol viennent seuls renforcer le ministère et sont la monnaie de Chateaubriand. Du reste, pendant qu'on est en train de secouer les préjugés, celui qui exigeait pour certaines places des connaissances spéciales est entièrement écarté. On administre les douanes tout aussi facilement qu'on faisait des romances pour la fille adoptive de l'usurpateur (1). Ne me reprochez pas ma malice, je ne l'épanche qu'avec vous, car je vis seul et m'en trouve à merveille. Mon journal lu, je ne pense plus aux affaires publiques, et ma vie s'écoule entre ma paresse et ma petite-fille, deux compagnes qui me captivent beaucoup.

Quant à madame X***, j'apprécie bien, comme vous, ses hautes et rares qualités et je la plains souvent, mais quels sont ceux qu'il ne faut pas plaindre? et que le monde est téméraire dans le jugement qu'il porte sur le bonheur d'autrui! Jamais il ne se trompe davantage qu'en appréciant les destinées individuelles. Tant de poisons secrets se rencontrent dans les prospérités apparentes et tant de compensations ignorées

(1) Le comte de Castelbajac venait d'être nommé directeur général des douanes. C. B.

viennent au secours de ceux qu'on plaint. C'est ce secret le plus intime des cœurs dont la révélation fait tout le charme de certains Mémoires et de certains écrits qui n'existent que dans notre langue. Les Allemands et les Anglais même l'ignorent ou ne veulent pas le confier. Quelques poésies anglaises seules sont, à l'égal de ce que nous possédons, ce qu'il y a de meilleur en ce genre. Il y a de cela dans vos *Ducs de Bourgogne*, et c'est ce que le jansénisme un peu tendre de Royer ne pouvait sentir.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Interlaken, 11 août 1824.

Un bon souvenir d'intérêt et d'amitié qui m'arrive ici a sûrement le droit de me plaire, car quelque bel entourage que m'offre cet extraordinaire pays, il y a bien des moments où je me trouve bien seule pour l'admirer et en jouir. La bonne et joviale humeur de la duchesse de Raguse, que j'ai rencontrée à Zurich, et avec laquelle je suis arrivée ici ; les joies d'écolier de mon fils et les extases un peu pédantes de son précepteur m'arrangent assez ; mais il me semble que si je pouvais causer avec quelqu'un comme vous au lieu de me borner à le lire, tout serait plus agréable, le pays plus beau, et les souvenirs meilleurs.

Vous me parlez, dans votre lettre du 25 juillet, d'une manière fort aimable de ma santé. J'ai cru que les eaux manqueraient leur effet ; il paraît, au contraire, que les crises très pénibles qu'elles ont occasionnées au début m'assurent maintenant un bien durable. Il y a longtemps que je ne me suis si bien

portée, surtout depuis qu'ayant quitté l'excès de dissipation et de représentation de Baden, je ne prends d'autres fatigues que celle d'une vie montagnarde. Mais ces forces, cette santé dont je me vante, ne s'évanouiront-elles pas lorsqu'ayant quitté la vie rustique des Alpes, il me faudra reprendre le factice insupportable des salons de Paris?

Je serai le 20 à Genève où j'espère trouver la suite aux deux premiers volumes des *Ducs de Bourgogne* que j'ai plutôt dévorés que je ne les ai lus. Je ne veux pas arriver avec des éloges, parce que vous devez en être fatigué, et pour du blâme, quoique vous m'en demandiez, j'ai beau chercher, je ne trouve rien à critiquer, rien à préférer, rien à désirer.

Ce n'est pas aux pieds de la brillante *Jungfrau*, ce n'est pas en face du lac mélancolique de Thun, au milieu d'une vallée charmante et sous l'ombrage des plus beaux arbres de la création que les intérêts de la politique peuvent avoir la plus légère prise sur moi : je voudrais être entourée ici de quelques amis, et ma pensée même ne franchirait jamais les limites de ce canton. Ils me paraissent bien bêtes, à Paris, de savoir le nom même des ministres, et lire un journal me paraît une haute démence. Je comprends cependant les regrets que doit inspirer la perte de M. de Serre. Je suis sûre que Royer-Collard le pleurera, non pas peut-être comme on pleure un ami, mais comme on déplore une haute intelligence, une grande et rare capacité dont le siècle n'est pas prodigue.

A Lucerne, nous avons rencontré madame de Broglie, avec son frère, son mari et M. de Lascours, allant au Righi lorsque nous avions la gaucherie d'en redescendre. Madame de Broglie ne m'a pas paru en forces

pour un semblable voyage. La Suisse est inondée d'Anglais qui courent sans regarder, font beaucoup de bruit et pas de dépense, marchandent tout, jusqu'à la vue, et sont les plus insupportables à rencontrer. Du reste, excepté le joli visage de madame de Broglie, nous n'en avons pas vu un seul de connaissance. Les hommes qui avaient dû nous accompagner de Baden nous ont manqué, et notre tête-à-tête féminin est assez terne.

DE M. GUIZOT.

Paris, 11 août 1824.

Vous avez bien fait de prendre quelques jours avant de vous remettre à travailler. Je ne sais si votre esprit procède comme le mien ; mais pour moi, si je réglais ma vie tout à fait à mon gré, j'en donnerais les trois quarts à un travail très actif, très assidu, et chaque année un quart à ne rien faire, mais rien du tout. Les petits repos de chaque jour ne sont que des dérangements ; un long repos, de vraies vacances intellectuelles, cela seul fait du bien. Vous avez raison cependant de ne pas faire traîner en longueur la publication complète de votre ouvrage ; il ne faut pas reprendre le succès à trop de fois ni à de trop grands intervalles. Le vôtre croît au lieu de faiblir, et d'après tout ce qui me revient, les deux nouveaux volumes font au moins autant d'effet que les premiers. Le public a été d'abord un peu étonné, incertain entre sa routine et son plaisir. La routine est vaincue et le plaisir reste. Si vous aviez, dans la préface, présenté le système d'une manière un peu moins

exclusive, si vous aviez dit que le genre historique pouvait et devait varier, selon les temps, les sujets, que votre manière convenait particulièrement à l'époque dont vous aviez traité, on ne vous contesterait à peu près rien. « C'est une réaction contre la méthode du siècle dernier », voilà le mot qui a cours et qu'il eût été facile de prévenir ; je l'avais un peu prévu et je regrette de n'avoir pas assez insisté pour que vous donnassiez à votre préface une apparence moins absolue. Voilà, en fait de critique, tout ce que j'ai entendu de quelque valeur. Du reste le livre a mordu sur le public et la critique même ne se produit qu'après avoir beaucoup loué. Royer lui-même en parle fort bien, beaucoup mieux qu'il ne vous en a parlé à vous. Tout en persistant dans sa rédaction : « Quand on a des ailes, pourquoi marcher ? » il exhorte tous les gens qu'il voit à vous lire et leur répète que rien ne les amusera et ne les instruira mieux. Quant à moi, je vous dirai que je trouve le quatrième volume supérieur aux trois autres ; la querelle de l'aristocratie bourgeoise avec la noblesse, d'une part, et la populace, de l'autre, est mise en lumière de la façon la plus neuve et la plus dramatique. Sans déroger à votre manière, vous avez fait toucher du doigt les conclusions.

Et ce pauvre de Serre ! C'était bien la peine ! Il en est mort de chagrin, plein d'amertume contre les ministres, contre Wendel (1) qui ne l'a pas fait élire,

(1) M. de Serre, après avoir pris goût à la position d'ambassadeur et aux relations extérieures, s'en était lassé et avait voulu rentrer dans la vie parlementaire, ce qui ne faisait pas le compte de M. de Villèle. M. de Wendel, com-

demandant depuis un an des congés qu'on lui refusait toujours, consumé de son impuissance. Il n'y a pas de fin plus triste.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Boulogne-sur-Mer, 20 août 1824.

Cher ami, je suis parti de Paris en me promettant de vous écrire d'ici une bonne lettre tout à loisir, mais je ne trouve ni loisir ni rien autre chose de ce qu'il faudrait pour écrire une bonne lettre. Cette vie du bord de la mer est tout animale. Ce n'est pas trop en dire du mal, celle-là vaut bien l'autre; elle est fort sanitaire pour mon fils, fort agréable pour moi. Nous rencontrons à Boulogne la bonne fortune d'un des premiers acteurs de Londres qui a joué *Othello* et *Richard III*. Cela n'est pas fort différent de Talma,

patriote et ami intime de M. de Serre, son camarade à l'armée de Condé, son dévoué partisan à la Chambre, qui, en 1820, avait tant contribué à le brouiller avec les doctrinaires, devait facilement lui assurer sa réélection. M. de Villèle le gagna par persuasion, non par corruption, et M. de Serre ne fut pas nommé. Lorsqu'il apprit cette trahison, à Naples, il était en mauvais état de santé. Le mal s'aggrava; le chagrin s'empara de lui et peu de moments avant sa mort, il dit à sa femme : « Tu diras à Wendel que c'est lui qui m'a tué ! » De retour en France, elle fit sa commission. M. de Wendel en reçut une impression profonde. En retournant en Lorraine, il s'arrêta à Épernay, chez M. de Laboulaye, leur ami commun, lui confia son désespoir et le pressentiment qu'il n'y survivrait pas. Il mourut bientôt après.

seulement les expressions moins forcées, ce que je n'aurais pas cru. Le burlesque de Shakespeare est rendu avec une nuance de finesse qui l'ennoblit. Reste le dégoût des coups de poignard, qui reviennent trop souvent. Notre premier acteur les donne sans grimace, comme devant être compris à demi-mot par le public. J'entends trop difficilement les détails du style pour juger du mérite de la déclamation, et l'attrait de la curiosité pour une chose toute nouvelle est trop grand pour que je puisse faire au juste la part de l'intérêt qui lui revient dans celui qu'elle m'a inspiré. Mais il est certain que cela m'a beaucoup amusé. Au reste, tout est changé dans la marche des pièces, et rarement l'acteur dit de suite dix vers de Shakespeare. Au premier acte de *Richard III*, c'est Glocester qui tue Clarence ; au cinquième il est tué par Richmond après un superbe combat. Qui donc a badigeonné ainsi les monuments ?

J'avais de grands projets de travail pour ma *Fronde* ; je n'aurai rien fait que de bons projets pour la fin de la saison. Je suis résolu à imprimer cet hiver. Cela est trop peu considérable pour être attendu ; ayant fait tant que d'en parler il faut en finir. La vérité est que ma paresse est effroyable, je n'ai pas en tout deux mois de travail et il m'en faut au moins encore autant. Je n'ai encore lu que deux volumes et demi de l'*Histoire des ducs de Bourgogne* : j'ai disposé de plusieurs exemplaires ; on me les a arrachés à mesure et je n'ai pu en emporter un ici, comme cela m'était nécessaire. Je vous dis, dans la sincérité de ma conviction, que c'est un très bel ouvrage. Rien ne m'a jamais inspiré à la lecture un si vif intérêt, je n'approuve point des critiques que j'ai entendu

faire sur des détails de style. Vous avez eu raison d'adopter des formes de langage en harmonie avec celles des auteurs que vous citiez, autrement, ayant souvent à citer, vous seriez tombé dans un papillotage fatigant. Il y a un art prodigieux dans les transitions, l'enchaînement des faits, dans la narration et c'était d'autant plus difficile que vous vous priviez de la ressource des réflexions et de l'ordonnance systématique qui est un ciment facile et commode. Votre livre sera lu et vendu plus qu'aucun autre, n'est-ce pas là *utile dulci* dans notre état? Après cela, je n'admets pas votre poétique et je ferai une préface pour combattre la vôtre et l'épigraphe de Quintilien. Je mettrai :

Narratur et scribitur ad probandum.

Les faits ne nous importent que parce qu'ils sont l'enveloppe de certaines vérités. Raconter les faits c'est les proposer de manière à prouver ou manifester les vérités qui sont dedans. Vous direz que cette manifestation résulte de l'exposé simple des faits. Cela ne suffit pas toujours, je crois ; il faudrait que cela fût. Raconter tous les faits grands et petits, publics ou privés d'une époque, un historien n'a pas ce pouvoir ni cette poigne ; il choisit entre tous les faits ceux qui lui paraissent symptomatiques, il les présente comme faits généraux et ne tient compte des faits exceptionnels ou il les qualifie tels. Le triage, ce discernement, n'est pas fait sans de bons motifs. Ce sont ces motifs qui sont le système de l'ouvrage et qu'il n'est pas de luxe d'exposer. Au reste, cher ami, vous concevez que ceci est plutôt l'explication de ma méthode que la critique d'un autre, tous les genres sont bons hors le genre ennuyeux,

sous ce rapport vous êtes sauvé et moi je suis fort en danger.

Oui, sans doute, nous avons raison de nous occuper des temps passés puisque le temps présent nous traite si mal. J'aime, comme vous, beaucoup mieux le temps présent; cependant l'impression que je reçois de mes pauvres petites études n'est pas du dégoût des hommes d'autrefois: il manquait assurément beaucoup à leur valeur intellectuelle mais j'aime leur énergie morale ou immorale. Ce dont je suis frappé surtout, c'est de voir l'idée de l'obéissance passive si nouvelle, l'idée du droit et conséquemment de la résistance si ancienne et si générale. Je tâcherai de ne point avoir l'air d'un factieux et cependant de bien montrer que j'aime mieux le privilège avec tous ses désordres que le calme plat du pouvoir absolu. C'est trop abuser des mots que de dire qu'il n'y avait pas de liberté quand chacun faisait ce qu'il voulait et de prétendre qu'il y en a quand rien ne se fait que sous le bon plaisir.

Que dites-vous de la censure? C'est une grande audace de nous donner comme une circonstance grave les commérages de M. de Villèle et M. de Chateaubriand. Je suis au reste tout entier à M. de Chateaubriand dans cette affaire. En 1815 c'était différent, mais il faut se souvenir du côté d'où vient le vent. Il vient de partout à Boulogne, la tempête y dure toujours; j'en partirai à la fin du mois. Je passerai encore un mois à Étiolles et serai à Paris dans le courant de décembre. Quand y arrivez-vous, cher ami? Si vous me jugiez digne de corriger quelques épreuves, employez-moi.

DE M. VILLEMAIN.

Le Mont-Dore, 28 août 1824.

J'ai été si accablé de douches et de mauvais temps que j'ai eu la bêtise de laisser partir un courrier sans répondre à votre aimable lettre, et la poste ne revient pas vite dans nos montagnes; je ne sais même si, avant peu, elle ne sera pas arrêtée par les glaces et les neiges. Tout cela, monsieur, ne m'empêcherait pas d'aller vous voir si je n'étais venu avec ma mère, que je ne voudrais pas laisser seule dans ce pays de loups, où elle a voulu venir absolument, et où elle prend les eaux. Voilà ce qui me privera de visiter votre retraite dont j'ai bien mesuré la distance et qui est à deux jours de nous. Je suis, du reste, avec vous autant qu'il est possible; je vous relis et il me prend des remords de n'avoir pas loué davantage tout ce qu'il y a de neuf, d'intéressant et d'animé dans cette *Histoire des ducs de Bourgogne*. Je vous avouerai cependant que le IIIe volume m'a donné des scrupules. L'analyse du discours de Jean Petit me paraît trop étendue. Je crois que l'usage de ces documents originaux perdrait de son effet par trop d'extension. Je vous livre cette critique et je la défendrai contre vous au besoin.

Je m'avancerai, peut-être, dans la montagne jusqu'à la hauteur de M. de Montlosier. Je serais curieux de voir où il en est de notre politique qui va vite, et, je crois, autrement qu'il ne veut. Je ne sais, du reste, d'autres nouvelles que les tristes blancs (1) des journaux.

(1) Les journaux laissaient en blanc la place des articles interdits par la censure. C. B.

Je ne crois pas encore rester ici plus de huit jours et si ma mère voulait s'arrêter deux jours à Clermont, je tenterais un voyage jusqu'à Thiers. Ma première pensée était d'y passer, et d'aller jusqu'à Genève ; j'avais fait mes arrangements pour cela, mais la saison avance bien vite, et certaines incertitudes me font craindre la dépense du voyage, en dépit de ce *Lascaris* (1) dont vous avez la bonté de me parler. On m'écrit de Paris, ce que j'ai vu de mes yeux, que votre seconde livraison a le plus grand succès, surtout le IVe volume. Un homme d'esprit m'écrit que c'est le meilleur ouvrage d'histoire qu'on ait fait depuis cinquante ans ; j'adopte, pour ma part, cette opinion ; je suis sûr que les volumes suivants la confirmeront. Votre sujet monte, et rien n'est plus favorable. Je suppose que vous aurez fini cette année et je vous réserve, pour la seconde édition, quelques remarques dont je vous poursuivrai académiquement.

Veuillez me rappeler au souvenir de madame de Barante qui n'a pas, dans ce climat sauvage, de berger plus respectueux et plus fidèle que moi ; et agréez mon sincère et ancien attachement.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 1er septembre 1824.

J'ai été une bien mauvaise correspondante, cher Prosper, mais j'ai imaginé d'aller faire une course à la légère en Suisse et j'ai pris la fièvre sur le haut du

(1) Roman historique de M. Villemain sur la chute de l'empire d'Orient. C. B.

Saint-Gothard, à côté du Pont du Diable, sans femme de chambre, sans ressource quelconque. Enfin on m'a ramenée à Coppet dans une bonne voiture et je suis à présent très bien, si ce n'est un peu faible. Je vous ai retrouvé à mon arrivée, mais on a profité de ce que j'étais dolente pour vous enlever, et entre Auguste, Victor et mademoiselle Randall, je n'ai pas encore pu vous lire, ou du moins je n'ai fait que commencer, mais je crois qu'on est aussi enchanté de ceci que du reste. Vous dites que je vous ai trop loué, il faut donc que je recueille dans ma tête tout ce que j'ai entendu dire en critique. Mais d'abord il n'y a qu'une voix sur le talent et l'intérêt ; ensuite, j'ai entendu dire que vous aviez trop exclusivement puisé dans les chroniques françaises et que vous ne donnez pas assez l'idée de l'état des autres pays. On aurait surtout désiré que dans l'introduction vous missiez plus au fait de l'état général de l'Europe. Après cela j'ai entendu regretter, (ceci c'est de madame Necker) qu'avec le talent de peindre que vous avez, vous n'ayez pas décrit plus souvent les lieux, et donné plus de détails sur les figures des personnes, de façon à les graver dans l'esprit. Je crois bien en effet que la couleur du temps et des mœurs est plus vive jusqu'à présent que l'impression des caractères individuels, mais cela vient, je crois, en grande partie, de ce qu'il en était ainsi dans la réalité. M. de Sismondi prétend qu'il y avait grande ressemblance dans les hommes de cette époque (il en est du reste bien content tout en en ayant du chagrin), et je crois bien, en effet, que lorsque les caractères généraux sont très prononcés les individualités le sont moins, néanmoins Philippe, Charles V, le sire de Coucy, etc., se dessinent très bien, mais il est possible

qu'un peu plus de description locale et personnelle ajoutât encore un charme de plus, et ce n'est pas le talent qui vous manquerait pour cela. Vous me direz peut-être que vous ne trouveriez pas cela dans les *Chroniques* et que vous ne pouvez dire que la vérité ; mais cela est tellement entraînant comme un ouvrage d'imagination qu'on le juge ainsi, et qu'on vous demanderait presque comme à Auguste Lafontaine (1) pourquoi vous avez refusé de faire épouser le héros à l'héroïne. De Paris l'on m'écrit que l'on est ravi et amusé, mais surpris, les pédants n'osent pas dire qu'ils sont contents sans s'excuser, sans faire une révérence à la gravité de l'histoire philosophique.

Voilà bien des critiques ; je ne suis pas bien en train de vous parler d'autre chose, car vous avez été notre plus grand plaisir de l'été. J'ai pourtant vu un superbe pays, ce Saint-Gothard est magnifique, c'est une manifestation de puissance et de force sublimes, une cascade de près d'une demi-lieue sans l'ombre de végétation tout autour, un bruit épouvantable et monotone toujours semblable dans sa violence et tout à côté les neiges éternelles dans leur inaltérable repos. Jamais le vers de M. de Fontanes,

L'éternel mouvement et l'éternel repos,

n'a été mieux appliqué, ces neiges ont une couleur d'éternité toute particulière : c'est Jéhovah qui règne là, mais cette eau qui se précipite avec une rapidité si

(1) Auguste Lafontaine [1759-1831], littérateur allemand dont les nombreux romans étaient très appréciés au commencement de ce siècle. C. B.

violente a l'air d'être mue à la fois par la fatalité et par la passion. Je pense tout à coup que vous reprochez aux modernes de comparer la nature physique à la nature morale, ce qui est le contraire de ce qui doit être et je tombe dans ce péché : mais je ne puis faire autrement : la nature est toute symbolique pour moi, et je crois qu'elle est l'expression d'une intelligence sublime.

Adieu, voilà bien du bavardage, sans politique, cette triste, cette irritante politique ; il y aurait pourtant long à dire. Mais la Grèce, que c'est beau ! que c'est beau ! Mille et mille tendres amitiés et mille remerciements de tout le plaisir que vous faites.

J'oublie de vous dire que nous avons rencontré la duchesse de Dino et madame la duchesse de Raguse sur tous les *Prés*, dès les six heures du matin en robe de soie et en bracelet de perles fines. La duchesse de Dino a déjeuné ici et elle était dans ses jours très gracieux.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 1er septembre 1824.

Je viens d'être bien souffrant, mon cher ami, quoique point sérieusement malade, et c'est ce qui m'a empêché de vous répondre plus tôt. Je ne vois donc que les personnes qui viennent me voir, et jusqu'ici ces personnes-là se sont réduites à M. de Talleyrand qui vient le matin ou le soir passer une heure avec moi. De l'humeur dont vous me connaissez, vous ne devez pas me plaindre de cette solitude ; maintenant que je ne souffre plus, j'y trouve même une douceur infinie, et

redoute le moment où elle cessera. Le beau temps, ce ciel magnifique lui prête encore du charme. Je me lève à six heures, et à dix heures je suis couché. J'ai fait, durant cette retraite, une connaissance que vous ne devineriez pas, c'est celle de ma seconde fille. Ce que je puis en dire de moins, c'est que je ne connais pas un caractère plus aimable. C'est une douceur, une égalité d'humeur, une gaieté d'esprit et une tendresse de cœur qui la rendront un trésor pour celui qui la possédera. Elle m'a été une véritable ressource comme garde-malade et comme société, et malgré la tristesse du tête-à-tête qu'elle a rigoureusement gardé, elle ne s'est pas ennuyée un seul instant. Vous voyez que j'en prends à mon aise avec vous, mais vous êtes père et bon homme, ainsi vous ne vous moquerez pas de moi.

Avez-vous lu les *Mémoires* de Fouché? Rien de plus amusant, de plus complet, si l'on veut de plus trompeur, mais à mes yeux, rien de plus authentique, malgré les désaveux de sa famille et les affirmations de M. de Talleyrand. Ce dernier a entrepris une petite tâche où il échouera : c'est de persuader que tous les *Mémoires* où on parle de lui et qu'il n'a pas écrits sont apocryphes. Quant au désaveu des familles c'est l'accompagnement obligé d'une publication de cette espèce. Du reste, je suis nommé dans ces *Mémoires* d'une manière peu agréable, mais *vitam impendere vero*. La phrase de Fouché, sur mon compte, m'a de nouveau prouvé qu'il n'y a jamais eu d'homme plus mal jugé et mal connu que moi. La faute en est un peu à mon insouciance qui laisse tout dire et n'éclaircit rien. Savez-vous maintenant où j'en suis réduit pour les lectures? A la *Correspondance générale* de

Voltaire. Depuis Sannois (1) je n'avais pas mis le nez là dedans. Quel temps comparé au nôtre ! Il y a dix siècles d'écoulés !

AU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Barante, 4 septembre 1824.

Vous me donnez une bonne nouvelle, mon cher ami, et je me promets grand plaisir de l'achèvement et de la publication de votre histoire. J'ai de l'amour-propre pour notre petite corporation d'opinions politiques ; il est bon qu'elle se montre supportant facilement et noblement son éloignement des affaires et qu'elle obtienne des succès en manifestant ses idées autrement que par des actes. Cela sera plus vrai, ou du moins plus évident pour vous que pour moi. Votre jugement dominera vos récits ; le mien, plus modeste, se cache dessous. Évidemment je me suis mal exprimé dans cette préface sur laquelle vous me faites la guerre. Je n'ai rien voulu dire d'absolu. D'autres temps, d'autres sujets peuvent ne point comporter cette façon d'écrire l'histoire ; mais ce que je pense complètement c'est qu'il faut bien savoir ce qu'on veut et ne point prétendre allier ensemble des choses qui s'excluent. L'intérêt d'un but philosophique, la curiosité attachée à des recherches faites avec sagacité et érudition ne doivent point se mêler explicitement avec la complaisance à raconter, avec la peinture dramatique des

(1) Propriété de madame de Houdetot, située dans les environs de Paris. Madame de Houdetot était morte en 1813. C. B.

événements. Lorsqu'on se laisse aller à ce dernier procédé, on n'oublie point que les faits n'ont de valeur que comme enveloppes des vérités générales, ainsi que vous le dites si bien, mais on s'attache de préférence à la partie sensuelle et symbolique de notre existence.

Les beaux-arts ont sans doute un sens moral, c'est la raison de la puissance de leur charme, mais ce n'est point par la rédaction qu'ils l'expriment : ils emploient un autre ordre de signes et répandent en nous un sentiment que nous appelons vague et confus par l'habitude que nous avons d'appeler pensée seulement ce qui est indiqué par des mots. Un tableau peut inspirer de l'amour, de la haine, du mépris. Tels traits et telles couleurs mis sur une toile sont fort souvent un jugement plus fin et plus complet du caractère d'un personnage que beaucoup de lignes d'écriture mises bout à bout. J'ai essayé de peindre de la sorte le XVe siècle, j'ai voulu qu'on vît sa figure, au lieu d'en entendre la description. Vous, au contraire, vous me semblez disposé à produire les faits en preuve de la justesse du coup d'œil général, et je crois que l'époque dont vous vous occupez commande à peu près cette méthode. Le détail serait infini et le choix entre les faits ne peut avoir de motif que le but qu'on se propose.

Vous avez eu raison de préférer Boulogne à Dieppe, et votre *Othello* aura été, pour vous, chose plus curieuse que le mouvement et la joie semés partout par la duchesse de Berry. J'ai eu cette année une correspondance suivie avec les eaux de Baden, d'Aix, des Pyrénées, de Dieppe; on m'en a raconté la vie et même les commérages des

buveurs et des baigneurs. Pour nous, notre retraite a été moins solitaire que les autres années. On trouve ce pays agréable et pittoresque, même en revenant des Alpes et des Pyrénées. Nous avons fait arranger quelques chambres pour nos amis et notre hospitalité n'est pas mauvaise. N'en essayerez-vous point quelque jour ? C'est une espérance que vous nous avez donnée et que je ne veux pas perdre.

Vous avez revu madame de Dino. Je vous envie le plaisir de causer avec elle. Si je n'étais pas retenu par ma longue tâche, que je désire mener bien près de la fin avant de revenir à Paris, je m'en irais à Valençay, mais je vis sous la tyrannie de Philippe le Bon; il ne m'accordera aucun congé, et le service ordinaire de son chroniqueur est fort assidu.

DU VICOMTE DE CHATEAUBRIAND.

Paris, 5 septembre 1824.

Ce n'est pas moi, monsieur, qui vous ai envoyé ma brochure (1). Franchement je n'aurais pas osé vous offrir ce mince opuscule qui n'a d'autre mérite que l'à-propos. Mais si on a voulu vous donner une idée du prix que j'attache à votre suffrage, une indiscrète amitié m'a bien servi.

Il serait bien fâcheux, monsieur, que les hommes de mérite ne s'entendissent pas sur les intérêts généraux de la France. Je suis plus confiant que vous, et j'espère qu'à la prochaine session, la Chambre des pairs conservera cette indépendance d'opinion qui lui a fait tant d'honneur cette année.

(1) *De la Censure qu'on vient d'établir.* C. B.

La politique du jour et une course que j'ai été obligé de faire en Suisse, m'ont empêché, monsieur, de m'occuper de votre beau travail : je ne serais pas surpris que l'honneur du XIVe siècle fût mis à l'index comme la liberté du XIXe ; j'aurais beaucoup de peine aussi à me résoudre à écrire quelque chose que d'ignobles auteurs auront le droit de mutiler ; pourtant, monsieur, j'essayerai de vaincre ma répugnance pour vous prouver le désir que j'ai de faire ce qui peut vous être agréable.

DE M. GUIZOT.

Paris, 8 septembre 1824.

La censure a déplu à tout le monde, mon cher ami, ici comme ailleurs ; les plus obstinés ministériels en parlent avec le dernier mépris, et la brouillerie du ministère avec les tribunaux est fort vive. Villèle s'est donné, pour quelques mois de repos, un rude orage à soutenir. Je ne comprends pas sa conduite, à moins qu'il ne soit décidé à aller jusqu'au bout et qu'entré, comme Bonaparte, dans la route du despotisme, il ne veuille, comme lui, le convertir en institution ; auquel cas le gouvernement représentatif aura son tour, comme les journaux. Je crois bien qu'il tentera cela, s'il peut ; mais je doute qu'il en ait formé le projet ; c'est tout bonnement l'étourderie de l'insolence qui compte sur la servilité. En attendant, le roi est fort mal, plus mal ce matin qu'il n'a jamais été et on compte les jours ; quelque mieux qui puisse revenir, ce ne sera pas long et le nouveau règne est à la porte. Que sera-t-il ? Nous ne le saurons qu'au bout de trois mois.

La session prochaine sera grave. On renvoie vingt-cinq mille hommes en Espagne ; c'est le seul moyen qu'on ait inventé et qu'on puisse inventer pour ce pauvre pays ; on s'enfonce toujours dans les bourbiers d'où l'on ne peut sortir. L'affaire de l'Amérique n'avance pas du tout ; on attend le résultat des intrigues qu'on y a expédiées, et les intrigues sont lentes à revenir de deux mille lieues. Du reste je n'ai jamais vu ici une immobilité plus complète avec une malveillance plus décidée. Les tribunaux exhortent ouvertement à attaquer le ministère, promettant leur garantie, mais nul ne se remue. La brochure *Contre la censure*, de Salvandy, a pourtant trouvé beaucoup d'accueil ; malgré le silence des journaux, elle se vend. On a délibéré si on le poursuivrait, mais la crainte des tribunaux a fait reculer. La poste a reçu l'interdiction formelle de transporter aucun écrit de l'opposition. Je ne sais rien de l'Europe. Ils se sont fort pavanés ici dans leur travail du conseil d'État (1) : ou nous ne sommes que des imbéciles, ou ce sont là des symptômes de décadence ; un ministre qui a perdu terre et ne gouverne plus qu'avec la machine du gouvernement ne peut durer, quelles que soient la faiblesse et la corruption des partis. Le duc d'Angoulême montre de jour en jour quelque petite envie d'entrer en scène ; la censure défend aux journaux de dire du bien de lui. Vous n'avez pas idée de cette censure ; elle est exercée par des commis dont personne ne sait le nom, qui se masquent comme jadis le bourreau ; on s'épuise à les découvrir, à leur parler, impossible ;

(1) Ordonnance du 26 août qui réorganisait le conseil d'État et en modifiait le personnel. C. B.

et ils agissent avec toute la vieille stupidité, avec les plus misérables passions du parti; je vous défie de rencontrer un ultra un peu rajeuni depuis dix ans qui ose les avouer. Ils censurent les *Annales de physique*, les journaux de mathématiques, et nous apprendrons un de ces jours qu'ils ont rayé quelque découverte sur les gaz ou la potasse.

Je suis tout à fait seul et je travaille, mais lentement. C'est une terrible chose que de réduire en deux volumes une grande révolution (1) quand on ne veut omettre ni un fait ni une idée de quelque importance. Je regrette de ne vous avoir pas montré ce qui était fait et ne publierai rien que vous ne l'ayez lu. Plus ma manière d'écrire l'histoire sera différente de la vôtre, plus je désire que vous y ayez regardé. Certainement il y a cent façons d'écrire l'histoire et leur convenance dépend essentiellement du caractère des tons à peindre. C'est le seul principe auquel on se puisse arrêter.

DU DUC DECAZES.

Paris, 15 septembre 1824.

Je suis bien en reste avec vous, mes chers amis. Je vous ai pourtant écrit une lettre qui est là et que ma maladie a interrompue. J'ai été fort souffrant, bien moins pourtant qu'aujourd'hui, car le corps seul était malade. Vous savez mes sentiments, vous devinerez toute ma peine; elle sera toute ma vie.

(1) M. Guizot travaillait à son *Histoire de la révolution d'Angleterre*. C. B.

J'ai le cœur brisé et mon pauvre être ne l'est guère moins. Personne, sans doute, dans le monde, ne devait l'aimer plus que moi, personne aussi ne le pleure et ne le pleurera davantage et ne le pleurera autant. La goutte est venue se mêler à mes souffrances. Voilà deux jours que je n'ai pu me chausser. Je le suis cependant ce matin et je vais essayer d'aller au château. Je n'espère pas voir le roi ; que ne donnerais-je pourtant pour l'apercevoir encore, pour baiser sa main une dernière fois ; j'achèterais avec joie sa bénédiction de dix ans de ma vie. Le public me fait du bien, il est à merveille ; plus de quarante mille personnes assiégeaient les Tuileries ces deux derniers jours pour avoir des nouvelles, et la contenance, les paroles, tout annonçait la vraie douleur. Je n'ai pas la force de vous parler d'autre chose.

Si vous vouliez venir rendre les derniers devoirs à notre pauvre roi, je crois que la cérémonie n'aura lieu qu'au bout de quarante jours : quoique après neuf jours, la translation devra avoir lieu des Tuileries à Saint-Denis. La cour ira à Saint-Cloud, et le lendemain, elle recevra les pairs et les corps. Je remplirai aussi ce devoir ; j'espère du moins en avoir la force. J'y apporterai bien de la douleur, mais si elle est plus vive que celle de toute la cour qui entourera le nouveau roi, les sentiments de dévouement qui seront dans mon cœur ne le céderont non plus à personne. Ma dette était trop grande pour que j'aie cru l'avoir acquittée envers le bienfaiteur qui daigna me donner le titre de *son fils* et de son ami, et ma vie tout entière n'y suffira pas, mais elle y sera tout entière employée.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Paris, 18 septembre 1824.

Je ne serais pas revenue depuis près de trois semaines de mon long voyage sans vous avoir remercié de votre aimable petite lettre du 26 août, si j'avais eu un quart d'heure de repos dans ce Paris, où, sans avoir une affaire positive, une obligation réelle, on ne trouve cependant jamais une minute que l'on puisse appeler de liberté. Il est ridicule de prétendre que cette longue et royale agonie ait pris mon temps, et cependant il est vrai que ma pensée en était continuellement préoccupée. L'événement en lui-même, et surtout par ses conséquences, est sûrement immense ; mais relativement à moi, il l'était sous le rapport de M. de Talleyrand, de façon à ne pas me laisser une autre idée. Une présence continuelle dans la chambre du mourant (1), presque pas de repos, point de som-

(1) M. de Talleyrand assista comme grand chambellan à la mort du roi et ne m'a point raconté cette scène d'une manière aussi dramatique ou si solennelle que l'ont décrite quelques historiens. La duchesse d'Angoulême pouvait être émue, mais elle était peu troublée. Il est d'étiquette, dans la maison de France, que la préséance appartient aux enfants de roi. Ainsi, sous le règne de Louis XVIII, Madame la duchesse d'Angoulême, fille de Louis XVI, précédait son mari, fils de M. le comte d'Artois. Louis XVIII mort, M. le duc d'Angoulême, alors fils du roi, devait prendre le pas. Lorsque les médecins eurent averti que c'était fini, la famille royale sortit de la chambre. Selon l'habitude, M. le duc d'Angoulême laissait passer sa femme : « Passez, Monsieur, lui dit-elle, c'est à vous. »

meil, puis les devoirs les plus lugubres et on pourrait dire les plus dégoûtants pour un homme de l'âge et de l'infirmité de M. de Talleyrand, voilà plus qu'il n'en fallait pour me faire craindre pour sa santé. Il n'est point encore au bout de ses fatigues mais le plus fort est fait, et il a tout si bien supporté que me voilà presque tranquille.

Paris a été fort curieux à observer dans les derniers jours d'un règne que l'on regrette. La tristesse générale m'a paru plus digne de remarque que l'empressement de courir à Saint-Cloud. Il est tout simple; il est de tous les temps et n'apprend rien à personne ni sur le présent ni sur l'avenir. Je devais aller à Étiolles, mais tant que M. de Talleyrand a de tristes fonctions à remplir, je ne veux pas le laisser seul. Paris est brûlant, et après l'air des Alpes celui-ci est intolérable. M. de Talleyrand a acheté, à la vérité, le Petit-Andilly de madame de Duras, mais il n'a pas même le temps d'aller à quelques lieues de Paris, où l'on vit sans spectacles, sans salons, sans Bourse, sans société et où il n'est question que d'obsèques. Le nouveau règne vous fera-t-il quitter plutôt Barante? Je le voudrais. Ce serait charité de venir nous voir dans notre solitude de Paris.

DE M. GUIZOT.

Paris, 20 septembre 1824.

La mort du roi sera, comme nous l'avons toujours pensé, un plus grand événement dans six mois qu'aujourd'hui; cependant la physionomie du règne se laisse déjà entrevoir. Le plaisir de ressusciter les formes, les

noms, les habitudes de l'ancien régime en est le trait dominant; on jouit des menins de M. le dauphin aussi vivement que de la couronne; la cour se promet d'être animée, brillante; le langage, les espérances, les projets, tout est déjà moins sérieux et plus étranger au pays que nous ne l'avons jamais vu. Je sais encore peu de choses des intrigues politiques; cependant il est probable que les changements ministériels ne seront pas tous ajournés à la session; on m'assure que le baron de Damas va en Espagne, comme ambassadeur et général, et que M. de Polignac le remplace aux affaires étrangères. Le duc de Fitz-James prend la maison du roi à M. de Doudeauville; voilà tout ce qui paraît prochain; beaucoup d'autres bruits courent, mais sans valeur. M. de Villèle n'a pas l'air ébranlé; mais un tel *radoub*, si en effet il a lieu, est pour lui un grand échec. Vous savez, sans qu'on vous le dise, le double motif de l'entrée de M. d'Angoulême au conseil; Villèle a voulu le compromettre dans le gouvernement nouveau, et en même temps gêner un peu par sa présence les nouveaux venus. Le duc en a été, dit-on, assez peu satisfait.

Quant au public, je n'ai rien à vous en apprendre; la mort du roi, tant qu'elle a duré, l'a assez occupé, encore plus comme spectacle que comme événement; il y a eu de l'intérêt pour cette agonie prolongée et soutenue avec sang-froid. A présent la curiosité même sur ce qui va se faire est faible; on n'espère rien et on craint peu. Toute l'agitation est concentrée à la cour qui, pour la première fois, se sent les coudées franches et se promet d'en user, plutôt pour se livrer à ses fantaisies que pour poursuivre un dessein. Le clergé parle assez haut. M. de Chateaubriand a un peu repris

position, mais une position qu'il aura peine à arranger avec son état de libéral. Voilà tout ce que j'aperçois. J'oublie pourtant de vous dire que le roi n'est pas sans inquiétude; toutes les fautes, tous les revers qu'on lui a prédits le troublent lui-même; il se craint, dit-on, lui et sa fortune, et marchera très timidement.

Ne songez à aucune comparaison des deux restaurations; elle serait en effet très piquante, mais la censure, à coup sûr, ne la laisserait point passer. Vous avez raison, les Stuarts ont beaucoup plus gouverné et plus mal, avec de bien meilleures chances. Du temps de Clarendon, et après les premières inquiétudes du retour, tout sentiment de péril avait disparu ; on ne le voit reparaître qu'en 1680 lorsque Charles II, tombé sous l'influence de son frère, se décida à gouverner sans Parlement. Dès que la royauté fut ainsi seule et séparée de son parti parlementaire les hommes de sens la jugèrent perdue. L'histoire de la restauration m'amusera beaucoup à écrire; je suis à présent au cœur de la révolution. Je vais vous envoyer un exemplaire des *Essais sur l'histoire de France*, avec des livraisons des *Mémoires anglais et français*.

Je voudrais de vous trois ou quatre pages pour un journal quotidien. Cependant si le cœur vous dit de faire un long article pour la *Revue*, j'en serai fort aise.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 27 septembre 1824.

Vous pensez bien que, dans mon état de santé, je ne vais pas m'exposer à l'humidité de Notre-Dame. Je vous écris pendant la cérémonie. Le nouveau règne

commence sous les plus heureux auspices. Toutes les paroles du roi ne tendent qu'à réunir, aussi la disposition à se rapprocher se propage-t-elle beaucoup. Ce serait un beau moment pour lever la censure, et une heureuse idée que de le faire. Revenez-vous toujours en novembre et nous apporterez-vous les deux volumes que nous espérons? En attendant, je suis, comme je vous l'ai déjà écrit, à la *Correspondance* de Voltaire pour toute nourriture et elle me produit un effet singulier : lue par fragments, elle m'avait toujours ennuyé, et lue d'arrache-pied elle m'attache, elle m'intéresse ; j'y trouve un homme tout entier avec toutes ses passions, tous ses mérites, toutes ses faiblesses ; j'y reconnais la source de son talent, de ses défauts ; enfin je vois un être si rare et si divers, modifié comme un autre par le temps, la maladie et le déclin. Cela est curieux, je vous assure, et la facilité, le bon goût, la fleur d'urbanité dont ses lettres sont remplies ne sont pas non plus à dédaigner. Vous allez vous moquer de moi, mais vous aurez tort, puisque j'ai du plaisir. Quant à la politique, je ne m'en occupe point et je pense que si la poste conserve ses discrètes habitudes, elle ne verra pas, sans surprise, notre correspondance.

La rue Saint-Florentin (1) ne lit pas Voltaire et demeure bien plus en train sur le présent que moi. J'y vais quelquefois hurler avec les loups, mais je ne hurle guère que là. Si je me portais bien, je vivrais à Champlâtreux autant et plus longtemps que vous à Barante, et ne voudrais y attirer que des amis tels que vous. C'est là que j'avais fait mon nid, c'est là que sont mes

1 M. de Talleyrand.

livres, et entre mes filles et eux, je ne regretterais que les conversations telles que la vôtre. Ce qui m'attire le plus en vous, c'est que vous êtes aussi divers, que tout vous est aussi souverain bien, et que vous entrez dans les mobilités d'autrui sans vouloir les ramener à un type invariable et uniforme. Plus je vieillis et plus les esprits tout d'une pièce me deviennent contraires. L'habitude de la souffrance augmente la flexibilité de l'âme et la rend d'autant plus ouverte à toutes les impressions.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 1er octobre 1824.

Je vous dois encore une réponse depuis quelque temps, cher Prosper, mais si vous saviez comme on a peu de temps dans ce pays de visiteurs! On se croit à la campagne et l'on veut faire quelque chose et puis chaque jour on est interrompu. C'est le seul avantage qu'aura Broglie sur Coppet, c'est qu'on y sera plus solitaire. Du reste, c'est un grand crève-cœur pour moi de quitter ce lieu-ci où je retrouve beaucoup d'impressions que nul autre lieu ne m'offrira. J'en pars toujours meilleure que je n'y arrive. Quand on a vécu quelque temps dans une atmosphère de méditations plus pures, il y a une sensation pénible à se retrouver dans une atmosphère tout autre. Mais malheureusement, au bout de peu de temps, on perd cet étonnement de ce qui n'est pas bien et on ne sent plus de différence entre ce qu'on éprouve et ce qu'on voit.

Que dites-vous de la mort du roi, et de la résurrection simultanée de toutes les vieilles formes? C'est bi-

zarre de faire revivre l'étiquette à l'occasion d'un tombeau qui semblerait pourtant devoir enseigner des sentiments naturels. Je ne puis m'ôter de devant les yeux la figure de M. de Talleyrand assis au pied de ce lit funèbre, cette mort morale assistant à cette mort naturelle, ces deux dissolutions dans ces deux signes intellectuels et physiques! Quelles pensées ont dû le traverser pendant qu'il remplissait un office si grave pour un motif si frivole! On nous écrit et on vous l'écrit sans doute que le nouveau roi est toute douceur : nous serons *reçus* à merveille.

Je suis à la fin de votre tome IV, toujours avec le plus grand plaisir; je n'aurais pas voulu perdre une ligne de Jean Petit. Cette corruption générale, cette perversité de tous, est un peu plus uniforme que les commencements, mais ce n'est pas vous qui la faites. Cela laisse une grande impression de tristesse; pas une trace lumineuse dans cette dépravation universelle! Bizarre chose que le monde et les systèmes qui nient la corruption de l'homme et le mal; ils doivent être embarassés de comprendre un tel spectacle.

Adieu, cher Prosper. A quelle époque reviendrez-vous? Écrivez-moi, vous êtes moins dérangé que nous. Comment ai-je pu vous écrire jusqu'ici sans vous parler de ce pauvre Charles; quel incroyable oubli! Cette pauvre jeune fille (1) l'aimait très vivement, c'est ce qu'on n'a pu assez lui cacher ; cela est triste. Sa douleur ne sera peut-être pas longue, mais elle doit être poignante. Il regrette l'inconnu et cela ouvre un vaste champ à l'imagination; peut-être est-il près de vous.

(1) Mademoiselle Perier, à laquelle M. de Rémusat était fiancé, venait de mourir. C. B.

Que de morts cette année! Ah! qu'est-ce que de nous! comme ma mère disait toujours; et il y a des gens qui oublient tout cela.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 11 octobre 1824.

Comment n'êtes-vous pas encore arrivé pour prendre votre part des délices du nouveau règne? Prenez garde, les lunes de miel sont courtes en général et ce qui est violent ne peut pas durer. Notre enthousiasme actuel l'est beaucoup; il y aura bientôt assurément du déchet. Je suis cependant disposé à croire que notre situation devient meilleure, il n'y a rien de pire pour des vivants qu'un roi qui ne vit plus et c'était bien la position de tout point du pauvre défunt. Le roi actuel est plus accessible au présent, nous avons ainsi plus de chances pour nous rencontrer avec lui en sympathie (1). Il a positivement envie de plaire et d'être bien pour l'opposition. Cela ne durera pas, assurément, mais je crois maintenant qu'il veut conserver les formes de ce gouvernement et je n'étais pas rassuré même sur

(1) Charles X était un plus aimable souverain que son prédécesseur, plus bienveillant, plus loyal, plus soigneux de plaire et d'obtenir de la popularité. Louis XVIII, sauf ses manies de favoritisme, était égoïste et sec. Charles X avait des entrailles. Tous ceux qui avaient plus ou moins vécu avec la cour de l'ancien régime n'admettaient nulle comparaison entre les deux frères. J'ai souvent entendu M. de La Fayette parler de l'un et de l'autre. Il détestait et méprisait Louis XVIII, et tout en jugeant sans illusion aucune Charles X, il témoignait du goût pour lui.

cela. Tout ce qui revient du duc d'Angoulême donne du bonheur à entendre; j'en suis à craindre que Portal ne nous le gâte, car il a du crédit sur le prince et ne vaut, à beaucoup près, tant que lui.

N'arriverez-vous pas bientôt ? Si vous vous occupez de nos plaisirs et de notre instruction je sens qu'il ne faut pas trop vous presser, mais je voudrais et vos livres et votre conversation dans ce Paris où si peu de choses me plaisent et où vous me plaisez tant. Nous y retournons à la fin de cette semaine.

Je ne suis guère avancé de ma *Fronde*. Quand on n'a pas l'habitude de travailler de suite on ne se fait pas l'idée des proportions d'un ouvrage. J'aurai cependant fini avant ce printemps si je tiens les résolutions que j'ai prises pour cet hiver, mais je me connais bien capable de ne rien faire du tout. La politique ne sera pourtant pas le sujet de ma distraction ; je n'ai point à m'en mêler, et tant mieux, car je n'y entends rien ; le passé me semble fini et je ne saurais prévoir l'avenir. Non pas, assurément, que je renonce à la grande et consolante idée de perfectionnement progressif en politique comme en toute autre chose, mais cette vérité n'est vraie que sur une échelle de temps hors de proportion avec les pauvres petites années de l'homme. Vivons dans le passé, mon cher ami, pour les affaires et dans le présent pour nous réjouir en honnêtes gens. Il fait bon vivre au XIXe siècle; personne ne peut nous en ôter notre part.

Vous trouverez un Salon plus garni de peinture qu'aucun de ceux que vous ayez jamais vu. L'exposition est assez brillante; il me semble que la médiocrité se soit élevée de quelques degrés, à la vérité il n'y a pas grand'-chose au-dessus, mais enfin tous les gens

font quelque chose de mieux que de la menuiserie.

Les Bouffons seront encore fort à la mode ; j'ai été l'autre jour y chercher une loge, on m'a fait entrer pour cette affaire à la répétition de l'Opéra où je n'avais jamais été. J'y ai bien trouvé deux cents filles la jambe en l'air et toutes en deuil de veuves ; cela m'a paru un drôle d'hommage rendu à la légitimité !

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 15 octobre 1824.

L'abolition de la censure m'a, comme vous croyez, fait grand plaisir, non point comme à un combattant qui voit des armes rendues à son parti, mais comme à un citoyen paisible qu'on avait condamné à lire d'ennuyeux mensonges et à végéter sous un indigne despotisme, sans entendre une réclamation. Qu'une telle mesure ait été prise contre le gré d'un ministère, et que ce ministère tienne en place voilà qui est bizarre; mais je le comprends fort bien. Tout ministère pris dans ce parti sera contraint d'en faire autant ou pis. En attendant, je suis bien aise que le roi soit populaire, et les opinions conciliantes. Dans quelle ligne marchera-t-on, quelles idées se fait-on sur les garanties dont nous manquons si complètement ? c'est ce que j'ignore mais je prends le bon temps quand il vient et même lorsque je m'inquiète un peu de l'avenir, je ne suis pas ingrat envers le présent.

DE M. GUIZOT.

Paris, 16 octobre 1824.

Voici trois semaines curieuses, mon cher ami, qui ont déçu bien des espérances et en décevront probablement bien d'autres en sens contraire; le fait est que tout est changé, dans le gouvernement et dans le public. Dans le gouvernement, il n'y a plus de ministère; le pouvoir royal a remplacé, quant à présent, le pouvoir ministériel; Villèle était maître et n'est plus qu'un serviteur. Dans le public, l'effet de l'abolition de la censure a été immense; pour la première fois les libéraux ont reconnu les Bourbons (1); pendant quinze jours, le roi et le dauphin ont été vraiment populaires; cela se refroidit un peu; mais le langage et l'attitude du parti n'en sont pas moins changés sans retour. Les ultras, j'entends ceux d'ici, sauf la congrégation et les ministériels, sont tout étonnés de se dire contents et se demandent pourquoi; cependant ils approuvent. Il n'est plus question que de transaction entre les partis, d'administrations mixtes, de rapprochement entre les hommes un peu indépendants des deux côtés. Je n'ai pas besoin de vous dire que la métamorphose n'est pas bien profonde; beaucoup de gens s'y prêtent qui intérieurement en sont fâchés. Cependant il y a là quelque chose de réel. Qu'en résultera-t-il? Rien

(1) Beaucoup de gens, découragés de l'opposition, saisirent cette occasion pour faire acte de dévouement, surtout parmi les généraux. Le général Lamarque donna, par une lettre insérée dans les journaux, une complète publicité à son adhésion.

de prochain. La Chambre des députés est un obstacle que personne n'a encore songé à écarter ; faite par et pour Villèle elle est encore à lui ; aucun autre ministère n'y prendrait son assiette ; sa dissolution me paraît l'indispensable condition de tout système un peu nouveau, et ni le roi, ni le dauphin, ni personne n'en a seulement conçu l'idée. Je crois donc encore à la durée du ministère jusqu'à ce que la presse et la tribune aient poussé plus loin les esprits. Mais il sera presque aussi faible auprès du roi que décrié dans le public, et hors d'état de rien entreprendre. Aussi est-il déjà question de ne faire, à la session prochaine, que le budget et l'indemnité des émigrés. Vous connaissez le dauphin ; il a demandé l'abolition de la censure, s'oppose aux destructions, se plaindra des injustices ; mais son influence ne sera pas plus hardie.

Le roi est un peu étonné de tout le bruit des journaux contre des ministres qu'il a livrés sans avoir l'intention de les renvoyer ; cependant il ne regrette point, dit-il, la suppression de la censure. Tout ce qui restait d'officiers généraux mécontents s'est donné avec transport. Je n'ai jamais vu une telle déroute des partis. Les dévots se taisent, mais sont pleins d'humeur ; les ultras laïques affichent hautement leur brouillerie avec eux. On avait décidé le roi à répondre au grand aumônier, qui devait lui présenter son clergé, d'une façon assez significative ; le discours était fait et recommandait aux ecclésiastiques de ne pas se mêler d'affaires temporelles. Le grand aumônier a été averti et n'a fait au roi ni présentation ni harangue. Au milieu de tout cela, je ne vois aucune ambition personnelle qui espère et se remue beaucoup ; tout le monde a le sentiment de son impuissance ;

seulement chacun se félicite de voir le ministère impuissant lui-même. Le roi voudrait contenter tout le monde et ne sait comment s'y prendre pour donner autre chose que de bonnes paroles. Il est plus que jamais impossible de prévoir ce qui arrivera.

DE M. DE RÉMUSAT.

Vizille, 20 octobre 1824.

Je suis toujours ici, mon cher ami, n'ayant ailleurs ni devoir, ni affaire, ni bonheur. Je me laisse aller au charme d'une vie intérieure et tranquille, et de cette oisiveté rêveuse qui seule soulage des grands chagrins et des efforts d'esprit ; nous avons fait des courses dans les montagnes, visité des corniches, des précipices et des torrents qui me rappelaient en grand l'Auvergne, puis au retour, nous lisons tout haut l'*Histoire des ducs de Bourgogne* qui nous la rappelle mieux encore, et le soir nous nous attendrissons tout simplement avec *Alzire* et *Zaïre*. Vous me parlez d'avenir, je n'y pense point ; je m'abandonne au penchant qui, chaque soir, me retient ici un jour de plus. Une fois, quelques lettres ou quelque caprice me feront repartir pour Paris où je me retrouverai comme auparavant, et, selon toute apparence, consumant mon temps et ma jeunesse dans un provisoire qui n'est pas le bonheur, et auquel il manque désormais l'espérance.

Les débuts de ce règne sont assez piquants; il paraît qu'il a pris aux princes une fantaisie de popularité et d'acclamations. De là, la suppression de la censure, et de là, cette duperie épidémique, cet enthou-

siasme niais qui, m'écrit-on, est assez réel à Paris et qui s'étend jusque dans les pays que j'habite. Je crois cependant que tout cela ne change rien au fond des choses. Seulement l'impulsion du parti n'a point reçu, de cette récente mort, le mouvement d'accélération que l'on prévoyait et, dans cette voie, c'est se ralentir que de ne pas augmenter de vitesse. Je suppose que tous les faiseurs de transactions, de projets et de commérages sont en l'air. Le fait important, et il était prévu, c'est que le personnel des princes est un élément important dans le gouvernement, et c'est un grand encouragement à l'intrigue. Aussi suis-je assez de l'avis de M. Bourgeois, qui m'écrit : « Celui-ci est un meilleur homme, mais l'autre était un plus grand roi. »

AU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Barante, 25 octobre 1824.

Je voudrais, mon cher ami, ne point tarder à aller vous revoir. Il me semble que j'ai encore un peu plus envie qu'à l'ordinaire de la conversation de mes amis. Ce n'est pourtant que par pure récréation, car nous sommes autant que jamais étrangers par l'action à tout ce qui se fait. Cependant le spectacle qu'on nous donne est devenu plus agréable; nous sommes à une péripétie comique. La popularité du roi, la confiance qu'on met dans le dauphin sont devenues le texte de si belles paroles, le *Constitutionnel* aime tant les Bourbons, le *Journal des Débats* tant la liberté, que je me figure dans l'âge d'or. C'est au point que je souhaiterais que le privilège du joyeux avènement s'étendît

sur les pauvres ministres. Leur lune d'absinthe est trop amère; pourquoi les ôter de là? Je ne comprends pas trop l'utilité d'un changement de ministère aussi longtemps que le parti qui a produit les ministres actuels, et qui est le complice et la cause de tout ce qu'on leur reproche sera en situation d'en fournir de nouveaux et de garder la domination. Je ne crois point aux ministères de transaction; on peut bien associer ensemble des noms propres qui n'ont pas encore été accolés, mais ce n'est point là faire la part à des opinions, il viendra toujours un moment où il faudra opter entre la vérité du gouvernement représentatif et le règne des ultras; il viendra un moment où il faudra lâcher la main et perdre l'administration impériale avec sa centralisation. Je ne sais point de transaction entre ceux qui veulent cela, et ceux qui, par goût ou par crainte, veulent conserver cette mainmise universelle. En un mot, entre le régime actuel et celui où le pays ferait les élections, les jugements et l'administration locale, il y a plus loin peut-être qu'entre la monarchie absolue et la charte. Je ne m'étonne point qu'on recule devant une telle expérience, mais je persisterai toujours à penser qu'il vaut mieux que cela soit donné que conquis.

Ce sont de bonnes raisons pour se mettre un peu plus au courant des affaires de la Fronde ou de la Praguerie que des affaires de M. de Villèle, et c'est aussi ce que je fais. C'est un moment curieux que le milieu du XVe siècle, où l'ordre commença à s'établir quelque peu, où la société cessa d'être un rassemblement d'animaux de proie. C'est le plus pauvre homme de roi qu'on puisse imaginer, Charles VII, qui fut l'instrument nécessaire et passif de ce besoin

impérieux et universel. On a pu attribuer le rétablissement de notre ordre social au consulat et à l'empire, on a pu y voir l'œuvre d'un homme; là il n'y a pas moyen de s'y méprendre, le fruit était mûr, aucune main n'eût à le cueillir, il tomba de lui-même. Louis XI, qui vint ensuite, fit plus de mal que de bien à la constitution nouvelle de la société, en tournant au profit du pouvoir l'amélioration qu'elle avait éprouvée; je continue à tenter de faire toucher tout cela au doigt et à l'œil sans en parler et par le seul récit, mais plus la machine se complique, plus cette forme devient difficile à suivre; cependant c'est sous cet aspect que l'histoire m'amuse et m'intéresse. Ce langage des faits plaît à mon imagination et me semble à la fois vivant et intelligible.

Je vous remercie de me garder le Salon; j'en suis curieux. Il paraît que là aussi l'aristocratie a disparu et que les privilèges du talent sont éparpillés. C'est bien pour détruire les dominations factices; mais là, plus que dans la société politique, on ne peut aller loin sans des supériorités à la fois réelles et reconnues; il faut entraîner après soi la médiocrité et la forcer à admirer et à imiter. N'est-il pas évident que celui qui devine et exprime la pensée de tous doit servir de modèle, comme la nature elle-même? Ceux qui l'imitent ne l'égalent point, mais ils sont un signe de l'effet qu'il produit.

Adieu, mon cher ami, encore quarante jours et j'aurai le plaisir de me retrouver avec vous. J'ai eu la lettre que madame de Sainte-Aulaire a bien voulu m'écrire et je lui ai répondu, ainsi qu'à M. de Salvandy; son talent et son genre d'esprit s'appliquent parfaitement à un moment de tendresse comme celui-ci,

d'autres sont trop racornis pour se mettre avec tant de vérité dans l'espérance. Ce n'est pas que ces âmes sèches soient mécontentes, bien au contraire, mais toute cette affaire-là ne leur semble pas si facile à arranger.

DE M. GUIZOT.

Paris, 25 novembre 1824.

Ils se sont enfin décidés, pour avoir un appui, à traiter avec la congrégation. Du reste le ministère tient bon à son pilori ; il s'y trouve bien et n'en sera, je crois, renversé ni par en bas ni par en haut. Je l'aime au moins autant comme vous ; rien n'est prêt pour autre chose, et il se forme beaucoup de choses qui ont besoin de temps. M. de Peyronnet seul court des risques, pour la commodité des arrangements ministériels. On m'assure que Villèle a deux fois fait proposer à Corbière la pairie et la place de Sémonville (1) ; mais Corbière n'en veut pas ; il veut mourir et non pas fuir devant l'animadversion publique ; il a raison. On a dit vingt fois que M. de Polignac arrivait et il n'arrive point. La coterie du *Journal des Débats* commence à se former en parti décidé ; très utile, à mon sens, pour l'avenir, je ne lui vois aucune chance dans le présent. Les lettres et les articles de M. de Chateaubriand lui vaudront beaucoup d'approbateurs ; mais peu d'alliés. L'évacuation de l'Espagne a commencé ; quelles en seront les suites ? j'en jette ma langue aux

(1) M. de Sémonville était grand référendaire de la Chambre des pairs. C. B.

chiens; il n'y a pas moyen de voir clair dans le chaos. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le ministère, qu'il laisse ou retire les troupes, sera, d'ici à quelque temps, gravement compromis par là. On parle beaucoup, et je m'en désole, d'un congrès sur la Grèce, au printemps prochain; l'empereur Alexandre voudrait leur donner, pour roi d'une monarchie constitutionnelle, le prince Gustave, le fils du roi de Suède détrôné; l'Angleterre vise à un protectorat de la Grèce, comme celui qu'elle exerce sur les îles Ioniennes. Pendant qu'on médite, ces braves gens souffrent et triomphent; je ne m'attends pas à les voir, de notre vivant, formés en gouvernement, ni même en peuple; mais ils ne retomberont pas sous le joug des Turcs, et je suis bien porté à croire que la chute de l'empire turc sera l'écueil où la Sainte-Alliance viendra se briser.

IV

Année 1825. (1)

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Paris, 11 juin 1825.

J'allais vous écrire pour vous dire que le tome VIII des *Ducs de Bourgogne* m'a fait encore plus de plaisir

(1) Événements de 1825. — Loi relative à la liste civile. — Attaques de la droite contre l'article qui garantit à la branche d'Orléans la possession de son apanage. — Discussion à la Chambre des pairs, de la loi sur les communautés religieuses de femmes. — Adoption, malgré le ministère, d'un amendement de M. Pasquier en vertu duquel l'établissement de ces communautés doit à l'avenir être autorisé par une loi, et non par une ordonnance. — Mécontentement que le roi en éprouve. — Discussion à la même Chambre de la loi du sacrilège. — Malgré les efforts de MM. Molé, de Broglie, Pasquier, de Chateaubriand, de Barante, l'article qui punit ce crime de la peine capitale, appuyé par M. de Bonald, est voté à la majorité de quatre voix, avec le concours des évêques (17 février). — Indignation excitée par cette loi, que le roi a soutenue de toute son influence. — Popularité de la Chambre des pairs. — Discussion de la loi qui accorde une indemnité aux victimes des con-

que tous les autres que j'ai lus presque tout d'un trait, et que personne n'attend vos deux derniers

fiscations révolutionnaires. — Imprudence et violence du langage tenu par plusieurs membres de la droite, qui semblent se complaire à transformer une loi de réconciliation en une loi de haine et de vengeance. — Amendement votés dans ce sens par la Chambre des députés. — Amendements contraires de la Chambre des pairs. — Conduite ferme et habile de M. de Villèle. — Vote définitif, par la Chambre des députés, de la loi relative aux communautés religieuses de femmes. — Vote par la même Chambre de la loi du sacrilège. — Exagération religieuse de cette Chambre. — Influence croissante de la congrégation et des jésuites. — Impopularité croissante de Charles X, qui multiplie les manifestations extérieures de sa dévotion. — Inquiétudes de M. de Villèle, dont la position commence à être ébranlée. — Discussion et vote de la loi de conversion de la rente. — Discussion et vote de la loi des comptes de 1823. — Nouveau débat sur les dépenses de la guerre d'Espagne et les marchés Ouvrard. — La cour royale évoque cette affaire. — Discussion et vote du budget de 1826 à la Chambre des députés. — La question de la décentralisation, celle de la réduction du nombre des tribunaux, celle de la reconnaissance des nouvelles républiques américaines, etc., sont encore vivement débattues. — Sacre de Charles X (29 mai). — Vote du budget par la Chambre des pairs. — Clôture de la session (13 juin). -- Succès très incomplet de la conversion de la rente. — Grande baisse des fonds français. — Crise financière en Angleterre. — Suite des querelles religieuses. — Écrits de M. de Montlosier contre les congrégations et les jésuites. — Reconnaissance, par le gouvernement français, de l'indépendance de Saint-Domingue moyennant une indemnité pour les colons et certains avantages commerciaux pour la France. — Séjour de M. de Metternich à Paris. — Ses entretiens avec M. de Villèle. — Relâchement de l'al-

volumes avec plus d'impatience que moi. J'allais donc vous dire tout cela lorsque votre très bonne et très

liance de l'Angleterre et de l'Autriche par suite de l'antipathie réciproque de M. de Metternich et de M. Canning. — Obstacles que le caractère mobile et défiant de l'empereur Alexandre oppose à un concert intime entre la France et la Russie. — Les conférences ouvertes à Saint-Pétersbourg sur les affaires d'Orient échouent encore. — Comités philhelléniques en France, en Angleterre, aux États-Unis. — Défaites des Grecs. — Succès des forces ottomanes, appuyées maintenant par les Égyptiens que commande Ibrahim-Pacha. — Les Grecs, réduits au désespoir, offrent à l'Angleterre de se placer sous son protectorat. — Refus du cabinet de Londres. — Tentatives faites pour engager les Grecs à appeler au trône le duc de Nemours. — Profond découragement de l'empereur Alexandre. — Il demande à l'Angleterre de se charger de résoudre la question grecque, se réservant de résoudre seul et sans plus consulter ses alliés la question des principautés du Danube. — Le roi de Portugal reconnaît l'indépendance du Brésil. — Fin de la crise financière. — Progrès de l'opposition. — Mort du général Foy (28 novembre). — Ses funérailles triomphales. — Souscription nationale en faveur de sa famille. — Acquittement du *Constitutionnel* et du *Courrier*, poursuivis pour outrages contre la religion et les ministres. — Brillant plaidoyer de M. Dupin. — Joie du parti libéral, consternation de la cour et du parti religieux. — Querelles religieuses en Belgique et en Russie. — L'affaire des marchés d'Espagne est déférée à la Cour des pairs par suite de la déclaration d'incompétence de la cour royale. — Coalition des oppositions de droite et de gauche. — M. de Chateaubriand en est l'âme. — Intrigues des courtisans contre le cabinet. — Mort de l'empereur Alexandre (1er décembre). — Avènement de l'empereur Nicolas. — Conspiration militaire énergiquement réprimée par le nouveau souverain. — Il annonce

aimable lettre est venue me surprendre et me faire bien plaisir. Oui, je suis charmée que vous ayez de l'amitié pour moi. Laissez-moi croire que vous savez que je le mérite par toute celle que je vous porte ; elle est de bon aloi, et la longue absence dont vous nous menacez pourra la faire souffrir, mais non pas l'altérer. Je ne vois que des personnes qui projettent de s'éloigner de Paris pour du temps. Si j'en crois la disposition actuelle de M. de Talleyrand, il songerait à se reposer dans les pays chauds d'une année très fatigante ; il s'est très bien porté à Reims même, mais, depuis son retour, les représentations de cour continuant toujours, je trouve qu'il reprend son air abattu, et lui-même sent qu'après s'être retiré des affaires, il lui serait peut-être utile de se reposer pendant quelque temps du métier de courtisan, qui n'est guère compatible à la longue avec ses infirmités. Tout cela est cependant bien en l'air et bien vague encore, et comme je passe ma vie à voir former des projets qui ne se réalisent pas, j'espère toujours que nous nous retrouverons tous ici au jour de l'an au plus tard. En attendant, tout ce mois-ci est consacré à des fêtes dont je ne prends que le strict nécessaire pour effacer mon absence de Reims qui, ainsi que presque toutes celles des autres femmes de la société, a paru peu aimable.

l'intention de renfermer sa politique extérieure dans la défense des intérêts permanents de la Russie, d'abandonner les Grecs, mais d'obtenir à tout prix de la Porte les satisfactions auxquelles il a droit. (D'après les sommaires des chapitres XCVII, XCVIII, XCIX, C, CI, CII, CIII, CIV, CV, de l'*Histoire de la Restauration*, par M. Louis de Viel-Castel.)

Je pourrais vous faire les descriptions de ces fêtes qui marquent chacune de mes journées, mais les journaux vous diront cela mieux que moi; je me bornerai à remarquer qu'hier à l'Opéra, où était le roi, *in fiocchi*, les jupons des danseuses tombaient jusqu'à la cheville et qu'ils étaient épaissis. Toutes les grandes dévotes du temps remplissaient sans scrupules la salle qui était très éclairée, très belle et applaudie; le roi mettait toutes les consciences à l'aise.

Vous a-t-on envoyé un livre d'Alibert, *la Physiologie des passions*? Il fait assez de bruit, parce que l'auteur est premier médecin du roi, homme d'esprit et d'intrigue, avec un mélange de grossièreté et de prétention assez remarquable. Il me semble que l'on retrouve assez bien l'homme dans son livre: je cherche; depuis que je lis, le but médical, ou moral ou philosophique du livre, et je ne puis en trouver d'autre, si ce n'est de prouver ou de chercher à faire croire que lui, Alibert, n'est pas matérialiste comme le sont la plupart des médecins. Indiquez-moi de votre retraite quelque bon livre à lire en attendant que je fasse plus ample connaissance avec *Louis XI* et *Charles le Téméraire*. A Andilly je relisais Pascal le matin et La Bruyère le soir, ainsi que quelques passages du *Phèdre* de Platon. Je me suis, au bout de six jours passés ainsi, retrouvée plus dédaigneuse pour les autres, et plus mécontente de moi que jamais, trouvant qu'il n'y a de beau que la mort; encore faut-il savoir mourir. Et comme enfin, il faut vivre avec les autres et avec soi-même et que j'ai bien peur de ne pas mourir de sitôt, je vous prie de m'indiquer quelque ouvrage qui me réconcilie avec le prochain, avec la vie et avec mon pauvre propre individu.

Savez-vous bien qu'une des choses que je ferais le plus volontiers serait de vous aller voir à Barante ?

DE M. GUIZOT.

Saint-Mandé, 12 juin 1825.

Mon cher ami, votre tome VIII est le meilleur de tous, je suis très décidé là-dessus ; vous y avez tous les avantages de votre manière sans aucun de ses inconvénients ; les vues générales, vos opinions ou vos impressions personnelles n'y sont pas plus exprimées que dans les autres ; vous vous êtes également tenu à la narration ; et en même temps la narration a perdu ce caractère de chronique qui a souvent quelque chose de désultoire et de monotone, quels que soient la vérité et l'intérêt des détails. Les bons récits font ici plus que se succéder ; ils se lient, se rapportent à un ensemble ; on ne passe point de l'un à l'autre comme d'un tableau à un tableau dans une galerie : ce sont des scènes d'une grande action, une, dramatique, où quelques personnages sont toujours en saillie, où les événements se développent bien enchaînés. Je ne doute pas que la nouvelle nature du sujet ne soit en ceci pour beaucoup ; peut-être était-il impossible d'introduire dans les volumes précédents le même ensemble sans tomber dans quelque unité arbitraire et factice. Votre Louis XI se peint à merveille comme les personnages historiques doivent se peindre, c'est-à-dire qu'on le voit se modifier, découvrir successivement en lui-même ses qualités et ses vices, se faire en un mot à mesure qu'il vit et devenir, de situation en situation, tel que le voulait sa nature. La vieille figure

de Philippe le Bon, cette puissance du passé qui rend un homme imposant au milieu de sa propre décadence, la folie de son fils, pressentie de tout le monde et qui n'empêche pas que tout le monde n'aille à lui parce qu'il est jeune, tout cela est excellent et m'a attaché plus que je ne puis dire. Soyez sûr que cette dernière partie de l'ouvrage vous fera le plus grand honneur. Si je ne trouve personne qui comprenne bien et veuille dire quelque part ce qu'elle a de nouveau et, à mon avis, de supérieur aux précédentes, je tâcherai de prendre quelques heures pour le dire moi-même. Beaucoup de gens recevront la même impression que moi, mais il faut que le public soit averti qu'il doit la recevoir.

Je pense tout à fait comme vous sur notre situation; nous n'avons rien à nous dire. Il est arrivé du sacre comme de bien d'autres événements : il a tourné contre les gens qui s'en étaient promis un grand profit, contre le clergé. Ce serment si formel à la charte, le retranchement de tant d'anciennes formules, la prodigieuse timidité qui a percé, de la part des évêques, dans le soin avec lequel ils ont retranché tout ce qui avait un caractère vraiment religieux, pour réduire la religion même à une pure cérémonie, tout cela a été pris par le public comme une victoire du siècle, et la congrégation est demeurée stupéfaite d'avoir ainsi fait éclater sa faiblesse sur ce théâtre de son triomphe. Il y a plus : ce qu'elle a conservé, la prééminence du pouvoir spirituel dans les détails de la cérémonie, l'air de supériorité de l'archevêque sur le roi lui-même, tout cela a choqué les assistants de toute opinion, la cour comme le peuple ; ils en ont parlé ouvertement et avec division. Singulier état où tous sont également impuissants,

ceux qui ont le pouvoir comme ceux qui voudraient résister, et où les événements n'ont d'autre résultat que d'apprendre à tous les partis qu'ils sont incapables de faire ce qu'ils voudraient. Leur destinée n'en sera point changée ; mais nous y gagnerons, je l'espère, d'échapper aux grands orages. Il faut bien que nous ayons cette consolation au milieu de la solitude et de l'ennui où nous vivons.

Je n'entends parler de rien en Europe si ce n'est des Grecs dont les affaires vont bien, et de Cuba, que l'Amérique espagnole forcera de se déclarer indépendante, si elle ne s'y décide elle-même. Il me paraît que la Sainte-Alliance sera bientôt, au delà de l'Atlantique, un sujet de moquerie bien plus que d'effroi.

DU VICOMTE DE CHATEAUBRIAND.

Paris, 13 juin 1825.

J'ai trouvé, monsieur, votre lettre en revenant de Reims où j'étais allé faire ma mission comme votre Jeanne la Pucelle. Je suis honteux de vous avoir fait attendre si lontemps cet article. Je devrais avoir de l'espace et du temps dans ma vie désœuvrée et pourtant je ne sais comment elle est encombrée de niaiseries qui me laissent à peine une place pour quelque chose d'utile et de sérieux. Je ne sais trop ce que je vais devenir, ce qui m'empêche de rien pouvoir vous promettre pour vos deux derniers volumes, que je vais lire avec le même plaisir que les premiers. Continuez, monsieur, vos nobles travaux : réservez-vous pour l'avenir; moi je m'en vais. Le

temps, disent les Italiens, est un galant homme; en effet, il nous débarrasse de nous et des autres.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 21 juin 1825.

Je vous remercie de votre aimable lettre, cher Prosper, qui m'est arrivée dans mon grand manoir (1), auquel je commence à m'habituer, bien que l'absence de souvenirs cause un grand sentiment d'isolement; le départ d'Auguste a été aussi un grand chagrin pour moi; la vie régulière a néanmoins tout de suite beaucoup de pouvoir; elle calme tout et apprend bien à ne pas trop écouter ses propres impressions, quand chaque chose doit arriver à son heure, n'importe ce qu'on éprouve, on finit par ne plus y regarder, et c'est le grand secret du calme, c'est de ne pas regarder ce qu'on sent, le retour sur ses propres impressions est ce qui trouble le plus. Je suis bien reconnaissante et touchée de ce que vous me dites; l'approbation de ceux dont on apprécie le jugement n'est pas une simple jouissance d'amour-propre, c'est comme un témoignage qu'on est dans le bon chemin et c'est un plaisir pur; néanmoins je repousse le mot de mérite, d'abord moi, puritaine, qui ne crois pas au *mérite des œuvres* et, sérieusement, je trouve qu'il y a tant d'alliage dans nos sentiments que je dirais presque qu'il y en a encore plus dans nos bonnes œuvres que dans nos mauvaises.

(1) M. le duc et madame la duchesse de Broglie s'installaient à Broglie, dont les travaux de restauration étaient terminés. C. B.

Je n'ai point lu M. Guigniaut (1), mais Victor trouve que c'est un grand fatras : cela n'a produit aucune impression profonde sur lui, je ne sais pas si je m'y engagerai. Je suis à la fin de M. Thierry (2), bien enchantée de son talent. Combien il y a de vie, de verve ! Cet espèce d'intérêt passionné pour toutes les populations vaincues n'est peut-être pas bien raisonnable, mais il donne une couleur vive et originale à l'histoire. Il est singulier de pouvoir réunir à ce point autant de vérité de peinture et si peu de rectitude de jugement, bien voir et juger faux. Cela compose néanmoins un livre plein d'intérêt. L'histoire est la muse de notre temps ; nous sommes, je crois, les premiers qui ayons compris le passé, et cela vient beaucoup de ce que nos propres impressions ne sont pas assez fortes.

Je reviens à ce que vous dites sur moi, je ne sais pas si je resterai à ce point que vous aimez et si ce point vaut quelque chose, parce qu'il y a beaucoup d'inconvénient à ce caractère personnel, mais, en théorie, il me semble qu'il faut conserver de l'abandon et de l'involontaire dans le bien : c'est là même la vraie transformation qui devrait s'opérer en nous, il faut

(1) M. Guigniaut, maître de conférences à l'École normale, hélléniste et archéologue érudit, publiait les premiers volumes de : *les Religions de l'antiquité considérées principalement dans leurs formes symboliques et mythologiques*. Cet ouvrage est la traduction en français, mais revue, remaniée et annotée, de *la Symbolique et Mythologie des peuples de l'antiquité et surtout des Grecs*, par Creuzer, philosophe et philologue allemand, né à Marbourg [1771-1858]. C. B.

(2) *L'Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands*. C. B.

que nos affections s'élèvent, mais en conservant le caractère des affections, la spontanéité et le naturel; la contrainte est le chemin mais non le but; il faut se forcer pour reprendre *le bon pli*, mais si une fois il était repris il ne doit plus être le résultat de l'effort. Vous comprenez que je ne m'en crois pas là, mais je devise avec vous sur ce qui devrait être, et je crois que la répugnance que nous inspirent les plus vertueux caractères trop tendus par la règle, vient de ce que ce sont des gens dans un pénible voyage mais non à leur lieu de repos. On dira que ce lieu n'est pas la vie. C'est possible, j'ai rencontré quelques êtres en qui le bien paraissait être involontaire et tout à fait spontané, mais je ne me représente pas trop le monde allant avec de pareils hommes, il en résulte bien une sorte d'incapacité pour les affaires et les intérêts de cette vie qui ne doit pas être universelle. Néanmoins je n'ai jamais vu la foi prise de l'Évangile manquer de produire une sublime image là où elle est gravée, avec les différences d'esprit de caractère je viens d'en avoir un exemple. Cette madame Vernet, de Genève, a été sublime à l'occasion de la mort de son fils; elle a trouvé dans la puissance de Dieu, dans le sentiment de sa bonté, une force qu'on ne saurait comprendre humainement; dans ses plus grandes douleurs elle n'a pas cessé de répéter : *Dieu est bon, Dieu est bon; je le sens, il me soutiendra, il aime mon enfant; il nous aime tous*. Elle disait : *Quand je souffre, je me sens entourée des bras de Dieu avec mon enfant et je me cache dans son sein.* Dites cela à Césarine, cela est bon à répéter à toutes les mères; du moins, pour moi, cela m'a donné un calme et une paix que je ne puis dire. Ce n'était pas un effort de résignation, c'était une

paix *reçue* d'en haut ; le mérite de la créature n'y était pour rien, celui qui la frappait la consolait en même temps.

Ah! je suis bien convaincue que cette foi chrétienne pure, simple, qui se pénètre des attributs de Dieu, de sa sainteté, de sa bonté infinie, est la vérité même ; si ce n'était pas, l'erreur serait plus belle que le vrai ; je ne sais si je dois me laisser aller à le dire, mais cette phrase où vous me dites que vous croyez valoir mieux autrefois m'a attristée ; certes cela ne paraît pas à l'extérieur, tout ce qui est bon, noble et élevé a fait des progrès en vous de plus en plus, mais cela prouve que vous n'acquérez pas de certitude intérieure sur les pensées les plus importantes, que vous ne sentez pas *cette joie d'une âme immortelle qui sent la vérité croître en son cœur*. Ne restez pas dans cette situation s'il en est ainsi ; cherchez et cherchez toujours, avec la conviction que vous trouverez, sans doute. C'est notre condition de *chercher*, mais pour *trouver* : cette recherche est le moyen nécessaire de communication entre Dieu et nous ; mais ce n'est que près de lui qu'il faut vraiment chercher ; tous les moyens sont utiles, mais un seul est efficace, c'est de demander directement à la lumière même de nous éclairer. Les pratiques ne sont qu'un moyen de communication, bonnes si elles y servent, mauvaises si elles la retardent, mauvaises si elles se font passer non pour utiles mais pour *nécessaires*. Il n'y a de nécessaire que de sentir sa misère et de demander le secours de celui qui peut nous guérir. David a dit : *J'ai vécu jusqu'à la blanche vieillesse et je n'ai point vu le juste abandonné ni sa postérité mendier son pain*. Combien il est plus vrai sous la loi nouvelle que

celui qui a cherché avec zèle et sincérité n'a jamais été de son espoir! Mais je me laisse aller à un véritable sermon; vous savez que c'est mon métier habituel et je suis plus portée à m'y laisser aller par lettres et dans la solitude; ainsi excusez-moi.

Auguste a quitté Paris; il m'écrit que les fêtes ont ennuyé tout le monde y compris le roi. Quelle belle chose que cette victoire des Grecs (1)!

En voyant la longueur de ma lettre et son contenu j'en suis tout embarrassée, vous verrez au moins que j'ai mis du laisser aller dans ma prédication, mais je ne sais pas séparer mes affections de ce monde d'avec les pensées d'une autre nature; plus je tiens aux gens plus je voudrais qu'ils pensassent comme moi. Adieu, cher Prosper, pardon de ce galimatias. Je ne vous ai rien dit de mon nouveau séjour; je vous le conterai une autre fois.

AU VICOMTE DE HOUDETOT.

Barante, 22 juin 1825.

Notre vie ici est telle que vous la connaissez. Les premiers jours de l'arrivée de madame de La Briche, il y a eu un zèle brûlant de promenades. Depuis, la chaleur est devenue si forte et si continue, que nous faisons à peine le tour du jardin à sept heures du soir. Madame de La Briche est toujours de plus en plus contente : jeune, bienveillante, soigneuse à écarter toute pensée, tout jugement qui troublerait son plaisir.

(1) L'amiral grec Miaoulis avait incendié, le 13 mai, une partie de la flotte turque dans le port de Modon. C. B.

Elle ne souffre pas le pli d'une rose, et malgré cela n'est point égoïste. Elle est remplie d'affection. Pour compléter la béatitude d'une autre personne bien heureuse, j'ai fait à la comtesse (1) cette petite préface (2) dont elle avait une fantaisie si obstinée; mais j'ai mis dans mes conditions que si l'on voulait faire mettre dans les journaux des annonces ou des articles de libraire, vous les verriez d'avance. J'ai peur des niaiseries qu'on pourrait y fourrer. Soyez assez bon pour y veiller.

Louis XI et *Charles le Téméraire* sont un peu en suspens. Avez-vous lu la *Conquête de l'Angleterre par les Normands*, de M. Thierry? J'y ai pris un vif plaisir. C'est un des meilleurs livres qu'on ait fait depuis longtemps. *Les Religions* ne sont pas si claires; c'est un ouvrage très confus, mais il y a de belles choses. Mon imagination a été frappée de cette antique et originaire conformité entre les idées et même les formes religieuses. Qu'est-ce à dire? Une révélation primitive, ou une nécessité innée et nécessaire à l'essence de l'âme humaine, hypothèses qui ont de grands rapports entre elles et qui toutes deux agissent puissamment sur la méditation.

(1) Madame la comtesse Molé. C. B.

(2) Préface pour la traduction, par madame la comtesse Molé, des *Epreuves de Marguerite Lyndsay*, de Allan Cunningham. C. B.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Bourbon-l'Archambault, 18 juillet 1825.

A Moulins j'étais bien tenté! Il n'y avait que quarante lieues à faire pour aller à Thiers. J'aurais bien aimer à voir ce que doit être à la campagne cette conversation simple, riche, élégante qui, au milieu de Paris, donne tant de charme à votre amitié. Mais il a fallu venir aux eaux de Bourbon.

Je suis déjà à la fin de mon traitement d'eaux, et par conséquent de mon séjour ici, car une heure après que l'on n'y fait plus rien pour sa santé, on s'enfuit. Les Angevins, les messieurs d'Orléans et de Bourges y abondent; mais aucun visage de Paris ne s'y montre. J'y ai cependant rencontré un petit abbé qui va être prêtre au mois de septembre, qui est fâché du parti qu'il a embrassé, qui est instruit, qui a de l'imagination, un peu fougue dans la tête et qui vient se faire guérir d'une loupe qu'il a sous le pied; ce sont les échasses de ce pays-ci. Je n'en connais point, le Berri compris, qui soit demeuré plus en retard. Il y a deux mille cinq cents habitants à Bourbon et il n'y a point de libraires, on n'y reçoit d'autre journal que le *Bulletin des lois* qui n'exige point de cabinet de lecture; aussi n'y en a-t-il point.

Le duel Ségur est fini (1). L'honneur du duel et la

(1) A la suite de la publication de l'*Histoire de Napoléon et de la Grande Armée pendant l'année 1812*, par le général comte de Ségur, le général Gourgaud avait fait paraître un *Examen critique de l'ouvrage de M. le comte Philippe de Ségur*, dans lequel se trouvaient quelques appréciations in-

réputation comme auteur sont restés à M. de Ségur. Villemain se désole. Il sait que la perte totale de la vue qu'il éprouve n'est pas l'effet d'une goutte sereine, mais il ne voit rien de ce qui est devant lui. Il croit que ses yeux sont pleins de mouches et de guêpes : il les dépeint exactement. J'aurais voulu qu'il vint essayer ici de nos douches qui, données sur les yeux, ont fait des miracles. Sa mère n'a pas voulu : elle le tient à Sèvres où il se désespère.

Lisez les *Mémoires de M. d'Argenson*, qui paraissent. Si les d'Argenson avaient vécu sous Louis XIV, ils seraient comptés parmi les grands de notre pays, Louis XV rapetissait tout.

Adieu. Soyez assez bon pour présenter tous mes hommages à madame de Barante ; vous avez eu là un grand lot dans votre vie. Je vous en fais mon bien sincère compliment.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 19 juillet 1825.

Oh ! que vous avez raison de vouloir écrire l'*Histoire du parlement de Paris* ; vous trouverez là mes vrais titres de noblesse, les seuls que je tienne pour véritables. Seulement, étudiez bien les faits, dépouillez-

jurieuses pour l'historien de la Grande Armée. Ce fut la mère de M. de Ségur qui vint apporter à son fils l'*Examen critique*, qu'il ne connaissait pas encore, en lui disant : « Lis et va te battre ». Le duel eut lieu le 15 juillet à la barrière du Maine, M. de Ségur fut blessé au bras et M. Gourgaud à la poitrine. C. B

vous, s'il est possible, en faisant vos recherches, de l'esprit de notre temps; oubliez ce que nous savons, ce que nous avons vu; interrogez naïvement les documents historiques et vous verrez, si je ne me trompe, que ce grand corps, son esprit, les services qu'il a rendus et le mal qu'il a fait sont bien loin de répondre à la prévention commune; je dirai même à l'idée que les meilleurs esprits en conservent. Il n'y a rien de plus curieux et de plus utile à rechercher et à peindre. C'est un travail tout à fait digne de succéder à vos *Ducs de Bourgogne* et auquel je ne puis trop vous encourager; peut-être, moi indigne, vous aurais-je prévenu, si mon âme n'était logée dans un corps qui lui sert d'éteignoir, au lieu de lui servir d'organe. Hélas! si les destins l'avaient permis, je n'eusse pas été Marcellus, mais peut-être quelque autre chose. Soit dit, en passant, mon cher ami, vous ne savez pas ce que c'est que de se manquer sans cesse à soi-même, et de n'avoir reçu certains dons de la nature qu'à la condition de ne s'en servir jamais!

DE M. GUIZOT.

Saint-Mandé, 20 juillet 1825.

Quoique je sois à vingt minutes de Paris et qu'on vienne assez souvent me voir, je n'ai pas plus de nouvelles à vous mander que vous à moi, mon cher ami; on dirait que, par cette chaleur étouffante, les ministres dorment tout le jour comme les citoyens. Le seul mouvement que j'entende annoncer est pour Saint-Domingue et l'Amérique du Sud; on assure que Villèle prendra bientôt son parti, que la Bourse le

demande, etc. Je crois assez au fait, moins à cause de la Bourse que par cette influence du bon sens public qui ne permet pas les trop longues bêtises. Nous chassons devant nous notre gouvernement comme la Didon de Scarron dit à Énée qu'elle le chassera des Champs Élysées ; nous lui faisons *hou ! hou !* et il prend tantôt honte, tantôt peur. Le gouvernement d'Haïti a pris, depuis quelques mois, très probablement par des conseils venus d'ici, un moyen indirect qui pourra bien faciliter, les négociations. Il traite avec les colons un à un, désintéresse par une indemnité tous ceux qui veulent y consentir et se présentera ensuite comme propriétaire légitime de la plupart des habitations. Comme Villèle semble ne chercher qu'un prétexte pour traiter, il pourra prendre celui-là parmi tant d'autres. Il montrait de la même manière assez de tolérance cachée en faveur des Grecs ; mais leurs derniers revers ont tout ralenti (1) ; le comité avait été à peu près autorisé à recruter, même dans les régiments de la garde, des officiers et sous-officiers d'artillerie ; on vient de lui retirer cette permission. Les intrigues diplomatiques sont pour beaucoup dans les brouilleries des Grecs entre eux. Je suis inquiet ; il est évident que le parti qui peut seul triompher sur mer, c'est-à-dire Mavrocordato et les Grecs des îles, est inconciliable avec celui qui peut seul triompher sur terre, c'est-à-dire Colocotroni et les Klephtes des montagnes. Du reste il faut voir la fin de la campagne ; les commencements

(1) Les troupes égyptiennes, commandées par Ismaël-Pacha, s'étaient emparées successivement de Navarin, Tripolitza, Colomata, et dévastaient la Morée. Toute résistance semblait désormais impossible. C. B.

ont toujours été mauvais pour les Grecs. Le public prend ici leurs affaires assez à cœur, et cela gagne dans le pays, au moins dans les villes, plus que je n'aurais cru.

Je n'ai pas encore lu l'ouvrage de M. Guigniaut ; je connais depuis longtemps l'original allemand, et je me rappelle que, quoique je fusse alors beaucoup plus Allemand que je ne le suis aujourd'hui, je fus frappé de la mauvaise philosophie qui s'y cachait sous beaucoup de vues ingénieuses et de science. M. Creuzer appartient à cette école de savants qui ont essayé d'échapper à l'athéisme par le panthéisme et de se faire mystiques Orientaux faute de pouvoir être religieux en Europe ; je le crois sincère et sérieux dans cette direction d'idées qui n'a été pour beaucoup d'autres qu'une forme hypocrite, mais elle est radicalement mauvaise et autant qu'il m'en souvient son livre en porte partout l'empreinte.

Je pousse vivement mon *Histoire de la révolution d'Angleterre* qui était vraiment en souffrance. Elle aura quatre volumes au lieu d'un que, dans ma première idée, j'y avais consacré ; je nage en pleine eau dans le deuxième.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 20 juillet 1825.

Je voudrais bien pouvoir vous dire quelques nouvelles, cher Prosper, mais personne ne m'écrit. De nos amis les uns se marient, ce qui absorbe, les autres sont malades comme ce pauvre M. Villemain, dont je ne puis parvenir à avoir des nouvelles. Enfin

les autres, comme M. de Ségur, se battent. C'est affreux, ces duels! je n'en sais point de détails et j'ai été bien tourmentée pendant deux jours. Madame de Castellane est ici ne sachant rien non plus, si ce n'est que le sacre a fait sur chacun l'effet d'une pièce tombée.

Nous sommes ravis du roman de Walter Scott (1); on dirait qu'il a deviné l'ouvrage de M. Thierry et qu'il veut le compléter en montrant la vérité, ce sont les *Gallois*, les *Normands*, les *Flamands*. C'est plus vif, plus animé, plus poétique et plus réel à la fois que presqu'aucun autre. Voilà le vrai génie romantique. Vienne un poète dramatique semblable et l'affaire sera faite, mais ce n'est pas votre cynique et brutal *Clara Gazul* (2), il m'indigne; nous le trouvons sans verve et n'ayant que des prétentions à la *grossièreté*, même sans pouvoir y atteindre.

Parlez-moi, je vous en prie, des *Lettres* (3), d'Auguste si vous les avez, après les avoir lues en entier. Mon établissement commence à me plaire, mais combien je voudrais vous y voir, cher Prosper; c'est alors que je vous ferais des sermons, puisque vous les prenez si bien. Pourquoi ne peut-on pas réunir cette vie réglée, solitaire, qui fait tant de bien, avec des amis bons, aimables, dont l'entretien est un si grand charme et en aurait encore bien plus hors du tracas de Paris?

(1) *Contes des croisades.* C. B.

(2) M. Mérimée faisait ses débuts littéraires en publiant un volume d'*Essais dramatiques* sous le voile d'un double pseudonyme. Il les donnait comme traduits de l'espagnol par Joseph L'Estrange et les attribuait à une comédienne nommée Clara Gazul. (*Nouvelle Biographie universelle.*)

(3) *Lettres sur l'Angleterre.* C. B.

Enfin le bon Dieu nous accordera peut-être cette joie : on peut s'attendre à tout de sa bonté.

DE M. ROYER-COLLARD.

Châteauvieux, 20 juillet 1825.

Que ferez-vous après vos *Ducs de Bourgogne?* car il faut que vous fassiez quelque chose. Il me semble qu'avec cette excellente préparation, il n'y a pas de sujet au-dessus de vos forces. Marchez devant vous, vous touchez à la plus grande des époques historiques, l'Imprimerie, l'Amérique, la Réforme dont la Ligue n'est qu'une scène, et l'établissement régulier des nouvelles monarchies sur les ruines du gouvernement féodal. De là, excursions dans les temps passés; on rentre assez tristement dans les temps présents. Il s'est fait sous nos yeux, et il se fera encore de grandes innovations, mais il me semble qu'à la différence des événements du XVIe siècle, le génie de l'homme n'y soit pour rien. On ne sait ce qu'on fait, on n'est qu'instrument ignorant et involontaire.

C'est un grand malheur pour moi de n'avoir pas, comme vous, une tâche, un but, une règle de mes études et de laisser aller mes pensées aussi bien que mes lectures. Mais qu'y faire? J'ai entrepris plusieurs fois et je suis encore tenté d'entreprendre, mais le progrès m'effraye, je me perds dans l'infini. J'ai devant les yeux un idéal qui m'accable. Preuve que je n'ai point la vocation naturelle de produire de ma propre énergie ; j'ai besoin du devoir ou de la nécessité.

DU GÉNÉRAL DE SEGUR.

Paris, 29 juillet 1825.

Il est trop vrai, mon cher Barante, que Sainte-Aulaire a pensé avoir une affaire avec Marbot. Celui-ci, quand Sainte-Aulaire eut la bonté de porter mes paroles, se trouvait chez M. Gourgaud et le lendemain Sainte-Aulaire reçut une proposition de rendez-vous fondé sur ce que Marbot prétendait avoir été provoqué par un regard plus que fier de Sainte-Aulaire. Le fait est qu'il n'est pas possible d'avoir mis dans cette affaire plus de mesure, de dignité, de fermeté et de générosité que Sainte-Aulaire.

Mon cher Barante, j'en parle, je vous assure, sans exaltation ; mais quelque bonne opinion qu'on puisse avoir de Sainte-Aulaire, il n'était pas possible de s'attendre à une amitié si noble, si généreuse, si ferme, ni à tant de délicatesse, et tout cela avec une raison parfaite. Il a répondu sans réflexion qu'il acceptait le combat qu'on lui proposait, mais non le titre de provocateur, ce qui ne conviendrait qu'à un duelliste, profession qu'il méprisait, mais qu'enfin dans tous les cas il acceptait le combat et qu'aussitôt après mon affaire il était prêt à vider la sienne. Figurez-vous, mon cher Barante, que pendant les quatre ennuyeux jours qui ont suivi, non seulement Sainte-Aulaire m'a caché cette circonstance, mais qu'il a su empêcher tous nos amis de me l'apprendre et pourtant nous étions en rapports continuels. Je ne l'ai su que lorsque Sébastiani et d'autres avaient persuadé à Marbot qu'il était tout à fait dans son tort. Il en est convenu, avec Sainte-Aulaire le surlendemain de mon duel, et

lui a même demandé que le souvenir de ce coup de tête soit effacé. C'est une fort mauvaise tête, mais un brave et bon cœur. Je ne comprends pas comment il avait pu prendre Gourgaud pour son chef de file : il vaut mieux dans son petit doigt que l'autre dans toute sa personne.

Pardon si je me répète, mais je ne puis m'empêcher de vous dire encore qu'il n'y a pas d'ami plus noble, plus généreux, plus délicat que Sainte-Aulaire. Comment a-t-on autant d'âme et autant de mesure, autant de dévouement et de raison, autant de fermeté et de courage, et si peu d'emportement ? Comment saisit-on l'ensemble d'une affaire avec tant de précision et de justesse et comment en soigne-t-on avec tant de chaleur, tant de zèle, tant de dévouement, jusqu'aux moindres détails ? Car pour lui cette affaire a duré vingt jours.

Sainte-Aulaire est l'ami le plus précieux qu'on puisse avoir ; il a beau être aimable autant qu'il est possible, il tient mille fois plus qu'il ne promet encore.

AU BARON DE STAEL.

Barante, 12 août 1825.

J'ai enfin votre livre, mon cher Auguste. Vous aviez bien voulu l'envoyer chez moi, à Paris, et l'on me le fait seulement passer. Ce que j'en connaissais déjà m'avait donné grande envie de lire le reste, et en effet j'y ai trouvé plus d'intérêt encore. Il est impossible de mieux regarder et de mieux juger.

Nous n'avions rien sur l'Angleterre qui ressemblât à cela et vous aurez été très utile. Vous faites comprendre à merveille la vie publique dans un pays libre. L'eau en vient à la bouche de voir en action tant de bon sens, pour produire tant de bonheur. On apprendra par vous à quelle distance prodigieuse nous sommes de la vraie liberté, et vous montrez comment elle est bonne à tout. On se méfie des généralités et des abstractions, mais vous racontez cela, comme on pourrait rapporter les effets profitables de la machine à vapeur en sortant d'une manufacture. D'ailleurs tout est usé et même concédé sur les avantages du gouvernement représentatif. Ce qui était à expliquer, c'est qu'un roi et deux Chambres sont une vaine comédie lorsqu'ils ne sont pas le dernier résultat de tout un régime de délibération libre, appliqué à tous les intérêts, grands et petits, de la société. Vous persuaderez d'autant mieux que vous êtes plus aristocrate que démocrate, et que votre livre n'a pas la moindre tendance révolutionnaire.

Votre discussion sur la division des propriétés et le partage des successions est excellente. Je suis bien aise que vous, qui avez vu la chose de près, en portiez le même jugement que j'ai, avec moins de détail, exposé en parlant des *communes* et de l'*aristocratie*. Au reste, si vous tenez votre promesse, et que vous nous arriviez ici, nous deviserons de toute chose. Si c'est du temps actuel, ce sera certes avec un profond dégoût. Jamais le pouvoir ne fut tellement abaissé, et jamais on n'en a moins souffert. J'ai peur que les gouvernés et les gouvernants ne soient assez dignes les uns des autres.

A travers les nausées que donne l'aspect du conti-

nent, le sort des Grecs est pourtant une impression plus poignante. Je crains bien qu'ils ne succombent. Ce serait la honte éternelle de notre époque.

DU BARON DE STAEL.

Coppet, 18 août 1825.

Merci mille fois, cher Prosper, de votre bon souvenir et de vos éloges qui m'encouragent à mieux faire une autre fois. Il m'est revenu beaucoup de compliments d'Angleterre et de Paris, et comme je crois que cette voie, toute de pratique et de gros bon sens, a quelque utilité, je me suis fait le plan d'un second volume pour cet hiver. Quant à cet été, mon agriculture m'a pris tant de temps que j'ai vécu dans une déplorable oisiveté intellectuelle. Du reste, je ne puis guère faire autrement dans ce moment-ci. Mon entreprise agricole prend de l'extension ; elle excite de l'intérêt et du mouvement autour de moi, et elle exige mon attention, soit sous le rapport pécuniaire, soit sous le rapport scientifique, si tant est que le grand mot de science puisse s'appliquer à ce que je fais. Une des choses dont je m'occupe le plus en ce moment, est d'encourager, soit par mes exemples, soit par mes conseils, les réunions d'héritages dispersés. Autant j'aime la division des successions, autant je trouve fâcheux, sous mille rapports, le morcellement des fonds de terre entre les mains du même individu. Nous avons ici maint paysan dont la propriété foncière ne vaut pas cent louis et qui possède plus de vingt portions disséminées sur un espace de deux ou trois lieues. Cela vient d'un esprit étroit d'égoïsme mal entendu et de méfiance mal

entendue dans les partages, et c'est un mauvais principe moral dont il est difficile de triompher. Les réunions forcées, comme les voudrait Mathieu de Dombasle, seraient injustes et déraisonnables, mais tout ce qui favorisera les réunions volontaires sera un grand bienfait.

Du reste, cher ami, je meurs d'envie d'aller vous voir, ne fût-ce que pour un jour. Je compte partir d'ici à la fin de septembre ou au commencement d'octobre pour une grande tournée du Midi, par Grenoble, Valence, Marseille, Nîmes, Bordeaux, Nantes, et retour. L'excursion à Barante serait tout à fait hors de ma route; mais j'en serais amplement payé. J'intrigue dans ce moment auprès de Frédéric de Châteauvieux pour l'engager à faire ce voyage avec moi. Et vous, cher Prosper, ne viendrez-vous point passer l'été prochain avec nous? je ne vous dis pas combien nous en serions tous heureux, parce que, vous le savez, et j'ai la prétention de croire que madame de Barante se trouverait bien à Coppet. Je plaiderai cette cause auprès d'elle et de vous cet hiver.

J'ai eu il y a deux jours la visite de Charles et de sa femme (1), quoiqu'elle éprouvât quelque embarras, disait-elle, à venir chez un homme qu'elle ne connaissait pas du tout avec un homme qu'elle ne connaissait guère. Elle m'a beaucoup plu, elle a l'air simple et bon enfant. Lui ne touche pas terre. Casimir Perier, qui marchait de conserve, retourne à Paris. La chute des 3 p. 100 l'appelle au combat et il ne peut pas y résister.

(1) M. de Rémusat venait d'épouser mademoiselle Fanny Perier, sœur de la fiancée qu'une maladie de poitrine lui avait enlevée l'année précédente. C. B.

Les petites élections de Genève sont toutes à l'honneur des libéraux. Sismondi et Bellot (1) ont été nommés d'emblée.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

La Grave (2), 22 août 1825.

Voulez-vous me recevoir, mon cher ami? Il serait bien mal à vous de me refuser, car je m'enfonce, pour vous aller voir, dans des pays presque sauvages. Les récits des intrépides voyageurs qui ont tenté de gagner Lyon par Périgueux et Tulle font trembler. J'arriverai probablement chez vous un bâton à la main comme le connétable de Chester, enfin pourvu que j'arrive, je serai bien content. Les provinces du centre de la France offrent un certain intérêt à être parcourues, parce qu'elles conservent encore, bien distincte, une empreinte effacée dans les autres. Je suis ici depuis huit jours chez mes enfants, vos amis; nous parlons souvent de vous, et cela contribue à nous faire une bonne vie. J'y passerai huit jours encore, puis j'arrêterai quatre jours dans le Périgord pour nos débris d'émigration. J'irai ensuite chercher ma femme et mes filles à Zurich; je vous embrasserai en passant, et vogue la galère! Tout va bien jusque-là, mais quand ensuite notre caravane s'enfoncera dans le pays étranger nous jetterons souvent des regards de regret en arrière. Un Anglais disait l'autre jour, à Paris, qu'il aimait les voyages parce qu'il y trouvait une conti-

(1) Jurisconsulte distingué de Genève [1776-1836]. C. B.
(2) Propriété de M. le duc Decazes, près de Libourne. C. B.

nuité de privations. Passe pour les mauvais gîtes et la mauvaise chère, mais la privation des parents et des amis, c'est un chagrin sans compensation.

J'ai quitté Paris depuis trop longtemps pour vous parler nouvelles.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 23 août 1825.

J'ai attendu pour vous écrire que M. Guizot fût ici, cher Prosper, afin que mes lettres fussent un peu moins vides. Il ne nous a pas cependant apporté grandes nouvelles. Il croit comme vous que M. de Villèle restera, bien que la déconfiture des 3 p. 100 (1) ait donné à tous une complète idée de son incapacité. La reconnaissance de Saint-Domingue a produit une grande sensation sur le public, et le public *l'a pris* comme *il fallait*, suivant le langage doctrinaire, c'est-à-dire comme nous; en se réjouissant beaucoup du fond et se moquant fort de la forme. Les lettres d'Angleterre annoncent beaucoup d'humeur et même beaucoup

(1) M. de Villèle, après le rejet en 1824 de son projet de conversion par la Chambre des pairs, était parvenu l'année suivante à faire voter une conversion facultative du 5 p. 100 en 3 p. 100. Les porteurs de rente ne montrèrent au début qu'un très médiocre empressement à adopter ce nouveau fonds. Coté d'abord à 73 fr. 50, il baissa presque aussitôt pour descendre quelques mois plus tard à 60 fr. Mais le nouveau type de rente n'en restait pas moins susceptible de hausses interdites à l'ancien fonds par l'écart qu'il présentait entre son prix et le pair. Aussi se releva-t-il graduellement. En 1829, il atteignit le cours de 80 francs. C. B.

d'inquiétude à cette occasion. C'est un bien grand événement; ces messieurs disent que cela l'est bien plus pour l'espèce humaine que la reconnaissance des colonies espagnoles, et l'abbé de Pradt pourra de plus belle trotter sur le boulevard en disant que le genre humain marche. *E pur si muove*, mais, pendant ce temps-là nous n'en jouissons guère. Nous avons fort applaudi à votre comparaison du lion Néron. M. Guizot nous lit son *Histoire d'Angleterre*, c'est une grande fête intellectuelle, cela est grave et animé, ayant un peu du sérieux antique avec toute notre finesse d'observation.

Le dedans des choses, pour ainsi dire, c'est-à-dire le moral des faits et des gens est merveilleusement bien vu, mais je ne sais s'il saura aussi bien peindre les circonstances extérieures. Ses portraits font *comprendre* et *connaître* plus que *voir*. Il y a un peu trop de mélange des métaphores avec des réalités. Quand il dit des gens qu'ils *entrent* ou qu'ils *sortent* on ne sait pas si c'est dans une chambre ou dans une nature d'opinion. En tout c'est quelqu'un pour qui les individus sont les représentants des idées abstraites et qui voit moins leur action personnelle que leur part dans la marche universelle. Néanmoins il y a du mouvement même dramatique à force d'esprit. Il y a une très belle scène de la Chambre des communes, qu'il nous a lue hier, et peut-être, en devenant plus détaillé et en commençant l'histoire plus vive de la révolution, cela deviendra plus *pittoresque*. En tout ce sera un bien beau livre et c'est lui-même, un esprit bien étendu; toutes ses idées sont *pleines* pour ainsi dire d'autres idées, mais elles n'ont pas toujours la forme la plus piquante. Je crois que cela vient de ce que, lors même qu'elles sont toutes neuves, elles lui sont arrivées par

voie de déduction logique et non de prime abord. Il ne tarit pas sur votre dernier volume et il dit que le public en a reçu la même impression. Sa femme est aussi d'une grande ressource, mais elle a l'esprit bien moins droit sans l'avoir plus souple; c'est de la logique aussi, mais une logique qui mène souvent de travers ou s'égare dans une forêt de *catachrèses* et de *dilemmes*. Plaisanterie à part, je les aime tous deux de tout mon cœur. Mais, cher Prosper, quel chagrin que vous ne soyez pas ici; ce serait trop de plaisir de vous avoir ensemble, vous faisant valoir mutuellement, vous comprenant et vous aimant si bien au milieu de nous, car nous vous aimons bien tous et nous ne pensons et sentons presque rien, nous n'avons pas une impression vive sans penser à la vôtre aussi.

M. Guizot est un peu plus consolant sur les Grecs, il croit la lutte bien longue, mais non perdue. L'opinion s'est fort éveillée pour eux en France, dit-il, et on commence à avoir beaucoup d'argent. Adieu, cher Prosper, mille inaltérables amitiés.

P.-S. — J'oublie de vous dire les contes qu'on fait sur l'Espagne. On assure que lord Wellington est arrivé pour arranger une charte à Ferdinand VII qui va, dit-on, venir à Paris, chassé par don Carlos. Tout cela ne signifie rien de plus que la reconnaissance de l'impossibilité de voir durer un pareil état de choses.

M. de Rémusat a la tête perdue d'amour, à ce qu'il revient de partout, et croit avoir inventé le mariage. Pour quelqu'un qui aime tant les idées neuves il doit pourtant trouver cette institution un peu ancienne. Je suis bien contente de sa joie pourtant. Dieu la lui conserve et le rende heureux.

DE M. GUIZOT.

Broglie, 30 août 1825.

Je suis maintenant, mon cher ami, aussi loin de Paris que vous; il n'en est pas plus question dans la vallée de Broglie que dans les vôtres; à la vérité je ne sais pas s'il est question de rien à Paris même; je n'ai jamais vu un tel sommeil.

Je me demande quelquefois si nous sommes vraiment aussi apathiques que nous en avons l'air et si en effet rien ne fait plus rien à ce pays-ci; en y regardant de près, je crois voir que non; dès qu'il arrive le moindre événement, politique, financier ou autre, une foule de gens s'occupent, et avec tout autant d'activité que jamais, mais c'est pour en tirer parti, point pour en parler. Je sais, à n'en pouvoir douter, que la reconnaissance de Saint-Domingue a mis en beaucoup de lieux beaucoup de mouvement; que de tous côtés on prépare des expéditions, des tentatives; eh bien, on n'en parle déjà plus; on dirait que la mesure est tombée à plat. Voyez l'indemnité : il n'en est pas plus question que si on n'en avait jamais traité; je ne sais combien de parties prenantes, de gens d'affaires, de commis y consacrent toutes leurs pensées, tout leur temps; on fait des liquidations chaque jour, et tout cela sans bruit, sans que personne semble y prendre garde ou s'y intéresser. Toute l'activité sociale est aujourd'hui taciturne et réservée; on travaille peut-être plus que jamais; on est aux aguets de tout ce qui peut fournir quelque moyen, quelque chance de pousser sa fortune, d'améliorer sa situation; les individus, pris isolément et en ce qui les touche, n'ont jamais été

moins stationnaires et apathiques; mais il y a un dégoût de la parole, une méfiance de toute idée générale qui empêchent que tous ces individus mettent en commun leurs travaux, leurs pensées, et forment ainsi un public. Il sortira de là un jour quelque chose de bon et probablement d'assez fort; en attendant je conviens que rien n'est plus ennuyeux.

Je ne crois point que M. de Villèle tombe avec ses 3 p. 100, ce que pourra contre lui la session prochaine je l'ignore; mais d'ici là il n'y a rien pour le renverser; le roi, apathique comme tous les autres, se soucie peu de se donner quelque embarras; le dauphin se contente de désapprouver de temps en temps; les intrigants sont mous, tout aussi bien que les hommes de parti. M. de Montmorency et M. de Polignac ne peuvent et ne font pas davantage que M. de La Bourdonnaye; Villèle tient et tiendra. Son affaire de Saint-Domingue fait dire à beaucoup de gens que c'est pourtant un homme dont il y a encore quelque chose à tirer; on attend la reconnaissance des républiques espagnoles; on le méprise, mais on ne le tient pas pour tout à fait impuissant; c'est beaucoup par le temps qui court. Je n'ai pas entendu parler de ses projets pour la session; on croit cependant qu'elle sera tardive. Il me paraît impossible qu'elle n'appartienne pas surtout au clergé; de là seulement viendra le progrès et aussi la réaction. Que dites-vous du réquisitoire de Bellart (1)? Ses amis l'excusent par la folie, moi j'y joindrai l'excuse de la platitude; Bellart m'a toujours paru un de ces honnêtes bourgeois qui ont mis une

(1 Réquisitoire du 21 août contre les rédacteurs du *Courrier français* et du *Constitutionnel*. C. B.

fois pour toutes leur vertu à braver le danger d'obéir. Personne ne croit que les deux journaux soient condamnés; s'ils s'échappent, ce sera encore une forte racine de plus à la liberté de la presse.

Les affaires des Grecs vont mal; je ne puis croire qu'ils retombent sous le joug turc; mais je crains que la dévastation et la dépopulation ne soient telles qu'il ne devienne impossible pour des siècles d'espérer là, je ne dis pas un gouvernement, mais l'ombre d'une société. Lord Cochrane (1), si décidément il y va, peut leur être très utile. Le gouvernement anglais est d'un bon sens admirable d'avoir ainsi toujours sous son aile quelque grand aventurier qu'il peut employer et désavouer en même temps.

(1) Après s'être distingué par de nombreuses actions d'éclat pendant les guerres contre la France, lord Cochrane s'était lancé dans la politique radicale et dans des spéculations financières. Gravement compromis, et même condamné à une peine infamante à la suite d'une opération de Bourse frauduleuse, il quitta l'Angleterre pour prendre la commandement de la flotte du Chili, récemment insurgé contre l'Espagne, et qui maintenant aidait le Pérou à conquérir aussi son indépendance. Il dirigea ensuite la marine du Brésil, qui venait de se séparer du Portugal, puis se consacra à la cause grecque au secours de laquelle il se rendit avec les navires achetés par les comités philhellènes. De retour en Angleterre lord Cochrane fut accueilli avec enthousiasme. Rétabli sur les contrôles de la marine, nommé bientôt vice-amiral, puis amiral, comblé d'honneurs et de dignités, il mourut en 1852. C. B.

DE M. DE RÉMUSAT.

Vizille, 8 septembre 1825.

Vous me faites des questions, mon cher ami, auxquelles bien d'autres seraient fort embarrassés de répondre. Vous me demandez comment je me trouve... Y a-t-il beaucoup de gens qui le sachent d'eux-mêmes, qui même pensent à y regarder? Il faut pour cela presque du talent d'observation, et je serais presque fondé à croire que si j'en ai, le mien m'échappe. J'ai toujours pensé le plus grand bien du mariage, et je trouve que j'avais raison. Cependant le mien est plutôt jusqu'ici une action qu'un repos, d'où il suit qu'il ne me fait pas l'effet d'un état définitif. Tant que les choses iront ainsi, ma vie est prise, elle est toute faite, je n'ai pas le droit de l'arranger. Ainsi ne me demandez pas ce que je ferai.

Quant aux circonstances extérieures, je vous dirai que je me plais dans la vie prodigieusement vide et désœuvrée que je mène ici. Il y a de plus, dans l'ensemble des choses et des personnes, une originalité qui me convient. Ma famille, même en la prenant dans son étendue, est singulière, sans aucune trace de vulgarité, et point provinciale, éclairée, riche, vivant facilement, largement, toujours en réunions, en festins, en parties de campagne. Il y a peut-être ici dix personnages des romans anglais. J'observe tout cela. On me traite avec bienveillance, je n'exige rien; les petites choses me sont égales, comme vous savez, je ne me mets sur le chemin de personne et mon rôle de spectateur impartial ne me coûte rien à jouer. Quand il y a du trouble et de l'ennui, je joue avec les

enfants en attendant que j'en aie et je tire le fil ou cache l'étui des petites filles. Est-ce cela que vous voulez savoir? Et dans tous les cas, sur mes réponses, n'allez-vous pas dire que je suis enfoncé dans le domestique? J'en conviendrai, mais n'ayez pas peur, en fait de ton, je suis comme l'intimé : *Oui-da!* j'en ai plusieurs. — Tout cela dit, j'ajouterai que je pars dans trois ou quatre jours pour Nice, où nous conduisons ma belle-sœur toujours souffrante, mais cependant dans un état d'amélioration lente qui permet quelque espérance; j'y resterai deux ou trois mois, et puis je reviendrai présenter ma femme à madame Guizot et à la duchesse de Raguse. Fassent le ciel et la session que vous soyez à Paris!

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 25 septembre 1825.

Je vous dois une lettre, cher Prosper, mais notre vie passe si vite dans sa monotonie douce, que le temps coule entre mes mains. Nos hôtes (1) vont nous quitter dans huit jours; je les regrette plus que je ne puis l'exprimer. C'est un charme de caractère et une variété d'esprit qu'il est bien pénible de ne plus retrouver. Je l'ai trouvé, lui, tel que je l'ai toujours vu et tel que je le croyais; mais qui a gagné du tout au tout dans mon esprit, c'est elle. Elle a une simplicité, une facilité de caractère dont on ne se doute pas sous les formes cassantes qu'elle prend dans un salon. Elle sait si bien n'être plus jeune, et l'est pourtant

(1) M. et madame Guizot. C. B.

tellement par le cœur; enfin elle a une rectitude de sentiments, une droiture d'âme qui m'ont beaucoup touchée. Il m'est arrivé ce qui m'est bien rare de trouver : une grande sympathie sur les sujets intimes avec une personne qui pourtant n'est pas en sympathie sur le plus *intime* de tous. Elle est plus loin que lui sur ce sujet-là de la vérité, selon moi, par le raisonnement parce qu'elle raisonne moins bien, mais elle est plus vulnérable; la vie a pour elle plus de difficultés et par conséquent je crois qu'au fond, par le cœur, elle en aurait plus le besoin. Nous n'avons eu qu'une seule explication là-dessus, car je crois inutile de l'engager par des paroles. Victor a eu, selon moi, la victoire complète dans l'argumentation ; je crois le trouver aussi *impartialement* à part de mon avis. Mais ce qui m'est clair au moins, c'est qu'il n'y a pas dans son système à lui, Guizot, système le plus spiritualiste, le plus noble qui se puisse, il n'y a pas de quoi consoler d'une vraie douleur ni défendre contre une forte tentation, enfin il est impossible pour une âme agitée et faible comme nous le sommes en majorité, de vivre et de mourir en paix avec ce seul appui. Il reconnaît dans l'homme un besoin *légitime* mais jamais satisfait de communiquer avec la divinité, une impossibilité de *solder son compte* entre ses fautes et ses bonnes œuvres, mais sans secours qui l'aide à sortir de cet état désespéré; enfin une nécessité de ne recevoir la vérité qu'avec l'appui de l'erreur, erreur qui fait en réalité (comme le lui a très bien objecté Victor), la force des religions, car il admet que la philosophie ne suffit pas, ne commande pas à l'homme, qu'il lui faut une religion *positive*, mais ce qui rend cette religion *positive*, c'est la foi en cette communication qui est la

fausseté. C'est donc à l'erreur que l'homme doit ce qui le fait vivre moralement. Cela me répugne plus à admettre que tous les points incompréhensibles de la révélation.

Je vous ai parlé trop froidement de son *Histoire* : il y a des morceaux du plus beau talent : la mort de Strafford, l'armée de Cromwell, etc. Tout cela est peint avec une vigueur, une gravité bien frappante; enfin c'est un esprit auquel il ne manque rien que de se trop *apprécier* et de ne pas sentir l'insuffisance de la créature. Ils reviendront sûrement les autres années, j'espère bien alors, cher Prosper, que les choses s'arrangeront de *façon* à nous réunir. Il y a dans le plaisir que nous goûterions ainsi rejoints quelque chose de si pur, de si élevé, qu'en conscience cela me semble une jouissance toute *spiritualiste* et que, si je m'en croyais privée pour ce monde, je l'ajournerais volontiers en toute croyance à un meilleur monde.

Que dites-vous des Grecs ? Nous sommes fort tristes là-dessus, mais M. Guizot n'en désespère pas : vous savez qu'il n'y est pas sujet.

DE M. DE CHATEAUVIEUX.

Genève, 5 octobre 1825.

Je vous ai ouï dire à vous, monsieur, il y a deux ou trois ans, que tous les ministères, de quelque point de l'horizon qu'ils fussent venus, finiraient par tendre inévitablement de droite à gauche. Je fus très frappé de ce point de vue, parce qu'il me parut contenir toute l'histoire de notre temps, et en effet vous voyez que tout le justifie. Les ministres sont entraînés par les faits, parce que les faits finissent par une nécessité,

pour tout ministre qui veut rester en place dans un pays trop puissant pour n'être pas indépendant ; c'est-à-dire pour que le ministère n'y soit pas imposé par l'étranger. Ainsi les grands faits américains, après avoir été reconnus par l'Angleterre, commencent à l'être et le seront bientôt complètement par la France, parce que sa position lui en a fait une nécessité. Cette nécessité en entraîne d'autres, comme de pousser le gouvernement espagnol à l'abdication des républiques américaines, avec la seule garantie de Cuba et de Porto-Rico. Mais, pour amener à ce point l'Espagne, il faut y produire une immense réaction et la tourner de droite à gauche. C'est à quoi l'on travaille ; mais avec peine, parce que la force est aujourd'hui du côté de la droite et qu'il faut abjurer tout ce qu'on a fait et rappeler Ballesteros et Morillo, avant d'en venir à bout. Mais la chose n'en arrivera pas moins, grâce à la sottise des moines et de la reine de Portugal qui ont complètement dégrisé l'empereur Alexandre, par leurs petites révolutions en faveur des fils et des cadets contre les pères et les aînés.

Le cabinet de Pétersbourg vient de changer d'allure, et nous allons en voir les résultats en Espagne et en Grèce. L'affaire du protectorat anglais pour ces derniers n'est pas si ridicule que nous l'avions cru d'abord et pourrait avoir des suites. C'est au moins ce qui m'est revenu, sans que j'aie pourtant à cet égard aucune donnée certaine.

Enfin, monsieur, il faut vivre, comme vous le dites. C'est la morale de notre fable. Non seulement il faut vivre par curiosité, mais il faut vivre pour être ministre et j'espère bien aller en cette qualité rendre mes hommages à madame de Barante, les mercredis ou les

vendredis, ainsi qu'à mesdames de Broglie, Molé et Pasquier.

Encore une fois il ne faut que vivre.

DE M. GUIZOT.

Saint-Mandé, 17 octobre 1825.

La session ne commencera pas avant la fin de février; personne ne me paraît bien impatient de rentrer en campagne; Villèle la redoute un peu et ses ennemis n'en espèrent pas grand'chose. Ce que c'est dans ce temps-ci que d'avoir les moindres racines! Nul ministère n'a été aussi décrié que celui-ci; mais il est l'œuvre d'un parti; il subsiste en vertu de son origine; formé de toute autre façon, il serait déjà tombé dix fois. On m'assure que Villèle est inquiet, qu'il voudrait bien ne pas aller plus loin avec la congrégation, qu'il pense à chercher d'autres alliances, à renouveler tout son ministère; je crois à ses embarras, mais non à aucun effort réel pour en sortir. Il essayera de regagner quelque faveur dans le public, au nom de l'industrie, du commerce, etc., mais comme le public, quand on s'est une fois brouillé avec lui, ne soutient plus les mesures mêmes dont il profite et qu'il approuve, il faudra bien que Villèle marche avec les siens, c'est-à-dire avec les dévots, les seuls qui aient encore besoin de lui. Vous le verrez reconnaître les colonies espagnoles et abolir en même temps l'indépendance de l'état civil en France; le système de bascule ne s'appliquera plus aux hommes, mais aux mesures et on légitimera quelque république chaque fois qu'on défera quelque chose de la Ré-

volution. A ce prix Villèle ira encore quelque temps.

On dit que vous avez eu chez vous beaucoup de monde; j'espère que vous n'en aurez pas été trop empêché de travailler, il faut finir vos *Ducs de Bourgogne* et entreprendre autre chose. Rémusat m'a écrit que vous pensiez de nouveau à l'*Histoire du parlement de Paris*; c'est un sujet admirable et d'une tout autre nature que celui dont vous allez sortir. Pour moi j'avance, quoique lentement; je donnerai l'*Histoire de la Révolution* dans le cours de l'hiver; celle de *la Restauration* viendra plus tard : une grande comédie après une grande tragédie. Je suis impatient d'en finir de mes travaux historiques pour en entreprendre de différents; je voudrais dire ce que je pense de quelques questions morales et même religieuses. Je viens d'achever la lecture du nouveau volume de Constant; petit ouvrage dans une large sphère d'idées. Je lui sais beaucoup de gré pourtant du bon sens qui y règne et de sa colère contre les admirateurs du panthéisme indien, égyptien, etc.

P.-S. — J'oubliais de vous dire qu'on m'a demandé de vous parler d'un grand ouvrage qui se prépare sous le titre d'*Encyclopédie progressive* et dont on vous enverra le prospectus. C'est une encyclopédie nouvelle faite à peu près sur le plan de celle d'Édimbourg, c'est-à-dire destinée à offrir, sur toutes les questions importantes des articles assez étendus; presque tous les gens de notre connaissance ont promis d'y écrire. Dans le premier cahier, Constant doit faire l'article RELIGION; Broussais l'article IRRITATION, etc. Nous en causerons quand vous serez

ici. Dites-moi seulement si vous êtes disposé à y écrire quelques morceaux à votre choix.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 18 octobre 1825.

Votre lettre m'a trouvée dans la solitude, cher Prosper. Victor est allé faire une course à Paris pour finir quelques affaires et voir M. de La Fayette. Je suis retombée un peu rudement dans ma solitude après une si douce société ! Néanmoins je désire et j'espère que nous resterons ici tard, car, à tout prendre, c'est la vie que j'aime le mieux. Victor doit ramener pour quelques jours M. Piscatory (1), qui est revenu de Grèce pour chercher des pistolets et des fusils et qui va y retourner. Le retour me paraît plus honorable encore que le voyage et il me semble que c'est ce qu'il peut faire de mieux. Je vous écrirai ce qu'il nous racontera, ce que j'en sais déjà, c'est qu'il faut compter sur un long état de désordre qui finira, mais après nous, par la liberté de ce pays-là. Il paraît qu'il n'est pas aussi découragé sur les Grecs que l'ont été les voyageurs vulgaires. Le colonel Fabvier a pris là une influence réelle; son corps est le seul qui ait pu résister aux Égyptiens et s'il avait plus d'argent il pourrait peut-

(1) M. Théobald Piscatory (1799-1870) se montra un des partisans les plus zélés de la Grèce, où il se rendit à plusieurs reprises, pour combattre dans les rangs de ses défenseurs. Député de Chinon (1842), ministre plénipotentiaire en Grèce (1844), pair de France (1846), ambassadeur en Espagne (1847), M. Piscatory termina sa carrière politique comme député à la Législative (1849). C. B.

être discipliner plus de Klephtes. Mais quelle humble proclamation que celle des Anglais! Il faut que ce soit, à tout prendre, une bien mauvaise institution que les gouvernements, puisque les plus libres se conduisent si mal.

Vous me tentez de retomber dans ma préoccupation habituelle, cher Prosper, en me répondant sur notre conversation avec M. Guizot d'une manière si spirituelle, et cependant je sens que j'ai tort car on fatigue à parler de ces choses qui, en effet, ne se communiquent guère. Pourtant je crois que la condition de ceux qui ont reçu ce que vous appelez le symbole dans leur cœur est bien changée.

Je m'interromps au milieu de mon homélie commencée, cher Prosper, pour vous dire que Victor est revenu ramenant M. Piscatory. Celui-ci raconte ce qu'il a vu d'une façon vive, simple et frappante. Je vais tâcher de vous le redire, mais c'est bien plus triste encore que je ne le croyais. Il les croit très possibles non à soumettre, mais à détruire, à massacrer. La Morée ne contient plus que cinquante mille âmes; on traverse des espaces, des villages détruits, brûlés, où l'on ne voit plus de créatures vivantes. Eux-mêmes, les Grecs, ne se font pas d'illusion, ils ont pu résister à des troupes analogues à eux, irrégulières comme eux, mais ils ne le peuvent aux troupes régulières des Égyptiens si l'on ne vient à leur secours. Néanmoins ils savent aussi qu'ils ne peuvent se soumettre et ne le veulent pas. Ibrahim a changé tout à fait le système de la guerre, il n'a point été féroce; il a tenu toutes ses paroles, toutes les capitulations; il a promis de ménager tous les villages où il trouvait des habitants, mais malgré cela il n'en a pas trouvé un seul, il n'y

a pas une trahison ni une soumission. Je me suis fait répéter cela plusieurs fois pour le comprendre, ils sont à la fois *très décidés à ne pas se soumettre* et *découragés de se défendre*. Les troupes que discipline Fabvier sont leur seul espoir : ils s'y enrôlent quoique à regret, quoique en calculant avec beaucoup de sagacité et d'esprit tout ce que cela va leur imposer de privations et de gêne. M. Piscatory a lui-même recruté dans l'Attique, et il les a trouvés fort disposés, point impétueux, point fougueux, mais pleins d'aptitudes et de talents pour tout ce qu'ils entreprennent, pas aussi cruels aussi désordonnés qu'on nous les fait, mais sans aucune *homogénéité* quelconque, plus *dissemblables* encore que *désunis*, dit-il. Ce qui lui a inspiré un profond mépris, ce sont les gouvernants, Mavrocordato et les autres, gens à argent, à intrigue, voulant implanter de certaines demi-lumières qui ne peuvent nullement aller au pays, lequel pays, dit-il, pense peu à l'indépendance, c'est-à-dire à autre chose qu'à échapper aux joug des Turcs. Ils prendraient un roi de toutes mains. Sur le continent c'est la France qui est surtout populaire, dans les îles c'est l'Angleterre. Mais comme individus il n'y en a pas d'autres que des Français et des Français pleins de zèle, de dévouement, de courage, leur faisant des habits, des souliers, enfin se dévouant à cette cause avec cette facilité et cette simplicité dans les sacrifices que notre nation porte à un si haut point. Aussi leur nom est-il aimé et respecté et c'est la pensée adoucissante de ce cruel tableau.

L'espoir et le désir de Fabvier seraient de discipliner assez de troupes pour faire des sièges pendant l'hiver, temps où les Arabes sont le moins propres à combattre. Selon M. Piscatory, il est possible d'en plus

apprendre à ces Grecs en deux mois qu'à tout autre peuple, car au milieu de leurs misères, de leurs divisions, ils ont conservé ces admirables facultés de l'intelligence ; ils comprennent, ils jugent avec une perspicacité et un calme incomparables : ils réussissent à tout ce qu'ils font, mais ils ne peuvent pas réussir à être plus nombreux. Car, à tout prendre, cela me paraît être la dernière raison, ils sont épuisés, détruits, dévastés par cinq années de guerre. Je ne puis vous dire ce que c'est que ce tableau, et cet admirable climat dominant sur toute cette désolation, et ces belles colonnes antiques debout à côté de ces ruines récentes, de ces femmes, de ces enfants abîmés de maladies et de souffrances ; et ces malheureux habitants encore spirituels, encore gais, insouciants, encore parés des dons de cette nature qui les livre à la flamme et au fer. Cette sorte d'élégance et de grâce de mœurs au milieu de la barbarie et du désespoir, c'est un récit qu'on ne peut entendre sans se sentir les yeux pleins de larmes à chaque mot. Je voudrais me rappeler plus de détails pour vous les dire, mais tout m'échappe excepté l'émotion ressentie. Qu'espérer ? que croire ? Sans doute on fera quelque chose, sans doute on sauvera quelques derniers restes de cette malheureuse race, mais quelle responsabilité pèse sur tous, gouvernements et sujets, quand on voit de quelle utilité leur ont été quelques officiers habiles. Que n'aurait pu de l'argent si on leur en avait plus envoyé ! Je trouve qu'on se sent sa part de honte de tout cela, surtout quand après avoir été émus, ébranlés de leurs souffrances, on se reprend une demi-heure après à rire, à causer de M. de X***, de madame de Y***, etc., etc., qu'on oublie toute cette désolation pour les plus puérils instincts.

Heureusement vous nous apprenez que nos pères n'ont pas valu mieux que nous dans leur genre !

Adieu, cher Prosper, vous voyez que nous pourrions causer longtemps, car c'est un moyen fort incomplet que les lettres. Auguste m'écrit de chez vous, bien heureux de votre réception, et trouvant votre demeure charmante. L'état de Césarine m'attriste ; il faut qu'elle pense pour se consoler que c'est la meilleure de toutes les conditions que de *naître* à présent, ces gens-là verront de meilleures choses que nous, mais où en seront ces pauvres Grecs alors ?

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Aix-en-Savoie, 19 octobre 1825.

Au moment de quitter Genève, j'ai reçu une bonne et aimable petite lettre dont je vous remercie de tout mon cœur. Un témoignage d'intérêt, d'amitié, qui vient vous trouver à de grandes distances, à travers une vie errante et vagabonde, acquiert un double prix. Je sais si bon gré à mes amis de ne pas permettre au temps et à l'éloignement de m'effacer de leur pensée !

Nous voici en route depuis plusieurs semaines. A tout prendre, la saison nous a été favorable, surtout à Genève, où le mont Blanc a eu la coquetterie de se montrer chaque jour dépouillé de nuages ; nous avons très bien vu tous les environs ; le passage des étrangers encore considérable nous a fait rencontrer des connaissances agréables ; madame Rillet, les Eynard, M. de Châteauvieux, M. Sismondi, les Pictet, M. Dumont ont été parfaitement obligeants, et nous ont fait passer rapidement des jours agréables à admirer leur

beau pays et à connaître leur société, leurs intérêts, les établissements utiles dirigés par le meilleur esprit. Le bonheur, la liberté, la richesse de ce petit État fait plaisir à voir ; ce cadre sied bien aux Genevois ; hors de chez eux on serait assez tenté de les accuser de pédanterie ; mais il me semble que sur leur propre terrain, ils sont instruits avec simplicité, et tout à fait agréables. Rien de provincial ne s'y fait sentir et quoique ce ne soit pas Paris, c'est encore moins une petite ville ; il me semble que c'est, avant tout, une université élégante.

Le vide de Coppet en a été un fort grand pour moi ; je m'étais fait une fête de revoir M. de Staël, et l'absence de madame de Broglie, si généralement pleurée à Genève, l'a particulièrement été par nous. M. de Staël et moi, nous nous sommes croisés entre Lyon et Nantua, car notre voyage est arrangé de façon que, partagés en trois bandes, pour éviter le concours aux relais et dans les auberges, nous ne nous retrouvons que dans les grandes villes, ou alternativement nous nous précédons et nous nous suivons. Dans ce moment-ci, je devance M. de Talleyrand et la princesse (1), puisque, moins pittoresques que moi, ils ne se sont souciés ni l'un ni l'autre de voir la cascade de Grecy et le lac de Bourget ; nous devons nous retrouver à Grenoble, puis, par des routes différentes, à Marseille. Je n'ai jamais été inquiète de la première partie de notre voyage, mais je le suis beaucoup de la seconde ; la vie de province n'est vraiment connue dans toute son horreur qu'en France, et il me semble que nous ne

(1) La princesse Tyszkiewicz. C. B.

sommes faits ni les uns ni les autres pour nous en arranger. Si le mistral nous paraît trop aigre à Marseille, nous irons à Hyères nous mettre à l'abri, et si nous nous y ennuyons nous essayerons des promenades de Nice. Tout cela n'est pas bien séduisant, et je ne serai pas étonnée que le signal des Chambres fût aussi celui de notre retour ; alors nous ne reviendrions guère après vous à Paris, et si vous êtes de moitié aussi aise de me revoir que je le serai de vous retrouver, vous le serez beaucoup. Soignez bien la santé de madame de Barante et donnez-moi de ses nouvelles et des vôtres. Ce sera une grande charité que de m'écrire, les absents seront tout pour moi.

Voyez comme toutes nos habitudes de société vont être rompues cette année. Le voyage des Sainte-Aulaire, qui doivent être à Florence, celui de la duchesse de Plaisance qui s'embarque maintenant à Marseille pour aller à Naples ; les courses de M. de Staël, le deuil de Catellan (1), la grossesse de madame de Barante, la mauvaise santé de M. Molé, tout cela ferme ou vide tous les salons où nous avions l'habitude de nous réunir, et comment se retrouvera-t-on ? Personne ne manquera-t-il à l'appel ? Je n'ai point votre bon esprit, votre heureuse et douce disposition qui ne vous fait rien prévoir de pénible et vous fait supporter avec courage, gaieté et résignation ce que le présent offre de fâcheux ; vous n'avez pas comme moi une bile noire qui rembrunit toutes choses, serre le cœur, attriste la pensée, effraye pour l'avenir, dépouille le présent et ternit le passé. J'envie votre heureuse sérénité ; j'en suis bien loin ;

(1) Le marquis de Catellan venait de mourir. C. B.

mais mes *dragons* ne me rendent, je crois, que plus tendre pour mes amis, et je le suis beaucoup pour vous, je vous jure !

AU DUC DECAZES.

Barante, 3 novembre 1825.

Notre projet était, avant la mort de mon beau-père(1), de revenir vers la fin de janvier. Le besoin de nous retrouver avec ceux qui éprouvent les mêmes regrets que nous, hâtera, vraisemblablement, notre départ. C'était cependant une année à passer tout entière à la campagne.

Je crois, comme vous, que le temps est propice pour faire beaucoup de choses raisonnables. Je crois même que ce ministère est fort bien posé pour cela ; mais je suis persuadé qu'il n'en fera rien. Ma surprise sera grande si nous sortons de la situation assez douce, mais pauvre et imprévoyante où nous végétons. Tout cela du reste ne nous concerne plus, et ce mot même ne me va guère, à moi qui n'ai jamais été

(1) *César-Ange*, comte de Houdetot (1750-1825), lieutenant général fils de *Claude-Constance-César*, comte de Houdetot, lieutenant général, et d'Élisabeth-Françoise-Sophie de la Live de Bellegarde, prit part dans les Indes, comme maréchal de camp, aux campagnes du bailli de Suffren contre les Anglais, et commanda l'île de France, puis la Martinique, pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. Prisonnier en Angleterre après la prise de la Martinique, ce fut à l'intervention de madame de Staël que le général de Houdetot dut sa libération en janvier 1814. C. B.

grand'chose dans ce qui s'est fait. Mais vous, mon cher ami, qui y avez été pour beaucoup, combien vous devez vous féliciter que votre responsabilité soit complètement dégagée du présent et de l'avenir? Rien n'est resté de vos amis. Ils ont été chargés d'anathèmes et d'injures. Eh bien, où en est-on depuis qu'on a sauvé la monarchie que vous perdiez? Je souris en lisant ces diatribes du *Journal des Débats* à vous autrefois dédiées, et qui aujourd'hui s'adressent aux héros du *Conservateur*, à ceux qui étaient l'orgueil et l'espérance du parti. Qu'ont-ils fait cependant? Pas autre chose que ce qu'on leur a demandé. Ils ont été les dociles instruments du parti. Ce spectacle me plaît assez. Je ne suis point pressé de le voir finir, et j'espère qu'il va durer encore un peu de temps. Je le préfère au gâchis où nous mettrait invraisemblablement un nouveau ministère pris dans les mêmes rangs.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 6 novembre 1825.

Je voudrais bien, cher Prosper, pouvoir dire à cette pauvre Césarine tout ce que je sens pour elle dans l'instant actuel, mais il n'y a rien de plus impossible que de s'exprimer pour un pareil malheur. Il n'y a aucun bonheur intérieur qui répare jamais une perte semblable, car cette affection paternelle a un caractère qui ne se retrouve jamais. Je voulais lui écrire moi-même dès que j'ai appris ce malheur si je ne savais combien toutes ces lettres sont une fatigue et une peine de plus. Je m'en fie à vous pour lui dire toute ma profonde sympathie, car je ne connais per-

sonne qui en inspire une plus vive qu'elle dans tous ses sentiments.

Vous me donnez bien envie de lire votre *Louis XI*; je vous dois plus de reconnaissance que personne pour votre livre, car il n'y a rien qui me soit plus difficile que de lire l'histoire, excepté la vôtre ; les faits n'entrent ni ne restent dans ma tête quand ils sont privés de cette couleur que vous leur donnez. Et n'est-ce pas aussi créer que de reproduire avec vie et vérité? D'ailleurs il serait singulier de créer autrement lorsqu'on raconte. Je viens de lire M. Constant. Son livre vous fâchera plus que moi, quoique je le trouve très injuste et très partial contre le sacerdoce; je ne suis pas très *chatouilleuse* sur le sujet des prêtres, vous me direz que vous ne l'êtes guère non plus, mais vous croyez plus au besoin de l'autorité que moi. Son chapitre de la Bible est remarquable et réussira à le brouiller à la fois avec les théologiens et les philosophes, mais néanmoins il sera utile. Avez-vous lu M. Villemain (1)? il y a de la grâce et de nobles sentiments, mais cela est un peu froid comme tout ce qu'il fait. Il est tombé dans une bien grande mélancolie et ne fait plus aucun effort sur lui-même. Cela serait charitable à vous de lui écrire du bien de son livre pour le remettre.

Je ne sais pas jusqu'à quelle époque nous resterons ici ; on se laisse aller à cette vie régulière, et on prend une sorte d'embarras et de répugnance à se retrouver au milieu du monde. Je désire mes amis dans cette vie, mais il ne me semble pas les retrouver ailleurs. Les impressions tristes comme les impressions douces finissent par attacher a ce cours monotone

(1) *Lascaris*. C. B.

d'existence. N'y perd-on pas un peu de mouvement, un peu de facilité à se plier à toutes les manières d'être? Voilà ce que je crains quelquefois.

Depuis l'article de M. de Chateaubriand dont vous parlez, il en met tous les jours de plus ridicules; comment est-il possible que son esprit ne le préserve pas de se faire ainsi exactement *danseur de corde*? Il semble qu'ils fassent tous à qui mieux, ministres et partis, pour se déconsidérer et se faire mépriser.

Adieu, cher Prosper, je ne vous dis pas encore assez combien je pense à toutes les peines, à toutes les souffrances de Césarine qui réagissent aussi sur vous, je ne le pourrais jamais.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Marseille, 7 novembre 1825.

C'est donc le mois prochain que vous retournerez à Paris; soyez généreux et écrivez-moi souvent de la grande Babylone; ce n'est pas que je la regrette beaucoup, ni que j'aie grande envie de savoir ce qu'y font les gens dont je ne me soucie pas; mais on n'est jamais assez au courant de ceux qui intéressent. Vous me parlerez beaucoup de vous, n'est-ce pas? de M. Molé à qui je ne veux pas faire le chagrin d'écrire parce qu'il n'aime pas à répondre; vous me direz quelques paroles sur Royer-Collard; je saurai par vous si le salon de madame de Rumford, si celui de madame de Broglie sont les mêmes; comment Amable (1) gouverne son veuvage; si *Lascaris* a augmenté

(1) Madame de Catellan. C. B.

ou diminué le succès de Villemain chez madame de Duras. Enfin si nous manquerons un peu à nos amis, et si vous, particulièrement, vous n'êtes pas fâché de passer devant notre porte sans y entrer. Je ne puis vous faire des récits qui vaillent ceux que je vous demande, mais je veux cependant vous dire que le grand but de notre voyage semble atteint et m'ôte tout moyen de regret, puisque M. de Talleyrand a un visage rajeuni de dix ans. Le soleil qui — excepté le jour de la Saint-Charles, suivi de vingt-quatre heures de mistral — luit constamment et nous donne l'illusion d'être au mois de juin, le soleil, dis-je, permet à M. de Talleyrand des modifications à son régime vraiment admirables pour sa santé : de l'exercice, du grand air, point d'autre feu que celui du soleil; l'air de la mer qui lui permet d'ajouter à son dîner ordinaire un bon petit déjeuner, tout cela me fait crier au miracle. Jusqu'à présent, les jouissances physiques semblent le garantir de l'ennui. D'ailleurs on lui lit beaucoup, presque trop, mais cela plaît toujours : il y a des libraires bien fournis à Marseille.

L'homme d'esprit de la ville c'est M. Bricogne, le receveur général, grand ennemi de l'abbé Louis et connu, je crois, en finances, par des brochures assez distinguées. Il est très malicieux, assez animé et sa conversation est de ressource pour M. de Talleyrand. Le préfet nous prête sa loge; le maire donne des bals; le commandant joue à l'écarté ; le duc d'Albuféra demande qu'on soigne par des visites sa convalescence et le dévouement de sa femme qui est sa garde-malade. L'amiral Verhuel vient dîner souvent avec nous; voilà la partie sociale. Pour moi qui, en véritable enfant du Nord, ne suis pas encore très sen-

sible aux beautés atmosphériques, je trouve que l'heure de la poste est préférable encore à celle de la promenade; le grand événement de ma journée, c'est l'arrivée des lettres, et quand j'en vois une de vous dans le paquet, elle est la première ouverte. Nous habitons une maison de campagne à un quart de lieue de la ville; mon cabinet donne sur la mer; je me plais à observer ses agitations ou bien à admirer son calme; rien ne prête autant à une rêverie qui a du charme et de l'utilité; les montagnes et la mer excitent le plus à vivre hors de soi; je crois cependant que les idées s'étendent davantage encore à la vue de ce grand et brillant élément qui nous menace et nous respecte tour à tour; je me suis dit que n'ayant jusqu'à présent jamais bien senti Montaigne, je le comprendrais peut-être mieux, dans ces lieux-ci, et je me remets à le lire sur cette terrasse, d'où je ne vois que les vagues de la Méditerranée. Je crois avoir deviné juste, cependant; c'est encore son chapitre sur l'amitié que je préfère à tous les autres; cela me fait craindre de n'avoir pas fait autant de progrès dans le détachement de moi et des autres que je le voudrais bien.

On nous assure que plusieurs semaines s'écouleront avant que le mistral souffle à Marseille; comme c'est la plus vilaine et la plus malsaine chose du monde, nous le fuirons, dès qu'il se manifestera, pour aller nous réfugier à Nice. Nous irons même probablement un peu au nord de l'Italie.

Les Sainte-Aulaire me paraissent bien contents de leur voyage; ils m'écrivent de Florence. La duchesse de Plaisance s'est embarquée ici avec les Delavigne, pour Naples. Est-il bien élégant d'être à Paris? je ne le crois pas; car tout le midi de la France et toute

l'Italie sont remplis de Parisiens. On ne fait pas un pas sans retrouver des connaissances; les auberges, les maisons de poste sont encombrées, ce qui — joint aux débordements des rivières — nous a fait voyager très lentement. Nous sommes fort désireux de l'arrivée de M. de Rémusat, mais qui est-ce qui le voudrait dans le Midi? Sa femme aurait-elle quelque crainte de la maladie qui a frappé sa sœur? cela serait affreux.

Adieu donc; je vous prie de m'aimer un peu.

Je ne veux pas finir ma lettre sans vous dire un mot des Grecs. Vous croyez peut-être que, dans une colonie de Phocéens, on doit s'intéresser beaucoup à eux: oui et non; on n'en parle jamais, mais le même négociant est ici à la fois leur trésorier et fait construire et armer des frégates et des corvettes pour le pacha d'Égypte.

Il n'y a ici rien qui me paraisse ressembler à de l'esprit de parti ni religieux ni politique, l'esprit commerçant seul y règne; ce n'est pas le plus élevé.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Rome, 1er décembre 1825.

Cher ami, il y a bien longtemps que je me promets de causer avec vous, pour vous donner de nos nouvelles et surtout pour solliciter des vôtres. Nous avons quitté votre beau-frère Frédéric de Houdetot à Florence, à notre grand regret. S'il s'était associé au reste de notre voyage nous croirions ne pas vous avoir quittés tout à fait, et nous aurions grand besoin de quelque amitié pratique à placer dans nos journées, du reste bien garnies d'admiration et de toute sorte d'au-

tres intérêts. Un mois de séjour nous a suffi pour faire connaissance avec Rome; on emploierait, je crois, plusieurs années, peut-être toute la vie, à jouir de cette connaissance. Il y a tant de choses à étudier, tant de sujets de méditations graves ou d'occupations frivoles. Il y a surtout un fonds inépuisable de rêveries : les heures coulent incroyablement vite à regarder les eaux du Tibre, et les sens toujours caressés par des impressions agréables nous rendent des pensées analogues. Je crois bien que ce séjour ne vaudrait rien pour la jeunesse, la vie physique y prendrait trop de place, mais à mon âge on peut se chatouiller beaucoup sans se faire trop rire. Les voyageurs sont rarement d'une humeur assez ingrate pour dire du mal du climat de l'Italie ou de ses monuments, de ses peintures ou de la figure de ses habitants, mais c'est ordinairement là le terme de leurs admirations et moi je vais bien par delà.

Sans prétendre juger en dernier ressort de trop nouvelles connaissances, je crois aujourd'hui sincèrement qu'il n'y a pas de pays où les femmes aient plus de sagesse et les hommes plus de probité. Je ne prendrai pas les salons de Rome pour point d'observation; les grandes dames de tous les pays se ressemblent un peu. Il n'y a pas ici, je crois, de bons ménages, beaucoup plus qu'à Paris, mais il n'y en a pas moins, et les liaisons illégitimes ont, sans contredit, plus de sérieux et de durée ; elles sont souvent interrompues par des bouffées de dévotion, presque jamais par la coquetterie. Si nous parlons du peuple il se rencontre ici une différence bien à l'avantage du pays. La prostitution n'y est point une industrie. Depuis un mois je n'ai pas aperçu dans les rues une fille publique

comme dans Paris, Londres, etc., et pas un... *ruffiano* comme à Milan, Venise, etc. Cette circonstance me semble immense pour la moralité d'un peuple. Je ne prétends pas en conclure que toutes les Italiennes soient sages ; je suis au contraire convaincu que le diable et le soleil ne perdent pas leurs droits, mais la débauche qui se donne vaut encore bien mieux que l'amour qui se vend, et si nous y regardions bien, nous trouverions qu'à Paris tous les marchés de ce genre ne se font pas au coin des bornes. Quant à la probité du peuple, il est de fait que les portes des boutiques et des maisons ne ferment pas, et rien de plus rare qu'un vol domestique. Depuis quinze jours je fais l'expérience de laisser mon parapluie dans une salle du Vatican où il passe deux mille personnes; il est vrai que je l'ai choisi assez vieux pour le plus sûr, mais tel quel je le retrouve à sa place, et si je voulais l'échanger contre un meilleur j'aurais à choisir. En réponse à ce fait ma femme m'oppose les brigands de la montagne et les coups de couteau qui sont assez fréquents dans les rues. Quant aux brigands, c'est une question fort curieuse et tout à fait en dehors de l'ordre social; quant aux coups de couteau, c'est le duel de la canaille et on conçoit qu'il s'en donne un grand nombre dans un pays où il n'y a point de justice ni de gouvernement; c'est jusque-là (jusqu'au gouvernement) qu'il faut me pousser pour trouver la fin de mon optimisme, non que je blâme tout sans restriction; mais aux inconvénients nécessaires du gouvernement ecclésiastique on en a joint de nouveaux plus intolérables, et, pour ne pas sortir du paradoxe, je les attribuerais tous au cardinal Consalvi; c'est lui qui a frappé de mort ce pays en le livrant à

une bureaucratie de tradition tout impériale. Sous un gouvernement par sa nature mort et par son devoir peu intelligent des choses de la terre, il était indispensable de laisser une grande action aux libertés locales, ou au moins aux privilèges de corporation; le cardinal Consalvi n'a rien laissé subsister de pareil; il a réduit à une nullité complète les princes romains, les anciens des villages, les congrégations même des cardinaux. Tout se fait par des employés, et comme aucune main puissante ne divise l'action de cette machine si compliquée, il en résulte l'anarchie la plus complète et un découragement profond chez tous les hommes de la classe élevée. Nous avons fait cependant un héros du cardinal Consalvi parce qu'il était précisément aussi libéral que M. de Metternich, avec lequel il s'entendait à merveille, pour ne pas permettre que l'indépendance religieuse donnât nulle part de l'embarras aux gouvernements. Nous voilà bien tels que nous sommes, pauvres benêts de libéraux, nous prétendons ne pas vouloir du despotisme, et cependant nous crions à l'*aristocratie* s'il se présente pour résister au despotisme des intérêts particuliers assez puissants. Si la résistance prend son point d'appui sur une force morale indépendante de la hiérarchie politique, nous crions au *jésuitisme*.

Mais, cher ami, voilà un long et ennuyeux pamphlet; il y a trois mois que je n'ai causé avec personne, et j'abuse de la patience que vous avez de m'écouter; peut-être aussi vous ne l'avez pas et je vous le pardonne, pourvu qu'en échange de ce fatras vous me disiez un mot de vous et de la santé de madame de Barante. Toutes les nôtres sont parfaites. Adressez-moi votre lettre à Rome. Nous y sommes pour deux mois.

Nous partirons après pour Naples et reviendrons passer ici la semaine sainte. Les étrangers ne sont pas aujourd'hui fort nombreux; ils ont eu peur du jubilé qui nous prive des spectacles, mais pas sans compensation, puis, qu'est-ce qu'un spectacle à Rome sans gladiateurs? Le seul Anglais notable ici est M. Bennett (1). On nous promet madame de Castellane bientôt; madame de Dino ne s'avancera pas par delà Florence; cependant la duchesse de Sagan vient ici passer l'hiver et je voudrais bien que cela l'entraînât. Et vous, mon bon ami, ne viendrez-vous pas ici une fois? vous me trouverez tout prêt à recommencer. Si vous saviez comme ici tout est bon marché? un tout petit *Duc de Bourgogne* vous défrayerait pour une année. Adieu, j'envoie cette lettre au hasard; dites-moi que vous l'avez reçue, que vous et tous les vôtres se portent bien et nous conservent un peu d'amitié.

DE LA COMTESSE DE SAINTE-AULAIRE (2).

Rome, 1er décembre 1825.

Si je n'avais pas un rhumatisme de la tête qui me fait cruellement souffrir, j'ajouterais une longue page à la lettre de M. de Sainte-Aulaire pour réfuter *toutes* ses propositions. On ne peut pas dire assez de bien des ruines de Rome, ni assez de mal de la Rome vivante. Je voudrais pouvoir vous extraire les ordonnances de la semaine; elles détruiraient l'effet du parapluie troué dont personne n'a voulu. Hier on a tué

(1) Membre du Parlement anglais. C. B.
(2) Née du Roure. C. B.

un homme dans la rue; aujourd'hui, quand j'ai questionné mon domestique de place, il ne se souvenait plus de ce dont je voulais lui parler. Les pénitents noirs, blancs et roses remplissent les églises, mais c'est pour y baiser les pieds de statues de Minerve ou de Bacchus qu'on leur donne pour saint Pierre ou saint Paul. Les Italiennes se promènent sur le Forum, et n'interrompent pas leurs caquetages pour regarder les ruines du Colisée; enfin je vous conseille bien aussi de venir à Rome, mais, pour ne pas abuser de votre innocence, il faut vous conseiller en même temps d'y venir sans lettres de recommandation, sans y voir une âme parlante, de vous y loger derrière quelque beau tombeau et surtout de ne jamais dîner comme je l'ai fait à côté d'un cardinal. Ne dites à personne que mon indignation surpasse mon admiration; j'ai trop grand'peur des coups de couteau, et un trop vif désir de revoir mes amis.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 7 décembre 1825.

Voilà un bien triste événement, cher Prosper, que cette mort du général Foy. Elle nous a bien bouleversés. Le mouvement d'opinion que cela amène est bien remarquable aussi. Cela, et l'acquittement des *Constitutionnel*, semble indiquer que nous sommes bien plus forts que nous ne croyons. Je crois que nous serons témoins de quelques secousses cet hiver. Cette scène de l'enterrement de ce malheureux général Foy est un bizarre mélange de beauté et de ridicule. La foule est sincère, grave et émue, mais tous ceux qui se sont mis en avant ont été bien vaniteux, bien secs.

Les discours qu'on *aurait prononcés* sur sa tombe, cette vanité et cette mode allant jusque sur les cercueils, cela caractérise bien ce que c'est que Paris. Et puis ces cent mille hommes suivant silencieusement, cela est frappant et sérieux, symptôme de notre temps si mélangé!... Mais quelle triste chose que cette absolue absence d'émotion religieuse, quel singulier phénomène que ce respect des morts, ce souvenir sérieux, tous ces sentiments de créatures immortelles sans doute; avec cette volonté de s'arrêter à ce monde, à ce monde pourtant qui croule en poussière devant leurs yeux.

Cela me ramène, cher Prosper, à votre dernière lettre, si bonne, si sérieuse, qui m'a touchée plus que je ne puis dire par la vérité des sentiments surtout. Je ne puis m'empêcher de remarquer combien vous êtes appelé (passez-moi ce langage un peu mystique) fortement à vous tourner vers ces pensées-là! Je suis loin d'attaquer l'autorité quand elle est un secours, mais je ne puis m'empêcher de me désoler quand je vois qu'elle est un *arrêt*, qu'elle empêche les âmes les mieux faites pour se rejoindre à leur source de l'essayer. Si vous me disiez demain que toutes les pratiques du catholicisme vous plaisent, vous satisfont, et que vous allez les suivre exactement, je m'en réjouirais de très bon cœur, car je suis bien sûre que vous les comprendriez largement et qu'elles peuvent souvent être utiles. Mais que vous soyez arrêté par là, c'est ce qui me paraît incompréhensible. Ce n'est certainement aucune passion à sacrifier qui vous empêche d'être tout à fait pratiquant (1); c'est là où vous ne sentez pas un carac-

(1) M. de Barante devint, quelques années plus tard, catholique très pratiquant. C. B.

tère de vérité que vous ne pouvez vous soumettre, et comment le pourrez-vous jamais? Mais qui empêcherait de prendre ce que votre cœur approuve et aime dans cette religion, en laissant de côté tout le reste, si ce reste est vrai, vous y serez amené naturellement en suivant ce que vous croyez maintenant, s'il ne l'est pas vous vous en éloignerez toujours plus et vous serez plus que compensé par la conviction intérieure. L'autorité me paraît un appui, une sauvegarde, un préservatif, mais tout cela est négatif. Elle peut empêcher qu'on se sépare, mais je ne conçois pas que l'autorité puisse produire la foi, cette foi chrétienne qui, pour moi, du moins, est toute d'expérience morale qui se compose de la connaissance de nous-mêmes et de la révélation des attributs de Dieu. La foi que l'autorité crée, la foi qui se fonde sur des témoignages historiques, même sur de très bons arguments métaphysiques; tout cela peut être détruit par des preuves et des arguments opposés; mais la foi fondée sur une nécessité morale trouvée au fond de nous-mêmes, qui peut l'anéantir à moins de changer notre être, ou de le réduire au désespoir? L'autorité ne peut m'apprendre que j'ai besoin de pardon et de secours; elle peut me faire répéter des paroles, mais me faire sentir cette misère, cette corruption intérieure qui me conduit aux pieds d'un sauveur, qui me fait m'écrier comme saint Pierre : *Seigneur, à qui irai-je? Toi seul as les paroles de la vie éternelle*, c'est ce qu'aucun enseignement extérieur ne peut faire. Et quand cette misère est profondément sentie et quand on a trouvé un remède admirable, qu'on a commencé à ressentir les effets de ce pouvoir régénérateur et consolateur, qui peut détruire cette conviction? L'âme a une singulière

faculté d'admettre des vérités morales, sans en éprouver le moindre effet réel et pratique, et c'est ce qui arrive d'une part aux croyances philosophiques et de l'autre aux croyances qui n'ont d'autre base que la simple autorité. N'allez pas croire que je pense cela de tous les catholiques, il y a chez eux une foi souvent pleine de vie et d'action, mais alors elle a un autre principe que la simple autorité.

Je suis témoin de cela ici, je vois des gens qui enseignent et qui répètent les vérités chrétiennes, qui n'en doutent pas, mais ces vérités sont mortes. Nous éprouvons tous cela. Il nous arrive d'admettre un principe moral, de ne pas en concevoir le plus léger doute, mais ce principe dort dans notre sein. Non seulement dans la pratique nous nous en éloignons, cela arrive même pour les convictions les plus vivantes, mais nous ne regardons pas même le principe comme obligatoire ; en réalité c'est notre esprit seul qui l'admet, il ne sort pas des régions de l'intelligence. Je suis convaincue que c'est là ce qui arrive aux vertus religieuses, tant qu'elles ne sont que d'autorité et de raisonnement, mais quand elles deviennent véritablement *une foi*, leur caractère change. Je dirais, pour me servir d'une comparaison bien mondaine qu'il nous arrive alors pour une vérité ce qui arrive lorsqu'après avoir connu longtemps une personne on en devient tout à coup amoureux. Qu'y a-t-il de changé? ce sont les mêmes traits, le même caractère, les mêmes actes, mais tout cela a pris puissance sur notre âme. De même il arrive pour une vérité religieuse. Nous avons su de tout temps que Dieu était présent partout et cependant nous avons vécu sans songer à cette présence, et quand cela devient une vérité de foi, alors

cette présence nous suit partout, nous accompagne, nous vivons environnés de cet esprit divin comme de l'atmosphère qui est autour de nous. Nous avons su que Dieu était bon de tout temps et cependant nous avons murmuré, nous avons eu de la méfiance, et puis quand cette bonté nous est révélée par la foi, elle inonde notre cœur de joie et de reconnaissance ; cette pensée devient si vivante, si certaine, qu'elle donne à une personne comme madame Vernet, au milieu de la plus horrible douleur, le besoin de s'écrier à chaque instant : *Dieu est bon! Dieu est bon!* Il en est de même de toutes les vérités religieuses, de celles nous regardant nous-mêmes : nous savons que nous ne faisons pas ce que nous devons faire, mais cette pensée ne fait qu'effleurer notre âme, et quand elle devient une vérité de foi, la gravité de nos fautes nous apparaît avec toute solennité; nous nous apercevons que le mal que nous croyons haïr, nous ne le haïssons pas réellement, que le bien que nous croyons aimer, nous ne l'aimions pas, que notre repentir était à la surface comme notre zèle.

Mais comment cette transformation des opinions à la foi s'opère-t-elle? Je dois dire que je ne puis l'attribuer qu'à un secours de Dieu lui-même. Je crois que c'est là l'action de Dieu sur notre cœur et que cela ne peut être le résultat ni de la raison, ni des pratiques, ni de l'autorité. Toutes ces choses très bonnes peuvent nous conduire à admettre, mais non à sentir; il faut toujours les consulter pour éviter de tomber dans le fanatisme, mais elles sont incapables de créer. Mais le secours de Dieu s'obtient et n'est jamais refusé à qui le demande; il n'y a rien dans le monde dont je sois plus persuadée et que j'aie vu mieux se

réaliser au doigt et à l'œil, pour ainsi dire, pour moi et pour les autres. Les efforts sont payés au centuple. Je sais combien il est difficile de faire passer cette conviction à un autre; je sais combien tout cela peut ressembler à de l'imagination. Je vous assure que je me défie beaucoup de ma propre imagination, cependant à la longue on finit par prendre confiance, on finit par se persuader que ce qui nous soutient, ce qui nous guide, ce qui nous régénère, ce qui nous calme et nous anime en même temps n'est pas une illusion. Je sais aussi que ces vérités s'obscurcissent souvent même pour ceux qui les ont *reçues*; je sais qu'on se retrouve dans la glace et dans les ténèbres, mais cela n'est que passager et même alors la situation n'est pas telle qu'auparavant. La voix intérieure se tait, mais on n'en perd pas le souvenir et lors même qu'on se retrouve en face des grandes vérités sans être ému et touché on sait pourtant qu'on l'a été et qu'on le sera. Enfin à travers souvent bien du trouble et un grand sentiment de sa misère intérieure, on reconnaît pourtant qu'un germe a été déposé dans notre cœur qui opérera un jour sa régénération et sa renaissance semblable *au grain de moutarde qui étant la plus petite de toutes les semences devient enfin un grand arbre qui couvre les oiseaux de son ombre.* Et le seul moyen, et pour commencer, et pour continuer, et pour achever, c'est la piété, la prière qui est le but de toutes les pratiques, sans laquelle aucune n'est bonne, qui peut les remplacer toutes. Cette prière dépend de nous, car nous sommes toujours libres de demander la lumière, même en étant dans l'incertitude sur cette lumière, libres de demander, même sans désirer vivement. Cette demande qui est peut-être la seule chose

qui soit de nous dans toute notre carrière religieuse et le premier anneau qui soutient tout le reste.

Prenez-vous-en à vous-même, cher Prosper, de tout ce long bavardage mystique, c'est trop me tenter de répondre quand une personne que j'aime autant que vous me parle sur le sujet auquel je pense toujours, et sur lequel je voudrais, au prix de plus que je ne peux dire, voir les gens que j'aime penser comme moi ou mieux que moi, ce qui vaudrait encore bien mieux. Cette lettre vous trouvera encore à Barante. Je crois que nous aurons un hiver animé, les deux acquittements des journaux sont des événements bien graves. Nous serons à Paris le 1er février; si nous étions au printemps vous nous auriez peut-être donné un jour ici, j'aimerais à vous montrer le lieu avec lequel je commence à me lier. Je compte bien vous y voir un jour, car j'espère que chaque année nous rapprochera toujours plus.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Marseille, 27 décembre 1825.

Vous êtes sûrement bien aimable d'avoir parlé de moi à M. Molé et à madame de Vintimille; vous êtes bien plus aimable encore de m'avoir écrit des nouvelles et surtout des paroles d'amitié. Ne perdez pas cette bonne habitude, et ne vous arrêtez pas à la pensée que je n'ai rien à vous offrir en retour que des vœux de bonne année, d'heureuse paternité et de succès dans toutes vos entreprises, même dans celui de faire des préfaces aux traductions de madame Molé.

Je fais chercher partout son roman, depuis que je sais l'honneur que vous lui avez fait.

J'ai cru que les grands événements qui se succèdent et se pressent nous feraient monter en toute hâte dans nos voitures pour vous revenir, mais, après vingt-quatre heures d'hésitation, on a trouvé qu'ayant fait arriver fort haut que cette absence était surtout motivée par le désir de calmer sur les velléités ambitieuses dont on était sans cesse soupçonné, il y aurait inconséquence manifeste à se retrouver dès le lever de la toile ; que ce serait même manquer plus son but que de n'avoir pas quitté la scène. Cette réserve est, en effet, fort sage, d'autant plus qu'on reste toujours le maître de l'abréger.

Le duc d'Albuféra qui se meurt tous les jours un peu plus ; une centaine de navires marchands naufragés près de Gibraltar, ce qui consterne le commerce de Marseille ; et le mistral qui s'élève et va bientôt nous conduire à Hyères et à Nice, si toutefois le grand nombre d'étrangers nous permet d'y trouver quelques chambres, voilà avec quoi nous vivons et nous causons ici, en attendant que nous fassions nos adieux à ce séjour dont je n'emporterai aucune mauvaise impression. La mer et le soleil réconcilient avec tout, même avec la province qui disparaît devant l'étendue de l'une et l'éclat de l'autre.

SUR LES DERNIÈRES ANNÉES DE L'EMPEREUR ALEXANDRE DE RUSSIE.

Le contre-coup des élections de 1818, puis de la chute de M. de Richelieu, s'était fait nécessairement sentir sur l'empereur Alexandre, ses craintes du libéralisme

se réveillèrent, la France lui sembla encore une fois folle et ingrate. De ce moment, la Sainte-Alliance devint une précaution et une ligue contre l'esprit révolutionnaire. Jusqu'à ce jour elle n'avait rien signifié; elle eut dès lors un sens connu et déterminé. L'assassinat de Kotzebuë par Sand, les associations des étudiants allemands, la mort du duc de Berry, les révolutions d'Espagne, de Naples et de Piémont, achevèrent de jeter l'empereur Alexandre dans cette voie tout opposée à ses premières directions. Il y porta la même passion et la même conscience : c'était pour lui une autre mission divine à remplir.

Sa disposition mystique et religieuse s'aviva encore. Madame de Krüdener avait perdu de son crédit sans qu'on ait bien dit pourquoi. Mais l'empereur n'en restait pas moins à l'affût de tout ce qui était illuminisme, commerce avec le ciel et tirant sur le miracle. Ce fut au point que la femme d'un boulanger de Marseille, nommée madame Bouché, moitié visionnaire, moitié intrigante, s'en alla chercher fortune à Saint-Pétersbourg et y eut son moment de vogue. M. de Richelieu sous le second ministère de qui cet incident se passait, déjà un peu embarrassé de la trop grande ardeur antirévolutionnaire de l'empereur, craignit même un instant que madame Bouché n'eût été expédiée par quelque manœuvre française. La police s'enquit de son mieux et ne découvrit rien.

Cette tournure d'esprit était parfaitement commode à M. de Metternich ; il était devenu ainsi le maître de l'Europe et la puissance colossale de la Russie lui servait à tout maintenir en Europe selon ses vues et ses idées. On put s'en apercevoir au congrès de

Laybach, où fut décidée l'expédition de l'Autriche contre la révolution de Naples. Cette disposition de l'empereur Alexandre se manifesta surtout l'année d'après, lors du congrès de Vérone. L'Angleterre ne voulait pas de l'expédition française en Espagne, M. de Metternich s'en souciait peu ; c'était risquer plus qu'il n'aimait à risquer. M. de Villèle partageait cet avis et M. de Montmorency partit avec des instructions en ce sens. Je n'ai pas bien su l'intention première du tsar Alexandre, mais ce qui est assuré, c'est que tous les ambassadeurs publics ou cachés du parti ultra de France trouvèrent accès auprès de lui. L'empereur Alexandre se monta la tête, exigea l'expédition, dit que c'était la cause des rois ; qu'il la ferait, le sac sur le dos, s'il le fallait. M. de Chateaubriand se laissa prendre aux bonnes mines et aux flatteries du grand empereur, et ainsi se résolut la chose, en même temps que l'on refusait tout secours, toute audience aux Grecs dont la révolte, de près ou de loin, avait sûrement été encouragée par la Russie.

On sait comment réussit cette guerre d'Espagne. Ce fut le sommet de la gloire et des prospérités du parti ultra. Il n'y avait alors rien de si ardent et de si triomphant que M. Pozzo ; il semblait le grand meneur de toute cette affaire : « Vous en avez pour vingt ans, messieurs les libéraux, » disait-il dans ce temps-là à M. Villemain. Rien ne fut tenté pour donner quelques garanties à l'Espagne ; tout poussait à l'absolutisme. Mais les premiers moments passés, le cours des choses commença à descendre sur l'autre pente. L'Angleterre se détachait de la Sainte-Alliance : M. Canning succédait à lord Castlereagh, le gouvernement de M. de Villèle s'embarrassait de plus en plus et semait partout le mécontente-

ment : l'Espagne était absurde, les Grecs témoignaient d'une constance admirable et leurs souffrances faisaient honte au souverain russe; l'empereur Alexandre séparé à l'amiable de M. Capo d'Istria, n'employait plus que M. de Nesselrode entièrement à M. de Metternich. Cette popularité européenne tant recherchée, dont il avait été glorieux et flatté, s'évanouissait sans qu'il fût arrivé à un résultat grand, noble ou solide. En Russie c'était bien pis : le mécontentement était grand et général; Alexandre blessait les opinions religieuses en abandonnant les Grecs ; il se montrait insensible à l'ardeur de son armée ; aussi n'ignorait-il pas tout ce qui se tramait et qui a éclaté après sa mort. Ce sont de ces conspirations que l'on connaît avant qu'elles aient pris corps et qu'on les puisse saisir. A cela se joignait la fermentation religieuse de son esprit ; il devenait de plus en plus orthodoxe et quittait les religions de fantaisie des mystiques. Toujours préoccupé des desseins de Dieu sur lui il était bourrelé d'indécisions, d'angoisses, de remords. Laisserait-il massacrer les Grecs, ses frères en religion, que toute sa vie il avait pensé à affranchir du joug turc? Risquerait-il le repos de l'Europe? Prendrait-il la responsabilité des effroyables calamités, des flots de sang que ferait couler une rupture entre les grandes puissances? De telles méditations, dans une âme méfiante, solitaire, méprisante pour tout ce qui l'entourait, le troublaient profondément. Souvent il avait recours à la prière et aux pratiques religieuses. Tout lui était importun et douloureux. On assure même que sa raison parfois s'obscurcissait ou s'égarait. C'est dans cette disposition d'esprit qu'il alla à Taganrock, presque seul, sans pompe, sans suite. Peut-être était-il au mo-

ment de se décider et cherchait-il à prendre une résolution. Cette souffrance morale avait usé sa vie. Il en mourut plus que de sa maladie.

M. de Fontenay, à cette époque premier secrétaire de l'ambassade de France, m'a plusieurs fois dépeint, presque dans les termes que j'emploie, les derniers temps de l'empereur Alexandre Ier. Ce que j'ai ouï raconter en Russie est très conforme à ce témoignage.

SUR L'AVÈNEMENT DE L'EMPEREUR NICOLAS AU TRÔNE.

Bien longtemps avant la mort de l'empereur Alexandre, on avait commencé à dire, en Russie et même en Europe, que, s'il venait à mourir, son frère Constantin ne lui succéderait pas. Il avait si peu de raison et un caractère si violent, que lui-même déclarait parfois qu'il ne se sentait point capable de régner, et que, sur le trône, il courrait grand risque de finir comme son père.

En 1822 seulement, l'empereur Alexandre se décida à statuer que la couronne passerait à son second frère, le grand-duc Nicolas. On assure que cet acte fut tenu si secret que le successeur ainsi désigné n'en avait point connaissance. Toujours est-il que le grand-duc Nicolas, après la mort de son frère, fit paraître des scrupules, et, se référant au statut fondamental par lequel Paul avait réglé pour toujours l'ordre de succession, regarda l'acte de l'empereur Alexandre comme n'ayant nulle valeur. Pour accepter la couronne, il voulut une nouvelle et libre renonciation de Constantin. L'empereur Nicolas se sut à lui-même un gré infini d'avoir ainsi respecté une loi constitutionnelle

qu'il regardait comme supérieure au pouvoir impérial et autocratique et ce souvenir était pour beaucoup dans cette religion de la légitimité qu'il aimait à professer hautement. Sans doute il avait obéi à une sincère inspiration de conscience, assez conforme à son caractère. Toutefois cette délicatesse a passé complètement inaperçue en Russie. Personne n'imagina de lui en savoir gré et d'en faire un motif de gloire. Outre que cette règle suprême émanée de l'empereur Paul était bien nouvelle et n'avait jamais eu d'autre sanction que sa volonté, ce qui ne lui imprimait pas un grand caractère de respect, personne n'a supposé un instant que le grand-duc Constantin songeât à revenir contre l'exclusion qu'il avait consentie. J'ai même entendu dire que cette consultation, cet appel à sa volonté plus libre, avait été une pure formalité, et que la façon dont on s'acquitta de ce message lui montra bien qu'on le comprenait ainsi. Tellement que si l'on put apercevoir une ombre de regret, une velléité de régner, ce ne dut être qu'une impression fugitive. L'hésitation du grand-duc Nicolas, le délai qu'elle entraîna, encouragea les conspirateurs à leur folle et stupide entreprise du 26 décembre, qui n'avait même pas un but arrêté.

V

Année 1826 (1).

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 8 janvier 1826.

Auguste m'écrit que vous nous regrettez, cher Prosper, je vous en remercie de tout mon cœur, mais

(1) Événements de 1826. — Efforts des ultra-royalistes pour décider le gouvernement à présenter un projet de loi qui, en modifiant l'ordre des successions, empêche l'excessif morcellement des fortunes, et un autre projet répressif des excès de la presse. Le gouvernement se refuse à cette dernière exigence, mais M. de Villèle est contraint, malgré lui, de subir la première. Ouverture de la session (31 janvier.) — Procès du *Journal du commerce*, traduit devant la Chambre des députés comme prévenu d'avoir attaqué ses droits et son autorité. Habilement défendu par M. Barthe, il est condamné à une peine légère. Discussion et vote par la Chambre des pairs d'un projet de loi relatif à la répression des crimes commis par les sujets français dans les Échelles du Levant. M. de Chateaubriand y fait introduire, malgré la vive opposition du ministère, une disposition qui a pour but de punir le transport sous pavillon français des Grecs réduits en esclavage par les Turcs. Le projet de loi n'est pas porté à la Chambre des députés.

cela ne sera pas bien long, nous serons à Paris le jour de la séance royale; Victor croit que la session se pro-

— Discussion et vote par les deux Chambres d'une loi concernant la répartition de l'indemnité accordée aux colons de Saint-Domingue. Débats prolongés sur l'étendue de la prérogative royale en matière de cession de territoire. — Projet de loi relatif au droit d'ainesse et aux substitutions. Réprobation générale qu'il soulève. — Discussion de ce projet à la Chambre des pairs où il est fortement combattu par MM. Molé, Roy, Pasquier, de Barante et surtout par le duc de Broglie. Malgré tous les efforts du ministère, l'article relatif au droit d'ainesse est rejeté à la majorité de 120 voix contre 94 (8 avril). Celui qui permet d'étendre au second degré la substitution de la portion disponible des successions est voté à une forte majorité. La loi, réduite à ce seul article, est adoptée par la Chambre des députés. — Démonstrations de la joie publique à l'occasion de ce nouvel échec du ministère. — Continuation des querelles religieuses. — Assistance du roi à toutes les cérémonies et processions du jubilé. Fâcheux effet de ces démonstrations exagérées. — Mémoire de M. de Montlosier contre un système religieux tendant, suivant lui, à renverser la religion et le trône. — Nouvel ouvrage de M. de Lamennais, dans lequel il soutient les doctrines les plus exagérées de l'ultramontanisme, y compris celle du droit des papes de déposer les rois. — Agitation que produisent ces deux écrits. — M. de Montlosier perd sa pension, et M. de Lamennais, traduit en police correctionnelle, est condamné à 30 francs d'amende. — Déclaration de treize archevêques et évêques, souscrites ensuite par la plupart des membres du corps épiscopal, qui adhèrent à la Déclaration du clergé de 1682, au moins en ce qui touche l'indépendance du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel. — Mort du duc Mathieu de Montmorency, gouverneur du duc de Bordeaux. Il est remplacé en cette qualité par le duc de Rivière. M. Tharin,

longera peut-être tard et que si on ne veut pas rester huit mois à Paris, il ne faut arriver qu'au dernier mo-

évêque de Strasbourg, connu pour l'exagération de ses opinions, est nommé précepteur du jeune prince. — Suite de la session des Chambres. Vote d'une loi de douanes. Adoption, après de longs et vifs débats, d'un amendement qui consacre en faveur des Chambres le droit de sanctionner toute disposition d'un traité qui établirait la perception d'un nouvel impôt. — Violentes attaques des deux oppositions contre le ministère, au sujet de son indifférence à l'égard des Grecs et de la faveur qu'il accorde à la congrégation et aux jésuites. Fâcheux effet qu'il produit. Autres débats non moins vifs sur l'état de l'armée, sur la censure que réclament les amis des ministres, sur le dégrèvement de l'impôt foncier, repoussé par la gauche comme diminuant le nombre des électeurs, etc. Le seul ministère de la marine ne reçoit que des éloges de tous les partis. — Clôture de la session (6 juillet). — Affaiblissement progressif de la situation du ministère. Incertitude, irrésolutions du roi en présence du progrès du mécontentement public. — Arrêt de la Cour des pairs sur l'affaire des marchés de la guerre d'Espagne. Elle met hors de cause tous les prévenus, en renvoyant seulement Ouvrard et cinq de ses agents devant la police correctionnelle sous la prévention de tentative de corruption de fonctionnaires publics. Deux sont condamnés. — M. de Montlosier publie une dénonciation aux cours royales contre l'existence de la congrégation et des jésuites et contre les empiétements du clergé. Consultation du barreau de Paris à l'appui de cette dénonciation. La cour royale de Paris, tout en reconnaissant la validité d'une partie des griefs qui y sont exposés, se déclare incompétente (18 août). Grand effet produit par cet arrêt, à Amiens, à Nancy ; querelles entre le clergé et la magistrature. — Mort et obsèques de Talma. — Vive polémique entre les gallicans et les ultramontains,

ment : mais certainement si quelque chose peut me donner envie de retourner à Paris c'est de savoir votre

entre les uns et les autres et les non-croyants. — Les tribunaux, en même temps qu'ils se montrent hostiles aux jésuites et aux ultramontains, répriment les attaques contre la religion et contre les mœurs. — Arrêt de la cour de cassation annulant un jugement par lequel la cour royale de la Martinique a condamné trois hommes de couleur à la marque et aux travaux forcés, jugement déjà exécuté malgré leur pourvoi. — Redoublement des attaques de la presse, et particulièrement de M. de Chateaubriand, contre la politique ministérielle. Prospérité matérielle du pays. — Inquiétudes de M. de Villèle. — Les royalistes ministériels, leurs journaux, les conseils généraux, le clergé demandent de nouvelles mesures de répression contre la presse. Le roi ordonne à ses ministres de préparer un projet de loi en ce sens. — Mort de Jean VI, roi de Portugal (10 mars). Son fils dom Pedro, empereur du Brésil, appelé à lui succéder, abdique la couronne de Portugal en faveur de sa fille donha Maria, à condition qu'elle épousera son oncle dom Miguel, et donnera au Portugal une constitution libérale. Grande agitation en Portugal. — La constitution est proclamée à Lisbonne, à Porto, mais des mouvements insurrectionnels éclatent dans plusieurs provinces où dom Miguel est proclamé roi absolu. Les insurgés vaincus se réfugient en Espagne où ils trouvent asile et protection. Le cabinet de Madrid refuse de reconnaître le nouveau régime établi à Lisbonne. Efforts de la France et de l'Angleterre pour prévenir une rupture entre les deux royaumes péninsulaires, et amener l'Espagne à une conduite plus raisonnable. — Revers des Grecs. Prise de Missolonghi par les Turcs et les Égyptiens (22 avril). Les Grecs demandent la médiation de l'Angleterre auprès de la Porte. Démarches faites auprès du duc d'Orléans pour appeler au trône de Grèce le duc de Nemours. Le duc de

arrivée, et celle de nos autres amis. Il sera aimable à vous de m'écrire avant mon retour sur tout le mou-

Wellington est envoyé à Saint-Pétersbourg par M. Canning, pour offrir la médiation de l'Angleterre entre la Russie et la Turquie et entre la Turquie et la Grèce. Protocole du 4 avril, par lequel les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres s'engagent à procurer à la Grèce une demi-indépendance. Étonnement que ce protocole produit en Europe. La Porte, acceptant un ultimatum du gouvernement russe, se décide à envoyer à Ackerman des plénipotentiaires chargés de négocier avec des plénipotentiaires russes, l'arrangement des difficultés existant entre les deux empires au sujet des principautés du Danube, de la Serbie, etc. Suppression et massacre des janissaires (16 juin). Convention d'Ackerman, par laquelle la Porte accède à toutes les exigences de la Russie. Le protocole du 4 avril sur les affaires de Grèce est officiellement communiqué aux cours de Paris, de Vienne et de Berlin, avec prière de garantir le traité auquel il devra servir de base. La France paraît disposée à y consentir. — M. Canning vient à Paris se concerter avec le gouvernement français sur les affaires de Grèce et de Portugal. — Invasion du Portugal par les réfugiés absolutistes retirés en Espagne et que favorise ouvertement le gouvernement espagnol. Rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. L'ambassadeur de France, M. de Moustier, est rappelé de Madrid. Le Portugal ayant réclamé, aux termes des traités, le secours armé de l'Angleterre, le cabinet de Londres envoie une armée au secours des constitutionnels portugais. Discours prononcés à ce sujet par M. Canning dans la Chambre des communes, remplis de bravades et déclamations provocantes qui, en France, excitent chez les royalistes une vive indignation (12 décembre). Regrets et inquiétudes qu'il en éprouve. Ouverture de la session des Chambres françaises (12 décembre). Violentes attaques de l'opposition

vement actuel, afin que nous n'arrivions pas tout dépaysés. Il me semble que la mort de l'empereur Alexandre n'a pas produit toute la sensation qu'elle aurait dû faire. Nous l'avions regardée comme une plus grande nouvelle. Il est probable néanmoins que d'ici à longtemps on n'en sentira pas les effets, les frères d'Alexandre l'un ou l'autre se piqueront de suivre en tout sa politique, je le crois surtout de Nicolas, parce qu'il est plus consciencieux et que sûrement son frère lui aura paru un saint. Il est si rare que des souverains aient de la conscience, et encore, quand ils en ont, ils n'en font que plus de mal. C'est ce qui était le cas avec Alexandre ; le seul des rois actuels qui eût un sentiment moral nous a fait plus de mal que tous les autres.

On me mande que le laconisme de la réponse à la cour royale a produit de la sensation, mais tout cela sera fini avant le 31 janvier, car Paris est de tous

de droite contre le ministère à l'occasion de la politique qu'il a suivie dans la question portugaise et qui est défendue par l'opposition de gauche. — La situation s'améliore dans la péninsule espagnole. Rétablissement des relations diplomatiques entre l'Espagne et le Portugal. Cependant, l'Espagne continuant à protéger sous main les réfugiés portugais, le gouvernement français rappelle de Madrid la brigade suisse qu'il y avait laissée pour protéger la personne du roi. Le cabinet espagnol se met enfin à la raison. — Agitation libérale sur quelques points de l'Espagne. Formation sur la frontière portugaise d'une armée d'observation espagnole de vingt mille hommes. Suite des pourparlers relatifs à la Grèce. (D'après les chapitres CVI, CVII, CVIII, CIX, CX, CXI, CXII, CXIII, de l'*Histoire de la Restauration*, par M. Louis de Vieil-Castel.)

les lieux celui où les impressions s'usent le plus vite. La souscription du général Foy a mis Victor en relation avec la fleur des libéraux de notre arrondissement. Ils sont assez bien, ne paraissent pas avoir l'esprit trop bouché; ils ont pour Victor beaucoup de considération mais toute fondée sur sa carrière personnelle; il est bien clair que toute influence aristocratique est finie, le plus grand seigneur de notre canton est Dupont (de l'Eure).

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Hyères, 31 janvier 1826.

Si Hyères est riche en cédrats, en oliviers, en orangers, il ne l'est pas en papier ; ceci c'est pour vous demander pardon du très vilain chiffon sur lequel je vous écris. A Hyères on n'a rien que des fruits, des fleurs, du soleil et de la mer : c'est beaucoup, mais enfin ce n'est pas tout ; et sans le voisinage de Toulon qui fournit jusqu'aux besoins les plus primitifs de la vie, on serait fort mal ici ; ce n'est pas cependant que je m'y déplaise ; d'abord nous sommes trop bien logés, nous voulions passer une quinzaine de jours à l'auberge en attendant qu'on fît notre établissement à Nice. Au lieu de cela, les auberges étant très pleines, nous avons accepté les offres du plus gros et plus élégant propriétaire à Hyères qui s'appelle M. Filhe ; il nous a abandonné la plus belle partie de sa maison située au milieu du jardin le plus réputé de l'endroit, en plein midi, en vue de la mer, enfin tout ce qu'il y a de mieux, puis un temps tel, que je vous écris auprès de ma fenêtre ouverte dont j'ai baissé les stores

afin que le soleil ne frappe pas sur ma tête. Puis des promenades le soir, comme au mois d'août à Paris ; il n'y a rien à désirer ici comme température. Je ne sache pas d'endroit où il fut plus doux de se sentir vivre, eh bien, on n'y voit que mourants, on ne rencontre qu'enterrements, on n'entend parler que de pulmonie. La fille de Parnet a été enterrée il y a quatre jours ; le soir même son père est arrivé ! Madame d'Otrante, une Suédoise qui a épousé le fils de Fouché, est moribonde. Pourquoi venir si tard dans ce joli endroit ; pourquoi, au lieu de la vie qui y serait si douce, n'y chercher qu'une agonie plus ou moins lente? Tous ces mauvais visages, ces éternelles conversations sur les progrès d'une maladie incurable attristent un peu M. de Talleyrand, et je pense que vous ne recevrez plus de lettres de moi que datées de Nice, où on meurt à peu près autant qu'ici, mais où le cadre est plus grand, et où on est moins obligé d'arrêter sa pensée et ses regards sur des scènes de deuil.

Vous me demandez nos projets, nous n'en avons qu'un, c'est de rester où nous nous trouvons bien, de ne revenir que quand il le faudra absolument pour ne pas avoir l'air de dire adieu à tous ses devoirs ; de ne prendre Paris qu'au passage.

Voici M. de Talleyrand maire de Valençay ; cela double son intérêt pour ce beau lieu, en lui donnant plus de facilités pour y faire des établissements utiles et agréables ; il vivra désormais à peu de chose près comme M. de La Rochefoucauld : cela me convient parfaitement. Il y a entre Paris et moi une brèche qui ne se réparera peut-être jamais. Vous viendrez à Valençay ; je vous assure que vous ne vous y trouverez point mal. M. de Talleyrand y a tout son charme ; si je veux

quelque chose c'est là. Venez en essayer l'été prochain, et croyez que là, en Provence, en Italie, partout vous me trouverez la meilleure et la plus tendre de vos amies.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Naples, 20 février 1826.

Je suis à Baïa, délicieusement bercé par toutes les séductions de l'*otiosa Parthenopæ*. Vous pensez bien que dans un lieu qui renvoyait telle qu'Hélène la matrone romaine qui y arrivait semblable à Pénélope, je ne me serais pas remis à bien. Cependant, tout en courant, il est impossible de ne pas faire quelques réflexions sur la partie sérieuse de ce que l'on voit; elles ne sont pas gaies, car, en vérité, elles portent à croire que l'odieux, l'absurde, l'intolérable est cependant l'état naturel, celui auquel les masses se prêtent le plus facilement. Si des circonstances toutes particulières les en ont fait sortir elles sont toujours prêtes à y rentrer, et paraissent s'y reposer avec complaisance. Bien entendu que cette marche n'est cependant rétrograde que relativement et que, dans les temps de l'espace, il est permis de croire à une lente perfectibilité. Depuis Milan jusqu'à Naples je vous garantis au moins que les progrès ne sont et ne seront pas rapides, et, en mesurant la distance immense à laquelle la France se trouve de ce pays (qui touche à beaucoup d'autres), je ne trouve guère raisonnable d'espérer que nous puissions avancer encore, car, dans l'état de l'Europe, il existe, ce me semble, une sorte de solidarité, et les premiers en avant doivent attendre les autres.

Si les étrangers que j'ai vus me donnent ces idées chagrines, les Français que j'ai rencontrés m'ont satisfait davantage. Je crois qu'ils étaient émus comme moi de ce qui se voit ainsi et qu'ils sentent quelque orgueil patriotique qui les rattache à nos institutions. Un de vos collègues, qui est en ce moment de retour près de vous, assure qu'il y tient beaucoup, et je crois ce qu'il dit, car il est loyal. Il reste entre lui et nous une grande divergence quant à la manière de comprendre l'état social. Mais cette différence si capitale dans la théorie ne fait pas grand'chose à la pratique prise de haut, car l'état social est un fait : il ne change pas avec des lois, ou au moins pour refaire les mœurs avec des lois faut-il une main plus ferme que celle du Lycurgue Villèle. Je me trompe fort si la proposition qu'ils vous annonce sur le morcellement des propriétés ne laisse pas dans vingt ans la France ce qu'elle est. Au fond toutes les prétentions ou velléités féodales peuvent impatienter dans les salons, faire rire ou faire peur à la tribune, mais le danger ne vient pas de là. Je le vois dans le hideux despotisme qui a défiguré cette belle nation italienne, qui a gâté ce beau soleil. Il n'y a pas dans toute l'Italie un seul noble, je dirai même un seul prêtre ayant la moindre puissance ; elle est tout entière aux commis de bureaux.

Cher ami, dites, je vous prie, à Sébastiani, combien je m'applaudis de son succès (1). Parlez de moi enfin à M. Royer, à Victor, à Guizot ; enfin ne me laissez pas tout à fait oublier par ce qui est autour de vous, car je

(1) Le général Sébastiani, non réélu député aux élections de 1824, avait été nommé, le 26 janvier 1827, député de Vervins en remplacement du général Foy. C. B.

ne serai pas toujours un vaurien comme à présent et je reviendrai me placer une fois entre vous, à votre suite.

AU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Paris, 1er mars 1826.

Je crois que cette lettre vous arrivera encore, mon cher ami, et si elle ne vous parvient pas, ce sera tant mieux, puisque vous serez déjà en route pour nous revenir. Je me fais un plaisir de passer avec vous un mois et de vous entendre raconter ce que vous avez observé dans cette Italie où il me paraît qu'en définitive les hommes n'ont pas gagné votre estime. Je pense, tout comme vous, qu'un pays est en pauvre état et offre peu de ressources lorsque les classes supérieures sont sans force vitale, sans lumières, sans mouvement. Malgré l'apparence, notre révolution française s'est faite de haut en bas et je trouve les mœurs et les idées nouvelles plus enracinées, plus incorporées dans la classe supérieure que partout ailleurs. Je conçois bien encore cette crainte que vous donne le spectacle des nations européennes qui, moins avancées que nous, nous contraindront, peut-être, à retarder notre marche pour les attendre un peu. Pourtant, ou je me trompe beaucoup, ou vous constaterez, à votre retour, que nous n'avons pas cesser de marcher. Ce n'est pas qu'il y ait un plus grand désir d'action, une impatience plus forte de ce qui est : mais cette inertie est devenue pleine de confiance dans l'avenir, et même de satisfaction dans le présent, devant les craintes, les embarras, la déconsidération, l'impuissance du parti dominant. De son

côté, celui-ci a perdu beaucoup d'illusions, et maître de tout, il semble encore ensorcelé dans l'impossibilité d'agir. Ce n'est point de ses discordes que vient le danger. Ce qu'on a appelé la contre-opposition n'est pas en progrès et ne représente rien, mais les gens des deux centres se dégoûtent de plus en plus et insensiblement, l'année prochaine peut-être, formeront une majorité antiministérielle. Le peu de crédit des ministres, la nullité de leur influence, à moins qu'elle ne résulte d'argent payé sous une forme ou sous une autre, sont vraiment chose curieuse avec le peu d'espoir et le peu d'intérêt qu'on met à les renverser.

Notre discussion du droit d'aînesse est encore retardée de dix jours. Jamais projet de loi n'a été si décrié : personne ne le défend. Les gens qui l'ont proposé à l'étourdie n'ont pas vu que c'était le premier signal d'une attaque directe contre nos mœurs et nos constitutions sociales, et qu'avec ce caractère tout était grave ; ils sont, je crois, bien attrapés maintenant d'avoir inventé cette flatterie aux idées de leur parti. Je ne sais si la loi passera mais l'effet sera le même sur l'opinion ; seulement la Chambre des pairs se grandira ou se diminuera selon la résolution qu'elle prendra.

Le livre de M. de Montlosier (1) est encore un des événements de ce moment. Il y a longtemps que la liberté de la presse n'avait eu tant d'effet sur les esprits. On ne peut nier qu'il n'y ait beaucoup de sagacité, de talent, de conviction dans cet ouvrage, mais ce qui fait surtout son mérite et son succès, c'est qu'il est

(1) *Mémoire à consulter sur un système religieux et politique tendant à renverser la religion, la société et le trône.* C. B.

en complète harmonie avec la disposition publique. Il y a une distinction de la vie chrétienne, qui ne comporte que le respect, d'avec la vie dévote, qui exige la pratique, dont, vous le pensez bien, chacun a pu se saisir facilement. On lui sait gré aussi de ne pas avoir versé dans tout le patelinage des libertés de l'Église gallicane, et d'avoir compris dans la même attaque Bossuet et l'abbé de Lamennais. Celui-ci a pris soin, par sa nouvelle brochure (1), de montrer que M. de Montlosier n'avait rien dit de trop fort. Ces deux ouvrages paraissant à vingt-quatre heures de distance, n'y a-t-il pas là de quoi charmer la libéralité doctrinaire? Le fond de la question politique actuelle est là, dans cette liberté de la presse. L'attaquer est bien grave; on ignore quelle masse de mécontentement et de crainte on soulèverait. En outre le parti à qui on la sacrifierait deviendrait ingouvernable. La respecter, c'est se laisser dériver au courant et, peut-être, au torrent. Que fera-t-on?... Jamais on n'a vécu plus au jour le jour.

Après ce commérage sur les généralités, il est temps de vous donner le bulletin de nos amis. Madame de Broglie est revenue de la campagne charmante et à la fois sévère et animée. Depuis quelques jours elle est un peu souffrante. Son mari nous fera, je n'en doute pas, quelque beau discours sur le droit d'aînesse. Si vous regardez les journaux, vous aurez vu qu'il y a presse pour parler sur cette question. M. Guizot va publier les premiers volumes de son *Histoire d'Angleterre*. Je crois qu'il aura grand succès. Elle est écrite

(1) *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil.* C. B.

d'une main ferme, et le récit vient se mêler avec charme et, même dramatiquement, à l'intérêt des idées générales. Le voilà aussi qui entreprend une encyclopédie sur un plan nouveau. M. Royer-Collard est plus en train que de coutume, il est disposé presque à la petite guerre de tribune. L'extrême vogue de son petit discours sur la mise en jugement du *Journal du Commerce* doit l'encourager.

AU COMTE DE MONTLOSIER.

Barante, 13 avril 1826.

Ce n'est pas moi, mon cher ami, qui ai appris aux journaux la nouvelle de cette brutale destitution (1) : l'effet en est tel que vous pouvez le supposer : cela fait hausser les épaules et donne un vif sentiment d'indignation. Il n'était nul besoin de cette circonstance pour honorer votre caractère, mais elle ajoute à l'autorité de vos opinions et de vos paroles.

J'avais su, en effet, que l'on avait regardé comme indispensable de faire jouer la bascule ministérielle entre vous et M. de Lamennais; c'est une double sottise. Tout ce qui a un peu d'honneur blâmera hautement la petite vengeance exercée contre vous et la portion du clergé la moins ultramontaine blâme la poursuite de M. de Lamennais. Il n'a aucun caractère public, c'est un simple écrivain. Il est évidemment resté dans le ton et les limites d'une décente controverse, et le poursuivre, tandis qu'on a récompensé un

(1) La pension servie à M. de Montlosier, par le ministère des affaires étrangères, avait été supprimée. C. B.

archevêque qui a professé les mêmes doctrines dans une lettre pastorale, est un procédé tout digne des inconséquences et des faiblesses ministérielles.

Vous voyez quels transports excite le rejet du droit d'aînesse (1) : illuminations, attroupements, chansons populaires, rien n'y manque. La loi déplaisait sans doute, mais tout ce bruit n'est point pour elle seule, c'est le besoin toujours croissant de manifester son opinion ; c'est, comme vous dites : *Quâ datâ portâ, ruunt.* Quelque jour, au lieu de prendre des petites portes, on en ouvrira une grande. Cependant tout est calme ; seulement on peut remarquer que toutes ces manifestations ne sont en aucune façon excitées par des meneurs ; au contraire, la tête du parti libéral se complaît au *statu quo* et craint que quelque impatience de la foule ne gâte les affaires et ne retarde la marche au lieu de l'avancer.

Depuis deux jours, on répand sans trop de certitude que le duc de Wellington a échoué dans sa mission. Ce serait encore une nouvelle. Toutefois rien ne fait supposer encore aux personnes qui approchent le plus des affaires la possibilité d'un changement de ministère. M. de Villèle essayera-t-il de radouber son ministère et de remplacer quelques-uns de ses collègues. Mais s'il appelait des auxiliaires un peu forts, ils détruiraient rapidement sa prééminence. On parle de M. Portalis pour les sceaux. Il est bien docile et

(1) C'est M. le duc de Broglie qui prononça le plus remarquable discours de cette discussion : le succès en fut très grand. Dès lors il commença à être placé très haut parmi les orateurs et les hommes politiques. Ses adversaires les plus décidés, le duc de Fitz-James, entre autres, s'en montrèrent émus jusqu'à l'enthousiasme.

ne prétend jamais à rien diriger ; pourtant sa capacité, ses relations avec M. Pasquier, son influence à la Chambre des pairs, en auraient bientôt fait un ministre plus considérable qu'il ne conviendrait au président du conseil.

DE M. DE RÉMUSAT.

Grenoble, 20 juin 1826.

Je vous suppose, mon cher ami, dans vos montagnes, et j'aime autant à vous y savoir aux prises avec le bon roi Louis XI qu'avec cet honnête M. de Villèle.

Qui viendra cette année visiter vos pénates ? Je me figure qu'il y a des moments où vous-même en regrettez la solitude. L'hospitalité a ses charges. La conjecture est un peu insolente à moi qui ai tant profité de la vôtre, mais j'ai quelquefois idée que cette liberté absolue qui vous est chère et que je ne hais pas, est plus facile à celui qui est reçu, qu'à celui qui reçoit. Du reste, je suis tout porté pour faire des réflexions sur le bon et le mauvais de la vie. Je suis ici dans une maison assez habitée, avec un vaste voisinage de tantes et de cousines. Je m'en accommoderais encore, sans les beaux esprits de la ville qui viennent me relancer et je ne suis pas tout à fait affranchi du joug des visites. Je vous suppose quelquefois à ma place et cela m'amuse. Cependant j'aurais tort de me plaindre, et il me resterait encore beaucoup de temps si je voulais l'employer bien, mais en ce genre, je fais chaque jour d'assez tristes découvertes sur moi-même, et le pis est que je les prends philosophiquement. L'esprit d'observation énerve le remords comme tout le reste.

Ah çà! il faut que vous m'écriviez quelque chose, du moins tout ce qui peut être su et écrit sur votre Cour des pairs. Tout cela est lettres closes pour nous, et cependant je soupçonne que la chose est importante et ne sera pas une des moindres affaires de celles qui doivent un jour nous amener la grande. J'ai quelque idée que la commission d'enquête s'est un peu fourvoyée et qu'Ouvrard a souvent raison contre elle. Son mémoire m'a plu beaucoup et à peu près persuadé. Ai-je tort?...

Si je conjecture bien, M. de Villèle a repris un peu de terrain, et la censure est ajournée. L'intervalle des sessions pourra bien se passer sans secousse ministérielle, et les affaires d'Europe ne sont pas de nature à ce qu'il nous vienne rien du dehors. Le dernier Grec peut périr, le dernier rempart peut sauter, le dernier brûlot sombrer sans qu'il en résulte le moindre ébranlement dans les cabinets, et quant aux peuples, ils ont encore un long avenir de haine et de mépris à accumuler, avant d'en rien répandre au dehors. Ils sont un peu comme ces négociants qui amassent péniblement et en mangeant du pain sec une grande fortune, et puis qui, tout d'un coup, passent sans transition de la lésinerie au faste et montent leur maison sur un grand pied, après avoir végété dans un grenier.

Je lis le *Globe* qui m'ennuie, et ce qui me fâche c'est que je ne saurais trop dire pourquoi. C'est quelque chose un peu d'insipide que ces idées nouvelles sans résultats, et qui ne correspondent à rien.

> ...Et je vis l'ombre d'un cocher,
> Qui, tenant l'ombre d'une brosse, etc., etc.

Je voudrais quelque chose de moins substantiel; j'au-

rais bonne envie de la tirer de mon propre fond, mais jusqu'ici, c'est peine perdue. Pour vous, vous êtes plus heureux; vous avez l'esprit tout à la fois moins dégoûté et plus fécond. En vérité c'est trop de moitié et je suis jaloux.

J'ai lu le livre de madame Guizot (1) qui m'a plu extrêmement. Je doute qu'il ait beaucoup de succès. C'est cependant à mon gré la première fois qu'on a pris la morale à la fois dans les principes et dans la réalité, et qu'on a su concilier ce qui est éternel et ce qui est du temps. Adieu donc. Écrivez-moi, vous me ferez un vrai plaisir. Je suis ici un peu relégué, un peu oublié, et cependant, vrai, je n'oublie rien, ni personne.

A M. GUIZOT.

Barante, 22 juin 1826.

Notre route s'est passée heureusement; ma femme en a été plutôt reposée que fatiguée; mais elle n'a pas encore trouvé à la campagne le calme qu'elle y vient chercher, le plaisir de tout revoir, arbres, fleurs, promenades, et le petit tracas de l'installation ne la laissent pas s'asseoir, ce qui lui serait fort salutaire. J'espère que ce premier transport s'apaisera et qu'elle reprendra enfin ses forces. Nous sommes sans doute pour longtemps ici; la session sera tardive, si les ministres se contentent du *statu quo*, et en vérité, c'est encore ce qui leur vaut le mieux, ainsi qu'à nous. La censure et les coups d'État, qui en deviendraient la

(1) *Lettres de famille sur l'éducation domestique.* C. B.

suite nécessaire, lanceraient le navire dans la mer des orages, et M. de Villèle ne les aime pas. La session qui finit, en dissipant quelques inquiétudes, en jetant un peu de satisfaction et d'espoir dans les esprits, les rendra, j'imagine, un peu plus calmes et patients qu'ils ne l'étaient. Ce pays-ci est heureux et libre; il manque complètement de garanties manifestes et légales, mais est-ce donc une souffrance pour le vulgaire, et peut-on s'attendre à le voir s'irriter de cette peine morale?

Si vous savez, si vous prévoyez quelque chose, vous aurez la bonté de me l'écrire; je suis curieux surtout du procès d'Espagne. Ce serait une grande contrariété pour moi que d'être rappelé avant la session; et si j'en crois les journaux, notre commission se dépêche beaucoup. En attendant, je vais sans délai me remettre à ma besogne et terminer ma longue entreprise. J'aurais peut-être dû m'arrêter après la bataille de Nancy. Dramatiquement parlant, c'était un dénouement plus vif que la mort de Louis XI, mais je conviens que l'intérêt sérieux de l'histoire exigeait de n'en point rester là.

Je vais vous envoyer sous peu de jours quelques pages sur l'*Éducation domestique*. C'est là un de ces livres qui font beaucoup penser; tout y est noble, pur et en même temps facile; on se trouve porté dans une atmosphère morale où l'on respire librement; personne plus que moi n'est frappé de sa vérité d'observation, et n'est plus persuadé que l'éducation morale n'est que la culture du bien inné au cœur de l'enfant. Mon embarras n'est pas là, mais je voudrais que madame Guizot me tirât de peine par un autre livre qui aurait pour sujet spécial le développement de l'intelligence

dans les enfants. Le besoin d'apprendre est chez eux si fugitif, si peu en harmonie avec ce qu'il faut leur enseigner que l'obéissance passive et la contrainte viennent nécessairement jouer un rôle plus grand et plus continu que ne l'exige peut-être l'éducation morale. La curiosité de savoir s'accroît avec l'âge, je le sais, et il arrive une époque où elle est fort active, mais, si alors l'habitude du travail n'a pas été prise, si la faculté d'attention n'a pas été acquise, les difficultés rebutent l'adolescence, et elle ne répare point les omissions de l'enfance.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Pont-de-Sains (1), 23 juin 1826.

Ici tout le monde se porte bien excepté moi qui me vois forcée de m'en aller dans les premiers jours de juillet à Dieppe passer quinze jours à recevoir la vague et des douches. Je n'en serai pas moins le 1er août à Valençay. Dieu veuille que M. de Talleyrand ne soit pas obligé de m'y laisser pour vous retrouver à Paris et y refaire le métier de juge. Les lettres que nous recevons disent que les ministres veulent absolument que toute cette affaire reprenne le plus vite et finisse le plus promptement possible.

Nous sommes ici dans le plus singulier lieu du monde ; ce n'est point un château, nullement une maison de campagne, point du tout une ferme ; ce n'est rien que la maison isolée d'un maître de forges,

(1) Propriété du prince de Talleyrand, sur la frontière belge. C. B.

placée entre un étang et une usine, entourée d'une prairie et cernée par d'immenses forêts qui contiennent les plus beaux arbres qu'on puisse voir; point d'autre vue que celle de ces bois, point d'autre bruit que celui du marteau des forgerons; du reste un silence, un repos, une retraite absolus; M. de Talleyrand y travaille et j'y rêve; tout cela est très simple; mais le Montrond qui vient d'arriver, quel parti tirera-t-il de cette petite maison toute simple, toute tranquille? Point de voisins, point de passants, rien que de la vie contemplative; j'y ai quelquefois quelques souvenirs d'Allemagne, j'en retrouve la belle végétation, mais bien aussi le peu de chaleur même en été. Ceci est froid et, s'il pleuvait, facilement humide. A tout prendre c'est fort joli, mais parfaitement le contre-pied de Valençay.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 28 juin 1826.

Voici, mon cher ami, la réponse à votre question sur le procès Ouvrard. Le jour où on votera le budget, notre président annoncera à la Chambre que ses commissaires seront prêts le 15 et demandera si on veut les entendre et juger, ou ajourner le tout. C'est donc la Chambre qui décidera. Tous les jours les bancs s'éclaircissent, et le budget voté il ne restera personne. Si les ministres engagent leurs amis à faire juger, ils auront tort, car ce sera du scandale en pure perte, attendu qu'ils n'ont rien à redouter, ni de l'ajournement ni de l'issue de l'affaire.

Voilà encore une place vacante à l'Académie (1), il faut laisser les médiocrités littéraires ou de cour se la disputer. Si on savait s'entendre et s'accorder on pourrait former une société libre dont la composition et quelques séances publiques auraient bientôt mis tous les gens d'esprit de son côté. J'ai souvent eu cette idée. Savez-vous que l'entreprise de Chateaubriand (2) ne va pas trop bien. On souscrit lentement et je ne m'en étonne pas.

DE M. GUIZOT.

Paris, 30 juin 1826.

Je crois comme vous que le ministère se contenterait à merveille du *statu quo*; mais, en attendant mieux, voilà que du fond du Brésil on se charge de l'en tirer. La constitution portugaise leur déplaît beaucoup; elle rendra le *statu quo* en Espagne impossible; si elle n'avait que le peuple portugais pour défenseur, je n'y compterais guère, mais l'Angleterre l'a faite et la soutiendra. On nous rapporte de Londres que Sir Charles Stewart sera fait pair après son retour. La régence de Lisbonne aura dix ans devant elle avant que la reine et dom Miguel arrivent au trône. L'em-

(1) M. Lemontey venait de mourir. C. B.

(2) M. de Chateaubriand, dont la situation de fortune était des plus précaires depuis sa disgrâce, entreprenait, pour se procurer des ressources, une édition de ses *Œuvres* qui devait comprendre quelques morceaux jusqu'alors inédits : la tragédie de *Moïse*, le *Voyage en Amérique*, *les Natchez*, etc. C. B.

pereur d'Autriche est beaucoup plus malade; vous pouvez tenir cela pour certain.

Les élections anglaises changent peu de chose au fond à la composition du Parlement, quoiqu'elles y amènent environ cent quatre-vingts membres nouveaux. Les catholiques y perdent quelques voix, moins pourtant qu'on n'avait cru; mais, à mon avis, peu importe pour eux; qu'ils y perdent dix ou cinquante voix, leur question est également ajournée. Le changement des lois sur les blés y gagne; sur ce point, le *commercial interest* est plutôt en progrès que le *lander interest*. L'opinion anglaise paraît tendre à mettre sur les blés étrangers un droit élevé mais fixe. Ce sera un grand pas et un échec plus grave qu'on ne pense pour l'aristocratie territoriale. Du reste, à ce que dit Auguste, qui est arrivé avant hier et repart demain pour Coppet, le pays est fort apathique; le mouvement moral y est moins vif qu'ici et ils ne veulent que la paix. Lord Cochrane est bien décidément dans la Méditerranée avec deux petits bâtiments; une frégate construite à New-York doit l'y rejoindre dans le cours d'août, plus deux bateaux à vapeur armés de huit pièces de canon et déjà partis de Londres. Que fera-t-il? personne n'en sait rien. Fabvier a repris du commandement et s'est chargé de la défense de Napoli; huit à neuf cents Rouméliotes, débris de la garnison de Missolonghi, y sont arrivés, en ont renvoyé la plupart des Moréotes, et gardent la place de concert avec Fabvier et les débris de sa troupe régulière. Nous en saurons davantage quand le capitaine Gérard, qui est au lazaret de Marseille, sera arrivé.

AU BARON DE STAEL.

Barante, 16 juillet 1826.

Vous devez être curieux à entendre sur l'Angleterre, et c'est un petit motif à ajouter à tous ceux qui me font regretter d'être si éloigné de vous et durant tant de mois. De loin, et à travers les récits des journaux, je me sens peu de goût pour les élections anglaises. Ce sont trop des saturnales. Cette émancipation des esclaves à jour nommé semble une comédie assez dérisoire. Je comprendrais presque comment les seigneurs russes en pourraient faire autant à certaines époques, sans inconvénient pour leur puissance. Quoi qu'il en soit, ce sont des élections, et ce que nous avons n'en est pas.

Vous avez dû recevoir M. le duc d'Orléans; il a eu de grands succès dans sa tournée d'Auvergne. Je ne sais s'il s'en est bien aperçu. La chose était d'autant plus à remarquer que les fonctionnaires auraient voulu que cela se passât autrement; quelques-uns ont laissé voir assez gauchement qu'ils avaient fort grande envie de gagner une excellente note en ne faisant aucune réception à un prince si mal recommandé.

LE DUC D'ORLÉANS PENDANT LA RESTAURATION.

Il n'était nullement question d'orléanistes, et à dire vrai, aucune faction n'a, sous la restauration, pu recevoir ce nom. M. le duc d'Orléans ménageait sa situation avec cette prudence et cette patience qui était le fond de son caractère. Il se montrait respectueux, con-

venable, loyal envers le roi, sans désavouer rien de sa vie passée, sans renier les opinions qu'il avait professées ; mais avec un extrême soin de n'être ni de paraître engagé dans aucun parti. « On ne m'y prendra » point », me disait-il un jour; « les partis sont in- » grats, infidèles, aveugles; on ne peut mettre aucun » fondement sur eux; voyez où ils ont entraîné mon » père ! » Il trouvait bonne et belle sa position de prince et en tirait tous les avantages riches qu'elle comportait; parfois même, sans ménager une popularité à laquelle il attachait beaucoup de prix. La première fois que je m'entretins un peu sérieusement avec lui, il s'agissait d'une bien petite affaire. Son concierge de Neuilly s'était mis, en vertu d'anciens privilèges ou usages, à vendre du vin et à tenir une sorte de cabaret. L'administration des contributions indirectes interdit cette contravention aux lois. Le duc d'Orléans me fit inviter à venir lui parler. Je lui expliquai comment la loi était égale, universelle, sans exception. Alors il me demanda si les suisses ou concierges des maisons royales n'avaient point repris ce privilège. Je l'assurai que non. « Eh bien », répondit-il, « je m'en fie à vous; » on ne vendra plus de vin chez mes concierges. Je » désirais seulement savoir avec certitude que la loi » était pour tout le monde. Voyez-vous, monsieur de » Barante, puisqu'il y a des princes et que je suis » prince, je veux l'être autant que les autres. »

Un autre sentiment qu'il ne célait guère dès qu'il avait un peu de confiance, c'était son éloignement, je dirai presque sa haine héréditaire contre la branche aînée. Il regardait la maison d'Orléans comme ayant depuis cent ans de continuels griefs contre la maison royale et parfois il en déroulait toute la série, mais

toujours avec convenance et avec une certaine mesure, racontant cela historiquement comme un fait. Il ne parlait jamais directement de son père, mais on voyait qu'il attribuait en lui-même la première cause de l'indigne et affreuse route suivie par Philippe-Égalité aux injustices et aux persécutions de la cour. Il en résultait dans son esprit une idée de fatalité qui, sans excuser le crime, l'expliquait en quelque sorte. Il accueillait avec prévenance, et ne s'en cachait point, les membres de l'opposition et les généraux mécontents. Il avait avec quelques-uns des relations assez intimes, mais point secrètes et qui ne pouvaient compromettre formellement ni lui ni eux. Le général Gérard, le général Foy, M. Stanislas de Girardin, M. Guizot, le duc de Broglie; plus tard, M. Laffitte et M. Perier, tels étaient ceux avec qui il entretenait une sorte de liaison, mais isolément avec chacun sans que sa confiance fût un motif de rapprochement entre eux. Leurs opinions appartenaient à des nuances très diverses; leurs vues ou leurs expériences n'étaient point semblables et il ne convenait à presque aucun d'appartenir à M. le duc d'Orléans. En même temps il eût été bien fâché que l'aristocratie française, que la noblesse de cour n'ait pas afflué aux réceptions du Palais-Royal. A cet égard, il avait satisfaction; personne, dans cet ordre, ne manquait aux devoirs imposés ou même indiqués envers le premier prince du sang.

Posé ainsi, il attendait, sans nulle impatience, sans nulle ardeur. Content de sa situation, de sa richesse, de sa très morale vie de famille, il jouissait de sa prudence, se trouvant de bonnes chances, même sans révolution, se disant et disant à d'autres : « Si ceci

» dure, il n'y a encore entre le trône et ma maison » que la vie d'un enfant. Je serais bien fou de troubler » un ordre de choses où je suis si bien placé. » Dans son intimité il blâmait assez hautement les fautes du gouvernement et du parti royaliste et ajoutait quelquefois : « Ils ne veulent pas être raisonnables, il leur » arrivera malheur. Pour moi, je ne suis résolu qu'à » une chose : je n'émigrerai pas. » Une fois, il me répétait en nous promenant à Randan, deux ou trois ans avant la révolution de Juillet : « Alors, monsei- » gneur, lui répliquai-je, vous serez roi. — Ne parlons » pas de cela, répondit-il, mais je n'émigrerai pas. — » Émigré ou roi, insistai-je, il n'y a pas de milieu. — » Qui sait s'il y aura encore des rois dans cinquante » ans! » s'écria-t-il en riant pour finir la conversation.

Le gros du public ne pensait point à lui. L'opinion générale, habituellement pleine de mécontentement et de méfiance contre la restauration et ne l'acceptant que sous conditions, ne souhaitait pas une révolution. La faire ou la vouloir pour M. le duc d'Orléans serait encore bien moins entré dans la tête de personne. Mais les gens un peu avisés se disaient sans le désirer que la restauration marchait à sa propre ruine, et qu'il n'y avait pas un autre dénouement. Je puis même affirmer qu'avant la révolution de Juillet, cette idée déplaisait moins à beaucoup d'hommes graves et honorables qu'elle ne leur a déplu au moment de la crise ou depuis. Ils en espéraient mieux et tandis qu'ils s'effrayaient de la maladie, leur imagination ne s'occupait point des inconvénients du remède. Ils en comprenaient la nécessité et se promettaient de l'accepter.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 19 juillet 1826.

Je suis désolée, cher Prosper, que vous ayez partagé la terreur que nos autres amis ont bien voulu éprouver pour Coppet; non, il n'est point brûlé et j'avais même si bien oublié l'incendie de la ferme que je ne vous en ai pas parlé dans ma dernière lettre. Nous avons eu très peur, et Auguste a perdu beaucoup d'argent, environ vingt-cinq ou trente mille francs, mais il supporte cela avec son excellent caractère et il bénit Dieu comme nous tous de ce qu'il n'y a point eu d'accident et de ce que ce n'est pas ce lieu si cher pour nos souvenirs qui est brûlé. Cher Prosper, votre lettre m'a touchée jusqu'au fond du cœur et vous m'avez si bien peint avec votre imagination et votre cœur le chagrin que j'aurais eu, que j'ai été un moment à me demander si ce n'était pas vrai.

Victor est à Paris. Y êtes-vous aussi? Si vous y étiez il vous demanderait de vous ramener, ce serait trop de joie. Vous m'avez demandé l'impression d'Auguste sur les élections en Angleterre; elle n'est pas favorable, il a trouvé plus de luxe dans les nobles, plus de misère dans le peuple, beaucoup d'aristocratie et de grossièreté; un seul élément au milieu de tout cela qui purifie tout, c'est la publicité. C'est elle qui compense l'ivrognerie, la brutalité, la corruption. Je voudrais que vous entendissiez ses récits en détail; je l'engage à les publier. Cela donne l'idée d'un pays où chaque chose a été faite au jour le jour, où on a mis une pièce là où l'habit était déchiré sans jamais remonter à la théorie du tout, mais où il y a de si bons éléments

d'activité qu'ils se font jour à travers tout et qu'on voit sortir l'ordre de la confusion, la vertu de la corruption. Auguste dit qu'une réforme ne lui a jamais paru plus nécessaire et plus impraticable à la fois. Les *whigs* ont beaucoup perdu dans les élections actuelles et pourtant leurs principes gagnent; il y a à peu près cent vingt membres tout à fait inconnus et qui rendent assez difficile de prévoir le nouveau Parlement. Si je n'étais pas si fatiguée de toutes nos visites je vous parlerais des Orléans et de leur séjour. J'ai été enchantée des femmes; leur âme et leurs sentiments sont des plus vrais et des plus élevés et cela a certainement un grand charme, même dans notre temps républicain, de voir tant de vertus placées haut.

Adieu, cher Prosper, merci encore de votre émotion.

A MADAME DE BARANTE.

Paris, samedi 22 juillet 1826.

Nous avons eu hier notre première séance, et l'on commence à voir ce que sera l'affaire et combien elle durera. La Chambre était beaucoup plus nombreuse qu'on ne l'avait d'abord imaginé et mon voyage a été évidemment beaucoup plus convenable encore que je ne l'avais pensé. Ma situation dans la Chambre ne peut que gagner à l'exactitude avec laquelle je remplis un devoir si contrariant. Malgré ce zèle inattendu de la Chambre, il n'y a pas, ce me semble, beaucoup d'esprit de parti, on est assez disposé à s'entendre du moins pour le fond même de la décision. C'est là ce qui abrégera la procédure.

Le jour de mon arrivée, c'est chez M. de Talleyrand que j'ai dîné. Madame de Dino était revenue de Dieppe. Après le dîner je me suis laissé mener aux Bouffons, où j'ai trouvé tous les pairs arrivant, et une foule de gens de connaissance; M. de Sainte-Aulaire, M. de Semonville, Canouville, Eugène Anisson du Perron, et nombre d'autres. Il y a une actrice fort à la mode; elle est Allemande et n'a pas vingt ans (1); elle est jolie, pas tant qu'on le dit toutefois. Elle chante aussi fort bien; mais le plus beau, ce qui fait son succès de salon, c'est qu'elle est la plus honnête du monde, la mieux élevée, qu'elle a inspirée à Berlin les plus vives passions. Lord Clan-William, ambassadeur d'Angleterre, a voulu l'épouser, mais elle a promis sa foi au comte de C***, qui est des plus grands seigneurs de Bohême et qui doit l'épouser à sa majorité. Tout cela me paraissait un peu fabuleux et plein d'engouement; mais hier elle était chez madame de Rumford et elle a si bonnes façons, l'air si naturel et si décent, que l'on conçoit mieux tout ce succès.

Hier vendredi, j'ai déjeuné chez M. Guizot, et, en sortant de la séance, M. de Broglie m'a emmené dîner au restaurant; puis je suis allé voir madame d'Agoussau et madame de Rumford. M. Molé a été malade à Plombières; il arrive demain. La comédie au Marais a été son train accoutumé.

(1) Mademoiselle Sontag. C. B.

AU BARON DE STAEL.

Paris, 6 août 1826.

Le procès qui nous a appelé à Paris ne valait pas la peine du moindre dérangement. Victor vous dira combien nous nous sommes consciencieusement ennuyés. Mais cet accomplissement d'un devoir, la façon dont nous avons voté, combattant ce que dans notre intérêt de parti et de popularité il aurait fallu appuyer, le langage de conscience et de modération que nous avons tenu, n'ont pu que nous bien placer dans la Chambre. Beaucoup de gens nous ont, il est vrai, trouvés doctrinaires insupportables et nous ne nous sommes pas fait grand honneur auprès des libéraux de gazette. Mais il était impossible d'agir autrement; tout le monde, dans ce procès, n'en voyait seulement que la partie politique, tandis qu'on ne pouvait prononcer que sur un fait judiciaire. Notre mérite a été de ne pas nous y méprendre et de ne rien tenter pour tirer de là du bruit et du scandale. Les amis de M. de Bellune, et quelques libéraux aux ordres de la popularité, ont eu beau montrer grande ardeur, nous sommes restés froids et insensibles à tous les reproches.

DE M. DE RÉMUSAT.

Grenoble, 14 août 1826.

J'ai voulu vous savoir revenu, mon cher ami, pour vous écrire. Je soupçonnais que vous auriez été à ce procès et j'ai été à Genève pour m'en assurer. Vous

voilà donc avec votre part de l'impopularité de notre auguste Sénat. On dit que les Parisiens comptaient sur un ou deux pendus, et ne peuvent se résigner de se passer de traîner à Montfaucon un ministre ou un traitant. Nous sommes plus raisonnables ici et je vous assure que je rencontre bon nombre de gens qui comprennent la différence du judiciaire au politique. Pour mon compte, je suis bien aise que mon ami Ouvrard soit hors d'affaire ; j'avais fini par m'intéresser tout à fait à cet excellent citoyen et je ne fais plus de vœux que pour lui voir obtenir la liquidation favorable à laquelle il a tant de droits. Au fait, il me semble qu'il y a de la vieillerie, du rabâchage et du bonapartisme dans le discrédit de cet homme et des opérations auxquelles il prend part, et je ne comprends pas bien comment une nation toujours prête à donner la couronne civique à quiconque gagne 10 millions dans un emprunt, se montre si sévère envers un homme qui fait des profits dans une fourniture bien servie, eût-il placé son argent à 20 p. 100. Si d'ailleurs l'usure est permise, c'est bien avec un gouvernement. Il n'y a pas de fils de famille qui nie plus effrontément ses dettes à sa majorité.

Laissons tout cela, c'est de l'histoire ancienne; on dit le ministère dans sa veine de modération ; il y paraît tant soit peu. Il y a bien de l'étourderie, de la badauderie et de la haine dans tout ce bruit à propos de l'ouvrage de M. de Montlosier, et je ne suis pas du tout convaincu que le *Constitutionnel* et même les avocats soient ici les organes de la véritable opinion publique. Je n'ai presque rencontré personne à qui l'on ne pût faire comprendre quelque chose de plus juste et de plus élevé que tous ces lieux communs

parlementaires gallicans et monarchiques dont on rhabille les haines et les préjugés philosophiques et révolutionnaires. Sur ce point, l'esprit en France me paraît très facile à égarer, mais pas très difficile à éclairer. Malgré la sottise et la conduite odieuse de certains prêtres, il y a des besoins de tolérance, de respect et parfois de religion qu'on retrouve encore, et qu'il serait aisé de provoquer et de satisfaire. Ce qui me dégoûte le plus dans le ton de l'opposition sur ces questions, c'est son hypocrisie.

M. Eynard (1) prétend que les affaires des Grecs se relèvent et qu'il y a lieu de beaucoup attendre de lord Cochrane. A la bonne heure !

Mais je vous fais de la politique, comme si vous n'arriviez pas de Paris. Je suis tout fier parce que je viens de Genève et que j'ai couru les rues et les républiques; j'ai été au bal dans la salle de spectacle de Chambéry, et au concert dans l'église de Calvin. J'ai vu le roi de Sardaigne prendre des glaces et la noble compagnie des syndics et des pasteurs battre des

1 M. Eynard, négociant genevois, s'était d'abord établi à Lyon. A la suite de la prise de cette ville par la Convention, il avait transporté à Gênes sa maison de commerce, et lors du siège de 1800, il servit comme volontaire dans l'armée française commandée par Masséna. Après avoir considérablement augmenté sa fortune dans des opérations d'emprunt pour le roi d'Étrurie, M. Eynard représenta successivement la république Helvétique au congrès de Vienne, puis le grand duc de Toscane au congrès d'Aix-la-Chapelle. Il se dévoua avec passion à la cause des Grecs, lui consacrant une très grande partie de sa fortune et parcourut l'Europe pour lui obtenir, des diverses puissances, aide et protection. C. B.

mains à la musique de Rossini. Enfin je me suis lancé dans le monde avec la curiosité d'un provincial et me voilà rentré dans ma coque, me préparant à visiter les marionnettes, les automates et les chevaux de Franconi que la foire de Grenoble vient de réunir ici. Vous voyez qu'il ne me manque aucun plaisir.

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 21 août 1826.

Avant de savoir vos inquiétudes, je vous reprochais un peu d'être parti sans me donner au moins une journée, car l'occasion était unique et pour moi précieuse. Il n'y aura pas souvent une *noble cour* qui vous retienne à Paris pendant que j'habite Champlâtreux ; mais, mon cher ami, vous étiez tourmenté sur la santé des vôtres, vous êtes parti et vous avez bien fait. Heureusement qu'en terminant votre bulletin, vous m'annoncez la fin de vos inquiétudes. Vous voilà dans une solitude qui vous forcera à travailler beaucoup. Cette nécessité est le beau côté de votre affaire, je regrette quelquefois qu'elle ne m'étreigne pas, mais entre le salon, la promenade, les soins du logis, les leçons de mes filles et les lettres à mes amis, il me reste peu de moments pour l'étude, plus encore cependant qu'à Paris. Notre salon s'est composé jusqu'ici de mesdames de Pastoret, de Vintimille, et de Fézenzac. M. Pasquier doit venir après-demain si la santé de sa femme le lui permet.

Ce que vous appelez vos rêveries sur le temps présent est un excellent jugement. Cependant, croyez-moi, si l'on est en hésitation ou dans le doute sur ce

qu'on souhaite, on est très arrêté et très unanime sur ce qu'on repousse, et le malheur, le très grand malheur est que, le cas échéant, on détruirait ce qu'on déteste sans s'embarrasser d'abord de ce qui le remplacerait. Ceux qui se mêlent de gouverner le présent et de préparer l'avenir, ne sauraient trop se le redire. Au lieu de cela, il est probable qu'ils ne s'en doutent pas. Ils ne voient que le moment qui s'écoule et la petite intrigue du jour dont il leur faut triompher pour conserver le pouvoir. Jamais les hommes ne furent moins en proportion avec les choses. C'est le propre de cette époque; aucun arbre n'y porte son fruit; la grandeur est dans les événements, dans les hommes il n'y a que médiocrité. L'avenir est gros, sans doute, mais pour nos enfants bien plus que pour nous. Mes entrailles paternelles s'en émeuvent quelquefois, car je n'ai pas oublié ce qu'il en coûte pour assister à tout ce que j'ai vu.

J'avais toujours projeté et oublié de vous parler de ce Guillaume et de son frère l'évêque qui rendirent Troyes à Charles VII. J'ai eu un grand-père qui ne me parlait d'autre chose, il faut absolument que vous leur accordiez un petit souvenir. Ce grand-père si fier de nos aïeux champenois est précisément celui qui a prononcé l'arrêt du bannissement des jésuites. La cour royale vient de confirmer autant qu'il était en elle cet arrêt. Les considérants seront mémorables et serviront de préambule à tous les discours de la prochaine session. En tout elle sera curieuse, cette session, et il n'y tiendra qu'au ministre de rallier tous les gens sages, les hommes également ennemis des révolutions et des réactions ou des sottises qu'elles préparent et rendent inévitables.

DE M. GUIZOT.

Bois-Milet, 22 août 1826.

Je vous écris de la campagne, mon cher ami, à vingt lieues de Paris et pour trois semaines seulement, mais presque aussi loin des grandes routes que vous pouvez l'être, et dans un pays encore bien plus apathique que le vôtre ; il n'y a ici, dans un rayon de trois lieues, que des paysans et trois ou quatre petits châteaux où le *Journal des Débats* fait pourtant pénétrer quelques idées, surtout de l'humeur contre les jésuites ; elle gagne vraiment comme la contagion la plus rapide ; je vois des gens qui, il y a dix-huit mois, auraient brûlé les philosophes et qui aujourd'hui invoquent Voltaire de tout leur cœur contre le clergé. Il n'y a dans tout cela rien de bien profond, et pourtant c'est assez pour arrêter beaucoup de choses. Je commence à croire que les peurs prendront désormais la place des maux ; les gouvernements, les peuples, les partis, se feront peur réciproquement et se contiendront à ce prix ; il y aura des réactions de peur qui n'iront pas plus loin ; et nous autres, philosophes, nous appellerons cela la domination de l'opinion publique. Au fait, cela y ressemble fort. Je ne sais rien de nouveau, sinon que Montlosier, lorsqu'il aura obtenu des vingt-six cours royales un arrêt analogue à celui de la cour de Paris, se propose de poursuivre en forfaiture les quatre-vingt-six préfets, pour avoir toléré ce que défendent les lois ; et puis viendront les pétitions aux Chambres contre les ministres. En tout, préparez-vous à traiter la question à la session prochaine ; je ne sais sous quelle forme elle vous arri-

vera, mais à coup sûr vous l'aurez et elle a grand besoin d'être relevée.

Quand je suis parti de Paris, il y a huit jours, on ne parlait absolument de rien, on ne savait rien, on n'annonçait rien. J'ai vu Piscatory, toujours convaincu que la Grèce continuera de résister, que le corps de Fabvier réparera son malheur et qu'il ne faut songer qu'à faire vivre les gens qui se battent. Il est curieux à entendre sur l'état de ce peuple à qui n'est pas encore venue l'idée même d'une patrie, qui ne pense point à refaire une Grèce, qui sourit de l'enthousiasme avec lequel on parle de lui et s'en méfie, mais qui demeure parfaitement décidé à se battre partout où les Turcs viendront le chercher, et qui, une fois contraint à l'héroïsme, l'accepte sans hésiter. Pour moi, je suis toujours sans rien comprendre à l'affaire de Constantinople : je ne puis croire qu'il sorte de là un rajeunissement, seulement un replâtrage de ce vieil empire; cependant c'est bien là le but de M. de Metternich : et il faut que la nation turque soit aussi usée que son gouvernement pour se laisser ainsi faire.

Je ne sais rien de Lisbonne, qui devient pour le moins aussi important que Constantinople.

Je suis charmé que vous ayez repris votre *Louis XI*; il me tarde que vous en ayez fini avec lui pour vous voir entreprendre votre nouveau travail. Dites-moi si vous voulez que je parle de *Louis XI* ailleurs que dans les *Débats*, où Salvandy a déjà fait un article. L'article sur mon *Histoire de la Révolution d'Angleterre* était aussi de lui. Vous avez bien raison de faire cas de ce journal, il exerce et exercera une véritable influence : sa direction actuelle est un événement, et il devient meilleur de jour en jour. Je ne sais qui leur

a donné tout à l'heure un article sur deux jugements absurdes contre les piétistes et les quakers ; mais la question légale de la liberté des cultes y était traitée à merveille.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Valençay, 1er septembre 1826.

Il ne s'agit pas seulement de promettre, il faut tenir. Vous êtes annoncé, désiré, attendu ; et très décidément, il ne faut pas que ce soit en vain. Royer-Collard veut savoir le jour, moi l'heure de votre arrivée : tâchez de nous faire le plaisir de venir ici bien promptement, vous savez bien avec quel cri de joie j'accueille vos arrivées. Vous trouverez ici un vrai collège, cela m'est égal, vous aimez les enfants, et nos professeurs sont gens d'esprit, aiment la chasse où ils lisent Horace, ce qui les empêche de tuer des chevreuils qui passent entre leurs jambes. M. Molé écrit de Champlâtreux qu'il voudrait bien venir et qu'il ne viendra pas ; c'est tous les ans les mêmes regrets et les mêmes impossibilités ; je ne crois pas du tout à l'amitié des gens qui ne se donnent pas un peu de mouvement pour venir me voir, me chercher où je suis, même dans ce pauvre Berry auquel on fait si mauvaise réputation. Ne me demandez des nouvelles d'aucune façon, je n'en sais ni n'en veux savoir ; j'ai du bien-être, c'est beaucoup, c'est si rare ! j'ai envie d'en jouir, et pour cela, il ne faut penser ni à la veille ni au lendemain. Je pense cependant et beaucoup au jour où vous viendrez ; tâchez que tous les vôtres se portent bien. S'il y a de la santé

à Barante et que vous ne veniez pas, c'est une brouillerie à jamais.

DE M. GUIZOT.

Paris, 17 septembre 1826.

Je pense tout à fait comme vous sur la question du gallicanisme; le *Globe* est plus qu'excessif; il est hors du vrai. Il veut qu'en matière de religion il n'y ait, comme aux États-Unis, point de gouvernement du tout, tandis qu'il s'agit de savoir si, au lieu d'un gouvernement absolu qui existe, on tentera d'établir un gouvernement constitutionnel dont on peut retrouver, dans les faits, les germes ou les débris, comme on voudra les appeler. Il n'est au pouvoir de personne de se mettre hors des faits, et le catholicisme est un grand fait au sein duquel la réforme ne peut être introduite qu'au nom de ses propres maximes et de sa propre histoire. Je suis charmé cependant que le *Globe* existe et soutienne sa thèse ; il fait faire à la liberté de conscience, au respect réciproque des hommes pour leurs croyances, de grands progrès parmi les jeunes gens, et nous en avons besoin. Pour la première fois, depuis quelques années, nous nous accoutumons un peu à supporter la liberté de nos ennemis ; c'est le pas décisif hors de l'état révolutionnaire et dans le régime égal.

Vous savez sûrement le triste accouchement de madame de Broglie (1) ; elle en a beaucoup de chagrin.

(1) Madame la duchesse de Broglie était accouchée d'un enfant qui ne vécut que quelques instants. C. B.

Du reste Victor me mande qu'elle est très bien et ne lui donne absolument aucune inquiétude. Il ne faut pas qu'elle soit mise souvent à de telles épreuves.

Votre article sur *l'Éducation domestique* a paru dans le dernier cahier de la *Revue encyclopédique*. L'article est excellent ; c'est le seul jusqu'ici où l'ouvrage ait été présenté sous son vrai jour et je crois, dans toute sa valeur. Ma femme vous en remercie de nouveau.

DE M. DE RÉMUSAT.

Grenoble, 20 septembre 1826.

J'ignore si vous n'avez pas oublié dans quelle disposition vous m'avez écrit votre dernière lettre, mais elle correspondait bien à la mienne. Je ne suis point des détracteurs du siècle, je crois être de mon temps jusqu'au bout des ongles, mais j'avoue que ce que j'y trouve de bien et de mieux ne m'inspire nulle admiration, nulle reconnaissance pour les hommes. Je m'applaudis du progrès des choses, du développement de l'ordre général, mais nous y sommes et pour trop peu aussi ; notre mérite y est trop mince, et nous laissons trop faire à la Providence. Cette incertitude d'action et de foi, cette timidité universelle offrent un triste spectacle ; les ultras sont des hypocrites, et nous des fanfarons. La vie politique est un privilège difficile à obtenir ; la vie civile est bonne, mais bornée, et aujourd'hui bien exclusivement matérielle. D'ailleurs, je suis de ceux à qui elle ne suffit pas. Quant au métier de l'esprit, le temps est passé où il se faisait dans les salons, avec agrément et avec honneur ; et pour les livres, je crains que leur temps ne passe aussi. Les

ouvrages de pure littérature ne sont pas assez utiles pour la *solidité* du siècle, ceux de philosophie sont des rêveries, ou n'ont de précieux que ce que le sens commun du public aurait découvert sans qu'on s'en mêlât. Les journaux me paraissent suffire à la dose d'activité intellectuelle qui nous reste, et nous voyons que les livres qui auraient fait du fracas, il y a quatre-vingts ans, sont à peine remarqués aujourd'hui.

Notre époque ressemble à ce qu'on appelle une *femme essentielle*, et vous et moi savons si c'est de ces femmes-là que nous voudrions être maris. De tout cela, il ne reste donc que la vie des affections et je ne me sens pas d'humeur à la déprécier. Mais que de chagrins, d'inquiétudes et de craintes y sont attachées! J'admire notre ami Guizot avec sa sérénité et sa confiance. N'allez pourtant point conclure que je haïsse ce monde, nullement; je trouve, comme Dieu (qu'il me pardonne la comparaison),

Que ce qu'il a fait est bon.

Je trouve les plaisirs vrais, les vertus belles, l'esprit charmant, etc., mais je ne suis pas très satisfait du parti que nous tirons de tout cela en 1826.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Valençay, 30 septembre 1826.

Cette date vous surprendra, chère Sophie, et elle m'étonne aussi. Je ne sais trop comment j'ai quitté ma vie tranquille, mon entourage domestique et mes occupations pour un voyage aussi lointain. Je le promettais depuis plusieurs années. On avait la bonté

de me presser beaucoup et j'ai fini par ne pouvoir plus reculer. Me voici donc dans ce grand château où tout est magnifiquement hospitalier, où règne une richesse aristocratiquement dépensée, dont il n'y a plus ou dont il n'y a pas encore un autre exemple en France. C'est un parc de trois cents arpents avec des troupeaux de daims et de chevreuils. Ce sont de vastes forêts percées comme le bois de Boulogne, où l'on se promène aussi facilement que dans un jardin. Ce sont des chasses, des chevaux, des calèches au service des hôtes. C'est ensuite une population de commensaux de toutes sortes, médecin, aumônier, précepteur, musiciens, gens d'affaires, puis un mobilier très riche, des marbres, des tableaux, des gravures, une bibliothèque de dix mille volumes, enfin tout ce qu'on raconte des grands châteaux en Angleterre.

Les promenades en voiture sont un des principaux plaisirs d'ici, et dès hier, M. de Talleyrand m'en a fait faire une de quelques lieues, l'agrémentant de sa conversation si pleine de souvenirs et si spirituelle. Ce lieu lui plaît; il le montre avec complaisance, et l'on voit, malgré sa négligente indifférence, que c'est une sorte d'affection pour lui. Quant à madame de Dino, elle semble aussi fort contente de son séjour ici; elle monte beaucoup à cheval, court la chasse et emploie son activité en mouvement. M. Piscatory est reparti avant-hier, M. Bertin de Vaux une heure après mon arrivée, M. Archambault de Périgord y est encore. M. de Montrond est un peu perclus de rhumatismes; il ne se fait guère aux peines et aux obstacles physiques, lui qui n'a jamais rencontré ni peines ni obstacles moraux.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 2 octobre 1826.

Mon cher Prosper, le chagrin ne m'ôte pas le besoin de communiquer avec des amis tels que vous; au contraire, je compte sur leur sympathie et j'en ai besoin. C'est une peine très vive que celle que je ressens, vous le comprendrez et pourtant c'est surtout sur Césarine que je compte pour la sentir tout à fait, car il n'y a que la mère qui sache combien l'intimité est commencée avec un enfant chéri avant qu'il eût encore vécu, combien il est cruel de voir succéder à cette ineffable joie de la maternité, qui compense toutes nos douleurs, une séparation absolue et si prompte. Mais, cher Prosper, j'ai pourtant un grand besoin de vous dire aussi combien la bonté de Dieu m'a soutenue et a été grande pour moi dans cette épreuve. Je me suis constamment sentie protégée, et je n'ai point été privée de ce sentiment dont la douceur est aussi ineffable; c'est que nous sommes entre les mains d'un être plein de miséricorde et de tendresse, d'un être qui compatit, mieux qu'aucune créature, à toutes nos peines, à toutes nos faiblesses. Quelle admirable foi, cher Prosper, que celle qui nous fait sentir dans le maître de l'univers, dans l'intelligence infinie et éternelle, l'ami le plus intime et le plus tendre. Mon pauvre cher enfant qui n'a vécu que quelques heures, moins qu'un insecte de l'air, et qui sera oublié de tous excepté de moi, ne le sera pourtant jamais par ce Dieu si bon ; c'est un être immortel qui a reçu de lui le don précieux de la vie pour la connaître et pour l'aimer. Je le vois, sans

difficulté aucune, faire partie de cette société céleste où Dieu est connu et adoré. *Je te loue, ô mon Père, d'avoir caché ces choses aux sages et aux intelligents et de les avoir révélées aux simples et aux petits enfants!* C'est une région tout à fait à part que celle où ces choses de la foi se font sentir comme des réalités indubitables, où l'on voit comme un coin du voile se soulever, mais il est bien difficile de les communiquer et il semble même que le souvenir très distinct nous en échappe afin que nous sentions bien que c'est un secours qui nous est envoyé et rien qui vienne de nous-même. J'espère, cher Prosper, que tous les jours ce secours vous sera plus envoyé, j'espère que ce Dieu de bonté vous appellera toujours plus, vous inspirera lui-même de lui demander ce qu'il veut vous accorder, cette nourriture du cœur et de l'intelligence qui par moment du moins ne nous laisse plus rien à désirer et satisfait toutes les facultés diverses de notre être.

Adieu, cher Prosper, je vous parlerai d'autre chose que de moi une autre fois, mais aujourd'hui j'avais besoin de vous parler avec plus de confiance, et vous ne m'en voudrez pas de cela. Victor vous dit mille choses ; il a été bien excellent pour moi dans tout ceci. Hélas! que de biens dont on est entouré encore et dont on ne sent pas assez la valeur dans le cours habituel de la vie. Nous sommes ingrats toujours. Adieu encore, mille choses tendres à vous tous. Je fais bien des vœux pour votre bonne santé à tous.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Valençay, 17 octobre 1826.

Votre apparition ici nous a été parfaitement douce. Ces quatre jours, placés au bout de chemins si difficiles et d'une distance considérable, sont devenus une preuve d'amitié précieuse et qui, pour ma part, m'a touché profondément; je ne crois pas beaucoup à l'affection qui se passe de la présence, de la conversation de ses amis. Je suis bien aise de ne pas douter de la vôtre. J'irai vous remercier à Barante l'année prochaine, et j'espère que vous serez moins embarrassé de me faire bien passer le temps que vous me paraissez l'être de remplir les heures que vous donne et vous impose madame d'A***.

L'Avocat Pathelin, que vous nous avez vu préparer, a excité avant-hier des rires immodérés dans notre auditoire berrichon; j'avais bien peur de faire manquer notre spectacle, car depuis ce gros rhume qui me rendait si mauvaise compagnie, j'ai toujours eu plus ou moins de malaise, que le commencement de nos vendanges avait fort augmenté. Je crois cependant m'en être tirée complètement, car j'ai repris depuis hier mes grandes courses à cheval. Notre cercle diminue chaque jour; chacun pense à retrouver son établissement d'hiver. Dans quinze jours nous y penserons à notre tour. M. de Talleyrand a renoncé à revenir après la Saint-Charles parce qu'il nous manque ici des poêles et des arrangements suffisants pour braver le froid et l'humidité. La Saint-Charles nous verra donc faisant notre cour dans ce palais qui n'est pas celui des fées et où, pour ma part,

je ne porte jamais qu'un grand fonds d'ennui et quelquefois d'humeur.

Je ne sais aucune nouvelle ni de Paris ni d'ailleurs. Mes enfants se portent bien, c'est tout ce dont je m'informe.

DE M. GUIZOT.

Paris, 19 octobre 1826.

On fait assez de bruit du courrier arrivé avant-hier de Pétersbourg et qui a apporté la nouvelle d'un échec notable des Russes contre les Persans; on croit Tiflis au pouvoir de ceux-ci. Je ne puis mettre à cela aucune importance; il est trop clair que le jour où la Russie fera un effort un peu sérieux, la guerre de Perse finira. La vanité des conférences d'Ackermann est plus grave; tout le monde s'attend à la prochaine occupation des deux Principautés par les Russes, mais sans plus d'effet. Je ne puis parvenir à savoir ce qui se brasse sur la Grèce, mais il se brasse quelque chose, qui probablement ne sera rien. La crise me parait toujours en Espagne; les ministériels proclament très haut qu'elle ne peut rester dans l'état où elle est, et qu'il est trop dur d'avoir à la fois chez nous les embarras de la liberté, en Espagne ceux du pouvoir absolu. Ils ne parlent pas du troisième embarras, qui est de sortir de ceux-là. Quant à la reconnaissance de l'Amérique du Sud, vous voyez qu'elle est à peu près faite et le sera bientôt complètement.

Comptez, pour votre session, sur une loi de la presse, espèce de code où seront réunies, combinées et modifiées toutes les lois précédentes; point de cen-

sure; la portion politique du projet réside dans deux articles contre les réimpressions. S'il n'y a rien de plus, cela ne me fait pas grand'peur. On répète avec affectation qu'aucune loi ne touchera aux questions ecclésiastiques. J'entends parler d'une loi sur la chasse, mais je ne puis croire que sérieusement on y veuille mettre ce qu'on annonce. Du reste, il est assez probable que nous verrons défiler successivement toutes les questions révolutionnaires, nullement avec l'espoir de changer effectivement la solution que la révolution en a donnée, mais pour le seul plaisir de lui dire des injures, et d'étaler cette supériorité impuissante à laquelle nous assistons depuis cinq ans. L'ouverture des Chambres est toujours pour le 16 décembre.

J'attends la fin de votre *Louis XI*. J'avance aussi, pas aussi vite que je le voudrais, car je suis distrait par d'autres travaux qu'il faut bien suivre, dans un intérêt actuel; cependant je publierai cet hiver jusqu'à la restauration. Ce temps-là et son monde ont fini par devenir pour moi une véritable société; je sais l'âge de chacun, sa figure, ses entours, ses goûts; je parle, on me répond, avec les rognures de l'histoire, j'aurais de quoi faire des romans, mais à Dieu ne plaise!

A M. GUIZOT.

Barante, 28 octobre 1826.

Je pensais bien, mon cher ami, que le pauvre Charles aurait, dans son cruel malheur (1), le besoin de

(1) Madame de Rémusat venait de mourir, de la même maladie dont était morte sa sœur aînée. C. B.

la solitude absolue; là seulement on peut chercher un peu de rêverie. Les impressions déchirantes s'émoussent sans se briser et l'on se laisse comme bercer dans une sorte de vague qui ne permet point la parole d'autrui ou même la présence humaine. Je suppose comme vous que plus tard il lui conviendra de voyager. Sûrement il sera longtemps triste et abattu; il ne vaudrait pas ce qu'il vaut s'il en était autrement, mais il n'est pas à cet âge où une telle douleur détruit la vie et enlève tout ressort à l'âme. Il est peu d'hommes pour qui je regrette plus le mouvement des affaires ; quelque bien doué qu'il soit, il est sujet à ne pas trouver en lui-même son centre d'activité, mais ce genre d'animation pourra lui manquer longtemps encore.

Plus les circonstances générales forcent le gouvernement à leur obéir, plus elles assurent de durée à la domination actuelle; il fera de mauvaise grâce, sans donner de sécurité, sans inspirer de reconnaissance tout ce qu'il faut pour passer le temps. Cette loi sur la presse dont vous me parlez, si elle est dirigée contre les réimpressions, sera en vérité un trop grand acte de dévouement. Car que fait Voltaire à M. de Villèle et pourquoi livrer bataille pour autrui? Il est vrai qu'on ne se croit pas battu en cas de défaite, et cela est assez commode. Le ministère, en défendant ainsi ce dont il ne se soucie guère, perd la responsabilité de sa conduite. Déjà le seul nom propre qui peut être prononcé dans les affaires pâlit et s'efface, et si M. de Villèle avait la vanité qu'on parlât de lui, il devrait se tenir pour moins content; mais il vise au solide.

J'espère vous faire remettre bientôt la fin de

Louis XI. Ce que je me suis surtout efforcé de peindre, c'est l'effet progressif des événements, des années, des maladies sur cet homme mobile et agité. L'unité historique est dans un tel tableau ; celle du drame et même du roman est nécessairement plus resserrée dans un cadre plus étroit. Le beau de l'histoire est d'être le chaînon d'une chaîne non interrompue. La composition littéraire ferme sur elle-même sa conclusion. Du reste, il faudra être bien aveugle pour ne pas voir la justice sévère que je fais de ce règne si exécré des contemporains, et que plus tard on s'est avisé de ne plus juger sensément.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Paris, 3 novembre 1826.

J'ai bien aimé à trouver en arrivant à Paris quelque chose qui me fît plaisir; votre lettre a eu bien ce mérite-là, et je vous en remercie de tout mon cœur. Vous voulez de mes nouvelles ; vous avez raison de ne pas étendre vos questions au delà de mon petit individu, car je ne sache guère que lui dont je puisse rendre compte. J'ai été fâchée de quitter Valençay ; j'y suis sur mon terrain, et il me manque complètement dans le monde où je reste avec regret, et où, du reste, je rentrerai moins que jamais. J'ai passé par Chambord; je me suis enrhumée sous ses arceaux gothiques qui se dégradent de toutes parts et où une pluie battante m'a fort maltraitée. Cependant, ce petit malaise a un avantage que je prise fort, c'est de m'éviter les corvées de la Saint-Charles. Je les redoute pour M. de Talleyrand qui, de jour en jour, me paraît

moins appelé à les subir. Il me semble que le monde n'est pas fort en train de se réunir. Cependant on annonce une session si pleine qu'il faudra bien que les plus paresseux, vous-même, par conséquent, vous arriviez voter dans la question de la *presse* et dans celle du *jury*.

Royer-Collard et moi nous nous sommes dit au même instant que, depuis la réformation, le catholicisme n'avait pas fait une perte aussi notable que celle que l'enterrement de Talma lui a causée. Cet homme célèbre se déclarant non catholique (1) et accompagné jusqu'à sa dernière demeure avec tout l'éclat et la pompe, et l'ordre et le respect possibles, c'est un événement qui ne me paraît pas assez frapper ici les esprits. Cependant j'ai trouvé M. Molé de notre avis; j'ai eu grand plaisir à le revoir, à causer avec lui et à le retrouver plus sociable.

Je n'ai vu presque personne ; je ne sais comme commérage, rien comme affaires sérieuses — générales s'entend; car, particulières, je vous dirai que mon fils a été le premier dans sa classe qui est la seconde et une seconde très forte. Voilà un dîner de la Saint-Charlemagne assuré ; cela me fait un grand plaisir. Walter Scott est venu passer *cinq jours* ici, pour y puiser des renseignements *authentiques* sur l'empereur, dont il écrit la vie. Quelle pauvreté! Pourquoi peut-on être si incomplet avec un si beau talent! J'ai lu en route le compte rendu de M. de Montlosier au parlement d'Aix sur l'affaire des jésuites lors de leur destruction ; c'est écrit à merveille, c'est clair,

(1) Talma avait demandé à être transporté directement au cimetière. C. B.

détaillé, excellent et bien curieux à relire maintenant. C'est M. Royer qui me l'a prêté, et je le fais lire maintenant à M. Molé. Le petit libelle de l'abbé de La Roche-Arnauld (1) est curieux ; il a fait, au profit du jansénisme, chez les jésuites, le très vilain métier d'espion, mais ses révélations sont très bonnes à connaître. Dupuytren a fort compromis l'archevêque dans la question Talma, et le prélat est, dit-on, au désespoir de toute la mauvaise besogne qu'on lui a fait faire (2) ; je ne l'ai point encore vu.

Adieu. Je suis à bout de mes petites mauvaises nouvelles citadines. Dans quelques jours, si j'apprends quelques nouvelles à vous mander je ne vous les laisserai pas ignorer.

Adieu, mille tendresses à madame de Barante, si belle et si charmante.

AU COMTE DE HOUDETOT (3).

Barante, 5 novembre 1826.

J'ai maintenant tout mon loisir et la mort de *Louis XI* m'a rendu la liberté.

Je me suis mis à lire un roman de Wieland (4), qui est vraiment bien fin et spirituel. C'est *Peregrinus*

(1) *Les Jésuites modernes.* C. B.

(2) Malgré le refus de Talma de recevoir les secours de la religion, l'archevêque de Paris avait cru devoir se présenter plusieurs fois chez lui, mais n'avait pas été reçu. C. B.

(3) M. Frédéric de Houdetot portait le titre de comte depuis la mort de son père. C. B.

(4) Poète et littérateur allemand [1733-1813], auteur d'*Oberon.* C. B.

Protée. Il est, je crois, traduit. Pour peu qu'il le soit tolérablement, et qu'il vous tombe sous la main, il vous plaira. On ne peut mieux peindre cette disposition ardente et cette simplicité d'âme qui est propre à l'Allemagne, ainsi que tous ces sentiments vrais et profonds exprimés dans un langage philosophique et un jargon d'école.

Je lis aussi, mais avec grand ennui, des *Lettres* de madame de Maintenon, ainsi que des *Lettres* de madame des Ursins. Ces deux vieilles femmes toutes factices, ne voyant rien que par la cour et pour la cour, d'autant plus abaissées dans la servilité domestique, qu'elles sont sincères, cette pauvre France gouvernée par de telles gens, la fin du règne de Louis XIV, où l'on aperçoit déjà les mœurs de la régence ombragées d'un peu d'hypocrisie ; tout cela est un document historique pas assez nouveau pour soutenir l'intérêt de quatre gros volumes.

Je suis impatient du roman chinois (1) et j'espère l'avoir avant mon départ.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 8 novembre 1826.

Il est vrai que j'ai bien des torts, cher Prosper, mais certes pas celui de vous avoir oublié. Sans être souffrante, j'ai eu des migraines et des maux de dents presque continuels depuis un mois. Joignez à cela ma manière d'être un peu concentrée dans mes idées et

(1) *Su-Kiao-Li* ou *les Deux Cousines*, roman traduit du chinois par le savant orientaliste Abel Rémusat. C. B.

vous vous persuaderez que j'ai été découragée d'écrire.

Oui, j'ai été bien frappée de ce malheur de M. de Rémusat; j'en ai bien redouté pour lui l'impression, non seulement celle de la douleur, mais celle de l'irritation contre la destinée. Auguste a été le voir à Grenoble et ne l'a pas trouvé aigri contre le sort ou plutôt contre la Providence. Dieu en soit loué, car il est bien difficile de ne pas s'irriter quand on n'a pas de croyances plus positives que lui, quand on ne connaît pas mieux les attributs moraux de Celui qui dirige le monde, quand on ne se sent pas en sympathie entière avec lui. Sa vie reprendra sans doute, mais quel cruel commencement ! Cette année est bien féconde en douleurs de tout genre. Ce que vous dites sur le progrès de l'âge est bien vrai, et cela commence à des époques diverses. La jeunesse finit quand tous les événements de l'avenir ne peuvent être que des chagrins et qu'on n'en a plus à attendre de nouveaux et de joyeux; on peut être fort heureux ainsi, mais cela met fin aux châteaux en Espagne et s'il ne se passe pas des événements dans la vie extérieure, tout s'affadit et se décolore. Mais la vie intérieure renferme des émotions toujours nouvelles quoique toujours semblables.

Je ne sais aucune nouvelle, il me semble que tout dort, cela peut être un peu *subjectif*, mais je me réveillerai avec joie pour lire *Marie de Bourgogne*. Victor travaille assez, quoiqu'il ne fasse pas grand'chose en quantité, mais il vit dans ses idées, et c'est ce qu'on peut faire de mieux jusqu'à ce qu'il s'offre une chance de les faire prévaloir.

Adieu, cher Prosper, comment ai-je été inexacte avec vous dont j'aime tant les lettres, dont j'aime

tant l'amitié, je ne le conçois pas. *Je ne le ferai plus*, comme disent les enfants et je vous écrirai même sans avoir rien de bon à dire, car nos communications me sont bien précieuses et bien douces.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 10 novembre 1826.

Je vis en Chine en ce moment et bien plus agréablement qu'à Paris; je ne puis quitter le roman d'Abel Rémusat depuis que je l'ai commencé. Je ne me lasse pas d'admirer qu'il y eût, au XVIe siècle, une nation de deux cents millions d'habitants dont la civilisation fût si ancienne, si raffinée, si corrompue : où la langue des hommes supérieurs était celle de l'hôtel de Rambouillet, et où les fonctions publiques, données au concours, appartenaient à ceux qui se montraient le plus habiles à faire des *rébus*. Lisez *les Deux Cousines*, mon cher ami, et votre esprit philosophique et observateur y trouvera, si je ne me trompe, une ample pâture.

Les habitants de Valençay ne tarissent pas sur le plaisir qu'ils ont eu de vous posséder pendant quelques jours. Je suis arrivé ici un peu avant eux. Je regrette la campagne; jamais je n'en ai joui autant que cette année. Aussi, durant trois mois, je n'ai pas été tenté de remettre le pied à Paris, quoique je n'en fusse qu'à six lieues. Quand j'aurai marié mes filles et terminé leur éducation, je pourrai bien passer, avec mes arbres et mes fleurs, la plus grande partie de ma vie.

Daru vient de donner sa *Bretagne* (1) : on la dit en-

(1) *Histoire des ducs de Bretagne.* C. B.

nuyeuse et savante, et le désappointement est d'autant plus grand, qu'on s'attendait, je ne sais pourquoi, à y trouver un peu du charme de vos *Ducs de Bourgogne*. Mais, à propos de ces ducs, pourquoi donc ne les finissez-vous pas? Chacun se demande quand viendra cette dernière livraison si tardive! La *Fronde*, de Sainte-Aulaire, va paraître aussi. J'espère que vous amassez déjà des matériaux pour vos *Parlements*.

DE M. DE RÉMUSAT.

Lafitte, 17 novembre 1826.

Votre lettre et celle de madame de Barante, que j'ai reçues il y a quelques jours, m'ont fait grand plaisir, si ce mot m'est encore permis. Je vous en remercie, mon cher ami, c'est un bienfait que de m'écrire ainsi; car je ne reçois guère de lettre d'ailleurs qui ne me blessent ou m'importunent. Je crois bien que c'est un peu ma faute. Je suis devenu impatient, intolérant, ombrageux; mais vous n'en êtes que plus aimables de savoir si bien me toucher sans me faire de mal. La retraite ne me fait pas plus de bien que le reste; j'y venais précisément pour me calmer, pour me rendre plus serviable et moins susceptible; je ne suis pas beaucoup plus avancé. Il est heureux cependant que j'aie été tous ces temps-ci loin de mes amis; ou je les aurais repoussés, ou je me serais fait une pénible violence; vous m'excuseriez, vous, parce que vous me comprendriez, mais tout le monde n'est pas vous.

Je ne regretterai point ma retraite; je n'ai plus assez de vie intérieure pour animer ma solitude; parfois, en un lieu où rien ne me rappelle ces deux der-

nières années, où ni les choses ni les personnes ne portent l'empreinte de mes souvenirs, j'aurais pu me croire le même qu'autrefois, et regarder le passé comme une fable. Mais, hélas! que serais-je sans mes souvenirs? Que serais-je avec mes facultés affaiblies, mon découragement d'esprit, mon âme dénuée de mouvement et d'impressions? Quelle triste énigme je m'offrirais à moi-même si ma douleur ne l'expliquait! Elle seule m'anime encore; elle est tout ce qui me reste de vie, je ne conçois qu'un malheur au delà du mien, et c'est l'oubli. Jugez comme toutes ces consolations qu'on m'envoie sont reçues. Il y a la moitié de mes lettres dont je ne lis pas trois lignes. Au milieu de ma sauvagerie j'aurais souvent besoin d'épanchement, j'aurais envie de raconter, d'expliquer, sans être contredit, sans être non plus trop soigné. J'aurais envie — mais pourquoi vous dire tout cela? à quoi bon? Au fait, autant le dire que le taire. Mais est-ce bien moi? rien ne m'importe à présent; tout m'importait autrefois. Mon ami, êtes-vous bien sûr que vous m'aimerez encore? C'est que je suis méconnaissable.

Adieu, je me faisais une joie de vous écrire, pourtant j'aurais mieux aimé vous écrire autre chose. N'importe, je vous aime bien.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 25 novembre 1826.

Cher Prosper, je vous réponds tout de suite, d'autant plus que j'ai besoin de vous dire une nouvelle qui me tient bien au cœur. Auguste s'est enfin décidé à se marier: il épouse mademoiselle Vernet, la fille de

cette admirable mère dont je vous parlais l'année dernière à l'occasion de la mort de son fils. C'est la petite-fille du professeur Pictet, famille à vous bien connue; c'est une personne qui réunit du mouvement et de l'originalité dans l'esprit aux sentiments les plus profonds et les plus solides de piété et de vertu.

Cher Prosper, tout événement qui m'émeut reporte mon cœur bien vivement vers un excellent ami comme vous; ne croyez pas que jamais, dans aucune disposition, je puisse ne pas éprouver le besoin de vous parler du fond du cœur. Si même mes croyances (qui sont loin d'avoir en pratique l'influence qu'elles devraient avoir) produisaient l'effet de me rendre ennuyée et ennuyeuse sur tout le reste, je vous ennuierais en toute conscience, cher Prosper, en vous disant mes monotones pensées plutôt que de laisser rompre le fil de relations si chères et si précieuses. Mais je ne jette pas le manche après la cognée des intérêts de ce monde, et je compte bien tâcher d'être un peu aimable pour mes amis, car je suis très convaincue qu'on ne plaît pas au bon Dieu en ennuyant son prochain.

Plaisanterie à part, cher Prosper, je ne suis point devenue insensible au plaisir de revoir mes amis, et il me semble que je jouirai mieux que jamais de votre conversation cette année. J'aurai aussi du plaisir à vous faire connaître notre nouvelle sœur et je demande d'avance à Césarine son amitié pour elle. Auguste passera l'hiver en Italie et reviendra à Paris vers le mois de mai. Madame de Castellane est toujours près de Genève; son médecin n'a pas voulu les laisser venir à Coppet; elle n'est pas beaucoup mieux, et est toujours dans son lit toute seule avec ses deux petits enfants tout petits et tout frêles. Ce petit ménage fait

une affreuse pitié et la mère est admirable de courage et de gaieté, c'est une charmante créature, si insouciante d'elle-même, si stoïque de courage, avec une nature si enfantine en même temps. Écrivez-lui beaucoup, nous la soignons de notre mieux. Dieu veuille qu'elle soit guérie quand nous partirons. Ce sera à la fin de décembre que nous retournerons; vous reviendrez plus tard et j'en suis fâchée.

Adieu, cher, cher Prosper, quand je suis paresseuse ne me croyez jamais capable de vous oublier. Pourrais-je oublier une amitié si intime et si douce ? Cela ne se peut et chaque année ne fait qu'y ajouter.

DE M. GUIZOT.

Paris, 27 novembre 1826.

J'achève dans ce moment-ci mon deuxième volume qui finira à la mort du roi; j'en aurai un troisième pour l'histoire de la république et de Cromwell jusqu'à la restauration, ainsi l'ouvrage entier, du moins le premier ouvrage, l'*Histoire de la Révolution*, aura trois volumes; je compte que l'*Histoire de la Restauration* en aura autant. Vous me l'aviez prédit, autant qu'il m'en souvient; vous aviez raison. Je ne me suis rien imposé à cet égard; j'ai fait ce qui m'a paru nécessaire, ne me refusant ni les résumés ni les récits.

Je vous attends à la fin du mois prochain; vous trouverez un petit effort rétrograde assez sensible en ce qui touche le clergé. On se déclare hautement gallican; on proteste contre toute loi ecclésiastique, on tracasse un peu moins les écoles civiles. La loi sur la presse ne contient absolument rien contre les réim-

pressions ; c'est une longue série de petites ruses contre tel ou tel effet de la liberté qu'on n'ose attaquer de front, des aggravations de peines, la saisie avant publication et la censure des tribunaux pour les brochures, la responsabilité commune de tous les propriétaires d'un journal, la diffamation poursuivie d'office, l'augmentation des cautionnements et tout ce qui peut irriter l'ennemi qu'on ne peut vaincre. Il y a vraiment une impérissable légitimité de la bêtise qui me confond quelquefois ; elle se perpétue, surmonte toutes les épreuves, survit à toutes les crises; c'est le droit héréditaire de certaines situations. On m'assure que cette loi sera portée d'abord à votre Chambre ; on craint que les députés ne l'amendent, s'ils l'ont les premiers, de telle sorte qu'elle serait infailliblement rejetée chez vous. Il y a aussi une loi sur le jury, mais que je ne connais que par les bruits des journaux.

Je crois aussi M. de Villèle occupé de charger la France de la dette de Saint-Domingue qui ne peut payer; il s'est donné là une mauvaise affaire. Quant à sa politique extérieure, nul doute qu'il ne se soit fort rapproché de M. Canning ; les Russes en ont une humeur visible. Il y a une convention sur le tapis pour la Grèce, le sort de la Moldavie et de la Valachie, pour la Morée et les Iles, sous la protection de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche ; la question est de savoir si les Turcs y conserveront des garnisons, et elle n'est pas encore décidée. L'expédition d'Égypte, pour renforcer Ibrahim-Pacha, est arrivée à Navarin portant deux mille hommes seulement. D'autre part la frégate américaine est entrée dans la Méditerranée, et Cochrane part de Marseille pour aller la rejoindre. Si les Grecs résistent encore un peu, ils auront un hospodar

avec des conditions tolérables; mais pour l'indépendance, il n'y faut pas songer de cette fois.

La haute aristocratie anglaise est furieuse contre Canning. Cependant on croit qu'à tout prendre, et pour les questions économiques, il est plus fort que dans le Parlement précédent.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 13 décembre 1826.

Notre mariage a été tristement retardé, cher Prosper, par une petite fièvre catarrhale d'Auguste, qui tire à sa fin, grâce à Dieu, mais qui nous a beaucoup attristés. Je ne suis pas sûre qu'il puisse se marier avant notre départ, car Victor ne peut pas partir plus tard que la fin du mois. Oui, mademoiselle Vernet est très jolie; elle a des yeux charmants, un très joli teint, une taille très noble et très élégante ; tout cela cependant ne fait pas précisément de la beauté; mais elle a surtout beaucoup de charme et un visage qui s'embellit par l'expression et transmet avec une transparence limpide tout ce qui se passe dans une âme très sensible et dans un esprit très vif. Je suis bien sûre qu'elle vous plaira, et qu'elle réussira dans notre cercle. Elle a l'intelligence très ouverte et très perfectible, et une grande liberté d'esprit tout en ayant été élevée dans des principes et des idées très sévères. Madame Vernet a réussi à donner à ses enfants le fond de ses sentiments en leur laissant à chacun d'eux son empreinte individuelle : c'est un bien bon résultat d'éducation. Plus je m'en occupe, plus je trouve que la douceur et la confiance sont ce qui vaut le mieux.

J'ai le besoin de laisser toujours plus l'intelligence de mes enfants et leur âme *au large*; je diminue plutôt de la trop grande régularité des heures et des manières et je m'en trouve mieux. Sans doute on perd quelque chose par ce système, l'autorité est moins complète et le nombre des choses apprises est moindre, mais les enfants vivent d'une vie à eux et respirent l'air de la liberté. Peut-être pour des fils faut-il plus de tenue? Mon petit garçon annonce un esprit très vif et très net, très analogue à celui de son père. Parlez-moi aussi de vos enfants, cher Prosper, je voudrais les mieux connaître et créer entre eux et les miens cette affection héréditaire entre nous.

Que ferons-nous cet hiver ? Victor sent le besoin d'être à la session, mais il est bien ennuyé de la loi sur la presse et d'avoir à revenir sur ce vieux sujet.

Adieu, cher Prosper, vous voulez à toute force que je revienne ne prenant plus part à rien et ennuyant tout le monde. Soit, si vous m'aimez toujours, je prendrai fort mon parti des gens du monde. Votre lettre à Auguste m'a touchée jusqu'au fond de l'âme; nous espérons qu'on nommera toujours sa femme par son nom de baptême, car ce nom est trop sacré pour nous. Sans doute ma mère nous approuve dans ce choix et c'est bien doux à penser. Le passé se rapproche en avançant dans la vie, ne trouvez-vous pas cela?

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 16 décembre 1826.

D'après votre lettre du 9, mon cher ami, je vois que vous ne nous arriverez que le 1er janvier au plus tôt.

Positivement parlant, c'est assez, mais s'il y a peu à faire, il y a beaucoup à dire, et, sous ce rapport, le moment est intéressant. Si vous me demandez mes conjectures, ou, comme on dit, ma politique, je vous dirai qu'elle n'est pas celle de tout le monde. De tout ceci, M. de Villèle pourra bien sortir *battu et content*, c'est-à-dire avec un nouveau bail. Aux yeux de ses amis mêmes, le discours de M. Canning le démontre joué comme un enfant; mais ce discours, non plus que les événements, n'ébranle pas son pouvoir, au contraire; jusqu'ici il n'était que le ministre du 3 p. 100 et il devient le ministre de la paix. Le parti qui le menace veut et demande la guerre. Hors de lui, on n'aperçoit que les apostoliques et la guerre. C'est ainsi que, de chute en chute, il s'affermit et voit grossir son bataillon par toutes les fautes et les témérités de ses adversaires. Il sera le ministre du règne, je vous l'ai toujours dit. Quant à moi, je m'y résignerais volontiers, s'il entendait davantage l'extérieur et s'il faisait moins de concessions à ceux qui veulent le renverser.

C'est mardi que nous discutons et votons l'adresse. Elle sera du duc de Lévis, son sempiternel rédacteur. D'ici là, les événements auront marché, et on apprendra probablement que les Anglais sont en Portugal, et que tout se calme, pour le moment, dans la péninsule. Le dégoût de la chose publique a tellement atteint les députés, qu'on ne peut en obtenir de se rendre aux séances. Voilà ce qu'on a gagné à bannir de la Chambre toute autre opposition que celle qui résulte des divisions d'un même parti.

Allons, mon cher ami, finissez votre *Bourgogne* et venez nous voir. Vous me trouverez moins que jamais

en train de parler et d'agir, mais plus que jamais de vous aimer et de causer avec vous. Je me fais une fête d'être conduit dans l'intérieur de ce *Louis XI*, si mal connu et si mal peint par la plupart de nos historiens. Je suis sûr que vous me ferez vivre avec lui.

VI

Année 1827 (1).

DU VICOMTE DE CHATEAUBRIAND.

Paris, mercredi 4 mars 1827.

Je viens tard vous remercier, monsieur, de votre article, sur *les Natchez*, mais je n'en suis pas moins

(1) Événements de 1827. — Présentation aux Chambres de divers projets sur la répression des délits de presse, l'organisation du jury, etc. Indignation que soulève le projet sur la presse, la *loi vandale*, comme l'appelle M. de Chateaubriand, la *loi de justice et d'amour*, comme l'a qualifiée le garde des sceaux. — L'Académie française vote une supplique au roi contre le projet de loi. Mesures de rigueur prises contre les promoteurs de cette mesure. — Discussion à la Chambre des pairs d'une pétition de M. de Montlosier contre les congrégations et les jésuites. Après un long et brillant débat dans lequel l'évêque d'Hermopolis prend la défense des jésuites, la pétition, conformément aux conclusions du rapporteur, M. Portalis, est, à la majorité de 113 voix contre 73, renvoyée au président du conseil pour que le gouvernement fasse exécuter les lois qui suppriment cette corporation (19 janvier). — Discussion et vote d'une loi qui améliore le système postal. Vifs

reconnaissant. Vous avez mis tout votre talent dans quelques lignes, c'est précisément le caractère du vrai

débats à l'occasion d'un article qui élève le prix du transport des journaux. Discours de M. de Chateaubriand. — Vote d'une loi relative à l'organisation du jury. La Chambre des pairs y apporte, malgré le ministère, des changements qui la rendent beaucoup plus libérale. — Violentes attaques de la presse contre le ministère tant par la voie des journaux que par celle des pamphlets et des satires. — Le *Drapeau blanc* cesse de paraître. — Discussion et vote par la Chambre des députés du projet de loi destiné à réprimer les excès de la presse. Fortement amendé par la commission, il subit encore, dans le cours des débats, de nombreux amendements qui lui donnent un caractère moins illibéral, mais qui sont loin de satisfaire l'opinion (12 mars). — Le projet de loi concernant la presse est porté à la Chambre des pairs qui nomme pour l'examiner une commission d'opposition. — Mort du duc de La Rochefoucauld (27 mars). — La police voulant empêcher les élèves de l'école de Châlons de porter son cercueil à bras, il en résulte une scène de scandale qui amène à la Chambre des pairs de vives explications. — La commission de la Chambre des pairs ayant, par ses amendements, complètement transformé le projet de loi sur la presse, le gouvernement le retire avant l'ouverture de la discussion (17 avril). Vives manifestations de la joie publique, rassemblements, promenades populaires, illuminations, désordres. — Acquittement de M. de Kératry, accusé d'attaque à l'inviolabilité royale, de provocation à la révolte, etc. — Élections partielles hostiles au ministère. — Détresse du cabinet, combattu à la fois par l'opinion publique et par les courtisans. — Revue de la garde nationale passée par le roi au Champ de Mars. Cris : *A bas les ministres !* Insultes aux princesses. Dissolution de la garde nationale (30 avril). Démission du duc de Doudeauville, ministre de la maison du roi. Violents débats à la

talent. Mais que nous sommes loin des *Natchez* ! Ils m'ont fait pourtant plaisir à revoir et à décrire : il sem-

Chambre des députés. M. Laffitte parle de mettre le ministère en accusation. — Irritation générale. Découragement de M. de Villèle. — Troubles à l'École de médecine, causés par la nomination à une chaire d'un protégé de la congrégation. Discours factieux de M. Benjamin Constant à ce sujet. — Discussion et vote par la Chambre des pairs d'un projet de code militaire qu'elle amende dans un sens libéral et qui n'est pas porté à la Chambre des députés. — Discussion et vote du budget de 1828. Le projet accordait à tous les départements ministériels des augmentations de crédits ; mais l'abaissement du produit des impôts oblige le gouvernement à y renoncer. Les attaques des deux oppositions redoublent de violence. Espèce de manifeste de M. Gautier au nom des royalistes dissidents. Discours éloquent, modéré et conciliant de l'évêque d'Hermopolis, dans lequel il repousse les accusations dirigées contre le clergé. Succès de cette apologie. Discours solennel de M. de Chateaubriand où il signale les dangers de la situation et adjure les ministres de rassurer le pays alarmé par le bruit répandu du rétablissement de la censure et d'une nombreuse promotion de pairs. — Clôture de la session (22 juin). — Rétablissement de la censure (24 juin) ; ses maladresses. Innombrables brochures publiées par l'opposition pour suppléer au silence des journaux. Disparition de presque tous les journaux ministériels, auxquels on retire une subvention qui ne suffisait plus pour les soutenir. — Procès de presse. Inquiétudes, abattement croissant de M. de Villèle. — Maladie de lord Liverpool. — M. Canning devient le chef d'un nouveau cabinet mi-partie de *whigs* et de *tories*. Joie des libéraux dans toute l'Europe : inquiétude des conservateurs. — Le comte Capo d'Istria président de la Grèce. — Traité du 6 juillet, par lequel la France, l'Angleterre et la Russie s'engagent à

blait qu'ils me rendaient la vie qui m'échappe et *une ardeur qui s'échappe*. Je ne me crois pas Bossuet parce que je deviens vieux.

mettre fin à la lutte qui ensanglante la Grèce au moyen d'un armistice et d'un arrangement qui assurerait aux Grecs une certaine indépendance sous la suzeraineté du sultan. — Mort de M. Canning (8 août). Formation, sous la présidence de lord Goderich, d'un nouveau ministère mixte, plus rapproché des *tories*. — La Porte n'accepte pas les propositions des trois puissances relatives à la Grèce. — Dans la péninsule espagnole les relations s'améliorent entre le cabinet de Madrid et le Portugal, où le parti libéral perd du terrain et où dom Miguel se dispose à venir prendre régence. — Le gouvernement espagnol demande que les forces françaises et anglaises évacuent simultanément l'Espagne et le Portugal. — Ferdinand VII persiste dans la politique de bascule qui exaspère tous les partis. Formidable insurrection du parti ultra-absolutiste en Catalogne. Progrès du mouvement libéral. — État florissant des lettres, des sciences et des arts. — On se prépare, de part et d'autre, aux élections générales que l'on croit imminentes. Formation de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*. — Mort de Manuel (12 août). Désordres auxquels ses obsèques donnent lieu. Mise en jugement et acquittement de M. Mignet, auteur d'une relation de ces obsèques. — Bataille de Navarin où les escadres anglaise, française et russe détruisent la flotte turco-égyptienne qui se refusait à accepter l'armistice imposé par les puissances à la Turquie et à la Grèce (20 octobre). Irritation de la Porte, qui demande satisfaction et repousse les propositions des puissances pour la pacification de la Grèce. Les ambassadeurs quittent Constantinople (8 décembre). Proclamation belliqueuse de la Porte. Préparatifs de guerre de la Russie. — Dom Miguel, appelé par l'empereur dom Pedro à la régence du Portugal, quitte Vienne et se

Je suis toujours souffrant et je n'ai pu aller vous remercier à la Chambre des pairs, ne pouvant trouver de jambes pour aller chez vous. Je me prépare en ce moment à faire mon va-tout à la tribune et j'espère dans la commission.

AU COMTE DE MONTLOSIER.

Paris, 20 mars 1827.

Plus vous étudierez notre situation, mon cher ami, plus vous verrez que plutôt que d'avoir raison des jésuites, il faut avoir raison de bien d'autres choses : changer la direction générale des affaires, s'accommoder de l'ordre social actuel tel qu'il est, le régler et le fixer dans son assiette, et ne plus songer à le réformer, c'est là ce qu'on ne peut espérer dans la

rend à Lisbonne en passant par Paris et Londres. — En Espagne, Ferdinand VII réprime par sa présence l'insurrection apostolique et carliste de la Catalogne. — Voyage du roi au camp de Saint-Omer (septembre). Confiance qu'il puise dans l'accueil qui lui est fait par les troupes et les populations. — Après de longues hésitations, le roi, conseillé par M. de Villèle, se décide à dissoudre la Chambre des députés et à créer soixante-seize pairs (5 novembre). — Violences de la presse affranchie de la censure. — Élections (17-24 novembre). Triomphe de la coalition formée de la gauche et des royalistes de la défection. Consternation de la cour et du gouvernement, ivresse du parti libéral. — Troubles à Paris, barricades. Les ministres remettent leur démission au roi. (D'après les sommaires des chapitres CXIV, CXV, CXVI, CXVII, CXVIII, CXIX, CXX de l'*Histoire de la Restauration*, par M. Louis de Viel-Castel.)

circonstance actuelle. Il y a, parmi ceux qui influent en ce moment sur nos destinées, une incurable et involontaire répugnance pour la France telle que la Révolution l'a faite. Ce n'est pas chez eux un dessein arrêté, un système concerté, c'est de la pure sensation ; aussi flottent-ils au hasard, essayant de grandes choses que dans leurs idées ils croyaient simples et faciles, insultant l'opinion sans l'avoir prévu et s'étonnant ensuite de l'avoir irritée. Je doute qu'ils se résolvent à lui déclarer une guerre ouverte. La Chambre des députés a, dans de certains quarts d'heure, la velléité de se faire Convention royaliste et de dompter le public ; mais l'instant d'après, elle retombe dans cette mollesse universelle, et se met, comme tout le monde, à attendre que les événements décident tout. Devant tant d'insouciance et d'égoïsme, tant de dissolu et de désuni, on pourrait penser que le gouvernement a la faculté de tout tenter. En y regardant mieux, on s'aperçoit que le gouvernement d'un corps sans force nerveuse, est nécessairement paralytique ; la maladie de l'ensemble atteint et subjugue ce qui n'est que le résumé de cet ensemble. Sur quoi appuierait-on le despotisme ? De qui serait-il avoué ? On a une grande dose de patience et beaucoup plus de dédain que de haine dès qu'on voit l'impuissance des attaques dirigées contre notre état social.

On s'est beaucoup occupé ces jours-ci de M. Canning (1). Restera-t-il ? ne restera-t-il pas ? Dirigera-t-il ?

(1) Une motion de Sir Francis Burdett, demandant l'abrogation des dernières lois restrictives de certains droits civils des catholiques, venait d'être rejetée par la Chambre

ne dirigera-t-il pas? Cela importait beaucoup et nos ultras devaient, selon la solution de ces questions, prendre ou perdre de l'espoir et de l'ardeur. On croit aujourd'hui que rien ne changera en Angleterre. Cela ne signifie pas qu'on s'y arrête à un parti décisif sur l'Espagne. On atermoiera, on patientera. Il est de plus en plus connu qu'il existe un parti constitutionnel assez fort pour jeter le pays en des troubles violents s'il n'avait plus notre intervention à craindre, et qu'il pût compter sur l'appui des Anglais. Ainsi l'espérance que nos apostoliques plaçaient dans ceux d'Espagne est à peu près réduite à rien.

Paris, 8 avril 1827.

La démarche solennelle (1) qui préoccupe votre sollicitude royaliste et patriotique n'est pas plus facile, mon cher ami, que toute autre faite d'une manière officielle et solennelle. Elle aurait une extrême gravité. M. le dauphin a pour le roi une soumission trop respectueuse pour songer à rien de pareil; le jour où il s'y résoudrait, c'est qu'apparemment le gouvernement passerait dans ses mains. Quant à M. le duc d'Orléans, il aurait à craindre que ses intentions fussent mal interprétées.

Plus le ministère court de périls, plus il éprouve de

des communes, à la majorité de quatre voix, malgré l'appui que lui avait donné M. Canning. C. B.

(1) M. de Montlosier voulait voir le duc d'Angoulême et le duc d'Orléans prendre une part active à la campagne qu'il menait contre les jésuites et le clergé. C. B.

traverses et plus il se blottit dans la congrégation, c'est là qu'il trouve ses derniers amis, ses derniers soutiens. Ces auxiliaires le perdront, peut-être, avant peu. Mais un changement de direction le renverserait sur-le-champ. D'ailleurs il n'est pas maintenu seulement par un intérêt personnel. Le parti dominant sait très bien qu'il joue le dernier coup de la partie, et qu'une fois qu'il n'aura plus la main au timon, on se donnera d'inébranlables garanties contre son retour. Ainsi il ira jusqu'au bout, et aura moins de terreur d'une révolution qui éclaterait d'une façon imprévue dans la rue que d'une révolution légale dans le ministère et dans le gouvernement. Le roi lui-même qui peut-être est inquiet, du point où on l'a conduit, en gémirait longtemps avant de se livrer à ceux qui sont, à ses yeux, des apôtres d'impiété et d'anarchie. Il y a des gens qui croient qu'on est disposé à tout et qu'on attaquera de front, s'il le faut, liberté de la presse, Chambre des pairs, tribunaux, élections. Je pense bien que c'est le propos des intrigants de police, qui poussent au pire parce qu'ils ne répondent de rien. Je doute que M. de Villèle et surtout le roi soient aussi résolus aux grandes aventures. Nous allons flotter plus ou moins longtemps entre un arbitraire tantôt téméraire, tantôt timide, et une opposition tantôt poltronne, tantôt séditieuse ; puis les cas fortuits en décideront. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, sous l'inertie universelle, fermente, de part et d'autre, une exaspération croissante. Je ne puis vous dire combien les gens sensés ont été frappés de l'effet produit sur les esprits par la scène scandaleuse des funérailles de M. de Liancourt.

On dit que notre commission propose des amen-

dements à la loi de la presse qui ne sont nullement conformes aux intentions publiques ou secrètes des ministres. Il serait donc possible que la loi ne fût pas, ensuite, reportée aux députés et alors la police voudrait la censure. Une fois cette discussion finie, je partirai pour notre Auvergne. On attendra là, mieux qu'ailleurs, ce que le hasard fera de nous. Comme les ministres, je souhaite qu'un jour en amène un autre, et que les choses suivent leur cours. Il me semble que par là l'inévitable crise sera plus préparée et moins révolutionnaire. Je crains les luttes d'abord en elles-mêmes, puis parce que le triomphe a presque autant d'inconvénients que la défaite.

DE M. DE RÉMUSAT.

Londres, 15 mai 1827.

Entre mille causes de découragement d'un côté, et la vie de badauderie que je mène ici, je ne sais d'où il pourrait me venir une idée, ou même une impression. Il est vrai qu'un plus actif les aurait fait naître. Ma disposition, qui n'est bonne à rien, l'est peut-être encore moins aux voyages qu'à tout le reste. Je suis désintéressé et indifférent, on n'apprend point et l'on n'observe pas avec cela.

Du reste, il faudrait beaucoup de temps ou une grande activité pour tirer un parti solide du voyage que je fais. C'est d'abord un obstacle terrible que celui du langage; il est encore, pour moi, du moins, au-dessus de ce que je présumais ; non qu'il soit difficile de se faire comprendre, tout le monde parle français, mais c'est quand les gens de ce pays sont eux-mêmes qu'il

faut les voir, les entendre, les juger. D'ailleurs la société est partout peu digne d'observation. Les faibles nuances qui la distinguent dans les divers pays ne valent pas la peine d'une remarque et c'est cependant tout ce qu'il est permis d'observer au milieu des raouts et des dîners, car c'est à cela que se réduit ici la vie de société ; point de conversation ; une soirée sans cérémonie est chose inconnue ; on ne reçoit que lorsqu'on invite. Il faudrait beaucoup de droits pour changer quelque chose à cet ordre, et ce n'est pas moi qui entreprendrai de réformer les mœurs. Je vous dis tout cela afin que vous voyiez, d'avance, combien un causeur de ma sorte doit être ici désappointé.

Je puis pourtant vous parler de l'état des affaires. Il n'est pas difficile à connaître ; le jeu des partis, le mouvement compliqué des situations et des opinions sont des choses que nous comprenons admirablement en France, et très lent à rien conclure en ce pays : je juge hardiment sur cet article. M. Canning a de la position de M. Decazes à certaines époques ; il a plus de crédit, plus de confiance en lui-même, peut-être moins de connaissance des difficultés, mais plus de résolution. Le roi a été un élément important dans tout ce qui s'est fait (1) et après avoir été un moyen, il devient un obstacle. La grande majorité des *whigs* s'est ralliée ; peut-être a-t-il été imprudent de s'unir formellement

(1) La nomination de M. Canning au poste de premier lord de la Trésorerie, en remplacement de lord Liverpool, frappé d'une attaque d'apoplexie, avait déterminé la retraite de cinq ministres. Cette manifestation d'une partie du ministère qu'il présidait n'amena nullement le départ de M. Canning, qui pourvut sans tarder à ces cinq vacances. C. B.

et uniquement avec eux ; et maintenant qu'on l'a fait, on est embarrassé pour conclure avec eux un arrangement définitif. La difficulté roule surtout sur les arrangements relatifs au gouvernement de l'Irlande. Je crois aussi que, par prudence et désintéressement tout à la fois, les *whigs* aiment mieux servir le ministère sans paraître y gagner personnellement. Cependant tout le monde regarde le ministère actuel comme provisoire, ses amis mêmes le présentent ainsi ; et, de plus, à tous les yeux, son avenir est encore incertain. Les anciens ministres se font, il est vrai, du tort par la précipitation et l'étourderie de leur opposition ; il est certain qu'ils n'ont qu'une très faible minorité dans la Chambre des communes ; mais sur les questions délicates, ils sont peut-être en majorité dans celle des pairs. Heureusement la session actuelle ne peut guère amener de situations difficiles ou de questions décisives. De plus, Canning semble très confiant, son attitude est grande dans la Chambre des communes. Il est très habile dans ses rapports avec le roi et sa famille ; enfin ses adversaires sont notoirement hors d'état de former un ministère. Il y a plus d'humeur et de haine dans leur opposition que de projet et de calcul. M. Peel, évidemment regretté par le public, gâte un peu sa position, en faisant tour à tour des attaques et des retraites. Je crois qu'il est embarrassé aussi, et qu'il veut voir venir, tout en conservant son parti, manœuvre toujours périlleuse. On dit qu'il n'est pas impossible d'amener un rapprochement avec le duc de Wellington ; avec le temps cela est probable, et j'ajoute désirable. Il compte pour beaucoup dans ce pays.

Voilà une longue gazette ; si vous voulez me ré-

pondre du même style, vous me ferez plaisir. On nous questionne assez souvent sur la France. On en sait assez mal les affaires ; on s'y intéresse pourtant, mais sans suite et sans intelligence. Villèle est regardé ici comme une espèce de libéral, et on veut absolument en faire le meilleur ami de M. Canning. D'un autre côté, le licenciement de la garde nationale paraît une mesure grande de difficulté et d'audace, et l'on ne comprend pas que cette mesure est matériellement nulle et n'a qu'une importance morale.

Adieu, j'oubliais de vous dire que l'art du théâtre est ici dans l'enfance.

SUR LA REVUE DU 29 AVRIL ET LA DISSOLUTION DE LA GARDE NATIONALE.

Il y avait ce soir-là un grand concert chez M. de Sémonville. Déjà on commençait à se pénétrer de la gravité des circonstances et de leur progression rapide vers les derniers périls. Cette revue de la garde nationale était le sujet de tous les entretiens. On se parlait par petits groupes de deux ou trois personnes. sans conversation générale, avec réserve et tristesse, évitant toute controverse entre opinions opposées. Seulement quelques-uns des généraux qui escortaient le roi à la revue, s'animaient en racontant ce qu'il avait eu à entendre. Le plus vif contre ces manifestations de la garde nationale, était le général Exelmans, rallié depuis le nouveau règne, et qui, embarrassé d'argent, avait eu quelquefois recours aux bienfaits du dauphin.

Vers le milieu de la soirée, M. le duc de Doudeau-

ville fut averti de se rendre au conseil des ministres, chez M. de Villèle. Il était le seul membre du cabinet qui se trouvât au concert. Chacun vit aussitôt qu'il s'agissait de la dissolution de la garde nationale. La possibilité d'un tel acte d'autorité avait été surtout le sujet de toutes les conversations. Sans se dissimuler ce que présentait d'anarchique et de menaçant cette conduite et cette attitude de la garde nationale de Paris sous les armes, tous les hommes sensés étaient convaincus que la dissolution serait le premier gage d'une rupture entre le roi et le pays. M. de Doudeauville, avant de sortir, se retira un moment avec M. de Sémonville qui lui répéta, d'une façon adroite et persuasive, l'opinion à peu près générale. Le lendemain matin, à six heures, M. Sosthène de La Rochefoucauld vint éveiller M. de Sémonville.

« Mon père m'envoie vous dire, lui dit-il, qu'il vous a tenu parole. Il a fait tous ses efforts, et comme ils ont été inutiles, il a donné sa démission. »

L'importance de cette décision frappa tous les esprits ; mais le roi et le parti royaliste n'apercevaient en cela qu'un péril du moment, un fait de sédition actuelle. L'opinion publique était pour eux un mot vide de sens. Des conspirateurs, des provocations de journaux, des mutineries populaires, paraissaient, selon leurs idées, les seuls dangers à redouter, les seuls ennemis à comprimer. Ainsi pour eux, la dissolution de la garde nationale était un coup à frapper, un instant difficile à passer. Ils le comprenaient tellement de cette façon, que le baron de Damas, ministre des affaires étrangères, fit célébrer, pour le succès de la mesure, des messes dans la chapelle d'un petit couvent de la rue de la Madeleine, très accrédité parmi

les principaux de la congrégation, et dont une des religieuses possédait tout particulièrement leur confiance.

On a beaucoup prétendu à cette époque que Madame la dauphine avait contribué à décider le roi à cette dissolution de la garde nationale. J'ai ouï dire à Madame la duchesse d'Orléans, dont la calèche suivait la voiture où étaient Madame la dauphine et Madame la duchesse de Berry, qu'elle n'avait entendu aucune parole insultante. Cependant les deux princesses étaient convaincues d'avoir été insultées. Depuis j'en ai souvent parlé à M. de Chabrol, qui attribuait cette mesure uniquement et exclusivement à M. de Villèle. Des cris poussés sous ses fenêtres furent la circonstance déterminante. C'est ce que l'on ne supposa point généralement. Une si grave résolution, un acte si incisif ne semblaient point dans son caractère.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Paris, 12 juin 1827.

J'avais prié M. Guizot, cher Prosper, de vous dire que je ne pouvais pas vous écrire, mais voilà ma conscience qui se trouble et je veux vous adresser un petit mot. M. Pasquier et M. Molé sont autour de la table, et M. Molé nous donne les nouvelles les plus lamentables. Il se croit sûr de la nomination de pairs, et l'*Étoile* d'hier a annoncé la censure. Il croit qu'on prendra les pairs dans la Chambre des députés et qu'alors il y a division dans le ministère pour savoir si on dissoudra ou si on réélira. Une partie du ministère préfère les réélections comme diminuant

la contre-opposition. Ces mesures paraissent décidées. Le roi a exprimé la plus vive humeur contre la Chambre des pairs. M. Molé est extrêmement triste de tout cela, surtout de la mesure des pairs. On dit que M. de Chateaubriand va placer son discours sur le budget. On avait prédit des coups d'État encore plus violents, une suspension de la charte datée de Saint-Ouen, mais on n'y croit plus. On annonce aussi la nouvelle loi d'élections à deux degrés et les collèges d'arrondissement ne faisant que présenter les candidats. Nous voilà donc dans une belle orgie ! On parle toujours de l'arrivée de dom Pedro et on dit M. Canning très décidé à maintenir le Portugal, très bien disposé aussi pour les Grecs. Lord Lansdowne (1) a dit à M. Eynard : — *M. Canning est aussi Grec que vous !* Voilà des consolations lointaines ; qu'arrivera-t-il de tout cela ? Nous allons si bien jusqu'à présent que cela doit nous encourager à nous fier à la Providence.

J'espère que vous nous reviendrez si tout se rembrunit. Madame Guizot est bien souffrante, et lui est bien troublé. C'est solennel de partir (2), Dieu sait ce que quelques mois peuvent amener, mais quelle douceur de pouvoir se dire comme cet enfant dans une tempête :

— *Je sais que mon père est au gouvernail.*

(1) Lord Lansdowne était alors ministre de l'intérieur dans le cabinet Canning. C. B.

(2) M. Guizot allait conduire madame Guizot aux eaux de Plombières. C. B.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Bourbon-l'Archambault, 19 juin 1827.

Nous avons bien fait d'augmenter le budget de la poste, car cela donne le moyen de payer quelques employés de plus pour décacheter un plus grand nombre de lettres, et faire qu'une lettre de Barante partie le 6 juin arrive à Bourbon-l'Archambault le 19. Nous sommes ici sans nouvelles d'aucun genre ; personne n'écrit à Bourbon-l'Archambault. Il est vrai que nous sommes très peu de buveurs d'eau : cette année il n'y a pas un rhumatisme de connaissance.

Ce qui résulte pour moi de la lecture des journaux, c'est que la bonne entente qui se manifeste entre les puissances sur les affaires de la Grèce soutient ou, comme l'on dit à Paris, raffermit les fonds publics. Si l'on faisait quelque démonstration aussi positive relativement aux affaires du Portugal et de l'Espagne la confiance renaîtrait malgré le faux système du gouvernement dont la marche se montre si franchement opposée aux vœux comme aux intérêts de la nation. Mais les fonds publics n'y regardent pas de si près, une mauvaise administration les affecte moins que les affaires commerciales ; et je serais même porté à croire que la Bourse profite de la méfiance qui règne dans toutes les branches de l'industrie et du commerce.

A M. GUIZOT.

Barante, 19 juin 1827.

Je ne suis pas encore à l'ouvrage; le précepteur de mes enfants a pris un congé qui me laisse sur les bras les leçons et la surveillance de deux écoliers. C'est un dérangement de chaque heure; cependant je lis un peu mes registres du XIIIe siècle et je deviens royaliste comme un vieux Français. C'est la bonne justice grandissant aux dépens de la mauvaise, et l'ordre naissant peu à peu au seul lieu qui en renfermât quelques éléments; si mes jugements ne se modifient pas, ce qui est possible, en étudiant mieux, je ne tomberai pas dans les colères et les doléances de Boulainvilliers, Montlosier et Sismondi sur les légistes, d'autant que ce n'est pas la cour du roi qui s'est transformée en parlement, c'est la cour du seigneur: l'institution me semble n'avoir point porté d'abord, et habituellement, un caractère de centralité. J'ai grand besoin d'examiner tout cela par le menu.

Je suis impatient d'avoir votre deuxième volume. Je vous en écrirai dès que je l'aurai lu.

Barante, 10 juillet 1827.

Je m'enfonce de plus en plus dans mon travail; mais je ne puis encore avoir d'idées bien arrêtées, les documents sont si dispersés que tout ensemble est une hypothèse, et il ne faut pas s'y attacher trop tôt. De première vue il me paraît que le parlement s'est créé graduellement et ne s'est substitué à rien. Ce n'est pas une cour des pairs ou des barons qui est

devenue un tribunal de légistes. Plus on remonte, plus on trouve un conseil privé qui peu à peu prend un caractère et des formes judiciaires. Je ne vois pas non plus que ce soit Philippe le Bel qui, ainsi que l'a dit Pasquier, ait rendu le parlement sédentaire et constitué sa forme. Tout ce début me coûtera assez de peine et j'ai peur de me tromper.

Je viens de relire vos *Essais* que je commence à savoir par cœur et dont je suis plus content à chaque fois. Mais ce qui m'a plu encore davantage, c'est votre deuxième volume d'*Angleterre*. Le procès du roi est dramatique, on le voit s'avancer jour à jour, amené par la nécessité. Cromwell me semble peint avec une grande profondeur de vérité. Son caractère se révèle plus fort, et cependant il a moins de prévoyance et de projet qu'on ne lui en attribue communément, il est bien l'homme qui a dit : « On ne va jamais plus loin que quand on ne sait pas où l'on va. » Je suis persuadé que vous aurez un grand succès. Mais peut-être la censure ne laissera-t-elle pas les journaux s'en expliquer à leur aise. Pourquoi n'avez-vous pas rappelé ces lettres de la reine que vous m'aviez montrées? ne leur avez-vous point trouvé d'importance?

Pensez-vous toujours à remplir votre loisir des eaux par quelque écrit politique ? Je ne sais jusqu'à quel point le ministère s'est proposé de rendre sa censure légère et impartiale, mais si elle pouvait avoir ce caractère, elle n'aurait pas été établie, aussi les journaux me paraissent-ils complètement opprimés. On m'a écrit de Paris le refus de M. Cuvier (1), qu'il a été

(1) M. Cuvier avait refusé de faire partie de la commission de censure. C. B.

défendu d'annoncer. Je vois aussi que M. de Broë n'en a pas voulu. Ce sont-là des signes de l'opinion publique.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 11 juillet 1827.

J'ai été bien attristée, cher Prosper, de votre dernière lettre, de ce tableau de votre intérieur avec des maladies, et de la faiblesse de Césarine, et de la tristesse chez vous. J'ai su par Sophie que cela allait mieux, grâce à Dieu, et que vous étiez en train de travailler. Je ne doute pas que votre travail ne vous soit bientôt d'un grand intérêt et que vous n'y puisiez un mouvement qui anime votre solitude. Mais néanmoins je sens qu'il vous faut encore autre chose et vous avez une empreinte de tristesse depuis quelque temps qui se fait jour à travers votre esprit toujours si aimable et si vif et qui m'a bien souvent serré le cœur. J'en aurais le cœur encore plus serré, si je n'étais pas convaincue que c'est une impression passagère. Je ne doute pas que vous soyez conduit par là à vous approcher plus de la source où vous retrouverez tout ce que le cours de la vie nous fait perdre, un mouvement plus réel, et non moins animé que celui de la jeunesse, un intérêt toujours croissant. Parlez-moi souvent de vos dipositions, cher Prosper, si cela ne vous ennuie pas, car vous savez combien c'est un sujet d'intérêt pour moi. Je voudrais souvent le faire en causant avec vous, mais je n'ose pas, de peur que cela ne vous soit pénible.

Victor a passé huit jours à Paris pour un ennuyeux

procès à nous ; il n'en a pas rapporté de notions très précises sur les événements ; il croit le parti le plus absurde entièrement maître des affaires, et méditant toutes les folies, mais il n'en prévoit pas de précises. On va échapper à la censure sous mille formes. M. de Salvandy va faire une brochure tous les huit jours, contenant tous les articles censurés et on en imprime d'autres qui seront distribuées gratuitement. Vous avez su que tous les censeurs ont refusé et que la censure se fait à la police uniquement. Du reste Victor a trouvé tout le monde toujours insouciant et indigné, mécontent et tranquille. Combien de temps cela ira-t-il ainsi ?

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Paris, 21 juillet 1827.

Ces trombes qui font de si grands dégâts en Auvergne me font bien désirer d'avoir des nouvelles de chez vous. Je suis encore pour quinze jours à Paris, après quoi j'irai à Valençay en m'arrêtant dans deux ou trois endroits sur la route. Le traité grec est la nouvelle de Paris et celle de Londres. Des deux côtés de la Manche on est également étonné de la publication des articles secrets, même avant les ratifications qui ne doivent avoir lieu que dans deux mois. Chateaubriand a écrit sur cela un morceau qui fait ici beaucoup d'effet. C'est de toutes les brochures qui paraissent la seule dont on parle ; les autres ne se vendent point, elles restent chez les libraires.

Une nouvelle qui, si elle est vraie, servirait mieux les Grecs que tous les traités, c'est l'insurrection

de l'Albanie; elle est arrivée ici de plusieurs côtés.

Mademoiselle (1) m'a dit de vos nouvelles, et c'est avec beaucoup d'éloges qu'elle parle de tout ce qui vient de Barante.

On annonce aujourd'hui des *Mémoires de l'impératrice Joséphine* par mademoiselle Le Normant (2). Après la publication de Beausset (3) il n'y avait pour descendre qu'un ouvrage du même genre de mademoiselle Le Normant. Adieu, mille amitiés. Veuillez présenter tous mes hommages à madame de Barante qui, malgré tous les malencontres du voyage, était bien belle et de bien bonne humeur à Randan.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 23 juillet 1827.

Savez-vous que nous allons à Dieppe le 1er août? C'est pour moi la plus triste corvée; elle abrégera le

(1) Madame Adélaïde habitait souvent son château de Randan, situé à quelques lieues de Barante. C. B.

(2) L'auteur des *Mémoires secrets de l'impératrice Joséphine*, mademoiselle Le Normant, eut, comme nécromancienne, la plus grande vogue sous l'empire et la restauration. Elle reçut même, au congrès d'Aix-la-Chapelle, où elle s'était rendue, le meilleur accueil des souverains alliés. La moderne Sibylle, ainsi qu'on l'appelait alors, a fait paraître de nombreux écrits d'actualité. Cette intrigante, qui avait acquis dans son métier une fortune considérable, était née en 1772; elle mourut en 1843. C. B.

(3) *Mémoires anecdotiques sur l'intérieur du palais et sur quelques événements de l'empire dernier depuis 1805 jusqu'au 1er mai 1814*, par L.-F.-G. de Beausset, ancien préfet du palais impérial. C. B.

meilleur temps de mon année, celui que je passe à Champlâtreux.

On se demande toujours ce que feront les ministres; il paraît également difficile et qu'ils ne fassent rien et qu'ils fassent quelque chose. S'ils cassent la Chambre, ils perdront la majorité dans les élections; s'ils conservent la Chambre, il ne faut pas qu'ils attendent d'elle, ni de la nôtre, aucune loi d'exception, aucun appui pour affermir leur tyrannie; au contraire, on leur demandera compte de tant d'inutile oppression; ils n'ont de salut que dans les fautes que ferait l'opposition. Celle-ci ne peut trop se le répéter. Qu'elle ne sorte jamais dans sa résistance des voies légales, qu'elle s'abstienne de colère et des choix qui la témoigneraît dans les élections, et elle sauvera la France et la dynastie. Le ministère doit périr par lui-même si nous ne le sauvons pas, et rien ne pourrait autant accélérer sa chute que l'inconcevable abus qu'ils font de la censure. Je trouve, à cette conduite, tant de maladresse et si peu d'esprit, que je crois son chef entièrement maîtrisé. J'aurais reconnu M. de Villèle si sous l'empire de la censure on avait joui de beaucoup de liberté. Tout le secret consistait à prouver que sa censure n'était fatale qu'à la licence; mais ne pas même permettre d'annoncer les brochures sans réflexions, d'insérer les faits tels que les refus et démissions, les plaidoyers et débats judiciaires, punir les *blancs* du refus du *visa*, etc., etc., tout cela est violent, odieux, inutile et, par conséquent, stupide. Tout cela révolte les esprits les plus modérés, indigne les plus pacifiques et navre le cœur des hommes sincèrement dévoués au roi. Je pourrais m'en citer pour exemple, car Dieu sait jusqu'où

va mon dégoût des affaires et mon goût pour le repos.

On dit que vous avez refusé d'aller en Angleterre avec madame de La Briche. — Vous auriez parfaitement bien fait. — Vous ne pouvez multiplier les absences, et si vous y allez une fois, il vous faut un compagnon de voyage qui vous fasse ou laisse mieux voir les hommes et les choses d'un tel pays. Si jamais les souffrances auxquelles je suis sujet changeaient de nature, je vous y mènerais : je n'ai pas un désir plus vif que celui d'y retourner. J'ai reçu hier une très longue lettre de lord Lansdowne. Ils sont pleins de raison, de vues, de bonne volonté, mais ils ont des embarras. Personne, ou presque personne ici, ne se fait une idée juste de ce pays et du ministère qui vient de s'y former; les articles supprimés du *Globe* et qu'on vient d'imprimer à part sont loin de me satisfaire.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Paris, 25 juillet 1827.

Je vous dirai un projet qui me charme, c'est de vous visiter à Barante vers le 15 de septembre. Y serez-vous? Je partirai alors de la Grave pour aller en Suisse où je compte laisser mon fils pour l'hiver à Hoffwil (1). La difficulté que je prévois c'est que je voyagerai sans équipage; il me faudra suivre les routes fournies de diligences et de malles-postes, et quand

(1) Célèbre établissement d'éducation dirigé par M. de Fellemberg. M. le duc de Broglie en parle longuement dans ses *Souvenirs*, tome II, p. 51 et suiv. C. B.

je tiendrai une place peut-être ne serait-il pas sûr de la quitter. Enfin je mettrai toute mon industrie à trouver les facilités, et il me suffira de vaincre les impossibilités.

Les nouvelles du cabinet que j'ai ramassées dans les rues c'est que l'embarras est toujours plus grand, toute grande mesure est ajournée ; on ne dissoudra pas la Chambre avant la session, on a épuisé toutes les combinaisons possibles pour inventer une loi d'élection qui garantît de M. de La Fayette et de M. Delalot. La nomination de ce dernier, surtout, a épouvanté ; mais l'avis des préfets consultés est que la loi actuelle est la plus favorable possible ; pour continuer la marche actuelle il ne reste donc plus que les grands coups d'État. M. Corbière le sent, mais il est, dit-on, le seul qui ose jouer si gros jeu : les autres voix du conseil sont pour rester dans la charte, qui, comprise dans leur sens, laisse en effet beaucoup de place. Ce qui déconcerte le plus nos habiles, c'est la défection de la noblesse de province. Après s'être donné tant de soins depuis sept ans pour la reconstituer et lui rendre un rang, un esprit de corps, une influence dans l'État, ils s'aperçoivent que nulle part ils ne pourraient trouver une opposition plus hargneuse et moins maniable : cela m'amuse, je l'avoue, parfaitement. La chose que, pour ma part, je hais le plus, c'est le despotisme. Je ne me dissimule pas qu'il y a encore autre chose intolérable, mais ma fantaisie est moins contraire à tout qu'au pouvoir absolu des ministres et de la cour, et ils ont si bien travaillé que les voilà en présence de l'obstacle le plus insurmontable qui puisse leur être opposé. M. de Bonald profite de l'effroi que causent les hobereaux pour revenir à

son vieux plan de quatre mille pairs. Enfin il n'y a sorte d'extravagance qui ne soit reproduite en ce moment. Le dégoût de Monsieur le dauphin perce un peu plus et l'envoi de Saint-Priest en Espagne fait aussi supposer qu'il prend plus d'influence. Malheureusement les affaires de M. Canning ne vont pas toutes seules ; les arrivants d'Angleterre croient cependant que la lutte, difficile pour tous, se terminera à son avantage.

Je voudrais vous parler de vos travaux, cher ami, à quoi occupez-vous votre bel et bon esprit? Moi je goûte fort doucement la paresse; je fais un ouvrage par semaine, comme les enfants qui avec trente sols d'étrennes veulent acheter le Palais-Royal. Ma fantaisie actuelle c'est d'écrire une *Histoire des salons de Paris* à partir de l'hôtel de Rambouillet. Le sujet me sourit fort, mais il faudrait de grandes recherches et de la science. Comme j'aime beaucoup mieux le commencement que la fin de toute espèce d'affaire, il est probable que je m'en tiendrai désormais aux titres ou aux préfaces tout au plus. A propos d'affaire, qui se termine, le mariage de M. de Termes et de mademoiselle Fouché s'est fait hier, puis la noce est partie pour Suresnes où madame de Vandemont la fêtait.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 28 juillet 1827.

Cher Prosper, votre lettre me touche jusqu'au fond du cœur. Je suis reconnaissante de ce ton de confiance qui vous est peu habituel, et peut-être pénible, mais je ne me repens pas de l'avoir provoqué, je ne crois

pas qu'on augmente les choses en les disant. Je crois surtout qu'en évitant ses pensées on ne les distrait pas. Elles sont quelque temps plus supportables et puis elles finissent par envahir l'âme qui s'en serait peut-être mieux défendue en les envisageant tout à fait. Mon cher Prosper, il vaut mieux les combattre en cherchant le remède, le remède si indiqué. Je comprends parfaitement vos dispositions : je les comprends si bien que personne ne les éprouve plus que moi. Le monde, la vie, vous-même, vous ont tout dit, vous savez ce qu'ils contiennent et le sentiment de leur imperfection, de leur incomplet vous poursuit. J'ai douze ou treize ans de moins que vous, et je sens tout cela tout aussi fort, et ce n'est pas d'hier. Je n'ai jamais eu tant de bonheur ; je suis comblée des biens de Dieu, et je vous jure qu'un poids de tristesse habituel est sur mon cœur, que je sens comme l'impossibilité absolue du bonheur ici-bas qu'il me semble voir toute chose se décolorer, et que surtout mes propres facultés me semblent me manquer complètement et que je finis par ne plus m'y intéresser. Voilà ce que je suis *humainement* parlant ; mais, après cela, il y a une source où je me ranime et qui vivifie même les moindres objets de la terre, qui rend des couleurs brillantes à tout ce qui m'entoure. Cette source, c'est Dieu révélé à moi dans l'Évangile, c'est Dieu dans son immense amour et dans sa sainteté parfaite, c'est cet être qui remplit toutes mes facultés, que j'aime parce qu'il est seul bon, parce qu'il est le seul ami, que j'admire parce qu'il est la beauté éternelle, qui est un but pour mon intelligence et une flamme pour mon cœur. Il m'appelle à le servir, il m'appelle à travailler à une œuvre immense, non pas seulement à une

œuvre dont dépend le bien-être passager de telle ou telle nation, mais à l'œuvre éternelle du triomphe du bien sur le mal, du vrai sur le faux, du beau sur le hideux. Je suis enrôlée dans cette milice qui le sert nuit et jour, et quelle que soit ma place, elle est bien belle et bien noble. Alors mes facultés si faibles peuvent pourtant faire un grand bien s'il me prête son secours, alors telle occupation qui m'ennuyait, tel être qui me paraissait insipide, reprendra l'intérêt le plus vif à mes yeux. Tout être est une *âme*, une âme que Dieu peut changer, dont il peut faire son temple, et il peut me faire l'instrument de ce changement. Ce n'est pas seulement un intérêt direct à une conversion, à un entretien religieux. Si mon esprit est un peu large je verrai le fil qui réunit à ce grand but toute discussion politique, tout livre d'histoire, etc. Tout doit avoir de l'intérêt, car en tout il y a du vrai, du beau et du bon, en lutte avec le faux et le mal. La vie est bien courte, le temps s'écoule, mais n'eussé-je qu'une année à passer, ils ont bien de la valeur envisagés ainsi, j'y peux semer ce qui sera la moisson de l'éternité. Cela ne me dégoûte de rien, je sais que cette vie a son importance que les petites jouissances comme les plus hautes pensées nous viennent de la même main et j'ai tort quand je ne soigne pas les fleurs de mon jardin, ou que je néglige le plaisir d'un jour de ceux qui m'entourent, *car Dieu nous a donné toutes choses pour en jouir et tout ce qu'il a créé est bon et doit être employé avec action de grâces.* L'avenir m'offre la perspective d'une foule de découvertes dans cette région lumineuse qui m'est ouverte, non seulement la jeunesse, mais *la vie* recommence, pour celui qui *naît de nouveau*, qui doit être régi par de nouveaux

mobiles, de nouveaux penchants. Suis-je donc en effet toujours dans une telle situation d'âme? ai-je constamment un tel bonheur, une telle joie? Oh! loin de là, il y a des jours où je l'éprouve, il en a d'autres, et beaucoup, où ces mêmes vérités sont sans puissance sur moi; je reconnais leurs traits, mais on a enlevé leurs couleurs et elles ne me touchent plus. Mais pourtant je les reconnais toujours, je sais qu'elles existent, je sais qu'elles ont agi sur moi, et j'ai confiance que cette puissance leur sera rendue, mais je sais qu'il ne dépend pas de moi de les faire agir, je puis seulement continuer l'action, en attendant le mouvement intérieur, je puis tendre les voiles, préparer le navire, et espérer qu'un vent favorable le fera marcher.

Deux moyens me restent toujours, la prière, la demande même sans ferveur, la demande sincère et la lecture habituelle de l'Évangile; là je retrouve encore de la vie quand elle manque tout à fait en moi. Que je voudrais croire que vous employez ces deux moyens constamment, je ne crois pas à la possibilité de transmettre nos croyances à un autre; il y a des certitudes qui ne peuvent pas passer d'une âme à l'autre, mais le chemin de toute conviction est le même, c'est la lecture de l'Évangile et la prière. Toute autorité, même celle qui se dit infaillible, s'appuie sur l'Évangile, c'est à la source qu'il faut aller la chercher, mais il est bien différent d'avoir lu l'Évangile, de ne le lire qu'une fois, ou d'en faire sa nourriture habituelle. Ce n'est qu'en le lisant et relisant constamment que tout ce qui y est contenu se révèle à nous.

J'ai presque honte à présent de cette longue lettre et il faut que je compte sur toute votre amitié pour

oser l'envoyer : un ami moins indulgent s'en moquerait, mais je ne crains rien de pareil de vous, nos âmes sont trop liées par trop de souvenirs communs pour qu'elles ne s'entendent pas toujours et vous ne m'en voudrez jamais de me laisser aller à ce qu'une bien tendre affection me fait dire de plus ou moins raisonnable. Mille tendres amitiés de nous tous. Voilà ces pauvres Guizot en route. Dieu veuille qu'ils arrivent sains et saufs? Lisez-vous M. de Salvandy? il a vraiment un zèle bien méritoire.

AU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Clermont, 2 août 1827.

Vous avez là, mon cher ami, une bonne et aimable idée. Je vais vous attendre au 15 septembre, mais ne me donnez pas une fausse joie : faites ce que vous promettez et n'allez pas prendre une autre route, ou passer sur la nôtre sans vous arrêter.

Vous semblez un peu plus rassuré sur les affaires publiques, et depuis quelques jours j'ai eu d'autres lettres dans le même sens. Je ne m'explique pas bien comment on espère que ces gens-là succomberont avant d'avoir fait les dernières sottises. Qu'y a-t-il donc de si difficile à insérer un beau jour dans le *Moniteur* une promotion de cent pairs? Cela ne procurera peut-être pas la majorité. Peut-être que, pendant ce temps-là, on la perdra aux députés, mais je ne sais aucune raison pour attribuer à ces messieurs de l'habileté et de la prévoyance. Je ne vois pas qu'ils en aient jamais montré. La Fontaine n'était pas dégoûté de se résigner à un *sage ennemi*. C'est un ennemi

absurde qui est à craindre ; il vous tue, même quand il en doit mourir et cela s'appelle de l'énergie. Du reste leur censure tourne au plus mal.

Je vous écris de Clermont. Chacun y lit les brochures. On les trouve belles, spirituelles, éloquentes ; les propos de Paris courent la ville trois jours après. Il ne paraîtrait pas prudent de faire des élections dans une telle disposition des esprits. Vous avez bien raison sur la noblesse de province, c'était la base de M. de Villèle, et elle s'éboule sous ses pas. C'était un parti sans opinions et sans doctrine. On a vaincu et anéanti la faction opposée, alors a disparu toute vivacité et tout zèle. Depuis l'indemnité ils n'ont plus rien à demander, ils sont mécontents. En outre, tout quémandeurs qu'ils sont, il y a, en eux, un point d'honneur et, aujourd'hui, *ministériel* est la plus grosse injure qu'on puisse adresser à quelqu'un.

Vous me parlez de mon travail. Je suis juste au point où l'on n'a plus, comme vous, le plaisir de rêver un nouvel ouvrage chaque semaine, et où l'on n'a pas encore la jouissance de suivre un plan arrêté, et d'ajouter, chaque jour, quelques pages à un texte commencé. J'en suis au gros ouvrage, et pioche comme un manœuvre. C'est chose curieuse que la force d'une situation : le parlement, au temps des Bourguignons et des Armagnacs, a déjà le même esprit que dans la Fronde.

Certes oui, ce serait un curieux sujet que l'histoire de la conversation en France. Ce fut notre seule institution pendant plus d'un siècle ; à prendre même les choses de plus haut, dans aucun pays l'opinion parlée n'a eu une telle puissance. Elle faisait, pour ainsi dire, ses affaires elle-même sans aucun organe légal ;

aucun despotisme n'a été au-dessus du *qu'en dira-t-on!* Vous traiteriez à merveille ce point de vue. Pensez-y plus de huit jours, et, quand nous nous verrons, vous me direz votre plan.

A M. GUIZOT.

Barante, 4 août 1827.

Hélas! mon pauvre ami, le coup qui vous menaçait si cruellement vous a frappé (1) : tout ce que vous avez de force et de raison échoue contre une telle douleur, et ce que vous pourrez peut-être renfermer en vous-même n'en sera pas moins poignant. Une si intime union, qui comprenait toutes les idées quelque élevées et fortes qu'elles fussent, toutes les impressions, toutes les facultés, laisse un vide qui se fera sentir à chaque moment. Le travail et la pensée, qui sont les plus austères des consolations, vous rappelleront sans cesse que là aussi vous viviez en commun. On m'écrit que jusqu'au dernier instant, elle a été forte, calme et simple : de tels adieux vous soutiendront, mais en vous rendant plus malheureux. Je cherche ce qui vous apportera quelque consolation, et il me semble que vous devez songer avec une sorte de satisfaction à tout le bonheur que vous lui avez donné, à cette perfection de tendresse, de soins, d'égalité qu'elle a toujours trouvée en vous, et vous étant mutuellement choisis avec une vive affection, elle n'a pas eu un mécompte; il n'y a pas eu une illusion; c'est là ce que vous avez droit de vous dire ; ainsi vos

(1) Madame Guizot était morte le 1er août. C. B.

regrets ne seront pas mêlés des scrupules et des remords que la douleur est d'ordinaire si ingénieuse à se former. Je ne vous parle d'elle que pour tous. Qu'avez-vous à faire de nos regrets à nous, de l'admiration que nous avions pour son caractère, de la sympathie que nous éprouvions pour son talent, du respect que nous inspiraient l'élévation et la pureté de son âme ? Il y a une telle différence entre les relations d'une amitié même intime, et celles d'une complète union que tout au plus devons-nous avoir le droit de concevoir vos regrets.

Quand vous pourrez, quand vous voudrez, vous me donnerez de vos nouvelles ; mais je suis sûr que de temps en temps vous vous êtes ressouvenu que mon cœur se serrait à l'idée de vos angoisses prolongées et du cruel dénouement d'une si horrible attente.

DE M. GUIZOT.

Paris, 8 août 1827.

Mon cher ami, vous m'avez dit les seules paroles qui m'atteignent ; elle a été heureuse par moi, tout à fait, sans mélange, jusqu'au dernier moment, si cette idée pouvait m'être sans cesse présente elle mêlerait certainement quelque douceur au plus amer chagrin ; mais je ne la retrouve que de loin en loin ; elle m'apparaît, et bientôt je retombe sur moi-même, dans ce vide immense, sous ce poids affreux. J'ai tort pourtant : après le bonheur de l'avoir pour femme, ce que j'eusse souhaité le plus au monde, même au prix de la douleur, c'est celui de l'avoir eue ; j'ai joui quinze ans du premier ; le second me reste. Bien souvent

d'ailleurs j'ai demandé à Dieu que cette épreuve ne fût pas pour elle ; je n'ai pas le droit de me plaindre. Nous nous sommes séparés aussi tard qu'il se peut ; elle a vécu aussi avant dans le tombeau, je l'y ai accompagnée aussi loin qu'il peut nous être donné ; elle est morte en m'écoutant lire le sermon de Bossuet sur l'immortalité de l'âme ; je sais en quel endroit, à quelle phrase elle a cessé de m'entendre ; deux minutes auparavant, déjà ses sens s'étaient troublés ; elle a fait effort pour les rappeler ; évidemment elle voulait suivre jusqu'au bout un bon et sublime raisonnement de Bossuet sur sa question ; l'effort lui a réussi, elle est rentrée en possession d'elle-même ; elle a entendu la fin du paragraphe, et alors, à la lettre, elle nous a quittés sur les ailes d'une excellente preuve de l'immortalité. Un quart d'heure encore, ne m'entendant plus, ne me voyant plus, de moment en moment elle me serrait la main ; quand elle a cessé, dix minutes après, elle avait complètement cessé de respirer, sans qu'aucun mouvement, aucune altération décelât le moindre combat ; elle n'y était plus, voilà tout. Je ne vous demande pas pardon, mon cher ami, de vous donner tous ces détails ; ils sont ma pensée habituelle ; il faut que je me taise ou que je parle d'elle, et je suis sûr que vous prendrez plaisir à suivre aussi, jusque dans les dernières traces de son passage ici-bas, cette créature si noble et si tendre, une des plus nobles, comme me l'écrit Royer, qui aient jamais honoré la vie humaine.

Adieu, écrivez-moi, vous me ferez plaisir ; je suis sûr que vous me parlerez d'elle comme je le désire. Je pars dans huit ou dix jours pour Broglie. Ils sont venus tous deux dans l'espoir de la revoir encore ;

ils sont arrivés quinze heures trop tard. Ils voulaient m'emmener; mais j'avais besoin de rester ici quinze jours.

A M. ANISSON DU PERRON.

Barante, 8 août 1827.

Je vous écris, cher ami, uniquement pour vous envoyer des nouvelles d'ici et avoir des vôtres. Sans cela je ne risquerais pas d'adresser une lettre à des gens tout occupés à courir et à voir. C'est assurément ce que nous faisons le moins; rien de si immobile que notre vie. J'en ai peu à peu pris l'habitude, et il me semble que si je me donnais le plaisir de voyager, je serais poursuivi par l'idée que je perds mon temps et que je néglige ma tâche. Toujours est-il qu'il n'est pas malheureux de prendre ainsi l'esprit de sa situation.

J'ai quelquefois plus de regrets pour mes enfants. La monotonie d'une éducation à la fois classique et domestique a de l'inconvénient; il en résulte de la gaucherie et de la lenteur dans le développement des idées. Cela vaut mieux sans doute qu'une éducation mêlée à tout le train frivole et mal réglé de la vie du monde; mais vous suivez un juste milieu entre les deux, et votre fils ne sera ni un écolier de rudiment, ni un apprenti jeune homme. Ce voyage d'Angleterre lui fera du bien, et le formera.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Paris, 11 août 1827.

Vous avez appris par les journaux la mort de M. Canning, plus promptement que nos lettres n'auraient pu vous l'annoncer. Toute l'Europe est en conjectures. Un mouvement rétrograde, s'il avait lieu, et je ne le crois pas, causerait quelques courtes joies à Vienne, mais bien de grandes et longues douleurs. Lisez le *Moniteur* de chaque jour : il est presque amusant. Ce n'est selon lui ni à l'accord de tous les cabinets pour la paix du monde, ni à un meilleur choix de conquêtes que fait aujourd'hui la France, que nous devons ce que notre pays offre d'accroissement et d'amélioration en population, en industrie, en revenus publics, mais au génie de nos ministres dont la France ne savait pas le nom en 1816 et qui le lui rendent en ne la connaissant pas aujourd'hui.

Ce qui aveugle tous ces messieurs, c'est que la France paye d'assez bonne grâce un milliard. Mais la France n'en fait honneur qu'à elle seule ; elle comprend très bien que c'est elle qui, par son travail et son industrie, rend les produits de l'impôt progressif pour son gouvernement. Il ne faut pas être bien habile pour savoir que la progression facile de l'impôt est le résultat de la progression que chaque contribuable obtient lui-même, dans ses revenus propres, par son travail. Les gens éclairés de France doivent conclure de tout cela que le pays peut être généreux sans regret, puisque définitivement la France doit placer

sur elle-même, en accumulation, chaque année, une somme bien plus forte que celle qu'elle abandonne à son gouvernement.

Comme Beugnot n'est pas ici et qu'il prend les eaux dans les Pyrénées, je raisonne sur tout cela bien à mon aise, bien sûr que l'on ne me répondra pas. Je ne suis ici que pour peu de jours. Je vais à Éclimont (1) passer deux jours et de là, par la route de Vendôme, à Valençay, où je voudrais bien vous voir travailler au discours préliminaire de votre grand ouvrage, et lire, en l'améliorant encore, le discours académique de M. Royer.

DU COMTE MOLLIEN.

Jeurs, 13 août 1827.

C'est un événement de quelque importance que la mort de M. Canning; je regrette un tel Anglais, sans croire cependant que sa perte puisse arrêter sur notre coin, en Europe, la marche de cette civilisation qui n'a rien d'utopique et qui appelle aujourd'hui plus d'un peuple à la création et au partage de tous les bons produits de l'intelligence humaine. M. Pitt, lorsqu'il se déclarait contre notre grand preneur de villes, n'était pas étranger lui-même à cette doctrine, et avait seulement encore un reste de superstition pour quelques articles des tarifs prohibitifs, mais, dans ce nouvel état du monde, le creuset de MM. Hus-

(1) Château du duc de Luynes, situé dans le département d'Eure-et-Loir. C. B.

kisson (1) et Robinson (2) a réduit en vapeur beaucoup de vieux scrupules sur les douanes, et M. Canning, par sa sagacité et son éloquence, s'était rendu de notre temps le meilleur interprète de ce que M. Pitt ne voyait guère que dans le lointain, et de ce que les deux autres en marchant à sa suite, ont reconnu et déclaré prochainement possible. Quand une discussion de cette importance est parvenue au point de rendre plus palpables pour une foule d'intérêts leurs moyens virtuels de développements et de progression, que la législation ne contrariait, que faute de les avoir bien connus, la conviction, pour se répandre, ne dépend plus du talent d'un seul homme ; bientôt alors la pratique devient plus habile que la parole pour faire pénétrer partout la doctrine.

Ce n'est pas sans raison qu'on nous dit qu'en Angleterre tout ce qu'il y a de bon dans les *tories* et dans les *whigs* est d'accord, et pour un accord de ce genre. La modération des prohibitions de douane est la plus sûre garantie de la paix entre les peuples, car il n'y a plus alors dans leurs rapports que rivalité et échange de prospérités. Mais soyez sûr qu'une généra-

(1) Homme d'État, économiste éminent, ami et collaborateur de Pitt, puis de Canning. William Huskisson a surtout attaché son nom à la réforme de la législation prohibitive qui pesait sur le commerce anglais. Les diverses lois qu'il fit voter par le Parlement furent le point de départ, pour l'Angleterre, d'une période de prospérité commerciale des plus grandes. C. B.

(2) M. Robinson, chancelier de l'Échiquier dans le ministère Canning, succédait à celui-ci comme premier lord de la Trésorerie et venait d'être créé pair d'Angleterre, sous le titre de vicomte Goderich. C. B.

tion passera encore avant que de telles vérités soient bien comprises par le petit fabricant qui juge que les douanes ne sont faites que pour le maintien en possession de nous faire payer 100 francs le travail que nous achèterions 60 francs ailleurs. Voilà où en est encore notre théorie sur la formation des richesses. Ce n'est pas une voix aussi faible, aussi cassée que la mienne, qui pourrait se faire entendre à de tels sourds; cet honneur vous est réservé à vous et à deux ou trois de nos amis, dans une vingtaine d'années. En attendant, je cours le mieux que je puis dans celle qui va finir, puisque ce ne sera que vers son dernier terme que je pourrai vous redire de plus près combien je vous suis attaché.

A M. GUIZOT.

Barante, 16 août 1827.

Je vous écris à Broglie, mon cher ami; vous y serez aussi bien que l'on peut être dans les premières souffrances d'une telle douleur, avant de l'avoir enfermée en soi-même et identifiée avec son âme. On y doit mener une vie sérieuse et vous pourrez, au milieu de beaucoup de sympathie, y trouver du silence et de la solitude. Si je n'avais pas été à cent lieues de vous, je serais allé vous voir et je vous aurais offert aussi de venir partager quelque temps notre retraite. Je pense que vous aurez votre fils avec vous. Parlez-moi de lui; comment ce pauvre enfant a-t-il reçu et compris le coup dont il a été frappé? Conservera-t-il un souvenir complet de celle qu'il a perdue? Cette fin si calme et si forte, ce qu'elle lui aura dit,

laissera sans doute des impressions ineffaçables. J'ai souvent remarqué quelle sorte de maturité soudaine et instinctive une grande douleur donnait aux enfants.

Je vous remercie des tristes détails que vous m'écrivez. Vous serez longtemps, je crois, à ne voir et à n'entendre autre chose que les scènes douloureuses et solennelles dont vous étiez rempli en m'écrivant. Tout le reste, le train ordinaire de la vie, doit vous être confus et indifférent. En de tels moments les objets paraissent à travers une sorte de brouillard, et les paroles qu'on entend au milieu d'un sourd bourdonnement. Assurément il a bien raison, Royer: elle honorait la vie humaine. Je n'ai connu personne qui ait si bien réussi à faire passer dans la vie réelle tout ce que l'imagination rêve de bien et de noble. La pensée n'était pas pour elle, comme pour le vulgaire des gens distingués, une occupation et un plaisir : elle en tirait le devoir et dans les moindres choses on voyait que ce qu'elle disait était, non une parole de vérité fugitive, mais un engagement pris envers elle-même.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Valençay, 23 août 1827.

Après avoir été faire deux jours d'économie politique et d'éloge du système de M. Huskisson chez M. Mollien, et vingt-quatre heures d'écarté chez madame de Luynes, je suis enfin arrivé à Valençay. Les vacances se sont emparées de la maison : il y a des enfants de tous les âges, et des maîtres pour que le temps n'ait pas l'air d'être trop perdu.

J'ai reçu d'Angleterre des lettres assez curieuses avant mon départ de Paris. Toutes les inquiétudes sont dissipées parce que, disent les faiseurs, M. Canning a laissé son esprit et son plan dans le cabinet : il aura peut-être aussi laissé son talent à quelque inconnu. Pour moi, cela paraît une moquerie que de dire que M. Robinson pourra donner et suivre la grande direction dans laquelle M. Canning avait mis l'Angleterre. Tous les plans nouveaux exigent dans ceux qui les conçoivent et qui veulent les faire adopter, une espèce d'enthousiasme, et je n'en vois point dans le ministère tel qu'il est. Le grand éloge que j'entends faire c'est que ce sont des gens très sages. Certainement ils sont sages, ils ne le sont que trop ; notre ami, le marquis de Lansdowne, l'est éminemment. Dès son enfance je trouvais qu'il l'était un peu trop, et son père le trouvait aussi. Le duc de Wellington prend la place de chef de l'armée, qu'il regrettait fort ; mais il ne rentre pas dans le cabinet.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 9 septembre 1827.

J'ai laissé tous les salons fort préoccupés du ministère anglais, l'opinion la plus accréditée était pour la retraite des *whigs*, et peu de jours auparavant, M. de Caraman, autrement M. de Metternich (1), assurait « que la paix de l'Europe en dépendait, qu'il fallait s'attendre, dans le cas contraire, au triomphe du libé-

(1) M. de Caraman, notre ambassadeur à Vienne, passait pour être complètement inféodé à M. de Metternich. C. B.

ralisme sur le continent ». Il me semble que le journal d'hier donne tort à cette prophétie, au moins pour une moitié ; nous verrons plus tard pour l'autre. Au reste je tiendrais peu au triomphe des libéraux, s'ils ne me promettaient pour ma part de la victoire que de m'enterrer comme M. Manuel, et de venir faire sur ma tombe des discours tels que ceux de M. de La Fayette et de M. de Schonen (1). Je déclare que pour mériter un tel cortège et de telles oraisons funèbres, je ne ferai rien pendant ma vie et ne serai pas pressé de me faire enterrer un quart d'heure avant ma mort. Avez-vous lu la *Relation* de Mignet? Mon Dieu, que tout cela me paraît faux et d'un mauvais esprit! Ces grands artisans de morale et de religion qui nous gouvernent si bien pour la gloire de Dieu doivent être bien contents de leur succès.

Les amis du général Foy sont à bon droit fort choqués de ce mot « un défenseur plus énergique de nos libertés. »

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Valençay, 11 septembre 1827.

Puisque vous êtes en relations habituelles avec M. de Montlosier, dites-lui qu'on trouve dans notre pays un acte passé devant notaire, souscrit par Marguerite de Valois, reine de Navarre, qui porte que tel nombre de *dindons* sera nourri par le fermier de sa

(1) M. de Schonen, conseiller à la cour royale de Paris, avait prononcé sur la tombe de Manuel un discours où il faisait l'appel le plus passionné aux rancunes et aux violences de l'esprit de parti. C. B.

terre d'Alençon. Ainsi les jésuites, qui paraissent de 1530 à 1540, ne nous ont point apporté les dindons, il me semble que c'est leur ôter un beau fleuron.

On me mande d'Angleterre qu'à la prochaine session tout ce qui était pour les principes de M. Canning et contre sa personne votera avec le nouveau ministère : ainsi lord Grey, le duc de Bedford, etc. Je le veux bien, j'en suis bien aise; mais il faut que les choses aillent toutes seules, car je ne vois dans ce ministère personne qui puisse gouverner ou plutôt diriger. Je n'en vois pas un qui soit plus gros que l'autre, car lord Lansdowne, avec votre permission et celle de nos amis, n'est pas de la grande espèce d'hommes d'affaires. Cela n'empêche pas que je ne sois bien aise qu'il soit là.

J'ai des nouvelles de madame de Dino qui se repose deux jours à Bordeaux et qui ne dit d'autre mal d'elle qu'un peu plus de fatigue qu'il ne faudrait quand elle fait quelques lieues en voiture. Je crois qu'elle arrivera ici le 15. Nous la recevrons avec deux ou trois comédies.

Je suis étonné que François Ier soit votre point de départ pour l'ouvrage dont vous vous occupez. Qu'est-ce que vous faites donc des remontrances qui ont précédé son règne? Je pense souvent à votre ouvrage, et mon vœu est que vous adoptiez le format in-folio, qui est de sa nature fort exigeant.

DE M. DE RÉMUSAT.

Vizille, 14 septembre 1827.

Je suis ici depuis douze jours, mon cher ami, et j'y trouve une sorte de bonheur. Vous devinez quelles impressions m'y attendaient, mais cependant il me semble que je ne respire à l'aise qu'en ce lieu; c'est

un grand mal que la contrainte et il ajoute à tous les autres maux. Elle est nécessaire pourtant, et dans certaines situations ce n'est guère qu'en se contraignant qu'on parvient à vivre.

Je trouve ici presque toutes les ruines réparées. Ce grand château est en quelque sorte plus beau qu'avant son désastre (1). L'activité de tous genres semble être augmentée : on bâtit, on charpente, on cultive, on file, on tisse, on imprime; que ne fait-on pas ici, et tout cela sur le même point et sous la même direction. Je porte envie à une telle existence, quoique bien étrangère à mes dispositions; ce n'est point le bonheur, mais c'est au moins une destinée qui ne peut vous être enlevée, et l'éternel « j'ai perdu ma journée » ne s'applique pas à cette façon de vivre. O mon Dieu, que ce lieu est beau! Il m'est impossible de rendre compte de tout ce qui m'y plaît et il est vrai que j'ai pu y vivre, que j'y ai vécu plus heureux, cent fois plus heureux que je ne l'avais rêvé de ma vie. Est-il possible que le passé ait été? Je ne puis le croire, et mes plus vifs souvenirs m'apparaissent comme des illusions, ce n'est qu'à mon abattement d'esprit, ce n'est qu'à l'insipidité de ma vie actuelle que je m'aperçois qu'ils sont réels. Il y a, dans ce pays, et dans ceux qui l'habitent, pour moi, quelque chose de romanesque et de positif, de singulier et de naturel que je ne saurais exprimer, et qui allait merveilleusement aux besoins de mon imagination. C'était vraiment trop heureux hasard que d'avoir rencontré cela. La vie ne nous doit pas de tels biens, et quand

(1) Le château de Vizille avait brûlé l'année précédente. C. B.

elle nous les donne, elle ne nous les laisse pas longtemps. Il fallait bien, par quelques points, me rappeler à la condition humaine. Ce qui est arrivé pouvait seul le faire. Je n'étais vulnérable que là. Arrêtons-nous maintenant, mon ami, car je touche à ce dont je ne puis parler.

Je compte toujours aller vous voir dans le courant du mois prochain ; une fois avec vous, j'espère y rester longtemps.

DE M. DE SALVANDY.

Chantemerle (1), 23 septembre 1827.

Je ne soupçonnais pas, monsieur, qu'on pût être très obligé à un palefroi qui vous jette à dix pas de lui, en se laissant choir lui-même. Vous me l'apprenez par le plaisir que j'ai eu à recevoir un très aimable souvenir de vous. Ma chute a dû être très dangereuse ; je pouvais, et dans les règles, je devrais être tué. Ma tête a porté tout le poids de mon corps, et elle est de fer, apparemment, car elle a soutenu si merveilleusement cette épreuve qu'il n'en est résulté aucun inconvénient visible ou caché. Je n'ai eu que le mal des remèdes. On m'a épuisé de saignées, si bien qu'il m'a fallu renoncer à une de mes expéditions hebdomadaires contre l'administration. Je me félicite de cette interruption passagère, puisque vous avez l'extrême bonté de vous en apercevoir.

(1) Résidence attenante à l'une des fabriques que possédait à Essonnes le célèbre manufacturier Oberkampf, dont M. de Salvandy avait épousé la petite fille. C. B.

Je suis heureux de penser que mes brochures arrivent au milieu de vos montagnes, que vous approuvez cette petite guerre, que vous accordez même un suffrage bienveillant à la manière dont je la fais. Comment recevez-vous ces publications? J'ai dû renoncer à vous les adresser, passé les quatre premières, parce que la poste prenait l'affranchissement et gardait les quatre paquets. Ce procédé est ce qu'il y a de moins indélicat et de moins blâmable dans les actes de ceux qui nous mènent.

Vous savez, je suppose, que la dissolution est irrévocablement résolue. C'est une nouvelle plus grande encore que les affaires de Constantinople et de Catalogne. Je trouve la résolution hardie et habile. M. de Villèle ne pouvait plus aller avec ses deux Chambres. Il fallait en modifier une. Modifier celle qui dure toujours avait de grandes difficultés, de grands périls, et pourquoi? Pour gagner un an. Car cent cinquante députés et plus, peut-être, refusaient de passer outre. De plus, son ministère est décidément usé et percé à jour. Sa censure est une sottise dont il ne savait comment se délivrer. Avec une jeune Chambre tout se rajeunit sans secousse et, il me semble, sans concession. Pour que le calcul fût mauvais, il faudrait que deux cent vingt députés se rencontrassent résolus à repousser le budget pour briser M. de Villèle. Il n'en sera pas ainsi. Il y aura une majorité quelque part dans les centres. M. de Villèle la déclarera sienne, prendra d'autres collègues, dira au roi qu'il arrête le mouvement libéral; à eux, qu'il a arrêté le mouvement ultra, et il commencera un nouveau bail avec des doctrines nouvelles. Il y a deux choses qui doivent rendre M. de Villèle éternel : le parti pris

du roi, et sa propre indifférence de ministre pour les avanies. Avec ces deux avantages, on ne peut être renversé que par une révolution et on ne fait pas de révolution pour chasser un homme. Voilà ses combinaisons; il est facile de comprendre comment leur succès ne serait pas de longue durée. Mais je ne doute pas qu'il y ait d'abord succès. Ne le pensez-vous pas aussi?

Vous continuez, dans votre paisible retraite, monsieur, vos utiles et nobles travaux. Encore un bon ouvrage va nous arriver, cet hiver peut-être, de votre féconde Auvergne. Vous êtes bien heureux de pouvoir vous occuper ainsi de choses qui durent. C'est une désolation pour moi de perdre mon temps, de consumer les années jeunes et fortes de ma vie, dans ces productions stériles dont rien ne reste, car, à défaut de ce succès solide et stable que le talent seul peut donner, on trouve au moins toujours de vives jouissances dans les études profondes. Remuer la poussière des siècles, c'est agrandir sa vie, ne fût-ce qu'en la prolongeant dans le passé.

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 27 septembre 1827.

Vous me remplissez d'aise avec vos projets pour l'année prochaine. Je ne puis dire le plaisir que j'aurai à vous tenir ici un peu de suite. Si vous revenez, ainsi que vous le dites, au commencement d'octobre, j'espère bien que vous serez pendant tout ce mois plus ici qu'à Paris. Je m'y plais cette année un peu moins que de coutume à cause de la quantité d'allants et

venants qui ne me laissent pas un moment à moi.

Depuis huit jours, nous avons eu madame de Lagrange, Frédéric (1), M. de Galard, l'évêque de Beauvais, et à demeure le jeune ménage Fitz-James, madame de Fézensac et sa pauvre sœur. Le spectacle de la lente destruction de cette bonne madame de Vintimille répand aussi de la tristesse sur tout notre intérieur. J'attends Chateaubriand pour dîner, et ces jours-ci Villemain, Pasquier, Choiseul, madame de Rumford, madame de Girardin, ma nièce et son mari et tous les Fézensac. En voilà plus qu'il ne m'en faut. Tout cela bien distribué et surtout non en visite, mais un peu de suite me plairait fort, mais on vient comme à Paris ou pour deux jours et cette bonne vie de campagne doucement occupée que je recherche, se trouve empêchée ; mon projet est de prolonger les champs jusqu'à la fin de novembre. Si vous ne revenez que pour la session vous reviendrez tard. L'*Étoile* a annoncé positivement hier qu'elle s'ouvrirait en février. On ignore toujours le parti que prendra le ministère quant aux élections. Il resasse en ce moment les listes, et d'après les chances qu'il se reconnaîtra il se décidera.

Deux points de l'horizon politique s'obscurcissent de plus en plus. L'Espagne ou plutôt toute la Péninsule et l'Orient. Pour l'Orient, on se flatte toujours que le Divan cédera. Personne ne peut rien sur l'Espagne, elle est livrée à une force qui l'entraîne et peut troubler le monde. Les deux principes s'y combattent avec acharnement et les autres cabinets peuvent être

(1) Le comte de Houdetot. C. B.

placés dans la nécessité de prendre parti et de se ranger sous l'un ou l'autre drapeau.

D'après ce que vous m'avez écrit, vous avancez dans vos recherches; il me tarde que vous ayez quelque chose à me montrer, car je suis très curieux de savoir comment vous aurez pris ce sujet et ce qu'il deviendra dans vos mains. Il vous conduira plus d'une fois dans mes pénates et vous fera rencontrer plus d'un homme honorable de mon nom.

DE M. GUIZOT.

Broglie, 27 septembre 1827.

Ne craignez pas pour moi le découragement, mon cher ami; ce n'est pas mon mal. Le changement profond, irrévocable, qui se développe et s'éclaircit chaque jour davantage à mes propres yeux, le voici : je suis comme un homme qui n'a plus de chez-lui et qui passera désormais sa vie dans la rue. Je me sens détaché de moi-même, sans personnalité intime; j'appartiens tout entier à l'activité. Je n'y prends et n'y prendrais encore, quelle qu'elle fût, aucun plaisir; mais je suis sûr que cela me reviendra; rien de ce qui me semblait important ou intéressant au dehors n'a perdu pour moi son importance ou son intérêt; les événements, les idées, la part d'influence que chacun de nous peut ou pourra exercer, tout cela m'occupe et m'occupera autant que jamais. C'est le dedans qui ne subsiste plus. Vous savez ce que c'est, pour un honnête ouvrier qui a fini sa journée, que de rentrer chez lui, de retrouver sa femme, ses enfants, sa chambre, son feu, de se reposer au sein

de cette existence à la fois personnelle et sympathique où l'homme ne songe plus à rien, excepté à lui-même, à ses affections et à son bonheur. Je ne finirai plus ma journée ; je ne rentrerai plus chez moi ; je ne retrouverai plus la sympathie dans la vie intérieure de l'âme. Je vivrai toujours au dehors, toujours en travail. Là aussi le vide sera immense, car là aussi je n'étais pas seul ; là aussi la sympathie me suivait, amenant avec elle le bonheur. Mais enfin je pourrai agir, je pourrai m'occuper seul ; je pourrai me retrouver et me plaire dans l'activité. Ce qui ne me plaît plus, ce qui ne m'occupe plus, ce qui ne m'apparaît plus que comme devoir ou comme affaire, c'est moi. Voilà à quel état il faut que je m'accommode. J'y travaille de mon mieux ; je tâche de faire, à ma vie intérieure et personnelle, qui n'est plus qu'un souvenir, la part que je puis lui accorder pour qu'elle n'absorbe pas tout et ne me rende pas incapable de tout. Je retrouve aussi, et dans toute leur plénitude, des convictions rassurantes ; elles sont même la seule pensée, la seule occupation personnelle qui subsiste encore pour moi. Du reste le temps passe ; je ne lui dispute et ne lui disputerai point son pouvoir. Je sais qu'il naturalise et adoucit dans l'âme les plus cruelles douleurs ; j'y compte sans le désirer ni le craindre ; je suis encore bien loin de l'éprouver ; il me semble au contraire que j'avance et m'enfonce chaque jour plus dans mon mal ; mais cela doit être, et je puis maintenant accepter la nécessité : comme on dit, le plus difficile est fait.

Je voudrais vous donner quelques nouvelles ; il n'y en a pas. Un moment il a été question de l'entrée de M. de Polignac ; il devait renvoyer Peyronnet et

abolir la censure. Je suis même sûr que M. de Chateaubriand y a cru; mais je n'en entends plus parler. Je ne crois pas non plus à la dissolution, du moins pour cette année. Y a-t-il chez vous un peu d'activité parmi les électeurs? L'inégalité est prodigieuse entre les départements et je n'ai pas encore la moindre idée de la liste qui sortira de là.

Le ministère anglais est assez solide dans sa faiblesse. Nous attendons des coups de canon sur Constantinople; c'est là le seul événement qui se laisse entrevoir, mais il peut être grand. La France, et surtout l'Angleterre, sont bien évidemment traînées à la queue de la Russie qui a déclaré que son parti était pris. On n'annonce encore aucun projet de loi, aucun projet d'aucune sorte pour la session.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 3 octobre 1827.

Il y a un siècle que je ne vous ai écrit, cher Prosper, cela me fâche car cela m'empêche d'avoir vos aimables lettres, mais j'ai été fort occupée tout ce mois. D'abord notre maison a été remplie par toute la famille Dillon et Guizot, de plus le précepteur de mon frère a été obligé d'aller à Paris pour sa santé trois semaines et toutes les leçons des enfants me sont tombées sur les bras. A présent nous sommes rentrés dans notre vie solitaire dont nous sortirons pour recevoir votre sœur dans huit jours. M. Guizot a toujours la liberté de son esprit, il n'a rien perdu de son intérêt pour tout ce qui le mérite, mais il me semble que chaque jour il est plus triste, il mesure mieux

son isolement, et je crois qu'il a fait sur lui-même un plus grand effort dans le commencement que je ne le croyais. Il a fait une bien belle méditation sur l'immortalité de l'âme ; son esprit s'agite pour fortifier sa certitude ; il ne la puise que là, plus que jamais il repousse toute certitude révélée. Une disposition hostile pour ces sentiments m'a singulièrement frappée dernièrement dans toute cette société, surtout dans M. de Rémusat. Singulière chose que cette répugnance pour ce seul remède quand on se sent et se reconnaît si malade.

Ces messieurs ont été bien frappés du jugement de l'affaire Manuel. Élisa (1) écrit à son oncle que la cour royale ne recevrait pas le successeur de M. de Schonen si on le destituait, et qu'alors on se contentera de le suspendre pour deux mois. Les juges ont dit qu'ils donneraient toujours raison aux libraires contre le gouvernement tant que durerait l'état actuel. M. Dillon croit aussi que la dissolution n'aura point lieu. Le roi a déclaré qu'il avait été si bien reçu dans les départements qu'il ne doutait pas que sa Chambre ne rivalisât de zèle avec eux, c'est un bizarre raisonnement de ne pas tenter l'opinion parce qu'on est trop aimé. J'ai les meilleurs nouvelles du ménage d'Auguste, son bonheur va croissant tous les jours. Cela repose à penser quand on voit souvent tant de souffrances.

Mademoiselle Cuvier vient de mourir à vingt-quatre ans, belle, spirituelle, modèle de vertu et de piété. Elle allait épouser M. du Parquet : les deux fiancés s'aimaient tendrement. Je n'entends plus parler de

(1) Mademoiselle Élisa Dillon. C. B.

madame de Castellane, je lui vaux mieux dans la maladie que dans la santé.

Adieu, cher Prosper, je vous écris en face d'un superbe coucher de soleil dont les derniers rayons dorent les arbres à moitié jaunis de la forêt. Cette vallée qui vous a plu est bien belle en ce moment. Comme elle est mystérieuse, cette impression du beau, comme elle est en même temps jouissance et souffrance; il semble qu'elle nous révèle quelque chose pour laquelle notre intelligence n'a point d'organes et que nous soyons tourmentés du besoin de comprendre, de saisir, de soulever, ce qui est voilé, impénétrable, pour nous.

Adieu, cher Prosper, avez-vous aussi dans cet instant un beau rayon de soleil devant les yeux, peut-être... peut-être lui demandez-vous aussi ce qu'il veut dire!

A M. GUIZOT.

Barante, 8 octobre 1827.

Je suis de plus en plus content de la tâche que je me suis donnée. Cette *Histoire du parlement* aura même plus de vie et d'intérêt que je ne l'avais espéré, et la France vue sous cet aspect sera, je crois, nouvelle. Ce régime de François Ier, par où commencera le récit, est on ne peut plus animé. Quant à l'introduction, elle se débrouille peu à peu dans ma tête. La chronologie du régime féodal éclaircira singulièrement les questions. Du XIe au XIIIe siècle, il s'est fait bien du chemin et l'on n'en a pas assez tenu compte. Dites-moi, je vous prie, ce qu'offre d'intéressant

un ouvrage cité par tous : *Théorie des lois politiques de la France* (1)? Sauriez-vous s'il y a eu quelques recherches tentées sur la justice criminelle de ces époques? Je ne trouve pas qu'on s'en soit même occupé, tandis qu'il y a des montagnes de livres et souvent fort bons sur la législation et la juridiction civile. Meyer (2), dont le tome Ier est excellent, est bien médiocre dans son tome II. Pardon de vous parler toujours ainsi de mes livres faits ou à faire; mais dans ma solitude je n'ai guère qu'une seule occupation, c'est encore pis que les années précédentes et je deviens plus exclusif dans mes objets de lecture et d'études : cela rend borné.

DU COMTE DE SESMAISONS.

Paris, 1er novembre 1827.

Ici je trouve tout en grande agitation. C'est une véritable crise. Rien n'était plus aisé à prévoir que le refus de plusieurs députés de siéger au delà des cinq ans. On découvre cela comme à l'improviste. Il en résulte que l'on est lancé dans une précipitation de mesures qui ne donne à personne le temps de s'y reconnaître, et qui force de faire beaucoup de choses que l'on voudrait n'avoir pas faites. J'espère bien qu'il ne viendra pas une Chambre qui entraîne le pouvoir et que les hommes qui auront le pouvoir, quels qu'ils

(1) *Théorie des lois politiques de la monarchie française*, par mademoiselle de Lézardière. C. B.

(2) *Esprit, origine et progrès des institutions judiciaires des principaux pays de l'Europe*, par J.-D. Meyer. C. B.

soient, auront la force de résister aux passions qui vont être déchaînées. Mais combien ne serait-il pas plus heureux que l'opinion fût en faveur du gouvernement. Tous les succès ne sont dus qu'à de l'habileté, et sont des tours de force quand il n'en est pas ainsi. Je ne dis pas que dans cinquante ans on ne soit point dégoûté des constitutions, ou du moins des institutions qu'elles nécessitent, mais à présent tout le monde les veut, et ceux qui pensent qu'on en reconnaîtra les abus, n'ont d'autre moyen de hâter ce moment, qu'en consentant le plus tôt possible à l'épreuve.

Certainement on ne peut pas dire que depuis quatre ans il y ait eu du mal de fait. Il y a certainement une assez grande prospérité. Les fonds publics sont à des cours élevés, la paix a été maintenue. La liberté individuelle est fort respectée. Il y a de l'indépendance dans les tribunaux, les routes sont sûres. Et cependant il y a un mécontentement universel. Si les grandes choses sont comparables aux petites, on dirait que la France a comme mal aux nerfs. C'est qu'au milieu de la jouissance des choses les plus essentielles, celle des choses d'agrément lui manque. Il ne manque rien à son corps, mais son esprit n'est pas satisfait. Son imagination s'inquiète parce que l'avenir vague la tourmente, quand elle n'y place pas des espérances.

Je ne suis point assez habile pour prévoir si la mesure que l'on va prendre tournera heureusement ou non, c'est-à-dire, à mon sens, si elle permettra de suivre une marche qui fasse plus d'amis à la royauté, dans la branche régnante, ou si elle fera faire plus d'efforts à ses ennemis. Ce que je sais, c'est que toutes les combinaisons vont être nouvelles et qu'il est dès

lors difficile de les apprécier, par calcul. Les passions, les intérêts font trop souvent le compte. Je me borne à faire des vœux pour que le roi règne en paix, que Monsieur le dauphin lui succède et affermisse les règnes qui doivent suivre et que je ne verrai pas. Ceux qui trouveront le moyen que les choses se passent ainsi, mériteront bien de la France; mais j'ai peur quand je vois risquer la tranquillité et faire des espèces de coups d'État. Même les dés pipés ne font pas toujours gagner.

On dit que, s'il a le dessus dans l'élection, le ministère est décidé à se mettre dans une ligne constitutionnelle et que M. de Villèle, déclarant que cette marche ne lui a pas été plus tôt possible, écartera tous ceux qui ne le suivront pas désormais.

C'est le 6 ou le 9 que l'ordonnance, pour de nouvelles élections, doit paraître. Elle sera certainement accompagnée d'une première liste de pairs composée de noms que l'on estime susceptibles d'échouer à l'élection pour la nouvelle Chambre. Une deuxième liste suivra donc celle-ci; il n'y aura pas de députés à moins que ce ne soit ceux qui auraient manqué leur élection. Ces pairs ne seront pas à vie, mais héréditaires, je crois, malgré ce qu'on a dit. On est d'un grand embarras pour cette nomination et c'est le nœud gordien de l'affaire. Prendre de grandes existences, où les trouver? Que diront les petites? Seront-elles sûrement dévouées? Vous n'accommodez pas plus tôt une de vos intentions, que vous n'en blessiez une autre. Combien même n'y a-t-il pas d'hommes que vous serez forcés d'y mettre en étant sûr d'avance qu'ils seront contre vous? Le maréchal Soult, par exemple. C'est là la mesure que l'on n'ajustera ja-

mais. Il y a à la cour un parti puissant contre elle, mais les mêmes personnes ont tant dit que la Chambre était factieuse, qu'elles ont provoqué ce qui aujourd'hui les blesse.

Ce seront de beaux grincements de dents pour le duc de Duras s'il faut qu'il s'asseye près de Chiflet ou de Piet.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 13 novembre 1827.

Cher Prosper, madame de Castellane vient de passer quinze jours ici, nous avons voulu vous avoir ensemble, mais vous savez qu'elle n'aime guère écrire et beaucoup causer, et bien souvent nous avons parlé de vous au lieu de vous écrire. Elle est partie ce matin, elle est bien mieux de santé; elle a été charmante dans ce séjour, animée, bonne enfant comme elle est toujours, et j'espère que ce séjour lui a aussi été doux.

Voici de grands événements, cher Prosper : Victor est à Paris pour huit jours pour le mariage de sa sœur (1); l'agitation est extrême, le mécontentement contre la mesure des pairs bien violent, surtout à la cour, M. de Villèle y a été insulté par M. de Fitz-James. On vous a peut-être écrit tout cela, et aussi le mouvement pour les élections. M. Bourgeois est *grand électeur*, son crédit et sa popularité dépassent de beaucoup ce que son succès *social* pouvait faire supposer. Nos élec-

(1) Le mariage avec le comte de Lascours de mademoiselle d'Argenson, née du second mariage de la mère de M. le duc de Broglie avec M. le marquis d'Argenson. C. B.

tions d'ici sont fort douteuses, il y a chances à cause que les ultras sont dégoûtés de leur candidat sans vouloir celui du ministère, enfin voilà de nouvelles combinaisons : on se sent rajeuni.

Mais ce qui est admirable, c'est la Grèce! c'est une des émotions les plus complètes que j'aie ressenties. Cette union des Français et des Anglais dans une telle cause, c'est bien beau. Je viens d'éprouver un sentiment tout nouveau pour moi, celui de l'amour de la patrie. Les Français qui sont là, il me semble que je les connais tous, que ce sont nos frères ou nos fils! Se peut-il que ce soit sous le gouvernement de M. de Villèle que nous ayons une telle gloire? Comme on aimerait un gouvernement tant soit peu honnête qui se trouverait à la tête du pays dans une telle guerre.

Adieu, cher Prosper. Madame de Sainte-Aulaire est ici, M. Guizot aussi ; quand y viendrez-vous?

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Paris, 15 novembre 1827.

J'ai voulu, pour répondre à votre lettre du 3, avoir à vous parler de la séance Royer-Collard (1). Les journaux, surtout les *Débats*, le font assez fidèlement ; quant à moi j'y mettrai probablement de la partialité, car vous saurez que M. Royer et moi nous sommes plus que jamais dans la plus grande coquetterie et que, pour ma part, je l'aime de tout mon cœur. Le fait est que les plus grandes exigences amicales ont dû être satisfaites

(1) La séance de réception, à l'Académie française, de M. Royer-Collard. C. B.

et que les siennes ont dû trouver une grande satisfaction aux applaudissements du public choisi, pendant que le gros public le demande pour son représentant dans sept départements. Il est tout simplement à l'heure qu'il est l'homme le plus populaire du pays, et j'ajouterai probablement le plus heureux. Je fais assez grise mine à M. Molé, qui est revenu douze heures trop tard de Champlâtreux pour assister à la séance académique. Il revient des champs dans un admirable détachement des vanités humaines autant qu'elles touchent à la politique ou à la galanterie.

Je ne sors jamais le soir, et tous nos amis me soignent de très bonne grâce ; M. de Talleyrand finit ses soirées chez moi. A minuit, je lui livre mon salon et vais me coucher ; à ces conditions-là je me porte bien, même à Paris et ne m'y ennuie pas. J'ai grande envie de vous y voir, n'y a-t-il aucun moyen d'y espérer madame de Barante? Écrivez-moi bien vos projets, songez qu'ils sont d'un intérêt réel pour moi et que vous devez beaucoup à qui vous aime beaucoup.

P.-S. — Comment gouvernez-vous vos élections? Ici on augure bien du résultat général, malgré les fourberies du ministère, qui sont infinies. M. de Vitrolles va à Florence se consoler de la pairie qui lui échappe. Le grand Beugnot a l'air d'un pauvre honteux. M. Pasquier est en humeur séditieuse; tout le monde a une couleur tranchée. Mon fils Alexandre est à Angoulême. Notre séparation m'a été pénible. Pour lui, la bataille de Navarin a achevé sa vocation pour la marine.

DE M. GUIZOT.

Broglie, 18 novembre 1827.

Vous me demandiez, dans votre dernière lettre, si j'étais en mesure pour le cas de la dissolution. Hélas! non; elle me prend un an trop tôt; j'ai quarante ans depuis cinq semaines, mais l'année de possession exigée pour la propriété qui rend éligible me manque. Je n'avais pas encore l'âge; je ne croyais pas du tout la dissolution imminente; j'étais occupé de tout autres pensées; bref, il y a seulement cinq ou six mois que j'ai prié M. Perier, qui avait quelques fonds à moi, de vouloir bien les employer à l'achat d'une maison qui fît mon affaire; l'achat eût-il été fait tout de suite, je n'en serais pas mieux en mesure; de plus, il a traîné; et il faut, à présent, que j'attende les chances individuelles des morts, des retraites, ou de nouveaux événements. J'en suis on ne peut plus vivement contrarié, d'autant plus que j'ai reçu à cette occasion, de Paris, de mon département et de deux ou trois autres, des marques d'estime et de bienveillance qui m'ont été douces et dont j'aurais eu grand plaisir à profiter. L'activité extérieure me serait d'ailleurs très bonne. Il faut attendre. Je ne crois pas que nous entrions dans une période stationnaire; je ne doute pas que le ministère n'ait la majorité, mais une majorité désordonnée, exigeante, indépendante, et en face d'une opposition qui paraît devoir être assez forte. Les plus sensés comptent sur 80 choix libéraux; si la contre-opposition en faisait 30 ou 40, comme elle s'en flatte, la discussion serait redoutable pour M. de Villèle. Il est obligé de porter, en beaucoup de lieux, des ministériels nouveaux; tous les anciens sont

décriés. La création de pairs ne réussit pas mieux à la cour que dans le public; les plus avisés de votre Chambre prétendent que vous serez encore une minorité fort en état de disputer la majorité dans beaucoup d'occasions. Que la liberté de la presse se sauve, je ne demande rien de plus; mais là est le danger, car là sera l'attaque.

La Grèce tourne contre M. de Villèle quoique ce soit ce qu'il ait fait de mieux depuis qu'il gouverne; mais telle est la situation que tout mouvement, tout succès de la bonne cause lui nuit. En tout le public est animé et *high spirited*; je ne vois guère d'autre raison de compter sur quelque événement un peu considérable, mais celle-là est bonne. Corbière est très malade, malade au point que les médecins assurent que, s'il ne meurt pas, il sera dans une complète impossibilité de reprendre les affaires; grand embarras pour Villèle. Il n'en trouvera pas un second qui soit si bien lié à lui et le soutienne aussi bien en le contrariant si peu. Du reste, il n'est question, comme vous pensez bien, d'aucun mouvement dans le ministère, d'aucun préparatif pour la session, d'aucun projet de loi; tout est ajourné après les élections, tout dépendra de leur résultat. Si on avait eu un mois au lieu de huit jours pour s'y préparer, je suis, en vérité, tenté de croire qu'elles auraient fini par être tout à fait antiministérielles; d'heure en heure, l'opposition gagne visiblement. Plusieurs présidents de collège ont donné leur démission; à Paris, M. Vassal (1) a déclaré au ministère qu'il agirait pour

(1) M. Vassal, banquier, était l'un des présidents du collège de département de la Seine. C. B.

Casimir Perier, on lui a demandé sa démission; il l'a refusée. On est sûr de dix choix et on en espère onze.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 23 novembre 1827.

Je suppose, mon cher ami, que vous êtes curieux de nouvelles, quoique ce que disent les journaux suffise pour que vous puissiez présumer juste notre situation. Ce succès inespéré est venu nous rejeter dans la politique dramatique, et je suis sûr que depuis huit jours les pulsations de tous les pouls de Paris ont augmenté de 50 p. 100. Le ministère est violemment ébranlé. Cependant Villèle est calme, sans insolence et sans faiblesse; il se montre ce qu'il est toujours, homme de caractère. Il n'y a qu'un cri contre lui à la cour, on lui impute tout ce qui est arrivé. Les familliers du roi ne l'entretiennent que des torts de son ministre. MM de Fitz-James, de Maillé, de Rivière, ont traité avec l'opposition dans les élections; M. de Polignac a présenté un mémoire contre la dernière promotion des pairs et boude à sa campagne, d'où le roi l'a vainement fait prier de venir. Cependant le roi tient bon et l'idée que le changement de ministres a perdu Louis XVI domine tout dans son esprit. MM. de Frayssinous et Chabrol ont, en tout temps, protesté hautement contre les dernières mesures; Peyronnet et le ministère de la guerre les désavouent aussi; cependant je crois que, depuis les élections, le garde des sceaux se serre à Villèle, dans la crainte d'être le premier sacrifié; il est même vaguement question de le faire ministre de l'intérieur, Corbière

étant hors de combat et à peu près mourant. Vous voyez l'effet cherché par les troubles de Paris; je ne crois guère, comme on le pense généralement, qu'ils ont été suscités par la police ; j'ai également la certitude que les libéraux n'y sont pour rien. Mais il y a de l'émotion, cela est évident; et d'ailleurs les troubles dans le principe n'étaient guère autre chose que des polissonneries des rues, telles qu'il aurait pu y en avoir le jour de la Saint-Louis ou le mardi gras. Un mélange de peur, d'incapacité et de tactique ne leur a opposé qu'une répression lente, maladroite et cruelle, tout à fait propre à les grossir en eux-mêmes et à les exagérer dans l'opinion; et maintenant on les exploite pour influer sur les élections des grands collèges. Je crois bien que cette manœuvre aura quelque effet. Il est difficile de persuader aux libéraux qu'ils n'auront pas la majorité; ils comptent encore sur une cinquantaine de choix dans les élections d'après-demain. Je ne compte guère que sur dix à douze. Mais partout le ministère a ordonné à ses gens de se réunir aux gens de la droite indépendante, ou de la nouvelle opposition, de manière que si ceux-ci ne s'effrayent pas, ils sont en mesure de donner dans la Chambre une majorité notable contre le ministère. Voudront-ils, une fois la session commencée, attendre, pour se séparer de la gauche, que Villèle soit renversé? Voilà la question; on fait courir des bruits d'alliance avec eux et de la formation d'un ministère où ils entreraient en majorité avec Villèle. Ceux qui se prétendent le mieux dans ses secrets, disent que son penchant est au contraire de traiter avec M. Royer-Collard et sa nuance. Tous ces bruits sont faux ou combinés. Ce que je crois, c'est que Villèle ne fera que des modifi-

cations insignifiantes à son ministère et entreprendra ne gouverner la Chambre quelle qu'elle soit. Au reste, M. Pasquier est plein d'espérance et consentirait volontiers, à être ministre avec M. de Polignac.

Voilà bien des nouvelles, mais une autre nouvelle bien cruellement triste, c'est qu'Auguste est très malade à Coppet et que M. et madame de Broglie ont traversé Paris avant hier soir, en toute hâte, pour aller le joindre ; vous concevez les angoisses d'un pareil voyage et nos inquiétudes.

A M. GUIZOT.

Barante, 28 novembre 1827.

Vous voilà, cher ami, de retour à Paris, ramené par une bien triste circonstance. Votre cœur, déjà blessé si profondément, a sans aucun doute ressenti vivement une perte (1) à laquelle rien ne vous préparait. Nous ne sommes point heureux. Nos amis, nos compagnons, ceux qu'unissent à nous une honorable conformité disparaissent les uns après les autres avant le temps probable. Je ne sais rien encore de madame de Broglie ; elle est certainement accablée ! Et cette pauvre jeune femme, que va-t-elle devenir ? Quelle force et quel courage aura-t-elle pour mener à bien l'enfant dont la naissance devait lui donner tant de joie ?

A peine puis-je, après cette affliction, trouver quelque intérêt aux affaires publiques, tout animées qu'elles sont redevenues ; soyez pourtant assez bon

(1) M. Auguste de Staël venait de mourir. C. B.

pour m'en parler et me tenir au courant. Avec un autre homme que M. de Villèle et une autre disposition du roi, le changement de ministère serait assuré, mais c'est une erreur de raisonner en ceci selon les règles du sens commun. Il est possible qu'une lutte s'engage et elle prendrait sans doute un caractère plus grave. Du reste, la vivacité des journaux et les alarmes du ministère n'ont eu ici que très peu d'influence ; de part et d'autre il y a du zèle, chacun a fait ce qu'il a dû, mais sans animosité, dans un grand esprit, non de rapprochement, mais de tolérance. Le caractère indépendant des électeurs qui ont nouvellement atteint l'âge de voter a été pour moi le principal sujet de remarque, surtout au grand collège. Dans dix ans, il ne sera plus question de vieux souvenirs de révolution. Le ministère n'a pas, malgré tous ses efforts, réussi à les réchauffer beaucoup. Il combat, sans le savoir, contre un nouvel esprit libéral qui manque encore d'ensemble, de doctrines, de nombre, mais dont les progrès sont rapides. Si la Chambre des députés veut en être l'expression et laisser là toutes les guenilles du passé de l'ancien régime et de celui de la Révolution, elle sera bien forte. La situation de M. Royer est très glorieuse et importante, il est tentant, j'en conviens, d'en jouir et de ne la pas compromettre ; je voudrais pourtant qu'il sentît tout ce qu'il peut faire.

Je ne prends pas mon parti sur le malentendu qui vous a empêché d'être éligible.

DU DUC DE BROGLIE.

Coppet, 3 décembre 1827.

Votre lettre a fait comme nous, mon cher ami, elle est arrivée tard, bien tard, trop tard. A la première nouvelle du danger du pauvre Auguste nous sommes partis de Broglie et venus sans nous arrêter jusqu'à Annonnais ; là nous avons trouvé un voiturier. Il avait vu défiler les voitures du convoi. Je vous laisse à juger du reste du voyage. Vous le pouvez, car vous nous connaissez tous ; mais ce que vous ne sauriez vous figurer, c'est le spectacle de désolation que présente ce malheureux Coppet : ma belle-sœur et sa mère sont dans un état qui fait une profonde pitié ; rien jusqu'à présent n'a pu, je ne dis pas distraire, mais intéresser cette infortunée jeune femme, ni la vue des amis les plus chers de son mari, ni les espérances de son enfant, ni quoi que ce soit au monde ; les douleurs mêmes de l'accouchement n'ont pu détourner sa pensée un seul instant ; et la vue de son enfant n'a pu obtenir d'elle le moindre témoignage de joie ; l'enfant se porte bien et promet de vivre ; la mère elle-même n'est point mal comme santé, mais si on peut résister longtemps à cet excès de douleur, en vérité, je l'ignore. La maladie du pauvre Auguste a été une fièvre maligne très vive. Sa mort a été un deuil pour tout le pays. Tous ces beaux établissements qu'il avait formés vont se détruire peu à peu, et la maison elle-même a déjà l'air d'un tombeau. Oh ! mon Dieu, que la vie humaine est une courte chose !

Nous comptons rester encore ici une quinzaine de jours, et puis retourner à Paris. Nous vous y verrons

sûrement au commencement de la session, car, ma foi, celle-ci sera curieuse. Adieu, mon cher ami, aimons-nous.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 4 décembre 1827.

Cher Prosper, bien que je n'aie eu le temps ni la force, au milieu du trouble et de la douleur qui nous accablent, d'écrire à personne, je veux vous écrire un mot. Je sais et je sens combien vous êtes ému, pauvre Prosper, ce cher Auguste était pour vous comme pour moi, quoique à moindre degré, uni à tout votre passé. Je suis sûre que les déchirantes impressions que Coppet désolé me fait éprouver, vous les partagez. Ah ! cher Prosper, quelle dispersion de tant de choses si chères, quel lien brisé ! Et sa pauvre femme, c'est une douleur incomparable ! Ce pauvre enfant, c'est un fils, est venu au monde bien portant par la protection de Dieu, mais sous quels tristes auspices ! Cette pauvre créature si jeune, si pure, si vive, qui n'a connu aucun mécompte, qui ne trouve rien d'incomplet dans le bonheur de ce monde, et à qui tout est ravi ! La mère est admirable ; elle n'a pas, pour supporter la douleur de sa fille, la force qu'elle avait pour la sienne. Elle dit : *Mon fils n'était plus dans les flammes et ma fille y est.* Mais elle est soumise ; elle peut encore bénir Dieu au milieu de son agonie. La fille est bien pieuse ; l'âme d'Auguste est allée si droit dans le sein de Dieu. Toute cette année son avancement religieux frappait chacun ; il a été presque toujours en délire, pendant sa maladie et même en délire, il priait. Ah !

cher Prosper, l'Évangile, l'Évangile, c'est la vie ! quand je compare la douleur sentie depuis que j'appelle Dieu *mon père* que je me sens *enfant de Dieu* par le sang de Jésus-Christ, avec la douleur éprouvée dans le temps ou ma piété était confuse, vague, ah ! je ne puis assez bénir l'Évangile. L'Évangile si tendre qui me fait sentir la bonté de Dieu au milieu de ma peine et de celle encore plus grande que je vois ! Les douleurs de la vie sont tout autres, Dieu ne les inflige plus qu'à regret, la pitié est immense incomparable. Ah ! cher Prosper, si mes paroles avaient aujourd'hui un peu de poids près de vous j'obtiendrais que chaque jour de votre vie vous cherchassiez Dieu dans *l'Évangile* dans l'Évangile *seul*, en lui demandant de s'y révéler lui-même. Ah! combien ce cher Auguste voudrait contribuer même après lui à un tel résultat !

Adieu, cher Prosper, je connais le cœur de Césarine, je sais sa pitié.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 8 décembre 1827.

Oui, mon ami, vous dites vrai, la vie se ternit en se prolongeant, et j'admire ceux qui conservent plus de vingt ans de la sérénité et de l'espérance. Nous n'habitons qu'un bien petit coin du monde ; tous tant que nous sommes, nous n'avons guère que des amitiés de choix, nous sommes peu, et cependant, depuis sept à huit ans, que de vides dans cette poignée d'hommes ! Je n'y puis songer sans une douloureuse surprise. Depuis votre pauvre beau-frère (1) jusqu'à Auguste, que

(1) Le comte Germain. C. B.

de pertes! que de liens rompus qu'avaient formés ou l'affection ou quelque sympathie ! Et Camille Jordan, et de Serre et Foy ! Et je ne parle pas de sentiments plus intimes, de pertes plus déchirantes, les paroles me manqueraient avec les pleurs. Il y a une ode de Klopstock : *Aux amis qui ne sont plus*, qui m'avait beaucoup touché autrefois. J'y ai bien souvent pensé depuis ! Je ne sais si vous la connaissez.

Chaque jour rend plus sombre le voile qui couvre le monde à mes yeux, je viens encore de perdre ma pauvre petite belle-sœur ; ce malheur était prévu, il a dû longtemps en précéder d'autres, mais n'importe, il ajoute à ce fonds d'abattement dont je n'espère au reste, ni ne désire revenir. J'aimais beaucoup cette enfant, elle avait un esprit singulièrement sérieux et l'âme la plus honnête, je crois, que j'aie rencontrée.

Nous vous y verrons à ce Paris, cet hiver; tant d'événements nous en donnent l'assurance. Il est triste de ne pouvoir librement jouir d'un spectacle si curieux et à beaucoup d'égards si beau. Ce mouvement de la France était imprévu et vraiment admirable. Ce lion subjugué, enchaîné, secoue sa crinière et ses gardiens prennent la fuite, car on n'en doute plus. Le caractère de Villèle semblait garantir qu'il hasarderait de gouverner cette nouvelle Chambre, mais il paraît avoir calculé qu'il valait mieux se retirer qu'être chassé, et qu'après une mise en accusation, le retour serait difficile. Ce n'est pas qu'il n'essaye de temps en temps de rapiécer son ministère ; mais le projet de retraite en masse domine tous les autres projets, et l'on croit même que la démission est définitivement acceptée depuis avant-hier. Il a essayé de composer un ministère parfaitement insignifiant avec Lainé,

Ravez, Chabrol, etc., etc; rien n'a réussi. La combinaison la plus probable, est celle du ministère Pasquier-Polignac avec MM. Portalis, de La Ferronnays, Chabrol, Martignac. Je crois que tout le monde, autour du roi, a envie de composer le ministère le plus tôt possible et bien avant la session, afin d'avoir plus de liberté dans le choix. Il semble vraiment que l'effort que la France vient de faire doive être compté pour rien, et que la majorité, dont la seule menace renverse M. de Villèle ne mérite pas d'être consultée. Il paraît que celui-ci restera député. Le roi lui conserve toute confiance. M. de Talleyrand est un peu étonné qu'on ne s'occupe pas de lui. M. de Chateaubriand est à peu près dans le même cas, et M. Decazes fait des courses en voiture assez gratuitement. Quant à M. Royer, il reste dans sa rue d'Enfer, et *la leur garde bonne.*

DE M. ROYER-COLLARD.

Paris, 14 décembre 1827.

Eh bien, voilà depuis ma dernière lettre, une autre France dans laquelle le canapé tient un peu plus de place. Il est décidément impossible, non pas seulement que le ministère se conserve, mais qu'il ouvre la session. S'il se retirait demain, la Chambre étant encore loin, vous verriez sortir des mauvaises traditions du passé, et du besoin d'éluder le présent, un de ces ministères tricheurs, à qui nous avons eu si longtemps à faire. Aussi c'est merveille d'entendre bien des gens que vous connaissez insister avec une vivacité extraordinaire sur l'importance de se hâter. C'est que, si on

attend les approches de la Chambre, le peu qu'ils sont encore aujourd'hui se sera évanoui. Il ne faut pas moins que la nécessité présente et grondant assez fort pour amener une conduite raisonnable et les hommes capables de la faire prévaloir contre les difficultés qui se présenteront. Mais y aura-t-il, en effet, une Chambre qui ait de la volonté et de la persévérance? Toutes les questions aujourd'hui sont dans celle-là. Je l'espère sans en être bien sûr? Il me paraît qu'il n'y a jusqu'ici et avant qu'elle se forme que des minorités; par conséquent de possible qu'une majorité de coalition. Il s'agit d'étudier les conditions de cette majorité et de les remplir. Sa couleur sera d'être un centre, ayant à défaire chaque jour les deux extrêmes.

Je laisse aller ma plume comme irait notre conversation au coin du feu. Du reste, je ne suis rien et de rien; je regarde, j'écoute, j'attends. Je voudrais bien que vous fussiez ici et quelques autres amis et, parmi lesquels le beau-frère de celui que vous pleurez et que je regrette moi-même beaucoup, quoique je ne l'aie presque pas connu.

SUR M. DE VILLÈLE.

Pour me servir de l'expression employée par l'historien de Louis XI (1), je dirais de M. de Villèle : « Tout mis en balance, ce fut un ministre. » Il a duré six ans, terme prodigieux et presque inconcevable dans l'état de la société et des esprits en France; il a joui d'une renommée d'habileté qui lui donnait de la considéra-

(1) Philippe de Commines. C. B.

tion au dedans et au dehors. Sa chute n'a point détruit cette renommée. Ce n'est point entre ses mains qu'a péri la fortune de son parti, et lorsqu'il a été éloigné des affaires elle était en assez bonne situation, de sorte qu'on a pu dire que sa disgrâce avait été une cause de ruine pour la dynastie. Le hasard des circonstances ne suffit point pour expliquer une carrière parcourue avec un pareil succès. La qualité éminente de M. de Villèle, le bon sens d'un administrateur, ne peut pas non plus être la cause unique, qui l'a placé et maintenu à la tête des affaires. Il n'était pas un homme politique, en ce sens qu'il ignorait complètement l'Europe et à peu près la France; mais il avait à un haut degré l'intelligence de son propre parti, et, ce qui est mieux encore, il le connaissait d'instinct. Il en était réellement et ne voulait ni ne pouvait s'en séparer, et cependant il en savait les inconvénients, et n'avait pas pour ses opinions une affection d'enthousiasme. Ce n'était point la société Piet qui avait rétréci ses idées; elles étaient restées au même point. Officier de marine dans sa première jeunesse, il s'établit, dès le commencement de la Révolution, à l'île Bourbon, s'y maria et y passa quinze ou vingt ans à faire valoir son habitation et à faire travailler ses nègres. Revenu des colonies, il avait vécu à la campagne en bon et intelligent propriétaire sans nulle étude, sans lecture, sans besoin de s'instruire. Tel était son point de départ. Il devint député et ministre, tout comme, sous l'ancien régime, il eût été un membre distingué des états du Languedoc. Sa politique consistait à ne pas se brouiller avec son parti en le rendant assez raisonnable pour qu'on pût mener les affaires régulièrement; il avait bon jugement, décision sensée

sur ce qui se présentait à lui sous forme d'affaire. Pour des principes, des systèmes, des opinions, dans le vrai sens du mot, il n'en avait pas et ne concevait guère comment les autres en avaient. Il était plein d'orgueil, de grande idée de lui-même, de dédain pour ce qui l'entourait, mais il avait si peu d'éclat, un esprit si peu général et si peu absolu, qu'il ne choquait personne. Calme et patient, il supportait sans s'émouvoir les contradictions et les contrariétés. Quand il arriva au pouvoir, son compatriote, le chevalier de Panat, disait : « Il ira plus loin qu'on ne croit, on ne » sait pas ce que peut un Gascon qui se possède ». Il fut l'homme d'affaires du parti qui lui donnait confiance à ce titre. Ses relations avec Charles X étaient celles d'un intendant avec un grand seigneur qu'il a convaincu de son habileté et qui le laisse tout diriger dans la maison, hors sa propre conduite. Charles X croyait régner, et il avait raison. Toutes les grandes fautes politiques sont de lui et de son parti. M. de Villèle livré à lui-même ne les aurait pas commises, et les a permises sans en comprendre la portée.

VII

Janvier 1828 - Août 1829 (1).

AU COMTE DE MONTLOSIER.

Paris, 24 mars 1828.

Le parti détrôné est bien fort, il a des racines profondes et de puissants soutiens. Il a tout couvert, il a

(1) Événements de janvier 1828 a aout 1829. — Après de longues et pénibles négociations, formation d'un nouveau cabinet où siègent MM. de Martignac, de La Ferronnays, Roy, Portalis, etc., et dont l'évêque d'Hermopolis et M. de Chabrol continuent à faire partie (5 janvier). — Nouveau changement de ministère en Angleterre (25 janvier). — Le duc de Wellington devient chef du cabinet qui, par la retraite successive des *whigs* et des amis de M. Canning n'est plus composé que de *tories*. Ce nouveau cabinet ne dissimule pas le regret que lui cause la bataille de Navarin. — Difficultés de la position du ministère, placé entre les exigences de l'opinion libérale et les résistances du roi qui entretient une correspondance secrète avec M. de Villèle. — Renvoi de MM. Franchet et Delaveau. Vaines tentatives pour fortifier le cabinet en y faisant entrer M. de Chateaubriand. M. de Vatimesnil est nommé grand maître de l'instruction publique (1er février). — Ouver-

perché partout; ce n'est que pied à pied que l'on gagnera du terrain, et malgré toutes les injures qu'on

ture de la session (5 février). — Discours du trône, conçu dans un esprit libéral. — Vérification des pouvoirs des députés. Vifs et longs débats auxquels elle donne lieu. Violentes accusations dirigées contre les moyens employés par le précédent ministère pour dominer les élections. — Exposés de la situation diplomatique faits aux deux Chambres par M. de La Ferronnays et accueillis avec une grande faveur. — A la Chambre des députés, une partie de l'ancienne opposition de droite se réunit à la droite avec M. de La Bourdonnaye, le reste, avec MM. Hyde de Neuville, Delalot, etc., s'unit à la gauche qui triomphe dans l'élection des candidats à la présidence, M. Royer-Collard est nommé président. — MM. de Chabrol et l'évêque d'Hermopolis sortent du ministère et sont remplacés par MM. Hyde de Neuville et l'évêque de Beauvais (3 mai). — Autres nominations dans le même sens. Destitution ou déplacement de plusieurs préfets compromis dans les élections. — Formation d'une commission chargée de préparer un projet d'organisation départementale et communale. — M. de Chateaubriand et le *Journal des Débats* se rallient au ministère. — La Chambre des députés, après une discussion très animée, vote une adresse au roi qui déclare *déplorable* le système du dernier cabinet. — Propositions faites à la Chambre des députés pour l'abolition de la censure, la modification de la législation concernant l'imprimerie, la réélection des députés promus à des fonctions publiques, la réforme du conseil d'État, etc. — Présentation des lois financières et d'un projet de loi relatif à la revision des listes électorales en vue des élections qui se préparent pour remplir les sièges vacants dans la Chambre par suite d'élections multiples et d'annulations. Inquiétudes causées par une de ces réunions tenue à Paris dans un lieu public. Vifs débats à ce sujet dans les deux Cham-

dit à cette pauvre nation, elle est si loin des révolutions qu'on ne peut lui imprimer aucune activité suivie.

bres. Le gouvernement interdit les réunions dans de telles conditions. — La cour royale déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre dans l'affaire des troubles du mois de novembre précédent. — Discussion, à la Chambre des députés, de pétitions relatives à la violation du secret des lettres et au cabinet noir. — Rapport et discussion des pétitions relatives à des illégalités commises dans les élections. — M. de Pradt se démet de ses fonctions de député. — Présentation à la Chambre élective d'un projet de loi sur la presse périodique, qui supprime l'autorisation préalable, la censure, les procès de tendance, établit le système des gérants responsables, etc. Il est d'abord accueilli avec faveur, même par la plupart des opposants. — Élection d'une quarantaine de députés appartenant presque tous à la gauche et au centre gauche. A Paris, l'extrême gauche obtient un triomphe complet. — Brillant succès des cours de MM. Guizot, Villemain et Cousin à la Faculté des lettres. — Le baron de Damas est nommé gouverneur du duc de Bordeaux, au grand déplaisir des ministres et du parti libéral (26 avril). — Discussion et vote par les deux Chambres de la loi relative à la revision des listes électorales, amendée dans un sens libéral. Triomphes oratoires et popularité de M. de Martignac. — Discussion et vote par la Chambre des députés du projet de loi relatif au régime de la presse périodique. Beau discours de M. de Martignac. — M. de Chateaubriand est nommé ambassadeur à Rome (1er juin). — Ordonnances par lesquelles il est interdit aux jésuites de prendre part à l'enseignement dans les petits séminaires, et aux petits séminaires de recevoir d'autres élèves que ceux qui se destinent à l'état ecclésiastique (16 juin). Fureur qu'elles excitent dans le parti religieux. Satisfaction du parti libéral. — Violente discussion à la Chambre des députés sur des pétitions dirigées contre

Donnez une semaine de congé à la Chambre des députés, il n'y a pas un député de la gauche qui ne soit

les jésuites. — Prise en considérations à la presque unanimité d'une proposition d'accusation contre l'ancien ministère, présentée par M. Labbey de Pompières. — La Chambre écarte, par l'ordre du jour, une pétition tendant au rétablissement de la garde nationale de Paris. — Discussion et vote par la Chambre des pairs de la loi sur la presse périodique. Vivement attaquée par les membres de la droite, elle est défendue par le garde des sceaux et par M. de Chateaubriand. — Discussion des lois de finances. — La discussion de la proposition d'accusation contre les anciens ministres est ajournée après le vote du budget, c'est-à-dire indéfiniment. — Discussion et vote par les deux Chambres d'un crédit extraordinaire pour les bourses des petits séminaires. Opposition extravagante de M. Duplessis-Grenédan. Excellents discours de l'évêque de Beauvais et de M. de Martignac. — Clôture de la session (8 août). — Position difficile du ministère entre l'hostilité violente de la droite, les exigences de la gauche et les défiances du roi, qui a pour principal conseiller M. Ravez. — Violences de l'épiscopat et du parti ultra-religieux contre les ordonnances relatives aux jésuites et aux petits séminaires. L'intervention du saint-siège y met fin en donnant raison au ministère. — Voyage du roi dans les départements de l'Est. L'accueil enthousiaste qui lui est fait, surtout par les libéraux, lui persuade que l'opinion est pour lui et qu'il peut tout oser. — Voyage de la duchesse de Berry dans l'Ouest, où les restes des anciennes armées vendéennes lui font une réception qui la confirme dans les sentiments d'exagération royaliste. — Destitution de quelques conseillers d'État amis de l'ancien cabinet, arrachée à grand'peine par le ministère aux répugnances de Charles X. Mécontentement des libéraux qui trouvent ces con-

content de ce loisir; et puis qu'on vienne nous parler de l'Assemblée constituante et du 14 Juillet. Aussi le

cessions insuffisantes. Réformes, améliorations effectuées ou préparées dans les différentes branches de l'administration. — Acquittement de la *Gazette de France*, poursuivie pour provocation à la haine et au mépris du gouvernement. — Événements de la guerre entre la Russie et la Porte. — Expédition française en Morée, qui oblige l'armée égyptienne à quitter le pays. — M. de Metternich, enhardi par les revers ou les succès incomplets des Russes, s'efforce d'amener les grandes puissances à imposer leur médiation à l'empereur Nicolas. Échec complet de cette tentative. — Affaiblissement de la position de l'Autriche en Europe et particulièrement en Allemagne. Progrès de la Prusse. — Usurpation de dom Miguel qui, appelé à gouverner le Portugal comme régent au nom de sa nièce donha Maria, se fait proclamer roi. — Rentrée en France de la dernière division de l'armée qui occupait l'Espagne. Conclusion d'une convention pour l'acquittement de la dette de l'Espagne envers la France. — Incidents du blocus d'Alger. — Élaboration par le gouvernement de deux projets de loi relatif à l'organisation départementale et municipale. — Attaque de paralysie de M. de La Ferronnays. M. Portalis est chargé par intérim du portefeuille des affaires étrangères. — Tentative du roi pour faire entrer M. de Polignac dans le cabinet. Elle échoue contre la résistance des ministres et le soulèvement de l'opinion libérale. — Irritation de M. de Chateaubriand de ne pas être appelé à remplacer M. de La Ferronnays. — Ouverture de la session (27 janvier 1829). — Bon effet produit par le discours du trône. — Discours de M. de Polignac à la Chambre des pairs, protestant contre les intentions anticonstitutionnelles qu'on lui supposait. Discussion des adresses des Chambres. Le parti libéral prend de plus en plus l'ascendant. Hostilité croissante de la droite contre

parti est-il en sens inverse, et d'ici à un an nous serons toujours à la veille de voir renaître la dernière domi-

le ministère. — Écrit de M. de Lamennais, attribuant au pape un pouvoir absolu même dans l'ordre temporel. — Présentation aux Chambres de divers projets de loi, entre autres de deux projets relatifs à l'organisation départementale et municipale. Éloquent exposé des motifs de M. de Martignac. Ces deux projets, repoussés avec violence par la droite, sont d'abord accueillis avec faveur par l'opinion libérale, mais elle ne tarde pas à les trouver insuffisants. — Retrait par M. Labbey de Pompières de sa proposition d'accusation contre les anciens ministres. — Discussion à la Chambre des députés des projets de loi d'organisation départementale et communale. La droite les combat comme trop peu monarchiques, la gauche comme antilibéraux. Après une lutte prolongée et malgré les efforts éloquents de M. de Martignac, un amendement qui supprime les conseils d'arrondissement, ayant été voté par suite de l'abstention calculée de la droite, le gouvernement retire ses deux projets (8 avril). Grande joie dans le côté droit et à la cour. Irritation de la gauche, qui rompt absolument avec le ministère. Celui-ci, désormais sans majorité, se trouve réduit à l'impuissance. — Par suite de la démission de M. de La Ferronnays et du refus du duc de Laval appelé au ministère des affaires étrangères, ce ministère est donné à M. Portalis que M. Bourdeau remplace comme garde des sceaux. — Irritation de M. de Chateaubriand que le roi persiste à tenir éloigné des fonctions ministérielles. Mort du pape Léon XII (10 février). Élection du pape Pie VIII (31 mars). M. de Chateaubriand veut faire considérer cette élection comme un triomphe de son habileté. Il vient en congé à Paris où il est froidement reçu par le roi. — Continuation des hostilités pendant l'hiver entre les Russes, les Turcs et les Grecs. Protocole de Londres, du 22 mars, qui règle les conditions de l'affranchissement de

nation qui, pour cette fois, serait condamnée à la violence.

la Grèce. Intrigues de M. de Metternich, qui essaye de se réconcilier avec la Russie et de l'éloigner de la France. Elles échouent. — Voyage de l'empereur Nicolas à Berlin, où il s'attache à faire ressortir et à exagérer, pour intimider ses adversaires, ses bonnes relations avec la Prusse et la France. En Angleterre, le duc de Wellington, pour prévenir la guerre civile qui menace l'Irlande, propose et fait voter l'émancipation catholique qu'il avait jusqu'alors repoussée. — Attitude presque hostile du cabinet de Londres contre le parti constitutionnel en Portugal. — Belles discussions à la Chambre des pairs sur un nouveau projet de code militaire. Elles n'amènent pas de résultat. — Une loi qui adoucit la contrainte par corps pour dettes, votée par la Chambre des pairs, n'est pas portée à la Chambre des députés. — Autres projets de la loi sur la librairie, l'imprimerie, etc., qui échouent également. — Discussion et vote par la Chambre des députés du budget des dépenses de 1830. M. de Martignac explique et justifie avec son éloquence ordinaire la conduite du ministère vivement attaquée de tous les côtés. — Nombreux incidents. Progrès du romantisme. Pétition par laquelle les poètes classiques supplient le roi de maintenir la dignité du théâtre. — Vifs débats sur la politique étrangère sur le droit royal de conclure des traités et sur les limites que peut y apporter la nécessité d'en soumettre aux Chambres les clauses financières. — Vives attaques de l'extrême droite de la Chambre des pairs contre le ministère, qu'elle accuse de faire des concessions au parti révolutionnaire. Belle réponse de M. de Martignac, que le roi n'approuve pas. — Clôture de la session (31 juillet). — Inquiétude, agitation des esprits. Nombreux procès de presse. (D'après les sommaires des chapitres CXX, CXXI, CXXII, CXXIII, CXXIV, CXXV, CXXVI, CXXVII et CXXVIII, CXXIX, CXXX, CXXXI, CXXXII, CXXXIII,

On a cru que M. de Chateaubriand allait arriver; il a vu le roi et ne l'a point persuadé. Peut-être pourrait-il entrer comme homme de la droite, mais il se proclame du centre gauche, et, sous cet uniforme, il est refusé.

Dans peu de jours on reparlera encore soit de lui, soit de M. Pasquier, car il est difficile de rester comme on est; il semble aussi que quelque lutte un peu vive doive s'engager incessamment à la Chambre des députés; on s'aigrit de part et d'autre; les ménagements n'ont pas servi à grand'chose, et je connais des gens qui s'en lassent. L'excès opposé serait plus funeste. En tout la situation est délicate, et la conduite de chacun assez difficile.

Paris, 15 avril 1828.

Voilà donc, mon cher ami, notre pauvre archevêque (1) qui se retire du théâtre avant même d'y avoir débuté. C'est peut-être plus sage. J'avais pourtant espéré qu'il saurait imprimer à son esprit une direction convenable à cette situation nouvelle : il pouvait faire un ou deux bons discours graves, complets, fort écoutés; il ne l'a pas voulu. J'y ai regret pour lui. Comme écrivain il avait toujours souverainement disposé de son sujet. Ici il fallait accepter beaucoup de données indispensables, et il a refusé de se soumettre à cette entrave.

La situation politique semble fort améliorée; la

CXXXIV, CXXXV, CXXXVI, CXXXVII, CXXXVIII, CXXXIX, CXL, CXLI, CXLII, CXLIII de l'*Histoire de la Restauration*, par M. Louis de Viel-Castel.)

(1) M. de Pradt. C. B.

Chambre est sage, ce qui est fort heureux; puisque les ministres lui abandonnent entièrement le principe d'action, les intrigues de cour perdent beaucoup de leur influence. Enfin je vois les gens raisonnables satisfaits et nullement pressés.

SUR M. L'ABBÉ DE PRADT.

Tout homme d'esprit que fut l'abbé de Pradt, souvent il était ridicule; jamais il ne l'a été autant qu'en cette occasion. Ses pamphlets en avaient fait un des héros de l'opinion libérale. Sa renommée semblait grande, surtout dans le vulgaire. Toute son ambition était d'être député. Les cabales de la gauche avaient plusieurs fois tenté son élection. Enfin il arrivait au terme de ses souhaits. A peine fut-il à Paris que commencèrent pour lui de cruels mécomptes. Ses bavardages brillants, ses tirades de salon, sa verve sans mesure, ses écrits politiques supposaient sans doute beaucoup d'esprit, mais ne prouvaient nullement un sens pratique, une connaissance positive des affaires, un ménagement convenable des personnes. C'était un de ces talents, comme il y en avait à la fin de l'ancien régime, au commencement de la Révolution, un talent à demi homme de lettres, à demi homme de salon, une conversation de feu d'artifice, que son état d'abbé avait contribué à rendre plus vive, plus exagérée, comme entraînant moins de responsabilité. Tout cela pouvait aller à l'Assemblée constituante, où beaucoup d'autres étaient de ce genre, où tout passait si vite et durait si peu qu'on n'avait point besoin d'esprit de conduite et de prudence. L'abbé de Pradt se trouvait

parmi des hommes d'un autre temps et d'une autre école, des députés formés aux luttes difficiles de la restauration, où les partis avaient acquis une tactique bien différente, où les opinions les plus vives avaient des limites à respecter, où l'on ne recrutait de majorité qu'à la condition d'être ou de se montrer modéré, où les affaires se traitaient à fond, soit en théorie, soit en pratique. Les traditions des premiers temps révolutionnaires n'étaient pas plus de mise que les habitudes irresponsables du causeur ou du pamphlétaire. M. de Pradt, dès son arrivée, me dit, et sans doute à beaucoup d'autres : « On ne peut songer à rien faire avant d'avoir changé vingt-sept articles de la charte. » On le crut fou. Personne ne le prit au sérieux. Il assista à une réunion de députés de la gauche, où M. Constant ne se fit faute de le persifler, sans miséricorde. Il commença bien vite à comprendre que cette position tant souhaitée lui était impossible. N'avoir ni succès ni considération, ce lui était fort cruel. « Imaginez, me disait-il, que lorsque j'entre dans mon bureau, on ne fait pas plus d'attention à moi qu'à X***. » Ce pauvre M. de X*** était un de nos députés auvergnats que son exagération, en 1815, avait un instant tiré de l'obscurité et qui y était retombé. Bref, l'abbé de Pradt donna sa démission, avant même d'avoir tenté de monter à cette tribune, où il s'était promis de si beaux succès, quand il s'écriait : « Bien habile qui me fera taire ! » Du moins cette démission était une preuve d'esprit.

AU COMTE DE MONTLOSIER.

Paris, 26 mai 1828.

Pour le moment on ne voit rien de grave que le sort de la loi électorale et de la loi de la presse à la Chambre des pairs. Si elles étaient rejetées, la situation serait critique, et la Chambre des députés prendrait quelque gros parti. Si ces lois passent, la session est faite, sauf les hasards, et chacun s'en ira tranquille.

Le parti détrôné est le plus vif, mais ce n'est plus l'ardeur des premières années de la restauration. On est d'avance tout résigné à la défaite. Les lois une fois votées, le roi et tout le monde seront bientôt accoutumés à ce nouveau train.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Rochecotte (1), 5 juillet 1828.

Oui, sûrement, j'ai une vraie passion pour Rochecotte ; d'abord c'est à moi, première raison ; secondement c'est la plus belle vue et le plus beau pays du monde ; enfin c'est un air qui me fait vivre légèrement et puis j'arrange, je retourne, j'embellis, j'approprie. Vous allez peut-être croire encore que je veux faire ici les jardins de Sémiramis, et me dire que je me ruine. Mon Dieu, non ! mais détruire des taupes dans mon potager, mettre des lapins dans ma forêt, cela ne vous semble-t-il pas déjà mériter beaucoup de préoc-

(1) Propriété de madame la duchesse de Dino, située près de Langeais (Indre-et-Loire). C. B.

cupations? Car j'ai pris la vie de campagne à la lettre; et vous qui avez habité la Vendée et qui avez donné des bals à des dames qui arrivaient à cheval, jambe de-ci, jambe de-là, vous ne serez pas étonné lorsque je vous dirai que sous la décence d'un devant de cheval, je parcours ainsi le pays par quelque temps et quelque chemin qu'il fasse.

A travers cette vie primitive, il m'est cependant arrivé quelques notions assez imparfaites de Paris. Je ne vous parle plus de l'Académie. Si M. de Talleyrand ne vous en a pas fait depuis longtemps mes compliments (1), c'est le plus vilain des hommes; et puis, un compliment de plus de vous à moi ou de moi à vous ne vous apprendra pas mieux que vous ne le savez que votre joie est ma joie, comme votre peine serait ma peine.

Si vous voulez préparer vos travaux dans le repos de la campagne, ne venez pas ici; l'accompagnement obligé de chaque parole est un martelage continuel, et des chants grivois de tous les maçons et mécaniciens du canton. Au Marais vous me paraissez beaucoup plus réservés; la pruderie de madame de Chastellux me semble devenue formidable. M. Molé devait m'écrire, mais comment l'espérer d'après ce que vous me dites de son absorption? Cela durera-t-il encore aux moissons? Cela ira-t-il jusqu'à vendanges, ou même jusqu'à la Saint-Martin? Vous voyez que mes mesures sont bien villageoises.

Adieu. Ne me laissez pas ignorer vos projets. Je

(1) M. de Barante avait été nommé membre de l'Académie française le 19 juin 1828. Il y succédait à M. de Sèze. C. B.

veux croire qu'ils vous seront favorables. Vous savez que mon amitié n'est pas d'un jour.

AU COMTE DE MONTLOSIER.

Paris, 9 juillet 1828.

Les ministres ont fait une route qu'ils ne prévoyaient pas. Leur sympathie et leur situation vis-à-vis la cour devaient leur faire souhaiter une de ces majorités du centre et de la droite, si commodes en apparence, si peu contrôlantes. Mais, en même temps, il fallait contenter le public, qu'au fait, la Chambre représente assez fidèlement, et, en lui donnant les satisfactions indispensables, on s'est trouvé bien loin de la droite, et l'on a pour majorité la gauche qu'on n'aime guère. Ce n'est pas une mauvaise position : le ministère aura peu de force, mais pourra durer. Les réformes n'iront pas vite. La caste des fonctionnaires défendra pied à pied les privilèges administratifs, toutefois je doute qu'il soit possible désormais de retourner en arrière et de faire de la contre-révolution, en se servant, pour outil, de l'administration impériale.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 18 juillet 1828.

Je soupire tous les jours après votre article sur le livre madame Necker (1), cher Prosper, et il ne paraît pas. Je

(1) *L'Éducation progressive ou Étude du cours de la vie*, tome Ier : *Étude de la première enfance*. C. B.

sais pourtant qu'il est fait et je vous en remercie de tout mon cœur. Voilà Victor revenu et notre vie de campagne commencée, elle lui plaît, il s'y trouve plus heureux qu'ailleurs. Moi aussi j'aime beaucoup ce genre de vie, tout s'y calme sans s'y décolorer. Du reste, notre cœur est bizarre, le calme y arrive et s'en éloigne on ne sait comment, quelquefois par les voies les plus inattendues. Rien de si trompeur que nos émotions. Quel étonnement on éprouverait mutuellement si on se voyait au fond ; combien nous nous communiquons peu tels que nous sommes, même sans vouloir tromper les autres. Ma disposition est toujours assez abattue quoique cette vie me fasse du bien, mais *j'attends*, j'ai une confiance intime au fond de moi, que je suis guidée par une main qui sait tirer parti même du mal en moi pour me délivrer entièrement de mes misères. Je ne suis pourtant pas aussi fataliste que M. Cousin. Qu'il est absurde! A-t-on jamais osé vanter le succès, la force à ce point, paraphraser si longuement, avec tant de pompe, ce mot sublime qu'*Il faut aller au secours des vainqueurs*. Moi, élevée à être *battue* et à aimer les *battus* de tous les partis, cela m'indigne! A présent, j'espère que vous m'écrirez des nouvelles.

M. Royer-Collard est, dit-on, bien ennuyé de la présidence.

Adieu, bien cher Prosper, écrivez-moi et venez, cela vaudrait bien mieux. Aimez-nous toujours, n'est-ce pas?

A M. ANISSON DU PERRON.

Au Marais, jeudi 31 juillet 1828.

Je pensais bien que les succès des doctrines prohibitives de notre ministre du commerce vous déchireraient le bon sens ; mais il s'ensuit qu'il est très digne de ceux à qui il a affaire. Ce sont les commerçants français qu'il faut éclairer ou qu'il faut apprendre à ne guère écouter. Les principes ne manquent pas ; à eux seuls, ils ne persuaderont personne. Il faut des faits, des enquêtes, de la statistique. La réclamation des vins(1) était juste au fond, mais, comme elle était exagérée, pleine d'erreurs et de faux calculs, elle a donné apparence de raison à l'administration. Du reste, les industriels demandent aux gouvernements ce qui ne dépend point d'eux. Dans l'état actuel de nos mœurs et avec le désir général et naturel de s'enrichir, l'offre doit souvent précéder la demande, et la production prendra l'avance sur la consommation. De là des oscillations inévitables et une sorte d'incertitude dans les spéculations. Ce sont inconvénients passagers et il arrivera même que l'industrie apprendra à être mieux avisée, plus prudente ou mieux appuyée de capitaux.

Je trouve que nous sommes en bonne situation politique et que l'apathie qui saisit tout le monde en cette fin de session repose sur une sécurité assez bien fondée. Tout le monde est calme et content. Jamais minis-

(1) Un député, M. de Saint-Albin, au cours de la discussion du budget avait demandé la révision des droits sur les boissons. C. B.

tère n'a eu une meilleure position. Le public n'est point exigeant, il lui suffit qu'on soit dans la bonne voie, il lui importe peu qu'on y marche plus ou moins vite. Les évêques sont tout attrapés de leur escapade; Rome ne les appuie pas. Le nonce lui-même les désavoue, ou du moins se cache de tout rapport avec eux. L'archevêque de Paris a toujours peur le lendemain de ce qu'il a fait ou dit la veille. Le mot de l'énigme, le secret de leur déconvenue, c'est qu'ils se sont mépris sur le caractère du roi qui, avant tout, aime que les choses aillent bien et facilement, et qui est tout aussi mécontent des contrariétés qui viennent de ce côté que si elles lui venaient d'ailleurs.

Que Dieu nous préserve de la guerre! Je n'ai pas même trop de goût pour l'expédition de Morée. J'ai toujours peur que cela ne nous entraîne plus loin qu'on ne veut. J'ai encore bien moins de goût pour les ambitions du Rhin et des Alpes dont je vois poindre le commencement. Pour le moment, toutefois, on est convaincu qu'aucune chance ne peut amener la guerre. Tout le monde en tremble, l'Autriche et l'Angleterre plus que qui que ce soit.

A MADAME DE BARANTE.

Broglie, 10 août 1828.

J'aurais surtout aimé à faire ce voyage avec vous; le calme de ce château vous aurait plu, je n'y vois pas tant de règles ni d'observances qu'on l'a prétendu. Pour toute pratique, il y a un quart d'heure avant déjeuner une prière en commun, et encore ne le saurais-je pas, si on ne me l'avait pas dit. Quelqu'un qui

ne serait pas tout à fait de leurs amis ne s'en apercevrait pas.

C'est d'ailleurs une maison où l'on serait à merveille en établissement pour y bien travailler, comme je fais à Barante, mais on s'y trouve déplacé quand on ne fait qu'y passer. Ce n'est pas que les maîtres du château ne soient gens à se laisser déranger ; ils aiment la conversation et perdent volontiers leur temps à deviser, mais on voit que cela dérange leurs habitudes. Les matinées s'arrangent pour le mieux. On déjeune à onze heures, on remonte vers une heure, puis chacun va chez soi et cause de chambre en chambre jusqu'à cinq heures, où l'on se promène. Le soir, quand on ne traite pas de sujets tout à fait élevés, il y a peut-être moins d'entrain et l'on ne dépasse guère dix heures. Il n'y a ici d'hôtes étrangers que madame de Castellane. Elle a toujours l'air assez souffrante. Mais elle donne encore du mouvement à la maison.

Le calme du château s'étend sur les enfants ; ils font tranquillement ce qu'ils ont à faire ; on n'entend jamais parler d'eux ; ils ne sont pas bruyants, ils ont l'air grave. Il y a des leçons et je crois assez, mais il n'en est jamais question. Madame de Broglie, comme les personnes qui ont éprouvé un grand malheur, a un vif penchant pour l'inquiétude, qui lui était naturelle même auparavant. En outre, ses sentiments intérieurs sont une cause toujours subsistante d'agitation. Mais tout cela est maintenant docile, et il faut la connaître beaucoup, pour ne la point juger parfaitement sereine. Entre le sérieux de M. de Broglie, et le travail de madame de Broglie sur elle-même, la vie pourrait peut-être sembler monastique

au vulgaire. Mais le bonheur, même à mon âge, est fait de ces éléments mêmes. Être content est encore chose possible ; être amusé est chose fort difficile. La distraction ne prend plus ; toutes les petites impressions sont usées ; il n'y a presque plus rien de nouveau ; mais aussi l'habitude devient une extrême douceur, et l'on se repose avec plaisir sur des sentiments naturels, tranquilles, mêlés de souvenirs, pleins de certitude.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 25 août 1828.

Vous me faites un très grand plaisir, cher Prosper, en me disant que ces jours vous ont été doux. J'espère au moins vous avoir convaincu que je suis triste et point froide. J'ai un certain embarras avec mes amis dans la crainte de ne pas leur plaire, mais cela ne m'éloigne nullement d'eux, bien au contraire. Surtout, parmi mes amis, ceux qui tiennent à mon passé me sont particulièrement chers et n'êtes-vous pas presque le seul dont je puisse dire cela? Nous avons ici les Guizot ; ils ont l'air fort heureux ; mais c'est, ce me semble, un bonheur *voulu* (1), elle me paraît gagner tous les jours en douceur et en simplicité, j'ai peu causé avec lui, il a l'air qu'il a toujours, c'est-à-dire de vivre plus dans la pensée que dans toute autre chose, et de se créer à loisir une manière d'être pour tout le reste qui est tout à fait normale ; je crois qu'il

(1) M. Guizot venait de se fiancer à mademoiselle Élisa Dillon, nièce de sa première femme. C. B.

est tellement habitué à dominer ses impressions par l'intelligence que, lorsqu'il s'est dit qu'il sentait une chose il ne met pas en doute qu'il ne la sente et en réalité, il n'affecte jamais rien : voilà ce que je dois éprouver et voilà ce que j'éprouve sont deux idées synonymes pour lui.

J'ai lu avec grand plaisir votre article de la *Revue* (1). Vous faites presque venir les larmes aux yeux sur ce pauvre cardinal de Bernis. Le spectacle de la France à cette époque est toujours quelque chose qui nous confond et qui fait tout concevoir : c'est une bien belle leçon que l'atrocité des crimes sortant de la frivolité si entière. Vous m'avez donné du courage pour mon travail et j'espère en venir mieux à bout que je ne le croyais.

Adieu, cher Prosper. Merci encore d'avoir été content de moi; merci de ne pas douter de cette tendre affection qui a presque commencé avec ma vie et ne finira qu'avec elle. J'ai vu avec plaisir qu'un de vos enfants avait un prix. Parlez-moi d'eux.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Valençay, 28 août 1828.

Je vous remercie d'avoir pensé à me faire expédier les livres relatifs à l'administration locale que je vous avais demandé de me choisir : je les lirai quand la pluie nous arrivera. Jusqu'à présent nous n'avons eu que du beau temps.

(1) *Sur les tableaux de genre et d'histoire publiés par M. Barrière et sur l'histoire de France au* XVIII*e siècle* (*Revue française*, 1828). C. B.

On me mande que l'Angleterre commence à ne pas vouloir que toute la terre appartienne à la Russie : l'alliance française devient populaire à Londres. Il faut s'entendre avec la France sur les affaires de Portugal se dit couramment. Notre ministère ne paraît pas être assez lui-même ; il est tantôt écoutant les gazettes, tantôt écoutant la cour. Cela lui ôte, aux yeux des Anglais, de la force d'opinion. Voilà ce qui m'est revenu du dehors depuis que je suis ici. Mes observations sur l'intérieur se bornent à savoir que de Montargis (1) à Bourges il y a fort près, et que le chemin est bon et que de Bourges à Valençay par l'Épine on vient dîner.

Madame de Dino se porte à merveille ; elle est rentrée dans le grand exercice : hier et aujourd'hui elle est montée à cheval. Son fils aîné Louis est bachelier. Il a très bien soutenu son examen. Notre projet est de lui faire passer l'hiver en Italie. C'est par là qu'il commencera ses voyages ; d'Italie il ira en Allemagne. Tout cela vaut mieux que Paris pour ce qui a dix-huit ans bien marqués.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 6 octobre 1828.

Cher Prosper, je mérite vos reproches sur la correspondance, cette fois-ci j'ai été bien inexacte, mais vous avez su que nous avons eu tant de monde que

(1) M. de Barante était à ce moment à Bois-le-Roi, dans les environs de Fontainebleau, chez M. le marquis de Malteste. C. B.

notre temps a été tout occupé. J'ai eu une bonne visite de votre sœur, elle ne s'est point ennuyée de ma tristesse ; nous avons causé avec plus d'intimité qu'à Paris et cela nous a été doux à toutes les deux. J'ai eu le spectacle de bien-des bonheurs, celui de M. Guizot, celui de M. de Rémusat (1). Élisa a vraiment beaucoup gagné à sa nouvelle situation ; elle est pleine de douceur et d'esprit. Je crois que sa maison sera très agréable et nous rappellera les maisons des femmes distinguées de l'ancien régime. On y aura et on y fera de l'esprit à profusion. Madame de Rémusat est fraîche, bonne et gaie ; elle m'a vraiment plu, lui est redevenu tout à fait aimable. Son bonheur l'a rendu plus affectueux ; il a vraiment un charme de caractère qui n'est égalé que par la supériorité de son esprit. Après tout cela est venu M. de Lanouville qui a donné un *visa* de bon établissement au château de Broglie et nous a assuré l'approbation de toute la belle société pour notre château. Voilà comment s'est passé notre temps depuis votre bonne petite visite.

Victor a eu des attaques d'oppression, ce qui le rend peu capable de travailler et l'ennuie ; quoique cela ne le change pas, cela n'a pas peu contribué à m'attrister et à me décourager, bien que cela ne m'inquiète pas. Tous les sujets de tristesse dont je vous ai parlé sont toujours les mêmes ; ce moment-ci est particulièrement triste parce qu'on vend le pauvre haras de Coppet. Tous ces embellissements vont être détruits, et cette demeure si chère sera toujours plus

(1) M. de Rémusat s'était marié le 18 août avec mademoiselle de Lasteyrie, petite-fille de M. de La Fayette. M. de Barante avait été un de ses témoins. C. B.

triste. Vous m'avez engagée, cher Prosper, à vous parler de ma tristesse sans crainte de vous fatiguer, et vous voyez que j'en abuse. Dites-moi aussi ce que vous faites et si vous savez quelques nouvelles dans votre solitude. Que dites-vous de cette révolte d'Irlande? La croyez-vous importante? Travaillez-vous beaucoup?

Adieu, aimez-moi quelque maussade que je sois.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Valençay, 19 octobre 1828.

Je voudrais fort que vos arrangements académiques eussent placé votre réception avant le 10 novembre. Car c'est l'époque à laquelle je dois aller à Rochecotte et je serais bien fâché de ne pas jouir du plaisir si doux que l'on a à entendre applaudir par une foule choisie quelqu'un que l'on aime. M. et madame de Flahault sont ici depuis quinze jours. Ils sont excellents, aimables, et parfaitement commodes à la campagne. Les enfants vont nous quitter : les voilà qui entrent dans la vie. L'un part pour Brest, et l'autre pour l'Italie. Il ne nous restera plus que Pauline (1). Le jeudi et le dimanche, où tout le collège entrait le matin dans ma chambre, vont devenir bien froids. Avez-vous quelque idée de la loi communale qu'on nous prépare? On me mande que tous les matins elle est changée. Pour qu'elle soit bonne, il faut que le ministère ait assez de force pour pouvoir faire des concessions; et cela ne me paraît pas clair. — Vous voudrez

(1) Mademoiselle Pauline de Talleyrand-Périgord, mariée, en 1839, au marquis de Castellane, fils aîné du maréchal. C. B.

être à la noce de M. Guizot, ce qui me donne l'espérance de vous voir à Paris.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 20 octobre 1828.

Point de nouvelles. Les affaires de la Russie vont de mal en pis; on dit que les ministres en sont au regret de l'expédition. La veine est mauvaise en ce moment pour eux, et ils trouvent moins d'accès qu'ils n'espéraient auprès du roi. Il paraît que le voyage n'a pas eu, sous ce rapport, un bon effet. On croit tout fini, tout rapatrié, et l'on ne voit pas que le pays est comme une maîtresse qu'il faut conquérir à chaque instant pour la conserver.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 23 octobre 1828.

Cher Prosper, je serai bien exacte si vous me menacez de douter de ma tendre affection quand je n'écris pas. Cela domptera même ma paresse. Je vais vous envoyer Victor incessamment ; il se réjouit beaucoup d'entendre votre discours. Tout notre monde nous a quittés : cette solitude ne m'est point à charge, surtout dans ce cruel mois dans lequel nous allons entrer.

Nous venons de recevoir le numéro de la *Revue* qui est tant soit peu métaphysique. Pourquoi vous êtes-vous fait remplacer par M. de Guizard ? (1) Cela ne revient

(1) M. de Guizard, neveu du marquis de Catellan, faisait partie du groupe de jeunes gens distingués dont M. de

point au même. L'article de M. de Rémusat (1) est un peu toujours la même chose. Il y a un peu longtemps que nous nous répétons à nous-mêmes que nous sommes extrêmement *raisonnables* et toujours sujets à nous tromper. Il faudrait, à la fin, qu'il sortît un résultat de cette double faculté d'avoir raison et d'avoir tort que nous sommes si heureux d'avoir découverte. Comment avez-vous trouvé l'article sur la peine de mort? Croyez-vous qu'il contribue à éclairer la question? Malgré son oppression, Victor en fait un autre très bien et très long sur le conseil d'État.

Dites-moi des nouvelles de Morée. Les treize mille Français qui sont là me font bien battre le cœur; il me semble que je les aime tous. Voilà qui soulèverait toutes les peines : c'est d'avoir vingt ans, d'être un homme et d'être là! Cela ne m'arrivera probablement pas et en attendant il vaut mieux lire la *Revue*.

Adieu, cher Prosper. Doutez de toutes mes *facultés* mais jamais de ma bien tendre amitié.

Broglie, 11 novembre 1828.

Cher Prosper, si M. Villemain n'avait pas été là l'autre jour, je vous aurais exprimé avec franchise un désir de mon cœur. Je voudrais que le nom de mon grand-père fût prononcé dans votre discours de réception à l'Académie; il me semble qu'il y viendrait natu-

Rémusat était le chef et qui avait pour organe politique le *Globe*. Préfet de l'Aveyron en 1830, directeur des bâtiments et monuments publics (1834), député de l'Aveyron (1834-1842), M. de Guizard est mort en 1879. C. B.

(1) *De l'état des opinions*. C. B.

rellement. Le mot même que vous citez sur M. Turgot aurait l'air de l'exclure sans cela. C'est aussi l'opinion de Victor. Vous savez que ma mère fut une fois très affligée que ce nom ne fût pas prononcé dans un de vos livres. Cher Prosper, vous concevez ce que j'éprouve de peine à me voir seule, pauvre chétif représentant de noms si chers et si illustres, mais je sais qu'ils vivent dans votre cœur et cela aussi fait que vous êtes unique pour moi.

Je ne vous écrirai pas plus aujourd'hui, cher Prosper. Je suis fort occupée de finir ma notice (1) : ces jours sont courts et la nature est aussi triste que mon cœur. Victor est sérieusement frappé de ces derniers événements ; son impression est grave et solennelle et se communique peu. Il a repris de l'oppression (ne m'en parlez pas en répondant), cela m'attriste sans m'inquiéter, mais tout cela jette un voile sombre autour de moi. Le soleil luira bientôt ; il luit déjà sur le joyeux visage de mes chers enfants. Je vous aime tendrement, cher Prosper, vous le savez ; tâchez de revenir nous voir, cela serait très doux.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Rochecotte, 24 novembre 1828.

J'ai su beaucoup de vos nouvelles, et comme vous ne m'en donniez pas vous-même j'ai cru qu'il valait mieux ne vous en demander qu'après une séance qui vous préoccupait et s'emparait comme de raison de

(1) *Notice sur le baron Auguste de Staël*, parue en tête de ses *Œuvres diverses*, publiées en 1829. C. B.

vos moments et de votre attention. Vous voici rendu à vous-même, et je suis charmée de l'usage que vous faites de votre liberté à mon profit. Votre petite lettre est fort bonne et fort aimable ; elle m'a été très douce. J'ai su dès le lendemain par M. de Talleyrand, bien mieux encore que par les journaux, vos succès de l'Académie ; je n'en avais nul doute. Il y a de certaines inquiétudes dont vos amis ne sauraient être atteints. Je pense que vous songerez à l'envoyer à Rochecotte, d'abord pour que je puisse le lire autrement que par fragments, puis enfin qu'il reste ici en souvenir de vous et de votre amitié.

Oui, je resterai ici aussi longtemps que mes devoirs vis-à-vis de M. de Talleyrand me le permettront. Sans la si bonne raison d'être auprès de lui je ne sortirais plus de ma retraite. Il s'est, probablement par ma faute, fait une telle brèche entre le monde et moi que nous nous sommes à jamais devenus étrangers ; il me fatigue, il m'ennuie, il tracasse mon esprit et il nuit à ma santé. Vous-même m'avez dit que j'exerçais trop de contrainte sur moi-même et vous aviez raison. Je n'en exercerai donc plus qu'au profit de M. de Talleyrand ; à cela près, je lui laisserai bride sur le cou, et comme au fait ma fantaisie, comme mon besoin c'est le repos sans paresse, la retraite sans hostilité ni sauvagerie et l'indépendance sans égoïsme, il me semble qu'on peut me l'accorder. D'ailleurs, je ne demande pas plus au monde son approbation que je ne crains son blâme ; mes exigences à son égard ne vont pas plus loin qu'à désirer en être oublié. Quant à mes amis c'est différent, et je leur demanderai d'autant plus de bonté et d'intimité que le nombre en est borné.

Je jouis ici d'un temps qui plaît à ma santé et à mes travaux ; mais j'ai des ouvriers d'une lenteur qui me désespère et que je pousse inutilement par toutes les façons que me suggère mon impatience. Puis, comme je fais du nouveau et que je ne m'y entends pas bien, il s'ensuit que je suis souvent obligée de recommencer. Du reste ceci sera fort joli un jour, et si vous êtes plus allant l'année prochaine que celle-ci vous le trouverez ainsi, j'en suis sûre. Je m'attache extrêmement au pays qui, après le lac de Genève, est tout simplement le plus beau que je connaisse ; les habitants en sont doux et obligeants.

DU VICOMTE DE CHATEAUBRIAND.

Rome, 2 décembre 1828.

M. de Ganay, monsieur et cher collègue, m'a apporté votre aimable lettre du 16 de novembre, je vous réponds à l'instant même par un nouveau courrier qui s'expédie à Paris. M. Récamier me fait part de tous vos succès à l'Académie, et de la bonté que vous avez eue de vous souvenir de moi. Je vous en remercie ; je me mets à l'abri sous votre couronne.

Vos détails de politique intérieure doivent être pleins d'exactitude. Nous irons comme cela tout doucement ; il faut que les gens de mon âge s'en aillent pour que les choses marchent bien. Ma génération est un obstacle ; comme on ne peut pas nous assommer, il faut prendre patience et attendre que la mort fasse justice de nous. Quant à moi, je prends mon parti et je me retire. J'ai assez de moi et des autres, et le jour

où je pourrai rentrer dans mon *infirmerie* (1) pour n'en plus sortir, je bénirai le ciel. Venez à Rome, monsieur, tandis que vous êtes jeune ; n'attendez pas mes années : il faut avoir le pied ferme pour monter aux ruines et ne pas tomber comme moi avec les pierres que l'on fait crouler.

Rome, 10 décembre 1828.

Je viens de lire en entier, monsieur, le beau discours que je ne connaissais que par fragments, je vous remercie mille fois d'avoir bien voulu me l'envoyer. Vous avez jugé le temps et les hommes comme ils doivent l'être, et avec toute la supériorité d'un talent fait, d'un esprit rare et d'un caractère élevé. Gardez tout cela, monsieur, pour notre belle patrie. Vous remplissez l'intervalle entre les hommes de mon âge et la jeunesse qui s'élève. Il est bien essentiel que la génération à laquelle j'appartiens s'en aille ; tant que nous vivrons, nous autres, vieux produits d'un autre temps nous empêcherons tout de marcher. Si toutes les mâchoires de mon époque voulaient se retirer avec moi, je me mettrais à leur tête pour faire la retraite. Tâchez, monsieur, de leur faire entendre raison. Vous êtes au milieu d'un monde qui recommence ; j'habite un monde qui finit. Je vois tous les jours des ruines et puis des ruines. Le soir, je me réjouis à voir porter en terre des morts le visage découvert ; je

(1) M. de Chateaubriand, avant son départ pour l'ambassade de Rome, logeait dans une sorte de maison de retraite appelée l'Infirmerie Marie-Thérèse et située rue d'Enfer. C. B.

trouve que je leur ressemble assez : je suis habillé comme de coutume; j'ai le nez et les mains à l'air, mais je ne pense plus : au moins si je dormais. J'aime toujours mes amis, monsieur, vous me permettez de vous compter de ce nombre ; c'est la seule chose à laquelle je m'aperçoive que le cœur me bat encore.

Rappelez-moi, je vous prie, monsieur, au souvenir de MM. Molé, Villemain, Pasquier, et croyez à mon dévouement comme à ma sincère admiration.

Comme mon sort est d'élever des tombeaux à Rome en attendant le mien, je passe mon temps à faire faire un monument à ce pauvre Nicolas Poussin ; je m'accroche à sa misère, à sa grandeur et à son exil de la terre natale, pour exhausser mes petites vanités.

AU COMTE DE MONTLOSIER.

Paris, 4 janvier 1829.

La maladie de M. de La Ferronnays est assez grave pour que, vraisemblablement, il soit nécessaire de lui donner un successeur. Cela est fâcheux. Il aurait fallu que le ministère, tel qu'il était, se maintînt, au moins, toute la durée de la session. On croit que M. Pasquier va prendre le poste de la Ferronnays. Entrant tout seul, il ne pourra rien modifier et n'inspirera pas à la cour la même confiance que M. La Ferronnays. J'en ai donc quelque regret pour lui, qui me témoigne plus que jamais une grande amitié. Quant à la politique extérieure, ce sera la même marche : ne contracter aucune alliance et laisser entrevoir que, si l'Autriche allume la guerre, la France avisera aux moyens de profiter de la circonstance. Tous les gens raisonnables

sont unanimes pour approuver ce programme. Il me semble qu'on commence aussi à s'entendre sur le point capital de la session : on ne ferait cette année que la loi des conseils généraux, et l'on remettrait les municipalités à une autre fois. Il y a vraiment un grand fond de raison dans l'opinion publique.

SUR M. DE LA FERRONNAYS.

M. de La Ferronnays était d'un commerce agréable. Il avait quelque chose de loyal et d'ouvert dans les manières et la physionomie. Du reste homme de société et à bonnes fortunes plus qu'homme d'affaires, il avait un sens juste et des opinions naturellement modérées. Émigré fort jeune, et appartenant plus à la vieille noblesse de province qu'à la noblesse de cour, il partageait très peu des préjugés de l'ancien régime. Pendant l'émigration, il s'était lassé de son inutilité et voulut rentrer en France pour prendre place dans les rangs de cette armée dont la gloire parlait à son imagination. M. le duc de Berry, comprenant un tel sentiment, ne s'était point opposé à cette détermination. La chose ne s'arrangea pas; le gouvernement impérial exigeait un serment dont les termes ne convinrent pas à M. de La Ferronnays. C'est de lui que je tiens ce détail. Sa brouillerie avec M. le duc de Berry lui fit honneur, mais le plaça fort mal dans l'esprit de la famille royale, de M. le duc d'Angoulême surtout. A la Chambre des pairs, il votait avec les modérés. Son ambassade en Russie le fit connaître pour un homme de bon jugement et très Français. Aucun ambassadeur ne se trouva en plus complète harmonie avec M. de Chateaubriand. Je l'ai ouï dire à l'un et à l'autre. Son

principal défaut était une obéissance facile aux influences de salon et surtout de femmes. Sans cesse il n'avait point le courage de sa raison. Mais il n'y eut point à s'en apercevoir pendant son court ministère. C'est depuis la révolution de Juillet qu'on a vu sa conduite, ou plutôt son attitude, sans cesse en contradiction avec ses idées et ses projets de modération.

Il était en ses dernières années d'une piété sincère et vive.

AU COMTE DE MONTLOSIER.

Paris, 25 janvier 1829.

Quelle est notre politique et où elle va, n'est pas chose facile à dire. La mollesse et l'incertitude de ce pauvre ministère a inspiré à l'Autriche et à l'Angleterre l'espoir de faire changer à la fois notre système extérieur et intérieur, mais le premier surtout, et, dans ce but, M. de Polignac, leur candidat aux affaires étrangères, aurait choisi des collègues à droite ou à gauche, comme on aurait voulu. Alors grand déchaînement d'opinion, peur, reculade. Le ministère est devenu plus ferme et a offert sa démission. On a parlé de M. de Mortemart; le public l'avait pris en goût et l'exigeait absolument. Il a refusé. La situation lui a paru indécise et il ne s'est pas senti de force à lui donner l'impulsion qu'il croit nécesaire. Nous allons donc avoir M. de Rayneval, du moins on n'en doutait pas hier au soir; le ministère se présentera bien pauvre et bien faible à la session. Cependant les gens raisonnables ne souhaitent pas sa chute. Une administration plus forte est à peu près impossible à former, du moins pour le moment.

Paris, 28 janvier 1829.

La loi départementale (1) absorbe tout. C'est le seul sujet qui triomphe de l'insouciance générale. Tout est de mode en ce pays. L'abbé de Lamennais ne réchauffera point, pour le moment, la question du clergé. Il n'est pas pris au sérieux. On parle de son style, que les uns trouvent beau, les autres déclamatoire. Du reste, pour tout le monde et pour lui, je crois, c'est une œuvre littéraire et rien de plus (2). La commission de la Chambre ne considère le projet ministériel que comme un canevas et agit en conséquence ; elle a arrêté, en principe, que tous les électeurs imposés à 300 francs auraient droit de suffrage pour l'élection des conseillers de département.

DU MARQUIS DE MUN.

Lumigny, 22 avril 1829.

Nous espérons éviter encore l'accident que nous avons craint, plus heureux que votre ministère, qui, dans la loi départementale a fait une fausse couche complète. Au reste, l'enfantement n'en est qu'ajourné.

Vous m'en parlez d'un autre plus prochain pour le poste des affaires étrangères, le travail me semble long et pénible. Si M. Pasquier doit en être le résultat, j'en

(1) M. de Barante a donné, dans la *Vie politique de Royer-Collard*, les détails les plus complets sur la préparation et la discussion de ce projet de loi départementale, ainsi que sur la chute du ministère Martignac. C. B.

(2) *Progrès de la Révolution et de la guerre contre l'Église.* C. B.

serai bien aise, il apportera une force à ses collègues. Si c'est son compétiteur, le ministère se sera donné un parfait emblème : car la physionomie de M. de Rayneval est tout à fait la sienne. Candeur, bonhomie et rondeur, même parfois un peu d'agitation goutteuse qui porte à se fâcher, à crier, à se préserver ainsi des dangers de l'apathie. Vous voyez que je suis de bonne composition et que je prendrai qui l'on voudra, même l'ami Chateaubriand, dont le théâtral nous amuserait quelques instants, et qui mêlerait de l'*Atala* et du *Martyr* à la politique.

Rien ne périclite en France ; on y a du temps pour tout ; on peut donc s'y donner les petites fantaisies et les petites joies qui vous viennent à l'idée. Voilà pourquoi, comme vous dites fort bien, il n'y a pas eu émoi du retrait de la loi départementale. Nous avons dans nos départements l'habitude d'une ancienne organisation, dont les vues ne se font pas sentir partout. Notre collègue Jaucourt vous dirait par exemple qu'ici rien de politique n'a jamais pénétré dans le conseil général, grâce à la saine majorité de ceux qui le composent.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Rochecotte, 23 avril 1829.

Le temps en effet est pluvieux, mais il est doux, les feuilles, les fleurs, tout est arrivé, et la campagne d'ailleurs s'habite facilement en toute saison. Je vois que vous tournerez cette année vos pas vers l'Auvergne, mais je pense bien vous retrouver encore à Paris malgré l'abréviation des Chambres, car vos montagnes

doivent être plus tardivement printanières que notre doux vallon de la Loire. Les projets de M. de Talleyrand, qui vont je pense promptement se fixer, détermineront le moment exact de mon retour. En attendant, je me repose fort doucement ici des deux mois les plus stupides que j'aie passés depuis le temps où j'ai fait des visites de noces pour mon propre compte (1) : j'étais à bout de toutes mes facultés, je perdais ce que j'ai d'idées raisonnables sans acquérir aucune facilité ni aucune grâce dans l'autre route.

Le drame de la discussion a rendu mon journal fort intéressant, mais le voici malheureusement retombé sur l'éternel éloge de M. de Chateaubriand dont il est étonnant qu'il ne soit pas aussi dégoûté que le public n'en est ennuyé.

Savez-vous que je lis avec plaisir cette *Histoire de Pologne*, par Salvandy ; cela m'étonne, car je n'ai pas grand goût pour sa façon d'écrire, de parler et de faire. Toutefois je confesse, tout en reprochant bien des choses à ce livre, qu'il m'attache ; mais ce que je viens de relire avec passion, avec larmes et avec insomnie, c'est votre charmant ouvrage sur *la Vendée*. Je me trouve si près des lieux de la sanglante lutte, et je vais, dans la petite course que je projette m'y trouver tellement rapprochée, que j'ai voulu me remettre ces scènes d'horreur et d'héroïsme bien vivement dans l'esprit. N'est-il pas vrai que, malgré cette jeunesse si éprouvée, madame de La Rochejaquelein est une per-

(1) M. Louis de Talleyrand-Périgord, fils aîné de madame la duchesse de Dino, avait épousé, au mois de janvier, mademoiselle Alix de Montmorency et avait été créé, à cette occasion, duc de Valençay, par le roi Charles X. C. B.

sonne commune et triviale? Je voudrais bien me tromper, — cela se pourrait, — car je ne l'ai vue qu'une fois.

On vient, ce me semble, de nous donner un ministre des affaires étrangères aveugle et bègue ; c'est dommage qu'il ne soit pas sourd, il n'y a de bien que ce qui est complet. Acceptera-t-il?... Que disent les ambitions déjouées.

Parlez de moi tendrement à M. et madame de Broglie.

DU COMTE MOLÉ.

Au Marais, 8 juillet 1829.

On dit que vous devez venir ici; tâchez donc, cher ami, que ce soit pendant que j'y suis.

Vous avez retardé votre départ. Serait-ce les arrangements ministériels dont vous auriez voulu voir la fin? Mandez-moi où ils en sont. Je suis sûr qu'il y a eu transaction entre Chateaubriand et Pasquier. Ce dernier a permission de prendre les affaires étrangères et le premier se consolera avec le duché et beaucoup d'argent. Villemain fait bon marché de son autorité littéraire, quand il ose vanter et citer les vers de *Moïse* comme il l'a fait devant cette jeunesse avide de ses oracles. Les bras me sont tombés en lisant les vers que les *Débats* ont recueilli de sa bouche. C'est, à bien peu d'exception près, de la prose rimée et de la Bible décolorée. Le trait dominant de cette époque est l'esprit de coterie. Je ne vois pas un pauvre petit autel qui soit réservé au culte de la vérité. Chaque année j'ai grand plaisir à quitter le tourbillon vers le mois de juin et à juger chacun et

toutes choses avec le désintéressement de la vallée de Josaphat.

Y aura-t-il quelque discussion du budget à notre Chambre? Les Pasquier et Lainé y parleront-ils? J'avais envie d'y traiter la question des dépenses dans un gouvernement constitutionnel et de l'impôt dans un État où tout s'épure au creuset de l'intérêt commun, clairement reconnu et librement discuté. J'aurais prouvé la nécessité d'une grosse diminution dans les dépenses, en procédant tout autrement que ne le fait la Chambre des députés. *Mai cui bono ?* Broglie est parti, vous n'y serez plus, personne n'écoute. Ne pensez-vous pas qu'il vaut mieux rester travailler et se promener comme je le fais? Adieu, venez causer et boire avec moi le vin de l'étrier.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Bonnes, 15 juillet 1829.

Cette lettre vous trouvera établi chez vous, j'espère, cher Prosper, et sorti de tous les ennuis de Paris. Pour nous, nous les avons quittés pour trouver quelque chose qui n'est pas beaucoup plus agréable : une vie décousue, un mauvais logement, cela compose la vie des eaux. Nous nous sommes dispensés de toute visite; nous avons eu deux fois le duc de Fitz-James, et c'est tout; il n'a pas paru beaucoup plus empressé que nous de passer du temps ensemble, et cela nous a bien arrangés ainsi. Nous vivons comme à Broglie, moins un bon établissement. L'ennui d'être les uns sur les autres, de n'avoir rien, ni place, ni temps, est assez grand, surtout pour Victor. Il travaille pourtant

et fait un article *Sur les peines infamantes*, pour la prochaine *Revue*. On dit que le dernier numéro a eu du succès, il me paraissait pourtant inférieur aux autres. L'étude de M. Guizot est bien (1) ; il y a là cette sagacité lumineuse de tout ce qu'il fait, personne n'a, comme lui, le talent d'éclairer les difficultés ; on voit toujours clair là où il regarde. Celui du jeune Becker (2) m'a intéressé ; je le trouve un peu froid sur la Grèce, mais il y a une page rêveuse qui m'a émue en songeant à ce qui l'a suivi. J'ai lu cela en voyage ou, comme disent les Anglais, je suis *driven to books*. Ici, j'essaye de traduire un ouvrage anglais de M. Erskine, et puis je grimpe les montagnes. Regarder m'amuse, bien que lire la nature vous prend sans vous demander d'attention, et le charme des impressions confuses est très grand pour les caractères qui ont de la peine à se secouer. Je suis déjà venue ici il y a neuf ans ; j'étais bien plus en train, bien plus animée ; tout ce feu de paille de la jeunesse commence à être consumé ; il faut espérer qu'il reste une autre flamme pour alimenter le foyer.

Parlez-moi de vos travaux, cher Prosper, j'ai relu avec mes enfants madame La Rochejaquelein et ils apprennent l'histoire de Jeanne d'Arc dans votre récit. Le charme de ces récits me saisit, quelque peu littéraire que je sois. S'il vous vient des nouvelles par ricochet, donnez-m'en, nous n'en savons point et nous ne voulons pas pourtant rester hors de ce monde. Je suis bien impatiente de lire votre article (3), je suis bien sûre d'en être contente.

(1) *De la session de 1828.* C. B.

(2) *Tableau de la Grèce en 1829.* C. B.

(3) Article sur M. Auguste de Staël. C. B.

Hier était un triste jour, le 14 juillet (1) ; plus on s'éloigne, plus ces souvenirs s'effacent de bien des âmes, mais celles qui les conservent me deviennent toujours plus chères.

DU BARON PASQUIER.

Chambre des pairs, 25 juillet 1829.

J'arrive de Sainte-Barbe, mon cher collègue, j'ai vu vos deux enfants dont je puis vous rendre le meilleur compte. Le petit a bon visage et m'a assuré ne se sentir en rien de son indisposition. On le ménage surtout pour la récréation, où on ne le laisse pas encore jouer dans les cours ; je crois cela fort raisonnable, mais il va au concours général pour la version. L'autre va pour l'histoire. Je ne connaissais pas ce collège, mais l'aspect m'en a beaucoup plu.

Vous voudriez bien quelques petits mots des nouvelles, mais la publicité est acquise à tout ce qu'on peut savoir pour le moment, et quant au-dessous des cartes en vente, je n'y vois goutte absolument.

Nous sommes dans cette Chambre dans les ennuis de ces derniers quinze jours si lourds à porter. J'ai fait, avant-hier, au sujet des crédits éventuels, un rapport où je me suis efforcé de remettre chaque chose à sa vraie place en fait d'affaires extérieures, et de montrer que si ce gouvernement ne devait pas être un gouvernement de haute intelligence, de composition amiable perpétuelle, et si on ne savait pas y créer et s'y appuyer sur des majorités fermes, et ren-

(1) Anniversaire de la mort de madame de Staël. C. B.

trant bien dans le sens du ministère, auquelles elles s'associent, toutes les grandes affaires étaient impossibles à conduire, car il y faut, avant tout de la confiance.

DE M. GUIZOT.

Paris, 3 août 1829.

Mon cher ami, vous êtes un homme de parole; vos deux notes sont arrivées et imprimées. La *Revue* paraîtra jeudi ou vendredi; elle sera, pour cette fois, aussi exacte que vous. Elle va bien, et on a, dans la librairie, très bonne opinion de son avenir. Persistez dans votre fantaisie de faire un article sur ce recueil d'ordonnances et d'actes du siècle dernier dont vous m'avez parlé; cela sera curieux et utile; nous ne saurions trop étaler le gouvernement de l'ancien régime dans ce qu'il avait de pratique et de quotidien; on le ruine ainsi sans déclamer. Si, en lisant les journaux, vous trouviez quelque ouvrage, quelque question dont il vous prît envie de parler, dites-le-moi; je vous le ferai envoyer. A travers votre grand travail, vous devez avoir, ce me semble, besoin de vous distraire quelquefois; que ce soit à notre profit.

Je suis impatient de vous savoir tout à fait en train. A coup sûr ces premiers temps sont très difficiles; il n'y a pas moyen de se renfermer dans le récit; les lacunes seraient trop grandes; il faut absolument suppléer, deviner, et on ne devine qu'en généralisant. Si je ne m'abuse, vous serez conduit à expliquer beaucoup de choses par la variété des origines: c'est le fait dont je suis le plus frappé dans toute notre

ancienne histoire ; elle est prodigieusement complexe ; une foule de causes et d'éléments hétérogènes y ont concouru, aucun assez fort pour dominer seul ; assez apparent pour tout éclairer. Il n'y a presque aucun fait où l'on ne retrouve, en y regardant de près, du romain, du germain, du laïque, du religieux, du païen, du chrétien, du despotisme, de la barbarie. Il ne s'est jamais vu un tel pêle-mêle, et le grand secret de la nouvelle école historique sera, je crois, de bien constater partout la présence de tous ces éléments et de faire à chacun sa part. A mesure que vous travaillerez, si vous avez besoin de quelque chose ici, dites-le-moi.

Je ne crois pas que nous soyons fort distraits de nos travaux par le mouvement des affaires. Nous entrons en pleine apathie. Cependant l'effort pour M. de Polignac est, depuis quelques jours, plus réel et plus actif que je ne pensais. Le roi en est sérieusement occupé, et s'il lui était possible de former, sous ce drapeau, un ministère quelconque, il le formerait. Personne n'en voudra, ce sera là l'obstacle. Pour peu qu'il fût possible d'obtenir quelques noms de la gauche, on n'hésiterait pas. Du reste, il n'en sera peut-être plus question du tout dans quelques jours. Mais aujourd'hui, le mouvement existe vraiment. Roy déclare qu'il restera, qu'il sera en mesure ; qu'il donnera la rente, l'amortissement, les boissons. Il lui a pris une verve de durée dont on rit, mais qui le fera effectivement rester. Personne n'est en état de le renvoyer. Portalis non plus ne parle plus de se retirer.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Cauterets, 3 août 1829.

Cher Prosper, je vous ai écrit chez vous, je ne sais si ma lettre a été perdue, vous ne semblez pas l'avoir reçue.

Nous voici à Cauterets vivant aussi tranquilles qu'à Bonnes, quoiqu'il y ait du beau monde tout autour. Nous voyons un peu M. de Chateaubriand; nous avons été ensemble au pont d'Espagne, il serait bon enfant si sa gloire ne le gênait pas, mais il a l'air d'attendre un mélange d'admiration et de malveillance qui le met mal à l'aise. Il me semble triste, je le crois fâché de vieillir; il m'a dit certaines hérésies contre l'âge avancé auxquelles vous compatirez, mais qui m'indignent, vous savez.

Je n'ai point d'inquiétude pour votre article, cher Prosper, je ne connais personne à qui je me fie plus pour exprimer ce qui m'est doux à cet égard. On ne sait aucune nouvelle; mes lettres de Paris sont plus vieilles que les vôtres, on m'y parle de ce ballottage de ministère et sûrement on vous en parle encore plus. Dans quinze jours nous partons; je retrouverai avec joie ma vie régulière, je vous y écrirai plus à l'aise. Parlez-moi de vos travaux, de vos dispositions, si je perds de la variété des intérêts en vieillissant, ceux qui reste deviennent plus intimes et je reporte sur mes amis ce qui se dispersait autrefois.

SUR LE MINISTÈRE MARTIGNAC.

Je pense que le ministère de M. de Martignac est le

seul moment de la restauration, où le maintien de la dynastie ait eu de véritables chances. M. Decazes avait conjuré avec habileté et courage le danger d'une contre-révolution ardente. M. de Villèle avait donné au gouvernement du parti royaliste tout ce qu'il était susceptible d'avoir de raison et de mesure. Mais ni l'un ni l'autre n'avait établi une situation durable, ou, comme on dit à présent, normale. Les efforts de M. Decazes étaient impuissants à rendre naturelle et compatible avec la dynastie, la domination du parti libéral. Le savoir-faire de M. de Villèle ne pouvait amener ni le roi ni le parti royaliste à être supportables pour le pays. Le ministère de M. de Martignac fut sincèrement adopté par la masse de l'opinion, comme la transaction possible avec le roi. Il n'y avait plus de complots : les sociétés secrètes étaient sans espoir et sans activité. Dans les Chambres, toutes les nuances libérales étaient dans une disposition modérée et patiente. Comme ce parti ne se flattait guère d'arriver à une domination entière et complète, les ambitions personnelles étaient peu excitées et ne jetaient pas la division entre les diverses coteries et les prétentions des chefs. Il semblait qu'on suivît le cours naturel d'un gouvernement constitutionnel.

Le gros du parti royaliste était fort calme. Les grands seigneurs et la haute aristocratie jouissaient de leur position et craignaient qu'elle ne fût compromise. Mais les ambitions trompées : M. de La Bourdonnaye, M. Ravez, M. de Villèle et ses amis étaient très animés. La congrégation était plus ardente et plus chimérique que jamais. Toutefois ces diverses classes d'ennemis empruntaient leur force seulement à la disposition du roi. C'était lui qui portait sa propre

condamnation. Il avait pris son parti sur la forme de la charte. Il n'en acceptait pas le véritable sens. Permettre aux Chambres de parler quand elles ne disaient rien qui lui déplût ; agréer leurs conseils sur ce qui lui était indifférent ; à cela se réduisait sa vocation constitutionnelle. En 1828, j'eus occasion d'avoir deux audiences de lui et il y eut entre nous quelque conversation. La responsabilité ministérielle vint sur le tapis.

« Ce serait une absurdité et une injustice en France, me dit-il. En Angleterre, à la bonne heure : les ministres gouvernent et doivent être responsables. En France, le roi gouverne et les ministres ne peuvent être punis de lui obéir. C'est leur devoir. »

En outre, la perspective d'une lutte contre l'opinion libérale ne lui causait point d'émotion. Il ne la croyait pas forte ; elle lui paraissait un bruit de journaux et un bavardage déclamatoire. Il avait une haute idée de sa propre fermeté, et, depuis quarante ans, il était convaincu que la Révolution eût été facilement évitée sans la faiblesse de son frère Louis XVI. Prendre une éclatante revanche de 1789, était une imagination qui ne l'avait guère quitté. Il n'en eût pas cherché l'occasion, mais il ne s'effrayait pas de la voir se présenter.

M. de Martignac, qui a laissé son nom à ce ministère, méritait cet honneur historique. Il était homme d'un caractère doux, facile, aimable ; d'un talent incontestable ; son langage était clair, élégant, à la portée de tous, plein de séduction et de grâce. Il plaisait aux plus farouches opposants, et ne blessait jamais : c'était un charme de l'entendre parler ou lire, car il écrivait souvent ses discours, ce qui lui donnait moins de travail. Son débit et ses manières avaient aussi quel-

que chose qui prévenait en sa faveur. Dans sa jeunesse, il avait été à Berlin, lorsque Sieyès y était ambassadeur. Il avait composé des chansons et des vaudevilles. De sorte que ses façons tenaient plus du secrétaire d'ambassade et de l'homme de lettres que de l'avocat. En fait d'opinions, il était sans conviction, mais éloigné de tout excès. Son jugement était bon, mais amolli par l'insouciance et la paresse. Son laisser-aller habituel ne diminuait en rien son courage quand l'occasion le requérait absolument. Il était libertin, assez publiquement en société intime avec des actrices et des danseuses, ce qui lui ôtait un peu de la considération qui eût été due à son mérite. Il a bien fini; son attitude après la révolution de Juillet a été pleine de convenance et même de dignité. Défendre M. de Polignac à la Chambre des pairs, et le défendre avec son admirable talent, est la plus belle page de la vie de M. de Martignac.

VIII

Août 1829-Août 1830 (1).

DE M. GUIZOT.

Paris, 7 août 1829.

Je n'ai que le temps de vous écrire quatre lignes. On

(1. Événements d'août 1829 a août 1830. — Formation du ministère Polignac, La Bourdonnaye, Bourmont (8 août). Refus de M. de Rigny d'en faire partie. Stupéfaction, irritation générale. Démission d'un bon nombre de fonctionnaires publics, de M. Debelleyme, de M. de Chateaubriand. — Violences de la presse contre le nouveau cabinet. Procès et condamnation en première instance du *Journal des Débats*. — Hésitation, inaction du ministère. Peu d'accord entre ses membres, M. de La Bourdonnaye inclinant à la violence et M. de Polignac à une modération relative. — Suite et fin de la guerre d'Orient. Victoire des Russes à Kulewtscha. Ils passent les Balkans et entrent à Andrinople (20 août). Consternation de la Porte qui demande la paix. L'Europe croit que le dernier jour de l'empire ottoman est arrivé. Le gouvernement français conçoit un plan de réorganisation territoriale d'après lequel la France obtiendrait la Belgique, la Prusse s'agrandirait de la Saxe et de la Hollande, le roi des Pays-Bas irait régner à Constantinople, la Russie aurait la Moldavie et la Valachie, etc.

affirmait positivement hier soir que le ministère Po-

Sur ces entrefaites, on apprend que la paix a été conclue à Andrinople (14 septembre) à des conditions beaucoup plus modérées qu'on ne le supposait : pour la Russie avec une indemnité pécuniaire, une extension de frontières en Asie ; l'ouverture des détroits aux bâtiments de commerce de toutes les nations ; la reconnaissance de l'indépendance de la Grèce; l'autonomie presque absolue de la Moldavie et de la Valachie sous le protectorat de la Russie. — Nouvelle tentative faite sans succès par le gouvernement français pour amener le dey d'Alger à un accommodement à l'amiable. — Expédition française à Madagascar. — Voyage du dauphin et de la dauphine en Normandie où ils sont froidement accueillis. — Promenade triomphale de M. de La Fayette en Auvergne, en Dauphiné et à Lyon. — Association bretonne pour le refus éventuel de l'impôt en cas de violation de la charte. — Vive polémique des journaux sur l'étendue des droits de la royauté. — Divisions dans le ministère. M. de Polignac devient président du conseil (17 novembre). — Démission de M. de La Bourdonnaye, remplacé au ministère de l'intérieur par M. de Montbel, qui a pour successeur au ministère de l'instruction publique M. de Guernon-Ranville. — Bruits de nouveaux changements ministériels, de coup d'État. Mémoire remis à M. de Polignac par M. de Guernon-Ranville pour démontrer les dangers de toute atteinte portée à la constitution. — Acquittement du *Journal de Rouen* et du *Courrier de la Moselle* poursuivis pour avoir publié le prospectus de l'Association bretonne sur le refus de l'impôt. — Le *Journal du Commerce* et le *Courrier français* sont condamnés à une peine légère pour avoir fait l'éloge de cette Association et provoqué à la haine et au mépris du gouvernement en lui supposant l'intention de violer la constitution. Colère, exagérations de la presse ultra-royaliste. — Autres procès de presse. —La cour de Paris acquitte M. Bertin, rédacteur

lignac était formé. M. de Polignac aux affaires étran-

en chef du *Journal des Débats*, condamné en première instance pour offense à la personne du roi et attaque à la dignité royale (24 décembre). Irritation que cet arrêt excite aux Tuileries. — Ordonnance pour le développement de l'instruction primaire. — Hiver rigoureux; souffrances qu'il inflige à la population. Efforts de la charité publique et privée pour les soulager. — Vives préoccupations littéraires se mêlant aux préoccupations politiques. Triomphes de l'école romantique au théâtre. *Hernani*, etc. — Nouveaux journaux politiques. Le *National*, fondé par MM. Thiers et Mignet. On commence à agiter dans la presse la question de la possibilité d'un changement de dynastie. Élection à la Chambre des députés de MM. Guizot et Berryer. Nomination de sept pairs de France, MM. de La Bourdonnaye, de Vitrolles, etc. (27 janvier 1830). — On parle encore une fois de changements dans le ministère. Décision prise pour l'expédition d'Alger après de longues délibérations. — Protocoles de la conférence de Londres qui érigent la Grèce en un État indépendant sous la souveraineté du prince Léopold de Cobourg (3 février). Il accepte la couronne qu'on lui offre. En France, la presse opposante, contre toute vérité, présente ces arrangements comme imposés à la France par l'Angleterre. Elle s'attache aussi à faire considérer l'expédition projetée contre Alger comme une tentative téméraire, ruineuse et sans utilité possible. — Dernière session de la restauration (2 mars). — Discours du roi, hautain et menaçant. — Adresse peu significative de la Chambre des pairs. — Adresse des députés votée après une brillante discussion à la majorité de 221 voix contre 181, qui invite le roi à opter entre la Chambre et le ministère (16 mars). Réponse sévère du roi. — La session est prorogée au 1er septembre. — Procès de presse. Confirmation par la cour royale du jugement qui a condamné le *Courrier*

gères, M. de La Bourdonnaye à l'intérieur, M. de Bour-

et le *Journal du Commerce*. Considérants de cet arrêt peu favorables au gouvernement. — Banquet des Vendanges de Bourgogne offert aux 221 votants de l'adresse par les électeurs parisiens. Autres banquets dans les départements. — M. de Villèle vient à Paris. Efforts tentés pour le faire entrer dans le ministère comme moyen d'apaisement. Le roi y est peu disposé. Ces tentatives divisent le parti royaliste. — Destitution de fonctionnaires dont le zèle paraît douteux. — Mémoire présenté au roi par M. de Polignac sur la situation de la France, conçu dans un esprit d'optimisme. — Rapport de M. de Chabrol sur l'état très satisfaisant des finances. Dissentiments et délibérations du cabinet sur l'époque où aura lieu la dissolution de la Chambre des députés, déjà arrêtée en principe, et sur ce qu'on fera après les élections. On reconnaît la nécessité de modifier le ministère pour le rendre homogène. — Incendies multipliés en Normandie, dont les deux partis s'accusent réciproquement. — Arrivée à Paris du roi et de la reine de Naples revenant d'Espagne dont le roi venait d'épouser leur fille. Fête qu'on lui donne au Palais-Royal. Désordres dont elle est l'occasion (31 mai). — Troubles dans les Pays-Bas. Bruit que la Prusse veut intervenir par la force. Le gouvernement français est résolu à s'y opposer. — Persistance de l'opposition à combattre le projet de l'expédition d'Alger. — M. de Polignac est chargé du portefeuille de la guerre en l'absence de M. de Bourmont, appelé à la diriger. — Préparatifs formidables. — Explications données par le gouvernement du roi aux gouvernements étrangers au sujet de cette expédition. La plupart s'en montrent satisfaits. L'Angleterre seule ne dissimule pas son mauvais vouloir et s'efforce vainement d'obtenir l'engagement formel que la France, en cas de succès, ne gardera pas sa conquête. — Départ du corps expéditionnaire dans les derniers jours de mai. — Disso-

mont à la guerre, M. de Chabrol à la marine. On

lution de la Chambre des députés (16 mai). Les collèges électoraux sont convoqués pour en nommer une nouvelle, les Chambres devant se réunir le 3 août. — Modification du cabinet. Retraite de M. de Chabrol et de M. Courvoisier qui ne veulent pas s'associer à des projets éventuels de coup d'État (19 mai). M. de Peyronnet devient ministre de l'intérieur, M. de Chantelauze garde des sceaux, MM. de Montbel et Capelle ministres des finances et des travaux publics. Indignation, fureur des journaux de la gauche. Mécontentement d'une partie même de la droite. Jugement sévère porté par M. de Villèle sur ces changements et sur l'ensemble de la politique du cabinet. Le ministère est peu uni. — Agitation électorale. Circulaires ministérielles, mandements des évêques, proclamation du roi. Destitution de quelques fonctionnaires récalcitrants. Violences des journaux de la droite. Nulle part, excepté à Angers, l'ordre matériel n'est troublé. — Débarquement de l'armée française en Afrique (14 juin). Occupation de la presqu'île de Sidi-Ferruch où M. de Bourmont établit sa place d'armes et le dépôt de l'ambulance, des vivres et des munitions. Bataille de Staouéli, gagnée par les Français sur l'armée du dey (19 juin). — Le prince Léopold de Cobourg, qui avait accepté la souveraineté de la Grèce, revient sur cette acceptation (21 mai). Motifs compliqués de son refus définitif. — Mort du roi d'Angleterre George IV (26 juin). Avènement de Guillaume IV. — Élections des collèges d'arrondissement, favorables en très grande majorité à l'opposition (23 juin). Élections des collèges de département moins hostiles au ministère, mais tout à fait insuffisantes pour balancer les résultats des premières (3 juillet). Malgré l'opposition de M. de Guernon-Ranville, le conseil s'arrête à l'idée de dissoudre la nouvelle Chambre, d'en faire nommer une autre en vertu d'une loi électorale établie par ordonnance et de suspendre la liberté de la presse. — Procès

pressait Roy et Martignac de rester. Ils hésitaient. Le bruit était fort accrédité.

de presse. — Prise d'Alger à la suite d'un vigoureux bombardement (5 juillet). Le dey, sur sa demande, est transporté à Naples. Le dey de Tunis et le dey de Tripoli, saisis de terreur, prennent l'engagement de supprimer la piraterie, d'abolir l'esclavage des chrétiens, etc. — Joie de Charles X en apprenant qu'Alger a succombé. Grandes réjouissances à Paris. M. de Bourmont est fait maréchal de France. — Le gouvernement du roi se décide à garder sa conquête. Extrême irritation qu'en éprouve le cabinet de Londres. — Élections de Paris et des départements où elles ont été ajournées, plus hostiles encore au ministère que celles qui les ont précédées. — Ordonnances du 25 juillet, publiées le 26, pour la dissolution de la Chambre non encore réunie, le changement de la loi électorale et la suppression de la liberté de la presse périodique. Protestation des journalistes. — Insurrection parisienne des 27, 28 et 29 Juillet. L'armée royale est forcée d'évacuer Paris et de se replier sur Saint-Cloud, résidence en ce moment du roi et de sa famille. — M. de La Fayette prend le commandement de la garde nationale. — La réunion des députés présents à Paris, après avoir protesté contre le coup d'État, institue, sous le nom de *Commission municipale*, une sorte de gouvernement provisoire, puis défère au duc d'Orléans la lieutenance générale du royaume. — Charles X, qui a cru d'abord pouvoir apaiser l'insurrection en appelant au ministère le duc de Mortemart, M. Casimir Perier et le général Gérard, est obligé de quitter Saint-Cloud, puis Trianon, et de se retirer à Rambouillet. Là, il se décide à abdiquer en faveur de son petit-fils, le duc de Bordeaux, mais, abandonné par une partie de ses troupes et menacé par l'approche d'une forte colonne de la garde nationale et de la population parisienne, il se résigne, le 2 août, à quitter la France avec tous les siens. (D'après les som-

DU DUC DECAZES.

Paris, 13 août 1829.

Cher ami, qu'en dites-vous? Je n'aurais pas cru Jules aussi audacieux! aussi dit-il que c'est à son corps défendant; qu'il ne songeait à faire qu'une manière de coalition, et que c'est le roi qui a voulu du 1815 tout pur (1). Ils vont s'en donner à cœur joie jusqu'à l'ouverture pour tomber au lever de la toile. Je ne crois pas que Jules consente à des coups d'État, du moins il affirmait, il y a trois mois, le contraire. Il se traînera péniblement en croyant faire du libéralisme, parce qu'il pêchera dans les bancs des anciennes oppositions quelques Courvoisier (2).

maires des chapitres CXLIV, CXLV, CXLVI, CXLVII, CXLVIII, CXLIX, CL, CLI, CLII de l'*Histoire de la Restauration*, par M. Louis de Viel-Castel.)

(1) M. de Polignac arriva de Londres croyant avoir le ministère à former et comptant y appeler des hommes modérés, mais il trouva la liste arrêtée. M. de Polignac n'était pas en situation de faire au roi la moindre objection. C'était même à cause de cela et non pour sa capacité que le roi l'appelait. Cependant malgré son peu de sens, il comprenait ce qu'était un tel ministère. Un ou deux jours après qu'il eut pris le portefeuille, il demanda à M. de Sémonville ce qu'il pensait de la situation. M. de Sémonville lui répondit : « Vous savez mes sentiments pour le pilote, mais j'ai peur de l'équipage. — J'en jetterai la moitié à la mer », repartit finement le prince.

(2) M. de Courvoisier avait toujours figuré parmi les libéraux modérés de 1816 à 1824, période pendant laquelle il faisait partie de la Chambre des députés. Non réélu en 1824, il s'était alors uniquement consacré à ses fonctions de procureur général à la cour de Lyon. On fut générale-

J'avais prédit à Roy et à nos autres amis ce qui leur arrive ; je leur disais, je le sais, parce que je le savais. Ils ne me répondaient que par un sourire d'assurance et d'incrédulité. S'ils s'étaient fait une majorité ou s'ils s'étaient ralliés à une majorité par un système raisonnable d'amendement à la loi départementale, ils n'auraient pu être renvoyés aussi honteusement. Je le leur disais alors; le roi ne voulait que le rejet des lois pour arriver au budget et à Polignac (1). Ils ont été dupes comme des enfants de ce pauvre Jules, qu'ils croyaient si peu dangereux.

Chateaubriand relèvera-t-il son drapeau ou retournera-t-il à Rome exécuter les instructions du prince du Saint-Siège (2)? Nous allons, du moins, avoir du nouveau et du curieux pendant quelque temps. Les journaux étaient en conscience devenus trop monotones depuis la clôture!

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 13 août 1829.

Je voulais vous écrire tous les jours, mon cher ami, depuis le grand événement, mais je ne pouvais rien vous mander que les journaux ne vous portassent

ment surpris de le voir appelé dans le ministère Polignac, ce qui semblait en contradiction avec son passé. Il ne suivit pas du reste M. de Polignac jusqu'au bout : le 19 mai 1830 il remit sa démission. C. B.

(1) La *Vie politique de M. Royer-Collard* contient sur cette dernière année de la restauration de nombreux et curieux renseignements. C. B.

(2) M. de Polignac était prince romain. C. B.

avant moi, et quant à mes réflexions, vous pouvez les deviner. Voici pourtant des nouvelles qui, si elles se réalisent, ont besoin d'être annoncées d'avance. Il paraît que le conseil a délibéré sur le coup d'État de la censure. Il s'est divisé en deux : Polignac et Bourmont contre, et les deux autres pour. Le roi est de l'avis de ceux-ci. Tout cela paraît certain ; voici qui l'est moins, quoique fort accrédité. C'est que la censure, ou plutôt une ordonnance de suppression des journaux qui gênent, a été décidée pour demain, jour où les journaux ne paraissent pas, dans le cas où des cris insultants, ou le moindre mouvement troubleraient la procession du vœu de Louis XIII, où le roi va aujourd'hui ; on ajoute que, pour avoir un prétexte, on provoquerait même ce désordre, et assurément la nomination de M. Mangin à la préfecture de police se prête à cela. Voilà le bruit de Paris hier. Quant à moi, j'en doute. D'abord voici une pluie qui pourra bien empêcher toute procession ; ensuite je crois plutôt qu'on attendra l'issue du procès des *Débats* et du *Figaro*.

S'il y a acquittement, je ne doute guère de la censure, et la censure, par ordonnance, entraîne les attentats à la liberté individuelle et les tribunaux spéciaux. Le roi a fait entendre à Bourdeau, la dernière fois qu'il l'a vu, que s'il n'obtenait des tribunaux justice du *Journal des Débats*, IL PRENDRAIT D'AUTRES MESURES. C'est même son expression. Nous pouvons nous attendre à tout. M. de La Bourdonnaye a dit avant hier à M. Hugo, qui me l'a redit, qu'il y avait une grande conspiration, une conspiration à la lettre, contre la royauté ; qu'il n'en avait pas les preuves, mais qu'il en était convaincu. Le ministère est com-

plété. On ne doute guère que Rigny n'accepte. Vous savez que Courvoisier est fou. C'est le dauphin qui a choisi Bourmont. Les anciens ministres sont persuadés que tout ceci était concerté et arrêté depuis plusieurs mois. Le roi les a complètement abusés. Vendredi matin, l'avant-veille de l'ordonnance, Portalis ne savait encore rien. C'est M. Pasquier qui le lui a appris. Martignac se tient pour très piqué ; il accuse le roi de mauvais procédé, Hyde déclame, Chabrol dit gravement : « Nous gouvernerons comme lord Wellington ! » Le roi a été d'abord fort content et son fils radieux: cependant, depuis lors, il est dans des alternatives de chagrin et de colère, il paraît certain que le dauphin désapprouve tout.

Lisez-vous le *Figaro* ? Il est impossible de faire une opposition plus spirituelle et plus courageuse. Son numéro saisi est un chef-d'œuvre de bonne plaisanterie. Croyez-vous à la démission de Chateaubriand? Voilà mon sac vidé. Nous passons le temps ici dans une telle continuité d'irritation et de curiosité qu'il nous est impossible d'être triste. Cependant on ne peut un moment réfléchir sans être sérieusement affligé. Car cette fois, je crois, il s'agit de quelque chose de définitif.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 16 août 1829.

Au moment où je recevais votre lettre, la terre tremblait pour produire ce monstrueux ministère et cela m'a détourné, cher ami, pendant quelques jours de vous répondre. Si vous voulez avoir l'idée de Paris

et de la disposition des esprits, lisez les *Débats* ; tout est à ce formidable diapason. Quant aux détails, ils sont curieux, mais ils passeraient par le cabinet noir, et je vous les réserve pour un autre temps.

Ces nouvelles vous auront, sans doute, comme moi, détourné, pour quelques instants, de votre travail et du cours ordinaire de vos pensées. Mais voilà que je rentre dans ma régulière et studieuse habitude avec bonheur. Vous me demandez ce que je fais? Pas grand'chose, peut-être, car je raconte des temps que d'autres auront racontés et je n'aurai, pour moi, que plus de vérité. L'aveu que je vous fais là, je ne le fais à presque personne, car je n'aime pas à passer pour écrire des *Mémoires* et pour avoir succombé, à mon tour, à la manie de notre époque. Depuis trois ou quatre ans, j'avais abandonné ce travail sans le remplacer par aucun autre. Je vivais, et je me le reprochais, sans suite et sans projet. Il n'en est plus de même, je reviens aux tâches inachevées et retrouve, avec contentement, et la règle et la suite qui sont dans ma nature. J'ai une poétique du genre *Mémoires* qui n'est guère à l'usage de notre temps. L'individualité, plus encore que l'impartialité, en fait, à mes yeux, tout le mérite. Ce n'est point un livre, c'est un homme. De là vient qu'il faut les écrire pour ceux qui viendront après nous, ne les montrer et même n'en parler presque à personne. Si l'on ne jouit pas de son succès, on s'en console par le plaisir, et quelquefois le soulagement, qu'on trouve à les écrire.

Je ne suis pas fâché que les difficultés que vous venez de rencontrer vous aient fait changer quelque chose à votre plan. Je trouve plus naturel que vous expliquiez d'abord les origines et préludiez au récit dé-

taillé par les idées générales. En tout, c'est une grande entreprise. Vous aurez surtout, ce me semble, à vous défendre de trop voir dans le passé et d'écrire une histoire philosophique de la France, au lieu de celle du parlement.

DE M. BOURDEAU.

Paris, 18 août 1829.

Vous avez dû croire, mon très cher monsieur, trop peu d'attraits aux ministères de notre époque pour causer des regrets à ceux qui les quittent, et je peux vous assurer que nous nous en sommes tous séparés fort gaiement. Nos douleurs, fort éloignées de l'intérêt personnel, restent fixées sur le sort du pays et on ne peut guère se défendre d'un triste sentiment quand on considère à quelles mains notre avenir est confié. Si l'on en croit les confidences sorties du cabinet, on en serait déjà à chercher une autre combinaison du personnel. La démission de M. de Rigny (1)

(1) M. de Rigny avait d'abord été nommé ministre de la marine. Il demanda une audience au roi pour lui faire agréer son refus. Expliquer toutes les raisons, les grandes raisons pour lesquelles un homme sensé ne pouvait accepter, n'était pas chose possible avec Charles X. Il fallait lui donner quelque motif particulier bien palpable. M. de Rigny imagina de dire que le choix de M. de Bourmont serait d'un funeste effet, qu'avoir quitté l'armée française, où il commandait une division, quelques jours avant Waterloo, n'était pas une affaire d'opinion, mais d'honneur. « C'est moi qui le lui avais ordonné », répondit le roi. Et M. de Rigny ne réussit pas à lui indiquer que cela ne changeait rien à la question.

embarrasse moins, je crois, que quelques noms des acceptants. Les journaux nous disent, au juste, l'état de l'opinion, qui recrute même dans les rangs des triomphateurs. Croirez-vous qu'on avait persuadé au roi que son ministère aurait la majorité dans notre Chambre, et que ce ministère a l'air d'y compter? Du reste, le doigt britannique s'est montré en tout cela dirigeant, faisant et commandant.

Les hommes et les choses nous sont assez connus pour prévoir les orages de la session prochaine, si on a la témérité de l'aborder. Les cinq congédiés y seront, n'en doutez pas, ce qu'ils furent au ministère, amis des libertés publiques et défenseurs du trône, plus sûrs d'une majorité que leurs successeurs. Mais l'adresse, mais l'accusation reprise, mais la dissolution, mais les coups d'État dont on menacera et qu'on n'exécutera pas. Démêlez, mon cher monsieur, cet écheveau dans vos montagnes et soyez assuré que, dans trois jours, il y aura, en Limousin, un ministre déchu plein d'attachement et de bonne amitié pour Votre Seigneurie.

DE M. DE SAINT-CRICQ.

Paris, 29 août 1829.

Vous avez, dans bien peu de mots, mon cher baron, jugé en homme d'État la nouvelle position des affaires et en ami juste celle de mes collègues et la mienne. Ce qui est advenu était nécessaire, peut-être, pour que l'on appréciât avec équité ce que nous avons fait, et aussi ce que nous n'avons pu faire. Nous laissons nos institutions en meilleure situation que nous ne les avons prises, car il faut désormais des coups d'État

pour s'y attaquer, et les coups d'État, au temps où nous sommes, sont choses périlleuses, à laquelle on songe longtemps avant de s'y résoudre. Il y a du mal sans doute, mais il peut se réparer, si tous les hommes de valeur veulent être sages, et ne puiser la force d'opposition que dans le vrai. Or, il n'y a de vrai et de bon que le plein exercice du pouvoir royal, consciencieusement conseillé, et la loyale intelligence des libertés publiques défendues avec sincérité.

DE M. GUIZOT.

Paris, 21 août 1829.

Mon cher ami, vous voyez leurs débuts; je n'ai pas grand'chose à vous apprendre. On demandait hier matin à La Bourdonnaye ce qu'il comptait faire : « Je ne sais rien, je ne veux rien, je ne fais rien ; j'ai six mois devant moi. » C'est là en effet toute leur politique. Si la Chambre devait se réunir demain, peut-être tomberaient-ils aujourd'hui, peut-être feraient-ils après-demain un coup d'État; l'un et l'autre est possible; et nous autres, public, nous croyons tantôt l'un, tantôt l'autre, selon qu'ils nomment M. Mangin ou que M. Mangin s'excuse d'être nommé. A tout prendre, pourtant, le fait dominant est leur impuissance ; ils la sentent et on peut espérer que le dénouement viendra de là. Les refus, les démissions les accablent; M. Delalot n'a voulu entendre parler de rien et est retourné en Champagne, annonçant l'hostilité pour la prochaine session. Voilà M. de Cambon (1)

(1) Le marquis de Cambon, député de la Haute-Garonne, qui siégeait au centre et s'était surtout signalé par son

qui sort du conseil. Leurs pareils seuls accepteront et à peine ont-ils, en pareils, de quoi faire un cadre de gouvernement. J'ai donc assez bon espoir; et si l'issue est bonne, elle sera très bonne, car nous aurons acquis un motif sans réplique pour tout ce qui est récessaire. Cependant j'ai peine à me persuader qu'une fois arrivés là ils se laissent tomber sans résistance; leur avènement a montré que tout est possible; le bon plaisir qui les a élevés peut les soutenir à tout prix. Nous verrons. Mais, à coup sûr, la crise décidera bien des choses. Elle avancerait fort si le *Journal des Débats* était acquitté; tout donne à croire qu'il le sera en cour royale, le tribunal de première instance est moins sûr. Ils ont là un rude ennemi, et qui leur fait chaque jour plus de mal. On attend la démission de M. de Chateaubriand, car on y compte. Victor m'écrit, avant de savoir tout ceci, que son langage est très bon, qu'il professe le plus grand mépris pour les tentatives de M. de Polignac, et ne veut entrer que dans un ministère libéral. Les amis de M. de Mortemart disent que, lorsqu'il aura reçu deux ou trois dépêches qui lui déplairont et rendront sa situation désagréable, il pourra bien se retirer aussi (1). Le roi, on ne sait pourquoi, parle de Martignac avec une amertume toute particulière. Ravez est décidément pair. M. de Polignac et M. de Chabrol n'ont pas cessé de se repaître d'espérances d'une majorité : « Nous avons déjà 180 voix, dit Chabrol, et nous gagnons tous les jours. » La Bourdonnaye est plus sérieux et se fait

hostilité contre M. de Villèle, avait été nommé conseiller d'État par le ministère Martignac. C. B.

(1) Le duc de Mortemart était ambassadeur en Russie. C. B.

moins d'illusion. Quoi qu'il en soit, tenez que le printemps prochain ne nous trouvera pas comme nous sommes; nous aurons triomphé, ou nous en serons à délibérer s'il faut payer l'impôt.

Ceci pourra bien vous distraire un peu du *Parlement de Paris*; travaillez cependant; ce sera toujours autant de fait. Vous avez toute raison de croire que *placitum* est d'origine latine. Le mot est employé dans la jurisprudence romaine, et signifie *contrat*, *convention*. N'est-il pas singulier que, de même que le mot *convention*, il ait servi à désigner un contrat et une assemblée? C'est après l'invasion que ce dernier sens lui a été attribué, mais son histoire correspond exactement à celle du mot *convention*; à cela près que le premier sens de *placitum* a été *contrat*, tandis que le premier sens de *convention* a été la réunion matérielle; l'un a commencé par désigner le rassemblement des personnes; l'autre, l'accord des volontés; mais ils ont également passé de l'un à l'autre sens, *mallum*, *mahl* est l'ancien mot germain, et son histoire est la même, car il a signifié aussi un contrat et une assemblée; et la trace de ce double sens subsiste encore aujourd'hui en allemand, d'une part dans les mots *gemahl*, *vermählen* qui désignent le contrat de mariage, de l'autre dans le mot *Mahlzeit*, temps du repas, ou de la réunion pour prendre le repas. Quant à la synonymie des deux mots *mallum* et *placitum*, elle est un peu vague; je crois cependant que le *mallum* désignait l'assemblée des hommes libres en général, sans aucune allusion aux affaires dont elle s'occupait, tandis que *placitum* indiquait plutôt une assemblée judiciaire; sa métamorphose dans le mot *plaid* semble confirmer cette conjecture. Du reste, cette variété

dans le sens des deux mots tient surtout à la diversité de leurs dates. *Mahl* est du temps où les assemblées des hommes libres faisaient toutes choses ; *placitum* du temps où l'on ne se réunissait plus guère que pour juger les procès. Il y a cependant beaucoup de restrictions à apporter à cette distinction.

Quant au mot *parliamentum*, sans aucun doute, il n'a pas été employé avant le commencement du XIIe siècle. Il n'est, à coup sûr ni du pur germain, ni du pur latin; il est roman et date de l'époque où les nouvelles langues ont commencé à paraître, soit dans le midi, soit dans le nord de la Gaule. On le trouve au Midi et au Nord, chez les Provençaux et chez les Normands. D'où est-il venu ? je ne le sais pas bien. Toute cette famille de mots *parler*, *parole*, *parlement*, est d'une origine douteuse. Je crois peu, fort peu aux origines celtiques ou gaéliques, surtout pour des mots d'un usage général, journalier et qu'on rencontre pour la première fois au XIIe siècle. J'ai souvent cherché l'étymologie de *parlement* et ne me suis point satisfait. Je ne vous enverrai pas par la poste toutes les hypothèses que j'ai parcourues; ce serait trop long. Mais tenez pour certain que le mot commence avec les langues modernes.

A M. GUIZOT.

Barante, 29 août 1829.

Je m'aperçois fort bien, mon cher ami, de la castration que leur fait subir l'opinion publique. Le choix pour la marine, de M. d'Haussez est d'une pauvreté inconcevable ; c'est un étrange ministère, on ne sau-

rait se mettre sur un plus petit pied. Ils attendront peut-être la session sans se jeter dans la violation des lois. Il n'y a pas pour eux espoir de majorité à la Chambre ; toutefois, je suis porté à croire que lorsqu'arrivera dans une situation quelconque le moment de subir le joug de la charte, de se soumettre à son effet positif et non plus seulement négatif, alors on deviendra capable des témérités les plus folles. Jusqu'ici il ne me semble pas que leur ancien parti les y pousse; il se tient fort tranquille dans nos provinces, et, pour dire le vrai, on ne s'excite encore nullement. J'ai su qu'on craignait plus qu'on ne souhaitait les manifestations des conseils généraux. Nous verrons ce qu'ils essayeront de faire sur les élections partielles du mois prochain. Le *Courrier* a parlé de vous pour la Côte-d'Or, s'en occupe-t-on sérieusement ? Y a-t-il des chances ? Ce journal du *Courrier* est en vérité trop brutalement gauche, il pourchasse chaque jour Bourdeau et les gens du centre, tandis que tout ce qu'il y a de plus essentiel est de les garder avec nous. Comment est M. de Martignac? il aura de l'importance à la prochaine session.

Je suis tout distrait de ma besogne du *Parlement* et je n'avais pas besoin pour moi du changement de ministère. Je me suis mis à lire les *Capitulaires*, la *Diplomatique* de Mabillon, le *Recueil* de Baluze, etc., etc. ; de sorte que je fais des recherches, je prends des notes et ne commence pas. Cependant je ne veux pas faire une œuvre de discussion et après m'être formé une opinion, je ne me ferai pas honneur du soin que j'aurai mis à l'étudier. Je poursuis souvent beaucoup de choses qui me seront inutiles, mais pour bien savoir un point, il faut connaître tout ce qui l'environne, à

propos. Je suis bien fâché que vous ayez si peu de certitude sur l'étymologie de *parler*, cela m'étonne.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 4 septembre 1829.

Nous commençons, mon cher ami, à nous ennuyer bien fort. Cette situation ne change pas, et ce ministère est stérile. Il n'est pas douteux que M. de Polignac en est au regret des collègues qu'il a choisis, et il travaille sourdement à les écarter. Je doute qu'il y réussisse; et surtout qu'il parvienne à en trouver d'autres. Tous, cependant, commencent à convenir qu'on n'a point la majorité. Que faire? Dissoudre la Chambre, c'est peut-être le plus probable, à moins que vous ne supposiez qu'ils se rendent sans défense. C'est ce que ne fait guère un ministère. Toutefois, je ne crois qu'à une dissolution légale. On se fera, sur ces élections, les mêmes illusions qu'on s'est faites longtemps sur la Chambre, et d'ailleurs M. de La Bourdonnaye n'épargnera pas les mauvais moyens, si les choses marchent ainsi. C'est ce qu'il peut nous arriver de plus heureux. Ce sera le second tome de 1827, avec un dénouement plus décisif, et un acte d'accusation qui, cette fois, ne s'exhalera pas en belles paroles. Les coups d'État, pour le moment, semblent ajournés. Mais leur embarras est grand, leur présomption inépuisable.

A côté de cela, les gens de cour sont inquiets; il s'est monté une petite cabale intérieure pour engager le roi a congédier son ministère. Le duc de Maillé et d'autres parlent fort en ce sens. Il est très vrai que

Courvoisier déclame toujours, en ancien membre de la réunion Ternaux. Il fait des charges de hussard dans tous les conseils, parlant toujours de démission en masse, soutenant à M. de Polignac qu'il est détesté, et celui-ci le remerciant de son indépendance et de son appui. Chabrol s'est fait successivement refuser par cinq démissionnaires qu'il a suppliés de rentrer au conseil d'État. La Bourdonnaye brouille tout à l'intérieur, et paraît à ses bureaux en théoricien rêveur. La retraite de Chateaubriand fait grand bruit, elle est honorable. On dit qu'il est, à la lettre, dans la misère.

Adieu ; lisez-vous Saint-Simon (1) ? Admirable livre ! Ah! ce n'est plus de Louis XV que date la décadence, et il y a longtemps que la Révolution était juste et méritée !

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 8 septembre 1829.

Vous devez me trouver bien singulière et bien ingrate, cher Prosper, de ne vous avoir point encore écrit, ayant tant à vous remercier d'un article qui m'a été au cœur. Je suis un peu excusable, d'abord par un long voyage, puis par deux fluxions successives qui m'ont absolument empêchée d'écrire. J'avais bien besoin de vous dire, cher Prosper, combien j'étais touchée de votre article (2) ; je l'ai lu en route à la Grave ; toutes les paroles en ont été à mon cœur, j'y ai entendu cet accent qui devient de plus en plus rare,

(1) Les *Mémoires* de Saint-Simon, dont on ne connaissait que des extraits, venaient d'être publiés en leur entier. C. B.

(2) *Sur le baron Auguste de Staël.* C. B.

celui de ceux qui ont aimé les êtres qui me sont chers. Je ne puis assez vous dire ce qu'il m'a fait éprouver. Combien je trouve que vous avez apprécié et compris celle que nous regrettons.

Notre situation politique est bien de nature à nous préoccuper. Victor, qui est à Paris pour trois jours, m'écrit qu'on regarde le ministère comme ne pouvant marcher sans quelque changement et qu'il est beaucoup question de renvoyer M. de La Bourdonnaye et de conserver la même couleur en la rendant moins foncée, mais Victor regarde cela comme peu probable. Voici des temps rudes qui nous sont préparés ; la réunion assez diverse qui se trouvait aux eaux quand nous y étions montrait une indignation unanime : je ne sais si cela se réalisera dans le pays. L'idée de la résistance légale par le refus de payer les impôts me paraît se répandre généralement dans les provinces; nous avons vu à Bordeaux des gens très modérés exprimer cette idée. Il me semble que ce serait le cas d'éclairer le pays sur les moyens et les époques de résistance légale et qu'on devrait beaucoup le discuter d'avance. Au reste, pourquoi s'étonner de ce qui arrive ? ne faut-il pas toujours qu'une situation porte ses fruits ? on lutte longtemps contre la réalité et puis un jour arrive où ce qui est éclate de force et où chacun se met à dire et à faire ce qui est au fond des cœurs; c'est ainsi dans les relations individuelles, on a beau faire pour vivre en paix dans l'absence de sympathie, le moment arrive où on ne peut plus se contenir et où tout ce qui a été réprimé paraît au grand jour. Nous voilà à essayer le pire, c'est notre dernière lutte et il n'est guère à craindre que la défaite soit de notre côté. Il pourra

pourtant y avoir bien des souffrances individuelles.

Ma sœur et son enfant sont ici, c'est une réunion douce mais douloureuse en même temps. Je suis sûre que vous seriez ému en voyant ce pauvre enfant qui a l'air si intimement uni à une autre région. Ma sœur m'a dit plusieurs fois qu'elle voudrait bien vous voir à Coppet; elle a un bien grand désir de s'entourer de tous les souvenirs, de respirer l'air de cette région intellectuelle où elle était appelée et dont elle est si cruellement privée.

Adieu, cher Prosper; à présent que mon silence est expliqué répondez-moi, parlez-moi de ce que vous pensez sur notre situation; je ne suis pas si indifférente sur notre destinée à tous que je n'y prenne part dans ce moment, mais parlez-moi surtout de votre vie intérieure, qui m'intéresse. Dites-moi aussi que je puis compter sur votre amitié et remplacez quelquefois par cette expression, celle de vos hommages qui me paraît bien un peu froide entre nous, cher Prosper. Mille tendresses à tous les vôtres; vos enfants sont-ils bien?

Victor arrive en ce moment; il dit que le mouvement de l'opinion est tel qu'il s'exprime dans les cafés et dans les spectacles, et que quand on n'y prend pas part on passe pour un espion. L'effet sur les pays étrangers est également mauvais. Le duc de Wellington est très mécontent, il désirait M. de Polignac, mais aucun de ses collègues. Le roi et le dauphin ont fait cela seuls, et l'impression rejaillit sur eux très fortement! Tout le monde s'accorde à croire qu'ils ne peuvent pas affronter la Chambre; du reste on vous écrit peut-être tout cela.

DU VICOMTE DE CHATEAUBRIAND.

Paris, 8 septembre 1829.

Je ne suis plus, monsieur, qu'un vieux capitaine qui fait encore des retraites à propos, mais qui n'a plus l'ardeur nécessaire pour l'attaque. Sans désespérer de la victoire pour les autres, je sais que j'ai perdu la bataille pour moi et je m'en console. Rome était un beau et bon tombeau qui me convenait tout juste; il m'a fallu m'en défaire comme du reste... Dieu soit loué de tout... Travaillez, monsieur, pour votre gloire et pour celle de la France et revenez à la session durant laquelle finira tout ce que nous voyons aujourd'hui. Qu'aurons-nous après? Voilà la grande affaire. Quant au ministère actuel, c'est peine perdue que de s'en embarrasser.

Amitié et admiration, monsieur.

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 1er octobre 1829.

Votre lettre du 19 septembre, mon cher ami, a passé par des épreuves presque incroyables. Surchargée de trois ou quatre timbres, quoique à Paris et à Champlâtreux mes gens jurent ne l'avoir jamais renvoyée, on avait fini par écrire dessus : *Retrouvée dans la boîte le.....* Peut-être est-ce sa petitesse qui lui a valu tant de retard et de vicissitudes, mais elle a mis juste treize jours à parvenir dans mes mains. Au reste, comme je vous l'ai déjà mandé, je crois trop à l'inquiète surveillance du moment pour ne pas

retomber dans ces habitudes circonspectes qui ont gouverné ma correspondance durant la Révolution. Je n'ai rien à cacher, mais encore moins à confier et quoi qu'en ait dit M. de Villèle, je n'aime pas à jouer cartes sur table.

On croit à la paix. Le combat finit presque faute de combattants, les Turcs n'opposent plus de résistance.

Je viens de faire une apparition à mon conseil général, où j'ai vu Mollien, Lepelletier d'Aulnay, Bertin de Vaux et Bizemont. Je n'ai rencontré qu'une impression et qu'un langage.

La mort du pauvre Daru m'a aussi fait de l'impression ; plus, en vérité, que je ne l'aimais. Quoiqu'il ne fût pas de ma génération, il se trouvait mêlé à tous les souvenirs de ma carrière. Nous avions été conseillers d'Etat et ministres ensemble ; enfin, en le voyant disparaître, je me suis écrié, comme Thomas : *Serrons nos rangs, le canon perce nos files !*

Mon impression sur Saint-Simon est à peu près la vôtre. Cependant, quand je me rappelle les *Mémoires* de madame Dubarry, je trouve entre les deux règnes beaucoup de différence. Les intérêts du peuple n'étaient pas plus considérés sous Louis XIV, mais ceux de la France l'étaient davantage ; les hommes, le peuple, il est vrai, n'étaient rien, mais le pays, l'État, sa prospérité et sa grandeur étaient le but avoué du gouvernement. Les mœurs n'étaient guère meilleures, mais bien plus ordonnées, et ce qui est moralement hideux se cachait.

Très cher ami, vous le voyez, je me mets à deviser à votre moindre signal. Je voudrais bien que l'Auvergne fût à Luzarches. Si le ministre Polignac faisait de ces choses-là, il trouverait mon indépendance

bien exposée. Ce dont je suis certain, c'est que nous serions d'accord sur le présent et sur l'avenir. En attendant, travaillons et absorbons notre activité dans l'étude, c'est une douce et sage manière d'attendre que le devoir nous force de prendre une autre vie. Vous me paraissez avoir très bien compris les limites et le but de votre ouvrage, et il me tarde que vous ayez quelque chose à m'en montrer.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 7 octobre 1829.

Voilà encore un bien long silence, mais j'ai de bonnes excuses. Nous avons eu de cruelles angoisses. Ma pauvre sœur a failli perdre ici son enfant, nous n'avions pas les secours nécessaires, jugez si jamais position a été plus cruelle. Enfin ce bon M. Lerminié nous est arrivé de Paris, a reconnu le mal et nous a tirés d'affaire, mais il a jugé nécessaire que l'enfant fût amené à Paris pour continuer le traitement. Je devais l'accompagner, mais au moment où j'allais partir, Sir James Mackintosh (1) est arrivé exprès d'Angleterre avec ses deux filles pour nous voir, j'ai donc été obligée de rester et mademoiselle Randall a accompagné Adèle à Paris. Voilà plusieurs jours cruels, cher Prosper, et qui m'ont fort absorbée. Je pense qu'à présent nous allons être seuls, madame de Castellane m'annonce seulement une petite visite et

(1) Auteur de l'*Histoire de la révolution de 1688*, d'une *Histoire d'Angleterre*, et de divers ouvrages de philosophie. C. B.

ensuite madame de Sainte-Aulaire; mais le départ de ma sœur me fait une vraie douleur, elle est vraiment une charmante créature, ce pauvre enfant est d'une intelligence remarquable et j'espère que l'ensemble de sa santé n'est pas mauvais.

Il me semble que nous sommes retombés dans un état de stagnation et que la colère ne tient pas contre la nullité de notre ministère, par degrés nous oublions que nous sommes menacés, il faut espérer pourtant que nous nous réveillerons au moment nécessaire.

Je suis bien aise de ce que vous me dites de la manière plus patiente dont vous prenez l'éducation, c'est une grande difficulté que de conserver l'activité après la multiplicité de mécomptes qu'on rencontre à chaque pas. On se heurte à tout moment contre l'incomplet; savoir se relever et marcher avec les forces qu'on a est la seule manière de nous tirer d'affaire, mais ce n'est pas facile.

Ma lettre a été interrompue.

Je suis encore dans l'anxiété sur ce pauvre enfant; on n'a pas encore bien reconnu son mal, s'il s'aggravait je rejoindrais la mère. Cher Prosper, cela m'ébranle beaucoup; ce pauvre être qui renferme tant de souvenirs et d'espérances! Je vous écrirai quand je serai rassurée, car vous avez besoin de l'être, car il vous est cher aussi. Nos affections sont communes.

Avez-vous lu un article spirituel sur la *Revue française* dans le *Journal des Débats*? Il était de M. Doudan.

DE M. GUIZOT.

Paris, 14 octobre 1829.

Voilà je ne sais combien de temps que je ne vous ai écrit, mon cher ami; j'ai travaillé, j'ai musé, j'ai passé huit jours à la Grange (1). Je rentre seulement dans ma vie régulière, à peu près comme mon fils au collège. Je suis un peu ennuyé de ne pas savoir ce qui en sera de mon cours. Je crois que je le ferai pourtant, et je m'en occupe comme si de rien n'était. Il en sera de cette petite affaire comme des grandes : ils ont montré leur mauvais vouloir ; la clameur a été générale ; ils n'osent plus. A vrai dire, ce que je crains le plus, à présent, c'est leur impuissance même. Il ne m'est pas démontré qu'ils n'en soient pas, eux et leurs gens, aussi convaincus que nous, et qu'ils ne se décident pas à rester en place aussi longtemps qu'ils le pourront sans rien demander, sans rien faire, uniquement pour empêcher leurs successeurs. S'ils prennent ce parti, s'ils ne proposent que le budget, un budget assez économique, bien ou mal, comme ils s'en vantent, la Chambre le leur donnera. Elle ne refusera pas le budget, par la seule nécessité de renverser un ministère qui ne fera rien. Elle n'est pas capable d'une conduite politique. Je n'en ai jamais douté, malgré ce qu'en disaient, il y a deux mois, quelques-uns de nos amis ; ils n'en doutent pas non plus aujourd'hui. C'est là, pour le ministère, le seul moyen de vivre cet hiver ; moyen difficile, improbable, j'en conviens, mais qui existe. Ils se promettent aussi quelque effet de

(1) Propriété de M. de La Fayette, en Seine-et-Oise. C. B.

l'arrangement des affaires de Grèce; elles finiront mieux, je crois, que le protocole de Londres ne voulait; l'indépendance, à l'égard des Turcs, sera complète. La Russie l'exige, en consentant à ne pas s'en attribuer le mérite à elle seule, et à laisser régler le tout au nom des trois puissances qui prendront le nouvel État sous leur protection. Voilà au moins le dénouement qui se laisse entrevoir. M. de Polignac y sera, à coup sûr, bien étranger, mais il s'en prévaudra. Je vous dis leurs espérances, leurs chances, si tant est que ce soient là des chances. Cela dit, je crois à leur chute, et tout le monde y croit. Le problème de leur succession est grand. La Chambre ne me paraît pas en état de soutenir le ministère qui sera naturellement appelé, ni ce ministère en état de dissoudre la Chambre et d'en appeler une nouvelle. Nous aurons des alliances dont il résultera encore je ne sais quelle neutralisation réciproque dont nous tirerons quelque profit, sans grand honneur. Pour le mois de février la session; rien n'annonce un retard.

Avez-vous préparé quelque chose pour la *Revue*?

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, octobre 1829.

Voici la famille qui se rassemble. C'est un plaisir que je vous envie. Je suis bien loin du moment d'en jouir. Encore trois mois à passer ici. Ces messieurs du ministère ne se presseront pas de convoquer les Chambres et je ne reviendrai probablement que pour la session. J'ignore quelles conjectures

on forme sur cette époque. Elle m'inquiète ; je crains les illusions et l'entêtement. Mais que sais-je dans mon coin ? J'ai tort, sans doute, puisque les habiles paraissent rassurés.

Je ne travaille pas si couramment ni avec autant de goût que si j'étais dans mon métier de narrateur, mais je m'occupe curieusement de ce qui ne sera peut-être pas fort curieux à lire. Je crois pourtant que ce sont des vues assez justes sur tous les commencements de notre histoire. Mon ambition serait d'avoir fini cette partie introductive (1) lors de mon retour à Paris.

C'est un de ces jours que vous allez voir arriver ce jeune homme (2) dont je vous ai déjà parlé. Vous me direz si je me suis trompé et si ses essais ne sont pas vraiment assez étonnants. On ne pouvait cette année se promener à Thiers sans trouver quelque peintre, mâle ou femelle, occupé à prendre un de ces points de

(1) Cette Introduction à l'*Histoire du parlement de Paris* était terminée et les premières épreuves déjà tirées et corrigées quand les événements de Juillet vinrent rendre à M. de Barante un rôle actif dans la politique de son pays. Rentré en 1848 dans la vie privée, d'autres travaux historiques lui semblèrent présenter plus d'opportunité. L'*Histoire de la Convention*, celle *du Directoire*, les *Questions constitutionnelles*, la *Vie politique de Royer-Collard* absorbèrent cette dernière période de sa vie et ne lui permirent pas de reprendre l'œuvre commencée en 1828. Toutes les notes qu'il avait réunies en vue de cet ouvrage ont été retrouvées dans ses papiers. C. B.

(2) M. de Houdetot, à qui M. de Barante recommandait son jeune compatriote, le peintre Marilhat, était lui-même un amateur éclairé M. de Houdetot a été nommé, en 841, membre de l'Académie des beaux-arts. C. B.

vue qui nous environnent. Nos paysages deviennent classiques.

DU BARON DE VANDEUVRE.

Vandeuvre, 14 octobre 1829.

Le vicomte de La Rochefoucauld, mon collègue, qui est venu dans mes environs et qui m'a donné vingt-quatre heures, m'a vivement inquiété par la détermination qu'il m'a assuré être prise en certain lieu, de pousser les choses à toute extrémité. Ceci, lui a-t-on dit, est mon dernier ministère : s'il ne peut s'entendre avec la Chambre, j'en appellerai un autre. Si, comme on m'en menace, on m'envoie une assemblée de jacobins la révolution sera à découvert, je ne reculerai pas devant elle ; j'ai *quarante ans* et je puis encore monter ce cheval ; voilà ce que je vous autorise à dire. Je sais bien jusqu'à quel point on doit s'effrayer de cette menaçante cavalcade, mais, en attendant qu'on se mette en selle, on peut faire bien des sottises, et compromettre tout le pays. Ce grand mot répété depuis deux mois : *la restauration est remise en question*, fermente dans toutes les têtes, et tous les jours fait de nouveaux progrès. Je suis frappé autour de moi de ces progrès effrayants. Certainement s'il y a des élections ce printemps et qu'un homme se présente avec une profession de foi politique antimonarchique, il l'emportera sur moi, du moins si l'opinion continue à marcher comme elle a fait depuis deux mois. Les électeurs sont si mécontents de la conduite de la Chambre pendant la dernière session, qu'ils ne croiront jamais pouvoir aller assez loin pour

obtenir des garanties. Je sais que les dispositions de nos départements de l'Est ne sont pas celles de toute la France; qu'en général elles sont beaucoup plus vives et plus prononcées; mais n'est-ce pas un malheur et un sujet d'inquiétude de plus que cette grande différence entre les diverses parties de la France?

D'une autre part, le *Journal des Débats* travaille sans relâche à faire de la popularité à M. de Chateaubriand; mais la popularité ne peut lui venir. Il y a toujours un sourire sur les lèvres quand on parle de M. de Chateaubriand comme homme politique; la France semble ne pouvoir le prendre au sérieux; il y a quelque chose qui lui dit que ce n'est pas encore là son homme. On l'estime, on l'aime, on l'admire, mais comme homme et comme écrivain; jamais comme un homme national. D'une autre part, il est en horreur à la cour; je lui vois peu de chances. La réunion Agier (1) est bien peu nombreuse.

Et du Beugnot, qu'en pensez-vous? mais pour celui-là, il n'y a rien à en dire; il s'est placé si bas qu'il ne peut plus ni nuire ni servir. Imaginez-vous qu'il était dans ce pays-ci, quand il a reçu la nouvelle qu'on pensait à lui. Il était depuis huit jours dans la petite ville de Bar-sur-Aube, sa patrie, déblatérant

(1) M. Agier, député des Deux-Sèvres, qui, dans les premiers temps de la restauration, se signalait parmi les ultras les plus violents, avait rompu avec l'extrême droite en 1824, pour siéger au centre droit et se rapprocher peu à peu des nuances de gauche. Lui et une trentaine de ses collègues formaient une réunion appelée « le parti de la défection », dont le rôle parlementaire eut une certaine importance pendant les dernières sessions qui précédèrent la révolution de 1830. C. B.

contre le ministère La Bourdonnaye, donnant des poignées de main à des gens qu'il n'avait pas regardés depuis vingt ans, et allant demander à dîner à des électeurs auxquels il n'avait pas donné signe de vie depuis l'Assemblée législative; mais à Bar-sur-Aube, comme à Paris, on se moque de lui. On a bien ri surtout lorsqu'un matin il est parti en poste pour Paris, sans dire adieu, et que huit jours après on a vu sa nomination (1).

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 15 octobre 1829.

Voilà la paix faite ou plutôt signée. Tout le monde crie à l'humiliation pour la France et tout le monde a raison, mais peut-être pas autant et de la façon que chacun le croit. Il y a des lieux communs de politique extérieure qui sont à l'usage même des gens d'esprit tant qu'ils ne tiennent pas eux-mêmes la queue de la poêle. Votre voisin du Breuil (2) m'a fait penser cela bien souvent.

Ce que je dis ou insinue ici n'a rien d'applicable au ministère actuel qui est tout anglais et remplit dignement sa mission. Mais le ministère précédent me semblait suivre une ligne qui eût été la véritable en y ajoutant quelque peu de fierté et de hauteur. On lui reprochait d'être russe : je lui aurais plutôt reproché de ne pas l'être assez, car c'était la seule manière de

(1) M. Beugnot avait été nommé, le 4 octobre, président au bureau du commerce et des colonies. C. B.

(2) L'abbé de Pradt. C. B.

faire les affaires de la France. Désormais la politique intérieure et la politique extérieure sont étroitement liées. Avec l'Angleterre et l'Autriche, pour nous point de charte et point de frontière. Même en nous plaçant de ce côté, nous n'empêcherons pas la guerre et nous ne reculerons que de peu de jours le moment où nous serons forcés d'y prendre part. Le congrès de Vienne a jeté des germes qui se développeront, quoi qu'on fasse, et il n'y a qu'une conflagration nouvelle qui puisse amener le redressement des absurdités qui ont été faites alors. La Turquie en fournira l'occasion, et fera éclater plus tôt ce qui fermentait. Toutefois, quand vous écrirez à M. de Talleyrand, ne lui dites rien de ceci : il ne serait pas édifié de mon langage sur le congrès de Vienne.

Je travaille beaucoup dans le meilleur petit cabinet, pendant que le salon joue au billard ou aux cartes.

Je voudrais bien que vous rapportassiez votre introduction, ce me serait une joie de la lire en hiver avec vous. Quels sont donc vos projets de retour ? Vous ne m'en dites rien.

A M. GUIZOT.

Barante, 22 octobre 1829.

Parmi les bons articles du *Globe* et des *Débats*, il en a manqué un sur l'Angleterre, sur la conduite de son cabinet et de son aristocratie envers nous, cette méconnaissance complète de ce qu'est la France, cette sympathie constante pour tout ce qui est antinational chez nous, cette méprise grossière de leur politique qui n'a pas vu que nous donner un ministère était le

meilleur moyen pour ne rien obtenir de nous. Le duc de Wellington n'a pas été en tout cela autre que l'opinion anglaise. Tous, les uns comme les autres, sont hostiles à nos libertés telles que nous les entendons. Du reste cette affaire d'Orient les surprend en incapacité et voltigerie flagrantes. Pour en revenir à notre ministère, je crains qu'il ne soit difficile à déraciner; je ne conçois pas ce qui se passera au lendemain de sa chute. J'ai un fond d'inquiétude que ne dissipe point le sentiment des forces du pays; si ces forces ne produisent pas un effet purement comminatoire, et il faut pour cela qu'elles se manifestent activement, je tiens tous nos progrès pour compromis.

Je n'ai rien encore pour la *Revue*; suis-je encore à temps? Écrivez-le-moi. Je parlerai volontiers des *Œuvres* de Lemontey, surtout de son volume de *Louis XIV*, faites-moi envoyer les volumes. J'ai lu avec plaisir votre peinture des salons à l'époque où nous sommes entrés dans le monde, ce sont des souvenirs communs et nos impressions sont pareilles. L'article sur Broussais (1) est à merveille, plein de raison, de force et d'élévation. Je ne connais pas le livre réfuté (2); mais est-il vrai qu'il soit aussi pauvre qu'il le paraît. Le récit de M. Mérimée (3) est d'une fermeté et d'une simplicité de peinture qui sont remarquables; c'est une lithographie d'Horace Vernet. En tout la *Revue* va fort bien et doit gagner dans le public. Je crois comme

(1) *M. Broussais, De l'existence de l'âme*, par M. le duc de Broglie. C. B.

(2) *De l'irritation et de la folie, ouvrage dans lequel les rapports du physique et du moral sont établis sur les bases de la médecine physiologique.* C. B.

(3) *L'Enlèvement de la redoute*, scène contemporaine. C. B.

vous que vous ferez votre cours; en toutes choses la clameur est destinée à leur faire plus de mal que ce dont ils tenteraient de se débarrasser.

Croyez-vous que Pépin l'Ancien fût un nouveau converti? Il y a une *Chronique* qui pourrait le faire soupçonner, cependant j'en doute; toujours est-il que tous les Francs ne se firent pas chrétiens avec Clovis; il y en eut qui conservèrent longtemps leur ancien culte, surtout en Austrasie. On en trouve encore sous la seconde race.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 25 octobre 1829.

On prétendait hier que les facultés du roi s'affaiblissaient sensiblement. Je crois que c'est tout simplement la surdité qui augmente; du reste, il est toujours engoué de son ministère. MM. de Polignac et Chabrol font dire partout qu'ils tenteront pour la fête du roi un effort pour éliminer la portion violente du cabinet. Je doute qu'ils réussissent, eux-mêmes disent que c'est très difficile, il paraît que M. de Polignac est sans crédit réel sur le roi qui le traite sans conséquence. M. Royer-Collard croit que si cela réussissait, on essayerait de se recruter jusque dans la gauche. M. Pasquier a quelques engagements avec M. de Chateaubriand. Celui-ci est généralement fort découragé, il s'est avisé d'être l'amant de mademoiselle Allard (1)

(1) Mademoiselle Allard a raconté tous les détails de sa liaison avec Chateaubriand dans *les Enchantements de Prudence*. C. B.

(vous savez qui c'est) qui cherche à se faire ici une certaine existence et un salon de gens d'esprit. Elle vient de Rome où elle a fait un roman intitulé *Jérôme* sur son aventure avec M. Sampayo.

Écrirez-vous dans la prochaine *Revue*? Ces *Mémoires* de Saint-Simon font une espèce de révolution; la société en est bouleversée. M. Cuvier a été à Versailles pour les lire sur les lieux. Il me semble que vous pourriez un de ces jours profiter de la réimpression de Lemontey pour écrire sur tout cela quelque chose de plus significatif et surtout plus politique que l'article sur M. de Staël.

DE M. ROYER-COLLARD.

Paris, 9 novembre 1829.

Pour sortir des généralités, je présume, mais de moi-même et sans autorité, que le présent ministère n'est pas celui qui ouvrira la session, mais qu'il durera, comme il est, sans vie aucune, jusqu'à ce que le vent de la Chambre, venant à souffler, le fasse tomber. Je suppose qu'il sera remplacé plusieurs fois par des ministères insuffisants et inefficaces. Je ne prévois rien au delà. Nous avons appris, ce que nous ne savions pas assez, ce que ne savent pas encore assez les plus savants, que notre abstraction constitutionnelle de la royauté est fort commode pour la tribune, mais qu'elle est un grand mécompte dans nos affaires. On le verra chaque jour davantage, et c'est ce qui rend l'avenir si obscur et si redoutable.

Je crois que vos amis vont bien. L'enfant de madame de Staël est mort avant-hier. Il y a, sans doute, des

morts plus importantes, mais il n'y en a guère de plus tristes. Avant de revenir, mon cher ami, pendez-vous! Nous avons nommé M. de Lamartine à l'Académie et vous n'y étiez pas. Vu la diversité, non des jugements, mais des inclinations, nous avons été contents de notre majorité.

A M. ANISSON DU PERRON.

Barante, 17 novembre 1829.

La mort de ce pauvre enfant m'a navré. Voilà une cruelle persistance du malheur contre gens qui méritaient un autre sort. Le courage de madame de Broglie est soumis à de tristes épreuves. Elle les supporte avec une admirable et pieuse résignation. Mais l'âme reste abattue et flétrie, on ne retrouve plus le même ressort, le même mouvement, ou du moins on perd le goût des choses de la vie. Je suppose qu'ils reviendront très tard de Broglie, à moins que la santé de Victor s'accommode mal de ce séjour pendant l'hiver.

Je ne crois pas à la dissolution. On m'écrit que vraisemblablement tout finira par un *mezzo termine* qui ne contentera personne et dont tout le monde se contentera. C'est la mode du temps. Elle nous vaut le repos au dehors et au dedans. Aussi je ne m'en plains pas.

J'ai été bien content des quatorze voix de M. Philippe de Ségur. L'élection de son concurrent était à peu près convenue d'avance, mais il faut que la sienne le soit aussi. J'en écris à M. Royer-Collard. S'il garde les mêmes suffrages; que ceux de MM. Villemain, Royer, Chateaubriand, Lainé lui soient acquis, comme il est possible, l'affaire sera certaine. C'est dans ce sens qu'il faut aller.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 27 novembre 1829.

Maintenant que j'ai vu tout le monde, je puis vous assurer que jamais il n'y eut plus d'unanimité dans les craintes, les prévoyances, les commentaires; depuis la restauration, je n'ai rien vu de pareil. Espérons toutefois encore que des conseils si funestes seront écartés et que l'ambition de quelques hommes n'entraînera pas le trône et le pays dans une catastrophe dont il serait impossible de mesurer les suites. C'est au moment où la vraie gauche, les Chauvelin et Cie se retiraient devant le pays qui ne voulait plus d'eux, qu'on veut remettre tout en question et défier un peuple qui ne demandait que paix et repos. Encore une fois, espérons que de tels soupçons calomnient ceux sur lesquels ils planent. Pour moi qui, depuis le berceau, n'ai vu que des orages, je voudrais bien ne plus sortir du port. J'ai perdu le goût des découvertes et ne demande qu'à rester où et comme je suis.

J'ai beaucoup vu et soigné M. de Talleyrand pendant et après son accident (1). Il m'attirait comme attire tout ce qui échappe, ce qui menace de disparaître pour toujours. Tant de souvenirs se rattachent à cet historique vieillard! L'esprit et les principes du XVIIIe siècle, la grâce et la politesse de l'ancienne cour se trouvent réunis dans sa personne à l'indépendance de jugement propre à notre époque et au dévergondage de la révolution. La place ne sera point remplie; en tout, nos

(1) M. de Talleyrand avait eu une congestion aux yeux.
C. B.

circonstances sont si petites que les supériorités ne s'y renouvellent point. Les facultés naturelles sont taries et les positions manquent à tout le monde.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 28 novembre 1829.

Nous avons eu une alerte, mon cher ami, et elle est à peine passée. Le projet qui retentit dans les journaux est vrai ; l'acte en est dressé, et dressé par Beugnot. C'est, dit-on, une charte électorale portant suppression du collège d'arrondissement. Mais ce qui est vrai aussi, c'est que le jour n'est pas pris pour cette belle tentative. Ce n'est qu'un *en-cas* qu'on tient en réserve et M. de Polignac n'y doit point recourir avant d'avoir épuisé les moyens parlementaires. L'Angleterre ne l'entend pas autrement, peut-être même n'y consent-elle dans aucune hypothèse, et je crois bien que c'est son opposition qui nous épargne seule cette extrémité. Encore ne faut-il jurer de rien. Le gouvernement est tout entier dans un comité qui se tient chez M. de Damas où le roi passe ses soirées. M. Tharin y exerce, dit-on, la grande influence ; M. de La Bouillerie en est un membre actif. La retraite de M. de La Bourdonnaye ne paraît avoir nullement modéré le ministère. Elle n'a fait que compléter et *épurer dévotieusement* le gouvernement et donner un tour plus chimérique aux vues et aux desseins qui prévalent aujourd'hui. Le roi est dans une exaltation croissante ; la cour est consternée et d'une hardiesse incroyable dans ses propos.

Il est assurément impossible de ne pas concevoir

les plus sérieuses inquiétudes. Cependant nous ne devons pas oublier qu'une intermittence de péril et de calme, de menace et de faiblesse est la loi de cette situation. Si, comme tout l'annonce, ils sont décidés à aborder la Chambre, il y a encore de la ressource. Mais alors même ne tiendront-ils pas ferme, et y a-t-il auprès du roi un seul homme en état de lui donner, avec autorité, un bon conseil? — Ce n'est point Chabrol qui a renversé Villèle, c'est le duc de Rivière. Les moyens constitutionnels n'ont après tout de force que sur des créatures raisonnables, ils n'ont point d'action matérielle et ces gens-ci n'entendraient que les coups. Si cependant ils reviennent à résipiscence, tout indique que Chateaubriand et Martignac formeraient le futur ministère. MM. Pasquier et Humann y seraient sans doute appelés. J'espère que personne du côté gauche n'y entrerait. M. Royer, dans cette hypothèse, serait président, mais il ne veut absolument pas l'être avec le ministère actuel. Son projet est de jouer un rôle actif au début de la session, et il va se mettre à la tête de l'affaire de l'adresse. Voilà mon journal, cher ami, qui doit être assez conforme à vos conjectures. Du reste, je ne me hasarde à rien prédire et je ne sais de l'avenir que l'anxiété qu'il me cause. J'ai été des derniers à voir en noir, mais il le faut bien.

Je vous ai écrit tout ceci hier samedi. Le soir on prétendait qu'il n'y avait rien de tout ce que je vous mande et que nous avions tous été dupes d'une roûerie de M. de Talleyrand qui, en effet, a le premier donné les nouvelles, et puis est parti pour Rochecotte, après avoir presque dicté les premiers articles du *Journal des Débats*. Je crois cependant que

le fait est vrai dans la mesure où je vous l'ai dit.

A propos de M. de Talleyrand, il est assez bien. Son accident a été plus sérieux par sa nature que par sa gravité.

Ne ferez-vous pas quelque article pour la *Revue*? Elle manque de littérature; il est vrai que la France fait un peu comme elle.

Je n'admets point ce que vous me dites de votre ouvrage. Ne craignez pas de développer, de citer, de prouver : l'érudition, maniée à la manière moderne, a du succès aujourd'hui. Le plus grand défaut que pourrait avoir votre livre, serait de paraître une suite d'aperçus.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Broglie, 2 décembre 1829.

Cher Prosper, j'ai reçu une lettre de vous toute bonne et toute troublée dans ce triste séjour de Coppet. J'étais bien sûre que personne plus que vous ne ressentirait un si cruel malheur, je le craignais pour vous comme une peine personnelle, cher ami, tant je sais que ce passé vous est cher. C'est un séjour bien mélancolique en effet que Coppet, le cercle est refermé! il commence par la figure grave et digne de mon grand-père et finit par celle d'un pauvre petit ange de Dieu. Ce séjour est bien triste et pourtant il a un grand charme de mélancolie, tous ces souvenirs semblent vivre et entourer ceux qui restent. Il n'y a pas de paroles pour le malheur de ma pauvre sœur, c'est la fin de tout, mais en même temps rien n'est plus frappant que les secours immenses que lui

envoie la bonté de Dieu. Je crois que peu de spectacles sont plus frappants comme puissance de la foi. C'est une nature parfaitement simple, droite, et exempte de toute exaltation, mais qui vit de sa foi à la lettre comme on vit de haine quand on meurt de faim. Le sentiment de la bonté de Dieu, que tant de coups sembleraient devoir ébranler, est plus fort que jamais et empêche toute amertume de se mêler au désespoir.

Quant à moi, cher Prosper, je suis revenue au milieu d'un intérieur bien heureux, retrouvant mes enfants en parfaite santé et bien gentils, et je suis presque honteuse de me retrouver au cœur tant de joie. C'est une singulière et solennelle impression que celle de posséder encore tous les biens nécessaires à la vie, mais d'être seule de sa race, ce n'est pas du malheur puisque tout ce qui fait l'existence du cœur subsiste, mais c'est très solennel. Il me semble que je plains tous ces êtres de n'être plus représentés que par moi sur la terre et que cela me donne encore plus le sentiment d'être *étrangère et voyageuse*, ces deux années m'ont donné un sentiment bien intense de la fragilité de la vie et cela ne me paraît pas empêcher le bonheur ; on accepte la journée, mais, comme les Hébreux célébraient la Pâque, il faut avoir le bâton à la main et les reins ceints pour le départ.

Adieu, cher Prosper, je ne puis encore me remettre à parler d'autre chose ; néanmoins je ne suis pas bouleversée, il y a un fonds de paix dans les douleurs dont j'ai été entourée qui s'est communiquée à moi. Nous reviendrons tard à Paris ; je voudrais vous voir ici, la vie y est douce et réglée, l'âme et l'esprit de Victor grandissent chaque jour et il répand autour de lui la lumière et le calme.

DU DUC DECAZES.

La Grave, 2 décembre 1829.

J'ai visité Toulon, Marseille et toute la Provence. J'ai trouvé partout les mêmes sentiments et les mêmes opinions pour le ministère. Je n'ai vu aucun de ces messieurs, mais je les sais fort effrayés de leur position, à Jules de Polignac près, qui est d'une présomption imperturbable. Il est pourtant hors de doute qu'ils auront contre eux une immense majorité; on n'en peut douter quand on voit des gens comme du Marhallac'h (1), Donatien de Sesmaisons, Arthur de La Bourdonnaye (2) faire de l'opposition.

Il paraît que le roi ne parle politique qu'avec Jules et ne permet pas aux autres d'entamer ces matières.

Vous n'avez pas cru au coup d'État dont parlent les journaux et quoique vous sachiez peut-être que c'est le prince de Talleyrand qui a fait faire ces articles dans les *Débats* et le *Constitutionnel* où il envoyait tous les jours de petits bulletins. Il est certain que le ministère ne pense pas à de telles choses et que ce n'est qu'à bout de voies légales que Jules lui-même y recourra, s'il y recourt jamais, ce dont je doute. C'est à La Bourdonnaye que la tâche sera réservée. Celui-ci disait à Talhouët, l'autre jour : « Vous avez dû être bien étonné de me voir entrer avec ces niais. Quand je suis entré au conseil, j'ai cru être dans un couvent et qu'on allait chanter les litanies. »

(1) Député du Finistère. C. B.
(2) Député du Morbihan. C. B.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 19 décembre 1829.

Nous passons le temps, mon cher ami, dans une anxiété véritable, comme gens à la merci de la sottise et du caprice. Il ne paraît que trop vrai que dimanche dernier s'est agité un projet de coup d'État qui n'allait à rien moins qu'à la suspension de l'inamovibilité des juges. Quatre ministres avaient comploté cela, et sans la résistance véhémente de Courvoisier qui a donné du cœur au dauphin, je ne sais si nous ne serions pas depuis lundi en guerre civile, au moins virtuellement. Maintenant sur quoi compter? Je sais bien que le temps et la délibération épuisent l'énergie qu'il faut pour les résolutions désespérées, mais cependant tout est possible, et même en supposant qu'on cède encore cette fois à la prudence, qu'on se retire en présence des Chambres, ne pourra-t-on pas revenir plus tard.

Quels ministres d'ailleurs pouvons-nous mettre à la place de ceux-ci? En vérité, j'en rougis. Nous avons eu à cet égard, la semaine qui a précédé celle-ci, une comédie ridicule : pendant que se tramait à Compiègne le conseil du dimanche, quelqu'un vient trouver M. Roy et lui demande s'il ne voudrait pas être ministre avec M. de Polignac : il refuse, mais il en conclut judicieusement que le ministère est décomposé. Il va faire part de sa découverte à M. Portal. « Cela ne me surprend pas, dit celui-ci, j'ai remis un mémoire au dauphin et j'ai causé avec Chabrol. » Bref, ils vont tous deux trouver M. Pasquier, et, de leur autorité privée, tous trois se font ministres :

mais il leur faut des auxiliaires; ils rendent visite à Humann qui répond froidement, puis prend conseil, et refuse enfin, par une lettre longue et motivée. Ils vont voir Martignac qui leur dit qu'on se moquerait de lui s'il sortait de chez lui sur la foi d'une pareille proposition. Les voilà bien honteux : puis les nouvelles du dimanche arrivent. Ils s'aperçoivent de leur duperie. Maintenant ils nient tout, et M. Pasquier dit que M. Humann est un gros Allemand qui ne comprend rien. Tout cela s'était fait sans en dire un mot à M. Royer et à M. de Chateaubriand. Martignac est jusqu'ici très bien, c'est une de nos espérances. Du reste, tout demeure au *statu quo* pour le moment. On croit que cela vient de ce que le roi a envoyé consulter Villèle et qu'il attend la réponse.

L'élection de Guizot, à Lisieux, est aussi sûre qu'élection peut l'être (1).

DE M. GUIZOT.

Paris, 20 décembre 1829.

Mes affaires de Lisieux m'ont occupé et dérangé. Je les crois bonnes, et aussi avancées, aussi sûres, qu'on peut l'être en pareil cas tant que tout n'est pas fait. J'attends avec impatience la convocation du collège, il me manquera, je crois, peu de voix libérales. J'ai été adopté par tous les hommes influents avec un zèle qui se propage bien partout. MM. Dupont (de l'Eure) et Bignon m'ont très bien servi. Du reste la

(1) La circonscription de Lisieux était devenue vacante par suite de la mort de son député, le chimiste Vauquelin.

C. B.

convocation ne peut guère tarder. Je désire que la chose réussisse. Le moment me paraît excellent pour entrer dans la Chambre.

Nous voilà retombés dans l'immobilité ; M. de Polignac et M. de Montbel vont visiter la nouvelle salle, discutent à quelle place il faudra s'asseoir. Toutes négociations, comme on les appelle, sont rompues ; cependant tout le monde cherche toujours ses ministres ; et la question se pose de plus en plus entre les hommes qui essayeraient encore de tricher avec la Chambre pour se remettre un peu bien avec le roi, et ceux qui tenteraient de s'appuyer vraiment sur la Chambre pour avoir quelque force auprès du roi. Je suis complètement hors d'état de dire qui prévaudra ; probablement moitié l'un, moitié l'autre, selon l'usage. Mais la lutte ne s'engagera sérieusement que dans les quinze jours qui précéderont la Chambre, lorsqu'il faudra rédiger le discours du trône. Voilà la chance la plus favorable, et à mon avis, la plus probable. Il y a aussi celle de la persistance du ministère. Tout annonce que la Chambre l'attaquerait assez vivement, et de façon à lui rendre le gouvernement à peu près impossible. Les indépendants du centre droit y paraissent tout aussi décidés que personne. Puis enfin la chance du coup d'État, de la folie ; celle-là subsiste toujours ; elle est dans les mystères de la liberté humaine ; il ne faut qu'une résolution de cinq minutes, une lubie. Nous serions des fous à notre tour de ne pas en tenir grand compte. Ces résultats ? Nous en savons tout autant. Cependant, je n'y crois pas ; et à tout prendre, à travers mille vicissitudes d'ici là, une révolution matérielle assez tolérable est, à mon avis, ce qui se prépare.

A M. GUIZOT.

Barante, 1er janvier 1830.

Bonne année, mon cher ami, je compte que dans trois semaines ou un mois, j'aurai le plaisir de vous revoir et de vous prendre encore quelques moments, tout occupé que vous devrez être sans doute alors. Cet espoir de Lisieux me charme au dernier point. L'arrêt de la cour royale a dû être une sorte d'événement; plus on va, plus les coups d'État deviennent un jeu plein des plus grands périls. La seule chose que je vois très clairement dans mon coin de province, c'est la disparition presque complète du parti ultra; ceux mêmes qui auraient sympathie avec le ministère n'ont pas confiance et désavouent les témérités qu'il pourrait tenter. Malgré tout cela je ne suis pas rassuré. Nous sommes aux mains d'aventuriers et d'imbéciles, tous gens capables d'audacieuses sottises. Il paraît bien qu'ils arriveront à la session, mais quitter le pouvoir après s'être ainsi compromis, c'est pour eux une terrible affaire ; d'autant qu'ils ont des peurs aussi absurdes que leur courage. Quoi qu'il survienne je doute que nous ayons un ministère où le centre gauche ait franchement sa part ; les débris Richelieu livreront les derniers combats avant de permettre une telle chose.

Le dernier numéro de la *Revue* était très agréable; le public prend goût à ce genre de publications ; en cela, comme en tout, l'offre excède la demande, mais c'est un moyen d'accroître la consommation et de rendre meilleures les affaires de ceux qui surnageront. La *Revue* sera sûrement de ceux-là. De qui était

l'article ESPAGNE ? il est facile et gentil. M. Thiers a bien traité le maréchal Saint-Cyr (1), mais non pas *con amore*; ses sympathies le rapprochent beaucoup plus du Comité de salut public et du système d'invasion bonapartiste.

J'ai depuis trois jours les *Œuvres* de Lemontey, et je vais me mettre à l'œuvre. Ce sera un article sur *le Gouvernement de Louis XIV et Saint-Simon* ; car pour les facéties des autres volumes de Lemontey qui ont été plus ou moins plaisantes en leur temps, cela n'est pas plus lisible qu'un vaudeville d'il y a trente ans. A propos de Louis XIV, retenez-moi les *Mémoires* de Dangeau.

Je n'ai pas assez travaillé; j'ai entrepris à peu près le même travail que vous, pour arriver à des conclusions pareilles. Cette occupation a eu de l'intérêt pour moi, mais peu de résultats écrits. La lutte de Charlemagne contre la féodalité naissante et nécessaire, l'inutilité de ses efforts formeront un développement que vous n'avez pas donné. Ce ne sera rien de nouveau, mais la question sous un autre aspect. Je reçois vos leçons qui me plaisent, comme toujours, et me guident. Je suis bien loin d'avoir fini mon introduction. L'étude des deux premières races, que je n'avais jamais faite aussi à fond, m'a jeté presque hors de mon sujet; en vérité ces commencements avaient été singulièrement explorés. Boulainvilliers et Saint-Simon ont fait un roman sans chercher une épreuve, et Montesquieu a eu le véritable enfantillage de se cacher à lui-même la vérité. Ce que vous dites de la confusion des époques est la clef de toutes ces erreurs des uns et des autres.

(1) *De l'organisation militaire de la France.* C. B.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Rochecotte, 11 janvier 1830.

Je ne vous ai pas écrit depuis longtemps parce que je viens d'avoir une forte fluxion sur les yeux. Je ne pouvais ni lire ni écrire; et aujourd'hui encore, quoique je sois depuis trois semaines dans les ventouses et dans les cataplasmes de belladone, j'ai l'œil gauche en fort mauvais ordre; le droit est guéri. Mon projet est de retourner à Paris quelques jours avant l'ouverture des Chambres, c'est-à-dire vers le 23 février. Nous allons voir ce qui sortira des ardeurs françaises pour la liberté et des inclinations françaises pour la servitude. Se fera-t-il quelque traité entre ces deux dispositions? Nous verrons. D'ici je ne vois et n'apprends rien; on me mande ce que l'on sait et ce que l'on prévoit. Tout cela est bien vague. — J'ai pris un assez bon moment pour avoir mal aux yeux, car il me semble qu'il n'y a pas grand'chose à lire : à l'exception des *Mémoires* de Saint-Simon il ne s'imprime rien que je sois pressé de faire venir de Paris. — Quand avez-vous le projet de quitter l'Auvergne?

A M. GUIZOT.

Barante, 15 janvier 1830.

Voici, mon cher ami, l'article *Sur M. Lemontey* (1).

(1) Tous les articles de M. de Barante, parus dans la *Revue française*, ont été réunis dans ses *Études historiques et biographiques* et dans ses *Etudes littéraires et historiques*.
C. B.

J'avais cru pouvoir y traiter en même temps le règne de Louis XIV sous un autre rapport ; je désirais examiner ce qu'était l'esprit d'opposition à cette époque, ses vues, ses espérances, quelles bases il aurait offert à des garanties. En un mot rechercher s'il y avait à cette époque les éléments nécessaires pour un régime légal, c'est dans cette idée que j'avais mis en second les *Mémoires* de Saint-Simon. J'ai vite reconnu qu'il ne me resterait pas de place et que d'ailleurs ce point de vue valait bien un article à part. Cependant j'ai tant puisé dans Saint-Simon que j'ai laissé son nom dans l'intitulé. Otez-le, si vous voulez. Une autre fois j'écrirai l'autre morceau, soit à propos de Dangeau si on me le donne, soit sous tel ou tel prétexte.

Je suis dans l'impatience de votre élection, dont il me paraît qu'on ne doute pas ; c'est pour moi un événement. Comment est M. Royer ? je souhaiterais qu'il fût président, vos relations seraient alors faciles, autrement il y aura des différences que vous éviterez de votre mieux, mais lui pas. Nous sommes ensevelis sous la neige ici, cependant le 15 février, au plus tard, je serai à Paris ; ce sera un moment assez curieux ; tout semble se disposer mieux que je n'aurais cru et pourtant qui sait? il y a telle obstination qui peut tout jeter dans le désordre. Si au contraire nous obtenons une victoire paisible et légale nous serons bien, c'est-à-dire un peu mieux qu'avec le ministère de l'autre année. La loi départementale et municipale, et toute la police correctionnelle devant des jurés, voilà l'indispensable à obtenir de tout ministère.

DE M. GUIZOT.

Paris, 28 janvier 1830.

Deux mots seulement, mon cher ami, je voulais vous les envoyer avant-hier, il n'y a pas eu moyen. Vous me pardonnerez d'avoir écrit d'abord à je ne sais combien de personnes dans l'arrondissement de Lisieux. La chose s'est faite aussi bien, aussi agréablement pour moi que je pouvais le désirer. Je n'ai pas perdu une voix de la gauche ni du centre gauche; j'en ai eu une vingtaine du centre droit; assez de gens, qui ne m'ont pas nommé, n'ont manifesté aucun regret de mon élection. C'est ainsi que je voulais arriver.

Votre article est excellent et charmant. L'histoire de la personne de Louis XIV est pleine d'intérêt et d'une vérité frappante.

A M. GUIZOT.

Barante, 31 janvier 1830.

Je n'avais aucune inquiétude : la nouvelle ne m'en rend pas moins content. C'est une belle élection, souhaitée par tout ce qui est raisonnable. Beaucoup d'espérance s'attache sur vous; vous êtes le représentant d'une opinion qui n'avait point d'organe à la Chambre, et qui est pourtant au fond celle du pays. M. Royer m'a écrit le jour même avec une grande satisfaction et cela m'a fait bien plaisir. Il croit encore à une issue paisible et constitutionnelle ; d'autres m'ont écrit avec plus d'appréhension. Peut-être aurai-je quelques mots de vous avant mon départ.

Voilà donc le *Globe* quotidien; à la bonne heure; était-ce votre avis? On commence à parler beaucoup du *National*, ce ne sera pas la même nuance. En tout la presse est en bon train, pourvu que toute l'activité du pays ne se soit pas concentrée là et qu'il en reste pour se résoudre et pour agir.

Ce président de Lisieux est d'une rare impudence; c'est la première fois qu'on s'est permis de parler contre un candidat. Ces gens-là sont fous; ils se figurent en guerre civile, toute arme leur est bonne.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 5 février 1830.

Le froid cruel qui nous est revenu va retarder encore votre retour, mon cher ami, et j'ai tout le temps de vous écrire. Le séjour de Barante doit être un peu sévère par le temps qu'il fait, et je vous aimerais mieux auprès de nous; ce n'est pas que nous menions une vie bien piquante. On se lasse de l'attente et de la curiosité, et nous avons tous ajourné au mois de mars nos idées et nos impressions. Quoi qu'en disent ceux qui règlent leur prévoyance sur leur désir, je ne pense pas que le ministère se retire avant la Chambre, il attendra l'adresse, et même si, comme on peut le craindre, l'adresse épuise l'énergie de la Chambre, il essuiera une session. Si la difficulté est trop grande, peut-être prorogera-t-il au mois d'octobre. Je ne sais personne auprès du roi qui puisse lui donner un bon conseil avec autorité. Cependant il n'est pas impossible qu'en cas d'embarras M. Roy ne fût consulté, c'est le mieux en cour des hommes

de son espèce. On dit que M. de La Ferronnays rentrerait volontiers; M. de Martignac est indispensable; M. Pasquier probable. Nous aurions l'ancien ministère, les mêmes fautes, les mêmes dangers, un nouveau 8 Août pour dénouement. Telle est, peut-être, la marche fatale et de la France et de la dynastie. — Tout semble indiquer que la question qui s'agite est radicale. — Du reste, on parle aussi beaucoup de l'expédition d'Alger. Il parait que M. de Bourmont voudrait de ce commandement comme porte de sortie (1).

Vous aurez vu que nous rendons le *Globe* quotidien. C'est un grand parti et fort chanceux. L'état général de la presse et nos affaires intérieures faisaient une nécessité de le prendre. Les gens du métier, étrangers à l'entreprise, nous promettent des merveilles. Pour moi j'ai de la peine à y croire, je connais tous nos faibles. Au reste nous demandons protection à tous nos amis.

Vous avez entendu parler du mariage de Villemain. Il est à peu près rompu. Sa vilaine femme de mère ne veut pas le lâcher. Elle l'a tant menacé, supplié, désolé, qu'il renonce. Le pauvre homme en a la fièvre, parle de donner sa démission, se croit perdu. Le fait est qu'il se sera conduit fort mal envers cette jeune personne qui l'aimait, qui le lui a dit, qui a été engagée

(1) M. de Bourmont avait de l'esprit, sans aucun doute et aussi du jugement et de la finesse. Il tarda peu à avoir de mauvaises relations avec M. de Polignac, et j'ai trouvé, dans les pièces du procès des ministres, témoignage des soins qu'il avait fallu souvent prendre pour les réconcilier. M. de Bourmont voyait certainement où allait aboutir M. de Polignac et ne se souciait point de partager une si

autant qu'on peut l'être aux yeux de sa famille et du monde.

DU DUC DECAZES.

La Grave, 10 mai 1830.

Villeneuve m'écrit qu'on annonce la dissolution pour le 16 mai, les élections pour le 20 juin et les Chambres fin août. Que ferez-vous alors? Pensez-vous qu'il faudra être à l'adresse? Il serait à craindre qu'on ne profitât de notre absence pour faire une adresse ministérielle. Je suis convaincu, du reste, qu'après l'adresse nous serons encore renvoyés et qu'on rendra des ordonnances électorales. Je n'ai pas varié; trois Chambres en 1830, la dernière par ordonnance; j'en suis persuadé depuis que j'ai vu là Polignac, et la *Gazette* me confirme encore plus dans cette opinion. Sans cette arrière-pensée et ce projet arrêté, tout ce qu'on fait depuis le 8 août, et le 8 août même serait trop absurde.

grave responsabilité, surtout lorsque son avis ne serait écouté ni sur le moment à choisir ni sur les moyens d'exécution. Ce fut en partie le motif qui lui fit désirer de commander l'expédition d'Alger. Il ne voulait pas être mêlé à une telle affaire, qui serait, comme il le savait d'avance, très mal menée. Peu de temps avant de partir, il disait à un de ses amis et des miens: « Si l'on voulait se battre dans les rues de Paris, il faudrait commencer par rétablir la garde nationale ». Cette idée était d'un homme très avisé.

A M. GUIZOT.

Barante, 12 mai 1830.

Vous voilà, mon cher ami, établis dans votre retraite. Vous qui savez vous faire à Paris une vie régulière et occupée, vous ne connaissez pas le plaisir d'échapper à un train insupportable de dérangement et d'inutilité. Quand vous allez à la campagne vous y cherchez une vacance, j'y viens au contraire dans l'espérance de travailler un peu ; encore, cette année, serai-je fort retourné par les perturbations politiques. On songe beaucoup aux élections ; on s'en occupe avec activité, et assez bonne espérance. Le parti libéral est d'une raison parfaite, ne rêvant que conservation et légalité. Le parti opposé est fort inerte, sauf les intrigants d'habitude ; l'administration les pousse de son mieux, mais évite de se montrer et de se compromettre. Je ne vois pas trop ce que les ministres plus actifs et plus menaçants changeraient à cela. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les menaces de la *Gazette* sont comme non avenues : on n'y pense même pas. Je suppose que dans dix jours nous saurons à quoi nous en tenir sur l'époque de la dissolution.

DE LA COMTESSE DE CASTELLANE.

Acosta (1), 15 mai 1830.

Eh bien, vous êtes parti sans venir me voir! J'en

(1) Propriété de la comtesse de Castellane, près de Meulan (Seine-et-Oise).

suis toute fâchée, *my dear Sir*. Imaginez que, dans ma simplicité, j'avais cru qu'Acosta était une petite redevance d'amitié que vous accompliriez tous les ans. Pourquoi n'êtes-vous pas venu? Je vous aurais si bien reçu! Enfin, à présent que voilà mes murmures épanchés, dites-moi que l'année prochaine je vous verrai et que ce pèlerinage ne sera pas toujours dans la liste de vos projets.

Acosta est charmant, en ce moment : tout y est parfums et fleurs. Je me traîne avec délices pour en jouir mais je me traîne. Le beau temps n'a remis ma santé que de *quelques degrés*. Au reste cet état de faiblesse n'a rien de pénible pour une femme, je me laisse protéger et soigner avec tant de plaisir! Rousseau peint quelque part une convalescence, et il décrit un charme que souvent j'ai ressenti.

Au milieu de ces douleurs physiques mes facultés restent dégagées et libres, et mes yeux ne sont pas atteints; que me faut-il de plus! Je vis dans ce lieu riant et serein et je suis aussi sereine que lui; je m'occupe continuellement et toutes mes occupations sont de vrais plaisirs, et je ne craindrais pas de vous voir vous associer à cette vie; d'ailleurs votre esprit est de ceux qui se suffisent, et tellement au delà, à eux-mêmes, que la règle et la solitude ne les affligent pas.

J'entends dire qu'il y aura des élections; je suppose qu'elles vous mèneront à Clermont, et peut-être à Sarliève; vous y trouverez mes enfants qui viennent de passer quelques jours avec moi pour me faire leurs tendres adieux. Ce sont, dans des genres très différents, de bonnes et chères créatures. Henri (1)

(1) Henri-Charles-Louis-Boniface, marquis de Castellane

meurt d'envie de vous mieux connaître et vous a deviné d'une manière qui l'en rend digne.

Vos projets sont-ils au travail, et avancerez-vous vos *Parlements* que j'ai tant d'envie de voir sortir de vos mains? Parlez-moi de vous, de vos projets; il ne faut jamais, en amitié, se perdre de vue, et, si vous admettez ce principe, recevez la meilleure expression de toute la mienne.

SUR LA DÉMISSION DE M. DE CHABROL.

(19 mai 1830.)

Aussitôt après sa démission, M. de Chabrol partit pour l'Auvergne. Nous étions de tout temps en bonnes relations. Nos familles étaient héréditairement unies d'amitié et même de parenté. Sa terre était à une lieue de la mienne. Nous nous vîmes presque à son arrivée. Je commençai par le féliciter d'avoir remis sa démission. Avec un ton très officiel qui ne le quittait jamais, il me répondit : « Je n'ai point remis ma démission. C'eût été manquer de respect au roi. Il a jugé à propos de m'éloigner de son conseil. — Vous m'avez souvent raconté, répliquai-je, que le roi avait beaucoup de bonté pour vous. — Assurément, il n'en a jamais eu autant qu'en cette occasion. » M. de Chabrol en était aussi persuadé que moi, et se faisait peu d'illusions, hormis sur les élections, où il ne lui semblait pas tout à fait impossible que le ministère obtînt la majorité. Cependant il n'avait pas jugé la chance telle

(1814-1847) auditeur au Conseil d'État (1836) puis député du Cantal (1844-1847). C. B.

qu'il ne se fût opposé à la dissolution, prévoyant qu'en cas de revers, le roi en viendrait aux grands coups. Il s'était séparé du roi en excellents termes. « Pour exécuter de telles mesures, lui avoua le roi, je conçois qu'il faut être convaincu de leur nécessité et de leur succès. Peyronnet a tout ce qu'il faut pour donner un coup de fouet à l'opinion. » M. de Chabrol essaya encore de lui parler du danger de toucher à la charte et alla jusqu'à lui dire : « Si on veut percevoir l'impôt sans qu'il soit voté par les Chambres, il y aura des gens de votre maison qui refuseront de le payer. » C'était autant de paroles perdues. Le roi croyait au succès des élections, comme ensuite il crut au succès des ordonnances de Juillet.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, 22 mai 1830.

Je suis bien fâchée, cher Prosper, en effet, de ne pas m'être arrangée pour avoir plus tôt des lettres de vous ; j'ai trouvé la vôtre arrivée ici où je suis depuis peu de jours. J'avais été retardée dans ma route par le duc d'Angoulême que j'ai vu passer remuant la tête pour saluer à droite et à gauche des gens qui n'avaient pas l'air bien enthousiastes.

J'attends Victor à chaque instant, il ne pourra venir que pour trois semaines étant obligé de retourner pour les élections; cela trouble cruellement ce séjour qui aurait tant besoin de calme. Il est pénible d'apporter dans un lieu de souvenirs douloureux un cœur tout plein d'agitations actuelles, mais comment y échapper? Je suis bien aise que vous me disiez que

vous êtes tranquille, car la terreur me gagne un peu, cette manière d'être amenés contre la difficulté face à face est effrayante; parlez-moi toujours des résultats et des détails, car j'y pense beaucoup.

Je n'ai pas besoin de vous dire ce qu'est Coppet, cher Prosper, vous le comprenez. Cette pauvre figure si jeune et si abattue qui habite seule ce lieu si animé, est bien belle et bien touchante; il y a dans son cœur tant de vie, tant d'éléments de bonheur que cela est encore plus déchirant. J'ai revu avec beaucoup de plaisir madame Necker, madame Rillet, tout ce qui reste d'un passé qui s'efface tant. Nulle part, cher Prosper, votre amitié ne peut me devenir moins chère, mais s'il y avait un lieu où j'en sentisse plus le besoin ce serait ici, dans ce séjour si désert et si peuplé de souvenirs.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 21 mai 1830.

Pendant que je tardais à vous répondre, mon cher ami, ces gens-ci allaient leur train et vous voyez ce qu'ils ont fait. Je n'ai rien à ajouter à ce que les journaux vous en disent et à ce que vous devinez. On dit que le roi est dans un état d'exaltation et d'exaspération singulier. Cependant les ministres sortants croient que le résultat des élections, s'il est un peu prononcé, lui fera de l'effet d'autant plus qu'ils ne seront plus là pour qu'on le leur impute; je ne sais s'ils ne se trompent pas. Les ministres et M. Peyronnet lui-même ne cachent point que, dans leur pensée, ce dernier changement doit leur nuire dans les élections. Ce n'est

donc pas sur la carte des élections qu'est leur enjeu. Et il faut s'attendre à tout. Je suis loin d'ailleurs de compter sur une forte majorité; les nouvelles des départements ne sont qu'à peu près bonnes et le nom de Peyronnet, plus que ses mesures, va donner un coup de fouet aux fonctionnaires. Pensez-vous que leur surcroît de zèle compense le surcroît d'irritation qu'a dû produire ce qui est arrivé?

Il est remarquable d'ailleurs combien nous savons peu de choses du gouvernement. Rien n'en sort. On ne sait si M. de Polignac est inquiet ou confiant. Leur affaire d'Alger les ennuie; ce départ retardé est un vrai contretemps, et la conduite des Anglais n'est pas nette.

2 juin.

J'ai suspendu cette lettre huit jours et vous vous en apercevrez bien. C'est qu'en vérité, je n'ai rien de neuf à vous dire. Je fais un journal à moi tout seul et j'y mets tout ce que je sais. Les nouvelles des élections sont meilleures. On dit qu'une majorité de soixante voix ferait quelque effet aux Tuileries. J'en doute. Il me revient de bon lieu que le parti est beaucoup plus pris que nous ne croyions. Il paraît même que le ministère est décidé à ne point réunir la Chambre. Savez-vous que les salons sont en l'air pour le petit tumulte du Palais-Royal, le jour du bal? On dit que la Révolution a ainsi commencé. Je n'ai pas tout vu, mais ce que je puis dire, c'est que le peuple n'était que gai et moqueur. Le roi a été accueilli plus que froidement; mais point de cri menaçant. Entre nous, je ne doute pas que le prince n'eût fait son petit

calcul en ouvrant ainsi le Palais-Royal à la foule, malgré les instances du préfet de police. Il y avait extrêmement peu de gendarmes, et c'était lui, dit-on, qui l'avait voulu ainsi. Au fond, rien de tout cela n'est grave : mais la société a vraiment pris l'alarme.

Voilà M. Molé qui a eu une audience du roi.

Donnez-moi des nouvelles de l'élection de M. Anisson du Perron. Cela nous intéresse vivement. Nous comptons sur Villemain soit à Bergerac, soit en Alsace. C'est à peu près la seule acquisition remarquable qu'on nous promette.

DE M. GUIZOT.

Paris, 23 mai 1830.

Encore un pas, mon cher ami. Vers quoi ? je n'en sais rien. Mais c'est un pas. Villèle est battu. La *Gazette* va faire pour lui, mais avec bien moins de franchise et d'éclat, ce que les *Débats* ont fait pour M. de Chateaubriand. Voilà donc une nouvelle *défection*. Que M. de Peyronnet soit nommé pour agir violemment sur les élections, et pour s'en passer ensuite, nul doute; mais il est déjà intimidé, sa circulaire de ce matin le prouve. Il pourrait bien faire le second tome de M. de La Bourdonnaye. Je ne sais quel effet cela produira chez vous. Ici et tout à l'entour, on s'en irrite plutôt qu'on ne s'en effraye, et nous y gagnerons au lieu d'y perdre. Tout cela s'est fait soudainement, étourdiment, comme vous savez. Le *Globe* et le *Temps* ont été bien informés. Le langage du roi est à la témérité et à la colère. C'est pourtant lui qui a voulu que M. de Montbel restât. En tout, nos nou-

velles électorales sont bonnes ; il y a beaucoup d'activité, et peu de crainte. C'est là notre unique affaire. Quel que soit l'avenir, de bonnes élections y seront également bonnes; elles nous dispenseront d'une résistance plus difficile, ou nous y prépareront. Je ne vais pas en Normandie avant l'élection. Les électeurs de Lisieux préfèrent que je n'y aille qu'après. Ils disent que ma réélection est certaine, et que j'aurai plus de voix en n'ayant point l'air d'en demander. Vous comprenez que cela me convient tout à fait.

Ce que vous m'ayez envoyé est à merveille et fort à propos. J'en vais faire tout de suite usage. Vous devez trouver que les journaux continuent de bien aller. Malgré les velléités de déraison de deux ou trois subalternes, ils ont, à tout prendre, beaucoup plus d'intelligence et de conduite que jamais les feuilles quotidiennes n'en ont eues nulle part ni à aucune époque.

Adieu, mon cher ami. On m'assure à l'instant même que M. de Peyronnet a écrit à ses préfets une lettre confidentielle, fort différente de sa lettre officielle. Peu m'importe! Ses lettres confidentielles n'intimideront pas les électeurs.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Valençay, 14 juin 1830.

Je quitte demain Valençay pour aller demander un peu de force dans les jambes aux eaux de Bourbon-l'Archambault où j'arriverai le 17. J'y resterai jusqu'au milieu de juillet pour de là revenir à Paris où j'attendrai le 3 août. Je ne sais pas ce que j'y resterai de temps. Nous marchons vers un monde inconnu sans

pilote et sans boussole : il n'y a qu'une chose qui soit certaine, c'est que tout ceci finira par un naufrage. Où est la planche de salut ? Si vous le savez, vous me le direz. La révolution d'Angleterre a duré au delà d'un demi-siècle. La nôtre n'en est qu'à sa quarantième année, ainsi je ne puis, en aucune manière, espérer d'en voir la fin. Je doute même que la génération présente la voie, et, à moins d'événements sur lesquels il n'est pas permis de compter, ceux qui la verront n'auront pas à s'en féliciter. Nous entrons dans de nouveaux hasards. Mandez-moi si vous réussissez dans l'élection qui vous intéresse. Ici les deux députés qui ont voté l'adresse seront nommés; le troisième n'est pas encore arrêté.

Notre archevêque est venu à Valençay; il a confirmé cinq ou six cents enfants. Ce que j'ai pu remarquer, c'est qu'il blâme tout ce qui se fait. J'ai vu M. Royer qui part le 19 pour Paris et le 21 pour Vitry. Il n'en sait pas plus que nous sur l'avenir.

DE LA DUCHESSE DE DINO.

Valençay, 15 juin 1830.

Non, certes, je ne vous ai pas oublié; cela ne se peut pas. Je le dis moins souvent que par le passé, parce que, vivant d'une vie retirée, silencieuse, je crains de n'avoir à parler que de moi et de ne donner qu'un faible intérêt à mes lettres. Mais mon cœur est toujours bien fidèle et bien tendre pour mes amis et je n'en connais pas deux dont je regrette l'éloignement autant que le vôtre ! Nous venons de passer deux mois ici fort paisibles par le fait, quoique notre esprit soit

nécessairement devenu soucieux au milieu de la tourmente générale. Je ne sais pas ce que je vais trouver en Touraine où je serai après-demain. Vous aurez vu que mon voisinage du côté d'Angers a été en grande agitation et dans le Maine qui m'est bien voisin aussi, des menaces d'incendie mettent les habitants en grande fermentation. Du reste, je suis fort décidée à ne fuir aucun danger, persuadée comme je le suis qu'on le diminue pour soi par sa présence d'esprit, et qu'on le diminue également pour les autres par les conseils qu'on peut donner et les secours qu'on peut offrir.

Je ne pense pas aller à Paris avant le 1er septembre. Si M. de Talleyrand trouve que dans le mois d'août il n'y ait rien à faire pour la Chambre des pairs, il viendra le passer chez moi. Vous devriez vous arranger pour venir ensemble, cela me ferait une grande joie.

Les élections me paraissent tendre vers un but unique ; la Bourse prend aussi une tendance uniforme et marquée ; la flotte ne fait pas parler d'elle ; les incendies continuent ; les préfets font charger le peuple ; voilà un état de choses qui ne s'est point vu encore.

Je suis contente de ma santé. Madame de Barante l'est-elle de la sienne ? Je ne le suis pas de mes affaires. L'Oder a occasionné de si horribles ravages en Silésie par les débordements printaniers que nous sommes réduits à une gêne positive pour plusieurs années. Heureux ceux qui ne seront pas complètement ruinés ! Il serait cruel, après avoir été inondés en Silésie, d'être consumés en Touraine !

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, 16 juin 1830.

Vous voyez où nous en sommes. Cette proclamation (1) est indifférente ; elle s'est peu à peu énervée, comme vous le voyez. On croit qu'elle est ferme, mais on a eu soin de rendre ambiguë la fermeté, et l'on porte le jésuitisme dans la menace comme dans tout le reste. On se fait du bruit avec les mots et on les entortille de peur qu'ils ne fassent trop d'effet. Cependant le roi est toujours décidé et M. de Polignac aussi ; Peyronnet louvoie. Au fond personne n'a un projet quelconque. Ils conviennent tous pourtant qu'ils n'ont pas la majorité. Toutes les nouvelles, en ce genre, sont bonnes pour nous.

Vous voyez celles de la flotte. Ce rapport de l'amiral a l'air d'un 29e bulletin ; et bien des gens croient l'expédition finie. C'est aller un peu vite. Mais ce qui est certain, c'est qu'elle est fort hasardée. Le temps continue à être détestable, et l'année s'annonce, comme la précédente pendant laquelle il n'y a eu que huit jours en tout éparpillés un à un, en douze mois, où le débarquement eût été possible.

Le départ de M. de Montbel passe toujours pour certain. Capelle lui succédera. La transaction dont Villèle eût été le lien commence à perdre, excepté à la Bourse qui ne rêve que lui. Cet espoir ralentit seul la baisse. Il y en a qui croient que Peyronnet travaille pour lui. C'étaient Humann et Pelletier d'Aulnay qu'on

(1) Proclamation du 14 juin, suprême appel du roi aux électeurs. C. B.

voulait faire entrer dans cet arrangement. Il pourrait être acceptable avec de fortes conditions et une bonne majorité. Mais ce sont de ces choses que le public ne comprend jamais, et qui donnent un air d'intrigue à un parti.

L'élection de Villemain est douteuse.

DE M. ROYER-COLLARD.

Châteauvieux, 16 juin 1830.

Depuis que vous m'avez écrit, il y a le 19 mai, et enfin la proclamation et la liste des présidents, l'une et l'autre mêlées jusqu'à l'insignifiance. Voilà, du moins, ce que m'inspirait la première lecture. Relégué ici, dans un champ d'observations fort étroit, et réduit sur le reste aux journaux, je ne puis porter que des jugements hasardés, mais il me semble que du mouvement des élections doit sortir une Chambre qui passera l'attente commune. Et quoi après? Je ne le sais pas! Nous sommes pressés là entre des impossibilités contraires. J'en appelle à l'imprévu et à la providence.

Je m'en vais après-demain. Quel dommage! Que la campagne est bonne et comme je m'y plairais jusqu'à la Saint-Martin, au moins! N'importe! Marche, marche; il faut aller chercher au loin une mission redoutable et reprendre des engagements inconnus. A la bonne heure; j'éprouve qu'à mon âge la résignation est plus facile.

DE LA DUCHESSE DE BROGLIE.

Coppet, juin 1830.

Je me réjouis vivement de votre triomphe (1), cher Prosper, pour vous, votre sœur et M. Anisson, pour le pays qui aura un excellent député. C'est un admirable spectacle que cette France si raisonnable, si jeune, ne se laissant ni ébranler par la guerre, ni par la victoire, ni par la crainte de la défaite. Ce sera un beau pays bien gouverné un jour ; nous aurons peut-être à souffrir, mais nos enfants verront de beaux jours. Que c'est pourtant difficile de se contenter d'un sentiment désintéressé ! C'est ce que la jeunesse avec tout son dévouement ne sait pas faire. Le jour où nous avons su jouir ou souffrir pour ce qui n'est pas nous, ni notre intérêt, ni notre amour-propre, ni nos affaires, nous avons respiré l'air d'une autre région, de cette région dont M. de Lamartine a si bien parlé. Qu'il y a de belles choses dans M. de Lamartine ! lisez-le et relisez-le, et dites-m'en votre avis, lisez surtout *le Chêne*, *la Pensée de la mort*, etc. C'est superbe à travers bien du mauvais goût, mais il n'y faut pas regarder. Quand le poète nous a rendu le service de soulever ce poids de l'inexprimable qui nous accable, en nous décrivant, en nous exprimant les sentiments confus qui oppressent notre cœur, il serait ingrat de le chicaner sur ses fautes : la mission est remplie.

Adieu, cher Prosper, quelles que soient les destinées

(1) M. Anisson du Perron avait été nommé député de l'arrondissement d'Ambert. C. B.

de notre pays, nos sentiments et nos convictions nous lient à toujours. Calmes ou agités, notre amitié ne peut que se resserrer. Mille choses à tous les vôtres.

DE M. MOUNIER.

Glogau, 2 juillet 1830.

Me voici en Silésie, mon cher Barante, je ne pouvais manquer d'y songer souvent à vous et de me rappeler notre première et si douce intimité ; nos conversations sérieuses, notre apprentissage d'administration, nos niches à ce pauvre Anglès, nos tours de page à ce bon Lespérut. J'aime à croire que vous vous reportez quelquefois à ce temps. Pour moi, je le fais avec un grand plaisir. Ma femme a retrouvé une sœur à laquelle elle est tendrement attachée, et elle jouit beaucoup de tous les souvenirs de son enfance. Pour moi, je n'ai presque plus de mes anciennes relations. La mort et les changements de résidence les ont fait disparaître de Glogau. Il n'y reste plus un seul des membres de la Chambre avec laquelle nous exploitions le pays. Maintenant ces Chambres s'appellent *régence*. M. de Kottwitz, qui était de celle de Glogau, est devenu président à Breslau. Je me propose d'aller le voir. Je suis curieux aussi de faire connaissance avec les embellissements de Breslau. Les fortifications ont été rasées et à la place on a formé de charmantes promenades comme à Leipzig et à Francfort.

De notre temps, la population était de soixante mille âmes, maintenant on l'évalue à quatre-vingt-dix mille. La petite ville de Glogau est tout le contraire,

sa population n'a point augmenté et on accroît ses fortifications de l'autre côté de l'Oder. On fortifie également Posen. Vous voyez qu'il ne s'agit plus de se précautionner contre le Midi et l'Ouest. Aux environs, les nouvelles constructions sont meilleures ; les campagnes se ressentent déjà du nouveau régime ; le gouvernement s'occupe de détruire les restes de la servitude ; il va sans dire que ce n'est pas sans froissements et que les propriétaires des terres *nobles* trouvent, pour la plupart, que ce sont de dangereuses innovations. Vous vous rappellerez d'un certain. La R***, qui était secrétaire de Chaillou, de triste mémoire. Il a acheté une seigneurie, et s'est déguisé en *baron de Frauendorf*. Il vient de publier une brochure dans laquelle il reproche au roi d'attaquer les droits de la *noblesse*. Comme vous n'oubliez rien, vous vous rappellerez aussi que les enfants des paysans étaient obligés de servir chez le seigneur pendant trois ans, pour le logement et la nourriture, c'est-à-dire place au fenil, de l'eau, du pain noir et quelques légumes. On *pouvait* ne leur donner de la viande que *trois fois* par an. L'autre jour, un grand propriétaire me disait que cet ordre de choses était bien regrettable, car les paysans ne seraient plus *dressés à la frugalité*. Je lui ai répondu, comme de *raison*, que son *raisonnement* était très fondé. J'aurais pu ajouter qu'il faisait pendant à ceux que les colons nous donnent à la Chambre.

Glogau est une ville toute militaire ; nous y avons un général Grollmann, qui était allé chercher à guerroyer contre Napoléon jusqu'en Espagne. Il est facile de voir qu'il est très disposé en faveur des institutions anglo-françaises. Puis un général Zastrow, homme de fort bonne compagnie. Il avait épousé une demoiselle

Portalis, mais il a divorcé. Le divorce est encore plus à la mode que de notre temps : on ne rencontre que gens divorcés. Pour moi qui ai vu l'ancienne armée prussienne, c'est un spectacle curieux que la comparaison des deux armées. La discipline contondante avec laquelle on avait fait la bataille de Iéna a été remplacée par la discipline française. Les soldats manœuvrent avec une ardeur remarquable, et on ne saurait voir de plus belles troupes que ces corps où la plupart des hommes n'ont qu'un an ou deux de service. La *Landwehr* a l'air fort militaire, et ce qui est plus singulier pour nous, c'est une cavalerie dont les chevaux labourent et qui ne se réunit que deux fois par an. J'ai visité ce matin l'arsenal de celle de l'arrondissement de Glogau. On y conserve avec soin tout ce qui est nécessaire, depuis la chemise du cavalier jusqu'à la bride et la croupière du cheval.

Nos affaires occupent beaucoup les Allemands; beaucoup s'en inquiètent. Il semble, en effet, difficile de prévoir comment elles se débrouilleront. Je me flatte pourtant de l'espoir que, malgré les sottises multilatérales, la machine publique continuera à marcher sans explosion. Je sais que vous le souhaitez autant que moi, mais en est-il ainsi partout où cela devrait être ?

AU COMTE DE MONTLOSIER.

Barante, 20 juillet 1830.

On ne m'écrit rien de Paris parce qu'on ne sait rien, parce qu'il n'y a rien de résolu. Cette vérification de pouvoirs sera le moment de la crise. Toutes

les questions graves y viendront : la proclamation royale, les menaces aux fonctionnaires, Montauban (1), les injures des journaux ultras, les provocations à la chouannerie et à la guerre civile. En tout, bien que la Chambre se propose d'être sage et modérée, elle sera, quoi qu'on veuille, très vive. Ce qu'il faut, c'est qu'en même temps elle soit grave et que les discussions soient bien menées. Je crois qu'à Alger on s'est animé trop tôt sur quelques propos insolents et hostiles de lord Stuart (2) qui n'en dit pas d'autres, et que l'Angleterre attendra. Il va y avoir un provisoire sur cela comme sur toutes choses. Si le ministère nous livrait à un congrès, il n'y aurait pas assez de boues et de pavés pour lui jeter à la tête.

DU PRINCE DE TALLEYRAND.

Bourbon-l'Archambault, 29 juillet 1830.

Le portrait du roi d'Angleterre sous lequel il y a : *Il règne, mais il ne gouverne pas*, entre bien dans nos affaires. Tout ce qui se passe mène nécessairement à un changement de ministère, que l'on fera le plus tard que l'on pourra, mais que l'on fera. Une alliance de M. de Villèle et de M. de Mortemart n'est qu'une intrigue. Cela ne peut pas se faire, elle aurait une trop

(1) Des désordres assez sérieux s'étaient produits à Montauban le jour du scrutin. A la nouvelle de l'élection de M. de Preissac, candidat libéral et appartenant à la religion protestante, la populace, ultra-royaliste et catholique, avait forcé la maison de M. de Preissac, qui ne dut son salut qu'à une fuite précipitée. C. B.

(2) L'ambassadeur d'Angleterre. C. B.

mauvaise couleur. On perdrait M. de Mortemart qu'il faut trouver, le microscope à la main, être quelque chose. M. de Villèle, ni personne de ce parti-là ne peut arriver si l'on veut entrer dans un véritable ordre. Ces messieurs auront beau faire des promesses, ils ne valent rien : on peut leur rappeler ce passage anglais :

None but gardener can give good gift.

Un de vos enfants le traduira par : Il faut de bonnes gens pour faire de bons présents.

Mon projet est d'aller d'ici droit à Paris et d'y arriver le 24 juillet. Les eaux agissent encore sur mon vieux corps d'une manière insensible. Quand serez-vous à Paris ?

DU DUC DECAZES.

De la route de Clermont à Riom,
30 juillet 1830 (2 heures 1/2).

Cher ami, j'allais dîner avec vous (1). Le préfet m'apprend les cruelles suites des funestes ordonnances. On écrit que Paris est à feu et à sang, que les boulevards et les rues sont barricadés ; qu'on crie « vive Napoléon II ! » ; que les armes de France sont partout arrachées ou effacées ; que le roi est parti pour Compiègne ; que la troupe de ligne a refusé de tirer ; qu'à Rouen, douze mille ouvriers se sont armés. A Lyon, tout est également en insurrection. Mon poste est

(1) M. le duc Decazes, en se rendant de Libourne à Paris, devait passer quelques jours à Barante, et en repartir avec son collègue à la Chambre des pairs, pour assister à la session. C. B.

auprès du roi. Je dois trop à son frère et à Monsieur le dauphin pour différer de vingt-quatre heures et pour ne pas sacrifier tout à ce devoir. Vous m'approuverez ainsi que votre femme, qui croira aisément comme vous à mes regrets d'être si près de vous et de ne pas vous voir. Si tout n'est pas désespéré, ma voix pourra peut-être être entendue de Monsieur le dauphin, et si tout est perdu, mon poste est encore auprès de lui. Je ne puis oublier que j'ai été volontaire royaliste, et que son oncle m'a traité en père. Ma dette n'était pas viagère et elle n'est pas encore acquittée. Je vais tout droit à Étiolles, d'où je vous écrirai.

Le préfet est informé qu'il doit y avoir un mouvement demain à Clermont; il m'avait chargé de vous supplier de venir à son aide, convaincu que vous auriez assez d'empire sur les gens influents pour les convaincre de la nécessité de ne pas sortir des voies légales. Je vous engage fort à faire cette course qui peut empêcher de grands malheurs. Portal sera demain à midi à Clermont.

A MADAME DE BARANTE.

Saint-Pourçain (1), samedi 31 juillet 1830 (3 heures).

Nous venons de rencontrer un voyageur qui a quitté Paris jeudi matin et qui a tout vu. C'était fini et le roi devait rentrer dans la journée; il s'était réfugié à Compiègne et l'on a négocié avec lui; vous aimez mieux cela, et moi aussi. On raconte des merveilles de la

(1) M. de Barante se rendait à Paris. Ce billet et la plupart de ceux qui suivent sont écrits au crayon. C. B.

modération et de la fermeté de la garde nationale; il y a eu, dit-on, environ mille personnes tuées; beaucoup de gendarmes par des citoyens; presque toute la troupe de ligne a refusé de tirer ou a tiré en l'air. Tout est donc mieux qu'on ne pouvait croire; cela est beau et honorable pour le pays.

Adieu, je fais attendre.

Pouilly, dimanche 1er août 1830,
5 heures du matin.

Les malles passent mais ne portent pas de journaux; nous continuons de vous donner les nouvelles que nous ramassons sur la route. Paris est fort tranquille mais barricadé et dépavé. Le roi est à Saint-Cloud et il paraît même qu'il n'en a pas bougé; il y a rassemblé toutes les troupes et en fait venir d'autres; il semblerait donc qu'il ne veut pas céder. On parle de négociations, de M. Hyde de Neuville, de M. de Sémonville porteurs de propositions, mais ce qui a mauvaise mine, c'est un gouvernement provisoire tout entier pris dans la gauche, MM. Lafitte, Casimir Perier, le général Gérard, puis d'autres obscurs ou ridicules. On ne dit pas qu'ils soient violents, mais ils doivent ne pas imposer beaucoup. Ainsi rien de sûr, rien de fini, cette fermeté de résistance, cette modération, ensuite ce désir de conserver le roi, pourront bien finir par s'évanouir; du reste, nous ne savons que des propos de voyageurs.

Briare, dimanche 1er août 1830 (11 heures),
(En attendant des chevaux).

En approchant de Paris, les nouvelles deviennent plus claires, plus détaillées et plus certaines. Je viens de lire le seul journal qui ait reparu : *le Temps*. Il a été envoyé aux directeurs des postes seulement, avec recommandation de le faire lire. On dit qu'aujourd'hui il arrivera aux abonnés ; ainsi vous l'aurez peut-être en même temps que ma lettre. C'est la complète révolution ; la victoire populaire est entière, le roi a quitté Saint-Cloud, les troupes sont aux ordres des généraux libéraux, les Suisses (non pas les Cent-Suisses) ont capitulé. M. de La Fayette commande la garde nationale ; dans tout ceci, pas un nom des centres, pas un de nos amis n'a paru, pas même Sébastiani et Dupin dont nous avaient parlé les voyageurs ; du reste, le langage est jusqu'ici bon et honorable, et puis, ce qui s'est fait ne pouvait pas être l'œuvre de gens modérés. On dit, mais ce n'est plus le journal et ce sont encore des ouï-dire, qu'on a en effet négocié avec le roi, qu'il a offert d'abdiquer en faveur de son fils, que tout cela n'a pu s'arranger ; que tout cela irait au duc d'Orléans, dont cependant il n'est pas question. On compte que les Chambres vont régler le sort commun. Ou je me trompe bien, ou toutes deux, même la Chambre des députés, ne sont pas de cette couleur-là ; j'ignore encore si elles se prêteront à une réunion officielle ; vous voyez qu'il est bon d'arriver. Nous laisserons notre voiture à la barrière, on ne peut passer ni dans les rues, ni sur les boulevards. Il n'y a nulle inquiétude personnelle à avoir, et pour le fond

des choses, malgré mes objections, n'allez pas croire que je regrette la victoire royale.

Voilà la malle.

Paris, lundi 2 août 1830.

Je vous écris du Palais-Royal, au milieu des allants et venants, entendant causer et causant. Je veux pourtant donner un peu de suite à ma lettre. Je venais de fermer celle de Briare quand la malle et la diligence sont arrivées chamarrées de tricolore; cela m'a rappelé notre affaire d'il y a quinze ans (1), mais enfin c'était la fin, c'était le succès. Tout était calmé, on se communiquait de bonnes nouvelles; de proche en proche nous apprenions des détails. Aucun trouble ni dans les villes ni sur la route. Nous avons manqué de chevaux deux fois, ceux qu'on nous attelait étaient harassés. Nous avons atteint la barrière à six heures et demie; les barricades du boulevard et des rues nous ont fait traverser lentement la ville.

J'ai trouvé Anselme animé sur tout ce qu'il avait vu; lui et tous les militaires disent que jamais on ne s'est battu comme les jeunes gens et les ouvriers, car c'étaient les combattants, et en même temps humains pour les blessés, trouvant de l'or sans y toucher. Enfin, les gens les plus graves parlent avec émotion de ces trois jours. Le roi et M. de Polignac ont été inflexibles jusqu'à jeudi; on leur a fait encore espérer soumission et ils n'en ont pas voulu. Le dauphin a été d'une obstination plus rude et plus violente encore;

(1) L'arrivée, à Nantes, de la nouvelle du retour de l'île d'Elbe. C. B.

il a arraché l'épée du maréchal Marmont et a cherché à la briser en lui reprochant de ne pas avoir réussi. Le jeudi enfin, le roi a nommé M. de Mortemart premier ministre, a révoqué les ordonnances, promis l'accusation de M. de Polignac et des autres, la cocarde, l'abdication, tout enfin. Il était trop tard; M. de Mortemart lui-même l'a dit à la réunion des pairs, et de ce moment il n'a plus été question que de M. le duc d'Orléans. C'est à la grande joie de tous. Madame de La Briche (1) toute la première, s'écrie : « Quel bonheur que M. le duc d'Orléans soit là pour nous préserver d'une révolution ! » Pour reprendre ma marche après m'être habillé, je suis allé chez madame de La Briche ; il n'y avait qu'elle dans la maison. M. Molé était déjà au Palais-Royal, où est le lieu de rendez-vous général ; j'y suis venu. J'ai trouvé le grand escalier gardé par des ouvriers un peu en guenilles, mais qui avaient l'air contents d'avoir si bien fait et d'être si bien traités, et puis me voilà dans un salon, attrapant par-ci par-là une parole ou une nouvelle de l'un et de l'autre. M. de Broglie, M. Guizot et autres sont en conseil. M. le duc d'Orléans va, vient, entre, sort, reçoit les arrivants qui sont les bienvenus quand ils sont un peu considérables, les princesses bonnes, aimables, pas embarrassées. Que j'aie été bien reçu, attendu, vous n'en doutez pas. M. de Broglie est sorti une seconde pour me dire bonjour et je causerai avec lui à fond quand le conseil sera fini. M. Cousin est là, dans ce salon, écrivant des billets pour que je sois à

(1) Madame de la Briche n'avait pas tout à fait les mêmes opinions que son gendre M. Molé et son neveu M. de Barante, ses tendances étaient plutôt ultra-royalistes. C. B.

l'instruction publique. On dit que M. de Broglie ne veut pas être ministre, M. Guizot le sera sûrement, sans doute de l'intérieur. Peut-être, avant de fermer ma lettre, saurai-je quelque chose de plus.

M. de Broglie ne sort pas de son conseil et voilà l'heure du départ. Le roi et le dauphin ont congédié leurs dernières troupes. On leur envoie le duc de Trévise, le duc de Coigny, M. Odilon Barrot et le colonel Jacqueminot pour leur servir de sauvegarde et les engager à s'embarquer à Cherbourg.

DE M. DE RÉMUSAT.

Paris, lundi 2 août 1830.

Vous comprendrez, mon cher ami, comment je ne vous ai pas écrit au milieu du trouble de cette semaine de miracles; j'en suis encore tout éperdu, et de plus harassé et malade. J'imagine que nous vous verrons dans peu, probablement avant que cette lettre arrive en Auvergne. Je n'anticipe donc nullement sur le million de choses que j'ai à vous dire.

Tout va bien ici; la tendance à l'ordre est si forte, la nécessité du gouvernement nouveau si visible, que j'espère qu'elles triompheront de toutes les difficultés. La bonté des situations corrigera, j'espère, l'incapacité ou plutôt la nullité des individus. Non, rien ne peut vous donner l'idée des jours héroïques que nous avons vus; l'histoire et le monde en garderont mémoire.

Tous nos amis sont bien. Venez, que je serai heureux de vous embrasser.

A MADAME DE BARANTE.

Paris, mardi, 3 août 1830 (10 h. 1/2).

Je n'aurai pas le temps de vous écrire aujourd'hui plus de six lignes. Hier j'ai passé la journée entière sans réussir à voir ni M. Molé, ni M. Guizot, ni M. de Broglie. Ce matin M. de Broglie devait venir à sept heures, puis il m'a fait dire à huit, puis qu'il ne le pouvait. M. Guizot me donne encore un rendez-vous pour quatre heures; je vais y aller et sans doute je ne le trouverai pas. La séance royale est à midi et demi. Ce matin, M. Pasquier est venu plus d'une heure causer. On est tout occupé de l'abdication et du duc de Bordeaux; cet arrangement convient à la majorité de notre Chambre, mais elle n'essayera pas sans doute de le soutenir; elle est timide et triste; elle sent son propre péril et ne risquera rien. M. de Chateaubriand, que je n'ai pu rencontrer encore, fera peut-être une démarche solennelle pour le duc de Bordeaux. On tâche de l'en empêcher et je doute qu'on réussisse. On doit être tenté d'une si noble conduite. Mounier est arrivé et voulait tout quitter, cependant on l'a décidé à venir à la séance royale. M. Pasquier est raisonnable, point pressé, ne cherchant pas à se mêler. Jusqu'ici sa politique et la mienne sont assez conformes, mais raison, moyens termes, prudence, tout cela est inaperçu; on est encore dans cette impulsion qui a tout emporté; on ne songe qu'à lui plaire ou à ne pas la choquer. Elle a été si belle, si admirable, mêlée de tant de bons sentiments! C'est jusqu'ici une révolution si pure, que ce laisser-aller s'excuse, encore que beaucoup de gens

s'en inquiètent. Pour en revenir au duc de Bordeaux, jeudi c'eût été possible, aujourd'hui on ne peut plus y penser. J'emporte ma lettre et je la fermerai où je pourrai en y ajoutant quelques lignes.

J'ai vu les enfants qui vont à merveille; la tête leur tourne de cette semaine; et les combats des rues, les traits de bravoure, les anecdotes leur font oublier thèmes et versions.

J'ai vu Élisabeth et ce pauvre M. Hubert qui est en grande impatience (1), mais on ne se marie pas au milieu d'un tel train. Hyacinthe (2) a été porteur de paroles au nom de je ne sais qui; il s'est rendu à Saint-Cloud pour presser le roi ou du moins les ministres de céder; il a eu du zèle et a fort éloquemment parlé; — mais on n'écoutait alors ni lui ni personne.

Je sors de la séance; le discours est très bon, vous l'aurez dans la *Gazette*. Il a été bien reçu. Je viens de dire quelques paroles aux princesses qui étaient venues. Le roi reste à Rambouillet et semble ne plus vouloir partir afin d'attendre l'effet de la proposition du duc de Bordeaux; il lui faudra pourtant s'en aller; il n'a plus personne avec lui, et sa présence irriterait beaucoup. Je vous écris au milieu d'une réunion de pairs chez le duc de Broglie.

Paris, mercredi 4 août 1830.

J'ai eu du monde depuis six heures et demie du

(1) Mademoiselle Molé était fiancée au comte de La Ferté.

C. B.

(2) Le comte d'Amilly, un des beaux-frères de M. de Barante. Maître des requêtes au conseil d'État (1819), préfet d'Eure-et-Loir (1822), conseiller d'État (1830), député (1834-1837), préfet de l'Orne (1835-1846).

matin. Je fais fermer ma porte exactement à tout le monde et, avant de me mettre à un ouvrage assez pressé, je veux causer avec vous. Hier on était inquiet : le roi n'avait pas consenti à quitter Rambouillet ; il attendait l'effet de son abdication en faveur du duc de Bordeaux. Les têtes fermentaient à Paris ; les ouvriers et tous nos héros de la semaine dernière, qui ne sont pas encore bien calmés, se sont mis en route pour Rambouillet. C'était un mouvement continuel vers cette route, depuis midi jusqu'à dix heures du soir ; il est sorti de Paris trente ou quarante mille hommes en guenilles, armés de piques, de fusils, de pistolets. Le roi était prévenu ; il avait tous les moyens de s'en aller, mais lui et les siens sont si aveugles, si obstinés, qu'on pouvait craindre quelque funeste événement. J'avais quelque inquiétude pour votre frère (1) qui est encore là ; il paraît qu'aucun malheur n'est arrivé et que le roi va enfin sortir de France ; je ne sais pas les détails.

Maintenant que je vous explique un peu ma propre situation ; nous sommes dans un moment difficile ; l'opinion active, courageuse, admirable, pour appeler les choses comme elles doivent l'être, est, cela est naturel, exigeante, exagérée, inconsidérée ; tout rentrera dans l'ordre quand M. le duc d'Orléans sera roi et agira avec les Chambres ; mais il y a là une transition qui a quelque danger. Le parti républicain n'est composé que d'étudiants ; en soi il n'est pas nombreux, mais les derniers événements ont mis à sa disposition une partie du peuple. Sans doute il ne

(1) Le comte Adolphe de Houdetot, officier de la garde royale. C. B.

surviendra rien de mal, mais il faut des ménagements. Jusque-là tout est provisoire; parmi les sacrifices possibles, que les gens raisonnables tâchent d'éviter, est une épuration de la Chambre des pairs; or vous concevez que M. de Broglie, M. Molé et moi, ne pouvons être de rien dans une telle mesure. Nous ne pouvons accepter une position qu'après cette crise passée. Si je voulais, je serais ministre de l'instruction publique; j'aime mieux qu'on me conserve la place que de me la donner aujourd'hui. Je vais être ce matin de la commission de l'adresse. La pauvre Chambre des pairs est bien humble et soumise.

Les ultras ont une telle peur qu'ils blâment ce que nous blâmons, admirent ce que nous admirons, trouvent le duc d'Orléans nécessaire et n'ont pas même assez de regret du duc de Bordeaux. Hier j'ai vu la pauvre madame de La Rochejaquelein, qui s'est crue en tel péril qu'elle s'est cachée. Sa vieille mère, qui a plus de quatre-vingts ans, pleurait; ses souvenirs lui rappelaient le 10 Août et toutes les scènes d'il y a quarante ans. Je les ai rassurées de mon mieux; elles me touchaient, mais je les voyais bien résignées, et désavouant tout ce qu'elles ont dit si follement pendant quinze ans.

Il y a beaucoup d'Anglais qui se sont battus et fait tuer avec les Parisiens; en général les étrangers sont confondus d'admiration.

Mercredi, 10 heures.

P.-S. — Je fermerai ma lettre à la Chambre des pairs.

1 heure et demie.

... Rien de nouveau; ils sont partis hier avec les commissaires et vont s'embarquer à Cherbourg. Je crois que nous allons marcher; la Chambre est bien disposée et nommera peut-être aujourd'hui une commission pour s'occuper des grandes affaires.

Adieu.

Paris, jeudi 5 août 1830.

Je viens de voir Adolphe qui revient de Rambouillet: il a couru d'incroyables dangers; il avait été laissé ou plutôt il était resté de bonne volonté à la caserne pour la garder avec quinze hommes. Quand les Tuileries ont été prises, il lui a fallu quitter Paris, car on allait enfoncer les portes de la caserne; lui et son camarade ont ramené leurs hommes à travers les coups de fusil jusqu'au pont d'Iéna; puis, en faisant de grands détours, ils sont arrivés quatre à Saint-Cloud. Depuis ce temps il est demeuré avec ces malheureux princes; témoin de leurs misères, de leur pauvreté d'âme et d'esprit, remué comme il devait l'être par ce spectacle. Autour de lui tout était terrifié, tout se hâtait d'abandonner une cause perdue; vingt-cinq fusils de la garde nationale auraient mis en fuite un régiment; les détails qu'il rapporte sont curieux et attristants; il a mis le roi en voiture à Rambouillet; il a tenu l'étrier au dauphin; tous pleuraient; la dauphine était déchirante; la duchesse de Berry, avec une paire de pistolets et en amazone, prétendait que ce n'était pas fini. Il raconte cela vivement et j'en suis ému; du reste il

s'est fait là grand honneur par sa bravoure, son sang-froid et ses bons sentiments. Le roi, en partant, lui a donné la croix.

Revenons aux affaires. Hier notre séance des pairs était un reflet des scènes de Rambouillet; c'était une tristesse générale; tous les vieux serviteurs, M. de Gramont, M. de Maillé, M. de Duras, étaient là abattus, humiliés, sentant leur cause à jamais perdue, se voyant prêts à renoncer à une ancienne et inutile fidélité. Les gens du centre droit, M. Portalis et autres étaient mornes et atterrés. M. de Chateaubriand plein d'incertitude sur ce qu'il ferait et dirait ; M. Decazes froissé de sentiment et un peu mécontent de position. La conduite de cette pauvre Chambre, si menacée dans son existence, si décriée aujourd'hui, roulait en quelque sorte sur M. de Broglie, M. Molé et moi. J'ai été nommé de la commission de l'adresse ; on s'est entretenu de ce qu'elle devait contenir et de la situation où l'on se trouvait. J'ai été amené à prendre la parole ; j'étais plein de tout cela, animé, ému. J'espère avoir bien parlé sans choquer aucun sentiment, honorant ce que le malheur a de respectable, tout en laissant entrevoir ce que la nécessité exige. Je n'avais, comme vous croyez, rien écrit; cela a convenu à tout le monde.

Certainement je suis heureux du résultat, fier de cette révolution si glorieuse pour la France, et cependant j'ai sans cesse le cœur froissé, et ma sympathie se porte vers les individus, sinon sur le parti vaincu. Je n'ai aucun regret de ne pas être plus avant dans les affaires du moment et d'être entièrement désintéressé dans tout ce que je fais. Voilà deux jours que je n'ai mis les pieds au Palais-Royal où je serais

pourtant bien reçu; du reste, la direction de cette ombre de gouvernement est aux gens de la gauche; aux jeunes rédacteurs de journaux, à je ne sais qui enfin, tous fort éloignés des opinions modérées. Ce n'est pas leur moment, en effet; il faut avant tout passer cette dernière crise; arriver le plus tôt possible à la royauté du duc d'Orléans et aux changements à faire à la charte; puis on verra quelle tournure cela prendra. Quant au duc de Bordeaux, il ne peut en être question; la moindre hésitation là-dessus mettrait Paris en feu; il est toujours plein d'ouvriers armés qui ne font de mal à personne, qui ne troublent en rien la paix publique; mais si telle devenait leur fantaisie, il n'y aurait aucun moyen de s'y opposer. Ce fond de raison publique rassure un peu, et, pour en revenir à nous, je ne sais ce que je désirerai. Vous ne m'en voudrez pas de n'y apporter aucun intérêt personnel. En attendant je vais m'occuper des autres.

La Bourse ne rouvre pas, parce que les agents de change cherchent quelque moyen d'annuler les transactions faites le 26. On assure que ces malheureux ministres y avaient gagné de l'argent.

Jeudi, 1 heure 1/2.

A MADAME DE BARANTE.

Paris, 6 août 1830.

Vous n'aurez qu'un mot aujourd'hui, chère amie; il est six heures et demie, je dois être à sept chez

M. Molé, à neuf au Luxembourg et j'y passerai une partie de la journée. Nous allons proposer à la Chambre le projet d'adresse qui offrira d'une manière plus ou moins directe la couronne à Monsieur le duc d'Orléans. Ce sera sans doute une rédaction de moi qui sera présentée, du moins en grande partie. Je serai peut-être rapporteur. Une telle circonstance, de telles choses à dire sont un sujet d'émotions intérieures bien graves. Je n'ai point évité, je n'ai point cherché non plus cette tâche ; il fallait qu'elle fût faite d'une façon prompte et décisive. On a déjà assez de peine à sauver la Chambre des pairs du déchaînement public ; les uns en veulent à son existence ; d'autres à l'hérédité; presque tout le monde exige une épuration. M. de Broglie, M. Molé, M. Guizot ont tenu bon et ont eu une fermeté qui n'est pas la vertu du moment. Vous pensez bien que j'ai été de cet avis et je me suis fort employé à arrêter les démarches hostiles. On se trouve content de mettre ainsi activité et intérêt à défendre des gens qui comptaient nous chasser et peut-être nous proscrire. On a la liste de ceux que le ministère Polignac devait exclure et j'en étais, comme vous pouvez croire. S'ils avaient été vainqueurs ils projetaient des horreurs et auraient répandu des flots de sang.

Je reviens de chez M. Molé ; tout est changé. La peur a pris, on craint des menaces d'insurrection; on va rayer les pairs nommés par Charles X. Bienheureux si on n'ôte pas l'hérédité. J'ignore où nous irons si ceci se prolonge, et pourtant tout est tranquille. Paris est dans sa situation ordinaire; le peuple est calme, les habitudes de chacun sont reprises ; ce qu'il faut, c'est en finir heureusement. Je crois

que la proposition de conférer la couronne à M. le duc d'Orléans se fera aujourd'hui aux députés.

La question de la pairie bouleverse toutes les têtes.

Paris, 7 août 1830.

Tout se passe bien, les rassemblements de jeunes gens et d'étudiants, qui, hier soir et ce matin, entouraient la Chambre des députés, ont été d'abord assez absurdes et criards, mais sans rien de mauvais ni de menaçant. A travers tout ce que ce moment peut avoir d'inquiétant et de déplaisant, il faut reconnaître qu'il y a un bon sens public qui calme l'agitation. Dans deux ou trois heures on va nous porter la résolution de la Chambre des députés. Nous l'attendons. C'est du Luxembourg que je vous écris. Demain le roi de France s'appelera Philippe VII. Dieu veuille après que nous allions bien.

Paris, dimanche 8 août 1830.

Nous avons fait un roi hier : après que la déclaration eut passé aux députés, on nous la transmit. Nous eûmes séance à huit heures ; c'était d'un aspect lugubre. Tous ces courtisans contraints d'accepter la chute de ce qu'ils ont adoré, de renoncer pour jamais à une cause qu'ils ont défendue ou aimée quarante ans ; la situation humiliée de la pairie en proie à tant d'attaques ; ce retranchement des pairs de Charles X ; tout cela nous rendait mornes. J'ai proposé un amendement pour que du moins nous n'eussions pas l'air de chasser nous-mêmes nos collègues ; on m'a su beaucoup de gré du mouvement qui m'a porté à défendre ceux

qui, à coup sûr, ne m'eussent pas épargné dans leur triomphe. En tout, ma position personnelle dans ce tombeau qu'on appelle la Chambre des pairs est fort à mon gré. — Le scrutin fini, nous nous sommes rendus au Palais-Royal, où les visages sont au contraire radieux. Espérons que cela ira bien, car ce sont d'excellentes gens que j'aime. La Chambre des députés est excellente, modérée, honnête, ne demandant rien de dangereux; il ne s'agit que d'aller avec elle et de ne pas être pour la gauche comme les légitimistes étaient pour la droite. De cela va dépendre ma direction et nos arrangements. Si le nouveau gouvernement marche avec le centre gauche, je tarderai peu à rentrer aux affaires ; si c'est avec la gauche on ne voudra pas de moi, ni moi je n'en voudrais. Au premier cas, je pense que je pourrais bien être à l'instruction publique, à moins que M. Molé ne se la garde, ce qu'il ne m'a pas dit.

Paris est tranquille comme si le duc d'Orléans régnait depuis quinze ans ; le peuple est ravi; nos salons un peu tristes et inquiets, mais la masse des hommes éclairés et raisonnables est comme le peuple. Hier, quand les députés sont venus porter leur déclaration, princes, princesses, députés pleuraient de joie et s'embrassaient les uns les autres. Malgré les *mais*, c'est une belle chose et j'ai peut-être tort de ne pas être plus ferme dans mes espérances pour l'avenir.

Mardi, 10 août 1830.

Nous touchons au terme de cette étonnante révolution; il ne s'agit plus que de savoir comment on gouvernera et si l'on gouvernera. La journée d'hier a été

fort belle ; cette séance royale, si simple, sans pompe, sans costumes, ce serment prêté d'un accent sincère, ce contrat signé devant nous comme entre honnêtes gens qui font une affaire raisonnable, tout cela était nouveau. Le soir je suis allé au Palais-Royal ; la reine, Mademoiselle, les princesses et les dames étaient assises autour d'une table ronde, faisant de la tapisserie ou de la charpie comme d'habitude. Entrait à peu près qui voulait, en frac, en pantalons, en bottes ; elles étaient simples et gracieuses à leur ordinaire. La cour du Palais-Royal était comble ; on voyait toutes les têtes pressées les unes contre les autres ; pas un gendarme, pas une police quelconque et aucun désordre. On criait à faire tomber les murailles « Vive la reine ! » De temps en temps elle se montrait au balcon et les cris redoublaient ; on chantait la *Marseillaise*, on semblait non pas ivre de joie, mais plein d'espoir et de confiance, et cependant qui sait si nous marcherons raisonnablement, si la seule direction du gouvernement ne sera pas de toujours chercher cette popularité et toutes les autres.

Je vous jure que, sauf l'amour-propre et la curiosité de se trouver mêlé aux grandes affaires, il y a peu de regrets à avoir d'être arrivé un peu tard ; bien des choses se seraient faites par moi qui ne m'auraient pas plu. D'ici à trois jours, le ministère va se former. Si je n'entre pas au conseil, j'aurai, je crois, une grande ambassade. On m'a parlé de Londres ou de Vienne ; à le bien considérer ce serait la meilleure solution, surtout dans un moment où rien n'a encore pris son assiette. M. de Broglie me le conseille de pure amitié. M. Guizot, qui augure toujours mieux de tout, dit qu'il serait préférable que je sois au conseil ; nous

verrons, je n'aime pas à me tracasser inutilement.

Le roi Charles X va aller un peu plus vite; la lenteur de sa marche était un sujet de tracas.

Mercredi, 11 août 1830.

Je vous écris encore de la Chambre et au milieu de la commission de l'adresse à qui je viens de lire ma rédaction. Aujourd'hui on fait le ministère et peut-être le saurai-je avant de fermer ma lettre. Les chances pour nous sont l'Angleterre (1) : cela est bon, commode, agréable, me tire des embarras d'un gouvernement qui s'installe, des sarcasmes de nos salons, des mécontentements. Je crois que j'aurais été plus utile ici. Ma position à la Chambre est excellente, l'expérience des affaires n'est pas chose très commune dans ce commencement. Enfin, d'autres considérations les portent à me donner une autre destination et cela m'arrange avec six personnes. Peut-être pourrai-je vous dire notre sort avant l'heure de la poste. M. Molé et M. de Broglie en sortant du conseil m'apprendront ce qui est décidé. Le ministère sera demain dans le *Moniteur*. M. Molé est aux affaires étrangères; M. de Broglie, président du conseil d'État et chargé de l'instruction publique. Mon adresse passe avec succès.

(1) M. de Barante ne fut pas envoyé à Londres, mais à Turin. Devant les événements de Belgique et les mouvements insurrectionnels qui éclataient en divers pays, le roi Louis-Philippe jugea que M. de Talleyrand, le négociateur du traité de Vienne, mieux que nul autre rassurerait l'Europe sur nos intentions et que sa présence en Angleterre, dont il avait toujours prôné l'alliance, pouvait, en nous conciliant de suite sa bienveillance, éviter toute tentative de coalition européenne. C. B.

Jeudi, 12 août 1830.

Cette fois, je vous écris de l'Académie. La vie que je mène est insupportable, il faut que je parte pour je ne sais où plutôt que d'y être condamné ; à sept heures du matin commencent les visites, les solliciteurs, les quêteurs de préfectures et de sous-préfectures ; puis les lettres à répondre ; j'en reçois vingt par jour et tout cela pour avoir des places. C'est de cette façon que je suis arrivé jusqu'à midi et demi sans pouvoir vous écrire, alors je suis allé au Palais-Royal avec l'Institut. Vous savez que nos confrères de l'Académie savent assez mauvais gré qu'on ne se mette pas en commun avec eux. Philippe de Ségur qui m'a mené m'a conduit ici et je me dépêche pour que vous ayez une lettre. — On m'a parlé hier au soir de notre affaire comme certaine, ainsi vous devez y croire sauf tous les hasards de ce genre de choses. Ne me grondez pas de ne pas avoir ambitionné un autre arrangement; j'ai laissé faire mes amis, et je me félicite de fuir loin des destitutions, des sollicitations, des murmures, de l'aigreur de la société.

Je vous écris plus dérangé encore qu'hier. On me rebat les oreilles de tragédies, de mademoiselle Duchesnois et de toutes les actrices qui jouent bien ou mal.

FIN DU TOME TROISIÈME

APPENDICE

I

(Page 101.)

Dorothée, princesse de Courlande, naquit le 21 août 1795, de Pierre, dernier duc de Courlande, et de Dorothée, comtesse de Méden ; son père était fils de Jean, duc de Courlande, le ministre et le favori de l'impératrice Anne. En 1795, après de longs débats, la possession de la Courlande fut régulièrement attribuée à l'empire de Russie. Le duc Pierre renonça au duché, en réservant les droits honorifiques des princes souverains. Il avait acheté en 1791 le duché de Sagan, en Silésie. Il mourut en 1800.

Il ne laissa pas de fils ; ses trois filles aînées étaient déjà mariées suivant leur rang et leur fortune, alors

que la princesse Dorothée n'était encore qu'une enfant. La mère s'occupa avec une tendresse maternelle et le discernement d'une personne éclairée de l'éducation de sa jeune fille. La princesse Dorothée était la compagne de jeu et d'études des enfants du roi de Prusse. Elle conserva toute sa vie une respectueuse familiarité avec le fils aîné du roi, qui avait, comme on le sait, le goût des lettres, des arts et de la philosophie, plus peut-être que de la politique.

En 1808, la duchesse de Courlande, fort liée avec la princesse de la Tour et Taxis, sœur de la reine de Prusse, l'accompagna à Erfurt. Le salon de la princesse était un centre de réunion. L'empereur Alexandre y venait souvent oublier les soucis de la situation; M. de Talleyrand s'en montrait aussi un hôte assidu, il y rencontrait la duchesse de Courlande et il souhaita bientôt voir son neveu, le comte Edmond de Périgord, épouser la princesse Dorothée. L'empereur de Russie favorisa ce projet. Mais la jeune princesse n'avait que quinze ans, aussi ce ne fut qu'en 1810, le 22 avril, quelques jours après les fêtes du mariage de Napoléon et de Marie-Louise, que Edmond de Périgord et Dorothée de Courlande se marièrent.

Nommée peu après dame du palais de l'impératrice, sa beauté, son élégance furent bien vite remarquées et l'on sut apprécier son esprit sérieux, cultivé et indépendant. M. de Talleyrand, plus sensible que

personne à de tels agréments, prenait de plus en plus confiance et plaisir dans la société de sa jeune nièce et jouissait de ses succès. Lorsque survint la catastrophe et qu'il dut aller à Vienne disputer le salut de la patrie à des ennemis dont il prévoyait que les divisions nous seraient salutaires, M. de Talleyrand voulut que madame de Périgord se rendît avec lui au congrès. Elle connaissait l'empereur Alexandre; nombre de ministres ou de généraux alliés étaient des amis ou des parents de sa famille; son jugement était particulièrement sensé et sa conversation habile, elle semblait toujours se placer au point de vue de son contradicteur et lui donner des conseils dans son propre intérêt. Quels services ne pouvait-on pas attendre de madame de Périgord? Aussi son nom est-il attaché à ce grand acte politique.

En renonçant à la principauté de Bénévent, M. de Talleyrand avait reçu le duché de Dino en Calabre; il en abandonna le titre à son neveu, et sa nièce s'appela dès lors duchesse de Dino. Rentrée à Paris au moment où le ministère de Richelieu succédait au ministère de M. de Talleyrand, ce fut à elle que son oncle confia le soin de faire les honneurs de son salon. M. de Talleyrand n'était sans doute plus à la tête du gouvernement, mais il continuait à avoir une brillante existence. Il était grand chambellan, pendant vingt ans il avait dirigé les affaires étrangères, influé sur les révolutions et les changements politiques qui avaient

remué l'Europe, il restait en relation avec la plupart des hommes distingués par leur capacité, leur expérience et leur esprit, il tenait à toute la haute aristocratie de France et d'Europe par des liens de famille ou de société. Madame de Dino déploya dans cette tâche tant de charme et tant de tact que l'on accourait à l'hôtel de la rue Saint-Florentin pour elle peut-être plus encore que pour le maître de maison.

C'est ainsi que se passèrent les années de la restauration. M. de Talleyrand laissé en dehors des affaires ne prenait guère part au mouvement politique intérieur. Cependant, comme tous les gens de bon sens, il prévoyait que le roi Charles X ne tarderait point à se perdre, et que sa chute ne pourrait avoir d'autre dénouement que la royauté du duc d'Orléans. Son âge ne lui permit pas toutefois de contribuer d'une manière active à la formation du gouvernement de Juillet, mais il se hâta de le reconnaître et, malgré ses soixante-seize ans, répondit à l'appel que le roi Louis-Philippe fit à son patriotisme pour aller représenter la France en Angleterre. Les grandes difficultés que suscitaient la révolution de Belgique et le démembrement d'un royaume fondé en haine et en crainte de la France furent résolues au mieux de nos intérêts : M. de Talleyrand inspira confiance en notre bonne foi et en notre désir de maintenir la paix. Madame de Dino fut à Londres ce qu'elle avait été à Vienne; elle y obtint le même succès et ses conver-

sations, cette fois encore, facilitèrent l'œuvre de la diplomatie.

Les importantes affaires qui l'avaient conduit à Londres terminées, M. de Talleyrand crut devoir se retirer. Madame de Dino ne resta pas étrangère à la rédaction de la lettre qu'il écrivit au roi pour lui annoncer cette détermination.

Les dernières années de M. de Talleyrand s'écoulèrent à Paris et à Valençay. Son esprit ne vieillissait pas; il s'intéressait toujours vivement aux événements et se plaisait aux entretiens de ses amis, qu'il dirigeait maintenant plus qu'autrefois vers un certain ordre d'idées. Madame de Dino profita de cette disposition pour lui parler d'une réconciliation avec l'Église. Une rétractation proposée par l'archevêque de Paris lui fut soumise. Après en avoir discuté quelque temps les termes, il n'hésita pas à la signer, sur les instances de sa nièce, lorsqu'aux premiers jours de mai 1838 des symptômes menaçants se manifestèrent, et sans illusions sur le danger, il se prépara à la mort avec une entière résignation.

La mort de M. de Talleyrand fut une profonde douleur pour madame de Dino, qui avait entouré de tant de soins les années de sa vieillesse. Le devoir qu'elle s'était tracé accompli, elle reporta son activité sur les intérêts de ses enfants; ce qui la conduisit en Allemagne où le soin de sa fortune réclamait sa présence, surtout depuis qu'elle était entrée en possession du duché de Sagan. Elle aimait ce do-

maine de sa famille, qui conservait le caractère de la grande féodalité; elle s'y trouvait presque suzeraine, non pas d'un gouvernement, mais d'une vaste administration. Les établissements de charité, les écoles publiques étaient sous sa direction. On peut juger du bien qu'elle y fit par les regrets unanimes que sa fin a causé dans toutes les classes de la population.

Depuis que la Prusse avait une constitution, la duchesse de Sagan était membre de la Chambre des seigneurs où elle siégeait par procuration, sans se mêler aucunement de politique. Ses rapports avec la famille royale n'avaient jamais varié. Le roi Frédéric-Guillaume IV se plaisait toujours à sa conversation et parfois allait la voir à Sagan.

Cependant madame de Sagan n'oubliait pas la France, ni les enfants, les parents, les amis qu'elle y avait laissés. Chaque année elle passait quelque temps à Paris dans la société qui regrettait d'être pendant de si longs mois privée de son esprit et du charme de ses rapports, et où elle était heureuse d'épancher ses sentiments et ses impressions. En 1861, ce voyage lui devint impossible. Sa santé, déjà médiocre depuis quelques années, était gravement altérée et ne permettait aucun espoir de guérison. Supportant avec courage d'intolérables douleurs, madame de Sagan, pieusement résignée et ne regrettant dans la vie que l'affection de ses enfants et de ses amis, voyait arriver sa fin. « Il ne reste plus, m'écrivait-elle,

qu'à me cacher, à souffrir et à attendre en me préparant, le mieux que faire se peut. J'y mets beaucoup de bonne volonté. Cela suffira-t-il? »

Les dernières heures de sa vie furent tranquilles; le calme de son âme apaisait ses souffrances.

(Article nécrologique sur madame la duchesse de Sagan, écrit en novembre 1862 par M. de Barante et publié dans le *Journal des Débats*.)

FIN DE L'APPENDICE

TABLE DU TOME TROISIÈME

I. — Décembre 1821-Décembre 1822 1
II. — Année 1823 67
III. — Année 1824 160
IV. — Année 1825 237
V. — Année 1826 310
VI. — Année 1827 273
VII. — Janvier 1828-Août 1829 445
VIII. — Août 1829-Août 1830 489
APPENDICE 581

5775-93. — Corbeil. Imprimerie Éd. Crété.

171144

Author Barante, Aimable Guillaume Prosper B. Baron de

Title Souvenirs, pub. par Claude de Barante. Vol.3.

HF.B
B225s

DATE.

NAME OF BORROWER.

June 30/50

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU